

BRUNNEN

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

IV

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Le Baron ALOY^S de KÜBECK
PRESIDENT DE LA DIÈTE GERMANIQUE

(29 Mai 1850 .)

Amyot, Edit. Paris

Imp. Ch. Chardon aine, Paris

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1864

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME QUATRIÈME

4^e ANNÉE

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

1864

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1864

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

LUBECK, BRÈME, HAMBOURG — TURQUIE.

Berlin, 27 septembre 1862.

Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation entre les villes libres de Lubeck, Brême et Hambourg d'une part, et la Porte ottomane d'autre part, signé à Berlin le 27 septembre 1862 et ratifié le 12 février 1863.

Le Sénat de la ville libre et hanséatique de Lubeck, le Sénat de la ville libre et hanséatique de Brême et le Sénat de la ville libre et hanséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) d'une part, et

Sa Majesté impériale le Sultan, d'autre part,
Étant animés du désir de régler de nouveau et de consolider par un acte spécial et additionnel, les rapports d'amitié et les relations de

commerce et de navigation entre les Républiques hanséatiques et la Sublime Porte, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Les Sénats des Villes hanséatiques :

M. Geffcken, docteur en droit, leur Ministre-résident près Sa Majesté le roi de Prusse, chevalier de l'ordre de la Couronne royale de Prusse de deuxième classe avec la plaque, officier de l'ordre impérial brésilien de la Rose, etc., etc.

Sa Majesté impériale le Sultan :

Le sieur Jean *Aristarchi bey*, fonctionnaire de l'Empire de première classe, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi de Prusse, décoré des ordres impériaux du Medjidié de seconde classe et du Nichan Iftihar, chevalier de l'Aigle rouge de Prusse de première classe, commandeur de Saint-Olaf de Norvège et du Lion et du Soleil de Perse en brillants, etc., etc.

Lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs trouvés dans la bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Art. 1^{er}. Tous les points des stipulations commerciales précédentes entre les Villes hanséatiques et la Sublime Porte et nommément toutes les stipulations du Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1839 ainsi que de la Convention supplémentaire du 7 septembre 1841 autant qu'ils ne se trouvent pas en contradiction avec la présente Convention sont maintenus et confirmés pour toujours.

Les sujets et citoyens et les produits du sol et de l'industrie, ainsi que les bâtiments des Républiques hanséatiques auront de droit, dans l'Empire ottoman, l'exercice de la jouissance de tous les avantages, priviléges et immunités qui sont ou qui par la suite seraient accordés aux sujets, aux produits du sol ou de l'industrie, et aux bâtiments de toute autre nation la plus favorisée.

Art. 2. Les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou leurs ayants cause pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire ottoman soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles, sans exception, provenant du sol et de l'industrie de ce pays.

Tous les monopoles qui autrefois, dans l'Empire ottoman, frappaient les produits de l'agriculture et autres productions quelconques sont et demeurent abolis pour toujours : de même la Sublime Porte renonce-t-elle à l'usage des teskérés, demandés aux autorités locales pour l'achat de ces marchandises ou pour les transporter d'un lieu à un autre quand elles étaient achetées. Toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques à se pourvoir de semblables permis ou teskérés, sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime

Porte punira immédiatement avec sévérité tous fonctionnaires auxquels on aurait une pareille infraction à reprocher, et elle indemnisera les sujets ou citoyens des Républiques hanséatiques des pertes ou vexations dont ils pourront prouver qu'ils ont eu à souffrir.

Art. 3. Les marchands sujets ou citoyens des Républiques hanséatiques ou leurs ayants cause, qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire ottoman, payeront lors de l'achat ou de la vente, les mêmes droits qui sont payés, dans les circonstances analogues, par la classe la plus favorisée des sujets ottomans ou étrangers qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, acheté pour l'exportation, sera transporté libre de toute espèce de charge et de droits à un lieu convenable d'embarquement par les négociants sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou leurs ayants cause. Arrivé là, il payera un droit unique de 8 pour 100 de sa valeur, lequel sera abaissé chaque année de 1 pour 100 jusqu'à ce qu'il ait été réduit à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100 destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Tout article acheté au lieu d'embarquement pour l'exportation et qui aurait déjà payé le droit d'exportation, ne pourra, en aucun cas, être soumis à un droit ultérieur d'exportation, si même il a changé de main.

Art. 5. Tout article produit du sol ou de l'industrie des Républiques hanséatiques ou des États de la Confédération germanique et toutes marchandises de quelque espèce qu'elles soient, importées par terre ou par mer par des sujets ou citoyens des Républiques hanséatiques seront admis dans toutes les parties de l'Empire ottoman, sans aucune exception, moyennant un droit unique et fixe de 8 pour 100, calculé sur la valeur de ces articles à l'échelle et payable au moment du débarquement, si ils arrivent par mer, et au premier bureau de douane, si ils arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises après avoir acquitté le droit de 8 pour 100, sont vendues, soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit, ni du vendeur ni de l'acheteur. Si n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, ces marchandises étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit dans l'article 8. L'administration des douanes serait dans ce cas tenue de restituer immédiatement au négociant qui fournirait la preuve que le droit de 8 pour 100 a été acquitté, la différence entre ce droit d'importation et celui du transit spécifié dans l'article 8.

Art. 6. Les articles d'importation étrangère destinés aux principautés unies de Moldavie et de Valachie et à la principauté de Servie et traversant les autres parties de l'Empire ottoman, n'acquitteront les droits de douane, qu'à leur arrivée à ces principautés, et réciproquement les marchandises d'importation étrangère traversant ces principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau de douane administré directement par la Sublime Porte.

De même les produits du sol ou de l'industrie de ces principautés, aussi bien que ceux du reste de l'Empire ottoman, destinés à l'exportation, devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces principautés, et les derniers au fisc ottoman ; de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie des Républiques hanséatiques ni sur les marchandises appartenant à leurs sujets et citoyens et provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, quand ces deux sortes de marchandises passeront par les détroits des Dardanelles, du Bosphore ou de la Mer Noire, soit que ces marchandises traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation, elles soient pour un temps limité déposées à terre pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas les marchandises devraient être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane dits de transit, et placées partout ailleurs, où il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration des douanes.

Art. 8. La Sublime Porte désirant accorder des facilités au transit par terre au moyen de concessions graduelles, il a été convenu que le droit de 3 pour 100 prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays sera réduit, dès aujourd'hui, à 2 pour 100, et au bout de la huitième année, à compter du jour où les ratifications du présent traité auront été échangées, à une taxe fixe et définitive de 1 pour 100.

La Sublime Porte déclare en même temps se résERVER le droit d'établir par un règlement spécial les garanties à prendre pour empêcher la fraude.

Art. 9. Les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques se livrant au commerce des articles produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers transigant des marchandises provenant de leur propre pays.

Art. 10. Par exception aux stipulations de l'article 5 il a été convenu que le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des marchandises que les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ont la faculté d'importer en Turquie. En conséquence les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de la Turquie seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles. Comme compensation de cette restriction aucune taxe ne sera perçue à l'avenir sur ces articles, quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets et citoyens des Républiques hanséatiques, cependant les quantités de tabac et de sel qui seront exportées par les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou par leurs ayants cause, devront être déclarées à l'administration des douanes qui conservera comme par le passé son droit de surveillance sur l'exportation de ces produits, sans que pour cela elle puisse prétendre à aucune rétribution, soit à titre d'enregistrement, soit à tout autre titre.

Art. 11. En outre ne pourront, dorénavant, être importées en Turquie par les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ni canons, ni autres armes à feu, ni poudre, ni munitions de guerre quelconques. Le commerce de ces articles reste sous la surveillance immédiate et spéciale du Gouvernement ottoman qui conserve le droit de le réglementer.

Ne sont pas compris dans les restrictions précédentes les pistolets, les fusils de chasse et les autres armes à feu tombant dans la catégorie des armes de luxe.

Art. 12. Les firmans exigés des bâtiments marchands des Républiques hanséatiques à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 13. Les capitaines des bâtiments marchands des Républiques hanséatiques ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire ottoman, seront tenus de déposer à la douane immédiatement après leur arrivée au port de destination, une copie légalisée de leur manifeste.

Art. 14. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du trésor ottoman, pourvu que la fraude soit dûment et légalement prouvée et qu'un procès-verbal du fait de contrebande soit dressé et communiqué sans délai à l'autorité consulaire du sujet étranger, auquel appartiendront les marchandises confisquées.

Art. 15. Il demeure entendu que les Gouvernements des Républi-

ques hanséatiques ne prétendent, par aucun des articles du présent traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens Traités et aux priviléges accordés par la présente Convention aux sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou à leurs propriétés.

Art. 16. Il est convenu, que tous les priviléges, avantages ou immunités accordés par le Gouvernement ottoman à la nation la plus favorisée seront également étendus aux Républiques hanséatiques. Le présent Traité, qui une fois ratifié sera substitué au Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 18 mai 1839¹ et à la Convention supplémentaire du 7 septembre 1841², sera valable pour vingt-huit ans. Chacun des États contractants se réserve la faculté de proposer au bout de la quatorzième et de la vingt et unième année les modifications que l'expérience aurait suggérées.

Les stipulations arrêtées par la présente Convention seront exécutables dans toutes les parties de l'Empire ottoman, c'est-à-dire, dans les possessions de Sa Majesté Impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte, en Servie et dans les principautés unies de Moldavie et de Valachie.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des commissaires pour établir le tarif des droits de douane à percevoir, conformément aux stipulations du présent Traité, tant sur les marchandises provenant du sol et de l'industrie des Républiques hanséatiques et de la Confédération germanique et importées par les sujets et citoyens de ces États dans l'Empire ottoman, que sur les produits du sol et de l'industrie de la Turquie, achetés pour l'exportation par les sujets et citoyens des Républiques hanséatiques ou par leurs ayants cause. Le nouveau tarif établi de la sorte restera en vigueur pendant sept ans à dater de l'échange des ratifications. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du tarif. Mais si à cette époque ni l'une ni l'autre n'usent de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

1. Martens. Nouveau recueil, t. XVI, p. 885 (en allemand).

2. Ne se trouve pas dans Martens. Voir le *Recueil des traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères*, par le baron de Testa. Paris, Amyot.

Art. 17. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de deux mois ou plus tôt si faire se pourra.

Fait à Berlin, le 27 septembre 1862.

(L. S.) *Signé : GEFFCKEN.*

(L. S.) *Signé : ARISTARCHI.*

ITALIE — RUSSIE.

Saint-Pétersbourg, 16/28 septembre 1863.

Traité de commerce et de navigation entre la Russie et le Royaume d'Italie, signé à Saint-Pétersbourg le 28 septembre 1863.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi d'Italie, animés du désir d'étendre et de faciliter les relations commerciales entre leurs États et sujets respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies,

Le prince Alexandre *Gortchakoff*, son vice-chancelier et conseiller privé actuel, membre du Conseil de l'Empire, chevalier des ordres de l'Russie de Saint-André en diamants, de Saint-Vladimir de la 1^{re} classe, de Saint-Alexandre-Nevsky, de l'Aigle blanc, de Sainte-Anne de la 1^{re} classe et de Saint-Stanislas de la 1^{re} classe; de l'ordre de l'Annonciade, de la Toison d'Or d'Espagne, grand-croix de la Légion d'honneur de France, de Saint-Étienne d'Autriche, de l'Aigle noir de Prusse en diamants, et de plusieurs ordres étrangers;

Et le sieur Michel de *Reutern*, son conseiller privé, secrétaire d'État et ministre des finances, chevalier des ordres de Saint-Vladimir de la 2^e classe, de Saint-Anne de la 1^{re} classe ornée de la couronne impériale, et de Saint-Stanislas de la 1^{re} classe;

Et S. M. le Roi d'Italie, le marquis Joachim-Napoléon *Pepoli*, chevalier grand-croix décoré du grand cordon de son ordre des Saints Maurice et Lazare, député au Parlement national et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre tous les États des Hautes Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes pour-

ront respectivement entrer en toute liberté et sécurité, avec leurs navires et cargaisons, dans toutes les places, ports et rivières des États et possessions de l'autre, dont l'entrée est ou pourra être permise à d'autres étrangers.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes, en se conformant aux lois du pays, auront pleine liberté avec leurs familles, d'entrer, de voyager ou séjourner dans quelque partie que ce soit des États et possessions de l'autre partie contractante, et ils jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront exercer le commerce tant en gros qu'en détail.

Ils auront la faculté, dans les villes et ports, de louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques et terrains qui leur seront nécessaires, sans être assujettis à des taxes soit générales, soit locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

Ils pourront effectuer des transports de marchandises et d'argent, recevoir des consignations, tant de l'intérieur que de l'étranger, en ne payant d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les nationaux.

Ils auront pleine et entière liberté de fixer les prix des biens, marchandises ou objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'on les vende à l'intérieur ou qu'on les exporte, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Ils pourront exercer leur commerce soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix, sans être tenus pour cette raison à payer une indemnité ou rétribution quelconque soit à des individus, soit à des corporations privilégiées.

Ils ne seront assujettis, pour leurs personnes ou propriétés, ni pour leurs passe-ports, permis de séjour ou d'établissement, ni en raison de leur commerce ou de leur industrie, à des taxes soit générales, soit locales, ni à des impôts mobiliers ou immobiliers, ou obligations de quelque nature que ce soit, autres ni plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis pour les nationaux.

Et de la même manière ils jouiront, en matière de commerce, de navigation et d'industrie, de tous les droits, priviléges, libertés, immunités, exemptions et autres faveurs quelconques, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans chacun des deux pays, et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. Seront respectés les habitations et magasins des sujets de

chacune des Hautes Parties contractantes dans les États et possessions de l'autre, ainsi que tous les terrains qui en dépendent, servant soit à la demeure, soit au commerce. S'il y avait lieu à faire une perquisition ou visite domiciliaire dans ces habitations et terrains, ou bien à inspecter ou visiter les livres, papiers ou comptes, il ne sera procédé à une telle mesure qu'en vertu d'un arrêt légal ou d'un ordre par écrit d'un tribunal ou de l'autorité compétente.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les États et possessions de l'autre, auront libre accès dans les tribunaux pour défendre ou poursuivre leurs droits. Ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et priviléges que les sujets du pays, et seront comme ceux-ci libres de se servir en toute cause de leurs avocats, fondés de pouvoirs ou agents, pris parmi les personnes que les lois du pays autorisent à exercer cette espèce de profession.

Art. 3. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les États et possessions de l'autre auront pleine liberté d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de propriété que les lois du pays permettent ou permettront aux étrangers, de quelque nation que ce soit, d'acquérir et de posséder. Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer, soit par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat*, soit de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent ou établiront pour tous les autres étrangers. Leurs héritiers et ayants cause pourront hériter et prendre possession d'une telle propriété, soit en personne, soit par des agents agissant en leur nom, de la même manière et dans les mêmes formes légales que les sujets du pays. En l'absence d'héritiers ou d'ayants cause, il sera procédé à l'égard de la propriété de la même manière qu'à l'égard d'une propriété semblable appartenant à un sujet du pays et se trouvant dans les mêmes conditions.

Dans aucun des cas précités il ne sera payé, à raison de la valeur de la propriété, d'autres ni de plus forts impôts, droits ou charges, que ceux que payent ou payeront les sujets du pays. Dans tous les cas il sera permis aux sujets des Hautes Parties contractantes d'exporter librement leur propriété ou le produit de la vente si elle a été vendue, sans être assujettis, à cause de l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers, ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les sujets du pays sont ou seront assujettis en pareille circonstance.

Art. 4. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes dans les États de l'autre seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute con-

tribution soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalence du service personnel ; enfin, de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail, et les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. 5. Toutes les marchandises et tout article de commerce, produits du sol ou de l'industrie, soit des États et des possessions de S. M. l'Empereur de Russie, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des États et possessions de S. M. le Roi d'Italie par des sujets ou par des navires italiens, pourront également y être importés par des sujets ou par des navires russes, sans payer d'autres ni de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales, ou d'établissements particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des sujets ou navires italiens.

Et réciproquement toutes les marchandises et tout article de commerce, produits du sol ou de l'industrie, soit des États et possessions de S. M. le Roi d'Italie, soit d'un autre pays quelconque qui peuvent ou pourront être légalement importés dans les ports des États et possessions de S. M. l'Empereur de Russie par des sujets ou par des navires russes, pourront également y être importés par des sujets ou par des navires italiens, sans payer d'autres ni de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements quelconques, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des sujets ou navires russes.

Cette réciproque égalité de traitement aura son effet sans distinction de provenance, soit que la marchandise ou article de commerce arrive directement du pays de son origine, soit qu'il arrive de tout autre pays.

Art. 6. De la même manière, il y aura parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de sorte que les mêmes droits seront payés dans les États de chacune des deux Hautes Parties contractantes à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou qui pourra en être légalement exporté, sans distinction, que l'exportation se fasse par des sujets ou des navires italiens ou par des sujets ou des navires russes, et quelle qu'en soit la destination, soit pour un port ou un territoire de l'autre partie contractante, soit pour un port ou territoire d'une puissance tierce quelconque.

Art. 7. Il y aura réciproquement la même égalité de traitement

pour l'emmagasinage, pour le commerce de transit et pour la réexportation, ainsi que pour les primes, facilités et remboursements de droits qui sont ou pourront être accordés par la législation de l'un ou de l'autre pays; l'intention et la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant qu'aucune préférence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 8. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les États de S. M. le Roi d'Italie d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des États et possessions de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, de quelque place qu'il arrive; et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les États et possessions de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des États de S. M. le Roi d'Italie, de quelque place qu'il arrive, que ceux qui sont ou seront payés pour le même article, produit du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger quelconque; et il n'y aura aucune prohibition pour l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des États et possessions de l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans les États et possessions de l'autre, laquelle ne s'étendra pas également à l'importation des mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie, d'un autre pays quelconque.

Art. 9. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits ou charges, dans les États et possessions de l'une des deux Hautes Parties contractantes, sur l'exportation pour les États et possessions de l'autre d'un article quelconque, que ceux qui sont ou seront payés à l'exportation du même article pour un autre pays étranger quelconque; et l'exportation d'un article quelconque des États et possessions de l'une des deux Parties contractantes pour les États et possessions de l'autre, ne sera frappée d'aucune prohibition qui ne s'étendra pas également à l'exportation du même article pour tout autre pays.

Art. 10. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée, directement ou indirectement, par l'une ou l'autre des Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé, par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes dans les ports de laquelle ces objets de commerce auront été importés; l'intention et la volonté précise des Hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 11. Les Hautes Parties contractantes, désirant assurer, chacune dans ses propres États, une complète et efficace protection contre la fraude à l'industrie manufacturière de l'autre, sont convenues que

toute contrefaçon ou imitation frauduleuse, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique ou de métier primitivement apposées, *bona fide*, à des marchandises, produits de l'autre pays, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée.

S. M. le Roi d'Italie s'engage à recommander à son Parlement d'adopter telles mesures qui pourront mettre Sa Majesté à même de faire exécuter de la manière la plus complète les stipulations du présent article.

Art. 12. Les titres émis ou garantis par le gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, et cotés à la Bourse de Turin, seront admis à la cote officielle des Bourses de Russie. Réciproquement les titres émis ou garantis par le Gouvernement impérial russe, et cotés à la Bourse de Saint-Pétersbourg, seront admis à la cote officielle des Bourses d'Italie.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux valeurs émises avec lots ou primes attribuant au prêteur ou porteur de titres un intérêt inférieur à 3 pour 100, soit du capital nominal, soit du capital réellement emprunté, si celui-ci est inférieur au capital nominal.

Art. 13. Les navires russes entrant dans un port d'Italie, et réciproquement les navires italiens entrant dans un port de l'Empire de Russie, et qui voudraient y décharger tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, pourront en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un pays tiers, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis en pareil cas les bâtiments nationaux.

Art. 14. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage de chacun des deux pays, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

Art. 15. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur décharge dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États, aucun pri-

vilége ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance ; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments italiens et les bâtiments russes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 16. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quaiage ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire et sont perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé à l'arrivée, séjour et sortie dans les ports de l'un des deux pays aux bâtiments de l'autre, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux en général ; l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant qu'il n'existe dans leurs États, sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilége ni aucune prérogative quelconque favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre partie contractante. Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs, de quelque port ou place qu'ils arrivent, et quelle que soit leur destination à leur départ.

Art. 17. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1^o Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur l'est ;

2^o Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, justifieront d'avoir déjà acquitté ces droits ;

3^o Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement et le rechargeement des marchandises pour la réparation d'un navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 18. Tout vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires, et de se remettre en mer sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment

national. Si cependant le patron d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes échouât ou fit naufrage sur les côtes de l'autre, ce vaisseau ou navire, ainsi que ses débris, ses provisions et gréments, et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de la vente s'ils étaient vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel vaisseau ou navire échoué ou naufragé seront remis aux propriétaires ou à leurs agents, sur leur réclamation. A défaut de propriétaires ou d'agents sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul général, Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire russe ou italien dans le district duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu, et ce sur sa réclamation présentée dans le délai que fixent les lois du pays.

Lesdits Consuls, propriétaires ou agents, ne payeront que les frais occasionnés par la conservation de la propriété, ainsi que les mêmes droits de sauvetage et autres que payerait en pareil cas de naufrage un bâtiment national.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation, et dans ce cas ils payeront les mêmes droits que s'ils étaient importés par navires nationaux.

Art. 19. Tous les navires qui, en conformité des lois du royaume d'Italie, doivent être considérés comme navires italiens, et tous les navires qui, en conformité des lois de l'empire de Russie, doivent être considérés comme navires russes, seront, pour l'application du présent Traité, considérés respectivement comme navires italiens ou russes.

Les stipulations du présent Traité seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'empire de Russie.

Art. 20. Il sera libre à chacune des Hautes Parties contractantes d'établir des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans les villes et ports des États et possessions de l'autre.

Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes conservera le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre des Consuls ; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne

soit commune dans leur pays à toutes les nations, même les plus favorisées.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à régler par une convention spéciale tout ce qui concerne les attributions, droits, priviléges et immunités de leurs Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs. Mais il est entendu que ceux qui sont déjà ou seront nommés dans l'intervalle exerceront toutes leurs fonctions et jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités qui appartiennent ou pourront appartenir aux Consuls de la Nation la plus favorisée.

Art. 21. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent de déterminer par la suite, dans une convention spéciale, les moyens de garantir, réciproquement la propriété littéraire et artistique dans leurs États respectifs.

Art. 22. En tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre État, qu'ils ne soient aussi et à l'instant étendus à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et moyennant la même compensation ou un équivalent fixé d'un commun accord, si la concession a été conditionnelle.

Art. 23. Le présent Traité de commerce et de navigation restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié *officiellement* à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification à l'autre à l'expiration des neuf premières années ou à toute époque postérieure.

Art. 24. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le seize (vingt-huit) septembre, de l'an de grâce mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) Signé : GORTCHAKOFF. (L. S.) Signé : PEPOLI.

(L. S.) Signé : REUTERN.

Articles séparés.

Article 1^{er}. Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvège étant réglées par des stipulations spéciales qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que lesdites

stipulations soient liées aux règlements existants pour le commerce étranger en général, les deux Hautes Parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales accordées au commerce de la Suède et de la Norvège, en considération d'avantages équivalents accordés dans ce pays au commerce du Grand-Duché de Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation établies entre les deux Hautes Parties contractantes par le présent Traité.

Art. 2. Il est également entendu que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du traité de ce jour, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir :

De la part de la Russie :

1^o Les lois du Grand-Duché de Finlande qui n'accordent aux étrangers que le droit d'exercer le commerce dans les villes maritimes (stapelstadt) de ce pays, et seulement en gros;

2^o La franchise dont jouissent les navires construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les trois premières années, sont exempts des droits de navigation :

3^o La faculté accordée aux habitants de la côte du Gouvernement d'Arkhangel d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés dans les ports dudit Gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du révendouc :

4^o Le privilége de la Compagnie russe-américaine;

5^o Les immunités accordées en Russie à différentes Compagnies anglaises et néerlandaises dites yacht-clubs.

Et de la part de l'Italie :

Le monopole existant déjà sur les objets dont le commerce est exclusivement réservé au Gouvernement.

Art. 3. Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité de ce jour.

Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le seize (vingt-huit) septembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-trois.

(L. S.) Signé : GORTCHAKOFF.

(L. S.) Signé : PEPOLI.

(L. S.) Signé : REUTERN.

GRANDE-BRETAGNE — TUNIS.

10 octobre 1863.

Convention entre les Gouvernements de Grande-Bretagne et de Tunis relativement à la possession de biens-fonds pour les sujets anglais dans la régence de Tunis, signée en langue anglaise et arabe à Tunis le 10 octobre 1863.

Au nom du Dieu tout-puissant, Convention conclue entre le Gouvernement de Sa Majesté, la descendante de glorieux Souverains. La couronne, grande et illustre, ayant à son commandement l'épée et la plume, la grande et auguste Princesse, dont la renommée de vertus est répandue par tout l'univers, notre amie la Reine de Grande-Bretagne et d'Irlande, et le Gouvernement de la Sérénissime Altesse Mohamed Essadak, bey, seigneur de la régence de Tunis, relativement à la permission accordée aux sujets anglais de posséder des biens-fonds dans la régence de Tunis.

Attendu qu'en vertu de l'article 11 de la loi organique de la régence de Tunis¹, les étrangers ont acquis le droit de posséder des propriétés immobilières aussitôt que leurs Gouvernements respectifs feront un arrangement avec le Gouvernement de Tunis, établissant dans quelles conditions ils seront fondés à exercer le droit qui leur est concédé, et attendu qu'il est utile d'empêcher à l'avenir les abus, les disputes et la confusion qui se sont manifestés à la suite des moyens auxquels les étrangers ont eu recours dans le but d'éviter les règlements et les coutumes qui leur interdisaient de posséder des immeubles en leur propre nom.

Son Altesse Sérénissime *Mohamed Essadak*, bey, seigneur de la régence de Tunis, et *Richard Wood Esq.*, agent de Sa Majesté britannique et son Consul général à Tunis, dûment autorisé à cet effet, sont convenus des stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. Comme il est désormais permis par la loi aux sujets britanniques d'acheter et de posséder des propriétés immobilières dans la régence de Tunis, les cours ecclésiastiques et les autres cours et autorités légales, sont autorisées à procéder, sur la demande de l'acheteur, à la vérification des titres et à en faire la transmission en son nom, conformément aux usages du pays, afin de leur donner la validité requise par la loi.

Art. 2. Les sujets britanniques possédant des propriétés immobi-

Voir *Archives de 1861. T. IV*, p. 278.

lières payeront les mêmes taxes locales et fiscales que les indigènes, et s'acquitteront, en général, des obligations imposées par la loi, et ils en seront déchargés de même, leur propriété étant pareille à celle des indigènes.

Art. 3. Chaque propriétaire de maisons, de magasins ou autres bâtiments se conformera aux règlements existants ou qui pourront être établis plus tard.

Art. 4. Tous les cas de litige concernant les immeubles et touchant à la propriété ou à l'occupation de maisons ou de terres qui surgiront entre un sujet britannique et un sujet tunisien, seront renvoyés à la décision des tribunaux légaux compétents. La sommation de comparaître sera transmise aux sujets britanniques par l'entremise du Consul-général britannique ou, en son absence, par son délégué, afin que, soit le Consul, soit le délégué, puisse assister au procès. Et la partie condamnée aura droit d'appel aux cours constituées à cet effet jusqu'à ce que cet appel soit parvenu à l'Assemblée législative (*Meglis Elakbar*).

FRANCE — ÉGYPTE.

Compiègne, 5 décembre 1863.

Décret créant et déterminant les fonctions de consul-juge à Alexandrie (Égypte). Signé à Compiègne, le 2 décembre 1863¹.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur la proposition de notre Ministre des affaires étrangères,

Vu l'ordonnance de 1681 ;

Vu l'édit du mois de juin 1778, et notamment les articles 1, 6, 7 et 8 ;

Vu la loi du 28 mai 1836 ;

Notre conseil d'État entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les fonctions judiciaires attribuées, tant en matière civile et commerciale qu'en matière criminelle, par l'édit du mois de juin 1778 et par la loi du 28 mai 1836, à nos Consuls dans les Échelles du Levant et de Barbarie, pourront être remplies à Alexandrie, en cas d'absence ou d'empêchement du Consul, par un magistrat qui prendra le titre de Consul-juge.

1. Voir Testa, *Recueil des traités de la Porte ottomane*. Paris, Amyot.

Art. 2. Le Consul-juge sera nommé par nous, sur la proposition de notre Ministre des affaires étrangères, après avis de notre Garde des sceaux, ministre de la justice.

Il sera placé sous l'autorité du Ministre des affaires étrangères, et les règlements concernant les agents du service consulaire lui seront applicables.

Art. 3. Lorsque le Consul présidera le tribunal consulaire, le Consul-juge l'assistera comme premier assesseur et prendra part au jugement avec voix délibérative, aux lieux et places de l'un des notables appelés conformément à l'article 6 de l'édit du mois de juin 1778.

Art. 4. En cas d'absence ou d'empêchement du Consul-juge, les fonctions judiciaires qui lui sont attribuées par l'article 1^{er} du présent décret seront remplies par l'officier du consulat spécialement désigné par le Consul ou par l'agent gérant le consulat.

Art. 5. Nul ne pourra être nommé Consul-juge s'il ne réunit les conditions suivantes :

1^o Être âgé de trente ans accomplis ;

2^o Avoir été reçu licencié en droit ;

3^o Avoir, pendant cinq ans au moins, rempli des fonctions judiciaires en France, en Algérie ou dans les colonies, ou exercé comme avocat, pendant dix ans, devant l'une des cours ou l'un des tribunaux de l'Empire.

Art. 6. Le Consul-juge prendra rang, comme officier du consulat dans les cérémonies publiques, immédiatement après le Consul ou l'agent qui en remplira les fonctions.

Art. 7. Notre Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais de Compiègne, le 5 décembre 1863.

NAPOLÉON.

DROUYN DE LHUY'S.

FRANCE — ITALIE.

Paris, 8 avril 1864.

Convention conclue le 8 avril 1864, entre la France et le Royaume d'Italie, pour régler l'échange de mandats de poste entre les deux États.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. le Roi d'Italie, désirant que des sommes d'argent puissent être adressées d'un État dans l'autre, au moyen de mandats de poste, ont résolu d'assurer ce résultat par

une Convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre des saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc., son Ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le chevalier *Constantin Nigra*, grand-croix de l'ordre des saints Maurice et Lazare, grand-officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le royaume d'Italie, que du royaume d'Italie pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes d'Italie, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

Art. 2. Il sera perçu, sur chaque envoi de fonds effectué en vertu de l'article précédent, une taxe de vingt centimes par dix francs ou fraction de dix francs, laquelle taxe devra toujours être payée par l'envoyeur.

Le produit de la taxe ci-dessus fixé sera partagé par moitié entre l'administration des postes de France et l'administration des postes italiennes.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste français ou italiens, en exécution de l'article 1^{er}, et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront, sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en plus de la taxe fixée par l'article 2.

Art. 4. L'administration des postes de France et l'administration des postes du royaume d'Italie dresseront, aux époques qui seront fixées par elles d'un commun accord, des comptes sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur lesdites sommes, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'admi-

nistration qui sera reconnue redévable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Art. 5. Les sommes encaissées par chacune des deux administrations, en échange de mandats d'articles d'argent dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit, dans un délai de huit années, à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 6. L'administration des postes de France et l'administration des postes du royaume d'Italie désigneront, d'un commun accord, les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents ; elles règleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 4, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées, par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États, et elle demeurera obligatoire de trois mois en trois mois, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais trois mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers trois mois la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration dudit terme.

Art. 8. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le huitième jour du mois d'avril de l'an de grâce 1864.

(L. S.) *Signé : DROUYN DE LHUYJS.* (L. S.) *Signé : NIGRA.*

FRANCE — ITALIE.

Saint-Cloud, le 7 septembre 1864.

Décret impérial pour l'exécution de la convention conclue le 8 avril 1864, entre la France et le Royaume d'Italie, pour l'échange des mandats de poste.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Vu la Convention conclue le 8 avril 1864, entre la France et le royaume d'Italie, pour l'échange des mandats de poste.

Sur la proposition de notre Ministre des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Des envois de fonds pourront être faits par la voie de la poste, tant de la France et de l'Algérie pour le royaume d'Italie que du royaume d'Italie pour la France et l'Algérie.

Ces envois s'effectueront au moyen de mandats spéciaux dits *mandats d'articles d'argent sur l'étranger*, tirés par des bureaux de l'administration des postes de France sur des bureaux de l'administration des postes d'Italie, et réciproquement.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

Art. 2. Il sera perçu pour chaque envoi de fonds effectué en conformité des dispositions de l'article précédent, une taxe de 20 centimes par 10 francs ou fraction de 10 francs, laquelle taxe devra être payée par l'envoyer.

Art. 3. L'administration des postes de France et l'administration des postes du royaume d'Italie désigneront, d'un commun accord, les bureaux de poste qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu de l'article 1^{er}.

Art. 4. Le bureau qui émettra un mandat international adressera au bureau chargé de payer ce mandat un avis exprimant très-lisiblement et en toutes lettres, savoir :

- 1^o Le nom du bureau expéditeur;
- 2^o Le nom du bureau et du pays de destination ;
- 3^o La somme que ce bureau devra payer au bénéficiaire du mandat ou à ses ayants droit ;

4^e Les nom et prénoms de la personne au profit de laquelle le mandat aura été délivré;

5^e Les nom et prénoms de la personne qui aura effectué le versement donnant lieu au mandat.

Art. 5. Le payement des mandats d'articles d'argent dont l'émission est autorisée par le présent décret ne pourra être exigé qu'au bureau de poste désigné sur le mandat comme chargé d'en acquitter le montant, après l'arrivée à ce bureau de l'avis mentionné dans l'article précédent.

Art. 6. Les mandats dont le payement n'aura pu être effectué par l'une des causes suivantes :

1^e Manque d'avis;

2^e Différences ou omissions de noms, de sommes, tant sur l'avis que sur le mandat;

3^e Omissions de timbres,

seront régularisés par les soins de l'administration qui aura émis le mandat.

Art. 7. Les mandats d'articles d'argent tirés par les bureaux de l'administration des postes de France sur les bureaux de l'administration des postes du royaume d'Italie, et vice versa, seront valables pendant un délai de trois mois, à partir du jour de leur émission.

Passé ce terme, ils ne pourront plus être payés que sur un visa pour date donné par l'administration centrale des postes du pays dont dépendront les bureaux qui auront émis les mandats.

Art. 8. Les mandats égarés, perdus ou détruits pourront être remplacés par des autorisations de payement que délivrera l'administration qui aura émis ces mandats, lorsqu'il aura été constaté qu'ils n'ont été ni payés ni remboursés.

Ces autorisations ne pourront être délivrées que cinq mois, au plus tôt, après la date de l'émission des mandats qu'elles remplaceront.

Art. 9. Les sommes déposées en échange de mandats d'articles d'argent émis conformément à l'article 1^{er} du présent décret et dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayants droit dans un délai de huit années, à partir du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 10. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} octobre 1864.

Art. 11. Notre ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 7 septembre 1864.

NAPOLÉON.

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

Dépêche du comte de Rechberg au comte de Chotek, chargé d'affaires d'Autriche à Berlin, relative à la question douanière.

Berlin, le 28 juillet 1864.

Monsieur le comte,

Depuis l'envoi de notre dépêche du 20 avril de cette année au comte Karolyi, dépêche relative au résultat peu satisfaisant de la conférence douanière de Prague, les relations de l'Autriche avec le *Zollverein*, lesquelles reposent sur des traités, n'ont pas été discutées de nouveau par correspondance officielle. Dans l'intervalle, nous nous sommes efforcé de chercher une base plus féconde en résultats, de concert avec la Bavière et d'autres états du *Zollverein*, qui, en leur qualité de parties contractantes du Traité du 19 février 1853, avaient continué à reconnaître nos droits dérivant de ce Traité et à rejeter en même temps, dans leur propre intérêt, le Traité de commerce franco-prussien.

Nous croyons pouvoir regarder de fait comme une semblable base les stipulations concertées le 12 de ce mois à Munich entre nos plénipotentiaires et ceux de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Hesse et de Nassau. Ces stipulations vous sont transmises ci-joint sous forme de copie, avec ordre de les soumettre au gouvernement royal de Prusse et de lui en recommander l'adoption, en lui faisant part des considérations suivantes touchant les négociations qui nous ont été promises à plusieurs reprises et en dernier lieu par la dépêche du baron de Werther du 17 avril de cette année.

D'après l'article 25 du traité de février, nous avons le droit d'exiger qu'on négocie en première ligne sur l'union douanière expressément stipulée, et ces négociations devraient avoir lieu entre nous et les gouvernements de Prusse, de Bavière et de Saxe, délégués à cet effet par le *Zollverein*. Mais, après que les négociations sur le Traité de commerce franco-prussien sont entrées dans une phase si avancée, on n'a plus insisté provisoirement, dans les stipulations de Munich, sur la base de l'union douanière et sur une délibération relativement à nos propres propositions du 10 juillet 1862 : nous avons plutôt, par la déclaration du 12 de ce mois, assumé l'obligation de soumettre tout d'abord au gouvernement royal de Prusse lesdites stipulations, pour la prochaine période du *Zollverein*, exclusivement comme base d'une entente ayant pour but de développer les dispositions des traités de février, et nous croyons que les conditions préalables essentielles peuvent être le mieux déterminées par l'Autriche et la Prusse, conformément aux relations amicales actuellement existantes entre ces deux pays.

En conséquence, nous avons soigneusement évité, de concert avec les gouvernements qui étaient représentés à Munich, de donner à l'entente qui a été réalisée là, un caractère qui aurait pu constituer un empiètement sur l'entente finale avec la Prusse ou entraver cette entente.

Mais si, dans notre manière de procéder, nous avons tenu compte à un si haut degré de la position de la Prusse, comme de la puissance qui a conclu le Traité de commerce franco-allemand au nom du *Zollverein*, et si, de notre côté, nous sommes disposé à reconnaître des égards analogues pour l'Autriche dans la rédaction que la Prusse a donnée à l'article 5 des traités séparatistes passés par elle avec la Saxe et d'autres gouvernements du *Zollverein*, nous sommes cependant obligé d'attacher le plus haut prix à l'ouverture dans le plus bref délai possible de négociations avec nous, sur la base actuellement existante, ainsi qu'à une réponse prompte, franche et prévenante.

Le gouvernement royal de Prusse nous a exprimé, il est vrai, son désir de voir les négociations ajournées après le 1^{er} octobre, et cela par l'intermédiaire du baron de Werther et par les communications confidentielles de fonctionnaires royaux haut placés, ce dont vous faites mention dans votre rapport du 16 de ce mois ; mais nous pouvons d'autant moins voir dans les motifs allégués une raison suffisante pour un ajournement de deux mois entiers, que déjà l'hiver dernier, avant l'ouverture des conférences douanières de Berlin, nous n'avons consenti à un long ajournement des négociations douanières que sur le désir formel du gouvernement royal de Prusse.

Nous pouvons d'autant moins accepter aujourd'hui cet ajournement,

qu'il nous faut avoir nécessairement, en vue de la réunion de *Reichsrath* dans le courant de ce mois, des données certaines sur la question dont il s'agit, afin que nous puissions élaborer à temps les projets nécessaires. Pour faire preuve d'ailleurs de prévenance et préciser la question, nous n'hésitons pas à désigner ouvertement à l'avance, en vue des négociations directes avec la Prusse, deux points d'une haute importance politique, qui, à nos yeux, forment les conditions préalables de notre consentement à des négociations, et en même temps la pierre de touche du succès de ces dernières.

Il faut que nous poursuivions, même au delà de la prochaine période douanière, le but d'une union douanière à venir, et, avant d'entamer des négociations avec la Prusse, nous devons insister pour que des garanties précises nous soient données préalablement sous ce rapport. Voilà notre première et indispensable condition.

La seconde condition exige que les avantages à demander par l'Autriche soient discutés et que les points fondamentaux du traité à renouveler entre l'Autriche et le *Zollverein*, soient établis avant la ratification du traité de commerce français. Les avantages spéciaux à demander par l'Autriche, c'est-à-dire à exclure de la participation de la France, seraient restreints à quelques articles seulement.

D'après cela, nous croyons pouvoir nourrir avec confiance l'espoir que le gouvernement royal de Bruxelles prendra nos ouvertures en sérieuse considération, et voudra bien nous faire savoir sous peu s'il agrée aux conditions préalables indiquées pour une nouvelle réunion de hauts fonctionnaires d'Autriche et de Prusse versés dans la question, en vue d'une entente à établir, désigner la personne qu'il aura choisie à cette fin et indiquer la localité qui lui paraîtra convenable pour le siège de cette réunion.

Dans le cas où, contre toute attente, le cabinet royal prussien refuserait d'entamer les négociations proposées, nous serions obligé de voir en cela, à notre très-grand regret, un mépris des obligations contractées envers nous par traité, et nous ne nous dissimulerions pas qu'une pareille manière de procéder serait inconciliable avec les relations d'amitié fédérale qui subsistent si heureusement entre les deux gouvernements.

Vous voudrez bien donner lecture de cette dépêche, dont communication directe a été faite à M. le président du conseil ici présent de Bismark, à M. le sous-secrétaire d'État de Thile, lui en laisser copie et agréer l'assurance de ma haute considération.

Signé : RECHBERG.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Proclamation du président Lincoln, faisant un appel de cinq cent mille hommes.

Washington, le 18 juillet 1864.

Attendu que, par l'acte approuvé le 4 juillet 1864, intitulé : « Acte pour pourvoir à l'enrôlement et à l'appel des forces nationales, » il est établi que le président des États-Unis peut à sa discrétion et en tout temps appeler un nombre quelconque de volontaires pour les termes de un, deux et trois ans dans le service militaire, et que, dans le cas où le contingent ou une partie du contingent d'une ville, d'une commune, d'un district ou d'une subdivision quelconque, ne serait pas rempli dans les cinquante jours après l'appel, le président doit immédiatement ordonner un tirage au sort pour un an afin de remplir ledit contingent, ou la fraction dudit non remplie;

Attendu que le nouvel enrôlement auparavant ordonné est assez complété pour que l'acte sus-mentionné du Congrès soit mis à exécution, afin de recruter et de maintenir la force des armées en campagne pour les garnisons et les opérations militaires qui peuvent être requises dans le but de supprimer la rébellion et de rétablir l'autorité du gouvernement des États-Unis dans les États insurgés;

En conséquence, moi, Abraham Lincoln, président des États-Unis, je lance cet appel de cinq cent mille volontaires pour le service militaire, établissant qu'il sera tenu compte de tous les crédits prévus par la section huit de l'acte susdit, soit pour les personnes qui sont entrées au service maritime durant la présente rébellion, soit pour les hommes fournis au service militaire en excès des appels de volontaires faits jusqu'ici; ils seront acceptés aux termes de ce dernier appel pour une, deux ou trois années, à leur choix, et auront droit à la prime autorisée par la loi pour la période de leur enrôlement;

Je proclame de plus, ordonne et commande qu'immédiatement après le cinquième jour de septembre 1864, qui sera le cinquantième à partir de la date de cet appel, un tirage au sort pour des troupes d'un an aura lieu dans chaque ville, commune, comté, district ou toute autre subdivision, afin de remplir le contingent qui leur sera assigné, et qui n'aura pas été complété par des volontaires ledit cinquième jour de septembre 1864.

En témoignage de quoi, j'ai ci-dessous apposé ma signature et fait apposer le sceau des États-Unis.

Signé : ABRAHAM LINCOLN.

H. W. SEWARD.

GRANDE-BRETAGNE.

**Message de la Reine pour la clôture de la session du Parlement
anglais, 29 juillet 1864.**

Mylords et Messieurs,

Nous avons reçu l'ordre de vous relever de vos travaux parlementaires et en même temps de vous exprimer les remerciements de Sa Majesté pour le zèle et l'assiduité avec lesquels vous vous êtes acquittés de vos devoirs pendant la session du Parlement qui vient d'être close.

Sa Majesté nous ordonne de vous informer qu'elle regrette vivement que les efforts faits par elle, de concert avec LL. MM. l'Empereur des Français, l'Empereur de Russie et le Roi de Suède, dans le but d'amener une réconciliation entre les puissances allemandes et le Roi de Danemark, n'aient pas été couronnés de succès, et que les hostilités, suspendues pendant les négociations, aient été reprises. Sa Majesté espère néanmoins que les négociations ouvertes entre les parties belligérantes pourront rendre la paix au nord de l'Europe.

La Reine s'étant adressée directement aux puissances parties contractantes du traité qui avait placé la République Ionienne sous le protectorat de la Grande-Bretagne et ayant obtenu leur assentiment à l'annexion de cette République au Royaume de Grèce, et les États de la République Ionienne ayant sanctionné cet arrangement, la République des Sept-Iles a été en conséquence formellement réunie au Royaume de Grèce; et la Reine a la confiance que l'union ainsi opérée assurera le bien-être et la prospérité de tous les sujets de S. M. le Roi des Hellènes.

Les relations de Sa Majesté avec l'Empereur de Chine continuent d'être amicales et le commerce des Anglais avec l'Empire chinois est en voie d'accroissement.

La Reine, de concert avec l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie, s'est occupée des Principautés danubiennes, et elle s'est, avec eux, efforcée d'amener un arrangement à l'amiable du différend qui a surgi entre l'Hospodar de Moldo-Valachie et le Sultan son suzerain. La Reine a la satisfaction de vous informer que ces efforts ont été couronnés de succès.

La Reine déplore profondément que la guerre civile dans l'Amérique du Nord n'ait pas encore atteint son terme. Sa Majesté continuera d'observer une stricte neutralité entre les parties belligérantes.

rantes, et elle verrait avec joie une réconciliation amicale entre les deux camps.

Messieurs de la Chambre des communes,

Sa Majesté nous charge de vous transmettre ses chaleureux remerciements pour les subsides que vous avez libéralement accordés pour le service de l'année présente, et la défense permanente des arsenaux et chantiers.

Mylords et Messieurs,

Sa Majesté a vu avec satisfaction s'atténuer dans une grande proportion, la détresse que la guerre civile de l'Amérique du Nord avait créée dans nos districts manufacturiers, et elle a la confiance que la matière première dont l'industrie a besoin pourra être fournie en quantités de plus en plus grandes par les pays qui, jusqu'à présent, ne l'ont produite que dans une mesure restreinte.

La révolte de certaines tribus dans la Nouvelle-Zélande n'a pas encore été étouffée; mais il est satisfaisant pour la Reine de savoir qu'une grande partie de la population indigène de ces îles n'a pas pris part à cette révolte.

La Reine a vu avec beaucoup de satisfaction le rapide développement des ressources de ses États des Indes orientales et le contentement universel du peuple qui habite ces vastes régions.

Sa Majesté a donné son cordial assentiment à toutes les mesures d'utilité publique que vous avez prises, et qui sont le résultat des travaux de la session actuelle.

L'acte tendant à étendre aux femmes et aux enfants employés dans les diverses industries le bienfait du règlement qui concerne les manufactures en général, contribuera matériellement à leur bien-être, et sera un acheminement au perfectionnement de leur éducation.

L'acte qui sanctionne les rentes sur l'État encouragera les habitudes de prudence, d'économie et de prévoyance parmi les classes laborieuses, et leur permettra de recueillir sûrement le fruit de leur travail.

L'acte qui autorise les avances de fonds pour les travaux d'utilité publique dans quelques-uns des centres manufacturiers, contribuera à atténuer la misère qui règne dans ces localités industrielles, et permettra en même temps d'arriver au complet achèvement de beaucoup de travaux indispensables au bien-être de ces populations.

L'acte qui doit faciliter la construction des chemins de fer diminuera les dépenses qu'entraîne l'extension de ces importantes voies de communication.

Sa Majesté a ressenti la plus vive satisfaction de voir le bien-être général et le contentement qui se manifestent dans tous ses États, l'augmentation progressive et le développement des ressources nationales. Elle a été heureuse de constater qu'après avoir pourvu au service public, vous avez pu apporter une diminution considérable dans les charges de l'impôt.

En retournant dans vos comtés, vous aurez encore des devoirs fort importants à remplir, surtout ceux qui consisteront à relier toutes les classes de la société. Sa Majesté prie avec ferveur le Tout-Puissant de bénir vos efforts et de les amener à ce qui est l'objet de sa constante sollicitude, c'est-à-dire la prospérité et le bonheur de son peuple.

Avis pour interdire l'entrée des navires des parties belligérantes en Amérique dans les ports anglais pour être désemparés ou vendus.

Foreign-Office, le 8 septembre 1864.

Le présent avis fait savoir qu'il a plu à Sa Majesté d'ordonner qu'à l'avenir il ne sera permis à aucun vaisseau de guerre, appartenant à l'une ou à l'autre des puissances belligérantes de l'Amérique du Nord, d'entrer ou de rester ou d'être dans aucun des ports de Sa Majesté pour être désemparés ou vendus. Sa Majesté a, en conséquence, ordonné aux commissaires des douanes de Sa Majesté, aux gouverneurs des colonies et des possessions lointaines de veiller à ce que cet ordre soit dûment exécuté.

MEXIQUE.

Circulaire de M. Gonzalez de la Vega, Ministre de l'Intérieur, au sujet des individus qui déposeraient les armes.

Mexico, le 27 juillet 1864.

Les plus vifs désirs et les efforts les plus constants de S. M. l'Empereur tendent à effacer toute trace des dissensions qui pendant si longtemps ont désolé le pays et de renouer les liens de fraternité qui doivent unir la grande famille mexicaine. L'Empereur ne peut donc voir avec indifférence qu'en parlant de certains individus, on se sert de qualifications odieuses qui sont en désaccord avec sa politique et ses sentiments bienveillants.

C'est dans cette pensée que, dans le décret que Sa Majesté a daigné rendre le 6 du courant et par lequel il appelle autour de lui tous ceux qui ont combattu ou combattent encore l'Empire sans s'être souillés d'aucun crime, on a évité d'employer le mot *indulto* (grâce).

Sa Majesté m'ordonne de vous faire savoir que vous ne devrez exiger, des personnes qui déposent les armes et veulent rentrer dans la vie privée, aucune manifestation. Il suffira de savoir que ces personnes ont l'intention de vivre pacifiquement, et l'on ne pourra leur demander compte de leurs opinions et de leurs sentiments. Sa Majesté m'ordonne aussi de vous recommander la plus grande mesure et circonspection dans le langage officiel, éliminant les phrases et qualifications dont les partis se sont jusqu'à ce jour fait une arme, et qui ne servent qu'à entretenir le feu de la discorde.

Sa Majesté ordonne enfin que les publications de la presse périodique soient, à cet égard, l'objet d'une surveillance particulière, et que des poursuites soient intentées contre les contraveneurs, ainsi que l'exigent l'union et la concorde qui doivent régner entre tous les Mexicains.

Le sous-secrétaire d'État et du Ministère de l'Intérieur,

Signé : J.-M. GONZALEZ DE LA VEGA.

**Décret impérial pour la levée du blocus de tous les ports
de l'Empire.**

Palais de Mexico, le 29 juillet 1864.

Maximilien, Empereur du Mexique,

Voulant donner au commerce une preuve de l'intérêt que nous prenons à sa liberté et à sa prospérité,

Avons décrété et décrétions :

Art. 1^{er}. Est levé le blocus de tous les ports de l'Empire, tant sur le golfe du Mexique que sur le Pacifique.

Notre Secrétairerie des finances, en communiquant le présent décret aux douanes maritimes, leur transmettra les instructions nécessaires.

Signé : MAXIMILIEN.

Lettre de l'Empereur sur l'administration de la Justice et l'Instruction publique adressée au ministre José Fernando Ramírez.

Mexico, le 3 août 1864.

Mon cher Ministre,

Considérant que l'administration de la justice et l'instruction publique sont des éléments essentiels d'ordre, de moralité et de civilisation, mon intention est de leur consacrer tous mes soins. En conséquence, je vous autorise à nommer deux commissions, dont vous serez le président, qui seront chargées d'organiser ces deux branches du gouvernement sur les bases suivantes :

Commission de justice. — Inamovibilité de la magistrature. — Organisation des tribunaux et compétence. — Contentieux administratif. — Organisation du ministère public. — Émoluments des juges ; responsabilité. — Publicité des débats en toutes les instances. — Rapide expédition des affaires litigieuses, tant en matière civile qu'en matière criminelle. — Codes. — Améliorations des prisons. — Police judiciaire.

Commission de l'instruction publique. — Unité dans le système. — Organisation du professorat. — Émoluments. — Écoles primaires. — Écoles normales. — Collèges et lycées. — École polytechnique. — Grades littéraires. — Bibliothèque de l'État. — Musée de l'État. — Académie des sciences, idem d'histoire, idem de langues. — Création d'un ministère de l'instruction publique.

Ces commissions pourront se subdiviser pour la plus grande facilité et la plus prompte expédition de leurs travaux, mon désir étant de voir résoudre ces questions avec toute la rapidité que réclame leur importance. Je les recommande au zèle et au patriotisme de nos collaborateurs.

Signé : MAXIMILIEN.

Lettre de l'Empereur au Ministre d'État Velasquez de Léon, exprimant ses vues sur la liberté de la Presse.

Mexico, le 7 août 1864.

Mon cher ministre,

En attendant que la Commission chargée d'organiser l'administration de la justice m'ait soumis ses travaux, j'ai jugé opportun d'étendre l'action de la presse. En conséquence, à partir du 8 du courant, et jusqu'à nouvel ordre, la censure préalable est supprimée. Chacun pourra

émettre librement ses opinions sur les actes officiels et en signaler les inconvénients, mais sans provoquer la désobéissance et en observant le respect dû à l'autorité.

Les allusions offensives, les récriminations qui tendent à entretenir la discorde et à irriter l'esprit de parti, ainsi que les attaques à la vie privée, seront réprimées conformément aux dispositions législatives en vigueur sur la matière, sans préjudice des poursuites et des peines qui atteindront les abus que les tribunaux sont appelés à juger. A cet égard la justice suivra son cours ordinaire. J'en recommande strictement le respect aux juges, tant dans ce genre de délits que dans les autres affaires qui leur sont soumises, en leur rappelant que la justice est la base fondamentale de l'ordre, de la paix, de la prospérité, et, en un mot, l'élément essentiel de toute société civilisée.

Les rédacteurs de journaux sont relevés des avertissements qu'ils ont reçus jusqu'à ce jour.

Signé : MAXIMILIEN.

SERVIE.

Discours du prince de Servie à l'ouverture de la Skupchtna, le 16 août 1864.

Chers représentants du peuple,

Je suis heureux de me trouver de nouveau au milieu de vous, car la réunion des représentants de la nation autour de moi est pour mon gouvernement la meilleure occasion de s'éclairer avec le concours du pays sur son état et sur ses besoins, afin que, fort de l'appui de la nation, il puisse continuer avec de nouvelles forces ses travaux pour le bonheur de notre chère patrie.

Depuis la clôture de la dernière Assemblée nationale, nous avons eu de difficiles épreuves à traverser; notre patrie, frappée d'une profonde émotion par le bombardement de notre capitale, s'est trouvée à la veille d'événements dont il était impossible de prévoir les conséquences. L'intervention des Puissances garantes prévint le renouvellement des conflits; puis intervint entre la Sublime-Porte et les Puissances garantes un accord, lequel, comme je le disais dans ma proclamation du 24 septembre 1862, sans répondre complètement à notre attente, n'en a pas moins amené la réalisation de ceux de nos droits restés jusqu'alors lettre morte. De plus, et grâce à cette entente, de nouvelles garanties et de nouveaux avantages ont été acquis à la Serbie.

Toutes les dispositions arrêtées dans la Conférence de Constantinople

n'ont pas reçu encore leur exécution. Les Turcs, qui habitaient encore les forteresses de Belgrade, de Chabatz, d'Oujitsa et de Sokol, ont, il est vrai, quitté leurs demeures, et les fortifications de Sokol et d'Oujitsa ont été rasées; mais il reste encore à faire évacuer la population musulmane du Petit-Zvornik et de Sakhar, comme à faire disparaître le castel qui, par sa position au bord du Danube, offre un double obstacle aux communications. La question relative au rayon de la forteresse de Belgrade attend toujours sa solution, et la commission mixte à laquelle incombe la fixation des indemnités à accorder aux Musulmans pour leurs propriétés abandonnées, n'est pas encore arrivée au terme de son travail. Je n'ai cependant cessé de travailler à ce que les décisions de la Conférence de Constantinople fussent exécutées en tout point et le plus tôt possible. Je compte sur la bienveillance et l'équité de la Sublime-Porte pour que ces dispositions aient leur plein accomplissement.

Il est fort naturel que les graves événements que je viens de rappeler aient dû compromettre nos relations avec la puissance suzeraine; toutefois je suis heureux de pouvoir vous assurer que ces rapports sont en voie de constante amélioration. Je m'efforcerai autant qu'il est en moi de favoriser cette amélioration, car j'en attends d'heureuses conséquences pour nos intérêts réciproques.

A mon grand regret, la situation anomale et précaire dans laquelle nous maintenons les forteresses rend très-difficile le succès d'une bonne politique. Néanmoins, en comparant le fâcheux effet du maintien des forteresses avec les avantages qui pourraient résulter d'un autre état de choses, je crois pouvoir espérer que la Sublime-Porte arrivera à cette conviction, que la Serbie, satisfaite et rassurée, serait pour l'empire un boulevard plus solide que les forteresses qu'elle possède sur nos frontières. La vérité se fraye toujours un chemin, et elle le fera ici, je l'espère, d'autant plus rapidement, qu'elle a à faire appel à la haute sagesse du suzerain de la Serbie.

Ce n'est qu'avec reconnaissance que je puis vous parler des dispositions des Puissances garantes envers moi et la Serbie. Les témoignages de bienveillance et de sympathie qui nous viennent de leur part sont pour moi une sûre garantie que leur appui ne nous fera pas défaut dans nos légitimes aspirations.

La prospérité de la patrie est restée le but constant de mes efforts; le développement moral et matériel du pays, toutes les branches de l'administration, la vie du peuple sous toutes ses faces, ont été l'objet de ma sérieuse sollicitude. De nouvelles lois et de nouveaux règlements ont été sanctionnés, dans lesquels nous avons toujours eu en vue d'assurer la stabilité au progrès, et au pays le règne de l'ordre et de la légalité; car telle est la seule base sur laquelle on puisse asseoir le bien-

être d'un peuple. Mais naturellement on ne peut porter de jugement équitable et complet sur les ordonnances émanées du Gouvernement, qu'en tenant compte de toutes les circonstances comme de toutes les raisons qui ne peuvent trouver place dans ces lois, et qu'autant qu'on est à même d'apprécier les intérêts graves et lointains que tout gouvernement doit avoir constamment devant les yeux. Mes Ministres vous exposeront en plus grand détail ce qui a été fait dans ce sens durant les trois dernières années. Leurs explications vous convaincront que nous n'avons point perdu de vue les résolutions de la dernière Assemblée nationale, mais qu'au contraire nous en avons tenu compte autant que les circonstances nous l'ont permis.

Au nombre des préoccupations du Gouvernement, qui ont pour but d'introduire partout les améliorations nécessaires, j'ai à mentionner une meilleure organisation communale. Vous serez consultés sur ce sujet après avoir été plus exactement renseignés. La position de la commune est d'une haute importance dans l'Etat, aussi le secours de votre expérience est-il nécessaire au Gouvernement avant que d'entreprendre cette réorganisation.

La question des chemins de fer, dont je me promets de très-grands avantages pour le pays, nous occupe depuis quelque temps. Plusieurs offres nous ont été faites à cet égard par des Compagnies étrangères, et dès que cette importante question aura été suffisamment étudiée, on ne manquera pas de faire tout ce qu'exigent les intérêts du pays.

J'ai été bien péniblement affecté des malheurs où les inondations du printemps ont plongé un grand nombre de familles. Mais, d'un côté, les mesures prises par le Gouvernement, jointes aux secours particuliers, et de l'autre l'activité des populations et une année fertile, auront, je l'espère, pour résultat de soulager la misère où elles sont tombées, et de permettre de réparer promptement les pertes essuyées.

C'est avec joie que j'ai observé combien le peuple pendant ces dernières années s'est plus appliqué au travail que par le passé, de sorte que, malgré la sécheresse de ces deux dernières années, les chiffres d'exportation n'ont jamais été aussi élevés. Je désire que le peuple ne se ralentisse jamais dans son zèle au travail et je veillerai à ce que rien de ce qui peut l'aider et l'encourager dans cette voie ne soit négligé de la part de mon Gouvernement. Cette activité, jointe aux bienfaissants effets de la « direction des fonds, » instituée en 1862, a eu pour résultat, Dieu soit loué, de relever la population de l'état d'obération dans lequel elle était tombée.

Il m'est pénible de quitter ces sujets sur lesquels on aime à s'arrêter, pour en aborder un autre très-peu satisfaisant. Nos forêts, qui sont pour le pays une grande source de richesse, se détruisent sans merci.

J'éprouve une vive jouissance à me trouver toutes les fois que je le puis, dans notre beau pays, au milieu de la nation, mais l'aspect de ces forêts dévastées me remplit chaque fois de tristesse. Il m'est difficile de comprendre comment l'on ne s'aperçoit pas qu'on tarit ainsi une source abondante de richesse et qu'on détruit une chose qui rend au pays de grands bienfaits.

Ne croyez pas que la destruction des forêts ne soit pas à un haut degré la cause des infortunes que les inondations nous font déplorer cette année. Il est temps enfin de porter remède à ce mal. La postérité nous maudira si nous ne prenons soin de lui conserver des richesses que nous ne tenons pas de notre travail, mais que nos pères nous ont transmises. Mes Ministres ont l'ordre exprès de consulter l'Assemblée nationale sur les mesures à prendre pour la conservation des forêts et le reboisement des parties dévastées.

Le nouveau système d'impôt n'a pu être introduit. Mon Gouvernement a rencontré des difficultés qui l'ont arrêté dans son application. De cette manière nous nous trouvons encore régis par l'ancien système, système aussi inique qu'insuffisant, et sous lequel il est impossible de rester plus longtemps. Car si, d'un côté, il est de notre devoir de faire cesser l'iniquité d'un impôt qui fait trop peu de distinction entre le riche et le pauvre dans le support des charges de l'État; de l'autre côté, notre devoir est également de procurer à l'État les moyens nécessaires pour faire face aux exigences et s'acquitter de son mandat. Vous serez exactement renseignés sur l'état de cette affaire et consultés aussi bien sur le mode d'augmenter les revenus de l'État que sur l'introduction d'un système d'impôt juste et rationnel. Je recommande ces questions à votre patriotisme et à votre équité.

Dans le but d'accroître les revenus de l'État, un double impôt a été établi cette année sur le tabac et sur le sel. Ces impôts sont tout à fait conformes à l'équité et répondent aux exigences économiques, car ils ne pèsent que sur le consommateur et en raison directe de la consommation, aussi la charge en est-elle peu sensible. A côté de ces avantages, son recouvrement n'occasionne ni frais ni peine.

Trois ans se sont écoulés depuis que fut décrétée la création d'une milice nationale, et je puis vous dire que nous possédons déjà une armée nationale organisée. Je remercie la nation de l'empressement qu'elle a mis à me seconder pour arriver si promptement à ce beau résultat. De mon côté, j'ai tâché et je tâcherai que notre milice nationale, tout en restant dans les meilleures conditions, soit toujours le moins onéreuse possible pour le peuple. Toutefois nous ne devons pas oublier à cette occasion que rien ne se crée sans effort.

Divers projets nous ont été prêtés lors de l'organisation de notre milice nationale; or cette milice existe déjà, et cependant chacun a pu

se convaincre jusqu'à présent qu'elle n'est un danger pour personne, mais uniquement la sauvegarde de l'ordre et de la légalité.

La sécurité intérieure dont nous avons eu lieu de nous glorifier a été troublée dans quelques arrondissements par le développement du brigandage. Cette circonstance nous a obligés d'augmenter la sévérité des lois et de constituer dans quelques départements un état de choses extraordinaire. Ces mesures ont un excellent résultat en ramenant la sécurité et en faisant cesser dans ces contrées l'inquiétude qu'y faisaient régner les malfaiteurs. Il m'est agréable de mentionner ici les services que la milice nationale a déjà rendus au pays dans cette occasion.

Vous comprendrez aisément combien j'ai dû être douloureusement affecté, lorsqu'au milieu de la tâche que je me suis imposée de relever la Serbie et de la conduire dans la voie du progrès, j'ai rencontré les menées de quelques-uns de ses enfants, qui, entreprenant de me créer des difficultés et de diviser notre force naissante et partant encore faible, se sont oubliés au point de fomenter un véritable bouleversement dans le pays.

Mais, quelle que soit la tristesse que ce fait lui-même m'aït causée, j'ai été encore plus peiné qu'il se soit trouvé chez nous un tribunal, et, qui plus est un premier tribunal, qui pût couvrir de sa protection de pareils hommes et les laisser sans punition en dépit de la clarté des lois. Il m'a été pénible de faire ce à quoi m'a contraint le procédé inouï du grand tribunal. Toutefois, je n'ai pu hésiter un moment à remplir un devoir sacré. Notre premier devoir, en effet, envers le pays est de le préserver de l'anarchie, et s'il n'est pas ponctuellement rempli, tout le reste est en vain.

J'espère voir dans peu de temps commencer pour la Serbie une ère de bonheur, où nous ne nous souviendrons de faits pareils que comme d'un passé regrettable effacé sans retour. Tous mes efforts tendront à ce but. Votre amour de la patrie et les preuves d'attachement que vous m'avez données jusqu'à présent sont pour moi une solide garantie que vous resterez constamment à mes côtés et que vous me seconderez puissamment dans la prompte réalisation de mon désir le plus cher, qui est de voir la Serbie, en possession de la paix et du bien-être, marcher d'un pas assuré vers son avenir. C'est seulement en agissant de cette manière que nous remplirons consciencieusement notre devoir ici-bas et que nous parviendrons à éléver un édifice éternellement durable, puisque nous pourrons, quand les temps seront venus, rendre un compte irréprochable de nos œuvres devant le juge suprême.

L'Assemblée nationale est ouverte. Que Dieu bénisse la Serbie et que vos travaux soient heureux.

Adresse de la Skupchtina au Prince Michel, 1^{er} septembre 1864.

Altesse sérénissime,

L'Assemblée nationale de l'Assomption, dans le désir de donner une expression fidèle des sentiments communs à toute la nation qu'elle a l'honneur de représenter auprès du trône de Votre Altesse, s'emprise de répondre au paternel discours par lequel Votre Altesse a daigné ouvrir, le 16 du présent mois, cette session de l'Assemblée nationale.

Réunie pour la première fois depuis les pénibles circonstances où le bombardement de la ville de Belgrade avait plongé notre patrie, l'Assemblée nationale saisit cette occasion d'assurer à Votre Altesse que, si la nation serbe a accepté telles quelles les décisions de la Conférence de Constantinople, la seule raison en a été que Votre Altesse, dans sa sagesse, les avait admises. Elle n'en sent pas moins pourtant avec Votre Altesse que toutes ses légitimes espérances n'ont pas été réalisées.

L'Assemblée nationale a vu, d'après le discours du trône, que nos relations avec la cour suzeraine se sont améliorées. Mais Votre Altesse Sérénissime ne sera pas surprise d'entendre que nous souffrons de voir les Turcs demeurer encore à Sakhar et au Petit-Zvornik, ainsi que de voir les communications entre la Serbie orientale et le Haut-Danube gênées par une forteresse turque qui peut à chaque instant intercepter le passage. Enfin, ce qui nous contriste le plus est de voir, même après le bombardement de Belgrade, les canons des forteresses turques braqués sur les plus importantes de nos villes. Prince, tout progrès réel est interdit à la Serbie aussi longtemps que ces forteresses entretiendront le pays dans de continues appréhensions. Les habitants de la Serbie ne pourront se rassurer tant que, sous ce rapport aussi, satisfaction ne sera pas donnée aux réclamations légitimes de Votre Altesse et de toute la nation.

La seule chose qui tranquillise la Serbie est la conviction que Votre Altesse ne cessera dans l'avenir de poursuivre de toutes ses forces, comme elle l'a fait jusqu'à présent, la réalisation de nos légitimes espérances. En cette circonstance, nous prions Votre Altesse de daigner compter sur nous et sur le peuple serbe, qui en tout temps est prêt à la seconder, quels que soient les sacrifices que vous exigiez de lui.

La nation serbe a assez de preuves que tous les efforts de Votre Altesse ont pour but le progrès moral et matériel de notre patrie ; néanmoins, les représentants de la nation ont été heureux de voir

d'après le discours de Votre Altesse, qu'elle a constamment en vue d'assurer la stabilité au progrès et au pays l'ordre et la légalité. La nation a assez souffert du désordre ; assez de forces ont été dépensées en vain par cause du peu de suite dans les entreprises ! Mais Votre Altesse ouvre sous ce rapport, comme sous tous les autres, les perspectives les plus brillantes à notre chère patrie. Aussi est-ce avec un vif plaisir que l'Assemblée nationale a entendu, dans la déclaration de Votre Altesse, que ses ministres nous donneraient des renseignements détaillés sur les travaux du gouvernement pendant les trois dernières années, et qu'il a été tenu compte, autant que faire se pouvait, des propositions de la dernière assemblée de la Transfiguration. La gratitude et les bénédic-tions sont la seule réponse de la nation aux vues de Votre Altesse. — Les mesures qui tendent à améliorer notre organisation communale, et sur lesquelles nous serons consultés après que d'exacts renseignements nous auront été donnés, nous les accueillons avec une vive reconnaissance et déclarons mettre pour cette importante affaire notre expérience et notre bon vouloir au service de votre gouvernement.

Votre Altesse n'a pas moins satisfait l'Assemblée nationale, en l'entretenant de la perspective où est la Serbie de posséder des voies ferrées. La Serbie a déjà beaucoup gagné depuis le peu de temps que Votre Altesse nous gouverne, grâce à la Providence divine. Aussi voyons-nous ici de nouveaux sujets de bénédic-tions de la part de la génération actuelle et de la postérité.

En bon père, Prince, vous avez été touché des malheurs dont un grand nombre d'entre nous ont été frappés par les inondations du printemps. Nous remercions Votre Altesse de cette sympathie, ainsi que des mesures prises par le gouvernement dans cette circonstance, et nous pouvons vous assurer, Prince, que les secours fraternels manqueront d'autant moins aux victimes du fléau que les inondations n'ont été que partielles et que l'année a été d'une fertilité extraordinaire. Votre Altesse a daigné remarquer plus loin que l'activité du peuple dans ses travaux avait augmenté dans ces dernières années, et que la production de la Serbie s'était considérablement accrue. Nous voyons là une nouvelle preuve que rien n'échappe aux yeux de Votre Altesse de ce qui peut contribuer à la prospérité du pays. Ces résultats satisfaisants doivent être attribués en grande partie aux conseils paternels que Votre Altesse a donnés à la dernière Assemblée nationale. Ces conseils ont été écoutés, et nous avons le ferme espoir que la nation, encouragée par la satisfaction que vient de lui exprimer Votre Altesse, redoublera d'application en vue de son bonheur. Au nombre des objets de la sollicitude de Votre Altesse qui ont pour but le développement de la prospérité matérielle de la nation, se trouve

l'institution « des fonds, » qui a eu pour effet de retirer nombre de nos concitoyens de la ruine où les dettes les avaient plongés.

Assurément, Prince, nous nous exposons aux malédictions de la postérité, si nous n'arrêtions le plus tôt possible les dévastations de nos forêts. L'Assemblée nationale s'abstient de toute description de l'aspect affligeant qui saute aux yeux des voyageurs, et dont les regards cherchent ces forêts tant renommées. Votre Altesse en a fait un tableau fidèle et aux vives couleurs. L'Assemblée sera unanime à seconder Votre Altesse dans l'accomplissement de ses vues salutaires.

L'Assemblée nationale partageant entièrement la conviction de Votre Altesse qu'il est temps d'introduire un système d'impôt rationnel et équitable, et prenant en outre en considération le sentiment général du pays, dont il est de son devoir de se faire l'interprète, déclare solennellement à Votre Altesse qu'elle peut compter sur le patriotisme et l'équité de la nation dans cette question importante. Le peuple sait, Prince, que l'accroissement des besoins du pays, le développement de la maison commune et l'extension de ses travaux exigent une augmentation proportionnelle des revenus de l'État. Le peuple sait que ce qu'il donne, il ne le donne qu'à lui-même et à sa maison. Il sait enfin qu'il est juste que celui qui a la plus large part dans les bienfaits de l'État, paye en proportion du profit qu'il en retire.

L'impôt indirect sur le tabac et sur le sel est un revenu sûr pour l'État. De plus, la perception n'en occasionne que peu de frais, et la charge n'en est guère sensible. A ces mesures, l'Assemblée nationale ne peut répondre que par de la gratitude. La milice nationale est notre sauvegarde et l'appui de l'ordre et de la légalité dans le pays. Nous ne pouvons exprimer à Votre Altesse, pour cette organisation, que des bénédictions en notre nom et au nom de ceux qui nous ont envoyés. Quelles que soient les intentions que l'on prête à des mesures qui n'ont été prises qu'en vue du progrès de la patrie, Vous, Altesse Sérénissime, n'abandonnez pas la voie dans laquelle vous êtes entré pour le bonheur de la Serbie. La nation sera toujours avec vous et pour vous.

L'armée serbe vous doit son organisation ; c'est grâce à vous qu'elle a été pourvue des armes nécessaires. Il n'est pas de paroles pour exprimer les sentiments de satisfaction et de fierté qui animent la nation serbe tout entière à la pensée de ces bienfaits.

Des lois sévères rendues contre les brigands et les voleurs, ainsi que l'état extraordinaire établi dans quelques départements, sont la preuve que le gouvernement a tenu compte des vœux de la nation. Cette Assemblée aussi, comme cela a été fait déjà dans plusieurs occasions, exprime à Votre Altesse le vœu de tout le peuple, qu'on ne se relâche pas de la sévérité envers les malfaiteurs. Telle est la voix

qui retentit dans la Serbie, de la Drina au Timok et de Rachka à Belgrade.

Prince, votre esprit est vaste, votre âme est grande, votre cœur est généreux ! Vous nous parlez avec tristesse de ces enfants de la Serbie qui avaient entrepris de vous créer des difficultés alors que vous ne pensiez et ne travailliez qu'au bien commun. Autant des sentiments aussi élevés nous remplissent d'admiration, autant nous éprouvons de répugnance et d'horreur à la pensée qu'il ait pu se trouver des hommes capables de s'oublier au point de méditer la ruine de leur patrie ou tout au moins de vouloir l'arrêter dans sa marche progressive et de vous détourner ainsi de votre sollicitude pour le bonheur de la nation. Nos cœurs en ont été remplis d'amertume ; aussi permettez à l'Assemblée d'exprimer ouvertement ses sentiments de réprobation, aussi bien envers les fauteurs de désordre que, et à plus forte raison, à l'égard de ceux qui, formant le tribunal suprême du pays, ont laissé les coupables sans punition aucune, au mépris de la clarté des lois qu'ils avaient la mission d'appliquer et de faire observer. Nous vous sommes reconnaissants, Prince, de n'avoir pas permis qu'eux du moins échappassent aux conséquences de leur coupable conduite et d'avoir ainsi préservé le pays des suites funestes qui auraient pu en résulter, si des juges prévaricateurs étaient restés sans punition légale. Mais à côté de cette déclaration, l'Assemblée nationale, fidèle à ses devoirs envers sa patrie comme envers son souverain, ose supplier Votre Altesse de daigner établir par la voie compétente, que des coupables comme ceux dont il a été question ne soient pas jugés par les tribunaux ordinaires, mais relèvent d'un tribunal spécial et encourgent des peines plus sévères. Que chacun de même, quel qu'il soit, ait la responsabilité de ses actes, afin que personne ne puisse s'oublier jusqu'à penser et dire : « J'ai agi comme il m'a plu et n'ai de compte à rendre à personne. »

Après avoir ainsi, en fidèle interprète, exprimé les vœux et les sentiments de la nation, l'Assemblée nationale assure encore une fois Votre Altesse que le peuple serbe, reconnaissant de tous les efforts que vous avez faits jusqu'à présent pour la prospérité de la Serbie, et nourrissant une confiance absolue dans la haute sagesse et le patriotisme éclairé de Votre Altesse, restera toujours fidèlement avec vous et à vos côtés, comme il l'a fait dans des temps de malheur envers votre père, le prince Miloch, d'éternelle mémoire, prête à tous les sacrifices de ses biens et de son sang quand l'appellera la voix de son souverain, le prince Michel Obrénovitch II.

Ainsi arrêté et proclamé dans l'Assemblée nationale de l'Assomption.

Belgrade, le 19 août, 1^{er} septembre 1864.

(Suivent les signatures.)

RÉPONSE DU PRINCE.

Une confiance réciproque entre le souverain et son gouvernement d'une part, et de l'autre les représentants de la nation, est la meilleure garantie qui puisse assurer à un pays un avenir prospère. Les sentiments que vous venez de m'exprimer m'ont touché profondément et m'ont rempli le cœur de joie. Le souverain de la petite Serbie peut, à juste titre se glorifier et se glorifie en effet de la confiance illimitée que la nation met en lui, et rien ne peut m'aider aussi puissamment à poursuivre avec de nouvelles forces la voie difficile et épineuse qui m'est tracée par la grâce de Dieu et la volonté nationale, que cette appréciation de mes services, faibles en regard de l'importance des besoins du pays et des sentiments qui m'animent en faveur de la Serbie.

Soyez et restez convaincus que j'ai conscience de ma mission; et j'espère dans la grâce de Dieu et dans votre concours pour la voir couronnée de succès.

WURTEMBERG.

Proclamation du roi de Wurtemberg en montant sur le trône¹,
26 juin 1864.

Il a plu au Dieu tout-puissant de nous imposer une rude et douloureuse épreuve. La mort a déchiré le lien qui pendant une longue série d'années unissait un roi cher à son peuple. Mais que le souvenir de tout ce qu'il a fait, dans sa sollicitude sans réserve et son inébranlable fidélité pour la prospérité de son pays vive à jamais dans les cœurs de tous.

1. Le feu roi Guillaume 1^{er} (Frédéric Charles), né le 27 septembre 1781, monta sur le trône le 30 octobre 1816. Marié en 1808 à la princesse Caroline de Bavière, il divorça à l'amiable en 1814 et épousa en 1816 la grande duchesse Catherine Pawlowna, fille de feu Paul 1^{er} empereur de Russie et veuve en premières noces de Pierre, Frédéric, prince de Holstein Oldenbourg, dont il n'eut que 2 filles, l'une mariée au comte de Niepperg, l'autre Reine des Pays-Bas.

Veuf le 9 janvier 1819, il se remaria le 15 avril 1820 à la princesse Pauline-Thérèse-Louise, fille de feu Louis-Frédéric-Alexandre duc de Wurtemberg, oncle du roi, dont il eut 3 enfants : l'une la princesse Catherine a épousé le prince Frédéric de Wurtemberg, son cousin; l'autre, la princesse Auguste, le prince Hermann de Saxe Weimar.

Le roi Charles de Wurtemberg qui vient de monter sur le trône, est né le 6 mars 1823 et s'est marié le 13 juillet 1846 à la grande duchesse Olga, fille de l'Empereur Nicolas.

Me souvenant des actes du roi défunt, je respecterai ce que son esprit a créé, je veillerai sur ses œuvres, j'observerai surtout fidèlement la Constitution du pays.

En prenant les rênes du gouvernement, j'ai confiance dans l'appui de Dieu, qui voudra bien m'accorder la force de vouer ma vie à la prospérité du pays, but le plus élevé de mes efforts.

Mes sujets me témoigneront, j'en ai la conviction, de la confiance et de l'amour, afin que le lien solide, basé sur le droit et la fidélité, lequel a toujours uni le Prince et le peuple de Wurtemberg, subsiste aussi entre nous solidement et sincèrement.

Stuttgart, le 26 juin 1864.

CHARLES.

**Manifeste du roi Charles de Wurtemberg pour annoncer
son avénement au trône, 26 juin 1864.**

Charles, par la grâce de Dieu, roi de Wurtemberg,
Amés et fœaux,

La divine Providence a rappelé de cette vie le très-auguste roi Guillaume de Wurtemberg, notre père bien-aimé. Après que la succession au gouvernement nous est échue en vertu du droit de succession en vigueur dans notre maison, et après que nous avons pris possession de ce gouvernement et assuré, sur notre parole royale, notre fidélité inviolable à la Constitution dans un acte solennel transmis au comité permanent, — nous vous annonçons très-gracieusement notre avènement au trône et nous nous adressons à tous les fonctionnaires royaux, à tous nos serviteurs et sujets, ecclésiastiques et laïques, pour les inviter, en leur rappelant le serment de fidélité et d'hommage qu'ils ont prêté, à remplir leurs charges comme ils l'ont fait jusqu'ici, selon leurs devoirs, à nous vouer à nous, comme à leur souverain légitime, volontairement et conformément à leurs devoirs, aide, fidélité et obéissance. Nous vous assurons en même temps de nos bonnes grâces royales.

Fait à Stuttgart, le 26 juin 1864.

CHARLES.

MILLER. WÆCHTER. SPITTLER. LINDEN. HUGEL.
GOLTHER. SIGEL.

**Discours prononcé par le Roi à l'occasion de l'ouverture
des Chambres, 12 juillet 1864.**

Nobles et honorés Messieurs !

Amés et féaux !

Après avoir été appelé par la divine Providence au Gouvernement de ce pays, mon premier soin a été, sous la solennelle affirmation du maintien inviolable de la Constitution, de m'adresser à mon peuple et de lui exprimer la confiance de le voir venir à moi avec abandon et amour, afin que le lien solide fondé sur le droit et la fidélité qui a constamment uni entre eux le souverain et le peuple de Wurtemberg continue à subsister aussi entre moi et lui avec fermeté et sincérité.

C'est également un besoin pour moi de m'adresser aux États du pays et de leur exprimer en cette heure solennelle la même confiance.

Je vous offre amicalement mon premier salut, accompagné du vœu sincère qu'il y ait bonne intelligence entre le Gouvernement et les États, car ce n'est que par la concorde entre eux que le véritable bien du pays est réalisable.

Je vous ai, honorés Messieurs, réunis autour de moi en un temps grave et plein d'agitation. Beaucoup de questions d'une haute importance nous exhortent à une activité aussi circonspecte que résolue.

Toutefois ce qui est de nature à nous rassurer beaucoup, c'est qu'un accord ait été obtenu entre les deux grandes puissances allemandes dont les vaillantes troupes ont versé leur sang dans un même but, pour l'honneur et le droit de l'Allemagne, accord qui autorise à espérer que la question des duchés de Schleswig Holstein, qui agite l'Allemagne tout entière, trouvera sa solution dans un sens conforme à l'esprit national et au droit national.

Puisse-t-il être permis d'y rattacher cette autre espérance que de cette bonne entente ressortiront aussi, pour tous les autres rapports de l'Allemagne, des résultats qui seront de nature à donner satisfaction aux aspirations légitimes et réfléchies de la nation allemande sous le point de vue politique et économique.

Mon Gouvernement, soyez-en certains, y coopérerait avec tout l'empressement que commande l'amour de la patrie allemande tout entière.

A l'intérieur, Messieurs, un vaste travail vous requiert. Le budget de l'État doit être réglé et fixé pour une période ultérieure de trois

années. Des besoins publics de nature bien diverse doivent être pris en considération, notamment les chemins de fer, et les exigences du service public attendront votre judicieuse coopération.

Ce ne serait pas pour moi une faible satisfaction de pouvoir, par l'heureuse solution de ces tâches importantes, prouver, au début même de mon règne, que les vrais besoins du pays sont reconnus, et que tout intérêt légitime, soit moral, soit matériel, trouve la protection qui lui est due.

D'autres projets de loi sont en voie de préparation pour vous être soumis aussitôt que l'achèvement des travaux que vous avez déjà entamés et les objets qui se rattachent au budget permettront de le faire avec opportunité.

Je me bornerai quant à présent à vous signaler la loi des bâtiments, celle de la voirie, la loi sur la réglementation des droits de pâturage, et un nouveau Code de procédure pénale basé sur la publicité et l'oralité des débats, et à ajouter que le projet de loi d'une procédure civile générale pour toute l'Allemagne a déjà passé en première lecture à Hanovre.

Laissez-nous, honorés Messieurs, délibérer avec concorde sur tout ce qui peut servir au bien du pays.

Et puisse l'esprit du fondateur de la Constitution, S. M. feu M. mon bien-aimé père, qui repose maintenant en Dieu, et sous le Gouvernement duquel le pays a reçu tant de bénédictions diverses, durant une période de près de quarante-huit années, l'esprit de modération et d'ordre présider à votre activité ! Puisse-t-il m'être donné de contribuer pendant mon règne au bien de notre chère patrie autant que mes vœux et mes efforts y tendent !

Soutenez-moi de vos conseils et de vos actes, j'irai toujours devant de vous avec sincérité, animé de l'amour le plus complet pour mon peuple et le regard constamment porté vers celui sans la bénédiction duquel rien ne réussit.

Adresse de la Chambre, en réponse au discours du Trône.

Qu'il nous soit permis d'exprimer le profond sentiment de douleur qu'a répandu dans tous le pays la mort de Sa Majesté votre père. Tout ce qu'a fait l'auguste défunt durant son long règne, pour le bien du pays, est écrit dans les annales de l'histoire. Le peuple conservera toujours un souvenir reconnaissant pour le défunt que pleurent avec une fidèle résignation son fils, mis à une bien rude épreuve, et toute la famille royale.

Votre Majesté, à sa première apparition au milieu de nous, a prononcé, en nous donnant son salut royal, des expressions de confiance et d'amour qui, partant d'un cœur rempli du plus pur amour de la patrie, ont trouvé du retentissement dans le cœur d'un peuple dévoué et reconnaissant. Comme représentants de ce peuple, nous adressons ici nos respectueux remerciements à Votre Royale Majesté et lui offrons l'assurance solennelle d'une fidélité inébranlable, qui déjà depuis des siècles a uni les Princes Wurtembergeois et leur peuple.

Comme Votre Majesté est venue au-devant de nous avec franchise, nous espérons avec confiance qu'elle daignera nous écouter, si, en remplissant notre devoir, nous lui présentons les vœux et les demandes du pays. — Nous croyons pouvoir compter sur l'approbation de Votre Majesté si nous exprimons la conviction que le bien des peuples et la sûreté des Gouvernements ne reposent pas moins sur la reconnaissance et la satisfaction accordées à propos aux prétentions fondées dans le développement naturel de la vie politique que sur le maintien des lois existantes. Nous nous estimerons heureux de marcher toujours d'accord dans cette voie avec le gouvernement de Votre Royale Majesté.

Sire, Votre Majesté est montée sur le trône de ses pères dans un temps critique et très-agité.

Dans le Schleswig-Holstein, les armées de l'Autriche et de la Prusse ont donné une nouvelle preuve de l'honneur des armes de l'Allemagne, et la nation voit avec fierté les nobles exploits de ses fils. Mais si les duchés sont à présent délivrés de l'ennemi extérieur, le droit national ne peut cependant paraître assuré que quand le Schleswig-Holstein sera constitué en État indépendant comme membre de la Confédération germanique avec l'assurance de la jouissance des intérêts communs, quand il sera rétabli dans son Gouvernement constitutionnel représentatif avec une armée nouvellement formée, et quand son Prince, le Duc Frédéric d'Augustenbourg, sera placé sur le trône d'après les lois fondamentales des duchés et par la conviction du peuple en son droit. Nous adressons à Votre Majesté l'instante prière d'appuyer avec force et énergie sur la conclusion satisfaisante de cette question qui agite toute l'Allemagne.

Votre Majesté Royale a prouvé au congrès des princes son zèle empêssé à contribuer de toutes ses forces à la solution de la question de la Constitution de l'Allemagne. L'insuffisance de la Constitution de la Diète et la nécessité de sa transformation sont reconnues de tous les côtés. Le peuple Allemand ne trouvera le repos que quand cette question vitale sera résolue. Il sait bien apprécier les difficultés de cette tâche, et son attente ne dépasse pas les bornes de ce qui peut être obtenu, mais la satisfaction des intérêts communs de l'Allemagne,

l'assurance des droits du peuple si souvent violés, et la garantie de l'honneur national, ce sont là des demandes que l'on ne peut rejeter, qui ne peuvent être satisfaites que par le rétablissement d'une représentation de toute l'Allemagne, pourvue de droits constitutionnels suffisants, et dans laquelle la nation puisse reconnaître la vraie expression de sa volonté, ainsi que par l'établissement d'un pouvoir central qui soit au-dessus des États particuliers dans toutes les affaires qui concernent l'intérêt commun. Si le Gouvernement et les États s'unissent pour atteindre ce but élevé, la force des États isolés pourra obtenir un résultat pour la patrie commune.

Nous nous unissons aux vœux et aux espérances de Votre Majesté dans les rapports de la politique commerciale ; nous pèserons, avec le plus sérieux examen, ces rapports aussi bien que les communications du Gouvernement à ce sujet, examen qui est de la plus haute importance.

Passant aux questions intérieures, il nous faut avant tout citer les affaires de la presse et celle des associations. C'est sans en avoir le droit que la Diète a fait des prescriptions à ce sujet, avec la prétention qu'elles soient obligatoires pour tous, et le Gouvernement du roi les a mises à exécution, dans leurs parties les plus importantes, sans l'approbation préalable des États. Nous prions instamment Votre Majesté de n'avoir pas égard à ces ordonnances partielles qui ont été données sur le fondement de ces prescriptions de la Diète, de régler par la voie constitutionnelle ces rapports, comme la Chambre des Députés a déjà prié autrefois de le faire, mais sans résultat jusqu'à ce jour, et de rétablir enfin un état légal par rapport à ces prescriptions.

La discussion du budget des finances pour trois nouvelles années sera le sujet de nos délibérations, et nous ne doutons pas que, avec un ordre rigoureux et avec beaucoup d'économie, les finances du pays ne permettent de développer complètement notre réseau de chemins de fer et d'accorder à toutes les parties du Wurtemberg l'avantage d'actives communications.

La Chambre des Députés s'efforcera toujours de répondre aux vrais besoins du pays et de contribuer de son côté aux justes exigences des intérêts spirituels et matériels. Mais les besoins toujours croissants du service appellent de nouveau l'attention sur cette question : savoir si l'on ne pourrait pas, par de convenables simplifications, arriver à une compensation qui répondît à l'attente publique.

Votre Majesté veut bien nous communiquer une série d'autres projets de loi que l'on prépare, et c'est avec reconnaissance que nous voyons en cela ses efforts pour prévenir des besoins pressants. Mais, d'un autre côté, nous ne pouvons cacher un fait : c'est que le Wurtemberg, pendant ces dernières années, est resté bien en retard dans sa

législation, qu'il n'a pas encore particulièrement de procédure publique et verbale. Votre Majesté Royale reconnaîtra la nécessité de hâter les travaux au sujet d'une telle procédure, et de faire discuter cette question de manière à en amener la conclusion finale.

Nous trouvons encore sur diverses autres parties des dispositions et des règles qui demandent des changements; les droits de citoyen et de bourgeoisie des individus ont besoin, en beaucoup de points, d'une fixation assurée. Les droits des communes et des corporations réclament un plus grand développement du principe d'administration directe, reconnu depuis longtemps; mais avant tout il nous faut placer ici la Constitution elle-même, surtout pour ce qui concerne ses prescriptions sur les élections pour les États et sur leur composition, dans laquelle est accordée une influence à des relations surannées qui ne sont plus d'accord avec les exigences actuelles. Une réforme convenable à notre temps est aussi assurée au pays, et de tous les côtés s'élèvent des voix qui appellent l'accomplissement de ces promesses. Nous manquerions gravement à notre devoir si nous ne recommandions pas cette question à Votre Majesté avec autant d'instance que de respect.

Sire, le plus grand ouvrage de feu S. M. le roi, c'est d'avoir, dans une période difficile, fondé la Constitution actuellement en vigueur dans le Wurtemberg, le droit du pays qui avait été foulé aux pieds pendant la révolution qui ébranla toute l'Europe. Depuis cette époque s'est écoulé presqu'un demi-siècle, riche en transformations de tout genre, et il est temps de remettre la main à cet ouvrage pour le perfectionner. Puisse notre pays recevoir de Votre Majesté la loi fondamentale renouvelée, afin que, comme le nom du Roi Guillaume brille dans l'histoire de Wurtemberg par la fondation de la Constitution, celui du Roi Charles y brille également par le perfectionnement de cette Constitution dans l'esprit de notre temps!

Il est vrai, la tâche imposée au gouvernement de Votre Majesté est grande et entourée de nombreuses difficultés, mais nous sommes convaincus que Votre Majesté les résoudra pour la bénédiction du pays, si les conseillers qu'elle a appelés près d'elle sont remplis d'un vrai esprit constitutionnel, s'ils sont disposés pour la réforme par une intime conviction, et s'ils sont soutenus par la confiance du peuple. Nous savons aussi que cette tâche ne peut être remplie que peu à peu, et que toute précipitation compromet le résultat. Mais le seul moyen puissant contre les dangers des temps d'irritation, c'est la réforme qui se fait dans les temps de calme.

Comme représentants du peuple, qui avons juré de délibérer consciencieusement et avec fidélité sur le bien inséparable du Roi et de la Patrie, notre devoir était de représenter avec respect à Votre

Majesté, à son avénement au trône, la nécessité d'améliorations progressives. Votre Majesté daignera accueillir favorablement la franchise de notre déclaration et être assurée qu'elle trouvera toujours en nous des sentiments de fidélité et de dévouement, ainsi que l'appui de nos conseils et de nos bras, comme l'exige notre devoir.

Daigne le Tout-Puissant accorder à Votre Majesté un long et heureux règne !

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS RELATIFS A LA QUESTION DANO-ALLEMANDE

Communiqués au Rigsraad
PAR LE MINISTÈRE DANOIS
Août 1864.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 8 octobre 1863.

Monsieur le Ministre,

M. de Bismark étant arrivé à Berlin avant-hier avec l'intention d'aller trouver le Roi à Bade aujourd'hui, j'ai prié Son Excellence de m'accorder la faveur d'une entrevue, laquelle a eu lieu hier soir.

J'ai dit tout d'abord au Ministre prussien que je n'étais chargé d'aucune commission spéciale auprès de lui, mais que dans la situation des affaires j'avais cru de mon devoir de ne pas perdre l'occasion de le voir. Ensuite, je résumai aussi succinctement que possible les arguments d'après lesquels le Gouvernement du Roi de Danemark ne pouvait pas considérer l'exécution éventuelle dans le Holstein comme une mesure purement fédérale.

Je fis remarquer à Son Excellence que la Diète, dans ses décrets, ne se bornait pas à des demandes embrassant exclusivement les affaires du Holstein. Ce que voulait la Diète, ce n'était pas seulement le retrait de la patente du 30 mars et une Constitution pour le Holstein, exclusivement appropriée à ses lois locales. C'était aussi une organisation politique des autres parties de la Monarchie danoise modelées sur la Constitution spéciale du Holstein, tracée d'avance, d'accord avec les prescriptions de la Diète elle-même.

En dehors de cette considération, je ne voyais pas comment, le

Holstein étant une fois occupé par les troupes fédérales, il serait possible de restreindre cette occupation au territoire occupé. En supposant même que le Gouvernement du Roi de Danemark fût en position d'accepter la mesure proposée par la Diète comme une mesure d'ordre intérieur, il était évident dans tous les cas que, si un conflit sérieux venait à éclater plus tard au sujet du Slesvig, soit du fait de la Diète, soit par suite des efforts du Danemark pour poser une limite à l'exécution, la seule présence des troupes étrangères dans une partie de la Monarchie ne serait pas sans influence sur la position militaire du Gouvernement danois.

A ces observations, le Ministre prussien répondit que dans la mesure projetée par la Diète, — mesure qui serait exécutée avec la plus grande modération et avec tous les égards dus à la partie intéressée — on n'avait bien certainement en vue d'autres affaires que les affaires de Holstein. L'avenir en fournirait, dit-il, la preuve, quand nous arriverions à un point que nous n'avions point encore touché. Que, si je voyais des raisons pour douter du fait dans les décrets de la Diète, et plus particulièrement dans les rapports de son Comité, il ne fallait pas oublier que tous les papiers et documents formant les volumineuses archives relatives à l'affaire du Holstein, ne font pas loi pour la Confédération; nous acquerrions subséquemment la conviction la plus positive que la Diète n'avait pas la moindre intention d'exercer une influence sur les parties de la Monarchie danoise qui n'appartiennent pas à la Confédération.

Il ajouta que lui, Ministre, avait quelque peine à comprendre mes objections. Il avait cru, tout au contraire, que les procédés de la Diète répondraient exactement aux vœux de mon Gouvernement qui avait précisément désiré la séparation du Holstein. La Diète se chargeant actuellement de cette mesure, les projets de *danisation* dans le Slesvig n'en seraient que de plus facile exécution.

Ici je crus devoir protester immédiatement. Je lui dis que le Gouvernement danois n'avait nullement le dessein d'incorporer le Slesvig. J'ajoutai, en ce qui me concernait personnellement, qu'il savait bien que je n'étais pas partisan de la séparation du Holstein.

M. de Bismarck me fit alors observer qu'au total il ne voyait pas à quoi pourrait conclure ce que je venais de dire relativement au caractère que le Gouvernement voudrait attribuer à l'exécution fédérale, et que nous n'avons rien à gagner en cela, puisqu'il n'était pas en notre pouvoir d'empêcher l'occupation du Holstein. La Diète ne se laisserait pas détourner de ses intentions par la perspective d'une guerre, et c'était à la Diète de décider, d'autant plus que lui-même, — et je savais bien ses sentiments personnels et ses idées sur l'exacte signification du point en discussion, — que lui-même, dis-je, faisait une

question essentielle de permettre à la Prusse de ne paraître dans cette affaire que le moins possible.

Jusqu'ici, toutes les fois que la question danoise était remise sur le tapis, le reste de l'Allemagne avait toujours dit à la Prusse; — *Hic Rhodus, hic salta.* — Maintenant le moment était venu pour elle de faire la même réponse. Si la guerre éclatait, la Prusse aurait à en porter le fardeau plus que toute autre partie de l'Allemagne, car elle serait la plus exposée aux représailles du Danemark. Les Danois attaquaient les ports et le commerce maritime de l'Allemagne et avant tout de la Prusse. D'un autre côté, la péninsule danoise serait probablement occupée tout entière; peut-être même l'île de Fionie pourrait être prise grâce aux effets de l'artillerie moderne.

Le Ministre prussien mit fin à la conversation en me disant qu'il n'avait pas parlé à son Roi de l'affaire en question, et qu'il ignorait par conséquent les sentiments de Sa Majesté. Dans tous les cas, il n'était pas désireux que le Roi fit connaître son opinion.

Je me permettrai d'avertir Votre Excellence qu'il ne m'a pas été possible naturellement de lui rendre mot pour mot tout ce que m'a dit le Ministre prussien. Je crois, néanmoins, n'avoir omis rien d'essentiel. J'ajouterai seulement que dans l'ordre des observations échangées dans cet entretien, la réflexion du Ministre sur l'éventualité d'une guerre a précédé sa remarque relative à l'accord entre les procédés de la Diète et le projet qu'il attribue au Gouvernement danois au sujet du Slesvig.

L'impression qui résulte pour moi de mon entrevue avec le Ministre prussien est que son désir serait que l'exécution dans le Holstein restât dans les limites d'une mesure proprement fédérale. A ce sujet, je lui ai fait observer que le comte de Bernstorff a dit à plusieurs reprises que la question du Holstein ne pourrait être réglée que conjointement avec les arrangements relatifs au Slesvig, et que je ne voyais pas comment ce qui a été impossible au moyen des négociations pourrait devenir possible au moyen de la force. A cela le Ministre a répondu que les paroles du comte de Bernstorff n'ont plus d'application.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 9 octobre 1863.

Excellence,

Les instructions données à l'Ambassadeur prussien près de la Diète comme membre du Comité-uni, par suite de la dépêche du comte

Russell du 29 septembre, ont été, dit-on, expédiées d'ici hier ou avant-hier. On assure qu'elles sont rédigées dans un esprit de conciliation. Il est certain qu'elles n'ont pas pour base le rejet de la démarche entreprise par le Gouvernement britannique, l'intervention dans une affaire de politique intérieure. Mais on y maintient, du côté de l'Allemagne, et, il me semble, avec quelque raison au point de vue allemand, que la Diète fédérale ne peut elle-même consentir à demander la médiation proposée dans la conclusion de la dépêche (anglaise).

Cette proposition, par parenthèse, est considérée généralement comme exprimant l'opinion du Ministre anglais, à savoir que la Diète devrait prendre spontanément l'initiative de demander la médiation. Mais il paraît qu'on peut tout aussi bien interpréter la proposition comme un conseil d'accepter la médiation en cas qu'elle soit offerte.

Un autre point que je considère comme douteux, et qui probablement devra être préalablement résolu, est de déterminer en quoi consistera l'objet de la médiation. S'agira-t-il de toute la question dano-allemande, ou de la question du Holstein seulement, celle à laquelle, à ce qu'on dit maintenant, l'exécution est limitée, en d'autres termes, de la question que le Gouvernement du Roi a proposé, à diverses reprises, dans les dernières séances de la Diète, de soumettre à un examen plus sévère? Si c'est le cas, la Diète ne peut guère prendre l'initiative d'un arrangement; mais d'autre part il me semble qu'il serait d'autant plus facile pour le Gouvernement du Roi ou de demander une telle intervention d'une troisième puissance, ou en tout cas de la provoquer; et si alors des objections surgissaient de la part de la Diète, on aurait probablement la preuve que l'on n'a pas, en réalité, du côté allemand, l'intention de restreindre l'exécution au Holstein.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

, Berlin, le 21 octobre 1863.

M. le Ministre,

Après mon retour de Berlin, j'ai demandé une entrevue à M. de Bismarck, et Son Excellence m'a d'abord fixé un rendez-vous à hier soir; mais par suite d'une conférence de ministres, je n'ai pu voir Son Excellence qu'aujourd'hui.

Son Excellence l'aura appris par les dépêches télégraphiques que je me suis permis de lui adresser depuis quelques jours, l'opinion publique se préoccupe en ce moment au plus haut degré de la crise dans laquelle est entrée la question du Holstein. Je puis déclarer avec con-

fiance que le Gouvernement prussien désire que l'exécution n'ait pas lieu; les gouvernements non allemands, pour autant que je puisse en juger, partagent sincèrement ce désir; mais ces derniers, de même que le Gouvernement prussien, rencontrent ici et dans d'autres parties de l'Allemagne, et notamment parmi les États méridionaux, les plus grands obstacles. Il leur importe, par conséquent, que ces obstacles ne soient pas compliqués par l'attitude du Gouvernement du Roi en ce moment, et plus spécialement par une déviation de la forme et du ton conciliant et modéré qui ont été suivis jusqu'ici par le Cabinet de Copenhague dans ses ouvertures à la Diète.

M. de Bismarck m'a accueilli aujourd'hui en m'apprenant qu'il venait de recevoir d'une bonne source, de Copenhague, la nouvelle qu'on y avait pris, dans un conseil d'État tenu récemment, la décision de déclarer, dans la réponse à faire prochainement à la Diète que le Gouvernement du Roi considérerait l'exécution fédérale dans le Holstein comme un commencement d'hostilités. Le Ministre regrette sincèrement cette résolution parce qu'elle augmenterait sensiblement la difficulté de trouver une solution à la situation compliquée et critique du moment. Il pouvait m'assurer, comme je devais le savoir, m'a-t-il dit, que lui personnellement et le Gouvernement dont il fait partie, sont en faveur d'un arrangement; mais que je devais reconnaître en même temps que si une doctrine adoptée à Copenhague se trouvait en opposition directe avec une doctrine adoptée à Francfort, comme à la Diète, que la Prusse, engagée qu'elle était par ses antécédents, ne pourrait plus choisir. Il savait fort bien qu'il y a à Copenhague des personnes qui pensent que la Prusse se tournerait peut-être au dernier moment contre les États allemands qui désirent la guerre; mais c'est là un espoir qui ne se réalisera pas. La Prusse ne désire pas le conflit, mais elle l'accepterait si on le lui imposait. On ne doit pas oublier qu'il y a en Allemagne des États et des ministres qui désirent que les mesures décidées contre le Danemark soient suivies jusqu'à la dernière extrémité, quelles que puissent être les conséquences, et qui verraien dans une guerre avec le Danemark, même si elle provoquait une guerre générale, ou plutôt par la raison qu'elle amènerait probablement une conflagration générale, un moyen d'assurer l'unité et la centralisation de l'Allemagne.

J'ai répondu au Ministre que, connaissant le terrain sur lequel le Gouvernement du Roi s'est toujours tenu dans notre différend avec la Diète, il doit avoir négligé de voir qu'à moins d'une tournure inattendue de la question en litige, la réponse à faire maintenant à la Diète ne pouvait pas, quant à son contenu, s'écartier des réponses et des déclarations précédentes, mais que j'avais en même temps apporté de Copenhague la conviction que, quant au ton et à la forme, le Gou-

vernement du Roi ne s'écarterait pas de ses précédentes ouvertures, et que je savais que dans tous les cas la réponse ne serait pas envoyée avant le dernier moment. « Cela peut être, a répondu le Ministre, mais je sais positivement que la réponse, telle qu'elle est rédigée maintenant, est la conséquence d'un changement subit dans les opinions qui ont prévalu jusqu'à présent à Copenhague. »

M. de Bismarck m'a fait remarquer ensuite que les décrets fédéraux ne portent pas nécessairement sur la partie internationale de la question ; qu'il n'est pas obligatoire d'adhérer aux arguments et aux raisons articulés par les commissions dans leurs rapports ; que les affaires fédérales et les affaires non fédérales ou celles de politique internationale, ont été énumérées ensemble par la Diète dans son catalogue de griefs contre le Gouvernement danois, mais que lui, pour sa part, faisait encore une distinction entre la question fédérale et la question internationale, et que la Diète ferait la même différence. D'après lui, la question fédérale est limitée aux points en litige entre le Roi de Danemark et les États provinciaux de Holstein, ou plutôt, a-t-il dit, permettez-moi d'ajouter, afin de me faire comprendre plus clairement, entre le duc de Holstein et de Lauenbourg et les États provinciaux ; tout ce qui dépasse cette limite est une question internationale. Toute la question, par conséquent, porte sur les affaires financières du Holstein. Il est nécessaire qu'un vote absolu soit garanti aux États pour toutes les dépenses d'État, et cela non pas seulement pour les dépenses appliquées aux intérêts ou à des affaires appartenant exclusivement au Holstein, mais aussi pour les dépenses affectant les affaires communes du ministère, en tant que de tels fonds soient fournis par les revenus du Holstein, et ce vote devrait s'étendre au budget normal pour le Holstein, que la Diète ne pourrait pas reconnaître comme existant de droit.

J'ai répondu que d'abord tout ce que le ministre réclamait ainsi pour le Holstein avait déjà été accordé, sans exception, par l'ordonnance du 3 mars, et, de plus, quant au budget normal, que ce budget, fixé par une loi provisoire du 28 février 1856, avant la première réunion du Rigsraad, dont les membres holsteinois, comme ceux du Royaume et du Slesvig, ont voté le budget supplémentaire de la monarchie, a exactement la même valeur pour le Holstein que pour le Royaume et pour le Slesvig. Mais le Ministre n'était pas disposé à discuter cette question. Il a été répété que le point principal est celui des finances du Holstein, et que la Diète a fait connaître son opinion sur toutes les questions qui s'y rapportent.

S'il m'est permis de faire encore une remarque tout à fait personnelle, j'ajouterais que je suis persuadé que M. de Bismarck serait bien obligé au Gouvernement du Roi, si celui-ci maintenait une attitude

aussi conciliante et aussi pacifique que possible, au moins dans la forme, de manière à laisser la porte ouverte jusqu'au dernier moment pour un arrangement que, telle est tout à fait ma conviction, il désire cordialement.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. QUAADE.

**Le baron de Rosenkrantz, secrétaire de la légation danoise
à Francfort à M. Hall.**

Francfort, le 22 octobre 1863.

Monsieur le Ministre,

Dans la séance de la Diète fédérale, aujourd'hui, le Président a informé l'Assemblée qu'il venait de recevoir deux nouvelles dépêches de sir Malet, avec invitation de les communiquer à la Diète. En même temps il en a fait distribuer aux membres des copies lithographiées. Sur la proposition du Président, ces dépêches ont été renvoyées aux Comités réunis.

M. Von der Pfördten a ensuite présenté le rapport dont Votre Excellence a déjà connaissance, relatif à la dépêche de lord Russell du 29 septembre¹. Il a fait remarquer, dans son introduction, qu'il y avait trois points à prendre en considération : 1^o les sommations d'avoir à arrêter l'exécution, auxquelles réponse a déjà été donnée par le renvoi aux Comités réunis; 2^o les intentions bienveillantes de l'Angleterre, à propos desquelles les Comités ont donné à leurs raisons et à leurs conclusions une forme si franche et si bénigne; 3^o la proposition de médiation, qui est tout à fait inacceptable, l'affaire en litige étant uniquement une affaire d'ordre intérieur.

Le Président a proposé que le vote eût lieu immédiatement. M. de Scherff² a réclamé un délai pour demander des instructions. Le baron Kubeck et M. Von der Pfördten s'y sont opposés. Le dernier s'est attaché spécialement à démontrer que le vote immédiat ne pouvait en aucune manière compromettre les droits du Danemark, — l'objet en discussion n'ayant rapport qu'à l'intervention non autorisée d'une puissance étrangère dans une question toute fédérale. Le droit, la dignité, les intérêts de la Diète en exigeaient le rejet sur l'heure même.

La motion de M. de Scherff ayant été mise aux voix, tous les autres Plénipotentiaires ont voté contre.

On a passé immédiatement au vote sur la proposition du Comité. Tous l'ont adoptée, hormis les Représentants du Danemark et de la

1. *Archives*, 1864, t. I, p. 12.

2. Représentant du Danemark à la Diète germanique.

Hollande. Ceux du Hanovre et de Bade ont fait quelques observations sans importance. Le dernier s'est déclaré pour le refus de l'intervention anglaise, tout en s'opposant à l'exécution. Tous les autres membres se sont bornés à un simple vote affirmatif (pour la proposition du comité).

Alors, M. de Scherff a fait la déclaration suivante au nom du Gouvernement du Roi (de Danemark) : — « Le Plénipotentiaire (danois) n'ayant pu demander des instructions à son Gouvernement, au sujet de la proposition des Comités unis, se voit obligé de s'abstenir. Il réserve son droit de faire une déclaration ultérieure. »

Il a ensuite formulé la même abstention au nom du Gouvernement des Pays-Bas.

Les autres objets traités par la Diète n'ont eu aucun rapport avec la question constitutionnelle du Holstein.

D'après le dire de M. de Scherff, les dispositions de tous les Plénipotentiaires de la Diète sont très-belliqueuses. On demande l'exécution fédérale à tout prix. M. Von der Pfördten surtout s'est montré fort vénéhement et a fait des sorties passionnées contre le Danemark, dans une réunion particulière. Il s'est exprimé avec beaucoup de dédain sur les procédés de l'Angleterre. Il a dit qu'il ne désirait que la guerre, et a été jusqu'à plaider pour l'envoi de la flotte autrichienne dans la Baltique.

Le Plénipotentiaire prussien qui a, dit-on, reçu pour instruction d'éviter toute précipitation, se laisse emporter par sa sympathie personnelle et par l'opinion générale.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : H. ROSENKRANTZ.

M. Quaade à M. Hall.

(Confidentielle)

Berlin, le 23 octobre 1863.

Excellence,

J'ai reçu aujourd'hui de l'ambassade du Roi à Francfort une copie imprimée du rapport fait par le comité-un à la Diète fédérale au sujet de la dépêche du comte Russell à sir Malet, datée du 29 du mois dernier.

Ce document sera probablement entre les mains de Votre Excellence demain. Je ne doute pas qu'il ne produise sur vous la même impression que sur moi. Il est une preuve que toute influence, de quelque côté qu'elle vienne, est impuissante pour détourner la Diète de l'exécution.

J'espère que Votre Excellence m'approuvera de n'avoir fait, à pro-

pos de ce rapport, aucune démarche auprès du Ministre président du conseil. Il n'a pas besoin que je lui fasse sentir combien les observations du Comité s'éloignent des siennes. Ce qui est important pour moi, — d'après ma manière d'envisager sa position particulière dans la question, — c'est d'éviter soigneusement tout ce qui pourrait manifester de ma part un manque de confiance dans ses paroles ou dans son pouvoir.

D'un autre côté, la circonstance que le rapport (du comité) contient la proposition d'une réponse à faire à la démarche de l'Angleterre, m'a fourni l'occasion d'attirer immédiatement l'attention de l'Ambassadeur britannique sur ce qu'il y a d'insuffisance dans ce rapport, du moins selon moi. Non-seulement je lui ai signalé la différence existant entre cette pièce et les déclarations de M. de Bismarck sur la distinction à établir de la partie fédérale et de la partie internationale du conflit dano-allemand, mais j'ai de plus insisté particulièrement sur la pleine justification qu'apportent aux idées du Gouvernement danois le caractère réel de l'exécution fédérale et l'invasion internationale indiquée dans le rapport.

Enfin, je lui ai fait remarquer comment la publication de ce document dans le moment présent doit nécessairement apporter de grands obstacles aux efforts faits pour maintenir la paix, et aux dispositions du Gouvernement du Roi à faire tout ce qui est en son pouvoir pour arriver à ce résultat.

Sir André Buchanan a reconnu que le rapport laisse beaucoup à désirer. Néanmoins il ne croit pas y découvrir la différence que j'y trouve avec les déclarations de M. de Bismarck, et l'assurance que ce Ministre m'a itérativement donnée que l'affaire est dans la meilleure situation possible. M. de Bismarck est sincère dans ses efforts pour trouver une issue pacifique. Mais il a à lutter contre de grandes et nombreuses difficultés que n'a pu diminuer la connaissance générale de la situation qu'il a précédemment acquise en ce qui touche la question du Holstein.

Le rapport, tel qu'il est rédigé, est devenu, grâce aux efforts du Gouvernement prussien, très-different de ce qu'il était primitivement. Il n'est plus que le premier pas d'une retraite qu'il n'est pas dans l'intérêt du Gouvernement du Roi d'entraver.

Sir André Buchanan m'a demandé de vous communiquer ces observations. Il considère comme de la plus haute importance que le Gouvernement danois se laisse influencer par l'incident actuel pour la réponse qu'il a à faire à Francfort. Il a attiré mon attention sur ce fait que la Diète, tout en restreignant le rejet de la médiation à l'intervention dans les relations constitutionnelles du Holstein et du Lauenbourg, laisse la voie ouverte à la médiation pour l'ensemble de la

question en litige. Une des conditions d'une pareille médiation, ainsi qu'il me l'a fait remarquer, doit être évidemment la suspension de l'exécution.

Votre Excellence connaît probablement la dernière dépêche du comte Russell à sir A. Malet¹. Dans cette dépêche il est dit que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a lieu de croire que le Gouvernement du Roi modifiera la patente du 30 mars, d'accord avec les résolutions de la Diète du 8 mars 1860; de sorte que ses conditions, ainsi que les décrets des résolutions, seraient seulement provisoires.

J'ai des motifs pour croire qu'une telle modification de la patente contribuerait grandement à détourner l'exécution; mais conformément au conseil que j'ai reçu de personnes influentes et bien informées, je crois aussi qu'il ne serait pas utile de répéter la déclaration que le Gouvernement du Roi a déjà donné au Holstein tout ce que la Diète a demandé par la patente du 30 mars, parce que cela ne faciliterait pas l'esprit désiré de concession.

Mon opinion est qu'il serait plus utile que le Gouvernement du Roi se bornât à joindre à la déclaration de modification une attestation générale portant que l'on croit que toutes les demandes de la Diète relatives aux affaires constitutionnelles du Holstein seraient ainsi satisfaites, et surtout d'une façon telle qu'on ne disposeraient en aucune manière des revenus du duché sans le consentement des États. Votre Excellence a appris, par ma précédente dépêche, la distinction que fait M. de Bismarck entre les parties fédérales et internationales de la question dano-allemande. Je sais de bonne source qu'il a fait la distinction suivante qui est plus définie encore : Dans le différend dano-allemand il y a trois points qu'il faut toujours distinguer : la question de la constitution spéciale du Holstein, qui est une affaire fédérale purement intérieure; la question du Slesvig, qui est une affaire purement internationale, et la question de la position du Holstein dans l'organisation constitutionnelle de la monarchie allemande. Cette dernière est une question d'un caractère mixte, mais M. de Bismarck est disposé à la considérer comme étant internationale.

C'est naturellement l'intérêt de l'Ambassadeur anglais auprès de cette Cour de tenir de toutes façons le champ ouvert pour l'activité que son Gouvernement est à la veille de déployer; mais Votre Excellence sait aussi bien que moi qu'il aime autant le Gouvernement du Roi qu'il est loyal, et je suis par conséquent d'opinion que tout avis venant de lui mérite au moins le plus sérieux examen. Outre cela, je sais qu'il a de bonnes sources d'informations, et il me dit que, d'après les déclarations que lui a faites M. de Bismarck, il a le plus grand es-

1. Du 14 octobre (*Archives*, 1864, liv. XV).

poir que, si le Gouvernement du Roi montre une grande prévoyance et beaucoup de modération, les affaires peuvent peut-être s'arranger maintenant mieux que nous n'avons eu lieu de l'espérer jusqu'à présent. D'après ce qu'il m'a rapporté confidentiellement, M. de Bismark a dit récemment : « Que la question du Holstein soit seulement arrangée, et il n'y aura plus de risque. Si le Gouvernement danois accorde au Holstein ce que la Diète demande, l'exécution est impossible ; et quant à la seconde partie de l'affaire, assurément personne ne fera la guerre pour cela. »

Je dois prier Votre Excellence, par égard pour M. de Bismark et sir A. Buchanan, de considérer cette dépêche comme étant entièrement confidentielle, de manière que les déclarations qui s'y trouvent ne puissent être attribuées ni directement ni indirectement à l'un ou à l'autre.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 24 octobre 1863.

Excellence,

Le télégramme que j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui n'est pas le résultat d'une conversation entre M. de Bismark et moi. Je tiens l'information qu'il contient d'une autre source et elle laisse par conséquent quelque chose à désirer au point de vue de la clarté. Le contenu de ma dépêche, cependant, est le résultat d'une combinaison de l'information reçue de la source indiquée plus haut avec les déclarations de M. de Bismark, telles qu'elles sont reproduites en termes généraux dans ma dépêche du 21 de ce mois.

Je pense que leur signification est que, outre qu'on admet la parfaite compétence pour l'avenir telle qu'elle est définie dans la patente du 30 mars, et qu'on accepte l'offre de faire tout le restant de la patente l'objet de négociations, de manière que ce contenu ne sera que provisoire, satisfaction de toutes les autres plaintes de la Diète, en tant qu'elles concernent des actes du Gouvernement antérieurs à la patente du 30 mars, sera demandée en soumettant ces actes aux États. Sera-t-il nécessaire d'aller plus loin en arrière que la déclaration du 31 juillet 1861 ? c'est ce que je ne saurais dire. Les déclarations que m'a faites M. de Bismark semblent indiquer une telle intention, mais je ne pense pas que ce puisse être nécessaire, même au point de vue de la Diète fédérale.

Pendant mon dernier séjour à Copenhague, j'ai eu l'honneur de si-

gnaler verbalement à Votre Excellence où, d'après mon opinion, gît le danger d'une exécution, et de dire en même temps ce qui pourrait arriver comme conséquence de cette mesure, considérée d'un autre côté. Cette dernière circonstance pourrait peut-être, dans certains cas, l'emporter sur ce danger ; mais les considérations que l'on peut baser là-dessus me paraissent donner lieu à la possibilité d'éviter l'exécution entièrement, et, si cela pouvait se faire sans révoquer la patente du 30 mars, de manière à ce qu'elle restât toujours dans les archives, il est probable qu'aucun sacrifice compatible avec la dignité du Gouvernement du Roi ne serait trop grand. C'est là plus spécialement le cas, parce que je dois admettre qu'il y a des gouvernements européens qui désirent une guerre ainsi que plusieurs gouvernements allemands, et qu'il y a au moins un de ces gouvernements qui serait difficilement de notre côté.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. QUAADE.

M. Hall à M. Quaade.

Copenhague, le 26 octobre 1863.

Monsieur,

Je vous remets ci-inclus la déclaration que le Ministre du Roi à Francfort a reçu l'ordre de faire à la Diète. J'ai tâché d'établir de la manière la plus frappante la distinction à établir entre le côté fédéral et le côté international de la question. Le côté fédéral est celui à l'appui duquel la Diète cite les stipulations des actes fédéraux, et dont le caractère fédéral résulte du fait qu'une exécution entreprise dans le Holstein serait une mesure suffisante pour exécuter les décrets de la Diète. Le côté international est celui qui cherche à s'appuyer sur des transactions en dehors des actes fédéraux, tels que ceux de 1851-52, et dont le caractère international ressort de l'impossibilité absolue où se trouve la Diète de profiter de l'occupation du Holstein pour exécuter elle-même ses décrets.

Le Gouvernement du Roi est tout à fait prêt à remplir les demandes de la Diète qui appartiennent à la première catégorie. Vous verrez que, conformément à votre avis, nous avons énoncé en thèse générale le principe que les États du Holstein seront admis à exercer tout pouvoir législatif dans le Holstein pour les affaires communes. En parlant de la patente du 30 mars, nous avons dit que dans votre opinion elle a établi suffisamment le même principe, et que, si les stipulations secondaires de cet acte ne satisfont pas pleinement les désirs de la Diète sur cette question, nous sommes disposés à les modifier d'accord avec

la Diète, et, en conséquence de cette disposition du Gouvernement du Roi, nous nous sommes servis de l'expression « provisoire », qui a donné lieu à tant d'interprétations.

En ce qui concerne les demandes de la Diète venant dans la seconde catégorie indiquée ci-dessus, la médiation seule détournerait le danger d'une guerre, si la Diète ne pense pas qu'elle peut se prêter elle-même à un arrangement direct avec nous. Vous remarquerez que j'ai évité de me servir du mot « guerre » dans la déclaration, quoiqu'il doive être évident qu'une telle éventualité est dans mon esprit.

Je vous envoie en même temps l'extrait d'une dépêche du Chargé d'affaires du Roi à Francfort, contenant l'opinion de M. de Scherff, — auquel on ne peut certainement dénier la qualité de juge impartial dans cette affaire, — sur l'exaspération qui paraît dominer dans la commission, et qui, malheureusement, semble emporter spécialement le rapporteur. Je crois que ces détails ne seront pas sans intérêt pour vous dans vos conversations avec sir Andrew Buchanan.

Il paraît que le comte Russell a adressé une troisième dépêche à sir Alexandre Malet, et, conformément aux informations que j'ai reçues, il paraît que le comte Russell a exactement établi lui-même la distinction que j'ai faite dans notre déclaration. Il reconnaît exclusivement la compétence fédérale dans toutes les choses qui concernent l'autonomie du Holstein, mais il se prononce pour le caractère international des autres parties de la question.

Je viens de recevoir votre dépêche n° 20, qui m'explique votre télégramme d'avant-hier. Je vous remercie pour votre empressement à m'informer de cette nouvelle demande, mais je ne vois pas à quelle disposition antérieure à la patente du 30 mars il est fait allusion. Est-ce peut-être au budget normal du 28 février 1863? En tout cas, cependant, nous devons maintenant attendre l'effet que produira notre déclaration.

Signé : C. HALL.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 27 octobre 1863.

Excellence,

Après réception d'une communication de sir A. Paget relative à la déclaration que le Gouvernement du Roi a l'intention d'adresser à la Diète fédérale, l'Ambassadeur de S. M. Britannique près cette Cour a tâché immédiatement de démontrer au Président-Ministre que cette déclaration donnait satisfaction à la Diète pour toutes les prétentions élevées pour compte du Holstein. Cette tentative, cependant, a été sté-

riile, M. de Bismark ayant fait remarquer que ce qu'il fallait ce n'étaient pas des déclarations et des explications au sujet de la manière de voir du gouvernement du Roi relativement aux circonstances, mais des actes.

Sir A. Buchanan a répondu à cela qu'on ne pouvait pas en ce moment demander des actes aussi longtemps qu'une séparation distincte, reconnue par les deux parties, n'avait pas été établie entre les affaires communes et spéciales, et aussi longtemps que les relations du Holstein, dans l'organisation de la monarchie, n'avaient pas été établies d'une manière définitive, — cette dernière clause étant précisément la tâche de la médiation proposée.

Cette objection a obligé le Ministre-Président de Prusse à se désister de sa demande d'actes et à déterminer sa pensée plus exactement, en disant que si le Gouvernement du Roi pouvait se décider à certifier, par l'entremise de l'ambassadeur de Danemark à Francfort, après la remise de la déclaration que l'on a l'intention d'adresser à la Diète et comme supplément à cette déclaration, que le Gouvernement du Roi n'a pas l'intention de consacrer une partie quelconque des revenus du Holstein à des affaires communes sans le consentement des États du duché, lui (M. de Bismark), ne voyait pas comment dans ce cas l'exécution serait possibl.; et qu'il userait en tout cas de son influence pour qu'elle n'eût pas lieu.

La remise d'une déclaration telle qu'elle vient d'être déterminée délivrerait la Diète — l'exécution n'ayant pas lieu — d'un grand nombre d'embarras qui autrement pourraient aisément surgir; tandis que d'un autre côté la liberté d'action du Gouvernement du Roi serait entravée sous divers rapports importants. Mais cette liberté est déjà restreinte en partie dans les intérêts importants par la déclaration que l'on a l'intention de faire, et la Diète a de plus en son pouvoir d'obtenir par la force, au moyen de l'exécution, ce que le Gouvernement du Roi pourrait accorder par une déclaration supplémentaire. On doit ajouter à cela la considération que c'est assurément une question que de savoir si les Gouvernements non allemands — l'Angleterre non exclue — maintiendraient, après que l'exécution dont on désire prévenir la réalisation aurait eu lieu, leur manière de voir relativement à la limitation de la compétence de la Diète, quant à la séparation entre les parties fédérales et internationales du différend dano-allemand. En dernier lieu, j'ai été informé qu'il existe ici une disposition à accepter la médiation des puissances non-allemandes pour le règlement définitif du différend international, — c'est-à-dire, pour autant que j'ai pu obtenir des informations — la médiation de l'Angleterre, de la France, de la Russie, et de la Suède et Norvège.

Comme il est évident que les concessions du Gouvernement du Roi

doivent être simplement provisoires jusqu'à ce qu'on soit parvenu à un résultat par la médiation, j'ai jugé qu'il était d'autant plus nécessaire d'appuyer l'opinion mise en avant par M. de Bismark, par la dépêche que j'ai eu l'honneur d'expédier à Votre Excellence aujourd'hui. La médiation proposée exclut par la force des choses le danger qu'aucune partie de la question pendante en ce moment ne puisse être compromise par une concession temporaire faite maintenant, et on peut de plus croire que la limitation établie par les puissances non allemandes entre la question fédérale et la question internationale pendant la médiation serait plus facilement observée, si cette mesure est adoptée sans exécution que si elle ne commence que lorsque l'exécution aura commencé à sortir ses effets.

Votre Excellence se sera aperçue que la demande de M. de Bismark, telle qu'elle est définie plus haut, ne va pas jusqu'à exiger qu'aucun des précédents arrangements du Gouvernement du Roi soit soumis aux États. Je dois cependant faire remarquer que, pour autant qu'on s'en soit expliqué à moi, cela implique certainement le retrait du budget normal.

J'ai, etc.

Signé : S. QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 28 octobre 1863.

Monsieur le Ministre,

J'ai cru convenable de communiquer confidentiellement à M. de Bismark la copie de la déclaration que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 26 de ce mois.

Le Ministre-Président, tout en appréciant l'esprit de conciliation dont ce document donne des preuves, n'a cependant pas trouvé la déclaration suffisante. Elle ne contient que des assurances, alors que des actes sont nécessaires de la part du gouvernement du Roi pour engager la Diète à renoncer à l'exécution.

La première chose nécessaire, d'après M. de Bismark, pour obtenir une solution du grave différend qui nous occupe, et pour détourner un conflit aussi sérieux qu'il est imminent, c'est de tracer une ligne de démarcation claire et précise entre la partie fédérale et la partie internationale du différend, tout en réduisant la question fédérale aux proportions les plus restreintes.

Il résulterait de cette manière d'agir un état de choses consistant en un Eider-Holstein et un Eider-Danemark, mais cet état de choses n'a pas été établi par la déclaration en question.

La patente du 30 août dernier a accordé aux États provinciaux du

Holstein la compétence législative que la Diète avait demandée seulement pour le budget supplémentaire. Le budget normal a été maintenu et cependant il était indispensable que ce budget fût soumis aux votes des États, parce que la distinction entre la question fédérale resterait autrement incomplète.

Il est nécessaire que le roi de Danemark gouverne provisoirement dans le Holstein seulement en sa qualité de duc, et il s'ensuit que la compétence réclamée par la Diète devrait être accordée dans toute son étendue aux États.

C'est là aussi une conséquence logique du fait que, par le moyen de l'exécution fédérale, la Diète pourrait annuler le budget normal pour le Holstein.

Aussi longtemps que même la plus petite part des revenus du Holstein pourrait être appliquée par le gouvernement danois à des intérêts communs, il n'existe aucune distinction claire et précise entre les affaires spéciales et les affaires communes, et il était indispensablement nécessaire d'établir cette distinction avant le commencement de négociations pour la solution du différend international, de telles négociations ayant précisément en vue le rétablissement de la communauté politique.

Il (M. de Bismarck), sait fort bien que la position des affaires qui résulterait pour le Gouvernement du Roi de l'extension de la compétence des États provinciaux laisserait beaucoup à désirer, mais son arrangement provisoire est tout ce qu'on désire, et de même qu'il ne tient pas à rendre cet arrangement conforme aux désirs de ses adversaires, il ne désire pas non plus lui donner un caractère tel que le gouvernement du Roi pourrait désirer ne pas s'en écarter.

J'ai répété les arguments que j'ai déjà donnés précédemment pour prouver l'existence parfaitement légale du budget normal pour le Holstein, comme pour les autres parties de la monarchie, mais le Ministre n'était pas disposé à entrer dans une discussion de cette question. Il persiste à déclarer que si le Gouvernement du Roi maintient le budget normal, il sera impossible d'éviter l'exécution.

Je suis fermement convaincu que c'est là la détermination finale de M. de Bismarck et du Gouvernement prussien, et je ne crois pas que la Diète sera moins exigeante.

Dans ces circonstances, et voyant qu'il ne reste au Gouvernement du Roi qu'à choisir entre deux alternatives : celle d'une exécution et celle d'une concession dont la Diète elle-même peut atteindre l'objet, je crois de mon devoir de soumettre à la sérieuse considération de Votre Excellence la question de savoir s'il ne serait pas possible au Gouvernement du Roi d'accorder aux États provinciaux du Holstein la compétence constitutionnelle en question.

Je ne me permettrais pas de faire cette proposition à Votre Excellence si, d'une part, je ne craignais pas que le non-accomplissement de la condition exigée n'ait peut-être les plus fatales conséquences, et si, d'un autre côté, je n'étais pas convaincu de la prochaine ouverture des négociations dans la forme d'une médiation pour la solution du différend international, c'est-à-dire pour l'établissement de la position définitive.

La déclaration doit être faite à la Diète demain. Le vote de l'Assemblée aura probablement lieu dans une semaine. Il est donc toujours temps de faire la concession demandée, et si le Gouvernement du Roi peut se décider à prendre cette voie, je prie Votre Excellence de m'en informer dans une lettre que je puisse montrer à M. de Bismarck. C'est là évidemment la forme la plus simple et je ne vois pas d'autre chemin. M. de Bismarck entreprendra alors de communiquer la décision à la Diète et je suis sûr que Son Excellence usera de toute son influence pour que cette assemblée se déclare satisfaite.

J'ai l'honneur, etc.

S. QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Confidentielle et particulière.

Berlin, le 28 octobre 1863.

Excellence,

Le rapport officiel que j'ai eu l'honneur de vous adresser aujourd'hui est le produit des entrevues que l'Ambassadeur de la Reine et moi nous avons eues avec le Ministre prussien, président du conseil. Ce Ministre s'est exprimé vis-à-vis de sir André Buchanan exactement comme il l'avait fait avec moi, sur la nécessité absolue que les États du Holstein soient investis de pleins pouvoirs relativement au vote du budget normal. En me faisant cette communication, sir André Buchanan a ajouté que le comte Russell partageait l'opinion de M. de Bismarck à cet égard. Je ne crois pas qu'il soit possible de convaincre un homme d'État étranger des raisons légales qui maintiendraient au Holstein sa part du budget normal, en présence d'une séparation stricte et complète des questions fédérale et internationale du conflit dano-allemand.

Après que M. de Bismarck eut fait cette déclaration à l'Ambassadeur britannique, et que celui-ci se fut convaincu que le Ministre prussien ne changerait pas d'opinion, ou, s'il le faisait, ne parviendrait pas à faire adopter ce changement à Francfort, ils délibérèrent ensemble sur la manière dont le Gouvernement danois, — dans le cas où il se déciderait à admettre le partage désiré du budget normal, — aurait à

porter cette résolution à la connaissance de la Diète. Ce fut par suite de cette consultation, et pour répondre au désir de sir Buchanan, que je priai Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître la décision définitive du Gouvernement du Roi, dans une dépêche que je pusse montrer et qui deviendrait ainsi l'acte ultérieur qu'on demandait.

Il n'est pas nécessaire que j'expose au long les motifs qui me font considérer la concession demandée comme étant un mal moindre que l'exécution, d'après ce que je vois ici de l'état des affaires. Le principal de ces motifs, c'est qu'il est au pouvoir de la Diète d'abolir le budget normal par l'exécution, sans compter que la probabilité d'une médiation mérite sans aucun doute d'être prise en sérieuse considération.

Quant à ce dernier objet, je me permettrai de remarquer que M. de Bismarck regarde évidemment comme chose convenue que la médiation viendra exclusivement de l'Angleterre. Sir Buchanan ignore si telle est aussi l'opinion de lord Russell, ou si c'est l'intention de l'Angleterre que d'autres Gouvernements participent à la médiation. Il me prie de vous informer qu'on verrait avec défaveur que le Gouvernement danois insistât sur l'établissement d'une base pour la médiation avant qu'elle fût ouverte, et qu'on fit de cela une condition de l'acceptation.

A cet égard je dois ajouter que M. de Bismarck m'a dit qu'on avait d'abord désiré à Francfort, formuler la base de la médiation comme condition de son acceptation de la part de la Diète, et que M. de Sydow s'était rallié à cette idée. Néanmoins, le même M. de Bismarck s'était empressé d'ordonner à M. de Sydow d'exprimer une opinion contraire et de dissuader (la Diète) de tout établissement préalable d'une base quelconque, ce soin devant être précisément compris dans la tâche de la médiation. M. de Bismarck me dit ensuite que, en ce qui concernait la Prusse, il était prêt à accepter la médiation dès qu'il serait informé que le Danemark serait disposé à faire de même.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : QUAADE.

H. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 31 octobre 1863.

Monsieur le ministre,

J'ai bien reçu hier la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 28 courant. Mais je n'ai pas cru devoir la transmettre au Président du conseil prussien, ayant appris

de sir Buchanan que M. de Bismark avait été informé que le Gouvernement danois était disposé à céder éventuellement sur le budget normal vis-à-vis du Holstein, à condition qu'on lui garantît à lui-même la portion de la dette nationale afférente à ce duché. Sachant de la même source que M. de Bismark était disposé, le cas échéant, à communiquer les intentions du Danemark aux Comités réunis (de Francfort) sans attendre que je prisse l'initiative, j'ai pensé que l'affaire était ainsi en assez bon train. J'étais d'autant plus désireux d'éviter une discussion avec M. de Bismark sur la condition posée par le Gouvernement danois, que je sais que ce n'est pas sans grande difficulté que sir Buchanan a réussi en fin de compte à dissuader le Ministre prussien de l'idée de soumettre probablement à un examen détaillé toutes les questions relatives à la portion de la dette de la monarchie afférente au Holstein.

D'après mes informations, voici l'état présent de l'affaire qui nous occupe.

M. de Bismark, dont nous avons toute raison d'apprécier la loyauté, est toujours disposé à prêter ses bons offices auprès des Comités réunis, afin que la déclaration des intentions du Danemark, avec la condition qui y est attachée, obtienne (à Francfort) un accueil propre à amener le résultat désiré, alors même que cette déclaration n'aurait pas été faite par moi dans mon rapport du 28 courant. Mais sir Buchanan incline à croire que je puis actuellement m'attendre à recevoir, en réponse à ce même rapport, une dépêche m'autorisant à donner officiellement connaissance à M. de Bismark que le Gouvernement danois est disposé à accorder éventuellement aux États provinciaux du Holstein le droit de voter la portion du budget normal de la monarchie afférente à ce duché, telle qu'elle a été fixée par la loi provisoire du 28 février 1856, et cela toujours à condition que le Holstein continuera, comme par le passé, à contribuer pour sa part au fonds d'amortissement et au paiement des intérêts de la dette nationale.

Toutefois, sir Buchanan, qui a eu la bonté de m'informer en même temps que sir Paget, en lui annonçant qu'il n'avait jamais considéré ce point comme réglé, ajoute qu'il ne reste plus au Gouvernement danois qu'à examiner quelques points de détail relatifs à la fixation et la justification de la part de la dette nationale mise à la charge du Holstein. Sir Buchanan appréhende, et je partage son opinion, que si le Gouvernement danois entreprend un pareil examen, qui n'a rien de commun avec la question fédérale et devrait être réservé pour la question internationale reconnue par M. de Bismark, il arrivera de là que la Diète, de son côté, procédera d'une manière analogue, ce qui compromettrait sensiblement et pourrait même rendre stériles les efforts du Ministre prussien pour amener un accommodement.

C'est pour cette raison que je me suis permis d'adresser à Votre Excellence mon télégramme de ce jour, d'après l'avis de sir Buchanan, non pour entrer dans aucun détail touchant la condition de la part du Holstein dans la dette nationale, mais pour que vous vous borniez à formuler cette condition en principe. En même temps j'ai demandé l'autorisation de modifier dans le sens indiqué les termes de la dépêche en réponse à mon rapport, au cas où cette dépêche aurait été expédiée avant l'arrivée de mon télégramme.

Je dois toutefois prévoir que le texte que j'ai proposé par voie télégraphique pourrait ne pas répondre aux vœux de Votre Excellence. Dans ce cas je propose le changement que voici : « La portion (de la dette) afférente au Holstein dans le budget normal pour les affaires communes (du royaume), tel que ce budget est actuellement fixé, comprend également les sommes que le duché doit fournir au fonds d'amortissement et au payement des intérêts de la dette nationale de la monarchie danoise. Il est bien entendu que le Gouvernement danois ne serait pas disposé à étendre la compétence législative des États du Holstein jusqu'au droit de voter ce budget normal, si ce n'est sous la réserve expresse que la portion mise à la charge du Holstein pour le fonds d'amortissement et le payement des intérêts de la dette nationale de la monarchie danoise, restera intacte et continuera conséquemment à être payée par le Holstein comme par le passé. »

Si, néanmoins, Votre Excellence se trouve d'accord avec l'opinion contenue dans mon télégramme, tout autre texte que celui proposé, et répondant mieux aux vues du Gouvernement du Roi, devrait m'être adressé de façon à me prévenir dans la journée de lundi.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : QUAADE.

M. Hall à M. Quaade.

Copenhague, le 3 novembre 1863.

Monsieur le Ministre;

Une observation m'a été faite hier par sir Paget, au sujet de la dépêche (n° 25) que je vous ai adressée. Cette observation, à ce qu'il paraît, lui a été suggérée par M. de Balan en présence de qui sir Paget avait lu cette dépêche. Voici sur quoi elle portait :

Vous remarquerez que, en parlant dans cette dépêche du budget complet et illimité qui serait éventuellement soumis au vote des États, je veux parler du budget de l'année suivante. Je me rappelle qu'en prenant connaissance de ce document — ce qu'il fit le jour après son expédition, en manifestant beaucoup de satisfaction et une approba-

tion entière, — le Ministre n'éleva aucune objection contre la manière dont j'avais entendu la demande de M. de Bismark au sujet de l'époque où la compétence financière (du duché) étendue entrerait en fonction. Maintenant, après sa conversation avec M. de Balan, il a prévu une difficulté relativement à l'année courante et m'a demandé si l'intention du Gouvernement danois n'était pas d'appliquer le principe nouveau à l'année où nous sommes.

Ma réponse a été que nous craignions les malentendus qui résulteraient infailliblement d'un semblable engagement. Car évidemment les États du Holstein ne pouvaient se réunir qu'après qu'on aurait détourné le danger imminent d'une exécution, et les négociations avec ces États relativement au nouveau budget ne pouvaient avoir lieu au plus tôt que dans le premier mois de l'année suivante. Ce terme suffirait pour le budget de l'année prochaine. Mais, vouloir soumettre aux États, à l'approche de la fin d'année, un budget pour cette année même, ce serait faire quelque chose qui ressemblerait à une mystification, n'y ayant pas moyen d'arrêter les dépenses déjà faites, ce qui rendrait naturellement inefficace le vote des États.

J'ajoutai que je ne pouvais concevoir quel intérêt pouvait s'attacher à un acte qui, tout le monde doit le savoir, ne pouvait être autre chose qu'une pure formalité. En effet, à part les malentendus qui en résulteraient certainement, le principe serait suffisamment établi par l'appréciation que nous étions disposés à en faire. Enfin, monsieur, comme vous le savez, le budget pour l'année courante a été déjà soumis une fois aux États sans qu'ils aient jugé à propos de le discuter ni de le voter.

Sir Paget a parfaitement apprécié mes appréciations et m'a dit qu'il écrivait dans ce sens à son Gouvernement et à sir André Buchanan. — J'ai l'honneur, etc.

Signé : HALL.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 3 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

La dépêche n° 25, que Votre Excellence a eu la bonté de m'adresser le 31 courant, m'est parvenue hier soir. Je l'ai communiquée aujourd'hui au Ministre, président du conseil.

J'ai déjà annoncé à Votre Excellence, par télégraphe, que M. de Bismark, quant au principe, est généralement d'accord avec le Gouvernement du Roi (de Danemark). C'est-à-dire que le Ministre admet la

condition relative à la dette nationale. Mais il ne renonce pas à ses objections à l'égard des réserves contenues dans la dépêche, tant que je ne lui aurai pas démontré qu'une distinction est à faire entre la condition sus-mentionnée et celle que le Gouvernement danois s'est réservée relativement à la portion du budget normal basé sur les demandes du Gouvernement et de l'administration intérieure. Quant à la dette nationale, le Gouvernement du Roi serait responsable vis-à-vis des créanciers de l'État. Il pourrait seulement se décharger d'une partie de cette responsabilité moyennant qu'un autre en prit la charge. Mais quant aux réserves relatives à la liste civile, aux dépenses pour compte de la Confédération, aux frais nécessités par l'administration intérieure du pays, il est évident que le Gouvernement du Roi, en accordant aux États le droit de voter les chiffres portés au budget, ne se propose pas d'empêcher ces États de faire de ces chiffres l'objet de leurs discussions et de leurs résolutions. J'ajoutai que, pour ma part, j'avais seulement compris, d'après l'introduction des réserves en question, que le désir du Gouvernement du Roi était de se prémunir expressément contre l'éventualité d'un refus de subsides de la part des États.

L'impression qui m'est restée de mon entrevue avec M. de Bismarck me confirme dans l'opinion que j'ai déjà exprimée à Votre Excellence, à savoir que l'abandon par le Gouvernement du Roi au vote des États du Holstein du budget normal ôterait à la Diète (germanique) tout prétexte de donner suite à l'exécution, et que la condition relative à la portion de la dette nationale incombante au Holstein serait acceptée par le Gouvernement prussien.

Mais la grande difficulté qu'il y a encore à résoudre est celle de la forme à donner à l'exécution des intentions éventuelles du Gouvernement du Roi.

Jusqu'à ce jour sir Buchanan et moi, et peut-être M. de Bismarck, nous avons pensé qu'il serait possible, conformément au précédent fourni en 1861 dans la négociation internationale, d'obtenir par la voie du comité uni le décret ou la demande d'où le Gouvernement du Roi fait dépendre l'exécution de sa décision. Mais, quand je me suis présenté aujourd'hui au Ministre des affaires étrangères, il venait justement de recevoir de Francfort l'avis que M. de Sydow avait rencontré dans le comité, des sentiments qui lui faisaient prévoir que la majorité de ses collègues refuseraient de porter devant la Diète, avec recommandation, une communication émanant du Gouvernement prussien et contenant les intentions du Gouvernement danois.

La façon de procéder concertée antérieurement entre M. de Bismarck et l'Ambassadeur anglais serait donc, selon toute probabilité, sans effet. Dans ces circonstances, M. de Bismarck est le plus éloigné d'avoir

recours au plan convenu. Il ne lui paraît pas désirable que le Danemark et la Prusse se trouvent ensemble en minorité et en opposition avec les autres membres de la Diète.

J'ai demandé à M. de Bismark s'il ne pouvait pas m'indiquer quelque autre forme que je pusse proposer au Gouvernement danois. Il m'a répondu que la seule forme actuellement convenable, selon lui, était que le Cabinet de Copenhague prît l'initiative, soit par un décret à publier dans le Holstein, — et dans ce cas il ne voyait pas pourquoi on ne donnerait pas la préférence au retrait de la patente du 30 mars, ce qui ôterait à la Diète tout motif d'exécution, — ou par une déclaration à faire à Francfort. Je demandai au Ministre, enfin, s'il ne suffirait pas que je fusse autorisé à porter officiellement à sa connaissance l'intention éventuelle du Gouvernement du Roi, je le priai tout particulièrement de communiquer cette intention à la Diète. Il me répondit que cela était impossible. Vis-à-vis de la Diète le Gouvernement prussien était exactement, quant à la question pendante, dans la même position que le Gouvernement danois. Quant à une intervention par l'intermédiaire du comité sous bon vouloir de sa part, l'organisation de l'esprit de routine de la Diète n'offrait absolument aucun moyen d'action au Gouvernement prussien.

M. de Bismark me recommande avant tout fortement le retrait de la patente du 30 mars. En réponse à mes objections basées sur la dignité du Gouvernement danois, sur des considérations de politique intérieure, et même sur le contenu du document en question, le Ministre me fit remarquer qu'en somme il n'y avait aucune différence entre ce qu'il proposait et ce que le Cabinet de Copenhague était disposé à faire. Nous consentions à admettre la compétence fédérale en ce qui touche le Holstein, laissant de côté les objections matérielles qui nous ont jusque-là influencés; pourquoi dès lors ne pas admettre la forme indiquée par la Diète elle-même? Le temps presse. La Diète ne peut plus tarder à prendre une résolution. Quelle sera cette résolution? Le décret fédéral ne laisse à cet égard que deux alternatives : l'acceptation ou le rejet de la déclaration danoise. Dans le dernier cas, le Gouvernement du Roi obtiendrait probablement un dernier délai. Mais, en attendant, les troupes d'exécution se mettraient en marche, et le point d'honneur militaire se joindrait aux autres considérations qui permettraient de moins en moins chaque jour à l'Allemagne de reculer.

Outre les deux formes citées ce-dessus comme pouvant, d'après M. de Bismark, être adoptées par le Gouvernement du Roi, le Ministre en a proposé une troisième en disant que peut-être le Gouvernement britannique ferait bien de s'adresser lui-même à la diète et de lui faire connaître les dispositions du Gouvernement du Roi, mais il a immé-

dialement après soulevé lui-même l'objection que, si cette ouverture du Gouvernement britannique était exclusivement relative, comme il était raisonnable de supposer qu'elle le serait, à la question fédérale, la Diète ne pourrait pas l'accueillir.

Je ne puis cacher à Votre Excellence que, partageant l'opinion de M.de Bismark sur la nécessité d'agir avec promptitude, je pense aussi qu'il n'y a pas occasion pour le Gouvernement du Roi de mettre la forme au-dessus de la réalité surtout dans ses relations avec une assemblée politique organisée comme l'est la Diète fédérale. Après la distinction établie par M. de Bismark en pleine conformité avec les vues du Gouvernement du Roi, entre la partie fédérale et la partie internationale de la question dano-allemande, distinction que le cabinet anglais a également admise et saura bien comment faire passer à Francfort, il me paraît que cette exécution se présente maintenant sous un aspect tout autre que précédemment et offre au Gouvernement des facilités qu'il n'avait pas il y a quelques semaines.

Sir A. Buchanan m'a dit que lord Russell a supposé que le vote sur le budget normal était déjà accordé aux États par la déclaration du 29 octobre, et en même temps il a émis l'idée de soumettre à l'examen de Votre Excellence la question de savoir s'il ne serait pas possible au Gouvernement du Roi de faire lui-même la déclaration à la diète, en prenant pour point de départ la supposition ci-dessus du Ministre anglais.

Dans le cours de la conversation, M. de Bismark a plusieurs fois fait allusion à la nécessité pour la Prusse d'avoir soin de ne pas pouvoir être accusée de conduire avec le Danemark des négociations privées en opposition avec ses alliés, et c'est là la raison, je n'en doute pas, de la réserve observée par le Ministre. Je suis certain, cependant, qu'il réaliserait très-volontiers les intentions du Gouvernement du Roi, s'il trouvait seulement le moyen de le faire sans s'exposer à un échec.

En priant Votre Excellence de considérer ce rapport comme parfaitement confidentiel, j'ai l'honneur, etc. Signé : QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Privée et confidentielle.

Berlin, le 3 novembre 1863.

Excellence,

Pour faire suite à ce que j'ai dit dans ma dépêche de ce jour quant aux diverses formes que le Gouvernement du Roi, d'après l'opinion de M. de Bismark, pourrait choisir pour exécuter son intention éventuelle

relativement au budget normal du Holstein, je me permets de soumettre à Votre Excellence une proposition ultérieure dudit Ministre.

Après qu'il eut fait connaître ses propositions, M. de Bismarck a fait remarquer qu'il croyait connaître un autre moyen que le Gouvernement du Roi pourrait choisir. « Vous savez, dit-il, que mon opinion a toujours été que tout ce qui a un caractère fédéral doit d'abord être détaché de la question entière de la discussion. La substance doit être réduite aux plus petites proportions possibles en lui enlevant et en rattachant à la partie internationale tout ce que l'on peut considérer comme appartenant à cette dernière; comme, par exemple, les questions relatives à la position du Holstein dans la monarchie et aux parties du pays. Il ne resterait alors que ce que le Gouvernement danois pourrait bien laisser à la Diète, et si cela pouvait se faire, l'exécution deviendrait impossible comme étant sans objet. »

Le Gouvernement danois ne pourrait jamais — en s'appuyant sur la résolution de la Diète dans laquelle cette assemblée, lorsqu'elle a fait connaître ses griefs contre le Gouvernement danois, a compris plusieurs points non fédéraux — émettre une déclaration portant quelles parties de la discussion, en tant qu'elles aient été déterminées par la Diète, sont en dehors de la compétence de la Confédération. La déclaration devrait énoncer qu'il va de soi que les demandes de la Diète ne peuvent pas être réalisées relativement à ces questions. La Diète serait alors forcée, si elle était déterminée à exécuter sa volonté d'adopter une conduite différente de celle qu'elle a suivie jusqu'à présent. Relativement, d'autre part, à la question en litige qui reste, la déclaration devrait faire remarquer qu'il existe, des dispositions à donner à la Diète, tout ce qu'elle pourrait obtenir par une exécution, aussi longtemps que ses demandes restent limitées à la pleine compétence législative pour les États.

Il me semble que, quoi qu'on ne puisse pas facilement découvrir, de la position actuelle de la question fédérale, une raison formelle pour faire une nouvelle déclaration à Francfort, la situation politique générale offre cependant encore un motif pour une déclaration comme celle qui est suggérée, car il me paraît que rien ne pourrait empêcher que la déclaration fût attachée à une réserve relative à la part du Holstein dans la dette nationale, laquelle affaire est d'intérêt international.

La principale raison pour hésiter à émettre une déclaration de cette nature me paraît consister dans sa soleunité; et c'est donc mon opinion personnelle qu'il vaudrait beaucoup mieux que le Gouvernement du Roi pût se décider à se départir de la forme et envoyer une déclaration ultérieure à Francfort.

J'ai, etc.

Signé : QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 5 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

L'Ambassadeur anglais a reçu de sir A. Paget une communication sur la question traitée dans la dépêche n° 27, et M. de Thile lui a mentionné le même point hier, mais ni le Sous-Secrétaire d'État que j'ai vu hier, ni M. de Bismark m'ont fait aucune observation sur la question. Si A. Buchanan à qui M. de Bismark n'a plus parlé sur le point en question, a dit à M. de Thile qu'il croyait préférable de ne plus toucher au passé. Le Sous-Secrétaire d'Etat n'a pas insisté, et je crois avec sir Andrew qu'il n'y a pas lieu pour nous de nous engager dans aucune discussion sous ce rapport.

Je viens de recevoir de Copenhague une communication qui contient quelques observations que je me permets de soumettre à Votre Excellence. J'apprends par cette source que Votre Excellence est toujours d'avis d'attendre un décret fédéral pour réaliser les intentions mentionnées dans la dépêche n° 25, et sir A. Buchanan me dit que, conformément à ses informations, Votre Excellence a parlé de faire connaître éventuellement ses intentions par l'intermédiaire des commissions unies. De la façon dont je comprends l'acte fédéral, et d'après ce qui m'a été dit ici de la manière la plus authentique et la plus positive de la routine de la Diète, cette assemblée n'a qu'une résolution à prendre dans la phase où est arrivée maintenant l'affaire de Holstein. Elle ne peut que se prononcer pour une de ces deux alternatives, savoir : l'acceptation ou la non-acceptation de la dernière déclaration danoise, — *tertium non datur*. Par conséquent, dès que le décret en question aura été prononcé, le moment opportun pour faire une déclaration supplémentaire à la Diète sera passé. La déclaration peut être faite, il est vrai, aux dernières sommations des États pour réaliser l'exécution. Mais si l'on attend, beaucoup de choses peuvent avoir été changées, et l'opportunité ne serait probablement pas la même.

De même que je suis d'avis qu'il serait très-désirable que le Gouvernement du Roi se décidât à s'écarte de la forme et à faire la déclaration finale à la Diète sans délai, quoique aucun motif formel ne se présente en ce moment pour prendre une telle mesure, de même je ne veux pas cacher à Votre Excellence que moi pour ma part, je ne vois pas la moindre probabilité que le Gouvernement puisse réussir à porter ses intentions éventuelles à la connaissance de la Diète par l'intermédiaire des commissions unies, attendu que ni le Gouvernement du Roi ni le Ministre du Roi ne sont en relations officielles ou directes avec lesdites commissions. Ces dernières n'étant donc pas strictement

forcées de donner suite à une ouverture de la part du Gouvernement du Roi, et la majorité de leurs membres étant notoirement moins bien disposée, il est à prévoir qu'un pas fait vers ces commissions ne viendrait point officiellement à la connaissance de la Diète.

J'ai, etc.

Signé : QUAADE.

M. Quaade à M. Hall.

Berlin, le 6 novembre 1863.

Excellence,

J'ai pris la liberté de vous demander aujourd'hui par le télégraphe s'il existe d'autres précédents d'une communication à la Diète fédérale par l'intermédiaire du comité-uni, que celui qui résulte des communications de l'Ambassadeur du Roi à la Diète dans l'automne de 1858, par suite des résolutions prises par la Diète le 12 août de la même année, et de plus celui de la Note adressée au comité susdit en novembre 1859.

Je suis informé qu'on dénie ici tout précédent semblable. D'un autre côté j'ai appris que le Gouvernement du Roi est censé vouloir choisir ce mode de communication avec la Diète, par suite de la déclaration faite le 29 du mois dernier. Bien que je ne trouve aucun précédent qui se rapporte en réalité, pour la circonstance présente, à celui de l'automne 1858, à cause que l'Ambassadeur auprès de la Diète n'avait été alors en relation avec le comité que par une résolution spéciale de cette même Diète, je ne puis non plus tenir pour décisif le précédent de 1859. Car, d'après ce que je sais du sentiment qui prévaut à Francfort, je dois craindre qu'on ne m'objecte que la présentation de la Note, à cette époque, se rattachait aux communications faites en 1858 en vertu d'une résolution expresse. Mais, si j'étais mis en mesure de produire avec certitude un précédent quelconque autre que ceux que je viens de rappeler, ce qui n'est pas en mon pouvoir, en ce qui concerne les opérations générales de la Diète, et ce qui ne me serait possible qu'en compulsant une masse fastidieuse de matériaux, alors je pourrais peut-être simplifier la marche de l'affaire dans sa phase actuelle.

Je suis tout à fait convaincu qu'il importe au plus haut degré à notre Gouvernement de ne pas laisser passer inutilement le moment présent. Le premier Ministre de Prusse, soit en raison de ses vues personnelles, soit à cause de l'attitude prise par l'Angleterre, a mis l'affaire en une position qui dépasse de beaucoup tout ce qu'on aurait pu prévoir. Mais il rencontre une grande résistance ici et plus encore à Francfort. Le Président de la Diète, au moins jusqu'à présent, a sa

part dans cette résistance. Toutefois j'ai quelque raison de croire que des instructions plus favorables ont été envoyées de Vienne dans ces derniers jours. Mais, je ne suis pas certain que la question soit envisagée, du côté de l'Angleterre, dans cette capitale, avec la même netteté et la même chaleur qu'elle l'est ici. On peut, en tout cas, affirmer à juste titre que le Cabinet autrichien reste en arrière du Gouvernement prussien quant à la justesse de l'appréciation.

Il est donc impossible de dire si la position favorable de l'affaire est de nature à durer. J'apprends aujourd'hui que le rapport du Comité n'a pas été présenté hier, mais qu'il sera soumis à la Diète jeudi prochain 12. On croit à Francfort, que le vote de l'Assemblée aura lieu immédiatement après la séance. Cette opinion, dit-on, est néanmoins celle d'une minorité, la Prusse étant contraire à cette manière de procéder et réclamant un délai de huit jours pour pouvoir demander de nouvelles instructions. Mais comme le sentiment général peut aisément varier, comme il paraît évident qu'une résolution récente de la Diète, surtout si elle s'appuie sur un manque de bon vouloir, peut rendre difficiles des modifications postérieures, il ne faut pas perdre de vue non plus, qu'un rapport du comité fondé sur une semblable créance ne peut manquer de préjudicier à la résolution subséquente, en aggravant la difficulté d'une juste appréciation de la déclaration à intervenir.

En raison de ces circonstances, je crois de mon devoir de redire aujourd'hui à Votre Excellence que, suivant mon opinion de l'état des relations ici, je crois particulièrement désirable que le Gouvernement du Roi communique sans délai à la Diète elle-même, sous forme de déclaration, sa décision éventuelle au sujet du budget normal du Holstein. Les actes de la Diète dans la séance du 11 novembre 1858 fournissent un précédent de votes émis sur un rapport du Comité par suite d'une communication importante faite immédiatement avant le dépôt de ce rapport. Toutefois, à cause de l'opinion répandue à Francfort, comme je viens de le dire, il serait peut-être préférable, dans les circonstances présentes, que la déclaration du Gouvernement danois pût précéder le rapport du Comité.

D'après mes informations, le désir, à Francfort, est toujours pour le retrait de la Constitution du 20 octobre 1855, ou pour toute mesure équivalente que prendrait le Gouvernement danois, telle, par exemple, que la suspension de tout acte menant à l'exécution de la nouvelle Constitution commune pour le royaume de Danemark et le duché de Schleswig. Mais, le grand mérite de M. de Bismarck, dans la situation présente des affaires, me paraît consister en ce qu'il s'abstient complètement de faire aucune allusion à tout ce qui ne se renferme pas strictement dans la question fédérale. Je puis ajouter que l'Ambassadeur britannique est personnellement convaincu de la convenance de cette

conduite et fait de grands efforts pour maintenir son Gouvernement dans la même voie.

En conséquence d'une observation de ce même Ambassadeur, — qui, du reste, n'est pas encore instruit des intentions de son Gouvernement relativement à la question dont je vais parler, — je crois bon de vous avertir que le Gouvernement du Roi ne doit pas essayer de provoquer d'autre médiation que celle de l'Angleterre, pas plus que l'intervention de plusieurs gouvernements. La médiation des Puissances signataires du traité du 8 mai ne pourrait avoir lieu sans exclure la Prusse et l'Autriche. Or, il ne serait pas convenable d'établir, pour un seul cas, une distinction, quelque motivée qu'elle fût, entre les Puissances qui ont pris part à ce traité. Une autre objection serait certainement soulevée contre la participation de la Suède à l'acte de médiation.

La marche la plus naturelle à adopter, selon moi, pour la poursuite de cette affaire, serait de tâcher d'arriver d'abord à un résultat par la médiation d'une puissance non allemande. Si le but n'était pas ainsi complètement atteint, on achèverait de le poursuivre au moyen d'une conférence de toutes les Puissances qui ont conclu le traité susmentionné. — J'ai l'honneur, etc.

Signé : QUAADE.

M. Hall à M. Quaade.

Copenhague, le 9 novembre 1863.

Monsieur,

En réponse à votre demande exprimée par le télégraphe d'abord, puis par communication écrite, au sujet des précédents existants pour les communications directes au Comité (de Francfort), voici ce que j'ai à vous signaler :

Je suis tout à fait d'accord avec vous pour considérer ce qui a eu lieu au mois de septembre 1858, comme expressément basé sur une résolution générale. D'autre part, je trouve un précédent dans la remise de la Note du 2 novembre 1859 aux Commissions, car elle affectait surtout le résultat des négociations qui avaient eu lieu avec les États, négociations sur lesquelles les Commissions avaient précisément été autorisées à faire un rapport. Mais on demande maintenant aux Commissions d'exprimer une opinion sur notre déclaration du 29 octobre, et la communication que l'Ambassadeur près la Diète devrait faire est simplement une interprétation de cette opinion, une explication ultérieure sur un point qui a provoqué des doutes. Mais ce qui a eu lieu à la Diète, en août 1861, me semble fournir un autre important

précédent. Votre Excellence se souviendra que la déclaration que nous avons faite de renoncer à la contribution spéciale du Holstein au delà du budget normal pour l'année courante n'a pas été remise à la Diète, mais à la Prusse et à l'Autriche, et que ces Puissances l'ont communiquée aux Commissions qui ont basé là-dessus le rapport, lequel a été transformé en une résolution de la Diète, le 12 août. Il y a donc là une précédent qui établit d'une manière précise que les Commissions ne sont pas limitées à ne prendre connaissance pour leur rapport que de ce qui leur a été spécialement transmis par la Diète, mais qu'elles peuvent aussi recevoir des communications directes des parties intéressées. C'était là ce qui constituait et qui constitue encore le point à considérer dans l'affaire. Mais que ces communications proviennent d'un membre des Commissions ou d'un des gouvernements fédéraux qui sont plus intéressés encore dans la question, cela ne peut, pour autant que j'en puisse juger, faire aucune différence.

Dans ces circonstances, et si tout le caractère de cette nouvelle demande et de ses relations avec les précédentes résolutions fédérales était pris en considération, il me semble indubitable que ce qu'il y a de plus naturel et de plus simple, c'est que nos communications soient faites aux Commissions. Je prévois cependant, surtout après les explications que j'ai reçues de Votre Excellence, que les Commissions n'accepteront peut-être pas notre communication, et il est évident que je ne voudrais pas qu'une différence dans la forme — insignifiante par elle-même — m'empêche de marcher en avant dans une affaire que, dans l'état actuel des choses, je considère comme utile.

Comme Votre Excellence le verra par ma dépêche d'hier, l'Ambassadeur du Roi à Francfort a reçu ordre, pour le cas où les Commissaires refuseraient de recevoir la communication, de mentionner au Protocole, au commencement de la séance de jeudi, qu'il a fait une telle communication aux Commissions, mais que, comme elles ont refusé de la recevoir, il reproduit maintenant la communication à l'Assemblée par ordre de son gouvernement.

J'ai le droit d'espérer que cette solution d'une question de forme qui n'a réellement aucune importance, se recommandera en outre par cette circonstance que c'est une démarche pour laquelle on n'a pas de temps à perdre; car, outre que la communication ne pourra encore, en aucune circonstance, être faite à la Diète avant jeudi, — à moins que nous ne demandions une séance extraordinaire, et pour cela le temps ne presse pas suffisamment, la communication aux Commissions, même si elle n'était pas acceptée, exercera une certaine influence sur l'attitude des membres qui pourraient être disposés à considérer notre résolution éventuelle comme un motif d'arrêter l'exécution.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : G. HALL.

**Dépêche circulaire confidentielle de M. Hall aux ambassadeurs
de Danemark à Stockholm, à Saint-Pétersbourg et à Paris.**

Copenhague, 11 novembre 1863.

Monsieur,

Vous êtes déjà informé des négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Roi et la Prusse et qui ont été surtout provoquées par l'intervention amicale de l'Angleterre. Vous savez que ces deux Puissances ont reconnu que lorsque nous aurions fait la concession relative au budget normal le côté fédéral de la question serait entièrement résolu, et qu'une exécution fédérale serait désormais privée de toute raison d'être.

De plus, elles ont parfaitement reconnu la justice de la réserve que j'avais faite, à savoir que la nouvelle compétence des États ne pourrait jamais constituer un droit à refuser les crédits nécessaires pour faire face aux besoins indispensables de l'État. Enfin, elles ont compris que nous ne pouvions pas faire la concession désirée par elle, avant d'avoir acquis la certitude que la Diète accueillerait cette concession dans le même sens et lui attribuerait la même étendue que nous-mêmes.

Dans ces circonstances, j'ai jugé qu'il était d'une bonne politique de déférer au désir exprimé. Je sais que les Commissions unies ne désirent nullement que je trouve une occasion pour introduire ce nouvel élément de discorde dans la discussion, et qu'elles refuseront, par conséquent, d'accepter une communication qui leur sera faite directement par M. de Dirkinc dans le sens indiqué.

J'ai donc donné ordre à ce Ministre d'adresser aux Commissions la communication que vous trouverez annexée, et si elles refusaient de l'accueillir, de la remettre à la Diète elle-même.

Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien, en communiquant ce document au Ministre des affaires étrangères, lui expliquer la signification de cette démarche. Vous appellerez surtout son attention sur l'importance de l'appréciation attachée par le Gouvernement prussien lui-même à un tel acte de notre part.

En même temps, Monsieur, vous ne manquerez pas de remarquer l'intérêt que nous avons à ce qu'il n'existe pas de doute sur l'attitude que nous devons prendre, si les États jugent à propos de se servir de leur nouvelle compétence financière dans un but d'insurrection et de révolution.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : C. HALL.

**M. Thile sous-secrétaire des Affaires étrangères à M. de Balan,
Ministre de Prusse à Copenhague¹.**

Berlin, le 13 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

Je vois par le rapport que Votre Excellence a bien voulu m'adresser que les délibérations dans le Rigsraad relatives à la nouvelle Constitution commune pour le royaume de Danemark et le duché de Schleswig, non-seulement ont été poussées avec rapidité, mais que le Président du Conseil a demandé que cette Constitution fût mise en vigueur dès le 1^{er} janvier 1864.

Je ne puis m'empêcher de faire observer qu'en agissant ainsi, M. Hall ne me paraît pas avoir suffisamment réfléchi à la gravité de la situation. Même en admettant que la question d'exécution n'ait rien de commun avec cette Constitution pour les parties de la monarchie qui ne dépendent pas de la Confédération, et que le but de cette exécution serait limité à la réalisation des demandes de l'Allemagne qui sont incontestablement de la compétence de la Diète, il ne s'en suit pas pour cela que les droits d'une nation internationale résultant des traités soient abandonnés. Toute attaque contre ces droits ne peut que soulever de nouveaux obstacles à la médiation proposée par le Cabinet anglais.

Je prie donc Votre Excellence de signaler à M. Hall jusqu'à quel point la conduite du Gouvernement danois, en s'écartant des arrangements de 1852, a rendu la position difficile et diminué les chances d'une solution pacifique.

Je me suis déjà exprimé en ce sens avec le Gouvernement britannique par l'intermédiaire du Ministre du Roi à Londres et je prie Votre Excellence de ne laisser subsister aucun doute sur la signification grave que nous attachons à cet incident.

Votre Excellence est autorisée à donner communication de la présente déclaration.

Le ministre des Affaires étrangères

par ordre

THILE.

1. Cette dépêche ne fait pas partie des documents communiqués au Rigsraad.

**Dépêche de M. Torben Bille, ministre de Danemark à Londres
à M. Monrad, ministre des Affaires étrangères de Danemark.**

(*Extrait.*)

Londres, le 6 juillet 1864.

On m'assure que des avances plus ou moins directes ont été récemment faites par le Cabinet de Paris pour amener une entente intime, ou même une alliance avec le Cabinet de Londres, en face de la coalition probable des trois Cours du Nord. Le Cabinet de Paris, désire, dit-on, un accord pour toutes les éventualités générales d'une guerre. Son vœu est que des engagements mutuels et formels soient pris à ce sujet.

Ces avances n'ont pas été accueillies favorablement par le Cabinet anglais, qui, tout en désirant une bonne entente avec celui de Paris, ne se soucie pas de se lier les mains, ni de s'engager formellement pour un avenir qui ne peut être éloigné.

Les avances du Cabinet impérial n'ont probablement pas été au delà des limites d'une tentative pour sonder le Cabinet de Saint-James sur ses intentions. Toutefois, c'est un bon signe que ces efforts tentés pour rapprocher les deux Cabinets.

**Dépêche de M. le comte de Moltke Hvitfeldt à Paris, à M. Monrad,
Ministre des Affaires étrangères à Copenhague.**

Paris, le 7 juillet 1864.

Monsieur le Ministre,

Malgré ce que la tâche avait de pénible, j'ai cru de mon devoir de transmettre hier à Votre Excellence, sans retard, un télégramme contenant les points principaux d'une longue conversation que je venais d'avoir avec le Ministre des affaires étrangères de l'Empereur.

Sans me fournir aucun fait nouveau, M. Drouyn de Lhuys s'est exprimé vis-à-vis de moi dans des termes si décisifs, qu'il semble impossible d'espérer que l'horizon devenu si sombre soit près de s'éclaircir. Nous souffrons en ce moment de la situation générale de l'Europe telle que vient de la révéler le renouvellement d'une alliance intime entre les Souverains des trois Cours du Nord. Il paraît hors de doute que la Sainte-Alliance, que la France avait réussi à briser par la guerre de Crimée, est maintenant plus ou moins un fait accompli devant lequel l'Empereur, abandonné par l'Angleterre, ou tout au moins ne pouvant pas compter sur son concours, a résolu de garder une attitude plus réservée que jamais.

C'est uniquement à ce motif que l'on peut attribuer, je ne dirai pas la réserve, mais la faiblesse du Gouvernement impérial, qui permet l'abandon total du Slesvig et souffre la spoliation du Danemark, de telle sorte que la partie nord reste désormais sans défense et ne pourra plus jamais opposer une résistance sérieuse aux invasions probables de l'Allemagne.

J'ai soumis ces considérations à M. Drouyn de Lhuys en lui faisant remarquer que sous l'empire de circonstances normales, elles devraient sûrement exercer une influence marquée sur les actes de la politique française. Mais j'ai perdu mes paroles, et je suis forcé de croire qu'on est fermement décidé ici de prendre au sérieux la situation de l'Europe et les dangers réels ou imaginaires d'une coalition.

Le langage de M. Drouyn de Lhuys ne me laisse, je le répète, aucun doute. Tout en exprimant le regret que le Cabinet de Copenhague n'ait suivi en rien les conseils de la France, et particulièrement celui que l'Empereur lui a transmis récemment par mon intermédiaire, le Ministre m'a dit que, dans son opinion, le Slesvig en totalité est perdu pour nous. Répondant à la question que je lui faisais, il a ajouté que la France ne s'opposerait pas à l'incorporation du Slesvig dans la Confédération germanique. « Nous ferons certainement des représentations sur ce point, » me dit-il, « mais vous ne devez pas compter sur nous dans cette question. Nous ne ferons pas d'opposition sérieuse, surtout s'il vient à se confirmer qu'il est dans le vœu des populations du Slesvig de ne pas être scindées. »

D'après ce que j'ai recueilli de la bouche de M. Drouyn de Lhuys, il paraît que le dissensément — au total de peu d'importance — qui existe entre l'Autriche et la Prusse, porte sur plus d'un point. Contrairement au désir de la Prusse, l'Autriche serait bien aise d'entrainer la Confédération germanique dans une action commune contre le Danemark. Le duc d'Augustenbourg, dit-on, serait le candidat favorisé par le Cabinet de Vienne, tandis que le grand-duc d'Oldenbourg est le candidat mis en avant par M. de Bismarck. Enfin, le Cabinet de Berlin désire porter la guerre dans l'île de Fionie et faire entrer dans la Baltique la flotte austro-prussienne pour attaquer Copenhague, tandis que le Cabinet de Vienne se refuse à donner à la lutte ce surcroît d'extension.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : MOLTKE-HVITFELDT.

Le comte de Scheel-Plessen, ministre en Suède, à Mgr Monrad.*(Extrait.)*

Stockholm, le 10 juillet 1864.

.... En m'entretenant aujourd'hui de l'état politique général de l'Europe, le comte Manderström m'a fait remarquer, entre autres, que la France paraissait s'émouvoir un peu. Il ne me dissimula pas, néanmoins, que depuis quelques mois, il avait déjà prévenu M. Fournier que la situation n'étant plus la même qu'au commencement de la guerre, la Suède ne se regardait en aucune façon obligée, par ses promesses antérieures à se joindre à la France, pour le cas où cet État se déciderait à prendre les armes, afin de poursuivre un but qui serait dans son intérêt particulier.

**Dépêche du comte de Moltke-Hvitfeldt, ministre de Danemark
à Paris à l'Évêque Monrad.***(Extrait.)*

Paris, le 12 juillet 1864.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a, j'espère, reçu exactement mon télégramme du 8 dans lequel j'avais l'honneur de l'informer qu'il était trop tard pour proposer l'arbitrage à l'Empereur, et même pour lui demander d'intervenir en vue de nous faire obtenir une suspension d'armes. J'ajouterai que M. Drouyn de Lhuys nous conseillait de faire la paix aussitôt que possible, et que, selon lui, nous devions donner la préférence à une demande directe de suspension, promettant de l'appuyer à Vienne et à Berlin.

Naturellement, ce ne fut qu'après avoir eu une entrevue avec ce Ministre que je vous adressai ma communication télégraphique, M. Drouyn de Lhuys, à qui je demandai très-confidentiellement comment, dans son opinion, serait reçue par l'Empereur une démarche éventuelle de cette nature, me répondit qu'il était sûr que l'Empereur ne voudrait pas prendre l'initiative de la demande (de suspension) vis-à-vis des puissances allemandes, d'une part pour ne pas s'exposer à un refus désagréable dans tous les cas, d'autre part pour éviter de prendre, ne fût-ce qu'en apparence, une responsabilité quelconque dans l'arrangement à conclure entre l'Allemagne et le Danemark.

D'ailleurs, ajouta le Ministre français, je suis sûr que, dans la situation actuelle des affaires, il est de votre propre intérêt que vous vous adressiez directement à l'Allemagne. Une résistance prolongée

de votre part serait un acte de véritable folie. Dans la crise actuelle, il faut nécessairement que vous mettiez de côté toute question d'amour-propre. Adressez-vous aussitôt que possible à l'Allemagne. Je m'engage dès à présent à appuyer toute demande que vous aurez faite d'un armistice ou d'une suspension d'armes, à Vienne aussi bien qu'à Berlin.

Dans le peu de jours qui se sont écoulés depuis que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence mon rapport du 7 courant, la situation politique n'a éprouvé aucun changement. Ici comme en Angleterre, les dépêches publiées par le *Morning-Post* ont produit une grande sensation. Personne ne met plus en doute l'authenticité de ces documents, ou tout au moins l'existence des tendances politiques dont ils contiennent la révélation. La presse française les a discutés et les discute encore dans des termes où perce un mécontentement auquel elle s'efforce en vain de donner l'apparence du dédain.

La mauvaise humeur est patente et se trahit non-seulement dans les articles des journaux, mais aussi, et plus clairement, je dois le dire, dans le langage du Ministre des affaires étrangères. Il s'efforce avec une ardeur trop vive pour être naturelle, de persuader à ses auditeurs que la triple alliance qui, selon lui, n'a ni le caractère, ni les tendances de l'ancienne, n'est pas de nature à donner la moindre inquiétude à la France.

C'est dans ce sens que M. Drouyn de Lhuys m'a parlé avant-hier, après avoir eu une longue conversation avec le comte de Goltz, revenu de Fontainebleau la veille. D'après ce que le Ministre m'a dit, cet ambassadeur (prussien) ne lui a parlé d'autre chose que des documents du *Morning-Post* durant tout leur entretien, qui a duré plus d'une heure.

Quel que soit le langage tenu par le Ministre des affaires étrangères et les organes officiels et semi-officiels de la presse, je n'hésite pas à affirmer que les trois Cours du Nord exercent une très-grande influence sur l'attitude du Gouvernement de l'Empereur. Il montre, en effet, une condescendance remarquable envers l'Allemagne. Sans m'appesantir sur le fait que l'Empereur a donné à M. de Beust, lors du dernier voyage de ce diplomate à Paris, l'assurance plus ou moins catégorique que Sa Majesté ne s'opposerait pas à ce que l'Allemagne prît possession de tout le Slesvig, concession qui équivaut à l'abandon du principe des nationalités en faveur du droit de conquête, la déclaration qui m'a été récemment faite par M. Drouyn de Lhuys relativement à l'incorporation éventuelle du Slesvig dans la Confédération, indique très-clairement que l'Empereur a décidé de ne pas s'écartez de sa réserve actuelle, quoi qu'il arrive.

Cette décision me semble si positive, que je crois qu'elle ne serait

même pas ébranlée, si tout le Danemark venait à désirer de faire partie de la Confédération germanique. Lord Cowley partage cette opinion, bien que M. Drouyn de Lhuys lui ait déclaré, il y a quelque temps, aussi bien qu'à moi, que la France combattrait une solution de la question en ce sens par les armes et de toutes ses forces.

**Dépêche du comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Bluhme, nouveau
ministre des Affaires étrangères.**

Paris le 14 juillet 1864.

Monsieur le Ministre,

L'accord dont personne ne doute, qui s'est récemment établi entre les cours de Saint-Pétersbourg de Vienne et de Berlin, doit nécessairement exercer une influence sensible sur les relations entre les cabinets de Paris et de Londres.

Il semble, en effet, que le renouvellement d'une triple alliance doit amener une entente plus étroite entre les deux Puissances occidentales qui savent bien qu'en unissant leurs forces elles sont irrésistibles, tandis que séparément elles ne peuvent comparativement rien faire. Une telle entente plus étroite est donc inévitable, et j'ajouteraï qu'en ce moment diverses circonstances sont l'indice d'une tendance dans cette direction. Il n'a pas été question, il est vrai, jusqu'ici, d'une alliance ou de négociations en ce sens, mais j'apprends d'une source sûre que les relations entre les deux Puissances sont marquées par une cordialité qui avait disparu depuis plusieurs mois, et que les deux Gouvernements se donnent mutuellement des preuves de confiance qui sont grosses d'heureux pronostics pour l'avenir. Finalement, il y a visiblement, de part et d'autre, une certaine coquetterie, si je puis m'exprimer ainsi, qui révèle un certain désir d'une union plus intime.

Malheureusement, cependant, ces nouvelles combinaisons ne semblent pas devoir exercer, au moins pour le moment, une influence réellement salutaire sur notre position : et une entrevue que j'avais eue, il y a deux jours, avec lord Cowley a laissé, je regrette de le dire, une très-fâcheuse impression sous ce rapport dans mon esprit. La sympathie personnelle de cet Ambassadeur a jusqu'ici été de notre côté, mais il m'a cependant parlé sur notre question comme si le Cabinet de Londres était complètement indifférent quant à la solution qu'elle pourrait recevoir. J'avoue que j'ai été péniblement surpris de la froideur et de l'indifférence évidentes de lord Cowley dont les pa-

roles, j'en suis persuadé, n'étaient que l'écho des opinions de son Gouvernement. J'ai fait connaître cette impression le jour suivant à M. Drouyn de Lhuys, qui a répondu que mon idée était parfaitement correcte. L'attitude que l'Angleterre prend relativement à vous, dit le Ministre, est tristement curieuse. Elle vous accuse d'obstination et d'ingratitude.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : L. MOLTKE-HVITFELDT.

Dépêche de M. Torben-Bille à M. Bluhme.

Londres, le 15 juillet 1864.

Monsieur le Ministre,

Le comte Russell m'a informé que le Cabinet l'avait autorisé à appuyer les démarches faites à Berlin et à Vienne par le Gouvernement du Roi pour obtenir une suspension des hostilités.

On attache, à ce qu'il paraît, une grande importance ici au bruit que le Roi pourrait se décider à négocier avec l'Allemagne sur la base de l'entrée de toute la monarchie danoise dans la Confédération germanique. Quoique je ne partage pas cette opinion, j'ai néanmoins jugé utile de déclarer que, puisque la possession du Slesvig, comme nous l'avons déclaré à diverses reprises, est absolument nécessaire au Danemark s'il doit rester État indépendant, on ne devrait pas s'étonner que quelque résolution désespérée fût prise en présence du triste abandon dans lequel nous nous voyons en ce moment. Je ne crois pas que l'Angleterre se montre favorable à une telle solution de nos différends avec l'Allemagne, mais je ne pense pas non plus qu'elle la combatte résolument.

J'apprends d'un de mes collègues que le Gouvernement s'est tout à fait décidé, pour le moment, à s'abstenir de toute intervention dans les affaires d'autres pays, et qu'il n'entreprendra par conséquent rien dans notre question. Il n'existe pas non plus d'après ce qu'il dit, de rapprochement réel entre ce Cabinet et celui de Paris, qui tous deux continuent d'avoir de la méfiance. On m'assure que le Cabinet anglais n'est pas tout à fait convaincu que la France n'a pas une entente secrète avec la Prusse relativement à nos affaires, tandis que le Cabinet de Paris craint toujours que dans le cas d'une grande crise européenne, l'Angleterre ne finisse par se replacer du côté des ennemis de la France. Cette méfiance mutuelle paralyse et continuera malheureusement à paralyser pendant longtemps toute action commune des deux Cabinets.

On doit ajouter, enfin, qu'au terme d'une cession parlementaire orageuse, les hommes d'État anglais sont épuisés et peu disposés à contracter de nouveaux liens politiques.

J'ai, etc.

Signé : TORBEN BILLE.

Le comte de Scheel-Plessen à M. Bluhme.

(*Extrait.*)

Stockholm, le 6 août 1864.

En trouvant dans cette correspondance (correspondance de Copenhague insérée dans le n° du 5 août du journal suédois l'*Aftonblader*), plusieurs allusions aux rapports officiels que j'ai eu l'honneur d'adresser au département des affaires étrangères. Je regrette que la discréption qui m'est imposée par les devoirs de mon emploi, m'empêche de donner aux fausses allégations du correspondant un démenti direct. Votre Excellence sait que dans aucun de mes rapports je n'ai mentionné d'entretien avec le comte Mauderstrom, tel que celui dont on a cité et reproduit les prétendus termes par la voie de la presse. Je n'ai pu m'exprimer de la sorte, et le comte ne m'a jamais rien dit de semblable. Tant qu'il a pu être question d'une active coopération en faveur de notre cause, Son Excellence, dans les fréquentes conférences que j'ai eues avec elle sur cette affaire, m'a toujours assuré que son Gouvernement était près à se mettre de notre côté, dans le cas où les deux Puissances occidentales ou seulement l'une d'elles se décideraient à prendre les armes. Mais dans l'entretien mentionné dans mon rapport du 10 juillet, que le correspondant de l'*Aftonblader* a cité, le comte Mauderström m'a dit que les circonstances ayant changé, son Gouvernement ne se regardait plus comme lié par son engagement antérieur de se joindre à la France, dans le cas où cette Puissance pourrait être amenée plus tard à prendre les armes, afin de poursuivre un but qui serait dans son intérêt particulier.

Il ne me serait jamais venu à l'esprit que cette déclaration pût donner lieu à des méprises, ou qu'on l'interprétât de manière à placer dans la bouche du comte de Mauderström des paroles qu'il n'a pas dites, et que, par conséquent je n'ai pu reproduire. En citant toute la dernière partie de ladite déclaration, le Correspondant en a tout à fait changé le sens. Il est évident que dans l'entretien que j'eus alors avec le comte, il n'était point question des secours que le Danemark pouvait attendre des Puissances occidentales, mais de l'état politique général de l'Europe, ainsi que je l'ai formellement exprimé au commencement de ma dépêche dont j'ai la minute sous les yeux. Le comte a voulu dire que dans le cas où la France poursuivait un but particulier se déterminerait à porter la guerre sur les bords du Rhin ou dans les

plaines de l'Italie, la Suède n'avait aucun engagement qui l'obligeait à la suivre jusque-là.

Si le malheur nous constraint à accepter des conditions de paix dures et injustes, la faute n'en est aucunement aux dispositions du Gouvernement suédois, ou à la manière dont elles ont été présentées par le comte Wachtmeister. Les protocoles de la Conférence de Londres que tout le monde peut interroger maintenant, en fournissent la preuve.

ANNEXES.

I

Dépêche du comte Manderström, ministre des Affaires étrangères de Suède et de Norvège, au ministre plénipotentiaire de Suède et de Norvège à Copenhague, le Chambellan Björnstjerna.

Stockholm, le 10 juin 1864.

Les informations qui m'arrivent sur l'attitude des Puissances neutres à la Conférence ne s'accordent malheureusement que trop avec celles qu'à reçues M. Monrad. Il est hors de doute que dans le cas où, aucune entente n'ayant pu être établie le Danemark se verrait forcé de reprendre les armes si la France, ni l'Angleterre ne donnent le moindre espoir d'une intervention active. Les efforts qui ont été faits dans ce sens par notre envoyé à Londres, sa déclaration renouvelée que nous étions résolus, marchant de concert avec ces deux Puissances ou même seulement avec l'une d'elles, a contribuer à l'action commune d'une partie de notre armée et de notre flotte, n'ont abouti à aucun résultat. Bien plus, notre envoyé n'a été accueilli à Londres que par un refus formel de le suivre dans cette voie.

Il nous paraît donc évident qu'on ne peut fonder de grandes espérances sur un secours de la France et que des vœux stériles sont tout ce que le Danemark peut attendre des Gouvernements actuels de ces pays. Il faut encore remarquer que lord Palmerston a déclaré au comte Wachtmeister qu'aucun ministère anglais ne consentirait à faire la guerre pour une pareille cause, et que lors même que l'opposition viendrait au pouvoir, une réserve sur laquelle il ne fallait se faire aucune illusion, ne tarderait pas à se produire dans ses paroles et dans ses actes.

Au milieu de ces déplorables circonstances qui nous afflagent si profondément, la situation du Danemark devient au plus haut point difficile. Nous comprenons combien le Gouvernement danois a besoin de se recueillir pour prendre une résolution ; et dans cette extrémité nous

croyons devoir nous abstenir de lui donner un conseil, puisque nous ne pouvons lui apporter le secours que nous aurions été heureux de lui offrir. Comment, en effet, dans une situation politique aussi anormale et lorsque les plus grandes Puissances de l'Europe se retirent d'une lutte qu'elles seules eussent été capables de terminer avec succès, comment pourrions-nous affronter une guerre dont toutes nos forces réunies seraient impuissantes à changer la fortune, et nous exposer ainsi à tous les dangers qu'elle entraînerait infailliblement après elle? Nous nous précipiterions à une ruine et à une perte certaines, sans espoir de sauver l'ami et le voisin dont les malheurs nous brisent le cœur, mais qu'il nous est impossible de seconder comme nous l'eussions si intimement désiré. On ne saurait imaginer situation plus douloreuse, situation, j'ose le dire, presque aussi cruelle pour nous que pour le Danemark. Mais, puisqu'elle nous est implacablement imposée et que nous ne saurions nous y soustraire, il est du moins, de notre devoir de ne laisser subsister aucun doute à cet égard, et de déclarer ouvertement au Gouvernement danois qu'il ne doit compter sur aucun concours matériel de notre part, à moins que nous ne trouvions des alliés qui pourraient donner à ce concours une véritable efficacité.

Je vous invite, Monsieur, à ne rien cacher de cette résolution au Président du Conseil, lequel, j'en suis certain, envisage les choses de trop haut pour ne pas comprendre et apprécier la situation dans laquelle nous nous trouvons, de même que les devoirs qui, avant tout, nous obligent envers notre propre pays.

Vous devrez, donc, vous exprimer dans ce sens et aviser à ce qu'aucun doute ne puisse subsister après votre communication.

MANDERSTRÖM.

II

**Extrait d'une dépêche du comte Manderström au Chambellan
Björnstjerna du 8 juillet 1864.**

Le Gouvernement royal croit par conséquent ne pas devoir s'écartier de la voie qu'il a choisie, savoir : de ne prendre aucune part active à la guerre, excepté dans le cas d'une alliance avec les grandes Puissances occidentales ou du moins avec l'une d'elles. Vous vous attacherez à faire bien comprendre que nous ne voulons rien changer à cette règle de conduite, quelque douleur que nous ressentions des malheurs infligés au Danemark, à moins que les Puissances allemandes elles-mêmes ne nous y forcent.

MANDERSTRÖM.

QUATRIÈME PARTIE.

PIÈCES TOUCHANT LE CONFLIT DANO-ALLEMAND.

(Suite.)

Rapport sur la succession dans le Schleswig-Holstein fait au comité dit holsteinois et présenté à la Diète germanique le 12 mars 1864, par le baron de Pförtner, ministre de Bavière.

Il conviendra que le comité, chargé d'examiner la question en litige, relativement au droit de succession dans les Duchés allemands, sépare en premier lieu la question du Holstein de celle du Lauenbourg. De tout temps, ces deux Duchés ont eu une histoire et une constitution différentes, et l'union dans laquelle ils se trouvent actuellement ne date que de 1815, lorsque le Roi de Danemark et Duc de Holstein devint aussi Duc de Lauenbourg.

D'un autre côté, pour arriver à des notions claires et à des solutions convaincantes, il importe absolument de relier l'exposé des affaires holsteinoises à celui des affaires schleswigoises. Depuis cinq siècles, en effet, il existe entre le Holstein et le Schleswig une connexion si intime que l'histoire et la Constitution, ainsi que le droit de succession de ces deux Duchés ne sauraient être présentés et sainement appréciés, si on les isole les uns des autres.

En conséquence, le comité aura d'abord à examiner et à exposer le droit de succession dans le Holstein, en prenant dûment en considération la connexion de ce pays avec le Schleswig; il réservera son avis sur la succession dans le Lauenbourg pour un rapport spécial.

PRÉCIS HISTORIQUE.

I

Le Holstein et le Schleswig jusqu'en 1459.

Le pays qui forme aujourd'hui le duché de Holstein figure, à son début dans l'histoire, comme divisé en trois parties différentes: le pays des Dithmarches à l'ouest, le pays des Holsteinois et des Stomarnois au centre, le pays des Wagriens à l'est. Les habitants de

l'ouest et du centre étaient des tribus germaniques, appartenant à l'union saxonne ; toutefois, dans les pays des Dithmarches la population était fortement mélangée d'éléments frisons. Ces deux parties furent incorporées par Charlemagne, avec toutes les autres tribus saxones, au royaume des Francs.

Les Wagriens, au contraire, étaient une tribu slave et se trouvaient sous la suzeraineté des Princes slaves de la Baltique.

Lorsque, à la chute de l'empire des Carlovingiens, eut lieu en Allemagne la formation des grands Duchés nationaux, les pays des Dithmarches, des Holsteinois et des Stormarnois furent incorporés au Duché de Saxe.

En 1106 ou en 1110, le Duc Lotaire de Saxe investit le comte Adolphe de Schauenbourg du pays de Holstein et de Stormarn, à titre de comté héréditaire ; ce fief se perpétua dans la maison de Schauenbourg, par ordre de succession agnatique, jusqu'à la mort du comte Adolphe VIII, en 1459.

La Wagrie fut réunie à ce comté après des luttes sanglantes avec les Slaves, et le Comte Adolphe II (1130 à 1164) le peupla de colons venus du Holstein, de la Westphalie et de la Frise.

Par la suite, le comté fut plusieurs fois partagé : d'abord en 1247, entre les fils du Comte Adolphe IV, Jean et Gérard, et subséquemment, en 1281, entre les trois fils de Gérard, Henri I, Gérard II et Adolphe. Lors de ce dernier partage, Adolphe l'aîné obtint les anciennes possessions de la dynastie, le comté de Schauenbourg sur les bords du Weser, et quelques terres dans le Holstein. Henri I fonda la ligne de Rendsbourg, Gérard II celle de Kiel.

Toutefois, toutes ces branches s'éteignirent : celle de Jean, surnommée la Wagrienne, dès 1315 en la personne d'Adolphe VI et celle de Kiel en 1390 avec Adolphe VII. Dès lors, Gérard III de la ligne de Rendsbourg, réunit toutes les parties du Holstein, de Stormarn et de Wagrie, sauf le Comté de Schauenbourg et les terres dans le Holstein laissées aux descendants d'Adolphe l'aîné. Ces dernières furent, à ce qu'il paraît, agrandies et figurent désormais sous le nom de Seigneurie, de Pinneberg. Ce fut là l'objet de la convention signée à Kiel le dimanche de la Miséricorde de 1390.

Pendant toute cette période, le pays des Dithmarches maintint son indépendance.

II

Au nord du Holstein et au delà de l'Eider habitaient des Angles, des Frisons et des Jutlandais. Le pays, depuis l'Eider jusqu'à la Koenigsau, appelé le Jutland méridional, avait des Princes à lui, lesquels cependant reconnaissaient la suzeraineté des Rois des Danois. Après de

nombreuses luttes, vers le commencement du dixième siècle, les Princes-Vassaux Jutlandais furent expulsés par les Rois Danois, notamment par Gorm et Harold la Dent-Bleue, et le Jutland méridional devint une province du royaume Danois. Canut le Saint fit Olaf son frère (qui mourut en 1095) duc de ce pays; mais ce n'était là qu'une institution passagère.

Toutefois, au douzième siècle, les Rois Danois adoptèrent l'usage d'investir un membre de leur famille du Jutland méridional. En 1231, le Roi Waldemar II y institua comme Duc son fils Abel et, bien que l'investiture n'ait pas été qualifiée expressément d'héréditaire, le Duché n'en est pas moins resté dans la possession de la descendance mâle du Duc Abel jusqu'au moment de son extinction, en la personne du Duc Henri, en 1375.

Appuyés par le clergé, la noblesse et les villes, les Ducs du Jutland méridional visaiient à une autonomie parfaite et à l'hérédité reconnue du fief. Il y eut à ce sujet des luttes presque permanentes entre eux et les Rois Danois, dans lesquelles les Ducs furent soutenus par les Comtes de Holstein, avec lesquels ils s'étaient plusieurs fois alliés par mariage.

Le résultat de ces luttes fut la reconnaissance du Jutland méridional comme fief héréditaire, ne devant désormais jamais être incorporé au royaume de Danemark, et l'investiture de ce Duché fut donnée aux Comtes de Holstein.

Lorsqu'en 1325, le Duc Eric de Schleswig mourut, laissant un fils mineur, du nom de Waldemar, le Roi Christophe tenta de s'emparer du Duché. Mais l'oncle maternel et tuteur de Waldemar, le Comte Gérard le Grand de Holstein-Rendsbourg, prit fait et cause pour le mineur, battit et chassa le Roi et fit élire à la diète de Nyborg de 1326 le jeune Waldemar Roi de Danemark. De son côté, celui-ci donna du consentement des États, au Comte Gérard le Duché du Jutland méridional, à titre de fief vexillaire héréditaire, avec tous les droits dont les Rois avaient joui jusqu'à cette époque, en ne se réservant que la suzeraineté et le droit d'investiture. Dans une charte spéciale, connue sous le nom de *Constitutio Wallemariana*, il fut stipulé en même temps que ce Duché ne pourrait désormais jamais être uni au Royaume et à la couronne de Danemark, de telle manière que les deux pays eussent le même Seigneur.

Néanmoins, peu de temps après, le Roi Christophe l'emporta de nouveau, et en 1330 on établit à Ripen une entente, par suite de laquelle Waldemar devint derechef Duc du Jutland méridional et le Comte Gérard obtint pour lui et ses héritiers l'investiture éventuelle, dans le cas de l'extinction de la descendance de Waldemar.

Ce fut en vertu de cette investiture éventuelle qu'au décès du Duc

Henri, mort sans enfants en 1375, les Comtes Holsteinois prirent possession du Jutland méridional. La Reine Marguerite, toute vouée à la fondation de l'union des trois royaumes scandinaves (consommée à Colmar en 1397), donna, en 1386 à la diète de Nyborg, l'investiture du Jutland méridional au Comte Gérard de Holstein, qui prit dès lors le titre de Duc de Schleswig. Il est évident que cette investiture n'était pas purement personnelle ; car il fut stipulé que le Duché devrait être dévolu toutes les fois à *un seul Comte de Holstein*. Néanmoins, il n'est pas prouvé qu'elle ait été absolument héréditaire, vu que les lettres d'investiture n'existent plus.

Cette investiture donna lieu à de longues contestations, procédures légales et luttes armées, qui, après de nombreuses vicissitudes, finirent par le succès des Comtes de Holstein. En 1440, le Comte Palatin Christophe de Bavière, élu Roi de Danemark, donna, à Kolding, du consentement des États et du Conseil suprême (*Rigsrad*), au Comte Adolphe VIII l'investiture du Duché de Schleswig à titre de fief vexillaire héréditaire.

Lorsqu'en 1448, le Roi Christophe III mourut également sans enfants, les Danois voulurent élire pour Roi de Danemark le Duc-Comte Adolphe. Celui-ci cependant refusa et fit élire le fils de sa sœur, le jeune Comte Chrétien d'Oldenbourg, qui confirma solennellement les droits du Schleswig. Dès son élection en 1448, Chrétien I^{er} confirma la *Constitutio Waldemariana* de 1326, en citant le texte latin et en déclarant que cette charte lui avait été soumise et traduite. C'est donc à tort que, du fait de la perte du document original, on a tenté de contester la véritable existence de l'acte de 1326. Puis, dans une charte de 1455, Chrétien I^{er} confirma, du consentement du *Rigsrad*, l'investiture du Schleswig, faite par le Roi Christophe en faveur du Comte Adolphe, comme l'investiture d'un véritable fief.

III

Il résulte de ces faits que, depuis 1375 jusqu'à 1459, le Duché de Schleswig et le Comté de Holstein étaient en union personnelle sous la dynastie de Schauenbourg, à savoir, le Schleswig à titre de véritable fief vexillaire, relevant de la couronne de Danemark, le Holstein à titre de fief relevant de l'Empire germanique.

Pendant cette période, les droits des États des deux pays (prélats, noblesse (*Ritterschaft*) et municipalités) s'étaient développés et fixés, et les pays mêmes, quoique indépendants l'un de l'autre, avaient noué de nombreuses relations.

IV

**Le Holstein et le Schleswig sous Chrétien I^{er} d'Oldenbourg, roi de Danemark,
de 1460 à 1481.**

En 1459 Adolphe VIII, Duc de Schleswig et Comte de Holstein, mourut sans enfants. Avec lui s'éteignit la ligne mâle de la branche Rendsbourgeoise de la dynastie de Schauenbourg.

L'union personnelle qui avait prévalu jusqu'alors entre le Schleswig et le Holstein fut menacée dans sa durée. En sa double qualité d'agnat le plus proche d'Adolphe VIII et de descendant d'Adolphe I^{er}, premier acquéreur du fief, le Comte Othon III avait des droits incontestables sur le Holstein. D'un autre côté, le Schleswig, selon qu'on le considérait comme investiture d'hommes ou de femmes (ce qui formait dès lors, comme aujourd'hui encore, l'objet de contestations), devait échoir ou au Roi de Danemark, avec l'obligation, vu la *Constitutio Waldemariana*, de le donner en fief à un tiers, ou bien aux Comtes d'Oldenbourg, comme étant les plus proches agnats du Duc Adolphe VIII, et dans ce cas la *Constitutio* aurait engagé Chrétien I^{er} à donner l'investiture à l'un de ses frères.

Pour prévenir la cessation imminente de l'union personnelle des Duchés, Adolphe VIII, même avant l'élection de Chrétien I^{er} à la royauté du Danemark, avait travaillé en vue d'assurer à celui-ci, son neveu favori, la succession dans le Schleswig et dans le Holstein. Du vivant même du Roi Christophe, il détermina les États du Schleswig à prêter hommage au Comte Chrétien d'Oldenbourg comme héritier éventuel. Les États du Holstein s'y refusèrent, en se référant aux droits des agnats de la maison de Schauenbourg.

Après la mort d'Adolphe VIII, le roi Chrétien I^{er} chercha à conserver pour lui-même le Schleswig et le Holstein, et les États de ces deux pays étaient également animés du désir de ne pas être séparés, mais plutôt d'être unis entre eux plus intimement. Le souvenir de longues et sanglantes guerres, l'accroissement de la population allemande dans le Schleswig, et les nombreuses connexions d'intérêt et de propriété des habitants suffisent d'ailleurs amplement pour expliquer ce désir des États.

C'est ainsi qu'au printemps de 1460, on parvint à faire un arrangement, conclu à Ripen, entre Chrétien I^{er} et les États réunis du Schleswig et du Holstein. Ceux-ci élirent le Roi Duc et Comte, et lui prêtèrent hommage. De son côté, le Roi signa une Charte de garantie, connue sous le nom *Priviléges des deux pays* (*Landes-Privilegien*), dans laquelle il est déclaré :

« Que prélats, noblesse, ville et habitants du duché de Schleswig et

et de toutes les parties du comté de Holstein, l'ont élu Duc et Comte, et que c'est comme tel, et non comme Roi de Danemark, qu'ils lui ont prêté serment, et cela de leur libre volonté et par faveur pour sa personne; que pourtant, aucun droit de succession, par cette élection, n'a été donné à ses enfants ni à ses parents; qu'au contraire les États auraient, après sa mort, le droit de choisir parmi ses enfants, ou éventuellement parmi ses descendants légitimes, et que l'Élu tiendrait, sur sa demande, le fief du suzerain respectif. »

En outre, le Roi promit, par cette Charte, de laisser aux habitants leurs priviléges et immunités, de ne pas exiger d'eux de le suivre dans des expéditions hors de leur pays, et de leur faire obtenir justice dans leur pays même. De plus, il y stipula expressément :

« Les deux pays resteront unis à perpétuité et indissolublement (*zusammen auf ewig ungetheilt*), » et promit de ne pas lever d'impôts sans le consentement des États.

En terminant, il s'engage par serment, pour lui et pour ses successeurs et descendants, à maintenir les articles de la Charte.

Quelques semaines après, Chrétien I^r signa à Kiel un second acte, connu sous le nom de *Vaillante amélioration des priviléges* (*tapfere Verbesserung der Privilegien*), par lequel il confirma l'acte précédent et ajouta notamment que, sans le consentement des États, ni lui, ni ses descendants, ne s'engageraient dans aucune guerre, et que les États du Holstein se réuniraient annuellement à Bornhoevede, ceux du Schleswig à Urnehoevede; enfin, qu'à l'avenir, chaque prince élu devrait prêter serment aux priviléges des deux pays, autrement les États seraient libres d'élire un autre souverain.

Les Comtes d'Oldenbourg donnèrent leur adhésion à Ripen, les Comtes de Shauenbourg à Oldesloe dans le courant même de l'année 1460. Ils reçurent des indemnités pécuniaires et signèrent des actes de renonciation solennelle.

Là-dessus, Chrétien obtint, dès l'an 1460, l'investiture du Holstein de la part de l'évêque de Lubeck, à qui l'empereur Sigismond avait conféré en 1424 le droit d'investiture pour le Holstein et qui, en conséquence, avait déjà investi en 1438 le comte Adolphe VIII. En 1474, Chrétien I^r obtint de l'empereur Frédéric III que celui-ci incorporât le pays des Dithmarches au comté de Holstein, qu'il élevât le comté au rang de duché, et qu'il renouvelât l'investiture pour lui et pour ses héritiers légitimes.

Grâce à cette résolution de l'Empereur, on espérait mettre un terme aux longues luttes qui avaient été engagées pour soumettre les Dithmarches. Cet espoir, cependant, ne fut pas réalisé si tôt. Les Dithmarches portèrent plainte, continuèrent la guerre, et ce ne fut qu'en 1559 qu'ils furent soumis définitivement.

V

C'est par les conventions et les actes politiques qui viennent d'être exposés, que l'état légal moderne des duchés de Holstein et de Schleswig a été fondé. Aussi cette base mérite-t-elle d'être examinée dans ses parties essentielles.

D'abord elle contient une renonciation partielle à la *Constitution Waldemariana*, confirmée par Chrétien I^r même, dans ce sens que le duché de Schleswig entra dans une union personnelle avec le Danemark. Mais le Holstein aussi, qui jusque-là n'avait été dans aucune connexion avec le Danemark, entra de plein gré en union personnelle avec ce Royaume, et cette union a continué jusqu'à présent.

En revanche, le Holstein et le Schleswig, qui, sous la dynastie de Schauenbourg, avaient été en union personnelle, furent désormais mis à jamais dans une union politique réelle.

En même temps, les États des deux pays furent solidement organisés, et il leur fut solennellement reconnu et accordé, à eux et aux pays, une série d'immunités et de priviléges, dont le but manifeste était de garantir d'un côté l'union réelle contre les chances de dissolution, et d'un autre côté d'empêcher que l'union personnelle des deux pays avec le Danemark ne se transformât en un lien plus intime.

Le plus important de ces priviléges était celui des États d'élire le souverain. Ce privilège, il est vrai, n'était pas absolu. Il était limité au nombre des descendants légitimes de Chrétien I^r, et d'une certaine façon, même à un certain ordre de succession. Mais il n'existant pas l'obligation de choisir justement celui à qui devait échoir la couronne de Danemark. Pour le Schleswig et le Holstein, cependant, l'élection devait être identique, puisque, autrement, l'union réelle serait devenue illusoire; c'est pourquoi les États de ces deux pays devaient se réunir pour chaque élection.

Les relations féodales ne furent pas altérées. Le Schleswig resta fief danois; aussi, par la suite, ceux des Rois de Danemark qui devinrent en même temps Ducs de Schleswig et de Holstein, se sont-ils parfois donné à eux-mêmes l'investiture formelle du Schleswig. Le Holstein resta fief allemand; l'investiture en fut donnée d'abord par les évêques de Lübeck; plus tard, à partir de 1548, directement par l'empereur.

Cette circonstance amena encore une autre restriction du droit électoral. Le seul agnat appelé à la succession par l'ordre féodal pouvait être élu pour le Holstein, à moins de renonciation volontaire de sa

part; or, ce même agnat devait également être élu pour le Schleswig, si l'union des deux pays devait être maintenue.

Il en résulte que dès lors on avait l'opinion que le Schleswig était devenu, par les investitures précédentes, un fief de mâles, ou que l'on avait l'intention de le traiter comme tel par l'application du droit électoral. Certes, il est de fait que, tant que ce droit a été exercé par les États, l'élection est toujours tombée sur de tels membres de la maison d'Oldenbourg qui étaient aussi appelés à la succession par l'ordre féodal agnatique.

Il est évident qu'aucune garantie légale n'était donnée par les arrangements de 1460 pour le maintien de l'union personnelle entre les deux Duchés et le Danemark. Il était possible, bien au contraire, que cette union fût dissoute dès la mort de Chrétien I^{er}. C'est par cette considération que s'explique le pacte d'union conclu entre le *Rigsrad* danois et le *Landrat* des Duchés à Kolding en 1466, lequel établit une paix perpétuelle entre les deux parties contractantes, dans le cas même que l'union personnelle vint à être dissoute.

L'union réelle entre le Schleswig et le Holstein, au contraire, était établie aussi solidement qu'elle put l'être par des Traités solennels; les États, sans doute, espéraient avoir assuré pour toujours les droits, la liberté et la prospérité de leur pays. L'histoire nous enseigne que cette espérance a souvent été démentie par les faits.

VI

Période des partages. De 1481 à 1608.

Chrétien I^{er} mourut en 1481, laissant deux fils, Jean qui était majeur, et Frédéric qui était mineur. En Danemark, on prêta aussitôt hommage à Jean. Les États des Duchés, cependant, élirent en 1482, après de longs débats, les deux frères pour leurs Ducs. Jean prit les rênes du gouvernement, autant en son nom qu'en celui de son frère; mais en 1490 ils se partagèrent les deux Duchés entre eux. Toutefois, les deux lots ne formaient pas des districts arrondis. La partie de Frédéric tira son nom de Gottorp, celle de Jean, de Segeberg. Bien des attributions gouvernementales importantes restaient indivises et étaient exercées en commun ou alternativement.

Le roi Jean mourut en 1513 et laissa un fils unique, Chrétien, qui fut aussitôt reconnu Roi de Danemark. Mais, refusant d'abord de confirmer par serment les priviléges des Duchés, il ne fut reconnu successeur à la partie de Segeberg qu'après avoir prêté ce serment. En 1523, ce prince fut détrôné en Danemark, à cause de son administration arbitraire et cruelle, et le Duc Frédéric fut élu Roi, après quoi les États des Duchés

lui prêtèrent également serment d'obéissance comme à leur unique Souverain.

De cette manière, Frédéric I^{er} réunit de nouveau le Royaume et les Duchés, par voie d'élection, à l'instar de son père, et il s'y maintint malgré les tentatives réitérées de Chrétien II, qui fut fait prisonnier en 1542, et mourut en 1559 sans enfants.

Frédéric I^{er} mourut en 1533 et laissa quatre fils, dont Chrétien, du premier lit, et Jean, Adolphe et Frédéric, du second lit. Chrétien seul était majeur. Il prit aussitôt le gouvernement des Duchés pour lui et ses frères mineurs, et, après avoir confirmé les priviléges, il obtint sans difficultés la reconnaissance de la Diète de Kiel. Dans le courant même de l'année 1533, il conclut avec le *Rigsrad* danois une Convention semblable à celle de 1466, et fut élu en 1534 Roi de Danemark, sous le nom de Chrétien III.

En 1544, Chrétien procéda au partage des Duchés avec deux de ses frères; le troisième et le plus jeune, Frédéric, s'était voué à l'état ecclésiastique, dans lequel il mourut évêque de Hildesheim et de Schleswig, en 1556. On forma donc trois lots, dont chacun contenait des fractions du Schleswig et du Holstein. Le Roi obtint la partie dite de Sonderbourg, Jean celle de Hadersleben, Adolphe celle de Gottorp. Plusieurs attributions gouvernementales, ainsi que les États, les Corps des prélats et de la noblesse restèrent indivis, et, pour le cas d'aliénation, les frères stipulèrent le droit de préemption. Ce partage eut lieu avec le consentement des États à la Diète de Rendsbourg. En 1548, les trois frères furent investis par l'empereur Charles V pour le Holstein et les pays de Stormarn et des Dithmarches y incorporés.

VII

Chrétien III mourut le 1^{er} janvier 1559, laissant trois fils, Frédéric, Magnus et Jean, dont l'aîné seul était majeur.

Frédéric II avait reçu, dès 1542, la reconnaissance comme successeur en Danemark. Il inaugura son règne par la soumission des Dithmarches, qu'il partagea aussitôt avec ses oncles, et fut solennellement couronné à Copenhague le 20 août 1559.

Il prit le gouvernement de la partie Sonderbourgeoise des Duchés sans rencontrer d'obstacle de la part des États, et procura à son frère Magnus les évêchés d'Oesel et de Courlande, en échange desquels celui-ci renonça à sa part des Duchés en faveur de Frédéric II. Magnus mourut en 1583.

En 1563, Jean, pour lequel Frédéric avait agi jusque-là comme tuteur, devint majeur, et le Roi procéda dès lors au partage de la partie

Sonderbourgeoise, dont Jean réclama un tiers. Le partage eut lieu à Flensbourg, au moyen d'un acte de compensation de Frédéric, en date du 27 janvier 1564, et d'un acte de renonciation de Jean, en date du 28 janvier. Jean obtint pour lui et ses héritiers Sonderbourg, Norbourg, Ploen et Arnsboecke avec toutes ses appartenances, avec les droits de seigneurie et de juridiction, et s'en déclara satisfait pour son héritage paternel et pour sa part dans la principauté.

D'après cet arrangement, Jean aurait dû garder le co-gouvernement, et Frédéric demanda aux États des Duchés de prêter également hommage à son frère. Mais les États, se référant manifestement à leur droit électoral, s'y refusèrent afin d'émpêcher une division trop grande du pouvoir gouvernemental, en déclarant qu'ils n'avaient prêté serment à Chrétien III et à ses deux frères mineurs que pour des motifs urgents, attendu qu'alors la guerre avait exigé souvent la présence de l'un des princes sur le champ de bataille, et que la prospérité du pays nécessitait la présence des autres dans les Duchés. Des négociations réitérées restèrent infructueuses, et la Diète de Flensbourg ne prêta hommage qu'à Frédéric II et à ses deux oncles, Jean l'aîné et Adolphe. Le frère du Roi, Jean le jeune, fut exclu du Gouvernement. Cet état de choses resta le même pour sa descendance, la ligne dite de Sonderbourg, qui par ce motif a souvent été surnommée la ligne des apanagistes (*abgetheilte Herren*).

VIII

Dans le courant de cette même année, les trois ducs régnants se concertrèrent pour mieux assurer l'unité de l'administration. Ils convinrent que les trois princes régneraient alternativement durant une année, et que le changement aurait lieu à la Saint-Michel; de plus, que les Corps indivis des Prélats et de la noblesse seraient placés sous ce Gouvernement collectif, que les lois et ordonnances fussent publiées au nom de tous les ducs, que les Diètes des États et les Cours de justice prévôtale fussent également tenues collectivement, mais que les arrêtés de police, l'administration des bailliages et de municipalités resteraient à chacun séparément.

L'Empereur Ferdinand I^e avait déjà donné en 1560 l'investiture du Holstein aux trois ducs. Ils en obtinrent le renouvellement de l'Empereur Maximilien II, en 1565.

Quant au Schleswig, Jean l'aîné et Adolphe avaient eu avec leur frère Chrétien une contestation par rapport à l'investiture de ce duché. Ce différend continua entre les co-partageants et ne se termina qu'en 1579 par le traité d'Odensee. Par ce Traité le Roi s'engagea, pour lui et ses successeurs :

« A investir véritablement du pays de Schleswig, avec tout ce qui y appartenait de toute antiquité, et de l'île de Femarn, comme d'un ancien fief vexillaire et héréditaire, relevant de la Couronne de Danemark, tous les ducs de Holstein de la maison Oldenbourgeoise, tous ceux qui étaient en vie et qui existeraient à l'avenir, et qui n'auraient pas fait acte de renonciation ou reçu d'indemnité. »

De leur côté, les ducs s'engagèrent à la sollicitation, à l'hommage et aux servitudes féodales. Quant à l'ordre de succession futur, on n'arriva pas à un arrangement définitif.

En vertu de ce Traité, le Roi donna, le 3 mai 1580 à Odensée, l'investiture solennelle aux ducs Jean l'aîné, Adolphe et Jean le jeune. Le Roi s'investit en outre lui-même « en sa faveur et en faveur de son fils. »

IX

Le duc Jean l'aîné mourut en 1580, sans avoir été marié. A propos du partage de la partie de Hadersleben des Duchés, il surgit entre le Roi Frédéric II et le duc Adolphe de Gottorp un différend qui fut aplani en 1581 par la convention de Flensbourg, en ce sens que les fiefs et les immeubles fussent partagés par moitié entre les deux prétendants, tandis que les biens meubles échussent à Adolphe seul.

Or, Jean le jeune, en sa qualité de fils puîné de Chrétien III, pouvait prétendre au tiers du lot dévolu au Roi Frédéric II, et en effet, le Roi s'arrangea avec lui en 1582. Jean obtint, en outre, de plusieurs prestations en argent et de plusieurs rentes, les terres conventuelles de Reinfeld et de Ruhekloster (où il fonda Glucksbourg en 1582), ainsi que des villages et des terres dans le bailliage de Hadersleben. En 1584, le Roi et Jean conclurent une nouvelle Convention, d'après laquelle les possessions de Jean dans le baillage de Hadersleben furent échangées contre d'autres, situées dans les îles d'Alsen et d'Arroe.

Par rapport à ces partages, Frédéric, qui agissait en même temps pour son frère Jean, et Adolphe sollicitèrent l'investiture auprès de l'Empereur Rodolphe II. Adolphe s'opposant à l'investiture de Jean, l'investiture n'eut lieu en 1582 que pour Frédéric et Adolphe. Jean, cependant, n'y acquiesça pas, et en 1590, lui aussi obtint de l'Empereur l'investiture simultanée du Holstein.

Par suite de ces stipulations, il n'y eut désormais que deux lignes ayant part au Gouvernement des Duchés, la ligne Royale, dite également la ligne de Gluckstadt, sous Frédéric II, et la ligne de Gottorp, dite également la ligne Princière ou Ducale, sous le duc Adolphe. La ligne de Jean le jeune fut surnommée de Sonderbourg et n'avait aucune part au Gouvernement.

X

Le duc Adolphe mourut en 1586, laissant quatre fils, dont l'aîné, Frédéric, était seul majeur. Celui-ci prit aussitôt le Gouvernement, mais il mourut dès 1587. Dans le courant du printemps de 1588 mourut également le Roi Frédéric II, laissant trois fils mineurs.

Quant au Danemark, le fils aîné du Roi, Chrétien IV, né en 1577, avait été reconnu comme successeur au Trône, dès 1580; après le décès de Frédéric II, les Conseillers suprêmes (*les Rigsrad*) confieront la tutelle du Roi mineur, jusqu'à ce qu'il eût accompli sa vingtième année, à quatre personnes choisies parmi eux.

Quant aux Duchés, le droit électoral des États fut invoqué. La Reine douairière de Danemark, Sophie de Mecklembourg, reconnut ce droit et fit convoquer la Diète à Kiel. La duchesse douairière de Gottorp, Christine de Hesse, au contraire, prétendit à l'hommage pour son second fils Philippe, et des conseillers hessois contestèrent, en son nom, à la Diète, le droit électoral des États. Mais les États tinrent ferme. Le duc Philippe sollicita donc lui-même son élection, après quoi Chrétien IV et Philippe furent élus. La Charte d'élection déclara en même temps que les États ne reconnaissaient pas le feu duc Frédéric, qui s'était arrogé le Gouvernement, sans élection préalable.

Vis-à-vis de cette élection, le duc Jean se réserva ses droits et ceux de ses descendants.

Dans la Charte d'élection il fut dit que le serment serait prêté aussitôt que les Princes confirmeraient les priviléges et qu'ils feraient droit à diverses réclamations des États. Sur ces entrefaites, l'investiture pour le Schleswig eut lieu à Kronenbourg où Chrétien s'investit lui-même ainsi que son frère. De son côté, l'Empereur Rodolphe II déclara le duc Philippe majeur, et lui donna, ainsi qu'à Chrétien, l'investiture du Holstein en 1589. En date du 10 avril 1590, l'Empereur fit même adresser aux États holsteinois un mandat qui qualifia l'attitude des États de rebelle contre l'Empire et qui exigea d'eux de prêter hommage et serment aux deux Princes, comme à leurs ducs héritaires et souverains. Toutefois, Philippe lui-même ne fit aucun usage de ce mandat, et la prestation d'hommage eut lieu à Flensbourg en 1590, où en même temps la tutelle gouvernementale de Chrétien fut conférée à sa mère.

Le duc Philippe mourut célibataire avant la fin de 1590. Les États élirent alors son frère Jean-Adolphe et lui prêtèrent hommage en 1592, sur quoi Jean-Adolphe fit nommer son unique frère survivant, Jean-Frédéric, coadjuteur de Lübeck et archevêque de Brême, l'apa-

nageant en 1606 de quelques villes et baillages qui, à la mort de Jean-Frédéric, firent retour à la ligne de Gottorp.

En 1593, le Roi Chrétien IV fut déclaré par l'Empereur Rodolphe II majeur pour le Holstein, et les États réunis en Diète à Flensbourg le reconnurent aussi comme tel pour le Schleswig.

A cette même Diète, la Reine douairière demanda aux États que les serments fussent prêtés également à ses deux fils puinés, et que la partie royale fût partagée entre le Roi et ces derniers. Mais les États s'y refusèrent.

XI

Les statuts de primogéniture. De 1608 à 1650.

De telles expériences étaient de nature à amener tous les intéressés à l'idée d'établir une succession par ordre de primogéniture. Aussi fut-elle à cette époque introduite dans la Constitution des Duchés.

Le 9 janvier 1608, Jean-Adolphe signa une « disposition paternelle *interliberos* au sujet du *jus primogenitutæ*. » Il désirait, d'après sa déclaration, que sa partie du duché de Holstein avec ses appartenances d'alors et à venir restât intacte et indivise dans l'acte susdit; il établit, pour sa part, dans le pays de Schleswig-Holstein et pour tout accroissement éventuel, la succession de son fils premier né et qualifié à succéder au fief, et ainsi de suite la succession de mâle en mâle, par ordre de ligne et de primogéniture parmi ses héritiers et ses successeurs féodaux ; il défendit toute aliénation des anciens fiefs et ordonna le maintien inviolable de cette disposition, comme étant conforme à la législation féodale commune et aux coutumes de toutes les familles électorales et princières.

L'empereur Rodolphe II confirma, le 28 février 1608, cette disposition pour le Holstein, puisque la succession par ordre de primogéniture avait été auparavant en usage dans la maison et dans le pays de Holstein. Le roi Chrétien IV la confirma pour le Schleswig, le 13 juillet 1609 et le 21 juillet 1621.

Jean-Adolphe mourut le 31 mars 1616, laissant trois fils mineurs, Frédéric, Adolphe et Jean, dont le premier fut déclaré majeur par l'empereur Mathias. Le roi Chrétien investit Frédéric du Schleswig et de l'île de Fémarn le 2 décembre 1616, et demanda à la diète, réunie à Schleswig le 9 décembre, la prestation d'hommage pour ce prince.

Les États firent des objections pour sauvegarder leur droit électoral; mais ils les laissèrent tomber, reconnurent Frédéric comme duc et consentirent à ce qu'il fut inséré dans la confirmation de leurs priviléges : « sauf le *punctum electionis* réduit ad *jus primogenitutæ*. »

Chrétien IV mourut en 1648, laissant un seul fils Frédéric. Celui-ci fut aussitôt reconnu roi de Danemark, et les États des Duchés lui prê-

tèrent hommage à Flensbourg, le 6 octobre, en échange de la confirmation des priviléges. Le 22 juillet 1650 Frédéric III, en sa qualité de duc, émit un statut qui établit la primogéniture par ordre agnatique et linéal pour les principautés de Schleswig-Holstein et pour tout accroissement éventuel. Ce statut ressemble de très-près au décret de Jean-Adolphe de 1608 et se réfère également au droit commun féodal. Frédéric III, en sa qualité de roi de Danemark, sanctionna ce statut pour le Schleswig et obtint la sanction de l'empereur Ferdinand III pour le Holstein.

De cette manière, la succession agnatique et linéale par ordre de primogéniture était établie pour les deux lignes régnantes, et c'est d'après cette règle que la succession eut désormais lieu.

Dans la ligne Royale se succédèrent Chrétien V, de 1670 à 1699, Frédéric IV, de 1699 à 1730, Chrétien VI, de 1730 à 1746, Frédéric V, de 1746 à 1766, Chrétien VII, de 1766 à 1808, Frédéric VI, de 1808 à 1839, Chrétien VIII, de 1839 à 1848 et Frédéric VII, de 1848 à 1863. Cette ligne n'avait pas de branches collatérales; c'est avec Frédéric VII que la souche mâle s'éteignit.

Dans la ligne de Gottorp, surnommée la ligne Ducale ou Princière, les successeurs du duc Frédéric III étaient Chrétien-Albert, de 1659 à 1694, Frédéric IV, de 1694 à 1702, Charles-Frédéric, époux de la princesse Anne de Russie, de 1702 à 1739, Charles-Pierre, empereur de Russie sous le nom de Pierre III, de 1739 à 1762, enfin Paul, empereur de Russie qui, en 1773, céda sa part dans les Duchés au roi Chrétien VII, cession dont il sera question plus loin.

A côté de cette branche principale de la maison de Gottorp, laquelle branche est actuellement la famille impériale de Russie, il existe deux branches collatérales, la Suédoise qui n'est représentée que par un seul survivant, le prince Gustave Wasa, né en 1799, et la branche grand-ducale d'Oldenbourg.

XII

Frédéric III, en faveur duquel les États danois reconnurent l'hérédité de la succession en 1660 et la souveraineté absolue en 1661, établit aussi pour le Danemark la primogéniture, et cela par la loi dynastique et constitutionnelle, dite *lex regia*, du 15 novembre 1665. Toutefois, cette loi ne donne pas une préférence absolue aux mâles, mais il la leur donne seulement, comme en Angleterre, s'ils sont de la même ligne et du même degré que les femmes.

En vertu de cette loi, les mêmes princes qui étaient appelés au trône ducal de la portion royale du Schleswig-Holstein, arrivèrent à la succession en Danemark jusqu'à Frédéric VII, vu qu'il n'y eut jamais

de princesse plus proche, et c'est ainsi que l'union personnelle entre le Danemark et les Duchés a duré jusqu'à nos jours.

XIII

Jean le Jeune, dont la ligne, surnommée celle de Sonderbourg, était exclue du gouvernement des Duchés, mourut en 1622, laissant six fils.

La descendance d'un de ces fils, Alexandre, 1573-1627, a survécu jusqu'à nos jours. Elle se divise actuellement en deux branches, dont l'une est issue du troisième fils d'Alexandre, Ernest-Gonthier, né en 1609 et mort en 1689, et porte le nom d'Augstenbourg, et dont l'autre descend du cinquième fils d'Alexandre, Auguste-Philippe, né en 1612 et mort en 1675, et s'appelait autrefois la branche de Beck et, dès 1825, de Glucksbourg.

Trois autres fils de Jean fondèrent trois branches actuellement éteintes, savoir : Frédéric, né en 1581 et mort en 1658, celle de Norbourg, éteinte en 1722 avec Ernest-Léopold ; Philippe né en 1584 et mort en 1663, celle de Glucksbourg, éteinte en 1779 avec Frédéric-Henri, dont la veuve ne mourut qu'en 1824 (le château et le surnom de Glucksbourg passa à la branche de Beck) ; enfin Joachim-Ernest, né en 1595 et mort en 1671, celle de Ploen, éteinte en 1761 avec Frédéric-Charles.

C'est entre cette nombreuse descendance que furent partagées les possessions de Jean le Jeune dans le Schleswig et le Holstein, desquelles les branches dérivent leurs noms.

Dans ces circonstances, le duc Alexandre ordonna par son testament de 1627 que « son territoire, ses sujets et biens ne fussent pas partagés ou morcelés, » et institua son fils ainé son successeur au gouvernement. En vertu de ce testament, les fils d'Alexandre érigèrent en 1663 une transaction par laquelle les fils puînés renoncèrent à leurs prétentions d'héritage en faveur de l'ainé, et un *statut permanent* de famille qui dispose :

« Que le *jus primogenituræ hereditarium* serait irrévocablement observé dans cette maison et sa descendance, suivant les principes du droit commun et les coutumes des familles princières ; que *tous les cas de succession à venir* seraient réglés conformément à ce droit, et que, par conséquent, les Princes contractants et, après eux, leurs respectifs héritiers et descendants mâles ayant qualité de succéder aux fiefs recevraient toutes les fois en totalité et concurremment les fiefs, soit que ces derniers relèvent du Saint Empire Romain ou de la haute couronne de Danemark, et qu'à ce sujet ils resteraient à jamais dans une investiture simultanée. »

L'original de ce statut fut soumis au roi Chrétien IV qui le sanctionna le 15 janvier 1634.

Quant aux droits féodaux agnatiques sur les duchés de Holstein et de Schleswig, les descendants de Jean le jeune les conservèrent en obtenant à diverses reprises des investitures simultanées.

Quant au Schleswig, la lettre d'investiture donnée par Frédéric III le 22 mai 1649, pour tous les descendants de Jean le jeune alors vivants est d'une importance particulière. Ce fut là la dernière lettre d'investiture simultanée pour le Schleswig, vu que peu de temps après ce pays perdit le caractère de fief.

En ce qui concerne encore le Holstein, l'empereur Ferdinand III en investit, simultanément, le duc Joachim-Ernest et tous ses frères et cousins de la branche Sonderbourgeoise, et de pareilles investitures se répéterent régulièrement jusqu'en 1751. A cette époque l'empereur François I^e donna l'investiture au duc Frédéric-Charles de Ploen pour lui-même et, par procuration, pour Chrétien-Auguste d'Augustenbourg et Charles-Ernest de Glucksbourg, sur quoi, en 1752, un *sal-vatorium* fut accordé au duc Frédéric-Guillaume de Beck.

XIV

Souveraineté du Schleswig (1658).

Les bons rapports entre la maison Royale et celle de Gottorp furent troublés pendant la guerre de trente ans. Le duc Frédéric III prit même, dans les guerres entre le Danemark et la Suède, fait et cause pour cette dernière puissance. Il fut donc compris dans la paix de Roeskilde de 1658, et le 12 mai 1658 on conclut à Copenhague, par la médiation de la France et de l'Angleterre, un accommodement, ou si l'on veut, la paix entre le Danemark et le Gottorp.

Par cet acte, le roi délia le duc, ainsi que ses fils légitimes et ses descendants légitimes, de la ligne masculine, de l'obligation de prendre Schleswig en fief, et il leur donna, jusqu'au dernier survivant, la souveraineté de ce duché. Il dressa, encore le même jour, deux actes pareils, conférant spécialement cette souveraineté, l'un au duc et l'autre à lui-même et à ses descendants mâles et légitimes comme ducs de Schleswig. Il y fut cependant stipulé, que le duché ne pourrait être aliéné, ni en partie ni en totalité, au détriment du roi et de ses successeurs, mais que du vivant des descendants mâles du duc Frédéric, il devait être conservé dans le même état souverain et dans les mêmes limites.

De cette manière, la partie Royale et la partie Ducale du Schleswig formèrent désormais un pays souverain, et ce n'est que pour la première que subsistait encore l'union personnelle avec le Danemark.

Pour les possessions de la ligne Sonderbourgeoise, la connexion féodale continuait, et il y eut encore plus tard des sollicitations et des collations d'investiture. Spécialement en 1663, le roi Frédéric III inféoda conjointement le duc Chrétien-Adolphe, alors chef de la ligne, de la portion Sonderbourgeoise, située dans le Schleswig, comme d'un vrai et princier fief héréditaire.

XV

La Diète des États forme un corps intégral.

Tandis que le pouvoir gouvernemental était divisé et affaibli par suite des partages, l'union réelle des deux Duchés se manifestait par l'unité des États. En effet, ces derniers se réunissaient en diète collective non-seulement pour les élections et les prestations d'hommage, mais en général, pour toutes les affaires ; leurs attributions s'élargissaient graduellement, et ni la cessation du droit électoral, ni l'érection du Schleswig en souveraineté ne changèrent sensiblement leur position.

Aussi était-il d'usage à cette époque de se servir officiellement dans les conventions et les documents des termes : *Schleswig-Holstein* et *États Schleswig-Holsteinois*. Dans un mémoire officiel publié en 1667 par ordre des deux co-régents, roi Frédéric III et duc Chrétien-Albert, il est dit :

« Lorsque le terme de la diète arrive, les délégués-ministres des ducs régnants, les commissaires de la ligne apanagée, les prélats, les nobles et les municipalités se présentent, et constituent, de leur ancien droit, un *corpus integralis* indivisible qui est la base de la constitution coutumière et ancienne des Duchés. »

La dernière diète complète de ce genre fut tenue en 1675 à Rendsbourg. Plus loin il sera question du sort réservé par la suite aux États.

La confirmation, sous la foi du serment, des priviléges du pays fut adressée par les ducs dans un seul exemplaire au corps unitaire des États. Rien n'y fut changé jusqu'au commencement du 18^{me} siècle.

XVI

Réunions de 1640 à 1773,

Dès que les statuts de primogéniture eurent mis un terme aux partages, les rois-ducs visèrent à réunir les Duchés dans leur main. Ils y réussirent en 1773. Il importe de préciser l'histoire de ces réunions, en tant qu'elles ont rapport à la succession.

XVII

Suite. Pinneberg et Rantzau.

Le dernier survivant de la famille de Schauenbourg, le comte Othon VI de Schauenbourg et de Pinneberg, mourut en 1640. Le roi Chrétien IV réclama la seigneurie de Pinneberg comme partie du Holstein, soutenant qu'elle était soumise à la succession féodale. Il en prit aussitôt possession, et conclut, le 7 décembre 1640, un traité avec le duc Frédéric III de Gottorp par lequel il lui céda le baillage de Barmstedt.

La mère du comte Othon VI protesta contre cette occupation, prétendant que Pinneberg avait été un franc-alleu et le réclama pour elle-même. Le roi et le duc s'arrangèrent avec elle le 10 mars 1641 moyennant une somme d'argent, et à la Diète de Kiel, ils firent valoir de leur côté la qualité allodiale contre les États, qui avaient demandé que Pinneberg contribuât aux impôts. Le 16 mai, ils conclurent entre eux une convention, relative à la succession future de Pinneberg, pour en exclure la ligne Sonderbourgeoise.

Lorsque cette ligne porta plainte au conseil aulique de l'Empire, le roi Frédéric III et le duc Frédéric III cassèrent volontairement la convention de succession, le 21 juin 1650.

Sur ces entrefaites, le duc Frédéric III avait vendu le baillage de Barmstedt au comte de Rantzau, en sollicitant le consentement des agnats. Beaucoup d'entre eux l'accordèrent; mais les ducs Ernest-Gonthier et Philippe-Auguste, aïeux des deux lignes sonderbourgeoises d'Augstenbourg et de Glucksbourg encore existantes, ne le donnèrent pas. L'empereur Ferdinand III confirma la vente, et fit le bailliage de Barmstedt, sous le nom de Rantzau, comté immédiat avec succession agnatique de primogéniture, de sorte que le dernier descendant agnatique aurait droit d'adopter un membre de la famille de Rantzau, quand même il ne descendrait pas du premier acquéreur.

Le fils unique de l'acheteur, le comte Detlef de Rantzau, établit par un acte de donation, du 10 août 1669, qu'à l'extinction de sa descendance masculine agnatique, le Comté écherrait héréditairement au roi Chrétien V. Sur la demande du comte Detlef, l'empereur Léopold I^e confirma cet acte le 17 juillet 1671, en déterminant que le Comté serait un don éventuel fait au roi et à ses successeurs-héritiers au règne et à ses héritiers féodaux.

Le 21 mars 1734, le dernier descendant agnatique du comte Detlef, le comte Guillaume-Adolphe de Rantzau, mourut, et le comté passa en propriété au roi Chrétien VI, Frédéric VI en ayant déjà pris possession, par suite d'un procès criminel intenté au comte.

XVIII

Suite. Oldenbourg et Delmenhorst.

Le 19 juin 1667 mourut le comte Antoine-Gonthier d'Oldenbourg et de Delmenhorst, le dernier de sa ligne, et les deux comtés échurent à la ligne oldenbourgeoise descendant de Chrétien I. Au sein de cette dernière ligne, il s'éleva un différend sur la succession qu'il est nécessaire d'exposer, vu l'importance qu'il a par rapport à la question actuelle de succession.

Les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst étaient un fief agnati-que de l'Empire germanique; Chrétien I avait cédé cet ancien pays de famille à son frère Gérard par le traité de Ripen de 1460.

Cependant, les descendants de Chrétien conservèrent leurs droits agnatiques sur la succession féodale, en obtenant la coinvestiture et la survivance. Lorsque, en 1570, l'empereur Maximilien II les accorda au roi Frédéric II et aux ducs Jean l'aîné et Adolphe, il fut stipulé qu'en cas de déshérence, « celui d'entre vos dilections ou de vos héritiers légitimes personnels et féodaux qui sera le plus proche parent de degré, ou l'aîné en cas de degrés égaux, » recevra l'investiture du fief. Le roi Frédéric II réclama contre ce règlement, en tant qu'il avait rapport à la proximité du degré; mais l'empereur Rodolphe II le débouta de sa demande en 1582.

La participation à tel droit de survivance fut réclamée également par Jean le jeune, aïeul de la ligne sonderbourgeoise et donc aussi de la ligne d'Augustenbourg. Son frère, le roi Frédéric II, ne s'y opposa pas, mais bien le duc de Gottorp, qui sut retarder et influencer la décision impériale, au point que ce ne fut qu'en 1638 que l'empereur Ferdinand III donna au duc Joachim-Ernest de Ploen et à ses frères et cousins de la ligne sonderbourgeoise une lettre d'expectance, qui contenait la réserve que les ducs de la ligne de Sonderbourg ne prétendraient pas à réaliser cette expectance, tant qu'un membre de la ligne gottorpienne existerait. La famille de Sonderbourg, produisant l'arbre généalogique, réclama contre cette réserve. L'empereur en ordonna la radiation le 1^{er} avril 1642, et le diplôme modifié, qui, par la suite, fut renouvelé par l'empereur Léopold I en 1664, ne la contenait pas.

En attendant, la ligne royale et la gottorpienne avaient concerté d'exclure, en tout cas, la maison de Sonderbourg de la succession dans l'Oldenbourg et le Delmenhorst. Elles conclurent à ce sujet, en 1646 et en 1648, des traités entre elles, et en 1649 avec le comte Antoine-Gonthier; celui-ci fit en 1663 un testament conforme à ces

traités, et en 1664 il remit les comtés au roi Frédéric III et au duc Chrétien-Albert de Gottorp.

Le comte Antoine-Gonthier vint à mourir en 1667. Mais ni le roi ni le duc Chrétien-Albert n'était l'agnat le plus proche de degré; c'était plutôt le duc Joachim-Ernest de Ploen. Or, celui-ci avait, en vertu des diplômes impériaux de 1570 et de 1642, le droit exclusif de succéder dans l'Oldenbourg et le Delmenhorst, et il ne manqua pas de le revendiquer. Dès 1656 il demanda au conseil aulique de Vienne la cassation du traité de 1649. A la mort du comte, il adressa des lettres patentes à la noblesse, aux municipalités et aux domiciliés des comtés, leur annonçant son avénement, et renouvela sa plainte auprès du conseil aulique impérial.

Frédéric III mourut pendant le procès. Son successeur, Chrétien V, choisit la voie de négociations amiables, et il y réussit.

En vertu de deux conventions du 30 mars 1671, le duc céda au roi une moitié des comtés immédiatement et l'autre pour l'éventualité qu'il gagnerait le procès intenté contre la ligne de Gottorp. Il en reçut une compensation en argent et en propriétés territoriales, situées dans le bailliage de Segeberg.

Joachim-Ernest mourut bientôt après. Ses fils continuèrent le procès, et par jugements du 20 juillet 1673, du 13 septembre 1674 et du 23 janvier 1676, rendus dans toutes les instances, ils furent reconnus les seuls successeurs dans le fief des comtés.

Le transfert des comtés à la partie gagnante eut lieu, par voie d'exécution impériale, à Oldenbourg, au mois de mai 1676, sur quoi la cession au roi fut consommée par un acte de cession du 22 juin 1676.

Des différends, survenus au sujet de quelques biens accessoires et des frais, furent réglés par la convention du 29 mai 1680 entre le roi et le duc de Ploen, et par la convention du 16 avril 1681 entre le duc et la maison de Gottorp, dite convention principale.

Dans toutes ces conventions, le droit éventuel de succession agnati que fut réservé à la ligne de Sonderbourg, et dans la convention principale aussi celui de la ligne de Gottorp, toutefois sous la reconnaissance expresse de la priorité de la ligne de Sonderbourg. La convention principale dit à ce sujet : « à moins que, après l'extinction des mâles de la famille royale ainsi que de ceux de la famille princière de Holstein-Ploen et des agnats *y appartenant*, la succession dans les comtés ne repasse à la maison princière de Holstein-Gottorp. »

Cette réserve du droit de succession éventuel a depuis été reconnue à plusieurs reprises : d'abord en 1711, lorsque le roi Frédéric IV, pour un emprunt contracté pour la guerre contre la Suède, donna

en gage au Hanovre des parties des comtés; puis dans le traité de cession de 1729 et dans celui de succession de 1756, desquels il sera question ci-après.

La ligne royale étant ainsi arrivée à la possession complète et légitime de l'Oldenbourg et de Delmenhorst, le roi Chrétien V (en 1691) de nouveau fit présenter le statut de primogéniture de 1650 à l'empereur Léopold, afin d'en obtenir la sanction et l'application pour ces « comtés hérités, » lesquelles, en effet, furent accordées par le diplôme impérial du 6 juin 1691.

XIX

Suite. Les parties Sonderbourgeoises.

Les parties du Holstein et du Schleswig qui, par suite des partages de 1564 et de 1582 (voyez Nos. VII et IX), se trouvaient en la possession des descendants de Jean le jeune ou de la ligne de Sonderbourg, furent successivement recouvrées, dans la période de 1668 à 1779, par la ligne royale moyennant plusieurs conventions.

Depuis 1622, ces possessions avaient été divisées en cinq parties : Arröe, Sonderbourg, Norbourg, Glucksbourg et Ploen. Après la mort du duc Chrétien, qui ne laissait pas d'enfants, Arröe fut partagé entre les lignes restantes.

Le Sonderbourg fut abandonné par le duc Chrétien-Adolphe à ses créanciers, dont le roi Frédéric III le racheta.

En 1667, le roi acquit Norbourg des créanciers du duc Jean-Bogislav de la même manière. Mais en 1676 le roi Chrétien V le céda à la ligne de Ploen, dont le roi Frédéric le recoutra par le traité de cession de 1729.

Le lot Glucksbourgeois dans l'île d'Arröe fut acheté en 1749 par le roi Frédéric V des mains du duc Frédéric de Glucksbourg.

A cette époque, on prévoyait la prochaine extinction des lignes de Ploen et de Glucksbourg, le duc Frédéric-Charles de Ploen n'ayant pas de fils, et le duc Frédéric de Glucksbourg n'en ayant qu'un seul, Frédéric-Henri, né en 1747. Les lignes de Norbourg et d'Arröe avaient déjà cessé d'exister, de sorte que le roi Frédéric V conçut le projet d'acquérir le Ploen et le Glucksbourg par voie de négociations. Il s'adressa donc aux ducs d'Augustenbourg et de Beck, dont les lignes avaient des droits incontestables et antérieurs à ceux de la ligne royale sur la succession dans le Ploen et dans le Glucksbourg. De 1754 à 1756, le roi conclut avec ces princes une série de traités par lesquels ils renoncèrent, contre indemnité, à leurs droits successifs dans la portion de Ploen ou bien aussi dans celle de Glucks-

bourg, et les transférèrent à jamais au roi et à ses héritiers et successeurs royaux.

Le traité avec le duc Frédéric-Chrétien d'Augustenbourg, aïeul de la famille d'Augustenbourg actuelle, fut conclu le 13 février 1756; il fut complété et confirmé par un second traité en 1764. En vertu de ces conventions, le duc obtint le château de Sonderbourg, avec toutes les dépendances, et les terres de Gammelgard, Gunstrup, Roenhof, Langenvorwerk, Maybullgard et Kekenisgard, avec les villages et sujets y appartenant, avec la juridiction civile et criminelle et avec divers droits de patronage.

La ligne ducale de Beck ne reçut que la rente viagère d'un capital de 10 000 écus, placé dans un fidéicommis.

La grande différence de ces compensations prouve que les contractants considéraient le statut de succession de 1633 comme valide et comme applicable aux successions de Ploen et de Glucksbourg. D'après ce statut, la ligne d'Augustenbourg précédait celle de Beck, tandis que le contraire aurait eu lieu si la succession avait dû se régler par ordre de degré.

Les ducs de Glucksbourg renoncèrent également à leur droit de succession sur Ploen en faveur de la ligne royale, par des conventions conclues en 1754.

Fort de tous ces actes de renonciation, le duc Frédéric-Charles de Ploen conclut, le 29 novembre 1756, avec le roi Frédéric V, un traité de succession en vertu duquel, lors du décès du duc, survenu le 18 octobre 1761, le territoire de Ploen passa au roi.

La ligne de Glucksbourg s'éteignit en 1779 avec le duc Frédéric-Henri. Ses possessions passèrent de même au roi Chrétien VII par suite des conventions mentionnées.

XX

Suite. Les parties Gottorpiennes.

Ce fut l'acquisition de la partie Gottorpienne qui présenta le plus de difficultés. Elle ne réussit que par un traité conclu en 1773, après une série d'usurpations et de combats tout un siècle durant.

Il est urgent de relever les points principaux de l'histoire de ces tentatives, vu leur importance sur la question de succession.

Les bons rapports établis par l'arrangement de Copenhague de 1658 entre les maisons royale et gottorpienne (voy. No. XIV) furent de nouveau troublés par une alliance contractée entre le Gottorp et la Suède en 1661. On essaya de les consolider par le *recez* de Gluckstadt de 1667 et par le mariage du duc Chrétien-Albert de Gottorp avec la

seconde fille du roi Frédéric III. Mais, peu de temps après, le différend de succession d'Oldenbourg (voyez No. XVIII) brouilla de nouveau les deux parties, et le Gottorp reprencha vers la Suède. Ce fut alors, en 1675, que le roi Chrétien V invita le duc Chrétien-Albert à une conférence à Rendsbourg, qu'il le fit traîter en prisonnier et qu'il le força à signer un pacte par lequel le Schleswig Gottorpien fut de nouveau reconnu comme fief. Le duc s'étant réfugié à Hambourg, le roi saisit sa partie du Schleswig. Le traité de paix de Fontainebleau (1679) le contraignit cependant de la restituer au duc et de reconnaître sa souveraineté.

Mais une alliance ayant été établie en 1682 entre le Danemark et la France, le roi exigea encore une fois du duc de se faire investir, et sur son refus, il occupa de nouveau le Schleswig Gottorpien, déclarant, par des lettres patentes du 30 mai 1684, que le pays lui était dévolu comme au suzerain, qu'il le confisquait en conséquence, et qu'il l'annexait à la portion royale. Là-dessus l'Empereur et l'Empire intercédèrent pour le duc et obtinrent le traité d'Altona du 30 juin 1689, par lequel le duc fut pleinement réintégré.

Chrétien-Albert vint à mourir en 1694, et son fils Frédéric IV renoua des relations avec la Suède, ce qui donna lieu à une nouvelle guerre, qui ne fut terminée qu'en 1700 par le traité de paix de Travendahl. Ce traité reconnut et rétablit la souveraineté du Schleswig et l'absolue parité légale entre les ducs et le roi, en sa qualité de duc régnaud du Schleswig-Holstein.

Le duc Frédéric IV mourait déjà en 1702, et ce fut pendant la tutelle de son fils Charles-Frédéric à Stockholm, que la guerre éclata entre la Suède et le Danemark. Dans cette guerre, le gouvernement gottorpien ouvrit aux Suédois la forteresse de Toennings, sur quoi le roi Frédéric IV occupa, en 1713, tout le territoire gottorpien tant en Schleswig qu'en Holstein. Le 3 juillet 1720, la paix fut rétablie à Frédéricksbourg entre la Suède et le Danemark, sous la médiation de l'Angleterre et de la France.

A cette occasion, l'Angleterre et la France, par des actes spéciaux du 26 juillet et du 18 août 1720, garantirent la partie ducale du Schleswig au roi et à ses héritiers et successeurs, et la Suède promit, dans l'article VI du traité de paix, de ne pas entraver ces engagements.

D'un autre côté, l'empereur Charles VI émit, le 9 août 1720, un mandat ordonnant de restituer au duc Charles-Frédéric sa partie du fief impérial de Holstein. Le roi Frédéric IV obéit. Mais, quant au Schleswig, il promulgua le 22 août 1721 des lettres patentes dans lesquelles il déclara « joindre et incorporer la partie ci-devant princière à la sienne, » et enjoignit aux prélats et à la noblesse (*Ritterschaft*),

ainsi qu'aux propriétaires de terres nobles dans le duché, de lui prêter hommage à Gottorp, et aux fonctionnaires, aux magistrats des villes et à tous les autres sujets domiciliés des villes, bailliages et districts jusqu'alors princiers, d'en faire autant dans différents endroits nommés. La prestation d'hommage eut lieu le 4 septembre 1721. Les États se servirent d'une formule de serment écrite, dont voici la traduction :

« Sa Majesté royale de Danemark et de Norvège, mon très-gracieux Roi et Seigneur, en vertu de ses lettres patentes données à Gottorp en date du 22 août 1721, ayant jugé à propos d'unir la partie ci-devant princière du duché de Schleswig à la sienne et de l'incorporer de nouveau et à perpétuité à sa couronne, comme un ancien morceau qui en avait été détaché *injuriā temporum*, et ayant daigné m'enjoindre de me rendre ici en propre personne, afin d'entrer en son exclusive obéissance et de prêter en due forme le serment d'hommage usité : je jure et m'e^{ngage} par les présentes pour moi, mes héritiers et successeurs, de reconnaître et tenir, moi et eux, Sa Majesté royale de Danemark et de Norvège, etc., pour notre seul souverain et seigneur, de demeurer fidèles, soumis et serviables à lui et à ses successeurs héritiers royaux dans le gouvernement, *secundum tenorem legis regiae*, de chercher et de favoriser scrupuleusement les intérêts, biens et avantages de sa dite illustre Majesté royale et de sa Maison royale, et d'en prévenir, empêcher et détourner, autant que possible, tout dommage et préjudice, aussi de faire et prêter tout ce que fidèles et obéissants habitants et sujets héréditaires sont tenus de faire et de prêter envers leur Roi et Seigneur souverain. »

Le même acte de serment fut signé le 3 septembre 1721 par le duc Chrétien-Auguste, aïeul de la ligne actuelle d'Augustenbourg, et par Philippe-Ernest de la ligne éteinte de Glucksbourg. L'introduction, cependant, était changée comme suit :

« *Injuriā temporum* et ayant daigné m'inviter à prêter le serment d'hommage que je lui dois comme au seul possesseur actuel du dit Duché de Schleswig, *ratione de mes terres y situées.* »

Et la fin était également changée :

« Tout ce que des princes et vassaux fidèles sont tenus, etc. »

Les autres agnats de la maison Ducale ne prirent pas part à cet acte, ni les habitants de la partie du Schleswig jusque-là Royale (ou de Gluckstadt) non plus. Car, aucun d'entre eux n'avait été appelé à renouveler le serment d'hommage.

Ainsi à partir de ce temps, le duc Charles-Frédéric de Gottorp fut réduit à sa portion du Holstein ; il prépara, cependant, à sa maison un grand avenir, en épousant en 1725 Anne, fille du czar Pierre-le-Grand. Son fils Charles-Pierre-Ulric fut désigné en 1742 prince-héritier au

trône de Russie, et, cela l'empêchant d'accepter le choix qu'on fit de lui en même temps pour la succession au trône de Suède, son cousin Adolphe-Frédéric de Gottorp fut en 1743 élu prince-héritier en Suède. En effet, Adolphe-Frédéric devint roi de Suède en 1751, et Charles-Pierre, empereur de Russie, sous le nom de Pierre III en 1762.

C'est grâce à cette grandeur de la maison de Gottorp à l'étranger, que les rois-ducs réussirent à obtenir d'elle, par voie de négociations, non-seulement la renonciation à sa part dans le Schleswig, mais aussi la cession de celle dans le Holstein.

Le successeur désigné au trône suédois, Adolphe-Frédéric, qui, Charles-Pierre n'ayant pas encore d'enfants, était alors aussi successeur présomptif au duché Gottorpien, signa deux conventions, dont l'une provisoire du 7 août 1749 et l'autre définitive du 25 avril 1750. Par cet acte il renonça, en faveur du roi de Danemark et de ses héritiers et descendants mâles, à toutes les prétentions, titres et droits qu'il avait et aurait au Duché de Schleswig, et spécialement à l'ancienne partie Princière, et il promit s'il venait à lui échoir, d'échanger le Holstein, contre l'Oldenbourg et le Delmenhorst.

D'un autre côté, on ne parvint pas à déterminer à la renonciation le grand-duc Charles-Pierre, qui en 1739 avait succédé comme duc à son père, et qui avait hérité de l'amour de son pays natal. Après son avénement au trône de Russie, il s'arma même pour reconquérir le Schleswig. La mort l'en empêcha. L'impératrice Catherine II pensait différemment, et comme tutrice de son fils Paul, elle fit en 1767 un traité provisoire avec Chrétien VII. Devenu majeur, Paul conclut avec le Roi le traité définitif du 21 mai-1^{er} juin 1773, et le 20-31 mai 1773 il signa un acte de renonciation pour le Schleswig et un acte de cession pour sa part dans le Holstein.

Par le premier de ces actes, le grand-duc renonça pour lui, ses héritiers et descendants

« A tous les droits de propriété et autres de tout genre qu'il avait, et qu'il pourrait avoir à l'avenir, sur le duché de Schleswig, et spécialement à la partie antérieurement Princière. »

Et il y exprima sa volonté :

« Que Sa Majesté royale de Danemark et de Norvège et les successeurs à la couronne royale posséderaien le susdit Duché en toute propriété et à perpétuité. »

Relativement au Holstein, le traité provisoire stipula que la part Grand-ducale de ce duché fut échangée contre les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, de façon que ces comtés fussent entièrement substitués à la dite partie, et que par conséquent, la permutation une fois opérée, il fut introduit dans les comtés le même ordre de succession parmi les héritiers féodaux que celui qui avait été observé jusqu'alors

dans la maison ducale de Gottorp, conformément au droit féodal et aux pactes de famille.

Dans l'acte de cession relatif au Holstein, le grand-duc accepte l'échange; il cède et transfère donc :

« A Sa Majesté royale de Danemark et de Norvège et à ses descendants mâles, ainsi qu'éventuellement à S. A. R. Mgr le Prince Frédéric, frère du Roi, et à sa descendance mâle »

Toute la partie jusqu'alors commune ainsi que sa partie personnelle du Holstein, de sorte :

« Que Sa Majesté la considère comme sa vraie et perpétuelle propriété, et qu'elle en dispose selon son bon plaisir, comme il est d'usage dans d'autres fiefs allemands, sans préjudice toutefois des engagements contractés par le traité provisoire ou autrement par rapport aux sujets, fondations, privilégiés, fonctionnaires et autres. »

L'acte termine par la mention de l'adhésion dès lors donnée par les agnats et successeurs éventuels au sief alors vivants, et par la promesse d'obtenir la sanction du suzerain, l'Empereur.

Les agnats, alors en vie, de la ligne de Gottorp étaient : le roi Gustave III de Suède et ses frères Charles et Frédéric, puis le duc Frédéric-Auguste, prince-évêque de Lubeck, son fils Pierre et ses deux neveux Guillaume et Pierre-Louis. Le prince-évêque donna l'adhésion pour lui et son fils par acte du 13 novembre 1773. Ses neveux la donnerent plus tard, après avoir atteint leur majorité. La ligne suédoise ne signa aucun nouvel acte.

Les agnats de la maison de Sonderbourg ne prirent point part aux transactions.

L'empereur Joseph II sanctionna l'échange le 27 décembre 1774.

Les traités furent aussitôt mis à exécution, moyennant deux lettres patentes adressées aux habitants du Holstein Gottorpien. Les unes, signées par le grand-duc Paul le 20-31 mai 1773, furent publiées à Kiel le 5-16 novembre 1773; les autres furent signées et promulguées par le roi Chrétien VII le 16 novembre 1773.

Le texte français de ces deux documents dit que la partie Gottorpienne du Holstein a été cédée :

« Tant à nous qu'à nos descendants mâles et à toute notre ligne masculine. »

Le texte allemand dit identiquement que le grand-duc transfère ses ci-devant sujets :

« An Ihro Königliche Majestät zu Dänemark und Norwegen und
« Dero männliche Descendenten wie an das gesammte Königlich
« Dänemärkische Haus männlichen Stammes. »

Le transfert des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst au grand-duc et à ses descendants s'effectua par des lettres patentes de Chré-

tien VII, en date du 10 décembre 1773. Suivant les stipulations des traités provisoire et définitif, le grand-duc, à son tour, céda par acte du 14 juillet 1773, les dits comtés à la ligne cadette de Gottorp, et particulièrement au prince-évêque Frédéric-Auguste, comme premier acquéreur. Cette cession fut consommée par les lettres patentes du grand-duc en date du 19-30 juillet, publiées le 14 décembre 1773, et par l'acte récognitif de Frédéric-Auguste du 25 novembre 1774.

L'empereur Joseph II ériga les comtés en duché et en fief immédiat de l'empire; et en investit le duc Frédéric-Auguste en 1777, dans la descendance et dans la ligne collatérale duquel ce duché, devenu grand-duché en 1815, est demeuré jusqu'à présent.

Cependant la ligne suédoise, afin de conserver ses droits éventuels de succession au Holstein, ou au pays y substitué, réclama auprès de l'Empire germanique, et obtint deux *decreta salvatoria*, en date du 27 décembre 1774 et du 21 mars 1786, par lesquels le droit de succession de la seconde ligne, de préférence à la troisième, est expressément réservé dans la partie du Holstein ou dans l'équivalent.

XXI

Période de 1773 jusqu'à nos jours.

Or, le roi Chrétien VII réunit, en 1773, entre ses mains les duchés entiers de Schleswig et de Holstein, tels que Chrétien I^{er} et Frédéric I^{er} les avaient possédés, augmentés du pays des Dithmarches.

S'appuyant sur cet état de possession, et prétendant que la réunion des Duchés ramenait la nécessité de l'investiture unique et simple, telle que Chrétien l'avait reçue, Chrétien VII la sollicita pour tout le Holstein en 1786. Ensuite l'empereur Joseph II lui délivra un diplôme en date du 7 février 1788, par lequel Chrétien VII et ses héritiers légitimes et féodaux furent investis de tout le Holstein, et lequel fut renouvelé le 6 janvier 1792 par l'empereur Léopold II et le 2 novembre 1792 par l'empereur François II.

Lors de la chute de l'Empire germanique, le Roi promulga, le 9 septembre 1806, un édit de la teneur suivante :

« Notre duché de Holstein, notre seigneurie de Pinneberg, notre comté de Rantzau et notre ville d'Altona seront désormais unis, sous la dénomination commune de duché de Holstein, avec le corps intégral de la monarchie soumise à notre sceptre royal, et en formeront, sous tous les rapports, une partie parfaitement indivise, et par conséquent ils seront dorénavant uniquement sujets à notre autorité absolue. »

Le projet primitif de ce document contenait le terme : « partie par-

faitemment inséparable (*unzertrennlich*). » Le duc Frédéric-Chrétien d'Augstenbourg protesta contre ce terme, au nom des droits des agnats ; ainsi on adopta l'expression : « partie parfaitement indivise (*ungetrennt*) ». Alors le duc écrivit au Roi :

« Que, vu la nouvelle rédaction de l'édit, il ne jugeait plus nécessaire de résERVER formellement les droits de succession de sa maison, lesquels ne sauraient d'ailleurs se perdre sans des renonciations expresses. »

Les collatéraux russes et suédois demandèrent de même des explications sur le sens de l'édit, et ils reçurent également des réponses satisfaisantes.

En 1815 le roi Frédéric VI accéda à la Confédération germanique pour le Holstein.

XXII

La réunion des États des Duchés était devenue impossible à cause des démêlés, survenus dès 1675 entre le Roi et le duc de Gottorp, attendu que la convocation et les propositions gouvernementales devaient être faites en commun par les deux souverains. Après la conclusion de la paix de Fontainebleau, on traita bien sur la convocation de la Diète, mais on n'arriva pas à un accord sur les propositions à faire relativement aux impôts.

L'administration commune et la communauté des États furent aussi attaquées et restreintes dès cette époque. Le traité de Copenhague de 1658 (n° 3) et le recez de Gluckstadt de 1667 (n° 20), tendent à ce but, et l'article 3 du traité de paix de Travendahl dit que l'administration commune exercée jusqu'alors sur les prélats et sur la noblesse (*Ritterschaft*) et, en quelque sorte, sur plusieurs villes, avait à continuer, et que, tandis que les prélats et les nobles demeuraient sous le gouvernement commun et en jouissance de leurs priviléges et immunités, chaque partie contractante aurait la puissance souveraine et absolue dans les autres districts, bailliages et villes qui avaient déjà antérieurement été séparés, comme dans sa propriété exclusive.

Ces arrangements amenèrent des doutes au sujet de la position des villes. La Diète ne fut assemblée qu'en 1711. A cette occasion, les prélats et nobles seuls furent convoqués et effectivement réunis à Rendsbourg ; ils firent des remontrances contre la violation de la constitution contenue dans cette convocation exclusive ; mais ce fut en vain. Depuis, la Diète n'a plus siégé, ni en entier, ni en partie. Il paraît même que, dès les événements de 1721, le gouvernement commun a cessé d'exister.

La forme de la confirmation des priviléges des duchés fut également

altérée. Cette confirmation fut donnée en commun pour la dernière fois en 1712 ; il y manqua pour la première fois la prestation de serment. Par la suite furent signées deux chartes confirmatives, spéciales pour les priviléges des prélats et des nobles de chaque duché, notamment par Chrétien VI en 1731. Sur les remontrances faites à cet égard par la noblesse schleswigoise, le Roi accorda le maintien du lien social (*nexus socialis*) entre la noblesse des deux Duchés. Mais, quoique les traités de 1767 et de 1773, relatifs à l'acquisition des parties Gottorpaines, eussent expressément garanti à tous les habitants, et particulièrement aux prélats et aux nobles du Holstein, leurs immunités, prérogatives et priviléges, et qu'il n'y eût plus d'obstacles contre la convocation des États dans les formes traditionnelles, on ne la convoqua pas. En 1775 le Roi accorda seulement que les prélats et les nobles réunis instituassent un comité permanent. Ce comité, dit *députation*, exerçait une voix consultative dans les affaires de législation et, du moins jusqu'en 1802, par rapport aux contributions.

Une ordonnance royale du 17 décembre 1802 attribua au Roi le droit absolu de fixer les impôts ; les réclamations du comité restèrent sans effet.

Le 17 août 1816, le roi Frédéric VI confirma les priviléges des prélats et de la noblesse par deux actes séparés, dont l'un pour le Holstein, l'autre pour le Schleswig. Ces deux États cependant sollicitèrent le rétablissement de la constitution des Duchés, fût-ce même dans une forme correspondante aux progrès de l'époque. Cette démarche demeurant sans conséquence, les prélats et les nobles en appellèrent, en 1822, à la Diète germanique, qui décida, par arrêt du 27 novembre 1823 (§ 153 des procès-verbaux), que, quoique l'ancienne constitution « ne jouît plus d'une efficacité reconnue » pour le Holstein, le Roi fût tenu à sa promesse de donner à ce duché une constitution qui, en vertu de l'article 55 de l'acte final de Vienne, devait le plus possible se régler sur les anciens droits, et s'adapter en même temps aux circonstances actuelles.

Le 28 mai 1831, le Roi accorda à chacun des Duchés une constitution corporative. La loi du 15 mai 1834 en régla les détails. Les Duchés et le Danemark d'un côté, et le Schleswig, le Holstein et le royaume de Danemark de l'autre s'y trouvaient placés dans une parfaite parité et dans une parfaite indépendance réciproques.

En 1839 Chrétien VIII monta sur le trône, et le 13 mars 1840, il confirma les priviléges donnés par son prédécesseur.

XXIII

Le prince Royal et le prince Ferdinand n'ayant pas d'enfants, on prévoyait l'extinction de la ligne masculine du roi Frédéric III et le passage de la couronne danoise à la ligne féminine, selon la loi de 1665. Cette éventualité agita les esprits et provoqua des discussions dans la presse dès les dernières années du règne de Frédéric VI. Du côté danois on visait au maintien intact de la monarchie danoise; du côté des Duchés on visait au contraire au maintien de leur propre autonomie et de leur union.

Peu de temps après l'avènement de Chrétien VIII, ces tendances furent l'objet de discussions au sein des États mêmes.

Le Commissaire royal déclara aux États de Schleswig, le 14 décembre 1842 :

Que Sa Majesté n'avait ni l'intention d'incorporer au Danemark le duché de Schleswig ou des parties de ce Duché, ni celle de l'unir politiquement à l'Allemagne, en accédant, pour ce Duché, à la Confédération germanique; que la volonté de Sa Majesté était plutôt de ne rendre le duché de Schleswig ni allemand ni danois, mais de le conserver tel quel.

Et le 21 décembre 1842, il dit :

Par ordre de Sa Majesté, j'ai à réitérer la déclaration qu'elle maintiendra les conditions politiques sur lesquelles l'autonomie du duché de Schleswig se base, ainsi que l'union actuelle dudit Duché avec le duché de Holstein.

Contradictoirement, des propositions contraires au caractère juridique et politique des Duchés furent faites à la diète de Roeskilde de 1844. Les États holsteinois, à leur tour, protestèrent, le 21 décembre 1844, contre de tels procédés.

Chrétien VIII prit occasion de ces événements pour charger une Commission spéciale d'examiner la question de succession des Duchés. Les résultats de cet examen, relativement au Schleswig, connus sous le nom de *Commissionsbedenken* (avis de la Commission), ont été publiés. La Commission était d'opinion que le Schleswig était inséparablement lié au royaume de Danemark selon l'ordre de succession établi par la *lex regia*. L'avis sur le Holstein n'a jamais été publié.

Le 8 juillet 1846 le roi Chrétien VIII promulgua des lettres patentes (*der offene Brief*) qui, s'appuyant sur l'examen de la Commission, déclaraient que l'ordre de succession, conforme à la *lex regia*, était en pleine vigueur dans le Schleswig, que, toutefois, des parties du Holstein se trouvaient dans des conditions qui ne permettaient pas de se prononcer tout aussi positivement sur le droit de succession que pourraient

avoir tous les héritiers-successseurs royaux sur ce Duché. Dans ces lettres, le Roi assure qu'il prendrait soin d'éloigner ces obstacles et de procurer la reconnaissance parfaite de l'intégrité de la monarchie danoise, et il termine par protester qu'il n'a nullement l'intention de porter atteinte à l'autonomie du Schleswig ou de modifier en aucune façon les rapports qui unissent ce pays avec le Holstein.

Les États holsteinois résolurent de réclamer contre une semblable tentative, et rédigèrent, le 24 juillet 1846, une adresse au Roi. Le Roi refusa de l'accepter. Alors les États s'adressèrent à la Diète germanique dans une réclamation datée du 3 août 1846. Le grand-duc d'Oldenbourg avait aussi protesté, à la séance de la Diète du 23 juillet, au nom de ses droits et de ceux de sa famille.

À-là-dessus l'envoyé du roi de Danemark déclara, à la séance de la Diète du 7 septembre 1846, que Sa Majesté le roi n'avait pas voulu anticiper sur des droits agnatiques bien fondés, et qu'il était clair que le désir de conserver la monarchie intacte n'existaient qu'en tant qu'on pourrait le réaliser, quant au Holstein, en vertu de titres documentés et légitimement acquis, en respectant en même temps les préentions fondées des agnats.

La Diète fédérale, se déférant à cette réclamation, répliqua dans sa résolution du 17 septembre 1846 qu'elle attendait que le Roi, lors de l'arrangement définitif des points discutés dans les lettres patentes, respectât les droits de tous les intéressés, notamment ceux de la Confédération germanique, des agnats ayant droit à la succession, et de la représentation légitime du pays.

A la même époque le roi se rendit dans les Duchés, et déclara de nouveau dans une proclamation du 18 septembre 1846 :

Qu'il n'avait pas eu l'intention de léser les droits des Duchés, ou de l'un d'entre eux; qu'au contraire, il avait promis au Schleswig qu'il resterait dans l'union avec le Holstein, d'où il s'ensuivrait que le Holstein ne serait pas séparé du Schleswig.

Les États du Schleswig se prononcèrent également, dans une adresse du 2 novembre 1846, très-énergiquement contre les lettres patentes du 8 juillet.

Tel était l'état des choses, lorsque Chrétien VIII mourut le 20 janvier 1848. Les changements constitutionnels, survenus bientôt après dans le Danemark poussèrent les tendances indiquées dans les lettres patentes à un tel point, que la guerre entre les Duchés et la Confédération germanique d'un côté et le Danemark de l'autre en résulta. Cette guerre fut terminée par la paix de Berlin du 2 juillet 1850; mais la question de succession n'y fut pas décidée, vu que l'article 3 du traité de paix réserva purement et simplement pour tous les intéressés le *statu quo* *legal ante bellum*.

XXIV

L'autorité gouvernementale de Frédéric VII fut à peine rétablie dans les Duchés, que tout fut reinis en œuvre pour conserver la monarchie danoise intacte. Le Roi réussit, en effet, à conclure avec la Russie, la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Suède, le traité de Londres du 8 mai 1852, lequel établit que, par suite de renonciations des cognats pour le Danemark et de quelques agnats pour les Duchés, le prince Chrétien de Glucksbourg et sa descendance mâle succéderaient dans toute la monarchie.

En suite de ce traité, une loi de succession y correspondant fut promulguée le 31 juillet 1853, après avoir été sanctionnée par le *Rigsrad* danois. Puis, des projets de constitutions spéciales furent soumis aux États du Schleswig, le 15 février, et à ceux du Holstein, le 11 juillet 1854. Cependant les quatre, six premiers articles relatifs de ces constitutions, dans lesquelles il était dit qu'en vertu de la loi de succession de 1853, les Duchés étaient unis à jamais au Danemark, furent expressément soustraits à la discussion des États. Ce fut donc tout simplement un octroyement.

Le 2 octobre 1855, le Roi publia une constitution commune pour la monarchie entière.

Les États holsteinois protestèrent immédiatement, les États du Schleswig le 11 février 1860, contre les articles octroyés des constitutions spéciales et contre la constitution commune.

Les délibérations et les résolutions de la haute Diète qui eurent lieu au sujet de ces événements, sont généralement connues. Elles eurent pour conséquence que le roi Frédéric VII annula, par les patentes du 6 novembre 1858, non-seulement les articles 1 à 6 de la constitution spéciale du Holstein, mais aussi l'efficacité de la constitution commune de 1855 pour le Holstein.

Quant aux agnats, le prince Frédéric-Émile-Auguste d'Augstenbourg (Noer) protesta contre le traité de Londres le 24 mars 1853, et le prince héritaire Frédéric d'Augstenbourg protesta contre la loi de succession le 15 janvier 1859.

Quant à la Confédération germanique, le traité de 1852 ne lui a jamais été communiqué, et elle n'y a jamais donné, ni directement, ni indirectement, son adhésion ou son approbation.

CONCLUSIOË PRATIQUES.

XXV

Du précis historique donné jusqu'ici résultent les thèses et les conclusions juridiques que voici :

1. Les duchés de Holstein et de Schleswig se sont trouvés, de 1375 à 1459, en union personnelle sous la dynastie de Schauenbourg. Depuis 1460 ils sont entre eux dans une union réelle et constitutionnellement inséparable, et en même temps en union personnelle avec le royaume de Danemark, sous la dynastie d'Oldenbourg.

En outre le Holstein a été jusqu'en 1806 un fief et une partie de l'empire germanique; depuis il est un état souverain et, depuis 1816, un membre de la Confédération germanique. Le Schleswig a été jusqu'en 1658 un fief danois; depuis il est un état souverain.

Par conséquent, à moins d'une transaction, obtenue entre les intéressés par des moyens constitutionnels, il est impossible d'incorporer un des deux duchés au royaume de Danemark, et il est également impossible de séparer et de placer les duchés sous différents souverains.

2. La dynastie d'Oldenbourg a régné dans le Danemark. Le Danemark a toujours eu un seul roi. Ce roi a toujours été duc-régnant de Schleswig-Holstein; mais il n'a pas toujours été le seul. La réunion du royaume et des deux duchés sous une seule personne n'a eu lieu que sous Chrétien I, de 1460 à 1481, sous Frédéric I, de 1523 à 1533, et enfin, depuis 1773 jusqu'à nos jours. Il en résulte donc que le royaume et les duchés ont eu différentes lois fondamentales sur la succession.

3. En Danemark, les États ont eu anciennement un droit électoral; en l'exerçant, ils se sont cependant bornés aux descendants de Chrétien I^r, et chaque fois l'élection est tombée sur le premier-né parmi les agnats. La *lex regia* de 1665 a établi la succession dans la descendance du roi Frédéric III par ordre de primogéniture, mais non exclusivement par ordre agnatique. D'après cette loi, c'est la princesse Charlotte, mariée au landgrave de Hesse, qui actuellement devrait être reine de Danemark, vu qu'elle est la sœur du père du roi Frédéric VII, et c'est au prince Frédéric de Hesse, son fils, que la couronne écherrait après elle.

4. Dans le Holstein, comme fief allemand et masculin, la succession a été de tout temps purement agnatique. De plus, cet ordre de succession a été reconnu par le pacte fondamental de 1460. Ce pacte a accordé en même temps aux États un droit électoral, à exercer parmi les descendants de Chrétien I. Ce droit électoral a été abrogé, et l'ordre de succession agnatique par primogéniture a été introduit en 1616. L'a-

brogation du droit électoral a été amenée par le statut Gottorpien de 1608 ; l'ordre de primogéniture a été confirmé par le statut de succession de Sonderbourg de 1633 et par la loi émise par le roi-duc en 1650.

5. Dans le Schleswig, la succession a été, de fait, toujours agnatique. La discussion sur la question si ce pays a été autrefois fief masculin ou féminin, est oiseuse, puisque dès 1460 il ne pouvait être considéré et n'a été considéré, à cause de son union avec le Holstein, que comme fief masculin, « un véritable fief vexiliaire selon le droit commun. » Du reste, le Schleswig aussi a eu le droit d'élection parmi les descendants agnatiques de Chrétien I; ensuite il a eu la primogéniture, également en vertu des lois de 1608, 1633 et 1650.

6. Or, à la mort du roi Frédéric VII, un agnat de la maison d'Oldenbourg a dû succéder dans le Holstein et le Schleswig ; c'est spécialement la ligne de Sonderbourg, qui, comme l'aînée, est appelée à la succession avant celle de Gottorp, et plus spécialement celle d'Augustenbourg, qui, comme l'aînée, y est appelée avant celle de Glucksbourg (antérieurement de Becks). Le premier-né de la ligne d'Augustenbourg est le duc Chrétien-Charles-Frédéric-Auguste. C'est par conséquent lui et, en suite de la renonciation faite par lui le 16 novembre 1863 et réitérée par lui plus positivement le 25 décembre 1863 (§ 270 des procès-verbaux de 1863), son fils premier-né Frédéric-Chrétien-Auguste qu'il faut considérer comme le duc légitime de Holstein et de Schleswig.

EXAMEN DES QUESTIONS LITIGIEUSES.

XXVI

Une série d'objections a été soulevée contre les thèses et conclusions ci-dessus énumérées, tant dans des pièces officielles danoises que dans d'autres ouvrages. Ces objections tendent particulièrement à prouver que la maison de Sonderbourg, ou du moins celle d'Augustenbourg, n'a en général aucun droit de succession, ou qu'en tous cas, elle n'en a pas sur le Schleswig et sur la plus grande partie du Holstein.

Il importe d'examiner ces objections, qui, du reste, diffèrent en grande partie entre elles-mêmes ; mais il suffit d'en considérer les tendances essentielles et les principes ; une discussion détaillée de toutes les argumentations contenues dans les nombreux écrits polémiques, en partie volumineux, mènerait d'ailleurs trop loin.

Il semble opportun de commencer par l'examen des objections qui se rapportent, en même temps, aux bases constitutionnelles et à l'ordre de succession des deux duchés ; de poursuivre par l'examen de celles

qui sont dirigées spécialement contre la succession d'Augustenbourg dans le Holstein ou dans des parties de ce pays; et de terminer par l'examen des arguments dont on se sert pour prouver que du moins le Schleswig est absolument soumis à l'ordre de succession danois.

XXVII

Union réelle entre le Holstein et le Schleswig.

Parmi les bases constitutionnelles, c'est surtout l'union réelle des deux duchés qui a été contestée.

Les adversaires les plus zélés sont allés jusqu'à prétendre que le principe contenu dans le traité fondamental de 1460, *dass sie bleiben ewig ungetheilt* (littéralement : qu'ils restent éternellement ensemble inséparables) n'est pas du tout une loi fondamentale. D'autres en ont reconnu une, mais ils ont supposé que cette loi n'a été dirigée que contre les partages antérieurement en usage dans le Holstein, et qu'elle a été abrogée, dès 1490, par le partage alors fait avec l'approbation générale des intéressés. Mais cette opinion n'est pas justifiée non plus. Sans entrer dans la discussion purement linguistique si le mot bas-allemand *ungedelt* équivaut à indivisé ou à inséparable, il est évident que le mot *zusammen* à côté de *ungetheilt* exprime l'inséparabilité. Cette inséparabilité n'a pas été abolie par les partages entre plusieurs ducs, d'autant moins que chaque lot contenait des fractions des deux duchés, qu'en outre, un gouvernement partiellement commun était maintenu. La meilleure preuve que le principe de l'inséparabilité n'a point été abandonné par suite de ces partages, c'est que c'est précisément après les partages que la communauté des États et l'unité des diètes se sont développées.

On a encore soutenu que la cessation effective des diètes et les modifications introduites dans le mode de la confirmation des priviléges (V. N° XXII) ont fait perdre, en général, la validité aux anciennes lois fondamentales de 1460. Mais, abstraction faite qu'on ne saurait appliquer au droit constitutionnel les principes de la prescription du droit civil, comme l'on fait par une pareille assertion : abstraction faite que la loi fondamentale de l'inséparabilité peut subsister sans diète collective, comme en effet elle se trouvait dans la charte de 1460 à côté des deux diètes spéciales; et abstraction faite que cette loi peut tout aussi bien subsister dans deux pays à régime absolu et sans Etats constitutionnels, il suffit de rappeler les actes, indiqués ci-dessus au N° XXIII, par lesquels le roi Chrétien VIII a reconnu solennellement, en 1842 et 1846, l'inséparabilité, et par lesquels tout argument factice, déduit des faits antérieurs, est réfuté.

Mais, en supposant même que toutes les objections faites à cet égard soient fondées, et que les priviléges de 1460, ainsi que les droits des États aient perdu toute valeur, il n'en résulterait aucune décision ou présomption au sujet de la succession. Le principe de l'inséparabilité est bien un argument en faveur d'un ordre identique de succession dans les deux Duchés; mais l'absence de ce principe ne serait point un argument contre l'identité de la succession.

XXVIII

Apanage (paragium) de 1564 à 1582.

Non-seulement dans les différends surgis antérieurement entre les membres de la famille Oldenbourgeoise, p. e. au sujet de la succession dans l'Oldenbourg, mais aussi dans de récentes discussions théoriques, l'on a émis l'idée qu'au fonds toute la maison de Sonderbourg a perdu ses droits à la succession, parce qu'elle a été apanagée en 1564 et 1582, et que depuis elle n'a pas pris part au gouvernement des Duchés.

Cette idée est trop superficielle pour mériter une réfutation motivée.

Soit que l'on considère la descendance, soit que l'on considère l'investiture comme source du droit successif, certes la participation au gouvernement n'est pas une condition de la succession, à moins forte raison, si, comme en 1564 et 1584, à côté de ces deux sources de droit, les États avaient le droit d'élire le successeur parmi les descendants ou héritiers féodaux du dernier souverain.

La question se réduit donc à savoir si les conventions de partage de 1564 et de 1582 contiennent une renonciation au droit successif pour l'avenir. Un coup-d'œil, jeté sur le texte des actes de partage et de renonciation, suffit pour se convaincre du contraire; car, ils n'ont rapport qu'à l'héritage alors ouvert du père et de l'oncle, mais nullement au droit de succession en général, ni à des héritages à venir. Cependant tout doute disparaît quand on considère la conduite de Frédéric II, l'autre partie contractante, après les partages mentionnés et l'ensemble de l'histoire postérieure.

Ce fut après le partage de 1564, que Frédéric II fit des démarches afin d'obtenir pour son frère Jean le jeune l'hommage des États et le co-gouvernement; ce fut après le partage qu'il conclut le traité d'Odensee de 1579 relatif à l'investiture du Schleswig et qu'il en co-investit, en 1580, son frère apanagé, Jean le jeune, comme du fief héréditaire; ce fut enfin après le partage qu'il reconnut, à la mort de Jean l'ainé, le droit de succession de son frère, et ce fut par égard à ce droit qu'il passa au second partage de 1582.

Ce fut après les deux partages que Jean le jeune, malgré l'opposition des ducs de Gottorp, obtint en 1590 l'investiture simultanée impériale du Holstein.

Les investitures du Schleswig et du Holstein, et la reconnaissance inhérente du droit de succession se sont régulièrement reproduites en faveur des descendants de Jean le jeune (voyez N°s VII, VIII, IX, XIII).

XXIV

Égalité de naissance.

L'on a prétendu, et on a attaché une grande importance à cette prétention, que les membres actuels de la ligne d'Augstenbourg sont exclus de tout droit successif à cause de leur origine de mariages inégaux.

Il est vrai que le duc Frédéric-Guillaume, né en 1668 et mort en 1714, a épousé une comtesse d'Ahlefeldt, et que son fils Chrétien-Auguste, 1696 à 1754, a épousé une comtesse Danneskiold, que les arrière-petits-fils du dernier, les deux ducs vivants, le duc Chrétien-Auguste et le duc Frédéric-Auguste, sont mariés avec des comtesses de Danneskiold, dont l'une est la mère du prince héritaire Frédéric; qu'enfin, le petit-fils de Chrétien-Auguste l'Aîné, Frédéric-Charles-Émile, a épousé une demoiselle de Scheel, dont le fils est le prince Woldemar, actuellement vivant.

Il est donc vrai que tous les membres actuels de la maison d'Augstenbourg sont issus de mariages dont les femmes n'appartiennent pas à la haute noblesse, dans le sens de l'Empire germanique ou de l'acte fédéral.

Mais il s'agit d'une question toute différente, savoir si, dans la maison d'Oldenbourg, l'habilité à succéder dépend de l'origine des mariages égaux dans le sens de l'Empire germanique; la réponse à faire à cette question est catégoriquement nécessaire.

La condition de l'égalité, dans le sens de la haute noblesse impériale, n'a jamais été prescrite par une loi de l'Empire; elle ne se fondait que sur une coutume. Cette coutume, d'ailleurs, n'a jamais été généralement reconnue; mais elle a souvent été contestée et repoussée; elle a été enfreinte, à diverses reprises, dans l'Empire même, de sorte que bien des familles actuellement régnantes ont parmi leurs aïeux des personnes provenant de mariages avec des femmes de simple noblesse.

Abstraction faite que l'on ne saurait appliquer une pareille condition au Schleswig, dans les pays de l'Empire même, les chefs et les membres des familles régnantes ont eu de tout temps le droit d'éta-

blir à cet égard des règles autonomes ; c'est pourquoi la coutume suivie et proprement établie d'une telle famille sert de règle légale et obligatoire pour tous les membres, quoiqu'elle diffère de la coutume ordinaire de l'Empire.

Une telle coutume particulière existe indubitablement dans la maison d'Oldenbourg. Depuis le dix-septième siècle, plus de trente mariages avec des femmes issues de tels mariages, ont été contractés dans cette maison, et même dans toutes ses lignes. Tous ces mariages ont été traités comme parfaitement valides, et les descendants de plusieurs d'entre eux ont effectivement succédé, et dans les Duchés et dans d'autres pays.

Il suffit de citer parmi ces mariages, tous notoires et énumérés dans les écrits spéciaux sur ce point, deux mariages qui concernent particulièrement la maison d'Augustenbourg, et dont la reconnaissance, comme mariages *égaux* et valides sous tous les rapports, est tellement établie, que l'on peut y voir une confirmation de l'usage de la famille. L'un est le mariage du duc Frédéric-Chrétien d'Augustenbourg (1765 à 1814), petit-fils d'une comtesse née Danneskiold et grand-père de Frédéric prince-héritaire actuel, avec la princesse Louise-Auguste de Danemark, fille du roi Chrétien VII. Ce mariage fut arrangé, en 1786, par le ministre danois comte de Bernstorff, afin de préparer l'alliance de la ligne agnatique et de la cognatique pour l'éventualité, dès lors appréhendée, de l'extinction de la souche masculine de la ligne Royale aînée. L'autre mariage est celui du roi Chrétien VIII avec la princesse Caroline, fille du susdit duc d'Augustenbourg et de la princesse Louise-Auguste. Chrétien VIII ne laissa pas d'enfants ; mais personne n'aurait contesté la succession d'un fils qui fût issu de ce mariage.

Cette coutume de la maison d'Oldenbourg ne manque pas non plus de la plus rigoureuse preuve de validité, que l'on puisse exiger, c'est-à-dire la reconnaissance juridique. Le duc Chrétien-Charles de Norbourg épousa, en 1702, de la main droite, une demoiselle d'Eichelberg. Le duc Jean-Ernest de Rethwisch disputa au fils issu de ce mariage, Frédéric-Charles, la succession de Ploen. Le roi Frédéric IV, cependant, déclara par un acte de 1722, que le mariage du père avait été bon et valide, ayant été conclu avec une femme de sang noble et sur son royal consentement ; que par conséquent, il reconnaissait le fils comme son agnat et comme duc du sang, et qu'il lui accordait tous les droits appartenants à un tel. De plus, un avis du conseil impérial aulique de 1729 et une résolution finale impériale de 1731 déclarèrent le mariage en question « un *matrimonium* légitime, régulier et princier, » et reconnurent au duc Frédéric-Charles la qualité d'un vrai agnat de la maison souveraine du Holstein, ainsi que la posses-

sion et la jouissance des territoires de Holstein-Ploen, comme ayant légitimement été hérités. Si un auteur récent qualifie cette résolution impériale d'extraordinaire, un coup d'œil sur les faits précités dispense de toute réfutation spéciale.

Finalement, il est d'importance que si, en effet, l'on pouvait disputer aux ducs actuels d'Augustenbourg la qualité de même naissance, la famille de Glucksbourg, et particulièrement le prince Chrétien, qui vient de monter sur le trône danois, se trouve absolument dans le même cas ; car l'aïeule de ce prince était une comtesse Schlieben, et sa bisaïeule était une comtesse Dohna, qui toutes les deux n'appartenaient pas à la haute noblesse de l'Empire.

XXX

Renonciations de 1786 et de 1852.

Pour alléguer un autre obstacle d'un caractère général contre tout droit successif des membres actuels de la maison d'Augustenbourg, on veut faire valoir une renonciation réitérée.

1. D'abord on prétend que le duc Frédéric-Chrétien d'Augustenbourg a renoncé, en 1786, à la succession du Schleswig et du Holstein. Lorsque ce prince épousa la princesse Louise-Auguste, fille du roi Chrétien VII, cette dernière signa le 28 mai 1786 un acte par lequel elle renonçait à l'héritage paternel dans la royauté et dans le royaume ainsi que dans les biens allodiaux, ne se réservant la succession pour elle-même et pour sa descendance que dans le cas que, d'après la *lex regia*, la succession écherrait à elle ou à ses descendants. Le prince, en sa qualité d'époux, approuva cette renonciation par un acte spécial, et y adhéra pour lui et ses descendants.

Il est presque inconcevable que l'on ait voulu interpréter ce fait comme une renonciation à la succession dans le Schleswig et le Holstein. La princesse n'avait aucun droit de succession sur le Holstein, et le Schleswig n'est pas mentionné dans les documents, ni les droits personnels du prince non plus. Il s'agissait tout simplement de la renonciation usuelle que les princesses font à l'occasion de leur mariage, et du consentement marital, que l'époux aurait rédigé de la même façon, s'il n'avait pas appartenu à la maison d'Oldenbourg.

Bien au contraire, ces documents sont sous un autre rapport de grande importance, attendu qu'ils démontrent que les descendants actuels du mariage en question ont un droit cognatique éventuel sur le trône danois, et que par conséquent leur consentement est nécessaire pour rendre parfaitement légale une modification de la *lex regia*.

2. Tout récemment le gouvernement danois s'est référé à un acte du duc Chrétien-Auguste du 30 décembre 1852, comme tranchant, une fois pour toutes, toute prétention à la succession de la ligne d'Augstenbourg (§ 272 des procès-verbaux 1863). Dans cet acte, le duc promet et assure, pour lui et pour sa famille, qu'il n'agira d'aucune manière contre les résolutions que Sa Majesté royale aura prises ou pourrait prendre à l'avenir par rapport à l'ordre de succession pour les pays actuellement réunis sous son sceptre, ou par rapport à l'organisation éventuelle de la monarchie.

Il n'est pas besoin d'entrer en discussion sur l'origine et sur le vrai but de cet acte, savoir l'indegnité du duc pour ses terres privées; on se convainc sans cela aisément que la clause ajoutée à l'arrangement principal ne peut impliquer l'annullement des droits de toute la ligne d'Augstenbourg.

En premier lieu, le signataire de l'acte n'a pas exprimé une renonciation à ses droits ou à ceux de sa famille; il n'a exprimé que l'engagement de ne pas agir contre les efforts tentés en vue de régler l'ordre de succession. Il importe par conséquent surtout de savoir si ces efforts, en eux-mêmes, ont effectivement réussi. S'ils n'ont pas réussi, l'engagement n'a plus d'objet. En effet, tel est le cas. Les tendances en question ont été déposées dans le traité de Londres du 8 mai 1852, lequel (ce qu'il n'est plus nécessaire de démontrer en ce lieu (n'a obtenu d'effet obligatoire, ni pour les Duchés, ni pour la Confédération germanique.

A l'occasion des débats qui ont eu lieu au sein du *rigsrad* danois sur la nouvelle loi de succession en juin 1853, et en réponse à une question directe, le chef du ministère danois a déclaré nettement que l'acte en question ne renferme pas une renonciation de la part du duc. Il est vrai que le ministre a ajouté que l'on n'avait pas demandé de renonciation au Duc, parce que ce dernier n'avait aucun droit à la succession, mais cela ne change en rien la question qui seule nous intéresse en cet endroit.

Si toutefois on faisait abstraction de la grande différence qui existe entre une renonciation et une promesse de ne pas s'opposer de fait aux efforts dirigés vers un nouvel ordre de succession, et que l'on attribuât à telle promesse l'effet d'une renonciation, toujours cet effet resterait borné à la personne du signataire et ne saurait être appliqué à sa famille, bien moins encore à toute la ligne d'Augstenbourg.

D'après des principes de droit universellement reconnus, la renonciation du père à des titres de droit public ou féodal ne peut porter préjudice qu'aux enfants conçus postérieurement à la renonciation, mais nullement aux descendants vivants; un pareil acte du chef de famille engagerait encore moins les collatéraux. Or, ni les fils du duc Chrétien-Auguste, ni son frère n'ont approuvé, soit l'acte du 30 dé-

cembre 1852, soit les tendances auxquelles il a trait ; bien au contraire en vue de cet acte, ils se sont réservé expressément leurs droits, le prince Frédéric-Émile de Noer, le 24 mars 1852, et le prince héritaire Frédéric, le 15 janvier 1859.

Par conséquent, le document du 30 décembre 1852 ne peut nullement influencer la solution de la question de succession. Il n'annule pas même les droits successifs du signataire lui-même, et partant, ce dernier était parfaitement autorisé à renoncer en faveur de ses descendants, comme il l'a fait le 16 novembre et le 25 décembre 1863. Encore moins cet acte peut-il être opposé aux droits d'autres membres de la maison d'Augstenbourg.

XXXI

Perte de l'investiture simultanée.

Les objections soulevées contre la succession des Augstenbourg par rapport spécial au Holstein, concernent, au fond, toute la maison de Sonderbourg, et touchent la branche de Glucksbourg au même degré que celle d'Augstenbourg.

En premier lieu se trouve ici l'assertion que la maison de Sonderbourg a perdu ses droits de succession éventuels sur le Holstein parce que, depuis 1751 elle n'a plus obtenu l'investiture simultanée, et qu'en 1788 l'Empereur a formellement abrogé cette inféodation pour investir exclusivement le roi de Danemark et tout le Holstein (Voyez N^o XII et XXI).

Cette assertion se fonde sur la double supposition, premièrement, que la maison d'Oldenbourg n'a dans le Holstein aucun droit de naissance, mais seulement un droit d'investiture, secondement, que Jean le jeune, en acceptant le *paragium* ou l'apanage, a abandonné ses droits au profit des collatéraux, et qu'il ne l'a recouvré que par l'investiture simultanée de 1590. Toutefois, ces suppositions ne sont point fondées.

Le droit successif de la maison d'Oldenbourg sur le Holstein est basé, vis-à-vis du pays et pour les membres de la maison entre eux, essentiellement et originairement sur l'élection des États et sur le traité fondamental de 1460, ainsi que sur l'ordre de primogéniture établi de commun accord en 1616. Les États ont élu Chrétien I^r et ses descendants mâles Ducs de Holstein, non pas parce que ce pays était un fief de l'Empire, mais quoiqu'il le fût, leur abandonnant le soin de s'entendre avec le suzerain. Les investitures de 1460 et 1474 ont ensuite établi le droit de la famille vis-à-vis du suzerain ; mais elles n'ont aucunement tourné pour elle le titre primitif, encore moins le titre

exclusif. Cette circonstance est d'autant plus importante, que la qualité féodale a cessé d'exister. L'union entre le Holstein et le Schleswig, fixée d'une manière incontestable en 1460, est aussi sous ce rapport décisive. Les qualités féodales des deux pays étaient différentes, néanmoins, les États élirent Chrétien I^e et ses descendants mâles princes des deux pays, qui resteraient unis à perpétuité, et ne se réservèrent que le choix parmi les descendants; par l'exercice de ce choix, toute collision, surgissant des rapports féodaux, pouvait être évitée. On ne saurait préciser d'une manière plus positive que les pays et les États considéraient leur connexion avec la maison d'Oldenbourg comme tout à fait indépendante, surtout comme libre de tout caractère féodal. Il est certain que cette opinion ne pouvait infirmer ou annuler les droits du suzerain, et que les investitures ajoutaient, entre les membres de la famille, le lien féodal aux liens déjà existants. Mais il est inadmissible de traiter ce lien féodal comme le seul existant.

La seconde supposition est de même erronée, comme il a été démontré en général au n° XXVIII. Mais vu qu'elle se base aussi sur une certaine théorie de droit féodal, il reste à prouver que cette théorie est insoutenable, ce qui placera en même temps les faits et les arguments allégués au n°. XXVIII sous leur véritable jour.

C'est le droit féodal commun qui était en vigueur dans le fief impérial du Holstein, comme il ressort clairement de toutes les lettres d'investiture depuis 1474, ainsi que des statuts de primogéniture. Ces derniers le constatent expressément. Or, ce droit commun, qui se fonde sur le droit féodal Lombard, ne connaît pas le principe de l'ancien droit féodal Saxon que les descendants seuls du dernier possesseur sont appelés à la succession féodale, et que les collatéraux ne succèdent qu'au cas qu'ils aient été investis simultanément. Le droit commun reconnaît plutôt un droit de succession agnatique, découlant de la descendance du premier acquéreur, et étant, par conséquent, commun à tous les descendants; ce droit est garanti, mais non pas conditionné par les investitures subséquentes. Or, d'après le droit commun (comme il résulte entre autres du règlement du conseil impérial aulique de 1654, tit. III, § 12) l'investiture simultanée des agnats n'est pas une condition de la succession des collatéraux du dernier possesseur; elle n'est qu'un préservatif, admis partout où il est en usage. Ce principe s'applique, non-seulement aux fiefs privés, mais aussi aux fiefs princiers. Sa validité pour ces derniers est d'autant plus urgente, qu'il s'agit ici de la sécurité du droit public des pays, le salut desquels exige que cette sécurité ne soit pas compromise par l'omission d'une formalité de la part de quelque collatéral. Aussi, en droit commun, les partages parmi les héritiers du dernier possesseur

n'ont-ils pas le caractère du partage par devis, qui interrompt l'héritéité régulière.

En appliquant ces principes aux événements relatifs à Jean le jeune du seizième siècle, on arrive au résultat suivant. Si la théorie de la partie adverse était exacte, le fait même du partage opéré en 1544 entre le père et les oncles de Jean le jeune aurait privé d'avance ce dernier de tout droit de succession aux parties du Schleswig et du Holstein ne provenant pas de son père Chrétien III; le partage avec son frère de 1564, l'aurait généralement privé de tout droit de succession. C'est, en effet, ce que prétend le plus récent et le plus chaleureux défenseur de la théorie en question. Toutefois, Frédéric II reconnut, sans la moindre hésitation, que Jean le jeune était fondé à participer à l'héritage de son oncle Jean l'aîné, mort en 1580, et il y fit droit au moyen du partage de 1582. Les adversaires prétendent que cette participation découlait d'un titre nouvellement acquis par Jean le jeune, et que c'est particulièrement l'investiture simultanée, contenue dans la convention d'Odensée de 1579, qui lui avait fourni ce titre. Cette prétention pourtant n'est pas justifiée, vu que la convention d'Odensée était restreinte au Schleswig, tandis que la reconnaissance du droit de succession et l'apanage de 1582 se rapportent également à la partie du Holstein, duquel Jean le jeune n'a obtenu l'investiture simultanée qu'en 1590. Il faut ajouter que ni l'entente d'Odensée, ni l'investiture de 1590 n'ont le caractère de concessions gratuites d'un nouveau droit, comme le prétendent les adversaires, mais bien celui de reconnaissance d'un ancien droit de Jean le jeune. En effet, l'investiture de 1590 fut donnée malgré l'opposition des Götterp.

On ne saurait donc plus révoquer en doute que l'investiture simultanée, demeurant en usage dans la maison d'Oldenbourg par rapport au Holstein, n'eût uniquement le caractère d'une précaution, prise contre le retour de différends, mais qu'elle ne fût point la source du droit de succession. Aussi, le statut de primogéniture de Sonderbourg de 1634 la traite-t-il dans ce sens.

Il résulte clairement de tout cela que l'omission de l'investiture simultanée, depuis 1751, ne peut, par elle-même, abolir le droit de succession des Sonderbourg. Le défenseur susmentionné de l'objection discutée, se rendant compte de cette circonstance, avoue : « on ignore par quel motif la ligne d'Augustenbourg a perdu, dès 1751, son droit à l'inféodation conjointe! »

Encore en 1767, une résolution impériale a réservé à la ligne de Beck, actuellement de Glucksbourg, le droit de demander l'investiture commune. Toutefois cette ligne ne l'a pas plus sollicitée depuis lors que les Augustenbourg; ainsi toute la ligne de Sonderbourg aurait

perdu son droit de succession au Holstein, et l'on pourrait dire avec autant de raison qu'on ignore par quel motif la ligne de Beck a perdu, dès 1767, son droit à l'inféodation conjointe.

D'ailleurs cette omission de la part des Sonderbourg s'explique tout naturellement par le fait que, depuis 1773, tout le duché de Holstein était en la possession du roi Chrétien VII, et que conséquemment la prudence n'exigeait plus de prendre des précautions contre les partages. Bien loin de prouver un abandon ou une perte du droit de succession agnatique, l'omission constate que les intéressés se trouvaient dans la parfaite certitude de leurs droits.

C'est ainsi qu'il s'explique aussi qu'en 1786, le roi Chrétien sollicita l'investiture unique et simple, et qu'elle lui fut accordée en 1788. Dans sa lettre à l'Empereur du 3 février 1786, le Roi allègue la possession exclusive comme motif de sa demande, et seréfère expressément à l'investiture primitive de Chrétien I^{er}. C'est dans ce même sens que l'investiture fut accordée à lui et à ses héritiers personnels et féodaux.

Si la partie adverse déduit de cette circonstance que l'Empereur n'a voulu reconnaître dès lors que la ligne Royale aînée comme héritière au fief, non-seulement la mention expresse du premier acquéreur, Chrétien I, mais aussi le texte du passage décisif des lettres d'investiture s'y opposent. Car, le terme d'héritiers personnels et féodaux peut signifier ou, dans le sens rigoureusement littéral, les descendants, ou, dans le sens juridique, tous les agnats ayant habilité à la succession féodale. D'après la première interprétation, non-seulement les lignes de Sonderbourg et de Gottorp, mais même le prince Frédéric, frère du Roi, seraient exclus. Pourtant le fils de ce dernier, Chrétien VIII, est parvenu au règne. D'après la seconde interprétation, il n'y aurait aucun motif imaginable pour quelle raison une seule et non toutes les lignes agnatiques collatérales seraient comprises dans les lettres d'investiture.

D'ailleurs, les partisans de la thèse opposée imputent à l'Empereur un acte d'injustice sans exemple dans l'histoire des fiefs impériaux. Selon eux, le suzerain aurait anéanti, sans aucune procédure légale et sans alléguer aucune raison juridique, les droits de tous les agnats, lesquels avaient existé depuis des siècles, et que lui-même venait encore de reconnaître expressément en 1751 et 1767! C'est l'esprit de parti qui oserait imputer un pareil procédé; le jugement impartial le déclarera impossible. Les reconnaissances directes et indirectes de l'hérédité agnatique faites par Chrétien VII et ses successeurs depuis 1788, lesquelles ont été citées plus tard, prouvent que Chrétien et ses successeurs n'y songeaient pas. Car, l'interprétation contredite par nous des lettres d'investiture exclurait également la ligne de Gottorp de toute prétention éventuelle sur le Holstein.

Mais en supposant même que l'omission de l'investiture simultanée ait réellement exercé une influence préjudiciable à la succession féodale, ce serait, d'après des principes de droit notoires, le suzerain seul qui fût autorisé à retirer le fief au vassal négligent dans le renouvellement de l'investiture, dans le cas où la succession lui arriverait. Ce cas ne s'est pas présenté jusqu'en 1806, et depuis lors il n'existe plus de suzerain. L'allodification, par elle-même, tranche à tout jamais le recours à des omissions antérieures. Finalement, il importe de considérer que, quand même les suppositions et les déductions des adversaires seraient exactes, il n'en résulterait rien en faveur de la légitimité de la succession du prince Chrétien de Glucksbourg, pas plus qu'en faveur de l'union du Holstein avec le Danemark. Car, la cessation de l'inféodation conjointe touche la ligne de Sonderbourg tout entière, et les lettres d'investiture de 1788 ne permettent pas aux descendants féminins d'en dériver des droits de succession; quant aux agnats Gottorpis, ils seraient également exclus par l'interprétation donnée à ces lettres par les adversaires. Or, si un droit de succession éventuel ne pouvait être produit d'un côté tiers, différent de la maison d'Oldenbourg, le duché de Holstein serait sans souverain, à présent que le caractère féodal a cessé d'exister, et ce pays serait dans le cas d'élier librement un successeur au règne. Il ressort donc clairement que dans le litige pendant, il s'agit non-seulement d'un droit dynastique, mais bien du droit constitutionnel et de l'ordre public du pays de Holstein.

XXXII

Traité relatifs à la succession de Ploen. 1756.

Diverses objections contre l'hérédité des Sonderbourg dans le Holstein ont été tirées des traités qui, comme il a été dit au N° XIX, transféraient à la ligne royale les parties de Ploen et de l'ancienne ligne de Glucksbourg.

1. On a prétendu que ces traités ont fait perdre le droit d'inféodation conjointe, soit parce que ce droit se rattachait à la possession de la partie privative et qu'il a été abandonné avec celle-ci, soit parce que l'investiture simultanée de toutes les branches de Sonderbourg était une appartenance juridique inhérente au territoire de Ploen, et qu'elle a été transférée avec ce dernier. Abstraction faite que ce raisonnement, réfuté déjà ci-dessus, se base sur l'opinion que la succession est conditionnée par l'investiture simultanée, il est erroné que cette dernière, de son côté, soit conditionnée par une possession réelle, attendu qu'elle est justement destinée à sauvegarder l'hérédité

éventuelle des vassaux non possesseurs. Il est également faux que cette investiture ait été une appartenance de Ploen. Ce sont bien les ducs de Ploen qui sollicitaient et obtenaient ordinairement l'investiture de tous les Sonderbourg, mais ils n'agissaient qu'en mandataires de ceux-ci. D'ailleurs, la thèse susdite est totalement contredite par le fait que la cession de Ploen a eu lieu en 1756, et que néanmoins, la résolution impériale susmentionnée de 1867 a réservé expressément l'investiture simultanée à plusieurs Sonderbourg.

2. On a prétendu que les actes de renonciation des lignes d'Augustenbourg et de Glucksbourg de 1756 impliquent, indépendamment des rapports féodaux, une renonciation à tout droit de succession éventuel au Holstein. Mais cette opinion est pareillement insoutenable, comme l'ont même reconnu plusieurs adversaires décidés de la succession des Augustenbourg. Le sujet de tous les traités conclus de 1754 à 1756 est uniquement l'héritage des parties de Ploen et de Glucksbourg. Ni le texte des documents, ni les principes juridiques les plus connus sur les renonciations ne permettent d'attribuer à ces traités un effet au delà de leur sujet.

3. On déduit de ces traités que la ligne de Sonderbourg a renoncé pour toujours au moins aux parties du Holstein qui en formaient l'objet, en faveur de tous les successeurs et héritiers du roi Frédéric V, y compris les cognatiques, et que, par conséquent, elle ne saurait revendiquer l'hérédité de ces parties-là.

Contre cette déduction parle surtout la considération que, si l'intention des traités avait été telle qu'on le dit, ils auraient transformé en fief de femmes les parties du Holstein en question, ce qui eût demandé l'adhésion de tous les agnats et du suzerain. Or, les agnats Gottorpis n'ont ni concouru, ni consenti aux traités, et la confirmation impériale de 1761 contient explicitement jusqu'au contraire, en faisant pour les princes de Glucksbourg, alors mineurs, une réserve qui n'a eu de suites pratiques qu'à cause de l'extinction de la ligne aînée de Glucksbourg en 1779. De plus, l'erreur de l'opinion opposée est prouvée par la résolution impériale de 1767, plusieurs fois citée, laquelle réserve à plusieurs Sonderbourg l'investiture conjointe de tout le Holstein, sans en excepter les parties auxquelles se rapportent les traités de 1754 à 1756.

Il est donc certain que les descendants agnatiques de Frédéric V pouvaient seuls acquérir des droits moyennant les pactes en question, et qu'à leur extinction actuelle, les agnats collatéraux rentrent dans leurs titres. Or, si les Soderbourg étaient réellement exclus par suite des traités de 1754 à 1756, les territoires de Ploen et de Glucksbourg écherraient maintenant aux Gottorp.

Il suffit d'en arriver à cette conséquence pour concevoir que ce

n'était pas là le but des traités, et que ceux-ci ne pouvaient et ne devaient établir que la renonciation aux héritages d'alors, mais nullement une renonciation générale à la succession agnatique dans les territoires respectifs ou à des héritages futurs. Car les traités n'ont pas d'effets pour des tiers, et les Sonderbourg n'ont traité et renoncé qu'au profit de la ligne royale.

D'ailleurs il faut se tenir à cet autre principe juridique et incontestable que les actes de renonciation doivent être strictement interprétés, et qu'ils ne doivent pas être étendus au delà de l'objet précisé par leur texte et par leur esprit. Ceux-là commettent en effet une inconséquence qui, tout en repoussant l'assertion exposée ci-dessus sous le N° II, c'est-à-dire que les traités de 1754 et 1756 contiennent une renonciation générale à tout droit de succession futur au Holstein, veulent y trouver une renonciation à tout droit de succession futur aux objets des traités. Aucun héritage éventuel et futur ne formait un objet de ces traités, mais seulement ceux d'alors en formaient les objets.

L'on ne saurait invoquer, contre cette manière de voir, la circonstance que la cession a été faite « à perpétuité. » D'abord ce terme reste intact tant qu'il existe des descendants agnatiques de Frédéric V ; ensuite le même terme se retrouve dans toutes les renonciations pareilles, à côté même de la réserve expresse des droits de succession éventuels et futurs, comme, par exemple, dans la renonciation susmentionnée de la princesse Louise-Auguste de 1786.

Le fait que les renonciations de 1756 ont eu lieu contre indemnité, n'appuie pas non plus la thèse du parti opposé. Les agnats « vendirent » bien leur droit de succession au Roi, mais ils ne vendirent que l'héritage alors à eux dévolu, et il est tout naturel que le Roi l'acheta ; car il n'était point appelé à hériter. C'est pourquoi il est pareillement inadmissible de considérer la vente et l'acquiescement des agnats au traité de succession de Ploen comme deux affaires distinctes ; ils n'en forment qu'une seule ; l'acte de consentement n'est que la consommation du contrat de vente de la part des agnats.

Il est encore à considérer que tous ces traités étaient destinés à unifier le pays par trop divisé, et non à le morceler derechef, et que l'acception attribuée aux traités par les adversaires est en contradiction éclatante avec l'ordre de primogéniture, ce qui suffirait pour les rendre nuls. Cette circonstance est d'autant plus importante, que l'objet des traités n'est point un territoire arrondi, mais composé de quantité de parcelles isolées, dont les limites sont actuellement en partie très-douteuses.

Or, le Roi Frédéric V a acquis les parties holsteinoises de Ploen et de Glucksbourg, mais il les a acquises en sa qualité de duc de Hol-

stein et pour ce duché, et elles sont depuis 1756 et 1779 soumises à l'ordre de primogéniture établi pour ce duché.

XXXIII

Partie Gotorpienne du Holstein.

La question relative aux droits de succession à l'ancienne partie Gotorpienne du Holstein est d'une importance toute particulière.

Il est d'abord certain que, sous l'acte de cession du Grand-Duc Paul de 1773, cité au N° XX, cette partie pourrait se trouver, et se trouverait sans doute encore aujourd'hui dans la possession légitime de la ligne Gotorpienne. Car rien ne s'est passé depuis qui ait dérogé aux droits agnatiques de cette ligne. Il importe donc essentiellement de fixer le sens et les conséquences juridiques de l'acte de cession précité.

Il est de même incontestable que cet acte n'a donné des droits sur le territoire respectif qu'aux descendants agnatiques, et non aux descendants cognatiques de Chrétien VII et de son frère Frédéric; que partant, à la mort de Frédéric VII, la succession agnatique seule et non la succession cognatique, peut avoir lieu dans cette partie, et que celle-ci ne peut tomber sous la *lex regia* danoise. L'acte de cession le dit expressément. Un arrangement contraire serait d'ailleurs juridiquement nul, à cause de la qualité féodale du Holstein; la sollicitation postérieure et l'investiture impériale de 1788, qui se rapportent à tout le Holstein, écartent toute idée semblable.

Il est donc certain que la partie Gotorpienne du Holstein doit échoir, à la mort de Frédéric VII, à un des agnats de la maison d'Oldenbourg, et il ne reste qu'à fixer laquelle des deux lignes, de la Sonderbourgeoise ou de la Gotorpienne, est appelée à la succession.

L'on ne saurait trancher cette question, comme on a tenté de le faire, en disant qu'en 1773, la maison de Gotorp a renoncé définitivement et à jamais à tous ses droits agnatiques sur le Holstein. Une semblable renonciation n'est contenue ni directement ni indirectement dans les documents de 1773. En la supposant, on commet la même erreur que nous avons combattue par rapport à la ligne de Sonderbourg. Le Grand-Duc Paul et les agnats Gotorpiens consentants n'ont pas abandonné, en 1773, tous leurs droits de succession éventuels, soit en général, soit sur les objets de la renonciation d'alors; ils ne les ont pas plus abandonnés que ne l'ont fait Jean le jeune en 1564 et 1582 ou les Augustenbourg et les Sonderbourg en 1756. Que l'on suppose pour un instant que toute la ligne de Sonderbourg soit éteinte avant la ligne Royale, pourrait-en contester et oserait-on contester que la ligne Gotorpienne fût fondée à succéder, à la

mort de Frédéric VII, non-seulement dans l'ancienne partie Ducale du Holstein, mais dans tout le Holstein? De même il s'ensuit des principes de la succession agnatique et de primogéniture soutenus par nous que, si la ligne de Sonderbourg venait à s'éteindre, la ligne de Gottorp succéderait dans tout le Holstein.

Par conséquent, la question discutée ne saurait être résolue que par l'ensemble du texte, de l'esprit et du but des traités de 1767 et de 1773, ainsi que des circonstances accessoires de fait et de droit.

Or, le texte des documents ne fournit pas des arguments décisifs sous ce rapport, vu qu'il n'est pas question de la réversibilité de la partie cédée, et par conséquent à moins forte raison du temps de la réversion. Dans l'acte consentant du Prince-Évêque Frédéric-Auguste de Lubeck seulement il est dit :

« Ni nous, ni nos héritiers ne serons en droit de réclamer la succession féodale à la partie susdite du Duché de Holstein, tant qu'il y aura un survivant de la ligne Royale. »

Toutefois, ce passage ne présente pas une solution positive, parce que, comme nous allons le voir, on diffère sur le sens des mots « maison Royale. »

Or, il est nécessaire de constater à qui et en faveur de qui la cession de 1773 a été faite. Sous ce rapport, les termes employés dans les divers documents ne sont pas exactement identiques. Dans l'article 12 du traité provisoire de 1767, il est simplement dit : « A Sa Majesté Royale en propriété perpétuelle, » tandis que l'article 27 traite du consentement du Prince Frédéric, frère du Roi, comme successeur féodal éventuel. L'acte de cession lui-même dit explicitement :

« A Sa Majesté Royale et à ses descendants mâles, ainsi qu'éventuellement à Monseigneur le Prince Frédéric, son frère, et à sa postérité mâle. »

Enfin, quant aux deux lettres patentes du Roi et du Grand-Duc, adressées aux habitants de la partie Gotorpienne du Holstein et datées du 16 novembre 1773, le texte allemand officiel dit :

« An Ihro Majestät und Dero männliche Descendenten und das gesammte Königlich-Dänemarkische Erbhaus männlichen Stammes. »

Et à la répétition, il dit « Haus » au lieu de « Erbhaus, » puis, le texte français dit :

« A Sa Majesté le Roi et à ses descendants mâles, ainsi qu'à toute la maison Royale de Danemark en ligne masculine. »

Ce qui concorde avec l'acte d'adhésion du Prince-Évêque de Lubeck.

Quant aux termes employés, on prétend d'un côté que, par « maison Royale, » on entend les seuls agnats de la maison d'Oldenbourg appelés à succéder en Danemark, savoir les descendants agnatiques

de Frédéric III, et non les membres de la ligne de Sonderbourg ; on prétend d'un autre côté que, sous « maison Royale, » on comprend également toute la ligne de Sonderbourg, comme étant une ligne collatérale de la maison Royale, en opposition avec la ligne de Gottorp.

Le traité principal même est indubitablement en faveur de cette dernière notion. Car, si le pays fut cédé simplement au Roi, il fut uni entre ses mains avec les parties du fief qu'il possédait déjà, et fut soumis, avec ces dernières, à la succession féodale par ordre de primogéniture, qui, dès 1616, était loi dynastique et territoriale.

L'acte de cession au contraire est plutôt en faveur de l'autre manière de voir. Mais il est certain que le traité principal a et doit avoir plus d'importance que l'acte d'exécution, dont la rédaction, apparemment différente, peut s'expliquer par le désir de ne pas relever l'extinction de la ligne aînée, qui d'ailleurs était peu probable.

Tout doute disparaît pourtant, si l'on considère le but et la teneur de tout le traité.

L'art. 10 et l'acte récognitif du Grand-Duc désignent le but du traité comme étant « d'écartier à jamais toute occasion de différends ultérieurs dans la maison d'Oldenbourg, » et « d'établir et de maintenir une amitié intime et perpétuelle et une bonne intelligence dans toute la maison consanguine d'Oldenbourg. » Ce but comprend évidemment la ligne de Sonderbourg, et exclut toute interprétation renfermant une lésion des droits de cette ligne. Or, une telle lésion serait inévitable, si le texte de l'acte de cession, et non celui de l'acte principal, était considéré comme décisif, comme nous allons le démontrer.

Le moyen de réaliser le but indiqué et le principal objet du traité est, selon l'art. 10, l'échange de la partie grand-ducale du Holstein contre les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, dont traite notre N° XX. L'art. 11 du traité transfère d'une manière tout identique, et à titre de propriété perpétuelle, cette partie-là au Roi, les comtés au Grand-Duc. De plus, l'art. 28 établit expressément que les comtés sont entièrement substitués à la partie grand-ducale du Holstein, et que, par conséquent, l'échange consommé, le même ordre de succession féodal qui a été observé jusque-là dans la maison de Gottorp par rapport au Holstein conformément au droit féodal et aux pactes de famille, prévaudra dans les comtés. Enfin, l'art. 27 du traité provisoire et un article séparé du traité définitif déterminent que, le Roi de Suède ayant fait acte de renonciation respectif, le Grand-Duc transférera à jamais les comtés, tels qu'ils les a reçus du Roi, au Prince-Évêque de Lubeck, comme premier représentant de la ligne cadette de Gottorp, pour lui servir d'établissement convenable. Ce

transfert a été opéré par l'acte spécial de cession du 14 juillet 1773, désigné dans son art. 9 comme une sanction de famille inviolable.

Le transfert des comtés au Grand-Duc, et du Grand-Duc à la ligne cadette de Gottorp, ne pouvait être considéré comme juridiquement efficace et comme assurant à la durée le principal but du traité, qu'à condition que la cession correspondante de la partie grand-ducale du Holstein fût faite au Roi et conséquemment à tous ses héritiers féodaux, selon le texte du traité provisoire de 1767, art. 11. Le transfert n'aurait pas répondu au but, il serait par la suite devenu juridiquement inefficace et attaquant, si, selon le texte de l'acte de cession, on avait entendu exclure la ligne de Sonderbourg de la succession à la partie grand-ducale du Holstein ou, du moins, la subordonner à la ligne de Gottorp.

Il a été dit au n° XVIII que la maison de Sonderbourg possédait, préféablement à la ligne Royale et à la Gottorpienne, un droit de succession légalement reconnu aux comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, et qu'à l'occasion de la cession des comtés au Roi, il a été reconnu expressément et fixé conventionnellement à plusieurs reprises, qu'à l'extinction de la ligne Royale, succéderait aux comtés, d'abord la ligne de Sonderbourg, et seulement après elle la ligne de Gottorp. Cette stipulation a été reconnue non-seulement par la ligne Royale et par celle de Sonderbourg, mais aussi, dans le pacte principal de 1681, par la ligne Gottorpienne.

Ce droit de la ligne de Sonderbourg existait inaltéré en 1773 et les deux contractants du traité d'échange n'étaient nullement fondés, ni à l'écartier, ni à le modifier. S'ils voulaient réellement donner à l'échange et à l'établissement « perpétuel » de la ligne cadette de Gottorp la garantie de la durée, ils devaient, ou obtenir l'adhésion expresse de la ligne de Sonderbourg, ou bien substituer la partie Gottorpienne du Holstein aux comtés d'une manière telle, que la ligne de Sonderbourg fût appelée à succéder dans cette partie immédiatement après la ligne Royale, et avant celle de Gottorp. Car, dans cette dernière supposition, il était à présumer qu'au cas échéant, la ligne de Sonderbourg adopterait l'équivalent, afin de conserver l'unité du Duché de Holstein, et qu'elle laisserait la ligne cadette de Gottorp dans la possession tranquille et permanente des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst.

Cette manière de voir est constatée, en effet par les transactions qui, lors de l'échange de 1773, ont été passées entre le roi Chrétien VII et la ligne de Sonderbourg.

Lorsque la ligne Royale entama des négociations avec la ligne Suédoise par rapport à cet échange, que le traité du 25 Avril 1750 fut conclu avec elle, le duc Frédéric-Charles de Ploen, s'étant entendu

avec les autres Sonderbourg et agissant en leur nom, adressa en 1753 au roi la demande de l'informer de la manière dont lui et sa maison seraient garantis, vis-à-vis de l'échange projeté, dans leurs droits de succession aux comtés. En réponse, il reçut des lettres ministrielles, qui lui communiquèrent les articles du Traité de 1750 par lequel le Holstein grand-ducal fut accepté comme un équivalent au lieu des comtés, et qui assurèrent que les deux parties contractantes étaient d'accord que la cession prochaine ne portât aucun préjudice aux titres de la ligne Ducale, et que la réversion à cette ligne fut réservée pour l'éventualité de l'extinction de la ligne Royale. Sur la demande réitérée du duc, le roi Frédéric V délivra le 9 avril 1753 un acte formel, garantissant qu'en cas de succession ouverte, le duc ou ses héritiers personnels ou féodaux pourraient se mettre en possession de la partie Princière du Holstein, si les comtés ne leur étaient pas remis. La même chose se trouve confirmée de nouveau dans le pacte de succession de 1756. (V. n° 19).

Après la conclusion du traité d'échange, le duc Frédéric-Henri de Glucksbourg, s'étant entendu avec les autres ducs de Sonderbourg, demanda une explication au roi. Le roi répondit par une ordonnance formelle du 21 janvier 1774, « afin de rassurer le duc sur les intérêts de la maison princière, » que « les comtés avaient été transférés en leur qualité de fiefs de l'Empire germanique, et qu'ils devaient entièrement remplacer la partie grand-ducale du Holstein, par quoi toute appréhension possible relative à l'avenir serait suffisamment prévue et prévenue. » Cette réponse émane donc évidemment de la même pensée que la réponse de 1753, c'est-à-dire qu'aussi à l'inverse, la partie grand-ducale du Holstein était substituée aux comtés ; car, ce n'est qu'ainsi qu'on prévenait « toute appréhension possible. »

L'interprétation des traités d'échange de 1767 et 1773, développée ci-dessus, est confirmée de même par la sollicitation d'investiture de 1788, dont nous avons parlé au n° 31, et qui, de leur côté, sont mis sous leur véritable jour par ce qui précède. La demande de l'investiture exclusive est fondée expressément sur le traité d'échange, et cette circonstance, ainsi que la concession effective de l'investiture exclusive, se trouve en parfaite concordance avec la cession faite absolument au roi seul, telle qu'elle est contenue dans l'art. XI du traité de 1767. Car, comme il a été exposé au n° 31, c'est de cette manière que l'investiture unique établit la succession de tous les agnats par ordre de primogéniture, et qu'elle garantit par conséquent la succession de la ligne de Sonderbourg, avant celle de Gottorp, à la partie grand-ducale de Holstein, à titre d'équivalent des comtés, tandis qu'elle garantit tout aussi bien à la ligne cadette de Gottorp la possession « perpétuelle » du duché d'Oldenbourg.

Au cas que l'on se refusât à accéder à cette interprétation, et que, par l'unique motif du texte de l'acte de cession, l'on présumât que, par suite de l'extinction de la ligne Royale, les descendants du grand-duc Paul étaient en droit de réclamer la partie Princière du Holstein, la conséquence inévitable en serait que la ligne de Sonderbourg aurait le droit de réclamer les comtés. Or, la ligne aînée de Gottorp ne serait pas à même de satisfaire à une pareille demande, sans violer les traités que le grand-duc Paul a conclus avec la ligne cadette sur la cession des comtés à titre de propriété perpétuelle. Aussi, sous ce point de vue, est-il évident qu'également pour le côté Gottorpien le texte du traité principal, et non celui de l'acte de cession, doit être et demeurer obligatoire, et que la cession, faite à la maison Royale entière, comprend la ligne de Sonderbourg.

La partie adverse a attaqué la base juridique de notre déduction, c'est-à-dire le droit successif de la ligne de Sonderbourg aux comtés en général. On prétend que les agnats Sonderbourgeois, à l'exception de la branche éteinte de Ploen, n'ont pas eu un droit de succession véritable, mais seulement un droit de survivance, et que ce droit de survivance s'est éteint à la chute de l'Empire — perte grave mais irréparable. On prétend de même que les réserves du droit de succession, renfermées dans les traités et les actes relatifs à la cession des comtés au roi et datant 1671 1681, n'ont trait qu'à la ligne de Ploen, ou que, en tant qu'ils ont eu un caractère plus général, ils ont été abrogés par le traité de 1680. Il suffit d'alléguer, contre ces assertions, que dans tous ces traités il n'est point question d'une vague expectative féodale, mais d'un *jus successionis* réel, tel qu'il a été adjugé à un membre de la ligne de Sonderbourg par les jugements valides de toutes les instances, énumérés au n° 18, et que précisément le traité du 16 Avril 1681, fait avec la ligne de Gottorp (lequel est le dernier de la série et partant le plus concluant) contient la réserve dans la forme la plus large, renfermant d'une façon incontestable toute la maison de Sonderbourg; en outre, que le duc Frédéric-Charles de Ploen a agi en 1753 d'intelligence avec les autres ducs de Sonderbourg et a reconnu par ce fait même leurs droits; et enfin que le duc Frédéric-Henri de Glucksbourg n'a pas appartenu à la maison de Ploen, que néanmoins il a représenté, en 1774, les droits en question, et que loin d'avoir été éconduit, il en a été rassuré.

XXXIV

Pinneberg et Rantzau.

On a souvent prétendu que la seigneurie de Pinneberg et le comté de Rantzau ont été des francs-alleux de la ligne Royale, et que par conséquent les agnats ne pourraient dans aucun cas y prétendre.

Cette assertion tombe devant les faits historiques (n°s 1 et 17).

La seigneurie de Pinneberg faisait originairement partie intégrante du comté de Holstein, dont Adolphe de Schauenbourg fut investi en 1106 ou 1110. Elle en fut détachée par les partages de 1281 et de 1390. Toutefois, ni la qualité féodale, ni les droits de succession des comtés de Holstein ne furent abandonnés en ces occasions. Cela ressort du pacte d'héritage de Kiel de 1390, qui exclut tous les cognats de la succession et du traité mentionné au n° 4, qui fut conclu en 1460 à Oldestoe, entre le roi Chétien I^r et le comte de Schauenbourg, et qui assura à ce dernier, à son fils et à ses descendants, à l'exclusion des filles, les possessions situées au nord de l'Elbe. En conformité avec ces faits, Charles V confirma, par le décret du 21 juillet 1521, le roi Chétien II dans la possession du duché de Holstein et des territoires et seigneuries de Pinneberg, de Stormarn et des Dithmarches. Les comtes de Schauenbourg, cependant, paraissent avoir traité le Pinneberg, à l'instar de leur ancien comté, comme un franc-alieu de leur famille, et l'empereur Ferdinand II, dans un document de 1619, le déclare tel.

Lors du recouvrement en 1640, les rois-ducs et les ducs de Gottorp firent valoir ces deux points de vue, le premier contre les cognats prétendant à la succession, le second contre les États et les ducs de Sonderbourg. Mais quand ces derniers en appellèrent en justice, ceux-là céderent, en annulant de bon gré, 1650, le traité de succession de 1641, et reconquirent par là ouvertement aux Sonderbourg un droit de succession agnat que sur Pinneberg.

Ce droit peut être d'autant moins contesté de nos jours, que l'acquisition de 1640 a été faite par Chrétien IV, non en sa qualité de roi de Danemark, mais en celle de duc régnant de Holstein, et qu'elle devait par suite être incorporée au duché, dont il avait fait partie depuis les temps les plus reculés. Par là, Pinneberg fut nécessairement aussi soumis au principe de primogéniture de 1616, et la loi de primogéniture promulguée subséquemment (en 1650) le comprend d'elle-même, ce qui ressort encore plus clairement, si l'on considère que l'annulation du traité de succession eut lieu le 21 juin 1650, et la promulgation de la loi de primogéniture le 22 juillet 1650.

Le comté de Rantzau, jusqu'en 1649, fit partie de Pinneberg, comme bailliage de Barmstedt, et par conséquent eut le même caractère juridique. Il fut nécessairement soumis à la succession agnatique, ce qui fut expressément constaté par la circonstance que l'on demanda l'adhésion des agnats Sonderbourgeois lorsqu'on vendit Barmstedt au comte Rantzau. Mais ce furent précisément les chefs des branches de Sonderbourg encore existantes qui ne donnèrent pas cette adhésion et qui conservèrent ainsi à leurs descendants le droit de contestation. De plus après la vente, la succession des agnats fut établie dans la fa-

mille de Rantzau, et la donation, en vertu de laquelle ce petit pays retourna à la maison d'Oldenbourg, fut faite au roi Chrétien et à ses héritiers féodaux, ainsi que le porte la confirmation impériale. Par là, l'illégalité de la vente de Barmstedt fut réparée, et en même temps, le droit d'hérédité de Sonderbourg fut mis hors de doute.

La dernière approbation de cette manière de voir se trouve dans l'édit du 9 septembre 1806, qui comprend expressément Pinneberg et Rantzau sous la dénomination commune du duché de Holstein, et en reconnaît par suite la qualité d'appartenance intégrante.

XXXV

Édit du 9 septembre 1806.

On a parfois tenté de prétendre que l'édit du 9 Septembre 1806 renfermait l'incorporation du Holstein au Danemark et l'introduction du droit de succession cognatique. Le texte de l'édit ne contient cependant rien qui appuie cette assertion, et les faits exposés aux n° 21 à 23 la contredisent si parfaitement que les plus ardents parmi les défenseurs récents des prétentions danoises y renoncent.

La chute de l'Empire et la transformation du Holstein, de fief en pays souverain, n'eurent pas d'autre effet que dans tous les autres pays de l'Empire, c'est-à-dire que la succession, jusqu'alors féodale, fut désormais réglée exclusivement par les principes du droit public, et que partant, les préjudices dormants, résultant d'omissions de formalités antérieures, s'éteignirent. Le principe de primogéniture agnatique n'en fut point altéré, surtout dans le Holstein, où, dans les pactes constitutifs de 1460 et 1616, il avait une base propre et parfaitement indépendante du lien féodal.

XXXVI

Incorporation du Schleswig en 1721.

En ce qui concerne le duché de Schleswig, l'établissement de la souveraineté, en 1658, a donné lieu, au sujet des droits éventuels du Danemark, à de nombreuses discussions dans lesquelles il est d'autant moins nécessaire d'entrer particulièrement, qu'aucun changement de l'ordre de succession ne pouvait et ne devait être produit par ce fait dans le Schleswig non plus que par l'édit de 1806 dans le Holstein. Cet événement relâcha plutôt les liens entre le Schleswig et le Danemark, que de donner de nouveaux droits à ce dernier ; d'ailleurs, à cette époque, l'ordre cognatique n'avait pas encore été introduit dans le Danemark même.

Il ne reste donc à examiner que les événements de 1721 et de 1773, exposés au n° 20, et les conséquences qui en ont été tirées par le parti

danois. Il est nécessaire de les soumettre à un examen juridique d'autant plus rigoureux, qu'on est parvenu à entourer les prétentions danoises, qui s'y basent, d'une apparence de droit qui impose à bien des personnes en Europe. Or, on a conclu des événements de 1721, spécialement dans l'Avis de la commission mentionnée au n° 23, que le duché de Schleswig a été alors entièrement incorporé au royaume de Danemark et soumis à la *lex regia* danoise de 1665.

Mais on peut démontrer, et divers auteurs l'ont déjà fait, que cela n'a pas eu lieu en 1721 et ne pouvait légalement avoir lieu. L'unique effet des événements d'alors fut la réunion et l'incorporation de la partie Gottorpienne à la partie Royale. Ce qui fut effectué par la voie de transaction en 1773 à l'égard du Holstein, fut effectué par conquête en 1721 à l'égard du Schleswig, et reçut de plus, la garantie de la France et de l'Angleterre, puis enfin fut formellement reconnu par le chef de la maison de Gottorp en 1773. Mais quant aux droits du pays même, ils ne furent pas plus modifiés en 1721 et en 1773 dans le Schleswig, qu'en 1773 dans le Holstein, et la situation que le Schleswig réuni prit vis-à-vis du Danemark, ainsi que l'ordre de succession restèrent les mêmes que pour le Schleswig divisé.

Notre tâche n'est pas d'entrer dans une discussion détaillée de tous les arguments de cette controverse, vu que la haute Diète n'est pas appelée à se prononcer en ce moment sur la succession dans le Schleswig. Il suffira d'éclaircir ici succinctement les points essentiels.

XXXVII

Les lettres patentes du 22 août 1721 proclament la résolution : « De réunir et d'incorporer la ci-devant partie Princière du duché à la nôtre. »

Les lettres patentes ne disent nulle part que les deux parties réunies seront incorporées au royaume de Danemark, et il est absolument arbitraire de le sous-entendre. Les deux mots « réunir » (*joindre, vereinigen*) et « s'incorporer » ont la même acceptation, et le second terme n'est que l'expression latine du premier, employé selon l'usage du style officiel de l'époque.

Les actes de garantie de l'Angleterre et de la France sont en parfaite concordance avec notre interprétation. Il est dit dans celui de l'Angleterre : « Sa Majesté britannique promet et s'oblige à lui (à Sa Majesté de Danemark) garantir et conserver, dans une possession continue et paisible, la partie ducale du duché de Sleswick laquelle Sa Majesté Danoise a entre les mains. » Et dans celui de la France : « Le Roi très-chrétien promet de maintenir le Roi de Danemark dans la possession paisible de la partie ducale dudit duché. »

Au commencement des deux actes il est bien parlé en général de la promesse d'une garantie pour le Schleswig ; mais la rédaction des

passages contenant cette garantie montre clairement ce que l'on entendait par là, et en outre, il existe une interprétation authentique de la garantie anglaise, laquelle écarte tout doute. Dans deux instructions adressées à son envoyé à Copenhague, M. de Bothmer, en date du 2 décembre 1720 et du 27 janvier 1721, le Roi Georges I dit expressément que la garantie donnée par sa Couronne ne se réfère qu'aux droits que les ducs de Gottorp avaient sur le Schleswig, *salvo omnino jure cujuscunque tertii*, et que le nouvel acquéreur ne pourrait prétendre à d'autres droits qu'à ceux que l'ancien possesseur avait eus. Cette précision de la garantie a été occasionnée par un différend qui s'était élevé à propos d'un apanage à payer par le Danemark au Prince-Évêque de Lubeck, et qui se fondait sur un traité conclu entre le Hanovre et le Danemark en 1715 ; aussi les instructions citées furent-elles adressées à l'envoyé de Hanovre à Copenhague, M. de Bothmer, et non à l'envoyé de l'Angleterre ; mais la garantie, dont il est question, est la garantie anglaise, vu que le Hanovre, depuis ce traité de 1715, n'en avait jamais donné de formelle.

La manière dont la « réunion et l'incorporation, » annoncée par les lettres patentes du 22 août 1721, fut consommée, savoir la prestation d'hommage du 4 septembre 1721, répond complètement à ces restrictions, et tant que l'on considère les personnes desquelles le serment fut exigé et prêté. Ces personnes étaient les Prélats, les Membres de la Noblesse foncière et les autres propriétaires de terres nobles, jusqu'alors gouvernés en commun, et les employés, tant clercs que laïques, les magistrats des villes et tous les domiciliés de la partie jusqu'alors princière. Les employés et les domiciliés de la partie royale ne furent pas soumis à prêter hommage, comme le disent les lettres mêmes, et du reste ils ne le prièrent pas.

L'ensemble des faits atteste que la partie royale du Schleswig n'a souffert alors aucune modification, et que l'on n'a pas songé à la modifier, et que la partie Ducale aussi a été réunie à la royale sans la moindre altération de sa constitution et de ses droits. Ce témoignage est si clair, que l'on aurait peine à concevoir la possibilité de la prétention contraire, si elle ne s'expliquait pas par la formule du serment prêté.

Dans cette formule (voyez n° XX) il est dit que Sa Majesté a jugé bon de réunir à la sienne la ci-devant partie ducale et de l'incorporer de nouveau et à jamais à sa Couronne, comme étant un ancien morceau détaché, *injurā temporum*, et de plus, que l'on promet de reconnaître Sa Majesté le Roi pour seul Seigneur souverain, et de lui être fidèle ainsi qu'à ses héritiers-successeurs royaux au règne (*königlichen Erbsuccessoren in der Regierung*) secundum tenorem legis Regiac.

On voit facilement que cette formule s'écarte, dans deux points importants, es lettres patentes. Elle parle, en connexion avec la *lex*

regia, de l'incorporation à la couronne et ensuite des successeurs et de la fidélité. On ne saurait nier que ces deux suppléments soient équivoques. Ils peuvent se rapporter à la couronne de Danemark et à la *lex regia* de 1665. Mais rien n'oblige à les y rapporter. Le Danemark n'est nommé nulle part, si ce n'est dans les titres du roi et à côté de la Norvège, par conséquent d'une manière insignifiante. Les points ajoutés peuvent aussi se rapporter à la couronne d'une moitié du Schleswig et à la loi de succession de 1650, donnée pareillement par un Roi à cette moitié.

L'on a beaucoup disputé sur le sens à attribuer aux mots en question ; on a mis une grande importance jusqu'à la virgule à placer ou à rayer entre « règne » et « secundum. » Ces recherches sont sans conséquence ; il suffit de relever ici que, même en référant les phrases discutées au Danemark, on ne peut s'en servir comme d'arguments en faveur de l'incorporation de tout le Schleswig. Car il n'est pas dit dans la formule de serment que les deux parties dès lors réunies doivent être incorporées, et les domiciliés de la partie déjà antérieurement Royale (comme il a été dit ci-dessus) n'ont pas prêté ce serment.

A la rigueur cela suffit pour ôter à cette formule la signification voulue. Car, il serait absurde de croire que le roi Frédéric IV, à l'instant même où il obtint la réunion des deux parties du Schleswig, préparée de longue main, ait de nouveau voulu la dissoudre par principe, en incorporant une de ces parties au royaume de Danemark et en la soumettant éventuellement à la succession des cognats, tandis qu'il laissait exister l'autre en pays autonome, soumis à la stricte succession agnatique. C'est donc avec pleine raison qu'on dira qu'en 1721, ou tout le Schleswig, ou aucune de ses parties n'a été incorporé au Danemark. Or, il ne reste d'autre argument en faveur de l'incorporation que la prestation de serment sur la formule susdite, et cet argument ne plaide que par rapport à la partie Ducale. Il y a donc lieu de présumer que cet argument n'est pas fondé même pour cette dernière partie. Il reste à prouver que cela en est réellement ainsi.

L'Avis de la commission danoise se rapporte aux délibérations qui précédèrent les lettres patentes de 1721, et à une déclaration autographe du roi, par laquelle, selon l'opinion de la commission, il se serait définitivement prononcé en faveur des raisons alléguées pour l'incorporation. Cette déclaration a depuis été publiée d'autre part; la voici :

« En ce qui concerne la question faite par le conseiller intime Breitenau, si le duché de Schleswig doit être incorporé au royaume de Danemark, ou s'il doit être gouverné séparément en duché souverain, je suis absolument en faveur des trois premières *rations*, et quoique le conseiller intime Breitenau leur en oppose six autres, je ne trouve pas que ces six autres balancent les trois premières. Toutefois je trouve

cette affaire d'une importance à ne pas amener des changements immédiats, mais insensibles (peu après peu) ; et en conséquence, je trouve que la cour suprême du Schleswig peut parfaitement bien continuer de servir de gouvernement. »

Le roi a donc bien donné la préférence aux trois raisons alléguées pour l'incorporation ; mais il a prononcé contre elle à cause de l'importance de l'affaire. C'est ce que la commission passe sous silence.

Cette décision du roi s'explique aisément, si l'on considère que l'incorporation était légalement impossible. A cette mesure, prétendue projetée et exécutée, s'opposaient en droit, ainsi qu'il est indiqué dans l'avis de Breitenau : 1. la *constitutio Waldemariana* de 1326, modifiée en 1460, mais jamais entièrement annulée, comme il est démontré aux N°. II et V ; 2. l'union réelle avec le Holstein, établie en 1460 par une loi fondamentale ; 3. la loi de primogéniture de 1650 ; 4. les droits des agnats et 5 les droits des États réunis de Schleswig-Holstein. Car, quoi que l'on pense du sort postérieur des priviléges du pays et des Etats (voyez N°. XXVII), il est incontestable que ces droits existaient encore en pleine vigueur à cette époque.

Il est clair, par conséquent, quel l'incorporation du Schleswig au Danemark et sa soumission à la loi royale de 1665 ne pouvaient légalement avoir lieu qu'avec le consentement de tous les agnats et des États collectifs des deux Duchés. Ce consentement n'a pas été donné ; il n'a pas même été demandé. Les lettres patentes n'en parlent pas ; la formule du serment ne contient que les passages à double sens, cités ci-dessus. Ce qui précède donne à ces derniers leur juste explication. Il se peut qu'on ait voulu, peut-être même à l'insu du roi, commencer par cette formule le *peu après peu* qu'il avait indiqué. Mais cette manœuvre pouvait d'autant moins aboutir à un résultat légal, que le serment ne fut prêté que par une partie de ceux dont le consentement, donné à bon escient, eût été nécessaire à un changement total de constitution, et que même cette partie, surprise le 4 septembre 1721 par la présentation de la formule du serment, était ignorante d'une pareille interprétation. Cela résulte aussi de la réponse que fit, après la lecture de la formule et avant la signature, le prieur Detlef Reventlow, en son nom et au nom de la noblesse. Elle contient seulement l'offre de jurer fidélité au roi comme seul souverain du pays.

L'acte d'hommage ne fut donc ni une incorporation, ni un coup d'État, et la forme donnée au serment, se trouvant en contradiction directe avec les lettres patentes, dont la teneur est évidemment décisive, ne fut tout au plus qu'une tentative manquée d'arriver subrepticement à l'incorporation. La mauvaise dont fut traité le Schleswig après les événements de 1721, en contient la confirmation. Aucun changement ne fut opéré, ni dans le Gouvernement, ni dans l'admi-

nistration du Duché, et même la modification des armes royales, notamment l'insertion des armes Schleswigoises dans le corps de l'écu, cessa à la mort de Frédéric IV.

C'est pourquoi l'avis de la Commission dit que le Roi n'a pas réalisé l'intention de réduire le Schleswig en province Danoise, et que les effets de l'incorporation ont été restreints à l'introduction de l'ordre de succession Danois et à l'établissement d'un seul Gouvernement souverain.

A cela on peut objecter que le Gouvernement souverain unique était, sans parler d'incorporation, la conséquence inhérente de l'acquisition de la partie Gottorpienne. Il ne resterait que le changement opéré dans le droit de succession. Or, il est prouvé par des déclarations formelles que ce changement n'a pas eu lieu.

Premièrement, il est permis sous ce rapport de citer André Hojer, contemporain et historiographe de Frédéric IV, auquel aussi l'avis de la Commission en appelle, à lui et à ses leçons (*Vorlesungen*). C'est précisément dans ces dernières (d'après la publication de Bredsdorf de 1783) que Hojer dit, en 1737 ou 1738, que le Roi était bien autorisé à incorporer le Schleswig, mais qu'à la réalisation en aurait demandé une déclaration, qui jusque là n'avait pas eu lieu.

Ensuite le Roi Frédéric IV lui-même a reconnu, dans l'acte cité au n° 29, le Prince Frédéric-Charles de Norbourg et sa sœur comme, «Ducs du sang de Schleswig et de Holstein», et le traité conclu avec Adolphe-Frédéric, Prince-héritaire de Suède, le 25 avril 1750 (voyez n° 20), lequel préparait l'adhésion des Gottorp aux événements de 1773, dit expressément dans son article I que la renonciation a été faite «en faveur du Roi ainsi que de ses héritiers et descendants mâles.» Il a donc été reconnu de la part Danoise même, qu'aux époques nommées, la succession des cognats n'avait pas encore été appliquée au Schleswig.

XXXVIII

Renonciation du duc d'Augstenbourg. 1721.

On a prétendu que, dans tous les cas, le Duc Chrétien-Auguste d'Augstenbourg, en prêtant le serment d'hommage de 1721, a renoncé à tout droit de succession au Schleswig, pour lui et ses descendants.

Il ressort pourtant de la formule, citée au n° 20, qu'il n'a pas prêté ce serment en sa qualité d'agnat, mais uniquement «par raison de ses terres situées dans le Schleswig.» Par conséquent, ce serment n'a pu avoir pour lui une autre signification que pour tout autre qui l'a prêté, et il n'a pu contenir une renonciation spéciale à ses droits personnels d'agnat. A moins forte raison il a pu préjuger aux droits de succession de son fils, né le 7 avril 1721, et de sa descendance.

Le silence qu'ont observé tous les autres agnats de la ligne de Sonderbourg relativement aux événements de 1721, atteste qu'ils n'y ont reconnu aucun danger pour leurs droits successifs. En effet, ils ont subséquemment encore fait valoir les droits féodaux, leur appartenant malgré les déclarations de souveraineté (n° 14), en recherchant l'investiture et en obtenant, sinon des investitures, des créances ou reconnaissances, de sollicitations régulières : particulièrement encore le 7 août 1767, comme l'indique l'avis de la Commission même.

XXXIX

Renonciation des Gottorp en 1773.

Les Traités de 1767 et 1773 exigent une attention particulière.

L'art. I du Traité de 1767 accorde une renonciation complète à la partie princière du Schleswig, saisie par le Danemark, et promet de déterminer les autres agnats Gottorpiens à en faire autant.

Mais dans l'acte de cession de 1773, le Grand-Duc renonce à perpétuité à tous ses droits sur cette partie et sur tout le duché de Schleswig, en abandonnant expressément tous les testaments et Traités, spécialement le statut de primogéniture de 1608, au profit du Roi et des héritiers de la Couronne royale.

L'acte consentant du prince-évêque de Lubeck, chef de la ligne cadette, déclare « sans aucune réserve » l'acquiescement à « tout ce qui a été concerté » et déclare toutes ses prétentions à la partie Gottorpienne du Schleswig comme à jamais éteintes et annulées. Il est à remarquer que le prince-évêque n'ajoute pas, comme il le fait dans sa renonciation à la partie du Holstein, tant que survivra la souche mâle de la maison royale.

D'après cela, on ne saurait douter que la branche afnée et la cadette de Gottorp ne se soient définitivement et à jamais départies de leurs droits successifs, et que, sous héritiers de la Couronne royale, on n'entende tous les successeurs d'après la *lex regia* de 1665 ou d'après des lois de succession danoise postérieures. Mais cela ne signifie nullement que les renonciations des deux lignes nommées aient fondé ou aient pu fonder effectivement la succession des cognats pour le Schleswig. Les Traités n'engageant pas les tiers, il n'en est pas ainsi, à moins que tous les autres intéressés aient également renoncé ou qu'ils aient adhéré à la modification de l'ordre de succession. Ces intéressés sont la seconde ligne de Gottorp, alors régnant en Suède, les agnats de Sonderbourg, ainsi que le pays et ses représentants légitimes.

La ligne Suédoise, d'abord, n'a décidément pas adhéré au Traité de 1773. Par le Traité de 1750, elle n'avait renoncé à la partie du Schleswig qu'en faveur des descendants mâles du Roi, et par les démarches

qu'elle a faites auprès de l'Empire germanique contre les renonciations et les Traités de 1773, afin de sauvegarder ses droits sur le Holstein, elle a prouvé qu'elle n'entendait pas élargir sa renonciation de 1750.

En ce qui concerne les agnats de Sonderbourg et les États, il n'existe de leur part aucune déclaration ou adhésion, soit expresse, soit tacite. On ne saurait donc pas plus reconnaître dans les événements de 1721, que dans ceux de 1773, une modification légale de la loi de succession de 1650, mais tout au plus une tentative non consommée.

Par conséquent, l'effet juridique que les traités et actes accessoires de 1750, 1767 et 1773 ont sur le Schleswig, c'est que l'occupation de la partie ducale du Schleswig, opérée en 1721 et garantie par l'Angleterre et la France, a aussi obtenu la reconnaissance conventionnelle de toute la maison Gotorpienne ; de plus, que la ligne première et la troisième de Gottorp ont renoncé à tout droit de succession futur au Schleswig, et que partant, tout le duché a depuis été soumis à l'ordre de succession réglé par la loi de primogéniture de 1650.

La circonstance, que la renonciation de la seconde ligne de Gottorp a été donnée d'une manière plus restreinte, ne peut nullement avoir d'importance pratique pour le moment, et en général tant que la première ligne survivra. On peut donc en faire abstraction.

XL

Ordre de succession.

L'on ne s'est pas borné à attaquer le droit de succession de la maison de Sonderbourg, mais on a aussi contesté l'ordre de succession établi dans cette maison même.

On prétend notamment que le statut de famille de 1633 (voyez No. XIII) a établi la primogéniture uniquement pour l'héritage paternel, mais non pour d'autres héritages. Mais, bien au contraire, on a érigé en 1632 « un règlement de succession *perpétuel*, comme il est d'observance dans presque toutes les maisons principales, » pour les « hérédités à venir. » Le texte et le but de cet arrangement dépassent donc la succession paternelle. Immédiatement après ce passage, il se rapporte à tous les fiefs, soit qu'ils relèvent de l'Empire ou du Danemark. Il est vrai que, plus loin, le statut réserve l'entente fraternelle pour d'autres héritages ; mais il entend par là d'autres successions que les féodales susdites, ainsi qu'il résulte de la circonstance que cette réserve est immédiatement précédée de la transaction relative à l'héritage de Grubenhague et à la réversion des possessions en Poméranie.

Mais abstraction faite de tout cela, il est essentiel que la succession au règne des duchés par ordre de primogéniture ait été établie,

en 1616, par un pacte avec les États, et que, sous ce rapport, elle soit parfaitement indépendante des règlements et des lois des trois lignes de la maison Ducale de 1608, 1633 et 1650. Ces derniers ne sont que l'expression que la loi constitutionnelle du pays, concertée en 1616, devant servir de règle pour les membres de la famille entre eux.

XLI

Conclusion.

Lorsqu'on jette un coup d'œil rétrospectif sur le grand nombre des objections soulevées contre la succession de la maison de Sonderbourg, et principalement de celle d'Augustenbourg, ce grand nombre même doit nécessairement provoquer la réflexion que le droit à cette succession est solidement fondé, puisqu'il renaît et perce toujours malgré de si nombreux faits soi-disant accablants. En effet, si la conviction juridique des intéressés est à considérer comme un témoignage important du droit, certes ce témoignage ne fait pas défaut à la cause par nous soutenue.

Par ces paroles, nous faisons d'abord allusion aux manifestations presque unanimes du pays de Holstein et de ses représentants légitimes, déposées dans de nombreuses pétitions adressées à la haute Diète. Mais ce sont surtout les convictions manifestées parmi les membres de la maison d'Oldenbourg même, que nous relevons.

Les faits concluants sous ce rapport pour le temps écoulé jusqu'à l'édit de 1806 ont été mentionnés dans le courant de cet exposé. Il ne paraît pas convenable de citer ici des paroles confidentielles émises par les rois de Danemark depuis cette époque, bien qu'elles aient déjà été discutées dans des écrits publics. Mais il est bien permis de soulever la question, quel nombre des membres de la maison d'Oldenbourg a reconnu que Chrétien IX est duc légitime du Schleswig-Holstein?

Ce sont enfin les efforts mêmes tendant à un nouvel ordre de succession, introduits par des lettres patentes de 1846 et terminés par le traité de Londres de 1852, qui fournissent la preuve la plus convainquante de l'existence d'un droit qui s'oppose au but poursuivi. Si l'on voulait trouver ce droit opposé exclusivement du côté de la ligne de Gottorp, on serait contredit par le fait même que l'on a choisi le prince Chrétien de Glucksbourg pour supporter ce nouvel ordre, et par les motifs allégués à ce sujet dans le protocole de Varsovie de 1851, ainsi que par la prévision exprimée dans ce protocole, relative à des renonciations ultérieures pouvant être utiles et désirables.

Si ce que les adversaires danois et allemands de la maison de Son-

derbourg ont avancé avec un appareil de si nombreuses raisons est vrai; si en 1806 déjà, cette maison n'a plus eu le moindre droit au Holstein et au Schleswig, et que la maison de Gottorp seule ait eu des droits sur une partie du Holstein, tout aurait pu être réglé moyennant des traités entre la ligne Royale de Danemark et la ligne de Gottorp. Il aurait été plus naturel et plus simple de transférer les droits réunis des deux lignes à un Gottorp. En choisissant précisément un Sonderbourg, en recherchant des renonciations et de nouveaux arguments contre les droits des autres Sonderbourg, l'on a donné l'apparence de la réalité au droit que l'on prétend déchu depuis longtemps!

COMPÉTENCE DE LA DIÈTE.

XLII

Après avoir exposé et prouvé juridiquement que le prince Frédéric d'Augustenbourg doit être considéré comme duc légitime de Holstein et de Schleswig, il nous reste à résoudre la question pratique : si la haute Diète doit donner suite à cette conviction juridique, et quels moyens elle serait autorisée ou obligée à appliquer; en d'autres termes, il s'agit de fixer la compétence de la haute Diète dans cette affaire, ce qui est d'autant plus urgent, qu'aussi sous ce rapport, des doutes et des objections ont déjà été émis.

On ne saurait prétendre que la Diète fédérale soit un tribunal qui puisse décider finalement et obligatoirement des différends de succession. Mais on ne saurait non plus restreindre cette thèse à la Diète; elle s'applique à toute autre puissance Européenne précisément de la même manière qu'à la Confédération germanique. Quand, dans un Etat indépendant, la succession est en litige, les autres États ne sont autorisés, ni isolément, ni collectivement, à en porter un jugement final. Ils peuvent cependant juger à propos de prononcer lequel des prétendants ils entendent reconnaître, et quelles suites ils entendent donner à cette reconnaissance. Il appartient à chacun d'entre eux de suivre, dans ses résolutions, ou uniquement les raisons de droit, ou uniquement les considérations politiques. Il n'est pas nécessaire de citer les exemples notoires de l'histoire plus ou moins reculée de l'Europe, où des Puissances étrangères, et aussi la Confédération germanique se sont prévenues de ce droit de reconnaissance.

Ces principes établissent, en général, la position que la Confédération germanique prendra vis-à-vis du différend soulevé à cause de la succession dans le Schleswig. Personne ne pourra contester à la Diète le droit de prononcer lequel elle entend reconnaître comme Duc de Schleswig. Si la Confédération a un motif obligatoire, ou du moins un motif d'opportunité de se prononcer, c'est le sujet d'une autre question. Nous aurons occasion plus tard d'y revenir.

En ce qui concerne le Holstein l'affaire est différente. Ce Duché fait partie du territoire de la Confédération germanique. Au droit général susdit accède donc le droit spécial, propre à toute communauté et appartenant à plus forte raison à une Confédération indissoluble de Princes et d'États souverains, d'examiner et de déclarer quel Prince elle considère son allié et fédéré. Ce droit devient même un devoir urgent; car, le but de la Confédération est le maintien de la sécurité intérieure et extérieure de l'Allemagne, ainsi que l'indépendance et l'inviolabilité des États Allemands. Il est évident que ce but de la Confédération est en question toutes les fois que la succession est litigieuse dans un des États confédérés, et qu'il est directement menacé par le différend actuel survenu au sujet de la succession dans le Holstein.

On ne peut toutefois conclure que le droit et le devoir exposés ci-dessus donnent à la haute Diète le caractère d'un tribunal suprême appelé, du moins par rapport aux Confédérés; à décider des litiges de succession. On doit au contraire convenir que la Diète n'est point autorisée à anticiper sur une décision intérieure et constitutionnelle, si la Constitution de l'État confédéré a prévu, de quelque manière que ce soit, la solution de semblables questions. La Diète aurait à respecter de même la libre transaction de tous les intéressés, tant des prétendants et de leurs familles que des représentants légitimes du pays. Mais, si aucune de ces deux éventualités ne se présente, la Diète est immédiatement appelée à prendre des résolutions indépendantes. Des raisons de droit seules doivent la guider dans cette tâche, et elle est absolument obligée à ne pas l'abandonner partiellement ou totalement, à une influence ou décision étrangère.

Relativement au Holstein, il n'existe ni organe constitutionnel habile à résoudre le différend, ni transaction générale de tous les intéressés. Deux prétendants se présentent. Et l'un et l'autre ont exhibé à la haute Diète des pouvoirs accréditant auprès d'elle un envoyé, et ils ont prétendu par cet acte être reconnus Ducs et être admis au vote fédéral. La haute Diète ne saurait donc à la longue se soustraire à décider lequel des deux prétendants elle reconnaît, lequel des deux envoyés elle considère dûment légitime, et lequel elle admet à siéger dans son sein.

Une semblable résolution ne contiendrait pas une solution irréversible du différend de succession; la haute Diète pourrait revenir sur la question, si des preuves d'un droit supérieur fussent produites par qui que ce fût. Cette réserve peut être d'autant plus aisément concédée, que nous sommes convaincus qu'une semblable éventualité ne surgira pas. Dans tous les cas, entre les deux prétendants, le Prince Frédéric n'est pas seulement le mieux légitimé, mais il est uniquement légitimé, vu que le Traité de Londres du 8 mai 1852 ne consti-

tue pas un titre légal vis-à-vis de la Confédération germanique, et qu'abstraction faite de ce Traité, le Prince Chrétien de Glucksbourg, comme il résulte du présent exposé, n'a aucun titre à la succession dans le Holstein.

Ces considérations prouvent également que la haute Diète, passant au vote, ne lèse pas le principe d'écouter les parties litigeantes, mais que, le retardant encore, elle diffère l'accomplissement de ses obligations.

PROPOSITION.

XLIII

En considération de ce qui précède le Comité propose : que la haute Diète veuille arrêter :

I. Que le Prince Frédéric-Chrétien-Auguste de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg soit reconnu Duc légitime du Holstein ;

II. Que les pouvoirs, présentés à la séance du 21 novembre 1863 (procès-verbaux, § 270), par lesquels le Duc Frédéric VIII de Holstein accrédite provisoirement le conseiller intime de Mohl son envoyé près la haute Diète, soient déposés aux archives fédérales, et qu'une copie en soit délivrée à M. l'Envoyé ;

III. Que la suspension du vote holsteinois, arrêtée à la 39^{me} séance du 28 novembre (procès-verbaux, § 286), cesse, et que l'Envoyé ducale, le conseiller intime de Mohl, soit admis à exercer ce vote ;

IV. Que relativement au Lauenbourg, la résolution soit réservée ;

V. Que le présent arrêt soit communiqué, et à M. de Dirckinck-Holmfeld, ancien envoyé royal de Danemark ducal Holstein-Lauenbourg, et à M. le conseiller intime de Mohl.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES



Photographie sur acier par Baudran

MEHEMED FUAD PACHA
GRAND VISIR
PRESIDENT DU CONSEIL
(Novembre 1861.)

RECUEILS DIPLOMATIQUES



AALI PACHA
MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE TRIPOLIE

Amoyot Edit. Paris.

Imp. Ch. Chardonne

AVIS

Par suite d'une erreur du graveur, le portrait de *Fuad Pacha*, paru dans la livraison d'août 1864 des *Archives diplomatiques*, porte à tort le nom d'*Aali Pacha*, ministre des affaires étrangères.

Nous réparons cette erreur, en publiant simultanément dans la prochaine livraison (novembre) les portraits de *Fuad Pacha* et d'*Aali Pacha*, avec leurs noms rectifiés.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1864

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

TURQUIE — ITALIE.

Traité de commerce entre la Turquie et l'Italie, 10 juillet 1864.

S. M. l'Empereur des Ottomans d'une part, et S. M. le Roi d'Italie de l'autre part, étant également animés du désir d'étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, sont convenus à cet effet de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. Impériale le Sultan, *Mouhammed-Emin-Aali* pacha, président du haut conseil du Tanzimat et son Ministre des affaires étrangères, par intérim, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de la première classe et de l'ordre royal des Saints-Maurice et Lazare, etc., etc.

S. M. le Roi d'Italie, le chevalier *Jacques Durando*, chevalier grand' croix, décoré du grand cordon de l'ordre royal des Saints-Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre militaire de Savoie, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de première classe et de plusieurs ordres étran-

gers, lieutenant-général et son aide de camp, sénateur du royaume et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Sublime-Porte, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1^{er}. Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets et bâtiments italiens par les capitulations et les traités antérieurs stipulés entre la Turquie et les États qui forment actuellement le royaume d'Italie, sont confirmés, à l'exception des clauses desdits traités et desdites capitulations que le présent traité a pour objet de modifier, et il est en outre expressément entendu que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime-Porte accorde à présent ou pourrait accorder ou dont elle permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation italiens qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 2. Les sujets de S. M. le Roi d'Italie ou leurs ayants cause pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de les exporter, tous les articles sans exception provenant du sol ou de l'industrie de ce pays. La Sublime-Porte ayant, en vertu de l'article 11 du traité du 2 septembre 1839, formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire et ayant aussi renoncé aux permis (Teskérés) demandés aux autorités locales pour l'achat de ces mêmes marchandises ou pour leur transport d'un lieu à un autre, quand elles étaient achetées, toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets italiens à se pourvoir de semblables permis (Teskérés) sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime-Porte punira immédiatement avec sévérité tout vizir ou autre fonctionnaire auquel on aurait à reprocher une pareille infraction et elle indemniserá les sujets italiens des pertes ou préjudices qu'ils pourraient dûment prouver avoir subis par cette cause.

Art. 3. Les marchands italiens ou leurs ayants cause qui achèteront un objet quelconque produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire ottoman, payeront, lors de l'achat ou de la vente ou de toute autre opération de commerce qui se rapporte à ces objets, les mêmes droits qui seront payés dans les circonstances analogues par les sujets ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Aucun article ne pourra être assujetti dans les États de

l'une ou de l'autre des Parties contractantes lors de l'exportation vers les États de l'autre, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes vers les États de l'autre, qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Aucune charge ou droit quelconque ne sera exigé sur un article produit du sol ou de l'industrie de la Turquie acheté par les sujets italiens ou leurs ayants cause soit à l'endroit où cet article aura été acheté, soit lors de son transport de cet endroit au lieu d'où il doit être exporté. Arrivé là, il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excédera pas huit (8) pour cent calculés sur la valeur à l'échelle et payables au moment de l'exportation.

Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera plus soumis dans une partie quelconque du territoire ottoman quand même il aurait changé de mains.

Il est en outre convenu que le droit précité de huit (8) pour cent sera abaissé chaque année de un (1) pour cent jusqu'à ce qu'il ait été réduit définitivement à une taxe fixe de un pour cent (*ad valorem*) destiné à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de l'Italie quel que soit le lieu de provenance, importé par terre ou par mer dans les États de S. M. Impériale le Sultan, et tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, quel que soit le lieu de provenance, importé par mer ou par terre dans les États de S. M. le Roi d'Italie ne sera soumis dans les États de S. M. Impériale le Sultan ou dans les États de S. M. le Roi d'Italie à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article, produit du sol ou de l'industrie des États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

S. M. Impériale s'engage en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne prohiber l'importation dans ses États d'aucun article, produit du sol ou de l'industrie de l'Italie, quel que soit le lieu de la provenance, et à ce que les droits à percevoir sur les articles, produits du sol ou de l'industrie de l'Italie, importés dans les États de S. M. Impériale le Sultan n'excèdent en aucun cas un droit unique et fixe de huit (8) pour cent fixé *ad valorem* ou un droit spécifique équivalent fixé de commun accord.

Ce droit sera calculé sur la valeur des marchandises à l'échelle et payable au moment de leur débarquement si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises après avoir acquitté le droit susdit de huit (8) pour cent sont vendues soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur ni de l'acheteur. Mais si n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie elles étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seraient considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit ci-dessous à l'article 12. L'administration des douanes serait dans ce cas tenue de restituer, au moment de la réexportation, au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'importation de huit (8) pour cent a été acquitté, la différence entre ce droit et le droit de transit spécifié dans l'article précédent.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux Principautés-Unies de Moldo-Valachie et à celle de Servie et traversant les autres parties de l'Empire ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés, et réciprocurement que les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire ottoman, ne devront acquitter les susdits droits qu'au premier bureau des douanes administrées directement par la Sublime-Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces Principautés aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire ottoman destinés à l'exportation, qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces Principautés et les derniers au fisc ottoman. De telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront dans tous les cas être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront traités dans les États de l'autre sur le même pied que les sujets indigènes, relativement aux droits d'emmagasinage et aussi en ce qui concerne les primes, facilités et remboursement de droits.

Art. 8. Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé dans les États de S. M. le Roi d'Italie par des bâtiments italiens pourra l'être également par des bâtiments ottomans, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés, de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments italiens, et réciproquement tout article qui peut ou pourra être légalement importé dans les États de S. M. le Sultan par des bâtiments ottomans pourra être également importé par des bâtiments italiens sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés, de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments ottomans. Cette éga-

lité de traitement sera appliquée, soit que cet article vienne directement du pays de production ou de tout autre pays.

De même, il y aura parfaite réciprocité en ce qui concerne l'exportation, de telle sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, facilités et remboursement de droits accordés dans les États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, lors de l'exportation de tout article qui peut ou pourra être légalement exporté de ces États, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment italien ou ottoman ou que le lieu de destination de la marchandise soit un port de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, ou d'une Puissance tierce quelconque.

Art. 9. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou tout autre droit semblable ou analogue quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçu à ce titre ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements d'aucun genre ne sera établi dans les ports de l'un des deux pays sur les bâtiments de l'autre, qui ne frappe également et sous les mêmes conditions, dans des cas analogues, les bâtiments nationaux; cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments des deux pays de quelque port, ou endroit qu'ils viennent et quel que soit le lieu de leur destination.

Art. 10. Tout bâtiment considéré comme Italien par la loi italienne et tout bâtiment considéré comme Ottoman par la loi ottomane, sera pour tout ce qui concerne ce Traité, considéré respectivement comme bâtiment Italien ou bâtiment Ottoman.

Art. 11. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'Italie soit qu'elles arrivent sur des bâtiments italiens ou autres ni sur les marchandises produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, chargées sur des bâtiments italiens, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles ou du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées, ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, ou que vendues pour l'exportation, elles soient déposées à terre pour un temps limité, pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devront être déposées à Constantinople, dans les magasins de la Douane dits de transit, et placées partout où il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration de la Douane.

Art. 12. La Sublime-Porte désirant accorder, au moyen de concessions graduelles, toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre, il a été stipulé et convenu que le droit de trois (3) pour cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées en Turquie, pour être expédiées dans d'autres pays, sera abaissé à deux (2) pour

cent payable (comme le droit de trois(3) pour cent a été payé jusqu'aujourd'hui) à leur entrée dans l'Empire Ottoman, et, au bout de la huitième année à compter du jour où le présent Traité sera mis en vigueur, il sera réduit à une taxe fixe et définitive d'un pour cent qui sera prélevé de même que le droit sur l'exportation des produits ottomans, dans le but de couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime Porte déclare en même temps se réservier le droit d'établir par une disposition spéciale les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Art. 13. Les sujets Italiens ou leurs ayants cause, se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles, produits du sol ou de l'industrie de pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers, trafiquant des marchandises provenant des produits du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. 14. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac sous toutes ses formes et le sel cessent d'être compris au nombre des articles que les sujets de S. M. Italienne ont la faculté d'importer dans l'Empire Ottoman. En conséquence, les sujets de l'Italie ou leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et payeront les mêmes droits que les sujets ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles, et, en outre, comme compensation de la prohibition de l'importation des deux articles sus-mentionnés, aucun droit ne sera perçu à l'avenir sur ces deux articles, quand ils sont exportés de la Turquie par des sujets de S. M. Italienne.

Les sujets Italiens seront néanmoins tenus de déclarer aux autorités de la Douane la quantité de tabac et de sel exportée, et lesdites autorités conserveront comme par le passé le droit de surveiller l'exportation de ces articles sans pouvoir pour cela être autorisées à les frapper d'aucune taxe sous un prétexte quelconque.

Art. 15. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre, ou munitions militaires, dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être mise en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée, et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui ou ceux des articles qui ne seront pas ainsi prohibés seront assujettis, lors de leur débarquement dans un port ottoman aux règlements locaux, sauf les cas où la légation de Sa Majesté le Roi d'Italie demanderait une permission exceptionnelle, laquelle sera accordée, à moins que des raisons sérieuses

ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1^o Elle ne sera point vendue par les sujets de Sa Majesté Italienne au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2^o Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment italien, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier, désigné par les autorités locales, et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités, dans des entrepôts ou autres endroits également désignés par elles et auxquels les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements voulus.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. 16. Les firmans exigés des bâtiments marchands italiens à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 17. Les capitaines des bâtiments de commerce italiens ayant à leur bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, de déposer à la douane, une copie exacte de leur manifeste.

Art. 18. Les marchandises introduites en contrebande, seront passibles de confiscation au profit du Trésor Ottoman, mais un rapport ou procès-verbal du fait de contrebande allégué devra aussitôt que les marchandises seront saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendront les marchandises suspectes; et aucune marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. 19. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman, importées dans les États de S. M. le Roi d'Italie, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés.

Tous les droits, priviléges et immunités accordés maintenant ou qui pourront être accordés plus tard aux sujets, bâtiments, commerce ou navigation de toute puissance étrangère dans les États de S. M. Italienne ou dont la jouissance pourra y être tolérée, seront également accordés aux sujets, bâtiments, commerce et navigation de la Porte Ottomane, qui en auront de plein droit l'exercice et la jouissance.

Art. 20. Le présent Traité, une fois ratifié, sera substitué à la convention conclue entre les deux Hautes Parties contractantes le 2 septembre 1839, et sera en vigueur pour vingt-huit ans, à partir du 1^{er} octobre 1861.

Toutefois, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de proposer au bout de la quatorzième ou vingtunième année,

les modifications que l'expérience aura suggérées, ou de le dénoncer, et dans ce cas, le Traité cessera de lier les Parties contractantes au bout d'un an à partir de la date de la dénonciation.

Le présent Traité sera exécutoire dans toutes et dans chacune des provinces de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire, dans tous les États de Sa Majesté Impériale le Sultan situés en Europe ou en Asie, en Égypte, et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la S. Porte, en Servie et dans les Principautés-Unies de la Valachie et de la Moldavie.

Art. 21. Il est toujours entendu que Sa Majesté Italienne ne prétend point, par aucun article du présent Traité, stipuler au delà du sens clair et équitable des termes employés, ni entraver en aucune manière le Gouvernement de Sa Majesté Impériale le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux priviléges accordés par les anciens Traités ou par celui-ci aux sujets Italiens ou à leurs marchandises.

Art. 22. Les Hautes Parties contractantes ayant récemment nommé des commissaires qui ont établi conjointement le prix des marchandises de toute espèce provenant du sol ou de l'industrie de l'Italie importées dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan, ainsi que des articles de toute sorte, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, que les commerçants italiens ou leurs ayants cause sont libres d'acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman pour les transporter soit en Italie, soit ailleurs, le tarif des droits de Douane à percevoir conformément au présent Traité sera fixé d'après ces prix établis de commun accord. Le nouveau tarif à établir de la sorte restera en vigueur pendant sept ans à dater du 1^{er} octobre 1861.

Chacune des parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration de ce terme, de demander la révision du Tarif, mais, si pendant la septième année, ni l'une ni l'autre n'use de ce droit, le Tarif continuera d'avoir force pour sept autres années à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes et il sera de même à chaque période successive de sept années.

Art. 23. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du 1^{er} octobre 1861 (mil huit cent soixante-un),

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le dixième jour du mois de juillet de l'année mil huit cent soixante-un.

(L. S.) AALI. (L. S.) JACQUES DURANDO.

TURQUIE — BELGIQUE.

Traité de commerce entre la Turquie et la Belgique,
10 octobre 1861.

S. M. I. le Sultan, d'une part, et S. M. le Roi des Belges, de l'autre part, étant également animés du désir d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, sont convenus à cet effet de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. I. le Sultan, *Mouhemmed Essad Safvet Effendi*, Ministre du commerce, de l'agriculture et des travaux publics, décoré de l'Ordre Impérial du Médjidié de la première classe, grand-croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, grand-cordon de l'Ordre du Lion et du Soleil de Perse, grand-croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce et de plusieurs autres ordres étrangers ;

Et *Mouhemmed Djémil Bey*, Ministre *ad-interim* des affaires étrangères, Grand-Chancelier du Divan Impérial, décoré de l'Ordre Impérial du Médjidié de la première classe, Grand-Croix de l'Ordre de l'Aigle-Blanc de Russie, et des Saints Maurice et Lazare d'Italie.

Sa Majesté le Roi des Belges, M. *Gaston Errembault de Dudzeele*, son Ministre Résident près la Sublime-Porte, Officier de l'Ordre de Léopold, décoré de l'Ordre Impérial du Médjidié de la seconde classe, Chevalier de deuxième classe de l'Ordre de la Couronne de fer, Chevalier de l'Ordre de la branche Ernestine de la Maison de Saxe ;

Lesquels après s'être communiqué Leurs Pleins Pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^e. Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets et aux bâtiments belges par les capitulations et les traités antérieurs sont confirmés, à l'exception des clauses desdits traités et desdites capitulations que le présent traité a pour objet de modifier, et il est en outre expressément entendu que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime-Porte accorde à présent ou pourrait accorder, ou dont elle permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation belges qui en auront de droit l'exercice et la jouissance.

Art. 2. Les sujets de S. M. le Roi des Belges ou leurs ayants cause pourront acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, soit qu'ils veuillent en faire le commerce à l'intérieur, soit qu'ils se pro-

posent de les exporter, tous les articles sans exception provenant du sol et de l'industrie de ce pays.

La Sublime Porte ayant en vertu de l'art. 2 du traité du 30 avril 1840 formellement aboli tous les monopoles qui frappaient les produits de l'agriculture et toutes les autres productions quelconques de son territoire et ayant aussi renoncé aux permis (*teskérés*) demandés aux autorités locales pour l'achat de ces mêmes marchandises ou pour leur transport d'un lieu à un autre, quand elles étaient achetées, toute tentative qui serait faite par une autorité quelconque pour forcer les sujets belges à se pourvoir de semblables permis (*teskérés*) sera considérée comme une infraction aux traités, et la S. Porte punira immédiatement avec sévérité tout fonctionnaire auquel on aurait une pareille infraction à reprocher et Elle indemnisera les sujets belges des pertes ou préjudices qu'ils pourraient dûment prouver avoir subis par cette cause.

Art. 3. Les marchands belges ou leurs ayants cause qui achèteront un objet quelconque, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de l'Empire Ottoman, payeront lors de l'achat ou de la vente ou de toute autre opération de commerce qui se rapporte à ces objets, les mêmes droits qui seront payés dans les circonstances analogues par les sujets Ottomans ou étrangers les plus favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce intérieur.

Art. 4. Aucun article ne pourra être assujetti dans les États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes lors de l'exportation vers les États de l'autre à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes vers les États de l'autre, qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Aucune charge ou droit quelconque ne sera exigé sur un article produit du sol ou de l'industrie de la Turquie acheté par des sujets Belges ou leurs ayants cause soit à l'endroit où cet article aura été acheté, soit lors de son transport de cet endroit au lieu d'où il doit être exporté. Arrivé là, il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excédera pas huit (8) pour cent calculés sur la valeur à l'échelle et payables au moment de l'exportation.

Tout article qui aura déjà payé le droit d'exportation n'y sera plus soumis dans une partie quelconque du territoire Ottoman, quand même il aurait changé de mains.

Il est en outre convenu que le droit précité de huit (8) pour cent sera

abaissé chaque année d'un (1) pour cent jusqu'à ce qu'il ait été réduit définitivement à une taxe fixe d'un (1) pour cent *ad valorem* destinée à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Art. 5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Belgique, quel que soit le lieu de provenance, importé par terre ou par mer dans les États de S. M. I. le Sultan et réciproquement tout article, produit du sol ou de l'industrie de la Turquie, quel que soit le lieu de provenance, importé par terre ou par mer dans les États de S. M. le Roi des Belges, ne sera soumis dans les États de S. M. I. le Sultan ou dans les États de S. M. le Roi des Belges à des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être payables lors de l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article, produit du sol ou de l'industrie des États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

Sa Majesté Impériale s'engage en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne prohiber l'importation dans ses États d'aucun article, produit du sol ou de l'industrie de la Belgique, quel que soit le lieu de provenance et à ce que les droits à percevoir sur les articles, produits du sol ou de l'industrie de la Belgique, importés dans les États de S. M. I. le Sultan, n'excèdent en aucun cas un droit unique et fixe de huit (8) pour cent *ad valorem* ou un droit spécifique équivalent fixé de commun accord.

Ce droit sera calculé sur la valeur des marchandises à l'échelle et payable au moment de leur débarquement si elles arrivent par mer, et au premier bureau de douane si elles arrivent par voie de terre.

Si ces marchandises après avoir acquitté le droit susdit de huit (8) pour cent sont vendues soit au lieu d'arrivée, soit à l'intérieur du pays, il ne sera plus exigé aucun droit ni du vendeur, ni de l'acheteur. Mais si n'étant pas vendues pour la consommation de la Turquie, elles étaient réexportées dans l'espace de six mois, elles seront considérées comme marchandises de transit et traitées comme il est dit ci-dessous à l'article 12. L'administration des Douanes serait dans ce cas tenue de restituer, au moment de la réexportation au négociant qui fournirait la preuve que le droit d'importation de 8 pour 100 a été acquitté, la différence entre ce droit et le droit de transit spécifié dans l'article précédent.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux Principautés-Unies de Moldo-Valachie et à celle de Servie et traversant les autres parties de l'Empire Ottoman n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces Principautés ; et récipro-

quement, que les marchandises d'importation étrangère traversant ces Principautés, pour se rendre dans les autres parties de l'Empire Ottoman, ne devront acquitter les susdits droits qu'au premier bureau de douane administré directement par la Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie dans ces Principautés aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire Ottoman destinés à l'exportation, qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces Principautés et les derniers au fisc Ottoman. De telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, dans tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Les sujets de chacune des Parties contractantes seront traités dans les États de l'autre sur le même pied que les sujets indigènes relativement au droit de tenir magasin et d'exercer leur commerce ou leur industrie, comme aussi en ce qui concerne l'entreposage ou l'emmagasinage des marchandises, les primes, drawbaks et facilités de douane.

Art. 8. Tout article qui peut ou qui pourra être légalement importé dans les États de Sa Majesté Impériale le Sultan par des bâtiments ottomans pourra l'être également par des bâtiments belges, sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés, de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments ottomans; et réciproquement tout article qui peut ou pourra être légalement importé dans les États de S. M. le Roi des Belges par des bâtiments belges pourra être légalement importé par des bâtiments ottomans sans être soumis à des droits ou charges autres ou plus élevés, de quelque espèce que ce soit, que si cet article était importé par des bâtiments belges. Cette égalité de traitement sera appliquée, soit que cet article vienne directement du pays de production ou de tout autre pays.

De même il y aura parfaite reciprocité de traitement en ce qui concerne l'exportation, de telle sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, facilités et remboursement de droits accordés dans les États de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, lors de l'exportation de tout article qui peut ou pourra être légalement exporté de ces États, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment ottoman ou belge ou que le lieu de destination de la marchandise soit un port de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, ou d'une puissance tierce quelconque.

Art. 9. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou tout autre droit semblable ou analogue quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçu au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera établi dans les ports de l'un des deux pays

sur les bâtiments de l'autre, qui ne frappe également et dans les mêmes conditions dans des cas analogues, les bâtiments nationaux ; cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux bâtiments des deux pays de quelque port ou endroit qu'ils viennent et que lque soit le lieu de leur destination.

Art. 10. Tout bâtiment qui d'après la loi ottomane doit être considéré comme bâtiment ottoman et tout bâtiment qui d'après la loi belge doit être considéré comme bâtiment belge sera pour les fins du présent traité considéré comme ottoman et belge respectivement.

Art. 11. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produit du sol ou de l'industrie de la Belgique, chargées sur des bâtiments belges ou autres, ni sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger, chargées sur des bâtiments belges, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles ou du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments qui les ont apportées ou qu'elles soient transbordées sur d'autres bâtiments, soit que vendues pour l'exportation, elles soient déposées à terre pour un temps limité pour être mises à bord d'autres bâtiments et continuer leur voyage. Dans ce dernier cas, les marchandises devront être déposées à Constantinople, dans les magasins de la douane dits de transit, et partout où il n'y aurait pas d'entrepôt elles seront placées sous la surveillance de l'administration de la douane.

Art. 12. La Sublime Porte désirant accorder au moyen de concessions graduelles, toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre, il a été stipulé et convenu que le droit de trois (3) pour cent prélevé jusqu'à ce jour, sur les marchandises importées en Turquie pour être expédiées dans d'autres pays, sera abaissé à deux (2) pour cent, payables, comme le droit de trois (3) pour cent a été payé jusqu'aujourd'hui, à leur entrée dans l'Empire Ottoman, et au bout de la huitième année à compter du jour où le présent Traité sera mis en vigueur, il sera réduit à une taxe fixe et définitive d'un (1) pour cent, qui sera prélevé de même que le droit sur l'exportation des produits ottomans, dans le but de couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime Porte déclare en même temps se réservier le droit d'établir par un règlement spécial les mesures nécessaires pour prévenir la fraude.

Art. 13. Les sujets belges ou leurs ayants cause se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles, produits du sol ou de l'industrie des pays étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises provenant du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. 14. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac sous

toutes ses formes et le sel cesseront d'être compris au nombre des articles que les sujets belges ont la faculté d'importer dans l'Empire Ottoman. En conséquence, les sujets belges ou leurs ayants cause qui achèteront ou vendront du sel et du tabac pour la consommation de la Turquie, seront soumis aux mêmes règlements et acquitteront les mêmes droits que les sujets ottomans parmi ceux qui se livrent au commerce de ces deux articles; et en outre, comme compensation de la prohibition de l'importation des deux produits susdits aucun droit ne sera perçu à l'avenir sur ces deux articles quand ils seront exportés de la Turquie par des sujets belges.

Les sujets belges seront néanmoins tenus de déclarer aux autorités de la douane la quantité de tabac et de sel exportée, et lesdites autorités de la douane conserveront, comme par le passé, le droit de surveiller l'exportation de ces articles, sans pouvoir pour cela être autorisées à les frapper d'aucune taxe sous un prétexte quelconque.

Art. 15. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime Porte se réserve la faculté et le droit de frapper d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, des armes de guerre ou munitions militaires dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui ou ceux de ces articles qui ne seront pas ainsi prohibés seront assujettis, lors de leur débarquement dans un port ottoman, aux règlements locaux, sauf les cas où la Légation de S. M. le Roi des Belges demanderait une permission exceptionnelle laquelle sera accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre, en particulier si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1° Elle ne sera point vendue par les sujets de S. M. le Roi des Belges au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2° Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman à bord d'un bâtiment belge, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits également désignés par elles, et auxquels les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements en vigueur.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les fusils de chasse, les pistolets, les armes de luxe ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. 16. Les firmans exigés des bâtiments marchands belges à leur passage dans les Dardanelles et dans le Bosphore leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 17. Les capitaines des bâtiments de commerce belges, ayant à leur bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus de déposer à la douane, immédiatement après leur arrivée au port de débarquement une copie exacte de leur manifeste.

Art. 18. Les marchandises introduites en contrebande seront passibles de confiscation au profit du Trésor ottoman; mais un rapport ou procès-verbal du fait de contrebande allégué devra, aussitôt que lesdites marchandises auront été saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du sujet étranger auquel appartiendront les marchandises suspectes, et nulle marchandise ne pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. 19. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman, importées en Belgique, seront traitées comme les produits similaires des pays les plus favorisés.

Tous les droits, priviléges et immunités que le Gouvernement Belge accorde aujourd'hui ou pourrait accorder ou dont il permettrait la jouissance à l'avenir aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation de toute autre puissance étrangère, seront également accordés aux sujets, aux bâtiments, au commerce et à la navigation ottomane qui en auront de plein droit l'exercice et la jouissance.

Art. 20. Le présent Traité, lorsqu'il aura été ratifié, remplacera la Convention conclue entre les Hautes Parties contractantes le 30 avril 1840 et sera valable pour vingt-huit ans à partir du 1/13 mars 1862. Toutefois chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de proposer au bout de la quatorzième ou de la vingt-et-unième année, les modifications que l'expérience aura suggérées, ou de le dénoncer; et dans ce dernier cas, le Traité cessera de lier les Parties contractantes au bout d'un an à partir de la date de la dénonciation.

Le présent Traité sera exécutoire dans toutes les provinces de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire dans les possessions de S. M. le sultan situées en Europe, en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte, en Servie et dans les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

Art. 21. Il demeure entendu que le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges ne prétend par aucun des articles du présent Traité, stipuler au delà du sens naturel et précis des termes employés, ni entraver, en aucune manière, le Gouvernement de S. M. I. le Sultan dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant, toutefois, que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens Traités et aux priviléges accordés par le présent Traité, aux sujets Belges ou à leurs propriétés.

Art. 22. Les Hautes Parties contractantes ayant récemment nommé

des commissaires qui ont établi conjointement le prix des marchandises de toute espèce provenant du sol ou de l'industrie de la Belgique, importées dans les États de S. M. I. le Sultan, ainsi que des articles de toute sorte produits du sol ou de l'industrie de la Turquie que les commerçants belges ou leurs ayants cause sont libres d'acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, pour les transporter soit en Belgique, soit en tout autre pays, le tarif des droits de douane à percevoir conformément au présent Traité, sera fixé d'après ces prix établis de commun accord. Le nouveau tarif à établir de la sorte, restera en vigueur pendant sept ans, à dater du 1/13 mars 1862.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, pendant l'année qui précédera l'expiration de ce terme, d'en demander la révision. Mais, si à cette époque ni l'un ni l'autre n'usent de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi, pour sept autres années, à partir du jour où la première période aura été accomplie, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Art. 23. Le présent Traité sera ratifié, les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du 1/13 mars 1862.

Fait à Constantinople, le 10 octobre 1861.

(L. S.) SAFVET,
 (L. S.) MOUHEMMED DJEMIL,
 (L. S.) DE DUDZEELE.

TURQUIE — ÉTATS-UNIS.

Traité de commerce entre la Turquie et les États-Unis d'Amérique, 25 février 1862.

S. M. I. le Sultan de l'Empire Ottoman, d'une part, et les États-Unis d'Amérique de l'autre part, étant également animés du désir d'étendre les relations commerciales entre leurs pays respectifs, sont convenus à cet effet de conclure un Traité de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. I. le Sultan, *Mouhammed-Emin Aali pacha*, son ministre des affaires étrangères, décoré des Ordres Impériaux de l'Osmanié en brillants, du Médjidié et Mérite de première Classe, Grand Croix de plusieurs Qrdres étrangers.

Le président des États-Unis d'Amérique.

M. Edward Joy Morris, ministre résident des États-Unis d'Amérique près la Sublime Porte.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Tous les droits priviléges et immunités qui ont été conférés aux citoyens ou aux bâtiments des États-Unis d'Amérique par le Traité déjà existant entre l'Empire Ottoman et les États-Unis d'Amérique, sont confirmés maintenant et pour toujours, à l'exception des clauses dudit Traité, que le présent Traité a pour objet de modifier, et il est, en outre, expressément stipulé que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime Porte accorde à présent, ou pourra accorder à l'avenir, aux sujets, bâtiments, commerce, ou navigation de toute autre puissance étrangère, ou dont elle pourra tolérer la jouissance, seront également accordés et l'exercice et la jouissance en seront laissés aux citoyens, bâtiments, commerce et navigation des États-Unis d'Amérique.

Art. 2. Il sera permis aux citoyens des États-Unis d'Amérique, ou, à leurs ayants cause, d'acheter dans toutes les parties de l'Empire et des possessions ottomanes, soit pour en faire le commerce à l'intérieur, soit pour les exporter, tous les articles sans exception quelconque provenant du sol ou de l'industrie dudit Empire et desdites possessions, et la Sublime Porte, en vertu du deuxième article de la convention commerciale du 16 août 1838 avec la Grande-Bretagne, s'étant engagée formellement à abolir tous les monopoles sur les produits de l'agriculture ou tout autre article quelconque, ainsi que les permis (*teskérés*) émanant des gouverneurs locaux pour autoriser l'achat d'un article ou son transport d'un lieu à un autre après l'acquisition, toute tentative ayant pour but de contraindre les citoyens des États-Unis d'Amérique à recevoir d'un gouverneur local ces sortes de permis, sera considérée comme une infraction aux Traités, et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tout vizir ou autre fonctionnaire qui se sera rendu coupable de cette infraction, et rendra pleine justice aux citoyens des États-Unis d'Amérique pour tout préjudice ou toute perte qu'ils pourront dûment prouver avoir subis pour cette cause.

Art. 3. Les négociants des États-Unis d'Amérique ou leurs ayants cause qui achèteront un produit quelconque du sol ou de l'industrie ottomans dans le but de le revendre pour la consommation dans l'intérieur de la Turquie, payeront lors de l'achat et de la vente de ces objets et pour toute espèce d'opération commerciale y relative, les mêmes droits qui sont payés dans les circonstances analogues par les plus favorisés parmi les sujets ottomans ou étrangers engagés dans le commerce intérieur de l'Empire Ottoman.

Art. 4. Aucun droit, aucune charge imposés dans le territoire ou les possessions de l'une des Parties contractantes sur l'exportation d'un article quelconque destiné à être importé dans le territoire ou les possessions de l'autre Partie, ne seront autres ni plus élevés que ce qui est ou peut être payable sur l'exportation de ce même article destiné à être importé dans tout autre pays; et il n'y aura de prohibition frappant l'importation d'un article quelconque du territoire ou des possessions de l'une des deux Parties contractantes, et destiné à être importé dans le territoire ou les possessions de l'autre Partie, qu'autant que cette prohibition s'étendrait également sur l'exportation de ce même article à tout autre pays.

Aucune charge, aucun droit quelconque, ne sera exigé sur un article de production ou de fabrication ottomane, acheté par les citoyens des Etats-Unis d'Amérique, ou leurs ayants cause, soit à l'endroit où cet article aura été acheté, soit lors de son transport de cet endroit à l'endroit d'où il sera exporté, et où il sera assujetti à un droit d'exportation qui n'excédera pas 8 pour 100 calculé sur la valeur à l'échelle et payable au moment d'être exporté; et tout article qui aura acquitté ce droit ne sera point assujetti de nouveau à ce même droit, dans aucune autre partie de l'Empire Ottoman, quand même il aurait changé de mains.

Il est, en outre, convenu que le droit précité de 8 pour 100 sera réduit chaque année de 1 pour 100 jusqu'à ce qu'il soit de la sorte définitivement réduit à une taxe fixe de 1 pour 100 (*ad valorem*) destiné à couvrir les frais généraux d'administration et de surveillance.

Art. 5. Aucun droit imposé sur l'importation dans les États-Unis d'Amérique, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie de l'Empire et des possessions de S. M. I. le Sultan, de quelque lieu qu'il arrive (que ce soit par terre ou par mer), et aucun droit imposé sur l'importation dans les États et possessions de S. M. I. le Sultan, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des États-Unis d'Amérique (de quelque lieu qu'il arrive), ne sera autre ou plus élevé que ce qui est ou peut être payable sur les mêmes articles, produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays.

De plus, aucune prohibition ne sera ni maintenue, ni imposée sur un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des pays et possessions de l'une des parties contractantes, lors de son importation dans les pays et possessions de l'autre, si ladite prohibition ne s'étend pas à l'article en question, quand il est le produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays.

Sa Majesté Impériale s'engage, en outre, sauf les exceptions ci-après, à ne pas prohiber l'importation dans ses Etats et possessions d'aucun article produit du sol ou de l'industrie des États-Unis d'Amé-

rique, de quelque lieu qu'il arrive ; et à ce que les droits à percevoir sur les produits du sol ou de l'industrie des Etats-Unis d'Amérique, importés dans les Etats et possessions de Sa Majesté Impériale, n'exèdent, en aucun cas, un taux fixe de 3 pour 100 (*ad valorem*), ou une tarification équivalente, fixée de commun accord.

Ce taux sera calculé sur la valeur des articles à l'échelle, et payable au moment de leur débarquement s'ils arrivent par mer, où à la première douane, s'ils arrivent par terre.

Si ces articles, après avoir payé le droit d'importation de 8 p. 100, sont vendus, soit au lieu où ils arrivent, soit dans l'intérieur du pays, ni l'acheteur ni le vendeur ne pourront être ensuite soumis à aucun autre droit relativement à ces objets ; et si ces articles ne doivent pas être vendus pour la consommation, dans l'Empire Ottoman, mais qu'ils doivent être exportés de nouveau dans le délai de six mois, ils seront considérés comme marchandises de transit par terre et traités comme il est dit dans l'article 12, l'administration des douanes étant alors tenue de restituer au moment de leur réexportation au négociant (qui sera requis de fournir la preuve que le droit d'importation de 8 pour 100 a été acquitté), la différence entre ce droit et le droit de transit spécifié dans l'article précité.

Art. 6. Il est entendu que les articles d'importation étrangère destinés aux Principautés-Unies de Mondo-Vlaachie, et à celle de Servie et traversant les autres parties de l'Empire Ottoman, n'acquitteront les droits de douane qu'à leur arrivée dans ces principautés ; et réciproquement, que les marchandises d'importation étrangère, traversant ces principautés pour se rendre dans les autres parties de l'Empire Ottoman, ne devront acquitter les droits de douane qu'au premier bureau des douanes, administrées directement par la Sublime Porte.

Il en sera de même pour les produits du sol ou de l'industrie de ces principautés, aussi bien que pour ceux du reste de l'Empire Ottoman, destinés à l'exportation dans les pays étrangers, qui devront payer les droits de douane, les premiers entre les mains de l'administration douanière de ces principautés, et les derniers au fisc ottoman, de telle sorte que les droits d'importation et d'exportation ne pourront, en tous les cas, être perçus qu'une seule fois.

Art. 7. Les citoyens ou sujets de chacune des Parties contractantes seront traités dans les Etats et possessions de l'autre sur le même pied que les sujets ou citoyens indigènes, relativement aux droits d'emmagasinage, ainsi qu'à l'égard des primes, facilités et remboursements de droits.

Art. 8. Tout article, étant et pouvant être légalement importable dans les États-Unis d'Amérique sur des bâtiments des États-Unis, peut

de même être importé sur des bâtiments ottomans sans être soumis à aucun droit ni charge (quelle qu'en soit la dénomination), autre ou plus élevé que s'ils étaient importés sur des bâtiments des États-Unis ; et réciproquement, tout article étant ou pouvant être également importable dans les États et possession de S. M. le Sultan sur des bâtiments ottomans, pourra de même être importé sur des bâtiments des États-Unis, sans être soumis à aucun droit ou charge (quelle qu'en soit la dénomination), autre ou plus élevé que s'ils étaient importés sur des bâtiments ottomans. Cette mesure réciproque sera appliquée également et sans distinction, soit aux articles arrivant directement du lieu de leur origine, soit à ceux arrivant de tout autre pays étranger.

De même, il y aura parfaite réciprocité en ce qui concerne l'exportation. Ainsi, les mêmes droits d'exportation seront payés et les mêmes primes, et les mêmes remboursements de droits seront accordés dans les États et possessions de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, sur l'exportation d'un article quelconque, qui est ou pourra être légalement susceptible d'en être exporté, soit que l'exportation ait lieu sur un bâtiment ottoman ou des Etats-Unis d'Amérique, soit que le lieu de destination se trouve être un port de l'une des Parties contractantes, ou d'une puissance tierce quelconque.

Art. 9. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, phare, quarantaine, ou autres semblables ou analogues (quelle qu'en soit la nature ou la dénomination), levé au nom ou au profit du Gouvernement, de particuliers, de corporations, ou d'établissement d'aucune sorte, ne sera imposé dans les ports des États et possessions de l'un des deux pays sur les navires de l'autre dans des conditions différentes de celles relatives à tout bâtiment national en général se trouvant dans le même cas. Cette réciprocité s'appliquera aux bâtiments respectifs des deux Puissances, de quelque port ou endroit qu'ils viennent et quel que soit le lieu de leur destination.

Art. 10. Tout bâtiment considéré comme américain par les lois des États-Unis d'Amérique, et tout bâtiment considéré comme ottoman par la loi ottomane, sera, pour ce qui concerne ce Traité, considéré respectivement comme un bâtiment américain ou bâtiment ottoman.

Art. 11. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les marchandises, produits du sol ou de l'industrie des États-Unis d'Amérique, soit qu'elles arrivent sur des bâtiments américains ou d'autres, ni sur les marchandises, provenant des produits du sol et de l'industrie de tout autre pays étranger, chargées sur des bâtiments des États-Unis, quand ces marchandises passeront les détroits des Dardanelles et du Bosphore, soit qu'elles traversent ces détroits sur les bâtiments

qui les ont apportées ou qu'elles aient été transbordées sur d'autres bâtiments, ou que, vendues pour l'exportation, elles soient débarquées pour un temps limité, pour être mises à bord d'autres bâtiments, et continuer leur voyage.

Dans ce dernier cas, ces marchandises devront être déposées à Constantinople dans les magasins de la douane dits de transit, et placées partout ailleurs où il n'y aurait pas d'entrepôt, sous la surveillance de l'administration des douanes.

Art. 12. La Sublime Porte, désirant accorder, au moyen de concessions graduelles, toutes les facilités en son pouvoir au transit par terre, il a été stipulé et convenu que le droit de trois pour cent prélevé jusqu'à ce jour sur les marchandises importées dans l'Empire Ottoman, pour en être expédiées dans d'autres Pays, sera réduit à deux pour cent (comme le droit de trois pour cent a été payé jusqu'ici) à leur arrivée dans les États Ottomans, et, au bout de huit ans, à compter du jour où les ratifications du présent Traité auront été échangées à une taxe fixe et définie d'un pour cent, qui sera prélevée (comme ce sera également le cas pour l'exportation des produits Ottomans) pour couvrir les frais d'enregistrement.

La Sublime Porte déclare, en même temps, se réservant les droits d'établir par une disposition spéciale les mesures à adopter pour prévenir la fraude.

Art. 13. Les citoyens des États-Unis d'Amérique, ou, leurs ayants cause, se livrant dans l'Empire Ottoman au commerce des articles produits du sol des Pays Étrangers, acquitteront les mêmes taxes et jouiront des mêmes droits, priviléges et immunités que les sujets étrangers trafiquant des marchandises, provenant des produits du sol ou de l'industrie de leur propre pays.

Art. 14. Par exception aux stipulations de l'article 5, le tabac, sous toutes les formes, et le sel, cessent d'être compris au nombre des articles que les citoyens des Etats-Unis d'Amérique ont la faculté d'importer dans l'Empire Ottoman ; cependant, les citoyens des États-Unis d'Amérique, ou leurs ayants cause, qui achèteront ou vendront du tabac ou du sel pour la consommation de l'Empire Ottoman, seront soumis aux mêmes règlements, et payeront les mêmes droits que les sujets Ottomans les plus favorisés parmi ceux qui se livreront au commerce de ces deux articles ; et, en outre, comme compensation de cette prohibition des deux articles susmentionnés, aucun droit ne sera perçu à l'avenir sur ces articles quand ils seront exportés de l'Empire Ottoman par des citoyens des États-Unis d'Amérique.

Les citoyens des États-Unis d'Amérique seront, néanmoins tenus de déclarer aux autorités de la douane la quantité de tabac et de sel exportée, et lesdites autorités conserveront, comme par le passé, le droit

de surveiller l'exportation de ces articles sans pouvoir pour cela être autorisées à les frapper d'aucune taxe sous un prétexte quelconque.

Art. 15. Il est entendu entre les deux Hautes Parties contractantes que la Sublime Porte se réserve la faculté et le droit de faire per d'une prohibition générale l'importation de la poudre, des canons, armes de guerre, ou munitions militaires dans les États de l'Empire Ottoman.

Cette prohibition ne pourra être en vigueur, qu'autant qu'elle sera officiellement notifiée, et ne pourra s'étendre que sur les articles spécifiés dans le décret qui les interdit. Celui des articles qui ne sera pas ainsi prohibé, sera assujetti, à son introduction dans l'Empire, aux règlements locaux, sauf le cas où la Légation des États-Unis d'Amérique, demandera une permission exceptionnelle, laquelle sera alors accordée, à moins que des raisons sérieuses ne s'y opposent. La poudre en particulier, si son introduction est permise, sera assujettie aux obligations suivantes :

1^o Elle ne sera point vendue par les citoyens des États-Unis d'Amérique au delà de la quantité prescrite par les règlements locaux.

2^o Quand une cargaison ou une quantité considérable de poudre arrivera dans un port ottoman, à bord d'un bâtiment des États-Unis d'Amérique, ce bâtiment sera tenu de mouiller sur un point particulier désigné par les autorités locales, et de débarquer sa poudre sous l'inspection de ces mêmes autorités dans des entrepôts ou autres endroits qui seront également désignés par elles, et où les parties intéressées auront accès en se conformant aux règlements voulus.

Ne sont pas compris dans les restrictions du présent article les pistolets, les fusils de chasse, les armes de luxe, ainsi qu'une petite quantité de poudre de chasse réservée à l'usage privé.

Art. 16. Les Firmans (ordres impériaux) exigés des bâtiments marchands des États-Unis d'Amérique à leur passage par les Dardanelles et le Bosphore, leur seront toujours délivrés de manière à leur occasionner le moins de retard possible.

Art. 17. Les capitaines des bâtiments de commerce des États-Unis d'Amérique, ayant à bord des marchandises à destination de l'Empire Ottoman, seront tenus, immédiatement après leur arrivée au port de destination, de déposer à la Douane une copie exacte de leur manifeste.

Art. 18. Les marchandises introduites en contrebande, seront passibles de confiscation au profit du Trésor Ottoman ; mais un rapport ou procès-verbal du fait de contrebande allégué devra, aussitôt que les marchandises seront saisies par les autorités, être dressé et communiqué à l'autorité consulaire du citoyen ou sujet auquel appartenaient ces objets réputés de contrebande, et aucune marchandise ne

pourra être confisquée comme contrebande tant que la fraude n'aura pas été dûment et légalement prouvée.

Art. 19. Toute marchandise, produit du sol ou de l'industrie ottomane soit de l'Empire, soit de ses dépendances, importée dans les États-Unis d'Amérique, sera traitée sur le même pied que les marchandises produits du sol ou de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Tous les droits, priviléges ou immunités accordés maintenant ou pouvant être accordés plus tard aux sujets, bâtiments, commerce, ou navigation de toute puissance étrangère dans les États-Unis d'Amérique, où dont la jouissance pourra y être tolérée seront également accordés aux sujets, bâtiments, commerce et navigation de la Porte Ottomane, et l'exercice et la jouissance leur en seront laissés.

Art. 20. Le présent traité une fois ratifié, sera substitué à la convention conclue le 16 août 1838 entre la Sublime Porte et la Grande-Bretagne, et qui était déjà applicable au commerce des États-Unis d'Amérique, et il sera en vigueur pour vingt-huit ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Chacune des Parties contractantes, aura cependant la faculté de faire savoir à l'autre à l'expiration de la quatorzième année (époque à laquelle les prescriptions du Traité auront reçu une entière et pleine exécution), de même qu'à l'expiration de la vingt-unième année, si elle a le projet de le reviser, ou de le faire cesser à l'expiration d'une année, à partir de la date de cette notification.

Le présent Traité sera exécutoire dans toutes et dans chacune des provinces de l'Empire Ottoman, c'est-à-dire dans tous les États de S. M. I. le Sultan situés en Europe ou en Asie, en Égypte et dans les autres parties de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte, en Serbie, et dans les Principautés de la Moldavie et de la Valachie.

Art. 21. Il est toujours entendu que le gouvernement des États-Unis d'Amérique, ne prétend point, par un article du présent Traité, stipuler au delà du sens clair et équitable des termes employés, ni entraver en aucune manière le gouvernement ottoman dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, autant toutefois que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux priviléges accordés par les traités anciens ou par celui-ci, aux citoyens des États-Unis d'Amérique ou à leurs marchandises.

Art. 22. Les Hautes Parties contractantes sont convenues de nommer conjointement des commissaires pour établir le tarif des droits de Douane à percevoir, conformément aux stipulations du présent Traité, tant sur les marchandises de toute espèce provenant des produits du sol ou de l'industrie des États-Unis d'Amérique importées dans l'Empire Ottoman, que sur les articles de toute sorte provenant des produits du sol ou de l'industrie de l'Empire Ottoman, articles que

les citoyens des États-Unis d'Amérique ou leurs ayants cause sont libres d'acheter dans toutes les parties de l'Empire Ottoman, ses États et possessions, pour les exporter soit dans les États-Unis d'Amérique, soit en d'autres pays.

Le nouveau tarif à établir de la sorte restera en vigueur pendant sept ans, à dater du jour de l'échange des ratifications.

Chacune des Parties contractantes aura le droit, un an avant l'expiration du terme, de demander la révision du tarif. Mais si pendant la septième année, ni l'une ni l'autre n'use de ce droit, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour de l'expiration des sept années précédentes, et il en sera de même à chaque période successive de sept ans.

Art. 23. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Constantinople dans l'espace de mois ou plus tôt si faire se peut, et il sera mis à exécution à partir du jour de l'échange des ratifications.

Fait à Constantinople le 13/25 février 1862.

FRANCE ET ESPAGNE.

Convention entre la France et l'Espagne concernant le service de surveillance et de douane sur les chemins de Fer du midi de la France et du nord de l'Espagne, 8 avril 1864.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine des Espagnes, voulant régler les mesures de surveillance et de douane applicables au service international sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne, de manière à faciliter et accélérer le transport des voyageurs et des marchandises, ont résolu de conclure pour cet objet une Convention spéciale et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Drouyn de Lhuys*, sénateur de l'Empire, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, etc., etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Et S. M. la Reine des Espagnes, don *Xavier de Isturiz*, sénateur du royaume, chevalier de l'ordre insigne de la Toison d'Or, grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, ancien président du conseil des ministres, premier secrétaire d'État, ministre de l'intérieur et président

du conseil d'État, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La voie ferrée entre la station française d'Hendaye et la station espagnole d'Irun est déclarée route internationale, ouverte pour les deux pays à l'importation, à l'exportation et au transit, sous la condition qu'entre ces stations frontières et les bureaux de destination ou de sortie, les lignes des chemins de fer ne présenteront pas de solution de continuité.

L'action administrative s'étendra, pour chaque pays, sur la voie qui lui est réservée, jusqu'à la station étrangère, en ce qui concerne la surveillance de la route internationale. Mais la compétence des tribunaux, si leur intervention est nécessitée par un accident ou tout autre événement, aura pour limite la frontière des deux États.

Art. 2. Toutes marchandises venant de France à destination d'Espagne, ou d'Espagne à destination de France, pourront être transportées sur la voie ferrée entre les stations d'Hendaye et d'Irun, tant de nuit que de jour, les dimanches et jours fériés comme tout autre jour, sous les réserves et moyennant les conditions et formalités ci-après.

Art. 3. Chaque convoi portant des marchandises sera accompagné :

1° D'une feuille de route distincte par lieu de destination et d'un modèle uniforme pour les deux États. Cette feuille, préparée par les soins des administrations des chemins de fer, sera soumise au visa des employés des douanes au bureau d'entrée. Elle relatera le nombre et la nature des colis, ainsi que le nombre et le numéro des wagons; on y joindra les documents présentant toutes les indications prescrites pour l'admission des marchandises en Espagne, et pour les déclarations de douane en détail dans les États respectifs;

2° D'un acquit à caution délivré par la douane et destiné à assurer l'arrivée des marchandises au lieu de destination, en vertu de l'engagement souscrit sur cette expédition par le représentant de la compagnie du chemin de fer.

Art. 4. Les marchandises placées, à leur point de départ, dans des wagons à coulisses, dûment fermés à l'aide de plombs ou cadenas, ou sous bâches plombées, seront dispensées de la visite par la douane aux gares d'Hendaye et d'Irun. Les colis seront transbordés dans un nouveau wagon, qui sera plombé.

Cette dispense ne s'appliquera qu'aux expéditions à destination des douanes intérieures ou bureaux de sortie qui sont ouverts dans chaque pays à ce genre d'opération, et dont la nomenclature se trouvera aux bureaux d'Hendaye et d'Irun.

Chacune des Parties contractantes étendra successivement cette faculté aux autres points où viendront aboutir les voies ferrées auxquelles le régime des transports internationaux pourra être appliqué.

Art. 5. Chaque convoi pourra être escorté par des employés de douanes, soit dans le parcours de la partie internationale, soit dans le reste du trajet, sans autres frais pour les administrations des chemins de fer que l'obligation de les placer, soit à l'aller, soit au retour, dans les convois, aussi près que possible des wagons de marchandises. Les douaniers convoyeurs seront admis dans les compartiments des gardes de convois de marchandises.

Il est entendu que les douaniers français ne dépasseront pas, dans leur service d'escorte, la station d'Irun, et, réciproquement, que les agents espagnols s'arrêteront à la station d'Hendaye.

Art. 6. Les convois français de marchandises viendront s'arrêter à Irun, sur les voies françaises, où ils resteront sous la surveillance de la douane espagnole. Le transbordement, qui devra avoir lieu dans le délai de vingt-quatre heures, s'effectuera de wagon à wagon, quand il s'agira de marchandises destinées au transit ou dirigées sur une douane intérieure.

Il en sera de même pour les convois venant d'Espagne qui arriveront dans la gare française d'Hendaye.

Les compagnies se conformeront, pour les délais de transport, aux règles établies dans chaque pays.

Art. 7. Tout colis pesant moins de vingt-cinq kilogrammes ne pourra être admis que dans un wagon à coulisses.

Toutefois ceux de ces colis qui formeront excédant de charge pourront être placés dans des caisses ou paniers agréés par la douane du lieu, et mis sous plombs ou cadenas.

Il pourra de même être fait usage de paniers, lorsque les colis ne seront pas en assez grand nombre pour remplir un wagon.

Art. 8. A l'arrivée des marchandises au lieu de destination, elles seront déposées dans des locaux spéciaux de la gare, agréés par l'administration des douanes et susceptibles d'être fermés.

Elles y resteront sous la surveillance non interrompue des employés des douanes et en seront enlevées pour la consommation, pour l'entrepôt ou pour le transit, après l'accomplissement, dans les délais voulus, des formalités prescrites par les règlements de chaque pays.

Les marchandises extraites de ces magasins pour le transit, sous le régime du présent règlement, ne seront soumises à la visite, ni au moment de l'enlèvement, ni à la sortie du territoire.

Art. 9. La faculté accordée par l'article 2 aux convois de marchandises de franchir la frontière, tant de nuit que de jour, et les diman-

ches et jours fériés, est étendue aux convois de voyageurs, sous les mêmes réserves.

Les douaniers convoyeurs seront admis dans les voitures de deuxième classe des trains des voyageurs.

Art. 10. Les bagages seront, en général, visités à la frontière, à Hendaye et Irun.

Néanmoins, toutes les fois que la demande en sera faite, soit par les compagnies, soit par les voyageurs, cette visite pourra être réservée à une douane intérieure spécialement autorisée à cet effet.

On procédera, dans ce cas, suivant les règles applicables aux convois de marchandises, et les bagages, placés dans des wagons plombés, seront accompagnés d'une feuille de route, ainsi que d'une expédition de douane.

Art. 11. Les trains français de voyageurs arriveront par la voie française dans la gare d'Irun, en face du local que la compagnie devra mettre à la disposition de la douane, suivant l'article 14, et dans lequel se fera la visite des bagages, articles de messageries, etc., quand on ne demandera pas l'expédition en transit ou sur une douane intérieure.

Il en sera de même pour les convois espagnols qui arriveront à la gare d'Hendaye.

Art. 12. Les voyageurs ne pourront conserver avec eux, dans les voitures, aucun colis contenant des marchandises soumises aux droits ou prohibées.

Art. 13. Tous les objets possibles de droits, transportés par les convois de voyageurs, restent soumis aux conditions et formalités établies pour ceux dont le transport s'effectuera par les convois de marchandises; seulement, le transbordement devra avoir lieu dans le délai de trois heures.

Art. 14. Il pourra être établi, pour le service des escortes, un poste de douane espagnole à la gare française d'Hendaye, de même qu'un poste de douane française à la gare espagnole d'Irun.

Deux locaux seront, s'il y a lieu, disposés à cet effet, dans chaque gare, par les compagnies, qui seront également tenues de fournir à la douane locale les installations matérielles nécessaires à leur service.

Art. 15. Les agents des douanes qui pourront être appelés à exercer leurs fonctions dans la gare étrangère seront revêtus de leur uniforme et porteurs de leurs armes.

Pendant toute la durée de leur séjour sur le territoire voisin, ils seront soumis aux lois du pays et payeront les contributions indirectes comme les autres étrangers.

Mais ils ne seront, ni eux, ni leur famille, assujettis à la loi du re-

crutement, au service de la garde nationale, aux prestations communales, ni aux impositions directes et personnelles.

Pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare, ils relèveront exclusivement de l'autorité de leur pays.

Art. 16. Les agents des douanes qui, en exécution de la présente convention, franchiront la frontière pour le service de l'un ou de l'autre pays, jouiront, sur le vu de leur uniforme ou la représentation de leur commission, de tous les droits ou priviléges que les lois nationales accordent respectivement à des agents officiels.

Les mêmes facilités, ainsi que les immunités spécifiées à l'article 15, seront accordées réciproquement aux agents des deux gouvernements et des deux compagnies, pour les actes de leurs fonctions sur le chemin de fer.

Art. 17. Les locaux qui pourront être occupés par la douane de chaque pays à la gare étrangère ou par les autres services se rattachant au chemin de fer, seront désignés par l'apposition des armes dudit pays.

Art. 18. Les administrations des chemins de fer devront informer, au moins huit jours à l'avance, les administrations de douanes des changements qu'elles voudront apporter dans les heures de départ, de passage et d'arrivée des trains.

Art. 19. Les administrations des douanes des deux États se communiqueront réciproquement les instructions et circulaires adressées à leurs agents, concernant l'exécution des présentes dispositions.

Elles prendront de concert les mesures nécessaires pour que les heures de travail des employés des douanes respectives soient mises, autant que possible, en rapport avec les besoins sainement appréciés du service des chemins de fer.

Art. 20. Toutes les fois que les administrations des chemins de fer de l'un et de l'autre État ne parviendront pas à s'entendre soit sur les différents points prévus dans la présente Convention, soit sur les moyens d'assurer la continuité du service et de faciliter le commerce de transit, les Hautes Parties contractantes interviendront pour prescrire les mesures nécessaires.

Art. 21. Avant l'ouverture des deux chemins de fer, les Hautes Parties contractantes s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures que le nouveau mode de communication pourrait nécessiter dans le service des correspondances postales, ainsi que dans celui des communications télégraphiques.

Art. 22. Il est bien entendu que, par la présente Convention, il n'est dérogé en rien aux lois de chaque pays, en ce qui concerne les pénalités encourues dans le cas de fraude ou de contravention, pas

plus qu'à celles qui ont prononcé des prohibitions ou des restrictions en matière d'importation, d'exportation ou de transit, et que l'administration des douanes, dans chaque pays, reste libre de faire procéder à la vérification des marchandises et aux autres formalités, soit aux bureaux frontières, soit à la sortie par les ports, s'il existait de graves soupçons de fraude.

Art. 23. L'administration du chemin de fer français devra fournir à l'administration du chemin de fer espagnol, dans la station d'Hendaye, des locaux nécessaires à l'établissement régulier de son service, ainsi qu'à l'abri de son personnel d'exploitation.

L'administration du chemin de fer espagnol en agira de même, dans la station d'Irun, à l'égard de l'administration du chemin de fer français.

A moins de stipulations contraires concertées entre les deux compagnies et approuvées par les gouvernements respectifs, chacune des compagnies tiendra compte à l'autre de l'intérêt, à six pour cent, du prix d'établissement des locaux occupés pour les besoins de la douane étrangère ou de son propre service.

Art. 24. A moins de stipulations contraires concertées entre les deux compagnies et approuvées par les gouvernements respectifs, l'exploitation de la partie internationale comprise entre les aiguilles extrêmes des gares d'Hendaye et d'Irun se fera dans les conditions suivantes :

Chacune des compagnies tiendra compte à l'autre de l'intérêt, à six pour cent, de la moitié du capital d'établissement de la partie du chemin de fer comprise entre les aiguilles d'entrée de la gare et la culée du pont de la Bidassoa la plus rapprochée de ces aiguilles (ce pont a été construit à frais communs).

Sous toutes réserves des stipulations qui, dans le cahier des charges de chaque compagnie, règlent les conditions d'établissement des voies, le chemin sera, dans la partie internationale, considéré comme composé de deux lignes parallèles à simple voie, séparées par un espace de deux mètres : l'une, à voie française, prolongeant jusqu'à Irun le chemin de fer du Midi, et l'autre, à voie espagnole, prolongeant jusqu'à Hendaye le chemin du Nord de l'Espagne.

Chaque compagnie appliquera ses tarifs propres sur la ligne qui lui sera affectée dans la section internationale, sans que ces tarifs puissent en aucun cas excéder, pour le parcours sur le territoire de l'autre pays, le tarif maximum accordé à la compagnie étrangère par son acte de concession ; elle percevra les recettes à son profit et fera à ses frais les dépenses de traction et d'exploitation afférentes à cette ligne.

Par exception et pour simplifier l'entretien et la surveillance de la voie sur la partie internationale, la compagnie du Nord de l'Espagne sera chargée de ce service.

La compagnie du Midi lui fournira les matériaux de sa voie, et la dépense de main-d'œuvre, d'entretien et de surveillance des deux lignes réunies sera partagée entre les deux compagnies au prorata kilométrique.

Art. 25. Un règlement uniforme pour les signaux et les détails du service d'exploitation, comme pour les heures de départ et d'arrivée des convois entre les gares d'Irun et d'Hendaye, sera concerté entre les administrations des deux compagnies et soumis à l'approbation des gouvernements respectifs.

Art. 26. La présente convention, rédigée en français et en espagnol, sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le 8 du mois d'avril de l'an de grâce 1864.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUY'S.

(L. S.) Signé : XAVIER DE ISTURIZ.

FRANCE. — JAPON.

Arrangement conclu entre M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères de France et les ambassadeurs du Japon, le 20 juin 1864.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur du Japon, désirant consolider, par des témoignages d'une mutuelle confiance, les relations d'amitié et de commerce qui existent entre les deux pays, ont résolu de régler, d'un commun accord et par arrangement spécial, les difficultés qui se sont élevées entre leurs gouvernements, depuis l'année 1862.

En conséquence, S. Exc. M. *Drouyn de Lhuys*, ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères de S. M. l'Empereur des Français,

Et LL. EExc. *Ikeda Tsikougo no Kami*, *Kawatsou Idzou no Kami*, *Kawada Sagami no Kami*, ambassadeurs de S. M. le Taïcoun, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. En réparation de l'acte d'hostilité commis au mois de juillet 1863, contre le bâtiment de la marine impériale *le Kien Cheng*, sur lequel des coups de canon ont été tirés, dans la province de Negato, le gouvernement japonais s'engage à verser entre les mains du gouvernement de S. M. l'Empereur des Français à Yeddo, trois mois après

le retour de LL. EExc. les ambassadeurs du Taïcoun au Japon, une indemnité de 140,000 piastres mexicaines, dont 100,000 piastres seront payées par le gouvernement lui-même, et 40,000 piastres par l'autorité de la province de Negato.

Art. 2. Le gouvernement japonais s'engage également à faire cesser, dans les trois mois qui suivront le retour de LL. EExc. les ambassadeurs du Taïcoun au Japon, les empêchements que rencontrent en ce moment les navires français qui veulent passer le détroit de Simenosaki, et à maintenir ce passage libre en tout temps, en recourant, si cela est nécessaire, à l'emploi de la force, et, au besoin, en agissant de concert avec le commandant de la division navale française.

Art. 3. Il est convenu entre les deux gouvernements que, pour favoriser le développement régulier des échanges commerciaux entre la France et le Japon, les réductions de tarifs accordées en dernier lieu par le gouvernement de S. M. le Taïcoun au commerce étranger seront maintenues en faveur des articles importés par des commerçants français, ou sous pavillon français, pendant toute la durée du traité conclu à Yedo entre les deux pays le 9 octobre 1858.

En conséquence, tant que ce traité demeurera en vigueur, la douane japonaise admettra en franchise les articles suivants destinés à la préparation et à l'emballage des thés, plomb en feuilles, soudures de plomb, nattes, rotins, huiles pour peinture, indigo, gypse, bassines et paniers. Elle percevra seulement un droit de 5 0 $\frac{1}{2}$ 0 de la valeur à l'entrée des vins et spiritueux, sucre blanc, fer et fer-blanc, machines et pièces détachées de machines, tissus de lin, horlogerie, montres et chaînes de montres, verreries, médicaments ; et un droit de 6 0 $\frac{1}{2}$ 0 sur les glaces et miroirs, porcelaines, bijouterie, parfumerie, savons, armes, coutellerie, livres, papiers, gravures et dessins.

Art. 4. Cet arrangement sera considéré comme faisant partie intégrante du Traité du 9 octobre 1858 entre la France et le Japon, et il sera immédiatement mis à exécution, sans qu'il soit nécessaire de le soumettre à la ratification des souverains respectifs.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double original, le vingtième jour du mois de juin de l'an mil huit cent soixante-quatre.

(S. L.) Signé : DROUYN DE LHUYYS. (L. S.) Signé : IKEDA TSJKOGOU NO KAMI,
KAWATSOU IDZOU NO KAMI,
KAWADA SAGAMI NO KAMI.

En outre de l'arrangement ci-dessus, les ambassadeurs japonais, chargés par le Taïcoun d'offrir au gouvernement de l'Empereur une réparation pour l'attentat dont un officier français, le lieutenant Ca-

mus, a été victime au Japon, se sont engagés à verser à titre d'indemnité, pour être remise à la famille de cet officier, une somme de 35,000 dollars, ou 192,500 fr.

Ce versement a été immédiatement effectué.

Les envoyés du Taïcoun ont déclaré en même temps que leur gouvernement prendrait toutes les mesures nécessaires pour rechercher et punir les meurtriers du lieutenant Camus.

FRANCE. — ITALIE.

Convention entre la France et l'Italie, touchant l'évacuation des États pontificaux par les troupes françaises, 15 sept. 1864.

LL. MM. l'Empereur des Français et le Roi d'Italie, ayant résolu de conclure une Convention, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français :

M. Drouyn de Lhuys, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur et de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., son ministre et secrétaire d'État au département des affaires étrangères ;

Et S. M. le Roi d'Italie :

M. le chevalier Constantin Nigra, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Et M. le marquis Joachim Pepoli, grand-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près l'Empereur de toutes les Russies ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du Saint-Père, et à empêcher, même par la force, toute attaque venant de l'extérieur contre ledit territoire.

Art. 2. La France retirera ses troupes des États pontificaux graduellement et à mesure que l'armée du Saint-Père sera organisée. L'évacuation devra au moins être accomplie dans le délai de deux ans.

Art. 3. Le gouvernement italien s'interdit toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale, composée même de volontaires catholiques étrangers, suffisante pour maintenir l'autorité du Saint-

Père et la tranquillité tant à l'intérieur que sur la frontière de ses États, pourvu que cette force ne puisse dégénérer en moyen d'attaque contre le gouvernement italien.

Art. 4. L'Italie se déclare prête à entrer en arrangement pour prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quinze jours, ou plutôt si faire se peut.

En foi et témoignage de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait double à Paris, le quinzième jour du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUY'S. (L. S.) Signé : NIGRA.

PEPOLI.

Protocole et déclaration faisant suite à la convention signée à Paris entre la France et l'Italie, touchant l'évacuation des États pontificaux par les troupes françaises.

La convention signée, en date de ce jour, entre LL. MM. l'Empeur des Français et le Roi d'Italie n'aura de valeur exécutoire que lorsque S. M. le Roi d'Italie aura décrété la translation de la capitale du royaume dans l'endroit qui sera ultérieurement déterminé par Sadite Majesté. Cette translation devra être opérée dans le terme de six mois, à dater de ladite convention.

Le présent protocole aura même force et valeur que la convention susmentionnée. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même temps que celles de ladite convention.

Fait double à Paris, le 15 septembre 1864.

(L. S.) Signé : DROUYN DE LHUY'S. (L. S.) Signé : NIGRA.

PEPOLI.

DÉCLARATION.

Aux termes de la convention du 15 septembre 1864 et du protocole annexe, le délai pour la translation de la capitale du royaume d'Italie avait été fixé à six mois à dater de ladite convention, et l'évacuation des États Romains par les troupes françaises devait être effectuée dans un terme de deux ans à partir de la date du décret qui aurait ordonné la translation.

Les plénipotentiaires italiens supposaient alors que cette mesure pourrait être prise en vertu d'un décret qui serait rendu immédiatement par S. le Roi d'Italie. Dans cette hypothèse, le point de départ des deux termes eût été presque simultané, et le gouvernement italien aurait eu, pour transférer sa capitale, les six mois jugés nécessaires.

Mais, d'un côté, le cabinet de Turin a pensé qu'une mesure aussi importante réclamait le concours des chambres et la présentation d'une loi; de l'autre, le changement du ministère italien a fait ajourner du 5 au 24 octobre la réunion du parlement italien. Dans ces circonstances, le point de départ primitivement convenu ne laisserait plus un délai suffisant pour la translation de la capitale.

Le Gouvernement de l'Empereur, désireux de se prêter à toute combinaison qui, sans altérer les arrangements du 15 septembre, serait propre à en faciliter l'exécution, consent à ce que le délai de six mois pour la translation de la capitale de l'Italie commence, ainsi que le délai de deux ans pour l'évacuation du territoire pontifical, à la date du décret royal sanctionnant la loi qui va être présentée au parlement italien.

Fait double à Paris, le 3 octobre 1864.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

Signé : NIGRA.

FRANCE ET PORTUGAL.

Décret portant modification des taxes perçues sur les correspondances échangées entre la France et le Portugal.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Vu le tarif des taxes qui seront perçues en Portugal et aux Açores,
à dater du 1^{er} janvier 1865, sur les lettres, les journaux, les ouvrages
périodiques et les autres imprimés originaires ou à destination de la
France et de l'Algérie.

Vu la loi du 14 floréal an X (4 mai 1802);

Vu les décrets sur la presse des 17 février et 1^{er} mars 1852;

Vu notre décret du 16 février 1856 portant fixation des taxes à percevoir, en France et en Algérie, sur les lettres, journaux, gazettes,
ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces et avis divers
imprimés ou lithographiés, originaires ou à destination du Portugal;

Sur la proposition de notre Ministre des finances,
Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les taxes ou droits à percevoir par l'administration des postes sur les lettres, journaux, ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, échangés, par la voie de l'Espagne, entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants du Portugal et des Açores d'autre part, seront payés conformément au tarif inséré ci-après :

ORIGINE.	DESTINATION.	DÉSIGNATION des objets échangés entre la France et le Portugal par l'intermédiaire des postes espagnoles.	TAXE A PERCEVOIR sur chaque lettre ou paquet portant une adresse particulière.
1	2	3	4
France et Al- gérie.....	Portugal et Açores.....	Lettres.....	20 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes.
		Journaux, gazettes, ou- vrages périodiques, pro- spectus, catalogues, an- nonces et avis divers imprimés, gravés, litho- graphiés ou autographiés	5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes.
Portugal et Açores.....	France et Al- gérie.....	Lettres.....	80 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes.
		Journaux, gazettes, ou- vrages périodiques, pro- spectus, catalogues, an- nonces et avis divers imprimés, gravés, litho- graphiés ou autographiés	10 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes (droit de timbre compris).

Pour jouir des modérations de port accordées par le tarif ci-dessus aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques, prospectus, catalogues, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, ces objets devront être mis sous bandes et ne contenir aucune écriture à la main, si ce n'est l'adresse du destinataire. Ceux qui ne réuniront pas ces conditions seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 2. Les journaux, gazettes et autres imprimés désignés dans l'article précédent ne seront reçus ou distribués par les bureaux de poste français qu'autant qu'il aura été satisfait à leur égard aux lois, décrets, ordonnances ou arrêtés qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation en France.

Art. 3. Il ne sera reçu dans les bureaux dépendant de l'administration des postes de France, pour être expédié par la voie de l'Espagne, aucun paquet ou lettre à destination du Portugal ou des Açores qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit des papiers de musique, des livres brochés, des brochures et autres imprimés non mentionnés dans l'article 1^{er} précédent, soit des gravures ou des lithographies ne faisant point partie d'un journal, soit enfin tout autre objet passible de droits de douane.

Art. 4. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} janvier 1865.

Art. 5. Sont et demeurent abrogées les dispositions de notre décret susvisé du 16 février 1856.

Art. 6. Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 17 septembre 1864.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des cultes, chargé de l'intérim du ministère des finances.

J. BAROCHE.

Un décret du Gouvernement portugais, en date du 3 octobre 1864 et conforme au présent décret, a été publié dans le journal officiel de Lisbonne du 6 du même mois.

Décret relatif à la fixation de la taxe des correspondances échangées entre la France et l'Algérie et les colonies anglaises d'Amérique par la voie des paquebots-poste français et réciprocement.

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, A tous présents et à venir, salut :

Vu la Convention de poste conclue le 24 septembre 1856 entre la France et la Grande-Bretagne ;

Vu les lois des 14 floréal an X (4 mai 1802) et 17 juin 1857 ;

Vu notre décret du 11 avril 1863, portant fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie sur les correspondances échangées au moyen des paquebots-poste français entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies anglaises d'Amérique desservies par les paquebots-poste français, d'autre part.

Sur la proposition de notre Ministre des finances,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions des articles 1 et 2 de notre décret susvisé du 12 octobre 1857 qui concernent les lettres ordinaires ou chargées, expédiées au moyen des services anglais, soit de la France et de l'Algérie pour les colonies anglaises de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de la Grenade et de la Trinité, soit des colonies anglaises de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, de la Grenade et de la Trinité pour la France et l'Algérie, seront applicables aux objets de même nature, origine et destination qui se sont acheminés au moyen des paquebots-poste français.

Art. 2. Les dispositions du présent décret seront exécutoires à partir du 1^{er} novembre prochain.

Art. 3. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret, les dispositions de notre décret du 11 avril 1863, portant fixation des taxes à percevoir en France et en Algérie sur les correspondances échangées par la voie des paquebots-poste français entre les habitants de la France et de l'Algérie, d'une part, et les habitants des colonies anglaises d'Amérique desservies par les paquebots-poste français, d'autre part.

Art. 4. Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 28 septembre 1864.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :

Le Ministre des finances,

ACHILLE FOULD.

TURQUIE. — GRÈCE.

Convention télégraphique entre la Turquie et la Grèce,

7 août 1864.

Le Gouvernement de S. M. I. le Sultan et le Gouvernement de Sa Majesté Héllénique désirant donner plus de développement aux communications électriques déjà existant entre les deux pays par les lignes sous-marines de l'Archipel, et dans ce but les lignes télégraphiques devant se relier du côté de la Thessalie sur la frontière turco-hellénique, sont convenus de conclure une nouvelle Convention télégraphique, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires :

S. M. I. le Sultan, Mohamed-Emin-Aali Pacha, son Ministre des affaires étrangères, décoré de l'ordre impérial de l'Osmanié en bril-

lants, du Médjidié et du Mérite de 1^{re} classe, grand cordon de l'ordre royal du Sauveur et de plusieurs Ordres étrangers.

S. M. le Roi des Hellènes, M. Zanos, son chargé d'affaires près la Sublime Porte, officier de l'ordre du Sauveur, Commandeur de l'ordre du Médjidié, Grand-Commandeur de l'ordre du Lion et du Soleil de Perse.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le village grec limitrophe Sourpi est désigné comme point de jonction des lignes aériennes des deux pays contractants.

Art. 2. Comme situation frontière sont désignées pour le moment de la part du Gouvernement ottoman la ville de Volo, et de la part du Gouvernement hellénique la ville de Lamia. Toutefois, les deux Pays contractants peuvent, d'un commun accord, remplacer ce point de jonction de leurs lignes aériennes, ou, pour donner une plus grande extension aux communications électriques, relier encore leurs lignes aériennes sur un ou plusieurs points de la frontière turco-hellénique.

Art. 3. En cas d'interruption des communications entre les stations frontières, les deux États prennent l'engagement d'assurer, chacun sur son territoire, la prompte réparation de la ligne depuis la station frontière jusqu'au point frontière.

En ce cas et jusqu'au rétablissement de la ligne, les dépêches entre les stations frontières seront transportées par l'entremise des surveillants jusqu'au point frontière et là, elles seront remises réciproquement aux surveillants de l'autre État, qui les porteront sans retard à la station frontière; les dépêches ainsi transmises entre les stations frontières seront répétées par le télégraphe, aussitôt après le rétablissement de la ligne, si toutefois elles n'ont pas été reçues par l'expres et retransmises au delà de la station limitrophe.

Art. 4. Les deux Gouvernements contractants s'obligent d'appliquer dans leurs rapports télégraphiques réciproques relativement à la manipulation des dépêches, à leur taxation et aux détails du service télégraphique en général, les règles prescrites par la Convention télégraphique de Bruxelles du 30 juin 1858 et de l'instruction qui en fait partie ainsi que des modifications qui pourraient y être apportées à l'avenir par les signataires de cette Convention.

Art. 5. Les Parties contractantes prennent l'engagement d'employer dans leur station frontière ainsi que dans leurs principaux bureaux, le système de translation télégraphique afin que les dépêches s'écoulent plus rapidement sur le territoire de chacun des deux Pays.

Art. 6. Les administrations des deux Hautes Parties contractantes

se communiqueront réciproquement dans le plus bref délai possible, le tarif de leurs stations de frontière par rapport à la frontière turco-hellénique de Volo. Quant à la taxe entre les stations limitrophes des deux pays qui ne seront pas éloignées l'une de l'autre de plus de cent kilomètres, elle sera fixée à la somme de 1 fr. 50 cent., répartie par la moitié entre les deux administrations. Toutefois, le Gouvernement ottoman reste libre de fixer à son gré la taxe télégraphique pour le parcours de ses lignes de l'Asie à partir de Constantinople, de même le Gouvernement hellénique pourra fixer à son gré la taxe télégraphique pour le parcours de ses lignes sous-marines.

Art. 7. Le compte réciproque des taxes télégraphiques, des frais de poste, d'expres, etc., aura lieu à l'expiration de chaque mois.

La liquidation et le payement du montant résultant en faveur de l'une ou de l'autre administration, se fera à la fin de chaque trimestre.

Les comptes de chaque administration ne comprendront que les taxes en débit et les comptes courants trimestriels seront dressés sur la base de ces comptes fournis par les deux administrations.

Les comptes mensuels seront dressés par l'administration ottomane en francs et centimes avec réduction des sommes totales en drachmes et lepta, et par l'administration hellénique en drachmes et lepta avec réduction des sommes totales en francs et centimes.

Art. 8. Le solde résultant de la liquidation trimestrielle en faveur de l'une ou de l'autre administration sera payé en livres turques ou en pièces de 20 francs.

Si le solde résulte en faveur de l'administration ottomane, le payement se fera de la part de la Grèce entre les mains du Ministre de la Sublime-Porte à Athènes, et s'il résulte en faveur de l'administration hellénique, le payement se fera de la part de la direction des télégraphes ottomans entre les mains du Ministre de Grèce à Constantinople.

Art. 9. Dans la correspondance directe entre Constantinople et la Grèce, on pourra faire usage aussi de la langue grecque, mais en caractères romains, sans que la responsabilité des administrations télégraphiques respectives soit engagée en ce qui concerne le détériorement et l'altération des dépêches.

Art. 10. Les dispositions des articles 10 et 15 de la Convention conclue le 17/29 juillet 1859 entre la Grèce et la Turquie, sont également appliquées en ce qui concerne la ligne aérienne.

Art. 11. La présente Convention sera mise en exécution dès que les lignes aériennes des deux pays seront reliées sur le point sus-indiqué de la frontière turco-hellénique et restera en vigueur pendant trois années à dater du jour de l'échange des ratifications.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes pourront d'un commun accord en prolonger les effets au delà de ce terme.

Dans ce dernier cas elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration de six mois à compter du jour où la dénonciation en sera faite d'une part ou d'une autre.

Art. 12. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Constantinople dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le 7 août (26 juillet) 1864.

Signés : AALI. P. A. ZANOS.

DEUXIÈME PARTIE.

DOCUMENTS

RELATIFS AU CONFLIT DANO-ALLEMAND.

Négociations avec la Suède.

DANEMARK.

Dépêche de M. Hall au comte Hamilton touchant le projet d'alliance entre le Danemark et la Suède, en vue d'une attaque de la part de l'étranger.

Copenhague, le 8 août 1863.

Monsieur le Comte,

Les conversations que j'ai eues dernièrement avec vous, motivées surtout par les paroles que Sa Majesté Votre Auguste Souverain a daigné m'adresser lors de sa récente visite ici, m'ont fait connaître les vues de votre Gouvernement relativement à la tournure que notre conflit avec l'Allemagne est sur le point de prendre. Le Gouvernement Suédois me paraît pénétré de la conviction que nous ne pouvons répondre aux demandes nouvelles de la Diète que par un refus péremptoire et que cette réponse doit être donnée sans délai. Les risques de différente nature que le Danemark courra évidemment en prenant ce parti n'ont pas échappé à notre Gouvernement; mais, par une juste appréciation de la solidarité qui relie les intérêts du Danemark avec ceux des Royaumes Scandinaves, il juge le moment venu, où cette solidarité doit se manifester sous la forme positive d'un traité à conclure en vue de l'invasion qui menace le Danemark de la part de l'Allemagne.

Vous connaissez, M. le Comte, la manière de voir du Gouvernement Danois à l'égard d'un tel accord entre les deux pays, qui directement

aussi bien qu'indirectement selon moi, exercerait l'influence la plus heureuse sur l'avenir. La communication susmentionnée des intentions de votre Gouvernement fait considérablement pencher la balance en faveur d'une politique plus accentuée de notre part, et j'espère que vous trouverez un témoignage de cette disposition dans le projet de déclaration en réponse à l'arrêté fédéral que je joins sous ce pli, et qui est conçu dans un sens que nos conversations avec vous me font supposer conforme en tout point aux vues de votre Gouvernement.

J'ai toujours vivement désiré d'agir de telle sorte dans notre conflit avec l'Allemagne que je pusse compter sur les sympathies et l'approbation de votre Gouvernement. Mais dans les circonstances actuelles, je regarde comme un devoir formel de m'assurer d'avance de sa concordance la plus parfaite, non-seulement pour le fond, mais aussi pour la forme, de toute démarche diplomatique que nous avons à faire.

Je me permets donc de vous inviter, M. le Comte, à bien vouloir transmettre ce projet à S. E. le comte de Manderström et à le prier de me faire connaître ses observations là-dessus. Dès que j'en aurai pris connaissance, je prendrai les ordres du Roi pour que les instructions définitives puissent être expédiées au Ministre du Roi à Francfort.

Il sera évidemment de la plus grande importance pour le maintien de la paix, si la remise de notre réponse à la Diète peut être suivie de près par un acte qui fera connaître à temps à l'Allemagne avec quels adversaires elle aurait éventuellement affaire. J'ai tout lieu de croire que M. le Comte de Manderström apprécie complètement cette considération et j'ose espérer que vous recevrez le plus tôt possible les instructions et les pouvoirs nécessaires, car je pense que votre Gouvernement a l'intention de charger de cette négociation importante un homme qui connaît si parfaitement la question et qui a déjà exercé une si grande influence sur son développement.

Signé : HALL.

Projet et traité d'alliance entre le Danemark et la Suède, remis confidentiellement le 21 août 1863, au comte Hamilton.

§ 1. S. M. le Roi de Suède et de Norvège promet à S. M. le Roi de Danemark son secours pour la défense des pays et provinces qui n'appartiennent pas à la Confédération germanique, contre toute attaque qui pourrait résulter de différends entre le Danemark et la Confédération germanique.

§ 2. S. M. le Roi de Danemark pourra réclamer le secours mentionné au § 1, s'il y a danger d'une attaque contre les parties sus-

nommées de la Monarchie danoise, et l'occupation des duchés appartenant à la Confédération germanique, notamment le Holstein, donnera lieu à ce danger.

§ 3. Le contingent que S. M. le Roi de Suède et de Norvège se charge de fournir dans ce cas, ne dépassera pas provisoirement, en ce qui concerne les opérations par terre, vingt mille hommes de troupes de toutes armes, qui seront mis à la disposition de S. M. le Roi de Danemark pour être employés sur un point quelconque du territoire de la Monarchie danoise dans les limites sus-nommées.

Il sera pris ultérieurement en considération si et dans quelle étendue S. M. le Roi de Suède et de Norvège prendra part avec sa flotte aux opérations maritimes.

§ 4. S. M. le Roi de Danemark s'oblige à faire transporter les troupes suédoises et norvégiennes qui seront mises à sa disposition de Christiania, de Gothembourg ou de Malmoë en Danemark, et une fois les opérations terminées, à les faire reconduire à ses frais. Le Trésor danois subviendra également aux frais nécessaires à l'entretien des troupes suédoises et norvégiennes, au traitement des malades, au fourrage des chevaux, aux fournitures de boulets et balles ainsi qu'à la paye extraordinaire due pendant la guerre aux officiers et aux soldats. De son côté, le Gouvernement de Suède et de Norvège fournira les troupes parfaitement équipées et armées sur le pied de guerre. A mesure que les maladies ou la mort rendront incomplètes les divisions suédoises et norvégiennes, elles seront complétées le plus promptement possible par des troupes fraîches.

La répartition des frais que réclamera le concours éventuel de la flotte suédoise et norvégienne sera fixée en vertu de la convention mentionnée au § 3 (dernier alinéa).

§ 5. Les dispositions détaillées sur la composition et la coopération des troupes suédoises et norvégiennes, notamment, pour ce qui a rapport au commandement en chef, seront établies par une convention spéciale sur laquelle on s'entendra le plus promptement possible.

Dépêche de M. Hall au comte Hamilton sur l'opportunité qu'il y aurait à hâter la conclusion du traité d'alliance entre le Danemark et la Suède.

Copenhague, le 31 août 1863.

Monsieur le Comte,

Les pourparlers que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous ces jours derniers ont constaté, je crois pouvoir l'affirmer, que nous nous trouvons complètement d'accord quant aux points essentiels qui devront

entrer dans l'acte d'alliance projetée entre le Danemark et les Royaumes-Unis. Mais si le moment semble ainsi venu où nous pouvons passer à la rédaction formelle et à la conclusion définitive du traité principal ainsi que des conventions qui ont été prévues dans nos entretiens comme formant les suppléments nécessaires de cet acte, je crois aussi devoir appeler votre attention sur l'opportunité qu'il y a, dans les circonstances actuelles, à faire promptement aboutir cette affaire.

Vous connaissez trop bien mes vues, M. le Comte, pour que j'aie besoin de m'expliquer ici sur le grand prix que nous attachons à une alliance avec la Suède et la Norvège et sur l'influence qu'elle pourra exercer sur les résolutions de l'Allemagne, pourvu qu'elle soit déjà acquise au moment où ces résolutions seront prises. Mais, à part ces considérations générales, il s'en présente une autre, dont vous ne méconnaîtrez pas l'importance. Le Rigsraad sera convoqué pour la fin du mois prochain et vous apprécierez aisément quel avantage ce serait pour le Gouvernement du Roi, s'il était à même de se présenter d'emblée devant cette assemblée avec le fait accompli d'une alliance, qui ne manquerait pas d'imprimer une direction plus nettement caractérisée à notre politique générale.

Je suis convaincu que ces courtes observations trouveront le meilleur accueil de votre part et de même que je viens de prier Sa Majesté Mon Auguste Souverain, de me munir de pleins pouvoirs formels pour faire et conclure les actes sus-mentionnés, j'aime à croire que vous ferez également de votre côté les démarches pour avoir le plus tôt possible l'autorisation nécessaire. Signé : HALL.

**Extrait d'une dépêche de M. de Bülow, ambassadeur de Danemark
à Vienne, à M. Hall.**

Vienne, le 28 septembre 1863.

L'envoyé du Roi de Suède et de Norvège accrédité ici a reçu ces jours-ci de la part de son Gouvernement une note qui développe la situation actuelle de la Suède vis-à-vis de notre différend avec l'Allemagne, note qu'il comptait communiquer hier au comte de Rechberg.

.... La note commence par la déclaration qu'elle doit son origine aux nouvelles publiées pendant ces derniers temps par la presse au sujet d'un traité d'alliance qui aurait été projeté, ou, selon certains journaux, conclu contre l'Allemagne, entre le Danemark et la Suède et la Norvège, bruits qui exigent que M. l'envoyé lui-même soit informé exactement du fait pour le mettre à même de rectifier dans ses con-

férences des interprétations erronées. Là-dessus, après avoir rendu pleine justice à la réponse danoise à l'arrêté fédéral du 9 juillet en en reconnaissant la forme conciliante et l'offre d'entrer dans des discussions ultérieures, qui indubitablement auraient pu produire un résultat satisfaisant, et après avoir exprimé ses regrets au sujet de la résolution que néanmoins la Confédération avait prise de procéder dans la voie de l'exécution, la note dit qu'à la vérité le Gouvernement danois, dans ces circonstances critiques, a fait des démarches auprès du Gouvernement de Suède et de Norvège en vue d'une coopération pendant un conflit éventuel avec l'Allemagne, mais, est-il ajouté, un traité en ce sens n'a pas été conclu.

La note a ensuite pour objet de préciser les vues et la situation du Gouvernement de Suède et Norvège vis-à-vis de l'état de choses actuel et dit à peu près à cet effet que, aussi longtemps que l'exécution fédérale se bornera au Holstein, le Gouvernement suédois n'y verra qu'une question purement allemande, mais, dans le cas où cette limite serait franchie, et où le Slesvig serait envahi, il ne saurait se dispenser de reconnaître que dans ce cas tout le Nord serait menacé et qu'il serait obligé d'abandonner son attitude passive. L'envoyé est invité à maintenir cette vue dans les conférences, mais en la développant « il ne doit nullement l'exposer comme une menace, mais seulement comme une franche explication sur la situation, devenue nécessaire par suite des circonstances » et il y est ajouté le vif espoir « de trouver encore un expédient pour empêcher un grave développement du conflit. »

Signé : BULOW.

Dépêche de M. de Plessen, ministre de Danemark à Saint-Pétersbourg, à M. Hall, touchant le bruit de la conclusion d'un traité d'alliance entre la Suède et le Danemark.

Saint-Pétersbourg, le 29/17 septembre 1863.

M. le comte de Manderström a adressé au Ministre de Suède et de Norvège en date du 19 septembre, une dépêche dont je soumets à Votre Excellence le contenu principal.

Le cabinet de Stockholm dément les bruits, propagés par la presse, de la conclusion d'un traité d'alliance entre nous et la Suède. Le comte Manderström appelle ce bruit « prématuré, » en faisant allusion à ses obligations constitutionnelles, et dit : que depuis longtemps le sérieux de la situation a inspiré au Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark le désir de voir conclure un traité d'alliance avec la Suède et la Norvège. M. le comte de Manderström relève ensuite la modération de

notre déclaration du 29 août qui enlève à l'Allemagne le prétexte à une exécution qui, si elle avait lieu, impliquerait un danger pour l'indépendance du Nord et pourrait même mettre en péril l'intégrité de la Monarchie danoise, consacrée par le protocole de Londres. Le cabinet de Stockholm se dit préoccupé d'un état de choses qui ne peut que lui inspirer des résolutions sérieuses et au sujet desquelles des pourparlers ont eu lieu entre les cabinets de Copenhague et de Stockholm.

Conformément à ces déclarations antérieures, la Suède veut rester neutre, tant qu'il ne s'agit que du Holstein et du Lauenbourg, mais renoncerait à une attitude passive si les troupes allemandes entrent dans le Slesvig. La dépêche du comte de Manderström termine en disant que la question en litige devrait être résolue par une entente à l'amiable et non par les armes.

.... Le prince Gortchakoff n'a pas énoncé une opinion qui se rapporte directement au contenu de la dépêche et nommément à l'attitude que les Royaumes-Unis comptent prendre. Signé : O. PLESSEN.

SUÈDE.

Dépêche du comte Manderström au comte Hamilton, ministre de Suède à Copenhague, relative au nouveau projet de loi fondamentale pour les affaires communes de la Monarchie danoise soumises au Rigsraad par le gouvernement danois.

Stockholm, 5 octobre 1863.

Monsieur le comte,

Je ne saurais vous dissimuler que j'ai été vivement frappé en apprenant que le Gouvernement danois venait de soumettre au Rigsraad le projet d'une nouvelle loi fondamentale pour les affaires communes de la monarchie. Cette nouvelle me parvint par le télégraphe déjà le 28 septembre; le 2 de ce mois, je reçus, de la part du chargé d'affaires du Roi à Copenhague le texte du message royal, ainsi que celui des lois proposées, et le lendemain M. von der Maase me fit part d'une dépêche de son Exc. M. Hall à ce sujet, et voulut bien me faire prendre lecture d'un exposé des motifs qui avaient présidé à la confection des nouveaux projets de loi.

Après avoir pris connaissance de ces divers documents, je dois reconnaître que, dans son ensemble, malgré des modifications fort essentielles, les nouvelles lois projetées ne constituent pas des changements immédiats d'une grave importance; aussi me suis-je moins attaché à leur contenu qu'à l'époque à laquelle ils ont été présentés, et surtout

aux inductions qu'on peut en tirer, et qu'un passage du message royal vient corroborer d'une manière évidente.

Quant à l'opportunité du moment, le Gouvernement danois en est sans aucun doute le meilleur juge, et il ne s'est point caché, je le vois par la dépêche dont M. le chargé d'affaires de Danemark m'a fait lecture, que l'impression en Allemagne sera de tout point fâcheuse. C'est là un résultat qui attend invariablement tout changement que le Gouvernement danois peut proposer d'introduire, et je vois qu'il y est préparé d'avance; mais je ne saurais toutefois m'empêcher de nourrir quelque doute sur la bonne politique de choisir ce moment pour produire ce résultat; d'autant moins qu'il ne me paraît pas bien assuré que ce soit l'Allemagne seule qui se sentira froissée par ces propositions.

Ceci tient à la seconde observation que j'ai faite, et qui consiste dans les inductions qu'on pourra en tirer, et qui s'attachent à la tendance qu'on y verra vers une incorporation du Slesvig. Le Gouvernement danois peut, il est vrai, nier que tel soit le cas; mais la division du Rigsræad en deux Chambres, et par-dessus tout les paroles du message royal où il est dit qu'on veut chercher à donner à cette institution une telle consistance que, dans le cours du temps, il pourra suffire à tout le développement constitutionnel du royaume, ne font naître que trop facilement l'appréhension qu'il existe un plan de faire disparaître par la suite, tant la Diète du royaume que les États provinciaux du Slesvig, pour accorder aux deux Chambres du Rigsraad la plénitude de la représentation de ces deux parties de la monarchie danoise. Dès ce moment, l'incorporation serait faite. Ce n'est point de notre côté que viendrait en principe une opposition à une pareille mesure; mais nous tenons à constater que nous ne l'avons jamais conseillée. Quelle que soit l'interprétation que l'on veuille donner aux engagements pris par le Danemark en 1851, il est un point cependant, au sujet duquel ils sont exprimés d'une manière trop claire et trop nette, pour pouvoir donner lieu à une contestation, et c'est justement celui qui se réfère à la non-incorporation du Slesvig. A cet égard les assurances données par le Danemark sont positives, au moins nous ont-elles toujours paru telles, et il s'ensuit, par une conséquence toute naturelle, que nous n'avons jamais pu conseiller au Danemark de s'en affranchir. Nous comprenons parfaitement que la réalisation du Hel-Staat soit devenue impossible, et nous avons toujours pensé et dit que la faute en est à l'Allemagne et aux États du Holstein, si la tentative faite à cet égard n'a pu aboutir; mais les mêmes motifs n'existent pas pour expliquer des mesures qui, dans un développement clairement indiqué par le Gouvernement danois lui-même, équivaudront à une incorporation.

J'ai dû ne pas vous laisser ignorer ces observations, que je ne vous prie cependant point de communiquer au Gouvernement danois, tout en ne cachant point l'impression produite chez nous par la dernière mesure qu'il vient d'adopter. Elles prouvent d'abondance la difficulté qui existe d'établir une solidarité de principes et d'intérêts avec une puissance qui peut, d'un moment à l'autre, déplacer la situation, de manière à la rendre toute différente de celle qui existait de notre connaissance et de notre aveu.

Je puis me tromper, mais je dois dire que je présage que des observations dans le même sens, et peut-être bien plus vives encore, seront faites au Danemark, non-seulement de la part des puissances chez lesquelles on peut supposer un parti pris de lui être contraire et de désapprouver tout ce que fait le Gouvernement danois, mais aussi de celles des puissances qui nourrissent en sa faveur un véritable intérêt, et qui, comme nous, ne demanderaient pas mieux que de lui être utiles.

Signé : MANDERSTROEM.

**Extrait d'une dépêche du comte Manderstroem au comte Hamilton,
relative aux conditions auxquelles la Suède préterait son concours au Danemark dans le cas où ce dernier serait attaqué.**

Si contre toute attente et au mépris des représentations qui lui sont faites, l'Allemagne tentait une invasion dans le Slesvig, nous croyons pouvoir affirmer avec confiance que le Danemark pourrait compter en toute sécurité sur l'appui actif de plus d'une puissance et pour notre part, qu'un traité soit intervenu ou non, nous n'hésitons point à affirmer de la manière la plus explicite que, dans le cas d'une agression de l'Allemagne contre le Slesvig, nous serons toujours disposés comme jusqu'ici à offrir au Danemark, dans la mesure de nos forces et de nos moyens, le secours qu'il pourrait réclamer de nous. Cette assurance, vous êtes autorisé, M. le comte, à la donner au Gouvernement danois, dans les termes mêmes dont j'ai fait usage dans la présente dépêche.

Toutefois j'ai été amené à me poser cette question : à savoir si, dans l'état actuel des choses, le Gouvernement danois regarderait lui-même comme utile et convenable de conclure un traité d'alliance ? Si, comme nous avons tout lieu de le croire, le Danemark n'est menacé d'aucune agression, l'utilité pratique de ce traité serait nulle; et d'après les renseignements que je vous donne dans cette dépêche, l'opportunité pourrait bien en paraître douteuse, attendu qu'on pourrait considérer un tel traité comme plus propre à amener une agression

qu'à la détourner. C'est au Gouvernement danois, je l'avoue, qu'il appartient d'en juger; mais il y a là aussi des considérations qui nous touchent plus exclusivement et que je désire exposer, par votre intermédiaire, à M. le président du conseil, avec la sincérité qui a toujours servi de base à nos rapports mutuels.

Ministre lui-même d'un État constitutionnel, il sait, aussi bien que moi, la considération qu'il faut avoir pour les représentations nationales, et les égards dus à leur opinion, opinion qu'il appartient aux ministres responsables de chercher à diriger vers le but qu'ils jugent le plus juste et le plus utile, mais qu'ils ne peuvent toutefois transgresser à leur gré. Chez nous, l'opinion générale, toujours lente à s'alarmer sur les dangers d'autrui, ne paraît pas disposée à reconnaître que ceux qui menacent le Danemark, dans les circonstances actuelles, soient au si grands qu'on se l'imagine dans ce pays même. Il faudrait pour s'expliquer ce sentiment et pour obtenir de la représentation nationale les allocations qui, en tout cas, seraient absolument nécessaires, que le danger fût plus évident à tous les yeux et, si je puis dire ainsi, plus palpable; en pareille circonstance, je ne doute pas que les sympathies ne se réveillassent, prêtes à se manifester, en faveur du peuple danois, par des sacrifices pareils à ceux de 1848. Mais il ne faut pas perdre de vue que nos formes constitutionnelles exigent absolument le concours des représentations nationales, ce qui exigerait la convocation d'une Diète extraordinaire en Norvège, et qu'en ce moment même chez nous les pensées sont vivement préoccupées d'une question financière de la plus haute importance pour notre développement intérieur. Tout ce qui y a rapport vous est trop bien connu pour que j'aie besoin de vous donner de plus amples renseignements à ce sujet.

Voilà, Monsieur le comte, les raisons qui nous ont amenés à désirer de remettre la conclusion du traité d'alliance en question. Nous avons cru devoir les communiquer sincèrement à M. Hall, qui avec le remarquable coup d'œil politique que possède cet homme d'État, tout en pesant les avantages qu'aurait en ce moment pour le Danemark la conclusion du traité, ne se refusera pas non plus à prendre en considération les inconvénients qui en résulteraient pour nous. Si, après un examen mûr et réfléchi de toutes ces circonstances, M. le président du conseil croit devoir persister dans son désir d'une prompte conclusion du traité, nous sommes, selon moi, trop engagés par les précédents, pour que je ne considère pas comme un devoir d'appuyer en ce qui me concerne le désir qui serait exprimé à cet égard.

En tout cas, je vous prie, Monsieur le comte, de bien appeler l'attention sur le caractère exclusivement défensif que, quoi qu'il arrive, nous comptons donner à nos engagements, ainsi que sur leur limitation

aux circonstances actuelles, résultant du refus de S. M. le roi de Danemark de retirer la patente du 30 mars dernier. Il est toujours très-difficile pour un État d'accepter la solidarité de toutes les mesures qu'un autre État a prises ou peut prendre et qui peuvent être de nature à changer complètement la situation.

Je vous prie, M. le comte, de lire cette dépêche à M. le président du conseil et d'appeler son attention sur les divers points qu'elle renferme. Je ne doute pas qu'il n'apprécie les idées sur lesquelles elle se base, et qu'il ne soit persuadé de notre désir bien sincère d'être utiles au Danemark, bien que nous soyons obligés, quant à l'époque et aux moyens, de subordonner ce désir aux nécessités intérieures dont il nous est impossible de nous affranchir. MANDERSTRÖM.

DANEMARK.

Dépêche du comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Hall, au sujet de la Note adressée par M. le comte Manderström aux légations de Suède et Norvège à Londres et à Paris.

Paris, le 7 octobre 1863.

Monsieur le Ministre,

M. le baron d'Adelsward m'a donné connaissance avant-hier d'une dépêche adressée en date du 11 septembre dernier, par M. le comte Manderström aux légations de Suède et Norvège à Londres et à Paris. Sachant que ce document a été communiqué à Votre Excellence, je me bornerai à lui manifester ici ce que m'a dit M. d'Adelsward, touchant les réponses auxquelles la remise de ces notes a donné lieu.

Lors de l'arrivée de la dépêche suédoise à Londres, lord Russell était en Écosse se livrant aux loisirs de la chasse. Dans l'impossibilité où se trouvait, par conséquent, M. de Wachtmeister de lui donner lecture de la pièce en question, il se décida à lui en transmettre une copie. La réponse ne se fit pas attendre, et parvint quelques jours plus tard à Londres. On comprend d'ailleurs en lisant ce document la promptitude avec laquelle il a été expédié. Conçu dans les termes les plus vagues, il semble être à dessein rédigé de manière à ce qu'aucune parole ne puisse être interprétée comme un indice d'engagement ou de promesse pour l'avenir. Après avoir offert ses remerciements au Gouvernement Suédo-Norvégien de la communication amicale qu'il lui a adressée, lord Russell renouvelle dans sa réponse la déclaration faite en tant de circonstances que le Gouvernement Britannique porte le plus grand intérêt au Danemark, et au

maintien de l'intégrité de la monarchie ; il ajoute qu'il est tout prêt à offrir de concert avec la France, ou isolément, ses bons offices à l'Allemagne dans la question pendante, mais qu'il ne saurait préciser le parti que prendrait l'Angleterre en vue de l'éventualité mentionnée dans la dépêche de M. de Manderström; que l'attitude à prendre en tel cas : « would be the object of future consideration and decision. » Telles sont les propres paroles, si je ne me trompe dont se sert le Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté Britannique.

Il est à regretter que lord Russell ait cru devoir donner place dans sa dépêche, d'ailleurs fort concise, à un passage relatif à la question de Slesvig, où il dit que, quoiqu'il ne reconnaisse pas la validité de tous les griefs de l'Allemagne relativement aux affaires de ce Duché, il craint que le Gouvernement Danois n'ait pas rempli tous les engagements contractés à cet égard. La dépêche termine en revenant sur tout l'intérêt qu'a l'Angleterre au maintien de l'intégrité de la Monarchie Danoise.

Je crois transmettre à Votre Excellence assez exactement la teneur de la dépêche de lord Russell que je ne connais d'ailleurs que par une lecture rapide.

M. Drouyn de Lhuys ne s'étant pas absenté tout l'été pour plus de deux ou trois jours à la fois, M. d'Adelsward n'a pas eu de difficulté à le voir et à lui donner lecture de la dépêche du comte Manderström. Après l'avoir écouté avec attention, M. le Ministre des Affaires Étrangères a dit au baron d'Adelsward que la communication qu'il venait de lui faire était d'une très-grande importance, et qu'il ne pouvait émettre aucun avis avant d'avoir pris les ordres de l'Empereur.

Huit jours plus tard, le 24 ou le 25, M. Drouyn de Lhuys ayant fait prier M. d'Adelsward de passer au Ministère des Affaires Étrangères, il lui donna lecture de la dépêche qu'il adressait à M. Fournier en réponse à celle du comte Manderström. Cette dépêche fut transmise à sa destination par le courrier venu de Stockholm, mis par M. d'Adelsward à la disposition du Ministre.

La dépêche de M. Drouyn de Lhuys est, à ce que m'a dit M. d'Adelsward, fort longue. Il y est fait mention des communications échangées ces derniers mois, avec les Cabinets de Vienne et de Berlin, et de la proposition de médiation faite par lord Russell dans sa note du 16 septembre, dont j'ai entretenu Votre Excellence dans mon dernier très-humble rapport. De l'avis de M. d'Adelsward, la dépêche française serait plus favorable à la politique du Cabinet de Stockholm qu'à celle du Cabinet de Copenhague, en ce qu'il approuve l'attitude prise dans la question par le premier, et repousse l'idée d'une résistance à main armée de la part du Danemark à une exécution fédérale dans le Holstein. Mon collègue interprète

d'ailleurs les paroles de M. Drouyn de Lhuys comme s'il en résultait clairement que l'aide et l'assistance de la France sont assurées au Danemark, la Suède et la Norvège pour le cas du passage de l'Eider par les troupes allemandes.

En communiquant au Ministre la dépêche de son Cabinet, M. d'Adelsward s'est attaché, à ce qu'il m'a dit lui-même et, je dois le supposer, d'après les ordres de son Gouvernement, à éloigner de l'esprit de M. Drouyn de Lhuys toute pensée tendant à attribuer à la politique des Royaumes-Unis des vues intéressées. Il lui a dit que si le Gouvernement du Roi Charles XV nourrissait des pensées d'agrandissement territorial pour la Suède et la Norvège aux dépens du Danemark, il n'agirait pas ainsi qu'il le fait dans les circonstances actuelles; qu'il abandonnerait alors plutôt son voisin à ses propres ressources, dans l'espoir de le voir amené par la lutte à un état d'affaissement et de faiblesse qui ne saurait être que dangereux pour le maintien de l'indépendance du Danemark et l'intégrité de la Monarchie.

Signé : L. MOLTKE-HVITFELDT.

Dépêche de M. Scheel-Plessen, ministre de Danemark à Stockholm touchant la conclusion d'un traité d'alliance avec la Suède.

Extrait.

Stockholm, le 10 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

Hier j'ai eu l'honneur d'être reçu par le Roi Charles XV en audience particulière. Sa Majesté a daigné me faire l'accueil le plus gracieux et m'honorer d'une assez longue conversation qui roulait principalement sur l'état actuel de la politique en Europe. Le Roi partage l'avis des personnes qui prévoient une crise imminente pour le printemps prochain; il ne croit pas que le Gouvernement Russe parviendra à vaincre l'insurrection Polonaise dans le courant de l'hiver; or, une solution ne saurait être probable que par le sort des armes. Quant à notre conflit avec l'Allemagne, le Roi semblait croire qu'une exécution fédérale dans le Holstein n'aurait pas lieu si tôt; néanmoins les formalités qui sont la suite des prescriptions de la loi fondamentale norvégienne une fois remplies, Sa Majesté espère pouvoir faire munir la semaine prochaine le comte Hamilton des instructions nécessaires pour conclure le traité d'alliance.

Signé : SCHEEL-PLESEN.

Autre dépêche.*Extrait.*

Stockholm, le 16 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

.... Dans l'entrevue que j'ai eue aujourd'hui avec le comte Manderström, il m'a dit, que de la part du Gouvernement Suédois, par suite de la catastrophe que nous avons à déplorer, rien ne sera changé à la voie dans laquelle le Cabinet de Stockholm est entré relativement au traité d'alliance en train de se négocier. Je sais par rapport à ce traité que le Roi a dit avant-hier à un de nos collègues que des instructions partiront sous peu pour mettre le comte Hamilton en état de procéder à la signature; je sais aussi que mon collègue de France conseille de ne rien précipiter à cet égard. Je me permets de mander à Votre Excellence ces données puisqu'elles me semblent dessiner assez bien la situation du moment.

Signé : SCHEEL-PLESEN.

Dépêche de M. Hall à M. Scheel-Plessen, ministre de Danemark à Stockholm touchant l'opportunité de conclure le traité d'alliance projeté avec la Suède, en présence de la nouvelle phase dans laquelle est entré le différend dano-allemand.

Copenhague, le 27 novembre 1863.

Monsieur le Comte,

Le comte Hamilton a été chargé de m'expliquer les vues de son Gouvernement relativement à la nouvelle phase dans laquelle vient d'entrer notre différend avec l'Allemagne, et à l'influence que les nouvelles prétentions de la Confédération pourraient exercer sur le projet de traité qui occupe depuis quelque temps les deux Gouvernements, en vue d'une attaque de l'Allemagne sur les provinces non allemandes de la monarchie danoise. Le comte Manderström a fait remarquer qu'un pareil traité semblerait devenir moins nécessaire depuis que le conflit a pris une tournure qui pourra permettre au Danemark d'invoquer l'assistance effective, non-seulement de la Suède, mais de toutes les Puissances signataires du traité de Londres. Il a ajouté que l'action qu'il appartiendrait aux Royaumes-Unis d'exercer au sein d'une conférence éventuelle qui s'occuperaient de l'affaire danoise, se trouverait moins à l'aise peut-être, si un traité spécial avait modifié leur position par rapport à la question.

Tout en exprimant ces considérations, le Cabinet de Stockholm a désiré connaître notre manière de voir, et il a déclaré qu'il était tout disposé à donner suite au projet, si nous persistions à regarder la conclusion d'un traité comme un avantage positif dans la situation actuelle des choses.

Je prie Votre Excellence de porter au comte Manderström le témoignage de ma reconnaissance pour cette communication, et je vais me prévaloir de son invitation pour m'expliquer sans réserve sur nos sentiments au sujet de l'incident en question.

La question de la succession qui vient d'être soulevée à Francfort est sans doute grosse de périls et peut donner lieu à bien des vicissitudes. Cette prétention de l'Allemagne réclame l'intervention des puissances signataires du traité de Londres, et je prie Votre Excellence de remercier vivement le comte de Manderström de la dépêche circulaire dans laquelle il vient si opportunément, et d'une manière si parfaitement adaptée aux circonstances d'appeler l'attention sérieuse des puissances là-dessus. Mais, selon ma conviction, il ne peut pas en réalité résulter de cet attentat un danger sérieux pour l'intégrité de la monarchie. Je puiše cette conviction, non-seulement dans le fait que l'Europe entière a consacré l'ordre de succession, mais aussi dans la nullité absolue et notoire des prétentions du Prince d'Augustenbourg et dans l'absence de sympathie sérieuse pour sa cause, soit dans les grandes cours allemandes, soit dans les Duchés dont il convoite la possession. A mon avis, il n'y a qu'une chance de succès possible pour lui. Elle serait dans l'explosion d'une révolution générale en Allemagne, qui déborderait les Gouvernements, et ferait table rase de tous les droits légitimes. Or, je ne vois encore aucune indice de l'approche d'une pareille tempête.

Ce qui, selon moi, constitue le danger véritable et imminent, c'est que l'Autriche et la Prusse pourraient vouloir profiter de la situation pour tâcher, en guise de concession, et pour prix de leurs efforts en vue de conjurer le danger qui apparemment menace l'intégrité de la monarchie, de réaliser les projets slesvig-holsteinois au sujet de l'organisation de la monarchie.

C'était à ce danger qui compromettait non-seulement l'indépendance du Danemark, mais aussi l'avenir politique des Royaumes-Unis que le traité projeté était destiné à parer. Plus ce danger s'augmente selon nous par suite du dernier incident, et plus il importe à la nation danoise de gagner cette certitude qu'elle aura à ses côtés ses fermes et fidèles alliés, dans la lutte où elle aura à défendre on indépendance, voir même son existence.

Ces considérations ne me semblent pas perdre de leur importance

décisive par la possibilité qu'une attitude plus nettement dessinée de la Suède vînt à gêner son action dans un congrès éventuel. Certes, nous avons eu tout lieu d'apprécier ce que vaut l'assistance que la Suède est capable de nous prêter dans les Conseils de l'Europe. Mais nous sommes persuadés qu'à quelque titre que le Gouvernement Suédois prenne part aux délibérations d'un Congrès sur cette affaire, ses paroles sauront toujours se faire écouter avec toute l'attention qu'elles méritent.

Je prie Votre Excellence de développer devant le comte de Manderström les vues que je viens d'esquisser, et de lui laisser une copie de cette dépêche, s'il le désire.

Signé : HALL.

Dépêche de M. Hall au comte Scheel-Plessen, à Stockholm, au sujet des armements de guerre entrepris par la Suède.

Copenhague, le 27 novembre 1863.

Monsieur le Comte,

Dans la nouvelle que Votre Excellence m'a fait parvenir que le Gouvernement Suédois a demandé à la Diète un crédit extraordinaire de trois millions, nous avons été heureux de voir la preuve que le Gouvernement Suédois a l'intention d'entreprendre immédiatement des armements de guerre. La situation générale de l'Europe est certainement de telle nature qu'une collision entre le Danemark et l'Allemagne donnerait le signal d'une conflagration générale en Europe, dont le Nord deviendrait une des scènes principales. Il est impossible de prévoir quand cette éventualité se réalisera. Il est possible qu'il s'agisse de quelques semaines, de quelques jours peut-être.

D'après une dépêche télégraphique du Chambellan Bille à Londres, le Gouvernement anglais, sous l'empire de cette préoccupation, vient de donner l'ordre à la Flotte du canal de partir mardi pour Copenhague. Quant à nous, l'armée se trouvera dans quelques jours sur le pied de guerre, et nous faisons tous les préparatifs d'une campagne.

Dans la conversation que Votre Excellence va avoir avec le comte Manderström, à l'occasion de ma dépêche d'aujourd'hui, je vous prie de lui faire part de ces remarques, et d'appeler son attention sur l'opportunité qu'il y aurait, selon notre avis, à ce que le Gouvernement Suédois procédât de son côté aux démarches analogues conseillées par la situation. Il serait particulièrement à désirer qu'il concentrât dans le plus bref délai, des corps de troupes sur les points

les mieux situés pour pouvoir, à un moment donné, les transporter aux localités de la Péninsule Danoise, où leur présence en temps utile aiderait à détourner des pertes qui en peu de jours pourraient créer une mauvaise situation à laquelle les plus grands efforts ne seraient pas plus tard capables de remédier.

Signé : HALL.

Dépêche du comte de Scheel-Plessen à M. Hall, sur l'hésitation de la Suède à conclure actuellement le traité d'alliance projeté.

Stockholm, le 1^{er} décembre 1863.

Monsieur le Ministre,

M'étant acquitté des ordres de Votre Excellence qu'elle a bien voulu me transmettre dans ses dépêches, n°s 27 et 28 du 27 novembre passé, je suis fâché de lui mander que le résultat de mon entretien avec M. le comte de Manderström a été loin d'être satisfaisant. Après avoir écouté avec l'attention qu'elles méritent, la lecture des pièces que je devais porter à sa connaissance, le comte, en prenant la copie de la dépêche n° 27, que je lui remettais en même temps, m'a dit que le sujet était trop grave pour qu'il pût me donner immédiatement une réponse définitive, mais qu'il allait prendre les ordres du Roi. Toutefois le comte ne m'a pas caché que la situation actuelle était très-différente de celle au mois d'août lorsque les premiers pourparlers eurent lieu relativement à un traité d'alliance avec nous. A cette époque-là il s'agissait de secourir le Danemark dans une lutte éventuelle avec l'Allemagne à propos de notre différend avec la Diète Germanique, et nommément à cause de la patente du 30 mars; donc c'était un cas spécial que l'on avait en vue alors. Aujourd'hui la face des choses est complètement changée : le différend a pris des dimensions plus grandes; tous les signataires du traité du 8 mai y sont intéressés; donc la Suède doit se garder de s'isoler. Cette obligation est d'autant plus dictée par la prudence que l'horizon politique est couvert de tous les côtés de nuages, sans qu'il soit possible de prévoir de quel côté éclatera l'orage. Sous un autre point de vue, les choses ont changé encore en ce sens que, par suite de la signature de la nouvelle loi commune, les esprits sont montés en Allemagne plus peut-être que par les doutes soulevés par la soi-disant question de succession.

D'après les instructions données aux ministres d'Angleterre et de France près cette cour, les Cabinets de Saint-James et des Tuilleries se prononcent ouvertement pour le maintien du protocole de Londres.

Signé : SCHEEL-PLESEN.

Dépêche du comte de Manderström au comte Hamilton à Copenague sur les communications faites au cabinet de Stockholm, par le comte de Scheel-Plessen.

Stockholm, le 2 décembre 1863.

Monsieur le Comte,

Ainsi que me l'avait fait présager votre rapport du 27 novembre n° 162, qui m'est parvenu hier matin, M. le comte de Scheel-Plessen est venu dans la journée me faire part d'une dépêche en date du même jour, qu'il venait de recevoir de la part de son Gouvernement.

Dans cette dépêche dont une copie m'a été remise, et que je crois devoir vous transmettre pour votre information, S. Exc. M. le Président du Conseil, après avoir traité rapidement la situation actuelle du Danemark, et les conséquences qui lui paraissent devoir en découler nécessairement, revient sur son désir de voir conclu le traité d'alliance dont nous nous sommes occupés déjà depuis plusieurs mois.

Dans une dépêche confidentielle séparée, dont la lecture m'a été faite, mais dont M. le Ministre de Danemark n'était point autorisé à me laisser copie, M. Hall a accentué encore plus fortement l'imminence du danger en exprimant l'opinion qu'une attaque de la part de l'Allemagne était à prévoir au premier jour ; il a donc engagé M. le Ministre de Danemark à user de tous ses efforts afin d'accélérer autant que possible la conclusion du traité et de tâcher d'obtenir en même temps que des troupes fussent dès à présent concentrées dans les provinces limitrophes du Danemark, afin de pouvoir au plus tôt être transportées dans ce Royaume.

Lorsqu'au commencement de sa dépêche à M. le comte de Plessen, M. Hall a rappelé ce que je vous ai mandé au sujet de cette affaire, je crains bien que les préoccupations bien naturelles et bien graves de cette époque remplie de difficultés, ne lui aient inspiré une erreur, bien excusable du reste de sa part, par rapport à la situation telle qu'elle m'était connue à l'époque où j'ai pu m'exprimer ainsi et celle du moment où lui-même écrivait.

Il est évident qu'elle a subi un immense changement, non par suite du décès du feu Roi, car, ainsi que je vous le disais déjà en date du 16 novembre, cet événement regrettable n'a pu exercer aucune influence sur les dispositions du Roi, notre auguste Souverain, mais par d'autres circonstances qui l'ont suivi ou qui en ont résulté, et qui alors ne nous étaient pas connues et que nous ne pouvions pas même toutes prévoir.

En effet, la question a pris de bien plus grandes dimensions, par suite du refus d'une grande partie des États Allemands de reconnaître

S. M. le Roi Chrétien IX, en qualité de Souverain de la monarchie danoise, mais en même temps elle a motivé des explications de la part des cours signataires qui ne sauraient paraître que nettes et significatives. Quelle que soit l'issue du débat entre les grandes cours allemandes et la Confédération Germanique qui vient de s'élever à ce sujet, la question paraît nécessairement devoir être portée sur un autre terrain que celui sur lequel elle s'agitait avant la mort du Roi Frédéric VII. Il ne s'agit plus, en effet, d'une exécution fédérale, mais une agression de la part de l'Allemagne aurait pour objet évident d'arracher à la monarchie danoise des provinces qui en ont toujours fait partie et que le Protocole de Londres reconnaît comme devant l'avenir continuer à lui appartenir.

Tel étant le cas, toutes les Puissances signataires de ce Protocole, ou au moins toutes celles qui n'hésitent point à le reconnaître dans toute sa portée et dans toutes ses conséquences, sont également tenues à en maintenir les dispositions. Il n'est plus question d'une exécution fédérale pouvant avoir pour résultat une attaque contre les provinces non-allemandes de la monarchie danoise, mais d'une agression contre cette monarchie même dans une ou plusieurs des provinces qui en font intégralement partie.

Dans les pourparlers qui ont eu lieu au mois de juillet et d'août, il n'a jamais été question, vous le savez, Monsieur le Comte, d'une alliance offensive et défensive entre les deux Gouvernements : il ne s'est agi que d'un secours à prêter dans un cas donné et dans une situation déterminée. Peut-on dire que le cas actuel soit le même et que la situation soit identique à celle d'alors.

A cela on peut répondre du côté du Danemark que le cas actuel est plus extrême et plus dangereux encore : nous ne le nions pas ; mais aussi le Danemark peut compter sur un appui plus prononcé. Quels que soient les changements qui ont pu intervenir dans la situation du Danemark, il est parfaitement sûr que la nôtre n'est plus la même. Lorsque, comme c'est aujourd'hui le cas, on veut attaquer le principe même qui sert de base au protocole de Londres, nous sommes engagés, il est vrai, à le maintenir ; mais nous le sommes au même titre que d'autres Puissances et nous ne pouvons nous séparer d'elles en nous créant une position isolée et en anticipant non-seulement sur les événements, mais aussi sur les résolutions qu'elles pourront adopter, et qui — il serait souverainement injuste de supposer le contraire — ne sauront être que favorables à la juste cause de S. M. le Roi de Danemark. Si nous agissions autrement, on pourrait à bon droit nous imputer de précipiter les événements et de nécessiter une solution par les armes là où elle pourrait être atteinte encore au moyen des négociations.

Nous savons, en effet, que des négociations sont ouvertes et nous

avons annoncé notre intention de nous unir aux efforts communs pour amener un règlement du différend international, règlement qui, nous l'avons à plus d'une époque annoncé, ne saurait jamais, à notre avis, être obtenu par les armes, tout en exprimant notre conviction que l'ordre de succession établi en Danemark par le protocole de Londres ne pouvait former l'objet d'un doute. Si, tout en nous réunissant à cette action commune, nous allions, en même temps, contracter un traité d'alliance, ce serait préjuger la cause au dénouement pacifique de laquelle nous sommes appelés à coopérer, et ce serait nous placer sur une ligne à part, ce qui bien certainement ne nous vaudrait aucunement le bon vouloir des Puissances signataires, que nous avons toute raison de ménager et que, dans l'intérêt du Danemark lui-même, il serait dangereux d'indisposer.

Nous nous flattions, et non sans quelque motif peut-être, de pouvoir être utiles au Danemark dans le cours de ces négociations, tout comme, sans vouloir nous en faire un mérite, nous croyons l'avoir été pendant les années qui se sont dernièrement écoulées. Serait-il prudent alors de neutraliser complètement notre action, en contractant un engagement aussi prononcé qui aurait pour suite infaillible l'exigence de la part des Puissances allemandes de nous exclure de ces négociations, exigence à laquelle, dans la position où nous nous trouvons encore aujourd'hui, nous nous flattions de pouvoir résister, mais qui acquerrait, par notre signature d'un traité d'alliance, une telle force que nous prévoyons une grande difficulté, sinon une impossibilité de pouvoir échapper à ses conséquences. Serait-ce là, je vous le demande, Monsieur le Comte, et je le demande au Gouvernement danois lui-même, une bonne voie à choisir pour lui être utile.

Notre sincère désir de le servir ne saurait former pour lui l'objet d'un doute : l'expérience, non-seulement de ces dernières années, mais des deux dernières semaines a dû le lui prouver. Seulement, nous sommes dans une position à envisager ses affaires d'une façon plus calme qu'il ne saurait le faire lui-même, et par-dessus tout nous avons à penser, non-seulement à ses intérêts, mais aussi et en premier lieu, aux nôtres que, dans son ardeur pardonnable pour sa propre cause, il semble ne point songer à faire entrer en ligne de compte.

En résumant ce que, par ordre du Roi, je viens de vous dire, je dois vous déclarer, Monsieur le Comte, en vous priant de le porter à la connaissance du Ministre danois, que Sa Majesté ne considère pas le moment actuel comme propice pour la conclusion d'un traité d'alliance dont la base principale serait tout autre que celle qui présidait au projet dont il a été question cet été. Ce n'est point à dire que nous abandonnions entièrement l'idée de la conclusion d'un pareil traité, si les circonstances et les intérêts mutuels le prescrivaient

plus tard. Je dois dire que je pense que le bruit qui s'est fait autour des négociations qui ont eu lieu par rapport à cette convention n'a peut-être pas été sans quelque utilité pour le Danemark en donnant l'éveil sur cette question, et en sonnant, si je puis m'exprimer ainsi, le tocsin à la face de l'Europe. De même, je crois pouvoir dire qu'il ne serait point prudent en ce moment, de déclarer les négociations rompues. Pour notre part, nous ne le désirons pas, et nous pensons que le Danemark ne doit point le désirer. Laissons l'affaire en suspens; elle reviendra plus tard si les événements l'exigent et l'admettent; ne rendons compte à personne de l'état dans lequel se trouvent les négociations et espérons qu'un arrangement intervenu sur la médiation des principales puissances européennes rendra superflu tout recours aux armes: avec leur concours, le Danemark sera à l'abri d'exigences exagérées, contre leur opinion, le Danemark, avec notre seul appui, ne saurait triompher d'adversaires aussi puissants.

Je ne saurais vous dire, Monsieur le Comte, combien je désire que cette communication, dont vous pouvez donner copie à M. le Président du Conseil, soit reçue par Sa Majesté Danoise dans l'esprit qui l'a dictée et qui est celui d'une sincère amitié et je crois pouvoir ajouter d'un dévouement éclairé.

Signé : MANDERSTRÖM.

Dépêche du comte de Scheel-Plessen à M. Hall, touchant les communications qu'il a été chargé de faire au cabinet de Stockholm.

Stockholm, le 4 décembre 1863.

Monsieur le Ministre,

En réponse aux communications que j'ai été chargé de faire au Cabinet de Stockholm, conformément aux ordres de Votre Excellence dans ses dépêches N°s 27 et 28, le comte de Manderström a adressé en date d'avant-hier au comte Hamilton une dépêche que ce dernier aura déjà avant l'arrivée de ce très-humble rapport portée à la connaissance de Votre Excellence. Elle saura donc que le cabinet de Stockholm ne considère point le moment actuel comme propice pour procéder à la signature du traité négocié dans le courant de l'été.

Les développements que le comte Manderström donne à cette manière de voir de sa cour, sont en harmonie complète avec les indications que j'ai été dans le cas de faire parvenir à Votre Excellence. Je pourrais donc me borner à m'y référer: mais je demande la permission de mettre à profit l'occasion offerte par le départ du général major de Blücher, qui a bien voulu se charger de ce très-humble rapport, pour

avoir l'honneur d'ajouter quelques mots que je prie instamment Votre Excellence de regarder comme tout à fait confidentiels.

Dès que j'ai eu connaissance du projet d'un traité d'alliance avec nous, j'ai de suite soupçonné que le comte de Manderström y a prêté la main principalement pour couvrir la responsabilité du Roi qui s'était aventuré trop loin dans ses entretiens avec feu le Roi Frédéric VII. Car je savais que, malgré les sympathies pour notre cause, la grande majorité du peuple suédois n'était pas bien pénétrée de la conviction que les intérêts bien entendus du pays pussent lui conseiller une coopération active dans un conflit qui, au fond, ne le touche pas de très-près. Or, on n'aurait se cacher que l'idée d'un traité d'alliance avec nous, même dans les circonstances telles qu'elles se présentaient l'été passé, fût assez impopulaire. Le parti scandinave seul qui est peu nombreux, choyait cette idée ; d'autres qui y voyaient un moyen pour augmenter les forces militaires du pays, ne s'y opposèrent point. Cependant, à peu d'exceptions près, la plupart des personnes sont contentes d'avoir trouvé un prétexte, plausible à leurs yeux pour se soustraire à la signature du traité. Ce n'est pas à dire que la face des choses soit tellement changée que nous ne puissions plus compter sur les sympathies et jusqu'à un certain degré aussi sur le concours de ce pays. Au contraire, on considère notre cause comme juste ; on est indigné de la perfidie de l'Allemagne et des gouvernements allemands, mais on se réjouit de ce qu'un expédient soit trouvé qui permette à la Suède de se retirer avec honneur des engagements qu'elle était sur le point de contracter vis-à-vis de nous. Le comte Manderström m'a dit à plusieurs reprises et il l'a répété dans sa dépêche d'avant-hier, que l'état des choses n'est plus le même aujourd'hui qu'il était en été. Tandis qu'alors il s'agissait d'un cas spécial d'agression du Danemark de la part de l'Allemagne, sous des prétextes cherchés dans des relations fédérales, la question a pris à l'heure qu'il est de plus vastes dimensions : elle est devenue européenne. La Suède y est intéressée au même degré que les autres puissances signataires du traité de Londres. Et puis, la Suède a des devoirs à remplir non-seulement vis-à-vis de ses voisins, mais aussi vis-à-vis d'elle-même ; la constellation des affaires politiques est des plus critiques ; si l'on ne veut ajouter foi à une alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, il n'est pas permis de perdre de vue la possibilité d'une alliance entre la Russie et la France. Si je ne craignais pas de tomber dans des redites, je ferai observer que le comte Manderström tient à cœur d'éviter l'isolement de la Suède de l'action des autres puissances, en vue surtout de l'influence funeste qu'un tel isolement pourrait exercer sur la marche des affaires, lorsque le moment sera venu d'avoir recours à une médiation dans notre différend. J'ose ajouter que je crois le comte

Manderström sincère dans les vœux qu'il forme pour une issue heureuse de la lutte, dans laquelle nous sommes engagés. Les dépêches, son langage officiel et sa conversation intime font preuve de cette sincérité; je crois qu'il représente dignement son pays sous ce point de vue aussi....

Signé : SCHEEL-PLESEN.

**Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall, touchant l'imminence
d'une exécution fédérale dans le Holstein.**

Extrait.

Stockholm, le 10 décembre 1863.

Monsieur le Ministre,

Ému par les nouvelles alarmantes que le télégraphe nous a apportées avant-hier et en vertu desquelles une exécution fédérale dans le Duché de Holstein paraissait imminente, j'ai cru de mon devoir de représenter encore une fois au comte Manderström l'opportunité, la nécessité même de nous venir en aide. Le comte m'a écouté avec une attention marquée, m'a assuré de l'intérêt vif que lui causait cet état de choses, mais il m'a répété les mêmes raisons alléguées, lorsqu'à des occasions antérieures j'ai tâché de décider le cabinet de Stockholm à une coopération active. Tout en remerciant le comte des démarches diplomatiques qu'il a faites en notre faveur, je lui ai demandé s'il ne croyait pas que le moment était venu pour faire plus encore. Malheureusement il n'était pas de mon avis; dans la longue conversation que nous avons eue à ce sujet et qui portait évidemment l'empreinte des sympathies dont était animé mon interlocuteur, celui-ci m'a dit entre autres choses : « Sans pouvoir le prouver, je crois que l'Autriche et la Prusse sont convenues avec l'Angleterre et la France de ne pas dépasser les limites d'une exécution fédérale, quelque mal fondée que soit cette mesure extrême; je crois aussi que la révocation de la patente du 30 mars arrêtera la marche des troupes allemandes, mais je crains que l'on ne cherche et ne trouve un autre prétexte, celui que mettait en avant l'arrêté fédéral du 1^{er} octobre n'ayant plus de raison d'être. »

Signé : SCHEEL-PLESEN.

TROISIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

DANEMARK.

Rapport du Comité du Folkething. — Août 1864.

La Diète de Francfort avait, le 9 juillet 1863, converti en arrêté la proposition faite le 18 juin par les comités réunis. Les considérants de cet arrêté portaient que les actes du Gouvernement danois, et en particulier la patente du 30 mars 1863 pour le Holstein, n'étaient pas conformes aux diverses résolutions prises par la Diète pendant les années 1858-1861; que la position faite par cette patente au Holstein et au Lauenbourg était en complète opposition avec les accords de 1851-1852; que, relativement au Slesvig, la patente était une violation de la promesse donnée en 1851-1852, de ne pas incorporer le Slesvig, et de ne faire aucune démarche tendante à ce but; que la Diète se verrait par suite forcée, si le Danemark maintenait la patente du 30 mars, de donner suite, pour le Holstein et le Lauenbourg, à l'exécution qui avait déjà été annoncée le 12 août 1858, et, quant au Slesvig, de faire valoir par tous les moyens qu'elle jugerait convenables les droits qu'elle avait acquis par des arrangements internationaux; enfin, que la Diète serait disposée à voir dans la proposition de lord Russell du 24 septembre 1862 une base acceptable de conciliation, si le Danemark voulait y adhérer sans réserve. En conséquence, la Diète sommait le Gouvernement du Roi-Duc d'abolir la patente du 30 mars, et de lui faire savoir avant six semaines qu'il avait fait les démarches nécessaires pour établir une Constitution commune qui unît par un lien homogène le Holstein et le Lauenbourg avec le

Slesvig et le royaume proprement dit, soit conformément aux accords de 1851-1852, soit sur la base de la proposition anglaise du 24 septembre 1862. Les comités réunis furent en même temps chargés de préparer et de présenter éventuellement les mesures à prendre, au cas que le Danemark ne satisfît pas à cette sommation.

Pendant le cours de la discussion, le Gouvernement danois avait, à plusieurs reprises, mais sans résultat, protesté contre cette démarche de la Diète. Il avait aussi, d'accord avec sa conduite antérieure, formellement récusé le droit de cette Assemblée de prendre une résolution relativement au duché de Slesvig, pour lequel la question était d'une nature purement internationale, et donné l'ordre à son envoyé à Francfort de déclarer qu'il ne pourrait faire à son Gouvernement aucune communication concernant cette province danoise. La notification de l'arrêté de la Diète du 9 juillet, pour ce qui avait rapport au Slesvig, fut par suite faite le 17 juillet, par des notes émanées des Ministres de Prusse et d'Autriche à Copenhague.

La réponse du Danemark à l'arrêté de la Diète du 9 juillet fut remise le 27 août, précisément à l'époque où le Congrès des princes allemands, auquel le Roi de Danemark avait été aussi invité comme membre de la Confédération, était réuni à Francfort sous la présidence de l'empereur François-Joseph, et adoptait les bases d'une union plus intime entre tous les pays allemands. Elle portait que les conditions préalables sous lesquelles avaient eu lieu les accords de 1851-1852 n'avaient pas été respectées par la Diète elle-même, qui, par son attitude, avait placé le Gouvernement danois dans l'alternative ou de sacrifier complètement l'indépendance de la monarchie danoise, ou de renoncer à l'union plus étroite qu'on lui demandait d'établir entre les pays relevant de la Confédération et les autres provinces danoises, alternative qui ne laissait aucun choix au Gouvernement danois.

Elle faisait en outre ressortir que la patente du 30 mars avait été publiée, d'un côté, pour répondre aux vœux des États holsteinois, qui, d'une représentation commune comprenait aussi le Holstein, et, de l'autre, pour satisfaire aux demandes formulées par la Diète dans ses arrêtés du 8 mars 1860 et du 7 février 1861, qu'aucune loi pour les affaires communes, et en particulier pour les finances, ne fût promulguée sans le consentement des États du Holstein.

Le Gouvernement ajoutait que, bien qu'il ne se vît pas en état de révoquer la patente du 30 mars, il avait donné l'ordre à son représentant de fournir à la Diète tous les éclaircissements désirables sur les dispositions de cette patente, et se déclarait prêt, non-seulement à prendre en sérieuse considération toute proposition relative au Holstein et au Lauenbourg, mais aussi à exécuter pour ces provinces toutes les résolutions de la Diète qui pourraient se concilier avec la

souveraineté inaliénable du Roi dans ses possessions fédérales, et ne mettraient aucun obstacle au libre exercice du pouvoir législatif dans les parties de la monarchie qui ne relevaient pas de la Confédération. Enfin, relativement à l'exécution fédérale, le Gouvernement soutenait qu'après avoir reconnu l'indépendance des duchés allemands, et s'être déclaré prêt à entrer en négociation pour en assurer l'établissement, il ne pourrait considérer une pareille éventualité qu'au point de vue international.

La réponse du 27 août fut renvoyée aux Comités réunis, qui présentèrent leur rapport à l'Assemblée le 19 septembre suivant, et le 1^{er} octobre, la Diète rendait un arrêté conforme, portant que le Gouvernement du Roi-Duc n'avait pas rempli ses obligations fédérales à l'égard du Holstein et du Lauenbourg, et qu'elle allait en conséquence faire procéder à une exécution, afin de rendre effectives dans lesdits duchés toutes les résolutions diétales qui avaient été prises depuis février 1858. Venaient ensuite les dispositions qui confiaient l'exécution à l'Autriche, à la Prusse, à la Saxe et au Hanovre, dispositions d'après lesquelles ces deux derniers États devaient effectuer l'exécution civile et militaire, et les deux grandes puissances tenir des forces en réserve, au cas que le Danemark opposât une résistance.

C'est en vain que le Gouvernement danois avait protesté, et contre le rapport des comités, qui faisait de nouveau entrer le Slesvig dans les délibérations de la Diète, et contre l'arrêté lui-même; comme d'habitude, le Danemark n'eut de son côté que les Pays-Bas pour le Luxembourg et le Limbourg, et tous les autres États de la Confédération votèrent contre lui. C'est dans la même séance du 1^{er} octobre que le Président communiqua à l'Assemblée une dépêche en date du 29 septembre, adressée par le comte Russell au représentant de la Grande-Bretagne à Francfort, sir Alexandre Malet. Le ministre anglais s'y exprimait avec beaucoup de chaleur, et dans un langage très-énergique, contre la proposition des Comités réunis, et déconseillait formellement à la Diète de la convertir en arrêté.

S'il n'avait été question, y était-il dit, que du Holstein et du Lauenbourg, le Gouvernement anglais, tout en regrettant la ligne de conduite adoptée par la Diète, n'aurait pas contesté la justesse des principes qui lui servaient de guide en cette occasion. Mais il s'agissait aussi de la Constitution commune pour la monarchie danoise, et la Diète n'avait aucune autorité à faire valoir à cet égard. Après avoir rappelé que, par le traité de Londres du 8 mai 1852, l'Autriche et la Prusse s'étaient, tout aussi bien que la Grande-Bretagne, engagées à respecter l'intégrité et l'indépendance du Danemark, le comte Russell ajoutait que l'Angleterre « ne pouvait voir avec indifférence une occupation militaire du Holstein dont la fin dépendrait de conditions qui

auraient pour résultat d'ébranler et de désorganiser la Constitution de la monarchie danoise ; » qu'elle « ne saurait considérer une pareille occupation militaire comme étant un acte justifié par l'autorité de la Diète, ni admettre qu'on lui donnât avec droit le nom d'exécution fédérale ; » enfin, qu'elle ne « pourrait être indifférente aux conséquences qu'une telle démarche aurait pour le Danemark et les intérêts européens. »

Pour ces motifs, le comte Russell, au nom du Gouvernement anglais, exhortait avec instance la Diète germanique « à s'arrêter, et à soumettre le conflit dano-allemand à la médiation d'autres puissances qui n'avaient aucun intérêt dans la querelle, mais en avaient un grand au maintien de la paix européenne et de l'intégrité du Danemark. » Cette dépêche, qui paraît avoir excité de l'émotion dans l'Assemblée, fut renvoyée par la Diète aux Comités réunis.

Pendant qu'au commencement du mois d'octobre, la Diète germanique précipitait ainsi vers une crise le conflit avec le Danemark qui, depuis près de deux ans, était resté presque stationnaire, et, pour la première fois, se décidait à donner suite à l'exécution qui jusqu'alors n'avait existé qu'à l'état de menace, et pendant que l'Angleterre était amenée par cet incident à adresser, d'une manière peu ordinaire, un avertissement à cette Assemblée, la question de la Constitution pour le Danemark et le Slesvig, qui n'avait pas fait encore un pas en avant depuis la patente du 6 novembre 1858, était devenue à l'intérieur l'objet de discussions importantes.

Le Rigsraad, pour le royaume et le Slesvig, s'était réuni le lundi 28 septembre, et le lendemain, le Gouvernement lui avait soumis le projet d'une nouvelle Constitution commune pour les pays représentés dans le Rigsraad et qui était destinée à remplacer celle du 2 octobre 1855. Ce projet subit le 2 et le 3 octobre l'épreuve d'une première lecture et fut ensuite renvoyé à un Comité. Quand même le Gouvernement, par sa dépêche du 28 septembre, n'aurait pas porté cet important projet de loi à la connaissance des cours étrangères, en accompagnant sa communication d'une explication détaillée, les autres puissances, et en particulier la Prusse, ne pouvaient donc pas l'ignorer. C'est alors que commencent avec M. de Bismarck les négociations auxquelles se rapporte la série des documents diplomatiques qui ont été communiqués au Rigsraad.

On se rappelle que le ministère conservateur, formé en septembre 1862 sous la présidence de M. de Bismarck, avait eu de rudes combats à soutenir contre la Chambre des députés de Prusse ; la session avait été close en mai, sans que la Chambre eût accordé au Gouvernement les crédits demandés, et le 5 septembre, celle-ci avait été dissoute, et les électeurs convoqués à nouveau. Pendant que le Gouvernement

prussien rompait aussi brusquement avec le système constitutionnel qui avait été pratiqué en Prusse pendant quelques années, il s'était en même temps, dans la question allemande, placé dans une opposition décidée vis-à-vis du parti national, qui précisément alors trouvait en Autriche un appui énergique.

Le roi Guillaume refusa par suite formellement de prendre part au congrès des princes à Francfort, et le désaccord qui régnait depuis longtemps entre les deux grandes puissances allemandes, et auquel les négociations relatives au renouvellement de l'association douanière venaient de fournir encore un riche aliment, sembla par là être arrivé à son apogée. Aussi le message royal du 5 septembre, qui prononçait la dissolution de la Chambre des députés, fit-il expressément mention des dangers qui menaçaient la position de la Prusse en Allemagne.

M. de Bismarck qui déjà, à une époque antérieure, s'était montré l'adversaire déclaré de toute la doctrine du slesvig-holsteinisme, avait maintenant, pour la première fois, à décider de l'attitude que prendrait la Prusse dans la nouvelle crise de la question danoise. Il a sans doute pensé, en considérant l'état des choses en Prusse et en Allemagne, que, dans l'intérêt de son système politique, il ne pouvait mieux faire que de contribuer à aplanir le conflit dano-allemand, et à terminer ainsi une affaire qui, plus que toute autre, avait le don de passionner les populations allemandes, et était devenue un moyen d'agitation dangereux entre les mains du parti démocratique et national. Des encouragements venus de l'Angleterre l'ont confirmé dans cette manière de voir.

Le premier document de la série communiquée au Rigsraad, une dépêche du 8 octobre du ministre danois à Berlin, M. le chambellan Quaade, témoigne déjà d'une façon décisive de telles dispositions. M. de Bismarck, qui n'avait pas pu ou voulu empêcher les deux résolutions fédérales du 9 juillet et du 1^{er} octobre, désirait leur donner une portée aussi restreinte que possible, et voulait transporter le conflit sur un terrain qui ouvrît les voies à un arrangement amiable. Il pensait pouvoir arriver à ce résultat en maintenant que la compétence de la Diète ne s'étendait qu'au Holstein seul, et croyait répondre ainsi aux désirs du gouvernement danois touchant la séparation du Holstein et une union plus intime du Slesvig avec le royaume.

Comme un indice très-significatif de la nouvelle attitude que le comte de Bismarck comptait faire prendre à la Prusse dans la question danoise, on peut citer l'expression dont il s'est servi, en répondant à la remarque de M. Quaade, que le comte de Bernstorff, le précédent ministre des affaires étrangères, avait toujours établi une liaison étroite entre la question du Holstein et celle du Slesvig, savoir que les déclarations

du comte de Bernstorff n'avaient plus de conséquence. Ces dispositions de M. de Bismarck, grâce sans doute à l'influence de l'Angleterre, se sont fortifiées pendant la période qui s'est écoulée jusqu'à la conversation que M. Quaade a eue avec lui le 21 octobre.

Dans cet entretien, le ministre prussien déconseille au gouvernement danois de faire un *casus belli* de l'exécution fédérale dans le Holstein, une pareille déclaration devant faire prendre à la Diète une attitude énergique, et empêcher la Prusse d'agir en vue d'un arrangement amiable. Il regarde comme possible, si le gouvernement danois veut tenir un langage conciliant, de limiter la résolution de la Diète au côté purement fédéral de la question, côté qui, d'après lui, n'embrasse que les points en litige entre le roi de Danemark et les États provinciaux du Holstein, ou, comme on le dit encore d'une manière plus expressive, « entre le duc de Holstein et de Lauenbourg et les États provinciaux, » tout ce qui se trouve au delà de cette limite appartenant au domaine international.

Cette façon de considérer à part les différents côtés de la question n'est pas accidentelle, mais revient sans cesse; c'est ainsi qu'à la même époque, M. Quaade mande que M. de Bismarck a, d'après de bonnes sources, établi la distinction suivante : « Il y a dans le conflit dano-allemand trois points principaux qu'il faut isoler nettement l'un de l'autre, savoir : 1^o la question relative à la Constitution particulière du Holstein ; c'est une affaire purement fédérale : 2^o la question du Slesvig : elle est d'une nature purement internationale ; enfin 3^o la position du Holstein dans l'organisation constitutionnelle de la monarchie danoise ; c'est une question d'un caractère mixte, mais M. de Bismarck est disposé à lui attribuer un caractère international. »

Le ministre prussien en vient aussi à exprimer la pensée qui forme la base de toute la négociation ultérieure poursuivie entre lui et M. Quaade, savoir qu'il faut accorder aux États holsteinois une autorité pleine et entière pour toutes les dépenses concernant le Holstein, non-seulement celles qui sont particulières, mais aussi celles qui sont communes, et en particulier, parmi ces dernières, les dépenses qui figurent dans le budget normal provisoire du 28 février 1856. Si le Danemark faisait cette concession, l'exécution fédérale tomberait d'elle-même, et il deviendrait possible de régler, par une médiation, la partie internationale de la question.

Il résulte de différents témoignages puisés dans les diverses séries de documents qui ont été communiqués au Rigsraad, que le gouvernement anglais a déployé tous ses efforts pour faire aboutir l'arrangement amiable qu'avait fait entrevoir M. de Bismarck. Sir Andrew Buchanan à Berlin, et sir Augustus Paget à Copenhague, ont travaillé activement en ce sens, et la dépêche du comte Russell à sir Alexandre

Malet, du 14 octobre, prouve qu'en agissant ainsi, ils n'ont fait que suivre les ordres de leur gouvernement. La note verbale de M. Hall, du 20 octobre, et le mémorandum de sir Augustus Paget, du 22 octobre, font voir que la question a aussi été l'objet de négociations directes entre l'Angleterre et le Danemark.

Dans la Diète, où l'Autriche, et surtout la Bavière et l'Oldenbourg, poussaient à des mesures énergiques contre le Danemark, on ne pouvait s'attendre à rencontrer de grandes dispositions à suivre la voie indiquée par M. de Bismarck ; lui-même appelait l'attention sur ce fait, qu'il y avait en Allemagne des États et des ministres qui, quelles qu'en fussent les conséquences, voulaient pousser jusqu'à la dernière extrémité les résolutions votées contre le Danemark, et qui, dans une guerre avec ce pays, dût-elle même conduire à une guerre générale, et peut-être précisément par ce motif qu'elle était propre à allumer un incendie universel, voyaient un moyen de salut pour l'unité et la centralisation de l'Allemagne. Il était donc clair, pour M. de Bismarck, qu'en essayant d'amener un arrangement amiable, il se mettait en opposition avec le parti national en Allemagne, et dans les documents communiqués au Rigsraad, on trouve des expressions qui semblent indiquer que tel était son désir.

Par sa résolution du 22 octobre, la Diète repoussa les représentations faites par le comte Russell dans sa dépêche du 29 septembre ; mais cette circonstance n'a ni affaibli l'espoir des diplomates anglais en un dénouement pacifique, ni fait la moindre impression sur M. de Bismarck, qui, au contraire, maintint son plan, et s'efforça d'amener le gouvernement danois à rédiger de telle façon la réponse que la Diète, par sa résolution du 1^{er} octobre, lui avait demandée dans un délai de six semaines, qu'elle pût servir de transition à la solution désirée par lui.

Le gouvernement danois se prêta à cette combinaison. Sa réponse à la Diète, qui fut remise le 29 octobre, établit de la même manière que M. de Bismarck une distinction entre le côté fédéral et international de la question, et représente la patente du 30 mars, dont la Diète avait demandé l'abolition, comme un acte provisoire susceptible de recevoir un plus grand développement dans tous les points qui, suivant la Diète, ne paraîtraient pas devoir suffisamment assurer l'indépendance et l'égalité des droits du Holstein. Elle se garde aussi de déclarer l'exécution fédérale un *casus belli*. La manière dont le gouvernement danois comprend le côté fédéral et international de la question est tout à fait d'accord avec une troisième note du comte Russell à la Diète, en date du 21 octobre.

Quoique cette réponse, qui au préalable avait été communiquée confidentiellement à Berlin, renfermât tout ce qu'avait demandé M. de Bismarck dans ses conversations antérieures avec M. Quaade, le mi-

nistre pussien crut cependant devoir réclamer du Danemark une déclaration plus explicite. D'après les dépêches de M. Quaade du 27 et du 28 Octobre, qui font connaître sa pensée à cet égard, il voulait qu'on accordât aux États holsteinois une autorité pleine et entière pour toutes les dépenses relatives au Holstein, y compris celles qui figuraient dans le budget normal, et qu'on abolît pour ce duché la différence qui avait été établie jusqu'alors entre les dépenses communes et particulières, de manière à créer provisoirement un Eider-Holstein et un Eider-Danemark. Cela fait, et lorsque le côté fédéral de la question aurait été ainsi résolu, on devait laisser aux négociateurs et aux médiateurs chargés de régler plus tard le côté international, le soin de rétablir une communauté politique entre ces deux parties de la monarchie danoise. M. de Bismarck avait la ferme conviction qu'une pareille concession de la part du Danemark rendrait l'exécution fédérale impossible, et en tout cas, il aurait mis en œuvre toute son influence pour l'empêcher. Il se déclarait également prêt à accepter la médiation proposée par l'Angleterre pour le règlement de la question internationale, si le Danemark voulait y adhérer de son côté.

M. Quaade a plusieurs fois dans ses dépêches rendu témoignage de la sincérité et de la loyauté de M. de Bismarck. Il y exprime la conviction que le gouvernement prussien, à l'opposé des autres États allemands, désire d'éviter l'exécution fédérale ; il est persuadé que M. de Bismarck est animé de la meilleure volonté en vue d'un arrangement à l'amiable, et engage avec instance son gouvernement à ne point repousser la main qui lui est tendue. Il ressort d'autres documents que les diplomates anglais, qui ont pris une part si active dans les négociations, partagaient les mêmes convictions.

La proposition de M. de Bismarck mettait le gouvernement danois en présence d'une double difficulté, l'une de fond, et l'autre de forme. D'un côté, il était nécessaire qu'on se prémunît contre les abus du pouvoir illimité de voter les crédits réclamés pour les États holsteinois, abus qui pouvaient rendre toute administration impossible, et mettre le gouvernement hors d'état de remplir ses engagements. De l'autre, il s'agissait de trouver une forme sous laquelle le cabinet danois, qui avait déjà répondu à l'arrêté fédéral du 1^{er} octobre, pût porter ses intentions à la connaissance de la Diète. — Il ressort des documents qui s'occupent de ces difficultés, que M. de Bismarck n'a pas montré moins d'empressement que le ministère danois pour trouver les moyens de les surmonter. Ces négociations, dont il est inutile de donner le détail, eurent pour résultat que le gouvernement danois accepta la proposition faite en commun par M. de Bismarck et Sir Andrew Buchanan, et qu'il fit le 14 novembre la déclaration suivante à la Diète, après l'avoir d'abord communiquée aux comités réunis :

Le Danemark pour le Holstein et le Lauenbourg. L'envoyé a reçu l'ordre de communiquer aux comités chargés des affaires relatives à la constitution du Holstein et du Lauenbourg, les intentions que son très-haut gouvernement a fait connaître dans sa déclaration du 8 courant.

Comme lesdits comités, suivant une lettre de leur président, l'envoyé de l'Autriche, ne se regardent pas comme autorisés, dans l'état actuel de la question, à recevoir, sans l'ordre exprès de la haute assemblée, les communications de l'envoyé royal, celui-ci, conformément à ses instructions, a l'honneur de porter ladite déclaration à la connaissance de la haute assemblée.

Nous avons été informés par communication confidentielle d'un gouvernement ami, qu'une incertitude s'est produite sur le sens et la portée de notre déclaration du 29 octobre. Tant que la compétence constitutionnelle attribuée aux États holsteinois n'embrassera pas aussi la part du budget normal afférente au duché, on ne saurait voir dans cette déclaration, assure-t-on, une garantie de l'autonomie qu'on réclame pour les territoires fédéraux, assez satisfaisante pour que l'exécution, devenue inutile, puisse être abandonnée.

Cette exigence que le budget normal, en tant qu'il concerne le Holstein, soit aboli, dépasse indubitablement les limites des arrêtés fédéraux existants; car jusqu'ici, il n'avait jamais été question de demander pour les États du Holstein, la même compétence financière que celle exercée par le Rigsraad pour les parties non allemandes de la monarchie. Or, pour ce qui regarde cette dernière assemblée, le budget normal n'a point cessé d'être en vigueur. La demande qu'on vient de mettre en avant a d'ailleurs une très-grande portée. Si déjà à l'époque où le droit de voter les crédits n'appartenait qu'à une seule assemblée, la fixation d'un budget normal fut considérée comme une condition indispensable, à plus forte raison le maintien doit-il en paraître nécessaire aujourd'hui, alors que les prérogatives constitutionnelles vont se trouver dans les attributions de deux assemblées distinctes.

Mais le gouvernement du roi désire sincèrement faire tout ce qui dépend de lui pour imprimer un caractère uni et simple à la question en litige, et conjurer une complication remplie de dangers. Toutefois il s'agit ici d'une innovation; pour cette raison déjà, et afin que le gouvernement du roi acquière la certitude qu'une pareille démarche sera comprise dans son vrai sens par la Confédération, et afin que le résultat auquel il vise soit effectivement atteint, nous sommes dans l'obligation d'attendre, pour émettre une déclaration formelle dans ce sens, que l'assemblée fédérale où les comités réunis nous en adressent la demande.

Ce que nous pouvons faire aujourd'hui déjà en vue de détendre,

autant que cela nous est permis, la situation actuelle, c'est de charger Votre Excellence de prendre l'initiative de la manière la plus convenable, pour informer sans retard les comités réunis des intentions éventuelles du gouvernement royal, et spécialement porter à leur connaissance que, sous les conditions indiquées plus haut, le gouvernement royal sera prêt à déclarer que les lois financières futures seront soumises à la délibération des États holsteinois, de telle façon qu'elles comprendront la part contributive toute entière du Holstein par rapport aux affaires communes, soit que les dépenses en question tombent à la charge des recettes particulières du duché, soit qu'elles puissent être défrayées sur sa part des revenus communs. Ai-je besoin d'ajouter, ce qui s'entend de soi, qu'une extension tellement significative de la compétence des duchés est inséparable de cette restriction, inhérente à la nature des choses, que les obligations irrécusables qui incomberont à l'État ne pourront pas ne point être remplies, et qu'elle ne saurait être accordée que sous la condition que les États s'attacheront de leur côté à pratiquer d'une façon loyale la compétence qui leur serait ainsi concédée, et ne tenteront pas de refuser les moyens nécessaires pour la conduite d'un gouvernement régulier.

Le gouvernement danois avait ainsi rempli de la manière la plus complète, et dans la forme requise, la demande faite par M. de Bismarck. Une compétence financière qui embrassait le budget normal était accordée aux États holsteinois. Au dire du ministre prussien, cette concession devait résoudre le côté fédéral de la question, et rendre impossible l'exécution dans le Holstein ; en tout cas, la Prusse devait s'y opposer au sein de la Diète, et se montrer, pour son compte, prête à accepter une médiation amicale pour le règlement de la question internationale.

Mais les choses ne se passèrent pas ainsi. Déjà la veille du jour où la déclaration ci-dessus, qui résume toute la négociation, fut remise à Francfort, il était survenu un changement aussi soudain que radical dans l'attitude du cabinet prussien. Le 13 novembre, le même jour où le Rigsraad adoptait le projet de la nouvelle constitution commune, la dépêche suivante était expédiée de Berlin au ministre prussien à Copenhague, M. de Balan.

« Je vois par les rapports que Votre Excellence a eu la bonté de m'adresser, que non-seulement les délibérations dont est l'objet dans le Rigsraad la nouvelle constitution commune pour le royaume de Danemark et le duché de Slesvig, avancent avec la plus grande rapidité, mais aussi que le président du conseil a lui-même expressément demandé que cette constitution entrât en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1864.

« Je ne puis m'empêcher de faire la remarque qu'en agissant ainsi,

M. Hall ne me paraît pas avoir suffisamment réfléchi sur la gravité de la situation. En admettant même que la question de l'exécution n'ait rien de commun avec cette constitution pour les parties de la monarchie indépendante de la Confédération, de ce que le but de l'exécution aura été limité à l'accomplissement de celles des demandes de l'Allemagne qui rentrent incontestablement dans la compétence de la Diète, il ne s'ensuit en aucune façon qu'on renonce pour cela aux droits de nature internationale qui résultent des traités. Toute atteinte portée à ces droits ne peut que susciter de nouveaux obstacles à la médiation qu'a proposée le cabinet anglais.

« Je désire donc que Votre Excellence fasse remarquer à M. Hall combien la conduite du gouvernement danois, en s'écartant des accords de 1852, rend la situation difficile, et diminue les chances d'une solution pacifique.

« Je me suis déjà exprimé dans ce sens auprès du gouvernement britannique par l'intermédiaire du ministre du roi à Londres, et je désire que Votre Excellence ne laisse subsister aucun doute sur la grave signification que nous attachons à cet incident.

« Votre Excellence est autorisée à communiquer la présente déclaration.

« Le ministre des affaires étrangères,
« par ordre, *Signé, THILE.* »

Dans ses conversations avec M. Quaade, M. de Bismarck n'ajamais fait allusion à la nouvelle constitution commune pour le Royaume et le Slesvig, contre l'adoption de laquelle il proteste si vivement dans la dépêche ci-dessus, qui fut communiquée à Copenhague le jour même de la mort de Frédéric VII. Comme le projet de constitution, d'après ce qui a été dit plus haut, a été présenté au Rigsraad le 28 septembre, a subi l'épreuve d'une première lecture le 2 et le 3 octobre, et, après avoir été renvoyé à une commission qui n'a remis son rapport que le 22, a fait du 2 au 9 novembre, l'objet d'une discussion approfondie, on ne peut admettre qu'il n'ait été connu qu'au dernier moment du gouvernement prussien, surtout après que la dépêche circulaire du cabinet danois du 28 septembre avait expressément appelé l'attention des cours étrangères sur cette affaire. Si M. de Bismarck, n'a jamais, par la moindre allusion, laissé entrevoir au ministre danois que la réforme constitutionnelle projetée pour les affaires communes du royaume et du Slesvig, pût empirer l'état des choses à Francfort, et rendre plus difficile l'arrangement amiable désiré par la Prusse, il faut attribuer son silence à cette circonstance, qu'au point de vue où il s'était placé, le ministre prussien devait considérer la constitution dano-slesvigeoise comme une affaire qui n'avait absolument rien de com-

mun avec la question purement fédérale dont était saisie la Diète. Il a lui-même déclaré au ministre anglais à Berlin (voir le rapport de M. Quaade du 23 octobre) que si seulement la question holsteinoise était réglée, il n'y aurait plus de danger: que si le gouvernement danois voulait accorder au Holstein ce que réclamait la Diète, toute exécution deviendrait impossible, et « pour ce qui regarde le côté international de la question, que certainement personne ne voudrait faire la guerre à ce sujet. »

M. Quaade dit ailleurs, dans son rapport du 6 novembre, que « pendant qu'à Francfort on demande toujours encore l'abolition de la constitution commune du 2 octobre 1855, et la suspension de toutes les démarches tendant à faire mettre en vigueur la nouvelle constitution commune, M. de Bismarck, et c'est là son grand mérite, s'abstient complètement de toucher à tout ce qui, rigoureusement parlant, ne peut pas être considéré comme une affaire fédérale. » C'est précisément parce que M. de Bismarck maintenait que la Diète n'avait à se mêler que du Holstein et du litige existant entre le duc de Holstein et les Etats « qu'il pouvait seulement s'occuper de la patente du 30 mars, mais non de la réforme qu'on se proposait de faire subir à la constitution du 2 octobre 1855, limitée au royaume et au Slesvig. »

M. de Bismarck qui, à une époque antérieure, regardait comme nécessaire la révocation de la patente de mars, en était venu plus tard à demander que cette patente fût au contraire étendue, de manière à comprendre toutes les dépenses du Holstein, y compris celles du budget normal, et il avait lui-même caractérisé l'état de choses qu'il désirait établir comme devant donner lieu à un Eider-Holstein et à un Eider-Danemark, dont une médiation amicale aurait ensuite réglé les rapports mutuels. Mais, à ce point de vue, la protestation faite contre la nouvelle constitution commune pour le royaume et le Slesvig devient une contradiction, surtout parce qu'elle est si tardive et qu'elle ne se rattache par aucune espèce de liens aux cinq semaines de négociations qui l'ont précédée.

Que cette nouvelle attitude du ministre prussien ait été aussi considérée par l'Angleterre comme constituant un revirement que rien ne justifiait ni ne motivait, c'est ce dont rendent officiellement témoignage les documents diplomatiques qui ont été communiqués au parlement anglais pendant sa dernière session. Dans une dépêche du 18 novembre 1853, sir Augustus Paget rend compte à lord Russell d'une conversation qu'il a eue avec M. de Balan à la suite de la communication que lui avait faite ce dernier de la déclaration prussienne du 13 novembre. Le ministre anglais s'y exprime en ces termes : « M. de Balan désirait que j'appuyasse ses représentations, soit en conférant à ce sujet avec M. Hall, soit en demandant une audience au roi,

pour supplier instamment Sa Majesté de ne pas sanctionner l'acte en question (la constitution du 18 novembre). » Je répondis à M. de Balan que je ne ferais pas une pareille démarche sans avoir reçu des instructions du gouvernement de Sa Majesté. Je ne pus en outre dissimuler mon étonnement de ce que le cabinet prussien eût cru devoir faire une communication de cette nature, surtout en ce moment, et fis observer que, pendant les négociations poursuivies avec M. de Bismarck, il ne s'était rien passé qui pût faire croire qu'il élevât des objections contre la nouvelle constitution.

Autant qu'il était à ma connaissance, il n'en avait jamais dit un mot, ni à l'envoyé de Sa Majesté, ni au ministre danois; toute la négociation n'avait roulé que sur le budget normal, et, sous ce rapport, le gouvernement danois avait satisfait à toutes les demandes de M. de Bismarck. Ce dernier avait d'abord désiré que le gouvernement danois lui fit connaitre ses intentions à ce sujet, après quoi, il se serait chargé de les communiquer aux comités réunis, et de les recommander à leur bienveillant examen; puis il s'était ravisé, et, trouvant que cela ne suffisait pas, il avait demandé que le gouvernement danois prit lui-même l'initiative à Francfort; on lui avait aussi fait cette concession, et maintenant, à la onzième heure, après que le projet avait été adopté par le Risgraad à la troisième lecture, et qu'il ne lui manquait plus que la signature du roi pour devenir une loi, il venait protester contre la nouvelle constitution. J'ajouteraï que celle-ci était en discussion depuis six semaines et que ce n'était pas après qu'elle avait passé à la dernière lecture, mais lorsqu'il était encore temps d'arrêter les délibérations qu'il aurait fallu y faire opposition. Une pareille façon de procéder était singulière, pour employer l'expression la plus modérée.

M. de Balan convint qu'il aurait été préférable de protester plus tôt; mais ce n'était pas sa faute, car il avait eu un congé. Il parla en termes élogieux du désir qu'avait M. de Bismarck de contribuer à un arrangement amiable de la question, mais prétendit que ces bonnes dispositions étaient entravées par le gouvernement danois qui, au moment où il déployait tous ses efforts auprès de la Diète pour apla-nir l'affaire et empêcher l'exécution, venait, par son projet de constitution, de faire naître de nouvelles difficultés. Il ne voulait pas dire que l'exécution aurait lieu comme conséquence de cette constitution, mais il n'était pas douteux que celle-ci n'empirât la situation, et ne rendît très-difficile à la Prusse, qui avait eu la bonté de se poser, pour ainsi dire, en médiateur entre la Diète et le gouvernement danois, de pouvoir avec succès poursuivre sa politique de conciliation. Je répondis que si la Diète comptait procéder d'après une base légale, la constitution ne pourrait, ni d'une manière ni de l'autre, exercer la

moindre influence sur l'exécution ; que si elle voulait s'engager dans une voie illégale je pouvais comprendre que la constitution lui servît de prétexte, mais qu'elle n'y trouverait jamais une justification. Mais, continuai-je, il y avait si peu de motifs pour supposer que M. de Bismarck voulût protester contre la constitution, que pour ma part, je l'avoue, je la considérais comme devant créer précisément l'état de choses qu'il désirait voir s'établir.

Je citai à l'appui une lettre de sir Andrew Buchanan, où on lisait que pour bien élucider la base sur laquelle on devait s'appuyer dans une médiation relative à la question internationale, il faudrait, suivant les idées de M. de Bismarck, qu'on rompît tous les liens qui unissent le Holstein aux autres parties de la monarchie, de manière à créer provisoirement, pour nous servir de ses propres termes, un Danemark et un Holstein, tous les deux indépendants jusqu'à l'Eider. Cela n'a pas été dit, poursuivis-je, seulement à l'envoyé de Sa Majesté, mais aussi au ministre danois, car j'ai moi-même vu la dépêche dans laquelle il le raconte. Avec quelle apparence de droit, demandai-je, M. de Bismarck pourrait-il donc venir accuser le gouvernement danois d'augmenter les difficultés de la situation, lorsque la démarche que vient de faire ce dernier est tout à fait conforme à ses propres idées, telles qu'il les exposait il n'y a pas plus de trois semaines.

M. de Balan put seulement répondre qu'il ignorait que M. de Bismarck se fût exprimé dans ce sens, et qu'il devait reconnaître l'opposition qui se trouvait entre les paroles d'alors et la démarche qu'il avait maintenant reçu l'ordre de faire. Pour sa part, il ne pouvait agir que d'après ces instructions officielles.

Les documents communiqués au Rigsraad ne fournissent aucun éclaircissement sur les motifs qui ont provoqué ce brusque revirement dans la politique de M. de Bismarck. On est conduit à tirer ses conclusions des événements eux-mêmes. Il est donc naturel d'attirer l'attention sur ce fait, que les premiers symptômes de la maladie qui a mis fin en quelques jours à la vie du roi Frédéric VII, se sont montrés immédiatement avant la protestation de M. de Bismarck contre la nouvelle constitution commune. La dépêche prussienne, qui n'est pas signée par le ministre lui-même, mais par le sous-sécrétaire d'État en son nom, est du 13 novembre. Le 11 novembre a paru le premier bulletin officiel sur la maladie de Frédéric VII; on ne l'a pas considéré ici comme inquiétant, mais il n'est pas impossible qu'on lui ait attribué à Berlin un caractère plus grave.

On connaît assez, et on l'a pleinement vu dans l'exécution, quels sont les plans que l'Allemagne rattachait à l'extinction de la branche mâle d'Oldenbourg et avec quel soin tous les préparatifs avaient été faits en vue de cette éventualité. Quelque sincère qu'ait été M. de Bis-

marck dans son désir de résoudre à l'amiable le conflit dano-allemand lorsqu'il n'y avait que des perspectives lointaines pour un changement de règne en Danemark, aussitôt qu'il a eu devant les yeux la possibilité de la mort du roi, l'intérêt de la Prusse lui commandait de rompre les négociations commencées avec le Danemark, et de se réserver sa liberté d'action (*Berlingske Tidende.*)

Message de clôture du Rigsraad.

Nous, Christian IX, notre salut royal au Rigsraad! Nous avons résolu et ordonnons par les présentes que la session extraordinaire du Rigsraad soit close le jeudi 1^{er} septembre, et avons, à cet effet, en nous réservant, en cas de besoin, de réunir de nouveau le Rigsraad en session extraordinaire, autorisé notre président du conseil à déclarer en notre nom que la session de l'assemblée est close.

Sur ce, nous prions Dieu de vous avoir en sa sainte garde.

Fait en notre résidence de Copenhague, le 30 août 1864.

**Adresse présentée le 12 septembre 1864, au Roi de Danemark,
par une députation des habitants du nord du Slesvig.**

Sire,

C'est avec une épée suspendue au-dessus de leur tête, et avec la perspective de voir leur nationalité complètement anéantie, que les habitants du nord du Slesvig s'approchent du trône de Votre Majesté, et la supplient de les sauver du danger qui les menace. Courbés sous le joug d'un ennemi puissant, et privés de toute parole de consolation et d'encouragement de la part de notre roi et de son gouvernement, nous avons dû, dans le silence et l'abandon, supporter toutes les terreurs et les déceptions de la guerre, pendant que les partisans de l'Allemagne proclamaient en triomphe que le Slesvig entier était un pays allemand. Cependant, jusqu'à cette heure, nous n'avons jamais cessé d'espérer que tout finirait bien pour nous, si seulement nous ne perdions pas courage.

Sire, bien que les conditions que les ministres de Votre Majesté ont été forcés d'accepter en vue de la paix nous aient remplis de douleur et d'effroi, nous n'en nourrissons pas moins au fond de notre cœur la ferme espérance qu'il est impossible que nous soyons séparés du Danemark et que Votre Majesté veuille nous abandonner, car

l'attachement à notre nationalité et le dévouement absolu à la personne du roi n'ont jamais été, dans le nord du Slesvig, qu'un seul et même sentiment. Oui, nous proclamons devant Votre Majesté et en face du monde entier que depuis le Kongeaa jusqu'à Flensbourg, habite une population dont les sentiments sont entièrement danois, et qui n'a gardé jusqu'ici le silence que parce que les rigueurs de l'ennemi ont étouffé sa voix.

Sire, nous affirmons hautement que la population du nord du Slesvig est danoise de cœur et d'âme, qu'elle frémît à l'idée d'être livrée en proie à son ennemi juré, et ne peut sans terreur envisager l'époque où sa nationalité sera peu à peu étouffée sous le poids de la domination étrangère. A coup sûr, beaucoup d'entre nous n'ont pu se faire à l'idée d'un partage du Slesvig; mais plutôt mille fois accepter ce partage que de nous voir abandonnés à la merci de l'Allemagne.

Sire, c'est avec l'énergie qu'inspire le désespoir que nous venons réclamer l'appui du trône et de la nation. Nous ne pouvons ni ne voulons comprendre que le roi de Danemark ou le peuple danois puisse consentir à sacrifier sa propre chair et son propre sang, tant qu'il reste encore une armée en état de combattre, et une flotte intacte pour défendre et protéger le Danemark.

Si cette adresse ne porte qu'un petit nombre de signatures, nous n'en pouvons pas moins assurer à Votre Majesté que nous parlons au nom de tous les habitants du nord du Slesvig, et que les circonstances seules nous ont empêchés d'obtenir l'adhésion de tous nos frères.

Adresse présentée par les habitants du nord du Slesvig, aux commissaires civils austro-prussiens à Flensbourg.

Aux hauts commissaires civils pour le duché de Slesvig,

La nouvelle des préliminaires de paix et du sort qu'ils réservent au Slesvig, ont douloureusement affecté tous les habitants danois de ce duché. Nous y voyons non-seulement une source de graves dangers pour notre nationalité, mais nous devons même craindre qu'elle ne soit menacée d'une destruction complète, et c'est ce que semblent ne faire que trop présager la destitution et l'éloignement d'un grand nombre de fonctionnaires danois, dont le seul crime, pour la plupart, est d'être restés fidèles à leur serment et à leurs devoirs envers le gouvernement danois. La population du nord du Slesvig est et a toujours été danoise jusqu'au fond de l'âme, elle n'a jamais cessé d'être animée d'un dévouement sans bornes pour le Danemark et la

maison royale, et c'est ce qui lui fait ressentir d'autant plus vivement la douleur de la séparation. Suivant en cela l'exemple qui nous a été donné dernièrement par un grand nombre de nos plus honorables concitoyens, nous venons donc vous exposer que notre vœu le plus ardent — et nous jurons que c'est là le vœu général du Slesvig du nord — est de rester unis au Danemark, et que nous préférions encore un partage du Slesvig d'après les nationalités, à la perspective de nous voir incorporer à l'Allemagne à la suite du Holstein, pour former un Slesvig-Holstein.

Nous avons pensé que, dans ces temps de tourmente, il était de notre devoir de vous exprimer nos vœux, avec prière de les transmettre à vos hauts gouvernements. D'après leurs déclarations l'Autriche et la Prusse n'ont entrepris et poursuivi la guerre que pour défendre les droits de la nationalité allemande; nous avons donc la ferme espérance qu'à la conclusion de la paix, elles ne détruiront pas la nationalité de 200 000 Slesvigeois, en faisant cesser leur union avec le Danemark, union sous laquelle ils ont vécu heureux pendant des siècles.

Lettre de M. Hall adressée au *Dagbladet*, journal de Copenhague, au sujet de la dépêche du comte de Manderström du 5 octobre 1863.

Monsieur le rédacteur,

Mon attention vient d'être attirée par un article du journal suédois *Dagligt Nya allehanda*, sur la lettre de M. le comte de Mandeström, en date du 5 octobre de l'année passée, qui a été publiée par le *Posttidning*. Il résulte de cet article ou que M. le comte Hamilton a manqué à son devoir en ne me communiquant pas cette dépêche, alors que j'étais ministre des affaires étrangères, ou que s'il l'a fait je suis coupable d'avoir trompé le peuple danois. Les lignes suivantes prouveront l'inexactitude de ces deux suppositions.

Je n'ai eu connaissance de la susdite dépêche du 5 octobre 1863, que tout dernièrement par la publication qui en a été faite; elle ne m'a été ni lue ni laissée en copie, et son contenu, du reste, prouve clairement qu'elle ne pouvait parvenir de cette manière à ma connaissance.

Mais M. le comte Hamilton a tout naturellement accompli la mission qui lui a été confiée, en me faisant savoir, dans un entretien que nous eûmes à son retour de Scanie, le 12 ou le 13 octobre 1863, que le projet de Constitution soumis au Rigsraad avait fait naître quelques hésitations chez son gouvernement, parce qu'on ne trouvait pas le

moment opportun et que l'on redoutait l'impression qu'il pourrait produire tant en Allemagne qu'en d'autres endroits, surtout dans le cas où l'on y verrait une incorporation du Slesvig.

Je répondis que le projet de Constitution dans son ensemble et principalement, s'il devait avoir une signification pour l'Allemagne et l'étranger, n'était que le complément de la patente du 30 mars 1863, relative au duché de Holstein : qu'il se pourrait bien qu'il ne fût pas mieux accueilli en Allemagne que ne l'avait été cette patente ; mais que je savais avec certitude que le gouvernement suédois approuvait de la façon la plus complète la patente, et que, puisque la compétence du Rigsraad n'était pas modifiée par la nouvelle Constitution en ce qui a rapport aux représentations particulières (le Rigsraad et la réunion des États provinciaux du Slesvig), il n'y avait aucun motif pour qu'il fût question d'incorporation. J'ajouterai que si toutefois il existait encore quelque obscurité dans le contenu et le but de la nouvelle Constitution, j'étais convaincu qu'elle serait éloignée tant par les rapports spéciaux de M. le comte Hamilton, que par de plus amples explications que pourrait donner l'envoyé danois à Stockholm, M. le comte de Scheel-Plessen, qui justement, après une absence prolongée, devait le même jour retourner à son poste.

J'avais d'autant moins de motifs de supposer que l'on dût attacher une sérieuse importance aux hésitations du gouvernement suédo-norvégien que, précisément le même jour, M. le comte Hamilton avait à me lire la dépêche du 5 octobre dans laquelle M. le comte de Manderström fait en effet ressortir quelques considérations qui pouvaient avoir pour but d'ajourner la conclusion formelle de l'alliance, mais sans y introduire un seul mot relatif au projet de la Constitution. En outre, M. le comte Hamilton était autorisé à déclarer que si le gouvernement danois continuait à désirer la conclusion du traité d'alliance, M. le comte de Manderström était également disposé à faire les démarches nécessaires. La dépêche contenait en outre une déclaration significative au sujet du rôle de la Suède dans la lutte dano-allemande. C'était, du reste, la seule partie de la dépêche dont M. le comte Hamilton était autorisé à me laisser copie. Comme ce passage a été reproduit de différentes manières, j'en donne ici le texte original :

« Si, contre toute attente et au mépris des recommandations qui lui sont faites, l'Allemagne tentait une invasion dans le Slesvig, nous croyons pouvoir affirmer avec confiance que le Danemark pourrait compter, en toute sécurité, sur l'appui actif de plus d'une puissance ; et, pour notre part, qu'un traité soit intervenu ou non, nous n'hésitons point à affirmer, de la manière la plus explicite, que dans le cas d'une agression de l'Allemagne en Slesvig, nous serions toujours

dans les mêmes dispositions que jusqu'ici, et, dans la mesure de nos forces et des moyens dont nous pourrons disposer, d'offrir au Danemark le secours qu'il pourrait réclamer de notre part.

« Cette assurance, vous êtes autorisé, monsieur le comte, à la donner au gouvernement danois dans les termes mêmes dont j'ai fait usage dans cette dépêche. »

Dans le mois qui suivit cette époque et jusqu'à l'adoption de la Constitution par le Rigsraad, je reçus, par l'intermédiaire de M. le comte Hamilton, plusieurs communications de M. le comte de Manderström relatives aux traités d'alliance et aux démarches qui étaient faites pour en avancer la conclusion. Mais je puis déclarer, de la manière la plus positive, que ces communications ne contenaient aucune allusion, même éloignée, au projet de Constitution qui, pendant ce temps, était livré à l'élaboration du Rigsraad. Du reste, dans une occasion récente, le public a connu par la publication de la dépêche du 16 novembre, écrite par M. le comte de Manderström après la réception de la dépêche télégraphique annonçant l'adoption de la Constitution par le Rigsraad, et la mort du roi Frédéric, qui eut lieu deux jours après, qu'en Suède on envisageait comme heureux pour le roi Christian que le nouveau projet de loi fondamentale ait été voté avant la mort de son prédécesseur. La dépêche ajoutait que le changement opéré sur le trône de Danemark n'exercerait aucune influence sur les négociations relatives à la conclusion du traité d'alliance.

Je puis donc, en toute sécurité, affirmer que je n'ai eu aucun motif de croire que la Constitution dont on a tant parlé ait été un obstacle sérieux aux vues du gouvernement suédo-norvégien, et que cette Constitution ait eu quelque influence sur les négociations relatives à la conclusion du traité d'alliance.

Copenhague, 16 septembre 1863.

Signé : C. HALL.

ESPAGNE.

Décrets royaux accordant l'amnistie pour tous les délits de presse, la remise des amendes imposées aux feuilles périodiques, déclarant le congrès des députés dissous et portant qu'il sera procédé le 22 novembre à de nouvelles élections.

Rapport adressé par le président du conseil à la Reine proposant d'accorder l'amnistie et la remise des amendes pour les délits de presse.

Madame, des circonstances connues de tous ont aigri les passions politiques dans ces derniers temps, et il n'est pas étonnant que la

presse en ait été plusieurs fois l'expression, ainsi qu'elle est l'organe des opinions des partis militants. Il était naturel, en conséquence, que les Gouvernements chargés de l'exécution des lois et de la conservation de l'ordre public employassent la répression, traduisant devant les tribunaux ceux qu'ils croyaient avoir abusé de ce moyen. Mais Votre Majesté, s'élevant toujours au-dessus des partis politiques et inaccessible à leurs passions, réserve l'usage de sa prérogative royale pour l'appliquer au moment où elle juge que son exercice ne saurait préjudicier à l'action du Gouvernement. Votre Gouvernement le sait: aussi, m'inspirant des hauts et nobles sentiments de Votre Majesté, de l'avis du Conseil des Ministres, j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté le projet de décret ci-joint.

Madame, aux royaux pieds de Votre Majesté,

LE DUC DE VALENCE.

Madrid, le 21 septembre 1864.

Décret royal.

Conformément à ce qui m'a été proposé par mon Conseil des Ministres, je décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. J'accorde amnistie pour tous les délits de presse commis jusqu'au jour de la publication du présent décret.

Art. 2. Il sera sursis immédiatement à tous les procès pendans, et il ne sera pas procédé à d'autres pour les délits passés, et leurs conséquences.

Art. 3. Les Ministres à qui il appartiendra adopteront les résolutions nécessaires pour que ma volonté soit exécutée.

Donné au palais, le 21 septembre 1864.

LA REINE.

Contre-signé,

Le président du Conseil des Ministres,

RAMON MARIA NARVAEZ.

Considérant les raisons qui ont motivé mon décret d'amnistie pour les délits de presse, et de l'avis de mon Conseil des Ministres, je décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est fait remise de toutes les amendes imposées depuis le 1^{er} janvier 1857 jusqu'à ce jour aux feuilles périodiques qui se publient et se sont publiées dans le royaume.

Art. 2. On procédera immédiatement à la liquidation du montant des amendes payées et leur restitution sera mise à la charge du budget actuel aussitôt qu'il aura été obtenu un crédit législatif. Mon Gouver-

nement présentera à cette fin aux Cortès un projet de loi spécial dans la prochaine session.

Donné au palais le 22 septembre 1864.

LA REINE.

Contre-signé :

Le président du Conseil des Ministres.

RAMON MARIA NARVAEZ.

Décret royal.

Usant de la prérogative qui m'appartient aux termes de l'article 26 de la Constitution de la Monarchie, et de l'avis de mon Conseil des Ministres, je décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le Congrès des Députés est dissous.

Art. 2. Il sera procédé à de nouvelles élections, conformément à la loi électorale en vigueur.

Art. 3. Les Cortès du Royaume se réuniront dans la capitale de la Monarchie, le 22 décembre de l'année courante.

LA REINE.

Contre-signé :

Le président du Conseil des Ministres.

RAMON MARIA NARVAEZ.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Décret royal.

En exécution de l'article 3 de mon décret royal de cette date; considérant les raisons exposées par le Ministre de l'intérieur, et de l'avis de mon Conseil des Ministres, je décrète ce qui suit :

Article unique. Il sera procédé aux élections générales des Députés aux Cortès, le 22 novembre prochain.

LA REINE.

Contre-signé :

Le Ministre de l'intérieur.

LUIZ GONZALEZ BRAVO.

Circulaire du ministre de l'intérieur, aux gouverneurs des provinces, relative à la politique que suivra le nouveau cabinet.

Élevé par la confiance de Sa Majesté aux fonctions de Ministre de l'intérieur, je considère comme indispensable de faire connaître à

Votre Seigneurie, afin qu'elle s'en pénètre bien et qu'elle le communique à ses subordonnés, la signification et la pensée du Gouvernement dont je fais partie. La Reine, usant de la prérogative qui lui appartient aux termes de la Constitution, a confié la formation du Ministère actuel à M. le Duc de Valence, dont l'éminente importance et représentation politique n'ont pas besoin d'être rappelées. Il était naturel et juste que le Ministère dont on lui confiait l'organisation répondît de la manière la plus large possible à la signification connue de l'illustre personnage appelé à le présider. Les noms des Conseillers actuels de la Couronne en disent assez pour attester jusqu'à quel point cet objet a été atteint, sans qu'il soit besoin d'entrer dans des détails qui peuvent, en certains cas, paraître inconciliables avec les rigoureuses et hautes obligations qu'impose le gouvernement de l'État. Le Gouvernement actuel s'est constitué, comme je l'ai dit, en vertu du libre usage de la prérogative constitutionnelle de la Reine; il se propose d'exécuter de faire exécuter respectueusement la Constitution politique et les lois de la Monarchie en les comprenant et en les appliquant avec une modération juste et éclairée et en les développant graduellement suivant l'esprit libéral de l'époque où nous vivons, sans oublier les leçons de l'expérience ni méconnaître la valeur des circonstances qui nous entourent. L'État, en Espagne, est une Monarchie constitutionnelle. Les Membres du Ministère actuel sont, comme ils ont toujours été, fiers de l'État monarchique et constitutionnel; leur intention est de gouverner en se soumettant avec plaisir aux règles connues des institutions représentatives.

Pour que ces préceptes soient légitimement appliqués, il est absolument indispensable que l'autorité du Gouvernement et de ses Agents atteigne toute la plénitude, toute l'importance morale qui leur est accordée en vertu de ces principes. Le Ministère actuel pense que chaque institution doit fonctionner avec liberté et avec vigueur dans ses limites respectives; par ce motif, il veut que l'action dont il est dépositaire se développe énergiquement et sans obstacle, suivant l'impulsion de sa volonté, et dont l'extension s'étendrait sans gêner le moins possible la marche légitime des autres institutions qu'il respecte avec sincérité, mais sans renoncer pour cela, le moins du monde, à l'usage de ses attributions propres. La maturité et la prudence dans les résolutions n'excluent pas, au contraire elles exigent l'exécution rigoureuse de ce qui a été décidé. La vigueur et la dignité de l'autorité légitime sont la garantie la plus solide des franchises publiques. Là où l'autorité est en question, la liberté et l'ordre sont également en question. L'anarchie alors est inévitable.

Ceci résumé en peu de mots signifie que le Gouvernement actuel n'arrive pas au pouvoir pour satisfaire les exigences exagérées d'aucun

parti, soit en s'empressant de les contenter avec sollicitude, soit en s'humiliant devant elles avec une timidité puerile. Pour les Ministres actuels, dans l'ordre légal, il n'y a pas de sectaires de tel ou tel principe ou système, mais bien des citoyens espagnols dignes de respect, tant qu'ils agissent dans les limites de la loi, justiciables sans exception, considérations ni hésitation d'aucune sorte, alors qu'ils la violentent. L'avénement au pouvoir des Conseillers actuels de la Couronne n'est donc pas le triomphe d'un drapeau, ni le monopole des places et des faveurs officielles au bénéfice ou au préjudice de personne.

C'est simplement un fait politique que la conscience royale a cru devoir réaliser, et ce fait ne doit pas être dénaturé en mettant ses conséquences en contradiction avec l'esprit et la volonté de son origine. La Reine d'Espagne est Reine de tous les Espagnols ; elle veut toujours, elle n'a jamais cessé de vouloir que son Gouvernement considérât tous les Espagnols avec une égalité parfaite. Les Ministres actuels sont décidés à mettre à exécution cette pensée juste, noble et magnanime de notre Souveraine. Je pense, monsieur le Gouverneur, que ces déclarations suffiront pour que Votre Seigneurie ait l'idée des principes sur lesquels repose la politique que veut suivre, en ce qui touche l'administration intérieure, le Gouvernement de Sa Majesté. La Constitution, la loi et le droit avant tout.

Forte du droit et de la loi, l'autorité doit prendre une attitude sans arrogance, mais avec une volonté ferme, sans condescendances honnêtes, mais avec une juste appréciation, dans la haute possession du pouvoir, de la dignité et du prestige sans lesquels son existence ne se comprend pas ; à la condition que Votre Seigneurie se maintiendra dans les limites, elle doit sans crainte agir résolument. Le Gouvernement saura soutenir et récompenser vos efforts. Si, au contraire, il avait le déplaisir de voir Votre Seigneurie se départir de ces principes, il n'hésiterait pas un seul instant à faire peser sur vous la responsabilité que vous aurez encourue.

Dieu garde Votre Seigneurie pendant de longues années.

Madrid, le 19 septembre 1864.

GONZALEZ BRAVO.

ÉTATS-ROMAINS.

Bref de S. S. Pie IX aux évêques polonais.

A nos vénérables frères les archevêques, évêques et autres ordinaires qui résident en Pologne et dans les provinces de l'Empire russe, sont en grâce et en communion avec le siège apostolique.

Vénérables frères, salut et bénédiction apostoliques.

Lorsque nous apprîmes avec douleur, le 24 avril dernier, au collège de la Propagande, la situation malheureuse et lamentable du Royaume de Pologne, et que nous déplorâmes le soulèvement imprudent (*male consultum motum*) qui en était la suite, contre un prince très-puissant, nous vîmes avec non moins de douleur dans les feuilles publiques que les projets de la Russie ne visaient pas seulement à réprimer le mouvement, mais aussi à extirper la religion catholique du royaume. Alors nous pensions qu'il était nécessaire pour nous d'être informé par des voies sûres de ces tristes nouvelles, ne pouvant avoir une confiance entière dans les récits des journaux. Mais aujourd'hui, des témoignages les plus variés et les plus dignes de foi, nous ont apporté la douloureuse certitude des cruautés auxquelles le Gouvernement russe a recours pour opprimer l'Église catholique et persécuter ses ministres et ses fidèles.

Nous avons appris de source certaine que depuis longtemps ce Gouvernement, animé d'une haine profonde contre l'Église catholique et résolu à la pousser au schisme, emploie dans ce but tous les moyens, et spécialement qu'il cherche dans les troubles actuels un prétexte pour persécuter notre sainte religion et tous les catholiques fidèles.

De là la violation permanente du Traité solennellement conclu avec nous et avec le Saint-Siège, et qu'il n'a jamais exécuté; de là la violation des engagements publics qui l'obligeaient à protéger la religion catholique en Pologne; de là ces lois, édits et décrets nombreux hostiles, rendus en haine de cette même religion, notamment pour interdire la publication des écrits, journaux et livres catholiques, et répandre des journaux et des livres hostiles à la doctrine catholique, injurieux pour le Vicaire de Jésus-Christ et le Siège apostolique, destinés à pervertir le peuple polonais; pour interdire aux Évêques toute communication avec le Saint-Siège, pour leur imposer un serment contraire aux lois divines; pour exciter le peuple à la révolte contre les prêtres catholiques; pour défendre à ceux-ci, sous les peines les plus rigoureuses, d'expliquer la différence qui existe entre la doc-

trine catholique et le schisme, afin de rendre impossible tout retour dans le sein de l'Église.

De là ces moines chassés de leurs couvents pour les convertir en casernes; de là les évêques enlevés de leurs diocèses et exilés; de là ces multitudes de fidèles jetés par ruse et par violence, par des manœuvres de tout genre, dans les bras du schisme et mis dans l'impossibilité de rester dans le sein de l'Église, malgré leur voeu explicite; de là ces innombrables catholiques du rit latin arrachés à l'Église par des mariages mixtes; ces enfants ravis à leurs parents catholiques, envoyés dans des contrées lointaines, sous prétexte de tutelle, pour les arracher à la foi de leurs parents et les jeter violemment au schisme. De là ces populations entières, ces multitudes, sans souci de l'âge, du sexe, de toutes conditions, enlevées à leurs foyers, reléguées dans des régions lointaines, au milieu des colonies militaires; de là ces prêtres catholiques opprimés, dépouillés de leurs biens, emprisonnés, mis à mort pour avoir prêté leur saint ministère aux combattants blessés et sur le point de mourir.

Voulant, de plus, que les prêtres et les laïques exilés fussent privés de toute aide, de toute consolation religieuse, il a forcé les catholiques de Lithuanie d'opter entre l'exil dans des régions lointaines et l'apostasie. Tels sont les actes lamentables que commet tous les jours (*in-desinenter*) le Gouvernement russe contre l'Église catholique. Certes, notre douleur est immense, et nous ne pouvons contenir nos larmes, en vous voyant, vous, Frères vénérables et nos bien-aimés fils les fidèles catholiques, en butte à ces violences inouïes de la part d'un Gouvernement qui est déterminé à anéantir la foi catholique dans le royaume de Pologne et dans toutes les autres parties de ses États.

Mais dans cette guerre atroce, déclarée par le Gouvernement russe à l'Église catholique, à ses droits sacrés, à ses ministres et à ses possessions, nous sommes forcé de déplorer et de flétrir spécialement un acte inouï jusqu'ici dans les annales de l'Église. Non content d'enlever brutalement de son siège notre vénérable frère Sigismond, archevêque de Varsovie, ce prélat si digne d'éloges, et de le reléguer dans une contrée lointaine, le Gouvernement a osé déclarer que ce vénérable prélat était dépouillé de ses pouvoirs et de sa juridiction, il a fait défense à ses diocésains de communiquer avec lui, il a défendu au vicaire général administrateur, notre cher fils Paul Rzewuski évêque de Prusse *in partibus*, nommé par nous évêque suffragant de l'archevêque, de remplir ses fonctions. Les paroles nous manquent, vénérables frères, pour exprimer notre réprobation et notre horreur d'un tel acte.

Comment ne s'étonneraient pas d'un tel attentat ceux qui savent que les évêques ont été chargés par le Saint-Esprit de gouverner

l'Église de Dieu, que leur autorité leur a été remise par Dieu même, et qu'en aucune manière il n'appartient à l'autorité laïque de les en priver et de leur retirer le gouvernement de leur diocèse à eux ni à leurs mandataires ? En réprouvant et en condamnant ces actes, nous déclarons que personne ne peut y obéir, et que tous les fidèles du diocèse de Varsovie doivent une pleine obéissance à notre vénérable frère Sigismond, leur vrai, leur légitime archevêque.

Nous ne doutons pas que notre cher fils Paul Rzewuski, sans avoir égard à l'ordre du Gouvernement russe, saura remplir ses fonctions de vicaire général, dont il a été chargé par son légitime archevêque, et lui obéira en toutes choses.

En invoquant le ciel, vénérables frères, et en le prenant à témoin de tous les attentats qui se commettent en Pologne et dans les autres contrées qui sont soumises à l'empire russe, contre l'Église catholique ses évêques, ses ministres, ses droits, son patrimoine et ses enfants fidèles ; en nous élevant avec toute la véhémence dont nous sommes capable contre la persécution que le Gouvernement russe ne cesse d'exercer contre l'Église, à Dieu ne plaît que nous voulions approuver les troubles imprudents (*motus male consultos*) qui ont été si malheureusement excités en Pologne. On sait partout avec quel soin l'Église catholique a toujours inculqué et enseigné que toute âme chrétienne est soumise aux pouvoirs supérieurs ; que tous les sujets de l'autorité civile lui doivent l'obéissance légitime en tout ce qui ne viole point les lois de Dieu et de l'Église. On ne saurait trop déplorer les troubles qui ont fourni au Gouvernement russe un prétexte (*ansam*) d'opprimer et de persécuter avec plus de violence que jamais l'Église catholique.

Mais en même temps que nous réprouvons et condamnons ces funestes troubles, nous ne pouvons omettre de rappeler avec force aux chefs des nations qu'ils doivent craindre plus que jamais de voir s'appliquer à eux-mêmes ces paroles redoutables de la sagesse divine :

« C'est le Seigneur qui vous a donné la puissance; du Très-Haut vous tenez votre force. Il vous demandera compte de vos actes; il scrutera vos pensées; il demandera pourquoi étant ministres de son règne, vous n'avez ni jugé avec droiture, ni observé la loi de la justice; vous n'avez pas marché par la voie tracée par la volonté de Dieu. Sa présence sera terrible pour vous, et son jugement sera très-sévère pour ceux qui gouvernent; sa miséricorde sera pour les humbles, mais les puissants seront puissamment châtiés. »

Donc nous adjurons les souverains, de toute la force de notre âme, de se rappeler souvent que lorsque les peuples ont été arrachés à notre sainte religion, à ses salutaires doctrines, à l'obéissance qu'ils doivent aux lois de Dieu et de l'Église, privés de toute communication

avec le Saint-Siége, ils ne tardent pas à être la proie des erreurs et des vices les plus pernicieux ; et que, lorsqu'ils ont secoué le joug de la religion, ils ne tardent pas à tomber dans une licence et une dépravation de mœurs effroyables, et que, du fond de cette abjection, ils méprisent toutes les majestés, ils insultent à toutes les puissances et deviennent désobéissants et souvent rebelles contre leurs princes.

Dans la douleur profonde où nous plonge la vue des calamités qui vous accablent, vénérables frères, vous et vos ouailles, une grande consolation nous est offerte par votre courage et la constance avec laquelle vous défendez l'Église, la foi catholique, au sein de si cruelles épreuves. Comme vous savez fort bien que « bienheureux sont ceux qui souffrent persécution pour la justice, » combien il est beau et glorieux d'être opprimé pour le nom Jésus, et que celui-là sera sauvé qui persévétera jusqu'à la fin, nous nous persuadons, vénérables frères, que réconfortés dans le Seigneur, affermis par sa vertu, vous saurez le défendre jusqu'à la fin avec un courage invincible ; que vous combattrez victorieusement pour Dieu, pour la sainte Église, pour le salut des âmes, vous rappelant « que les souffrances de ce temps sont peu de chose, comparées à la gloire qui, un jour, éclatera en nous. »

C'est pourquoi nous vous écrivons cette lettre pour exciter votre courage épiscopal au milieu des tribulations que vous endurez et des angoisses que vous cause le salut du troupeau confié à vos soins, afin que vous n'épargniez ni travaux, ni peines, pour préserver vos ouailles de tous les maux, pour qu'en dépit de tous les périls elles restent fidèles à la foi et à la religion, et ne se laissent jamais entraîner dans l'erreur par ses ennemis.

Et quant à ces chers fidèles, objet de votre sollicitude, nous les exhortons du fond de nos entrailles paternelles à s'attacher avec une constance invincible à la foi catholique, dont Dieu les a gratifiés par un don privilégié, et de la considérer comme d'un prix supérieur à tous les biens, de marcher toujours dans les sentiers de la loi divine et de s'attacher par-dessus tout aux œuvres de charité envers Dieu et envers le prochain, comme il sied à des enfants de l'Église catholique.

Persuadez-vous bien que dans toute l'humilité et la ferveur de notre cœur, nous ne cessons de prier nuit et jour le Père des miséricordes, le Dieu de toute consolation, afin que sa droite vous couvre de la vertu d'en haut, qu'elle vous garde, vous défende; qu'elle se lève pour défendre sa cause, qu'elle arrache la sainte Église aux calamités qui l'accablent en vous; qu'elle confonde l'orgueil de ses ennemis et terrasse leur rébellion par sa vertu toute-puissante, et que sa bonté répande l'abondance de ses biens sur vous et sur les fidèles qui vous ont été donnés. Et, comme gage de ces sentiments et de l'affection que

nous vous portons dans le Seigneur, nous envoyons du fond de notre cœur, à vous, vénérables frères, à tous les prêtres et fidèles laïques, objet de votre sollicitude, la bénédiction apostolique.

Donné à Castelgandolfo, le 30 juillet 1864, dix-neuvième année de notre pontificat.

PIUS PP. IX.

ÉTATS-UNIS.

Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis à l'étranger, portant qu'à l'avenir tous les individus, à l'exception des émigrants, qui s'embarqueraient pour les États-Unis, seront tenus de se munir d'un passe-port visé par le représentant des États-Unis.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

Aux agents diplomatiques des États-Unis.

Washington, 25 mai 1864.

Il est arrivé à la connaissance du président que des citoyens malintentionnés des États en rébellion, des étrangers soutenant cette même rébellion, des émissaires politiques, et des citoyens des États-Unis, ainsi que des étrangers qui sont engagés dans le commerce des esclaves africains, ont souvent, ouvertement ou clandestinement, embarqué dans les ports étrangers pour des ports des États loyaux, et en arrivant auxdits ports se sont livrés à des actes contraires aux lois, notamment en s'emparant de navires marchands sans défense, en se livrant à un commerce prohibé, en fournissant des informations, des armes, des munitions et tous autres genres de secours aux insurgés, et, enfin, en procurant des navires et des provisions aux traitiquants d'esclaves africains.

C'est pourquoi, en présence de cet état de choses, *les consuls sont requis d'informer tous les individus qui, à dater de ce jour, s'embarqueraient dans leurs ports respectifs*, excepté les émigrants dont l'intention est de venir fixer leur demeure aux États-Unis, qu'ils doivent se munir de passe-ports : s'ils sont étrangers, le passe-port doit être délivré par les autorités de leur pays; s'ils sont citoyens des États-Unis, le ministre le délivrera, et au cas où il ne se trouverait pas de ministre des États-Unis dans le pays, il sera délivré par le consul des États-Unis, à la condition qu'il soit visé par le ministre des États-Unis ou par le consul résidant au port d'embarquement.

Les personnes arrivant à un port des États-Unis sans un tel passe-

port et le visa ci-dessus mentionné, seront sujettes à un examen concernant leur caractère et l'intention qui les a poussées à venir aux États-Unis. Ce règlement sera applicable aux personnes venant d'un port étranger, après un délai raisonnable et en rapport avec le temps voulu pour que la présente circulaire ait été connue dans le port d'embarquement. Les consuls publieront la substance de ce règlement dans un ou plusieurs journaux du port où ils résident, et ils adopteront telles autres mesures qu'ils jugeront nécessaires pour en donner connaissance aux passagers en destination des États-Unis. Ce règlement ne s'applique pas aux citoyens loyaux qui habitent les États loyaux et qui se rendent à l'étranger ou dans les provinces canadiennes, à la condition toutefois qu'ils ne viennent pas d'un port d'au delà des mers.

W. H. SEWARD.

Proclamation adressée par le président Lincoln au peuple américain à la suite des derniers succès des armes fédérales.

Résidence exécutive. Washington, 3 septembre 1864.

« Les succès signalés dont il a plu à la Divine Providence de couronner les opérations de la flotte et de l'armée des États-Unis dans le port de Mobile par la réduction des forts Powel, Gaines et Morgan, et les glorieux exploits de l'armée du général Sherman dans l'État de Géorgie, aboutissant à la prise de la ville d'Atlanta, demandent qu'on reconnaisse dévotieusement les bienfaits de l'Être Suprême, dans les mains duquel sont les destinées des nations. Il est requis en conséquence que, dimanche prochain, dans tous les lieux de prières des États-Unis, des actions de grâces soient offertes à Dieu pour sa miséricorde en maintenant notre existence nationale contre les rebelles insurgés, qui ont fait une cruelle guerre au Gouvernement des États-Unis pour le renverser, et aussi que des prières soient faites pour appeler la protection divine sur nos braves soldats et leurs chefs, qui ont si souvent et si vaillamment exposé leurs vies en combattant contre l'ennemi, et encore pour appeler la bénédiction et le secours du Père des Miséricordes sur les malades, les blessés et les prisonniers, et sur les orphelins et les veuves de ceux qui sont tombés au service de leur pays, et enfin, pour le prier de continuer à soutenir le Gouvernement des États-Unis contre tous les efforts des ennemis publics et des adversaires secrets.

« ABRAHAM LINCOLN. »

Le président a, en outre, écrit les lignes suivantes à l'amiral Farragut et aux généraux Canby et Granger :

Résidence exécutive, 3 septembre.

« Les remerciements nationaux sont offerts par le président à l'amiral Farragut et au major général Canby, pour l'habileté et l'harmonie avec lesquelles les dernières opérations dans le port de Mobile, contre les forts Powell, Gaines et Morgan, ont été conçues et mises à exécution; aussi à l'amiral Farragut et au général Granger, sous le commandement immédiat desquels elles ont été conduites et aux vaillants commandants sur mer et sur terre, et aux marins et soldats engagés dans les opérations, pour leur énergie et leur courage qui, grâce aux bénédications de la Providence, ont été couronnés d'un brillant succès, et leur ont valu les applaudissements et les remerciements de la Nation.

« ABRAHAM LINCOLN. »

« Les remerciements nationaux sont offerts par le président au général Sherman, et aux vaillants officiers et soldats sous ses ordres devant Atlanta, pour l'habileté, le courage et la persévérance qu'ils ont déployés dans la campagne de Géorgie qui, grâce à la Providence a eu pour effet, la prise de la ville d'Atlanta. Les marches, batailles, sièges et autres opérations militaires qui ont signalé cette campagne la rendront célèbre dans les annales de la guerre, et vaudront, à ceux qui l'ont faite, les applaudissements et les remerciements de la nation.

« ABRAHAM LINCOLN. »

Lettre par laquelle M. Mac Clellan déclare accepter la candidature à la présidence.

Orange, 8 septembre 1864.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre par laquelle vous m'informez de ma nomination par la Convention démocratique nationale, récemment assemblée à Chicago, comme candidat à la prochaine élection pour la présidence des États-Unis.

Je n'ai pas besoin de dire que cette nomination m'arrive sans que je l'aie recherchée.

Je suis heureux de savoir que, lorsque la nomination a été faite, on avait sous les yeux ma vie publique.

L'effet d'un service long et varié dans l'armée, en temps de guerre et en temps de paix, a été de fortifier et de rendre indélébiles dans mon

esprit et dans mon cœur l'amour et le respect pour l'Union, la Constitution, les lois et le drapeau de notre pays, amour et respect qui se sont gravés en moi dès ma première jeunesse.

Jusqu'ici, ces sentiments ont guidé ma conduite et ils la guideront jusqu'à la fin de ma vie.

L'existence de plus d'un Gouvernement, dans le pays qu'a possédé notre drapeau, est incompatible avec la paix, le pouvoir et le bonheur du peuple.

Le maintien de notre Union a été le scul objet avoué pour lequel la guerre a été commencée. Elle aurait dû être conduite dans ce but unique, et conformément aux principes que j'ai eu l'occasion d'affirmer, étant en service actif.

Ainsi conduite, l'œuvre de réconciliation eût été facile, et nous pourrions recueillir les bénéfices de tant de victoires remportées sur terre et sur mer.

L'Union a été formée dans l'origine par un esprit de conciliation et de compromis. Pour la restaurer et la maintenir, le même esprit doit prévaloir dans ses conseils et dans les cœurs du peuple.

Le rétablissement de l'Union dans toute son intégrité est et doit continuer à être l'indispensable condition de tout arrangement. Aussitôt qu'il sera clair, ou même probable, que nos adversaires actuels sont prêts pour la paix, sur la base de l'Union, nous devrions épuiser toutes les ressources en usage chez les hommes d'État des nations civilisées, indiquées par les traditions du peuple américain, et compatibles avec l'honneur et les intérêts du pays, pour assurer cette paix, rétablir l'Union et garantir pour l'avenir les droits constitutionnels de chaque État. L'Union est la seule condition de paix : nous n'en demandons pas davantage.

Permettez-moi d'ajouter ce qui, je n'en doute pas, était le sentiment de la Convention, quoiqu'elle ne l'ait pas exprimé, aussi bien que celui du peuple qn'elle représente. Si un État désire revenir à l'Union, qu'il y soit reçu avec la pleine garantie de tous ses droits constitutionnels.

Si un effort franc, ardent et persistant pour atteindre ce but ne réussit pas, la responsabilité des conséquences ultérieures retombera sur ceux qui resteront en armes contre l'Union. Mais l'Union doit être maintenue à tous hasards.

Je ne pourrais regarder en face mes vaillants camarades de l'armée et de la marine, qui ont survécu à tant de sanglantes batailles, et leur dire que leurs fatigues et le sacrifice de tant de nos frères morts et blessés ont été vains; que nous avons abandonné cette Union pour laquelle nous avons si souvent exposé notre vie.

Une grande majorité de notre peuple, soit dans l'armée ou dans la

marine, soit dans ses foyers, accepterait comme moi-même avec une joie immense le rétablissement permanent de la paix, sur la base de l'Union sous la Constitution, sans l'effusion d'une autre goutte de sang. Mais il ne peut y avoir de paix permanente sans l'Union.

Quant aux autres sujets mentionnés dans les résolutions de la Convention, je ne puis que dire que je chercherais dans la Convention des États-Unis et dans les lois passées conformément à ses dispositions, la règle de mon devoir et les limites du pouvoir exécutif; je m'efforcerais de rétablir l'économie dans les dépenses publiques, de restaurer la suprématie des lois, et, au moyen d'une nationalité plus vigoureuse, de reprendre notre position à la tête des nations de la terre.

La condition de nos finances, la dépréciation du papier-monnaie et les fardeaux imposés au travail et au capital, montrent la nécessité d'un retour à un système financier solide; tandis que les droits des citoyens et ceux des États, et l'autorité de la loi liant le Président, l'armée et le peuple, sont des sujets d'une importance aussi vitale en temps de guerre qu'en temps de paix.

Dans l'opinion que les vues ici exprimées sont celles de la Convention et du peuple que vous représentez, j'accepte la nomination.

J'ai la conscience de la responsabilité qui m'incombe si le peuple ratifie votre choix.

Dans le sentiment de ma propre faiblesse, je ne saurais qu'implorer avec ferveur la direction du Maître de l'univers, et, comptant sur son aide toute-puissante, je ferai de mon mieux pour rétablir l'Union et la paix d'un peuple qui souffre, et maintenir et garder ses libertés et ses droits.

Je suis, etc.

GEORGE B. MAC CLELLAN.

Lettre adressée par M. Lincoln à la convention de Baltimore.

Messieurs,

J'ai reçu votre lettre me notifiant formellement ma nomination par la Convention que vous représentez. J'accepte avec reconnaissance cette nomination, et j'approuve votre programme. Tout en adhérant à votre résolution, relative au renversement du Gouvernement Républicain sur ce continent occidental, cependant, pour éviter tout malentendu, je dois dire que le Gouvernement, en ce qui concerne l'action de la France au Mexique, s'en tient fidèlement à la position prise par le département d'État, tant que les faits rendront cette position désirable et pratique, acceptée qu'elle est d'ailleurs par la

Convention, puisque celle-ci approuve en général les actes et les mesures du pouvoir exécutif.

Je suis heureux que la Convention n'ait pas oublié nos soldats et nos marins, qui méritent la reconnaissance du pays auquel ils sacrifient leurs vies. Vous remerciant pour les termes flatteurs que vous avez employés en me communiquant ma nomination, ainsi que les autres mesures prises par la Convention,

Je signe, etc.

ABRAHAM LINCOLN.

MEXIQUE.

Lettre de l'archiduc Maximilien à M. Gutierrez de Estrada en réponse à l'adresse qui lui a été présentée par les Mexicains et qui lui offre la couronne de Mexique, 8 décembre 1861.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre signée par vous et par plusieurs de vos compatriotes, que vous m'avez adressée en date du 30 octobre dernier. Je m'empresse de vous exprimer et vous prie de transmettre à ces Messieurs mes remerciements des sentiments témoignés dans cette lettre à mon égard.

Le sort de votre beau pays m'a toujours vivement intéressé sans doute, et si, en effet, comme vous paraissiez le supposer, ses populations, aspirant à voir fonder parmi elles un ordre de choses qui, par son caractère stable, pût leur rendre la paix intérieure et garantir leur indépendance politique, me croyaient en état de contribuer à leur assurer ces avantages, je serais disposé à prendre en considération les vœux qu'elles m'adresseraient dans ce but. Mais pour que je puisse singer à assumer une tâche remplie de tant de difficultés, il faudrait, avant tout, que je fusse bien certain de l'aveu et du concours de la nation. Ma coopération ne saurait donc être acquise à l'œuvre de transformation gouvernementale dont dépend, dans votre conviction, le salut du Mexique, à moins qu'une manifestation nationale ne viennent attester, d'une manière non douteuse, le désir du pays de me voir placé sur le trône. Ce n'est qu'alors que ma conscience me permettrait d'unir mes destinées à celles de votre patrie, car ce n'est qu'alors que mon pouvoir s'établirait dès l'origine sur cette confiance mutuelle entre le gouvernement et les gouvernés, qui est, à mes yeux, la base la plus solide des empires, après la protection du ciel.

Que je sois, du reste, appelé ou non à exercer l'autorité suprême

dans votre noble patrie, je ne cesserai de conserver un souvenir bien agréable de la démarche faite auprès de moi par vous et les autres signataires de la lettre susmentionnée.

Recevez, monsieur, l'assurance des sentiments d'estime de

Votre affectionné Signé : FERDINAND MAXIMILIEN.

Château de Miramar, 8 décembre 1861.

Discours prononcé par M. le marquis de Montholon, ministre de France, en remettant à l'Empereur Maximilien les lettres de créance qui l'accréditent auprès de ce Souverain, 15 juin 1864.

Sire,

J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté les lettres qui m'accréditent auprès d'elle en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur Napoléon, mon auguste souverain.

C'est avec un vif sentiment de reconnaissance envers la Providence que, le premier parmi les représentants des puissances étrangères, je m'approche du trône de Votre Majesté Impériale, de ce trône qui vient de s'élever aux acclamations de tout un peuple, comme un gage d'avenir nouveau, de force et de prospérité.

L'œuvre réparatrice à laquelle Votre Majesté s'est dévouée est de celles qui ne peuvent tenter qu'une grande âme, par l'attrait de l'abnégation et du bien à accomplir, par celui même des difficultés qu'elle présente. La France, pénétrée de la grandeur de la tâche et des immenses avantages qu'elle prépare au monde entier, suivra avec une ardente sollicitude les nobles efforts de Votre Majesté et sera toujours prête à les seconder.

Déjà, Sire, la nation mexicaine sent tout le prix de la pensée généreuse qui a guidé Votre Majesté vers ces rives lointaines, et chaque jour lui fera mieux apprécier toute l'étendue des bienfaits que vous lui avez apportés en vous rendant à son appel.

La noble compagne que Dieu a placée près de vous, Sire, en prévision des destinées qu'il vous réservait, achèvera par sa grâce, par ses vertus, par les hautes qualités de son esprit et de son cœur, de rendre inaltérable l'attachement du peuple mexicain pour vos augustes personnes.

Heureux d'avoir été désigné par mon souverain pour être son interprète auprès de Votre Majesté Impériale, ma mission sera remplie selon les vœux de l'Empereur, selon les espérances de mon cœur, s'il

m'est donné de mériter la confiance de Votre Majesté, et de contribuer à rendre de plus en plus intime l'amitié fraternelle qui doit exister entre la France et le Mexique. Élevés l'un et l'autre sur la base du suffrage national, unis désormais par la communauté des idées aussi bien que par l'intérêt réciproque des relations commerciales et industrielles, les deux empires auront pour lien naturel le constant accord d'une politique franche et loyale.

Daignez, Sire, me permettre de déposer au pied du trône de Vos Majestés, les vœux sincères du représentant de la France pour la prospérité de leur règne, pour la grandeur future de la nation mexicaine.

Réponse de l'Empereur Maximilien.

« Monsieur le marquis,

« C'est avec une sincère satisfaction que je reçois de vos mains les lettres de créance par lesquelles S. M. l'Empereur des Français vous accrédite auprès de ma personne.

« Je me félicite de voir en vous le représentant d'un souverain qui a tant fait pour l'avenir du Mexique, et envers qui, comme vous avez pu le remarquer, ce pays manifeste les sentiments d'une sincère gratitude.

« Je n'hésite pas à croire que les liens d'amitié et les relations fraternelles qui unissent la France au Mexique trouveront en vous un fidèle interprète; et, de mon côté, je verrai avec plaisir ces liens se resserrer chaque jour davantage entre les deux empires et les deux peuples. »

**Décret portant levée du blocus établi dans le golfe du Mexique
et sur la côte du Pacifique, 29 juillet 1864.**

Maximilien, empereur du Mexique, désirant donner au commerce une preuve de l'intérêt que nous portons à son libre développement et à sa prospérité, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le blocus de tous les ports de l'empire, tant ceux du golfe du Mexique que ceux du Pacifique, est levé.

Art. 2. Notre secrétaire des finances est chargé de porter le présent décret à la connaissance des autorités douanières des côtes, et de leur transmettre les instructions nécessaires.

Fait au palais de Mexico le 29 juillet 1864.

PAYS-BAS.

**Discours prononcé par le Roi à l'ouverture de la session
législative de 1864-1865 , 19 septembre 1864.**

Messieurs,

C'est avec une entière reconnaissance envers la Providence, qu'en ouvrant la présente session législative, je puis vous annoncer que la situation du pays peut être considérée comme généralement satisfaisante.

Nos relations ave les puissances étrangères continuent à se maintenir sur le pied le plus favorable.

L'armée de terre et de mer, dans la mère patrie et dans les possessions d'outre-mer, continue à me donner des motifs de satisfaction.

Bien que la situation des Indes orientales soit satisfaisante sous beaucoup de rapports, à mon vif regret une maladie violente a fait des ravages à Java, et mon désir le plus ardent est d'apprendre bientôt qu'elle a cessé d'affliger la colonie.

Les conséquences de l'émancipation des esclaves dans nos colonies aux Indes occidentales, ne sont pas défavorables, si on les compare à celles que la mesure analogue a entraînées ailleurs.

Les règlements administratifs du gouvernement des colonies de Surinam et de Curaçao seront de nouveau soumis à vos délibérations.

J'aurai recours à votre coopération pour l'établissement des tarifs des droits d'entrée, de sortie et de transit à introduire aux Indes orientales néerlandaises, et pour régler diverses questions qui concernent des entreprises industrielles et agricoles dans cette colonie.

De grands développements se font remarquer dans les travaux publics. Le corps des ingénieurs des ponts et chaussées remplit avec un zèle louable des fonctions qui, dans le dernier temps, ont reçu une grande extension. Une révision de cette branche importante de l'administration, conforme aux exigences de l'époque, est préparée.

La construction des chemins de fer de l'État se poursuit régulièrement. Les produits des sections, ouvertes à l'exploitation, dépassent les prévisions. Des conventions pour le raliement de nos chemins de fer aux lignes étrangères ont été conclues avec des États voisins. De nouvelles concessions donneront au réseau des chemins de fer néerlandais une extension qui exigera de nouveaux soins pour les voies et les ports maritimes.

Je vois avec une véritable satisfaction que l'exécution de la loi sur

l'enseignement moyen rencontre partout un vif intérêt et une franche coopération.

Les résultats de la récolte ont été meilleurs qu'on ne l'avait espéré. Ceux de la pêche maritime, des rivières et des côtes ont été avantageux ; mais les tempêtes ont malheureusement fait des victimes.

Notre industrie continue à se développer activement.

Bien que l'état de guerre dans lequel plusieurs pays se trouvent ait dû exercer une influence fâcheuse sur le commerce, il est satisfaisant de remarquer que la construction de navires de mer augmente dans ce pays.

Les projets de loi réglant la police médicale, les gardes communales et les logements militaires vous seront présentés de nouveau.

Le projet du code de l'instruction criminelle, qui devra remplacer le code actuellement en vigueur, sera également présenté à vos délibérations.

La situation de nos finances permettra de pourvoir aux exigences du service et de continuer l'amortissement de la dette publique.

Vous recevrez également communication des projets de loi sur la suppression complète des octrois, et d'autres projets de nature financière.

Des projets de loi réglant la comptabilité des finances de l'Etat vous seront également soumis dans le cours de la présente session.

Puissent ces travaux importants, auxquels la présente session nous appelle, tendre, sous la bénédiction de Dieu, à la grande prospérité de la patrie.

Je déclare ouverte la session ordinaire des États-Généraux.

**Adresse de la seconde chambre en réponse au discours
du Trône, le 30 septembre 1864.**

Sire,

C'est avec une vive reconnaissance envers la Providence que la seconde chambre a appris de Votre Majesté que la situation du pays peut être considérée comme généralement satisfaisante. Puisse-t-il être donné à Votre Majesté d'affermir la prospérité, symptôme caractéristique de son Gouvernement, sur le fondement solide jeté par l'amour d'un peuple fidèle et l'excellence d'une constitution libre !

Nous avons appris avec plaisir que nos relations avec les puissances étrangères continuent à se maintenir sur le pied le plus favorable. Il convient que la Néerlande suive une ligne de conduite qui lui gagne

l'amitié et l'estime des États civilisés, en même temps qu'elle lui assure les bénédictions non interrompues de la paix et les bienfaits innombrables du commerce libre et animé.

Nous apprécions la manière louable dont l'armée de terre et de mer dans la mère patrie et dans les possessions d'outre-mer accomplit ses devoirs. En cas que des améliorations viendraient lui fournir les moyens de s'acquitter en toutes circonstances, glorieusement et avec succès, de sa vocation honorable, elle pourra compter sur notre concours et notre appui cordial.

Nous voyons avec regret les ravages qu'a faits à Java l'épidémie ; comme Votre Majesté, nous désirons apprendre bientôt qu'elle a cessé d'affliger la colonie. L'intérêt que nous portons à la population souffrante nous rappelle le devoir sacré de la Néerlande d'améliorer sans cesse le sort de ses sujets d'outre-mer, de prendre à cœur leur prospérité et de continuer à marcher dans la voie d'une juste et sage réformation.

Encouragés par les conséquences qu'a eue l'émancipation des esclaves dans nos colonies aux Indes occidentales, et qui, relativement, ne sont pas défavorables, nous espérons que la discussion des règlements administratifs de ces colonies nous fournira l'occasion de pouvoir encore travailler utilement à leur développement.

Nous avons appris avec plaisir que les tarifs douaniers à introduire aux Indes néerlandaises seraient soumis à nos délibérations. Nous attachons surtout un grand prix à la promesse qu'il nous sera soumis des projets tendant à régler diverses questions concernant des entreprises industrielles et agricoles dans nos possessions aux Indes orientales, espérant qu'à cette occasion la question difficile du système de cultures sera résolue dans le sens d'une politique généreuse, quoique prudente, et conformément à tous les intérêts.

La révision de la législation sur la presse aux Indes néerlandaises nous paraît urgente.

La construction des chemins de fer de l'État se poursuit régulièrement, et le mouvement qui ne cesse d'augmenter sur les sections ouvertes à l'exploitation, prouve que le peuple aime ce moyen de communication. Néanmoins, pour satisfaire au désir général, nous ne saurions insister assez pour le prompt achèvement du réseau entier. Il nous est agréable de voir que nos chemins de fer sont étendus à l'intérieur et reliés aux lignes étrangères. Nous apprécions les soins que le Gouvernement prend en même temps pour les voies navigables et les ports maritimes.

Le vif intérêt qu'a rencontré partout l'exécution de la loi sur l'enseignement moyen couronne notre attente, mais ne la dépasse pas. La partie éclairée de la nation comprend la valeur inappréciable d'un en-

seignement public, conforme aux exigences de la civilisation moderne et apte à procurer les connaissances dont chaque citoyen a besoin.

Maintenant que les enseignements primaire et moyen sont réglés, le désir s'accroît de voir régler également l'enseignement supérieur, conformément aux exigences de notre époque.

L'agriculture, la pêche, la navigation, le commerce et l'industrie doivent exciter l'intérêt de la représentation d'un peuple qui doit et veut chercher sa grandeur sur le champ où se distinguaient ses ancêtres. Nous promettons l'accueil le plus favorable à tout ce qui peut encourager et affranchir les différentes branches de l'industrie.

Nous examinerons avec tout le soin que réclament les intérêts, les droits et les libertés qui sont en jeu, les projets de loi concernant la police médicale, les gardes civiques, les logements militaires et la révision du code d'instruction criminelle. Nous espérons que l'étendue du travail qu'exige la révision des codes d'instruction criminelle et de procédure civile n'empêchera pas d'arrêter les projets spéciaux qui ne peuvent être différés sans détriment.

L'aperçu de la situation de nos finances nous a été agréable. C'est avec le plus grand intérêt que nous nous occuperons des projets de loi se rattachant à l'abolition complète des impôts communaux de consommation et aux autres lois financières qui nous ont été promises. Ce sera aussi le cas de l'organisation de la comptabilité générale de l'État.

Une longue série de travaux nous attend; cependant c'est avec confiance, et, convaincus que sous la bénédiction du ciel l'accord parfait entre la couronne et la représentation a un pouvoir immense, que nous acceptons la tâche à l'accomplissement de laquelle Votre Majesté nous appelle. »

PRUSSE.

Dépêche de M. de Bismarck au comte de Bernstorff à Londres, relative à la ligne de conduite que le gouvernement prussien a suivie, d'accord avec le gouvernement d'Autriche, en rédigeant les préliminaires de paix à Vienne.

Gastein, 9 août 1864.

Votre Excellence a déjà reçu, je suppose, les préliminaires de paix qui ont été arrêtés à Vienne, le 1^{er} de ce mois, et aussi la convention suspendant les hostilités, ces documents ayant été expédiés de Berlin, il y a quelques jours. Ces deux actes diplomatiques sont publiés

aujourd'hui avec l'assentiment des puissances contractantes, et je prie Votre Excellence de vouloir bien présenter au secrétaire d'État de la Grande-Bretagne, pour les affaires étrangères, la copie ci-jointe des pièces.

Votre Excellence voudra bien en même temps exprimer à lord Russell le souhait que le Gouvernement anglais ne refuse pas de rendre justice à la modération et à l'esprit de conciliation dont les puissances allemandes ont fait preuve. Pendant mon séjour à Vienne, lord Bloomfield m'a fait part du désir de son Gouvernement que la Prusse et l'Autriche n'imposent point à la couronne du Danemark des conditions par trop rudes et inacceptables. Je lui ai répondu que rien n'était plus éloigné de nos intentions qu'une injuste sévérité, et que nous formulierions seulement des demandes qui ne sont que la conséquence nécessaire de la situation.

Complètement d'accord avec le Gouvernement impérial de l'Autriche, nous sommes restés fidèles à ce programme, et tandis que, d'un côté, nous étions contraints d'insister sur une cession entière des trois duchés, comme chose essentielle sans l'accomplissement de laquelle ne pouvaient être satisfaits les sentiments nationaux ni justifiés les sacrifices à nous imposés par l'obstination du Danemark, d'un autre côté, nous avons été, sur tous les points, aussi coulants que possible avec le Gouvernement danois.

Aujourd'hui même nous ne faisons autre chose que maintenir la demande que nous avons dû faire déjà à la conférence, après que les Danois eux-mêmes eurent avoué qu'une union complète était impossible. Maintenant, qu'après la reprise de la guerre il ne puisse être plus longtemps question de la cession d'une partie du duché de Slesvig, que nous avons regardé comme admissible dans le principe, le Danemark ne peut en douter un seul instant. Mais nous n'avons pas dépassé les limites de notre demande originelle.

Nous n'avons réclamé aucune portion du royaume du Danemark, bien que nous eussions complètement en nos mains une vaste et importante province qu'il était de toute impossibilité pour les Danois de nous enlever. Dans ces nouvelles circonstances, l'échange des enclaves du Jutland était suggéré par la nature même des choses. Le maintien de ces enclaves eût été, pour les deux parties intéressées, un inconveniencé énorme et à peine supportable. Donc, en vérité, on n'eût pu considérer comme une demande déraisonnable la proposition de ce petit sacrifice direct de la part du Danemark, lequel d'ailleurs ne se trouvait atteint que d'une manière indirecte par la cession des duchés, cession qui était, en fait, la cause réelle de la guerre.

Nous avons préféré permettre un échange et donner pour les enclaves une complète compensation en territoires; nous avons même

laissé une enclave au Jutland, Ripen, à qui les Plénipotentiaires danois attribuaient une importance spéciale; et, par un remaniement de la frontière, nous avons rendu possible son union entière; concession qui nous était dictée par le désir de ménager le sentiment national, excessivement chatouilleux surtout au sujet de cette ancienne possession danoise. Finalement, nous avons laissé de côté une demande bien justifiable cependant, celle ayant rapport aux dépenses de la guerre, parce que nous ne voulions pas imposer un fardeau trop lourd à un pays qui, malgré cela, doit nécessairement traverser une crise financière dans laquelle notre désir est de lui tendre une main amie et secourable.

Je viens d'exposer à Votre Excellence le but que nous nous sommes proposés en établissant les préliminaires de la paix. Nous n'avons point songé à démembrer l'ancienne et vénérable monarchie danoise; notre seule intention a été de séparer d'elle les parties avec lesquelles une plus longue union était rendue impossible par la force des circonstances et des événements, et nous sommes obligés de le déclarer, par la faute du Gouvernement danois. La monarchie danoise n'est pas le moins du monde mise en péril; on ne touche à aucune des conditions de son existence. Elle n'a pas reçu de blessures qui ne puissent être guéries.

Il dépend maintenant du Gouvernement danois et de son peuple de voir se rétablir les relations naturelles et paisibles avec son voisin du Sud, et commencer une ère de bonne entente qui sera pour les deux côtés une source de bien-être et de prospérité. Je vous prie de vouloir bien mettre ces considérations sous les yeux du comte Russell, et à cet effet je vous autorise pleinement à lui communiquer cette dépêche.

Au comte de Bernstorff.

Signé : DE BISMARCK.

Dépêche du comte Russell à M. G. Lowther, chargé d'affaires à Berlin en réponse à la lettre de M. de Bismarck au comte de Bernstorff.

Foreign-Office, 20 août 1864.

Monsieur,

J'ai reçu de M. Katte une dépêche de M. de Bismarck adressée au comte Bernstorff, ainsi qu'une copie officielle des préliminaires de paix signés, le 1^{er} août, à Vienne. Le Gouvernement de Sa Majesté eût préféré un silence absolu à des explications sur les conditions de la paix. Provoqué, cependant, par M. de Bismarck qui l'invite à recon-

naître la modération et la magnanimité des grandes puissances allemandes, le Gouvernement de Sa Majesté croit qu'il est de son devoir de ne pas dissimuler ses propres sentiments sur ce sujet.

Il a de temps en temps, suivant la marche des événements, maintes fois déclaré qu'à son avis l'agression de l'Autriche et de la Prusse contre le Danemark était injuste, et que la guerre telle que lui faisait l'Allemagne n'avait pour fondement ni cette justice ni cette nécessité qui sont les seules bases sur lesquelles il faut entreprendre une guerre. Considérant donc que, de la part de l'Allemagne, la guerre n'a nullement été nécessaire, le Gouvernement de Sa Majesté regrette profondément que l'Autriche et la Prusse aient usé des avantages que leur a donnés la victoire pour démembrer la monarchie danoise que le traité de 1852 avait pour but de maintenir intacte.

Le Gouvernement de Sa Majesté doit aussi faire remarquer, quand il s'agit de la satisfaction donnée aux sentiments nationaux, qu'il paraît certain qu'un nombre considérable de sujets, peut être de deux ou trois cents mille âmes de la population danoise sont transférés à un État allemand, et qu'il est à craindre qu'après qu'on s'est plaint jusqu'ici des tentatives faites pour imposer le langage du Danemark aux sujets allemands d'un souverain danois, on ne vienne à se plaindre de ce qu'on cherche à imposer la langue d'Allemagne aux sujets danois d'un souverain allemand.

Le Gouvernement de Sa Majesté avait espéré qu'en conformité d'une proposition faite par le Plénipotentiaire prussien dans la conférence de Londres, on eût au moins laissé sous la couronne danoise les districts situés au nord de Flensbourg. Si l'on dit que la force a décidé cette question et que la supériorité des armes de l'Autriche et de la Prusse sur celles du Danemark était incontestable, il faut bien reconnaître que cela est vrai. Mais, en ce cas, il ne convient pas de se faire honneur de sa modération et de son équité.

Le Gouvernement de Sa Majesté voit avec satisfaction, cependant, que les termes mêmes du premier article reconnaissent pleinement, d'une manière implicite, le droit de Christian IX à la souveraineté des duchés de Holstein, Slesvig et Lauenbourg, car s'il n'avait pas le droit de les posséder, il ne pourrait avoir celui de les céder. En étudiant cette question, le Gouvernement de Sa Majesté a toujours eu en vue les éléments d'une paix solide et durable.

Dans les cas mêmes où il y a justement lieu de se départir des conditions de traités solemnellement conclus, il est essentiel que la convention nouvelle n'ait point la défectuosité de l'ancienne, et lorsqu'on introduit de nouveaux éléments de souveraineté, de nouveaux liens d'allégeance deviennent indispensables ; il faut que les nations soient satisfaites, et qu'elles acceptent volontiers comme étant

permanentes les nouvelles conditions de la paix. C'est à ce point de vue que le Gouvernement de Sa Majesté souhaite de voir régler promptement et d'une manière satisfaisante la destinée des duchés qui vont maintenant être séparés du Danemark.

Je désire voir les vœux des populations de ces duchés consultés sur le choix de leur futur souverain, et les duchés recevoir des institutions libérales et constitutionnelles. C'est ainsi, mais seulement ainsi que le bonheur et la paix de l'Europe, aussi bien que la tranquillité des duchés pour l'avenir, seront assurés ; car le Gouvernement de Sa Majesté ne peut compter nullement sur une paix durable tant que les vœux des populations du Holstein, du Slesvig et du Lauenbourg n'auront pas été loyalement et parfaitement consultés. Un arrangement qui ne tiendrait aucun compte de ces vœux et supprimerait les institutions libérales, ne serait qu'une source nouvelle d'agitation et de troubles en Europe.

Vous lirez cette dépêche à M. de Bismarck et lui en laisserez une copie.

Je suis, etc.

Signé : RUSSELL.

RUSSIE.

Déclaration concernant les héritages meubles des sujets saxons décédés dans le royaume de Pologne et des sujets de celui-ci décédés dans le royaume de Saxe.

Le gouvernement impérial de Russie et le gouvernement du royaume de Saxe, voulant régler l'intervention de leurs agents respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets saxons dans le royaume de Pologne et de sujets de celui-ci dans le royaume de Saxe, sont convenus des points suivants :

1. S'il vient à s'ouvrir dans le royaume de Pologne une succession composée de biens meubles après le décès d'un sujet saxon, ou dans le royaume de Saxe après le décès d'un sujet du royaume de Pologne, ces individus ayant habité temporairement le pays où ils sont morts, ou s'y étant trouvés seulement de passage, les mesures conservatoires à prendre à l'égard de cette succession, telles qu'apposition des scellés, inventaire, vente d'objets sujets à se détériorer, garde des objets de prix, de l'argent comptant, des créances et des papiers réglant l'emploi de l'héritage, sont du ressort des autorités compétentes du pays où la succession est ouverte. Ces autorités devront prendre les

mesures en question aussitôt après avoir reçu avis que la succession est ouverte, et conformément aux lois en vigueur dans le pays.

2. Les autorités du royaume de Pologne qui procèdent à ces mesures conservatoires sont tenues de faire savoir au consul de Saxe, d'après l'ordre établi, que la succession est ouverte, et les autorités du royaume de Saxe informeront dans le même cas la légation impériale de Russie ou le consulat russe le plus proche. Elles leur feront parvenir en même temps l'inventaire, dressé aux frais de la succession, le passeport et autres documents constatant l'origine du défunt, ainsi que les renseignements qu'elles pourront posséder sur les héritiers, afin de notifier à ces derniers que l'héritage est ouvert.

3. L'examen des droits aux successions de cette nature, ainsi que des preuves à l'appui produites par les héritiers présents, est de la compétence des tribunaux du pays auquel appartenait le défunt; ces mêmes tribunaux prononcent la mise en possession des héritiers, selon les lois du pays.

4. A cet effet, soit à la demande de l'autorité judiciaire compétente, soit à la suite d'une pétition des héritiers domiciliés dans le pays du défunt, et présentée par l'entremise d'un consul ou d'un agent diplomatique, l'héritage composé de biens meubles d'un sujet saxon est remis au consul de Saxe dans le royaume de Pologne, et celui d'un Polonais dans les États de S. M. le roi de Saxe, à l'autorité impériale russe diplomatique ou consulaire, pour être transmis à qui de droit, et conformément à l'article précédent.

5. Si toutefois la succession meuble restée après le décès d'un sujet saxon dans le royaume de Pologne ou d'un sujet de celui-ci dans les États de S. M. le roi de Saxe, se trouve être l'objet de réclamations élevées par des créanciers ou d'une saisie-arrêt de leur part, une telle succession ne sera livrée que lorsque les tribunaux du pays où l'héritage a été ouvert auront prononcé sur les dites prétentions, et elle restera confiée à la garde de ces mêmes tribunaux.

6. Les réclamations élevées par les créanciers à la charge des successions précitées seront produites selon les lois de l'État où la succession est ouverte, contre les héritiers s'ils sont connus et s'ils ont nommé des fondés de pouvoirs sur les lieux. Dans le cas contraire, ces poursuites seront dirigées contre le curateur désigné pour la succession par les tribunaux compétents du même pays, à la demande des créanciers de cette succession.

7. Les dispositions contenues dans la présente déclaration resteront en vigueur pendant douze ans et au delà, jusqu'à ce que l'un des deux gouvernements contractants aura, deux années à l'avance, annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

En foi de quoi le soussigné, vice-chancelier de l'empire, a signé et

muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le roi de Saxe.

Fait à Saint-Pétersbourg, ce 11 (23) avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) *Signé : PRINCE GORTCHACOW.*

Cette déclaration a été, le 11/23 avril 1864, échangée par le vice-chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le 20 mars (1^{er} avril), par M. le baron de Beust, Ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le Roi de Saxe.

Déclaration concernant les héritages meubles des sujets saxons décédés dans l'Empire de Russie et dans le grand duché de Finlande, et des sujets russes et finlandais décédés dans le royaume de Saxe.

Le gouvernement impérial de Russie, ainsi que celui du grand-duché de Finlande, et le gouvernement du royaume de Saxe, voulant régler l'intervention de leurs agents respectifs dans les affaires de succession auxquelles peuvent donner lieu les cas de décès de sujets saxons dans l'empire de Russie ainsi que dans le grand-duché de Finlande, et de sujets de l'un et de l'autre pays dans le royaume de Saxe, sont convenus des points suivants :

En cas de décès de leurs nationaux, les chefs de mission et agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents commerciaux respectifs ont le droit de croiser, soit à la demande des parties intéressées, soit d'office, avec le sceau de la légation ou du consulat, les scellés apposés par l'autorité compétente aux effets, meubles et papiers appartenant à la succession. Ces doubles scellés ne pourront être levés que par ordre de l'autorité locale et en présence de l'agent diplomatique ou commercial que cela concerne. Aussitôt les scellés levés, il sera procédé à l'inventaire de la succession.

L'agent diplomatique ou commercial y assistera, et copie de l'inventaire ainsi que de l'acte de dernière volonté, s'il en existe, lui sera délivrée.

Si les chefs des missions et agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents commerciaux sont munis de pouvoirs en forme légale par les héritiers dûment légitimés, la succession devra leur être remise de suite, le cas d'une opposition excepté, qui serait formée par quelque créancier national ou étranger.

En attendant son envoi en possession, l'agent diplomatique ou commercial aura soin de prendre, conjointement avec l'autorité locale

compétente, toutes les mesures pouvant servir à la conservation de la succession. Le chef de mission ou agent commercial, une fois mis en possession de la succession, conformément à ce qui vient d'être statué, aura le droit de remplir, en ayant soin d'en informer l'autorité locale, toutes les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers, de liquider la succession et de l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués nommés sous sa responsabilité.

Les stipulations précitées seront maintenues en vigueur pendant six ans et même au delà de ce terme, si aucun des deux gouvernements n'annonce à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, et dans ce cas jusqu'à l'expiration d'une année après que cette notification aura été faite.

En foi de quoi le soussigné, vice-chancelier de l'empire, a signé et muni du cachet de ses armes la présente déclaration, destinée à être échangée contre une déclaration semblable de M. le ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le roi de Saxe.

Fait à Saint-Pétersbourg, ce 11 (23) avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) *Signé : PRINCE GORTCHACOW.*

Cette déclaration a été, le 11/23 avril 1864, échangée par le vice-chancelier de l'Empire contre une déclaration identique, signée le 20 mars (1^{er} avril) par M. le baron de Beust, ministre d'État et des affaires étrangères de S. M. le Roi de Saxe.

Rescrit de S. M. l'Empereur à S. A. I. le grand-duc Michel Nicolaiévitch, son lieutenant dans le Caucase et commandant en chef de l'armée du Caucase.

Altesse Impériale,

Une série de brillants exploits, accomplis par les glorieuses troupes du Caucase sous le commandement d'un grand nombre d'illustres capitaines, a signalé la lutte sanglante et prolongée entreprise pour assurer la sécurité de nos possessions limitrophes du Caucase contre les incursions des brigands ; pour garantir contre l'esclavage des musulmans les peuples nos coreligionnaires qui s'étaient spontanément placés sous la protection de la Russie, et pour pacifier cette contrée qui, depuis des siècles, était constamment le théâtre de dissensions intestines, de brigandages et de rapines.

A Votre Altesse Impériale est échue l'heureuse chance de terminer l'œuvre de la soumission du Caucase occidental, commencée il y a cent cinquante ans, et d'annoncer pour la première fois à la nation

russe que « dès ce moment il ne reste plus dans le Caucase une seule tribu insoumise. »

Afin de signaler ce mémorable événement et consacrer le souvenir des infatigables travaux des glorieuses troupes de l'armée du Caucase pour amener à une si heureuse issue cette longue lutte, j'ai ordonné, par un oukase de ce jour, adressé au ministre de la guerre :

1° D'instituer, en souvenir de la soumission du Caucase, une croix spéciale que porteront tous les officiers, sous-officiers et soldats qui auront pris part, à une époque quelconque, aux opérations militaires contre les tribus insoumises du Caucase ;

2° D'instituer en outre pour la soumission du Caucase occidental, une médaille spéciale pour les militaires qui ont pris part aux opérations de guerre dans cette partie de la contrée pendant les quatre dernières années, de 1859 à 1864.

Pour récompenser les brillants faits d'armes des troupes de l'armée du Caucase dans la dernière période de la guerre, qui ont achevé la grande œuvre de la soumission du Caucase, j'ai ordonné ce qui suit, par un oukase de ce jour adressé au Sénat dirigeant :

1. Les sous-officiers et soldats des troupes régulières, entrés au service antérieurement au 8 septembre 1859, et jouissant légalement du droit d'obtenir leur retraite après vingt années de service, qui font ou ont fait partie de l'armée du Caucase jusqu'à l'année 1864, auront désormais droit à la retraite après quinze ans de service et conserveront ce droit même en passant dans d'autres corps cantonnés hors du Caucase.

Le ministère de la guerre est chargé de congédier immédiatement tous ceux desdits sous-officiers et soldats qui, au 1^{er} janvier 1864, avaient déjà quinze ans et plus de service et qui n'étaient pas privés par la loi de leur droit à la retraite.

2. La durée obligatoire du service des cosaques de tous grades du Kouban et du Terek sera désormais abrégée et fixée à quinze ans pour le service de campagne et à sept ans pour le service intérieur.

Je confie à Votre Altesse Impériale le soin de faire connaître ma volonté susmentionnée aux braves troupes de l'armée du Caucase placées sous votre commandement, qui se sont acquis une gloire immortelle et la reconnaissance de notre patrie bien-aimée pour la grande œuvre de la pacification de tout le Caucase et de sa soumission à la puissance de la Russie.

Je demeure pour toujours et invariablement et sincèrement affecté.

ALEXANDRE.

Krasnoé-Sélo, le 12 juillet 1864.

**Lettres patentes de l'Empereur aux Cosaques du Térek et du Kou-
ban, réduisant la durée du service obligatoire.**

I. A nos féaux et amés cosaques du Térek.

La soumission du Caucase occidental, obtenue par une série de brillants exploits et par les travaux prolongés de nos armées, a mis fin à la longue guerre du Caucase. A ce mémorable événement se lie également le nom de nos amés et féaux cosaques du Térek, qui depuis longtemps se sont acquis une gloire éclatante dans le Caucase. Les ancêtres des cosaques actuels du Térek furent les premiers guerriers russes colonisés pour servir de remparts contre les incursions des montagnards, et pendant deux siècles, sous les noms de cosaques de la crête (*grébenskié*), du Térek, du Volga, des montagnes, de Mozdok, de Kiziliar, de Vladikavkaze, de la ligne du Caucase, et de la Sounja, les valeureux habitants des rives du Térek ne cessèrent de réprimer les tentatives de leurs sauvages voisins, de porter le fer et la flamme dans les villages russes riverains du Térek ; eux-mêmes pénétrèrent dans les gorges des montagnes pour châtier les brigands jusque dans leurs propres demeures. Les héroïques exploits des cosaques du Térek dans les rangs de nos troupes, dans toute l'étendue du Caucase oriental, ont préparé la soumission du Caucase occidental et le glorieux achèvement de la guerre du Caucase.

En témoignage de notre gratitude impériale de ces utiles services rendus à la patrie par les cosaques du Térek, nous avons jugé convenable de réduire, pour tous les grades de ce corps, la durée du service obligatoire, en la fixant dès aujourd'hui, pour le service de campagne à quinze années, et pour le service intérieur à sept ans.

En conservant à tout le corps des cosaques du Térek notre bienveillance impériale, nous espérons que toutes ces valeureuses troupes trouveront, dans la réduction de leurs termes de service et dans la pacification de toute la contrée limitrophe de leurs territoires, la complète possibilité de développer de plus en plus leur bien-être intérieur et continueront en même temps à être toujours prêtes à transporter leur expérience de la guerre partout où l'exigera l'intérêt de la patrie. Le glorieux nom des cosaques du Térek aura toujours et partout une place honorable dans les rangs des armées russes.

Donnée à Saint-Pétersbourg, le douzième jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre et de notre règne le dixième.

ALEXANDRE.

II. A nos féaux et amés cosaques du Kouban.

La soumission du Caucase occidental, obtenue par une série de

brillants exploits et par les travaux prolongés de nos armées, a mis fin à la longue guerre du Caucase. A ce mémorable événement se lie également le nom de nos amis et fâaux cosaques du Kouban, qui depuis longtemps se sont acquis une gloire éclatante dans le Caucase. Pendant plus de soixante et dix ans ils ont constamment garanti nos frontières des incursions pillardes des montagnards; chaque jour ils étaient préparés à toutes les privations, à tous les sacrifices pour l'accomplissement scrupuleux des devoirs qui leur incombaient; chaque jour ils étaient obligés de défendre contre les agressions de leurs sauvages voisins, et la vie de leurs familles, et leurs foyers domestiques; et de plus, leurs régiments de guerre et leurs intrépides *plastounes* (cosaques guetteurs) se portaient dans des contrées éloignées pour accomplir des exploits qui couvraient de gloire les armes russes.

En témoignage de notre gratitude impériale de ces utiles services rendus à la patrie par les cosaques du Kouban, nous avons jugé convenable de réduire, pour tous les grades de ce corps, la durée du service obligatoire, en la fixant dès aujourd'hui, pour le service de campagne à quinze années, et pour le service intérieur à sept ans.

En conservant à tout le corps des cosaques du Kouban notre bienveillance impériale, nous espérons que toutes ces valeureuses troupes trouveront dans la réduction de leurs termes de service et dans la pacification de toute la contrée limitrophe de leurs territoires, la complète possibilité de développer de plus en plus leur bien-être intérieur et continueront en même temps à être toujours prêtes à transporter leur expérience de la guerre partout où l'exigera l'intérêt de la patrie. Le glorieux nom des cosaques du Kouban aura toujours et partout une place honorable dans les rangs des armées russes.

Donnée à Saint-Pétersbourg, le douzième jour du mois de juillet de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre et de notre règne le dixième.

ALEXANDRE.

Oukase relatif à la retraite dont jouiront les troupes ayant fait partie de l'armée du Caucase jusqu'à l'année 1864.

OUKASE AU SÉNAT DIRIGEANT.

Pour signaler les brillants exploits des troupes de l'armée du Caucase pendant les dernières années de la longue guerre du Caucase, maintenant terminée par la soumission de tout le Caucase à la puissance de la Russie, et pour récompenser la valeur et les infatigables travaux des troupes dans cette lutte, nous ordonnons :

1° Les sous-officiers et soldats des troupes régulières, entrés au

service antérieurement au 8 septembre 1859 et jouissant légalement du droit d'obtenir leur retraite après vingt années de service, qui font ou ont fait partie de l'armée du Caucase jusqu'à l'année 1864, auront désormais droit à la retraite après quinze ans de service et conserveront ce droit, même en passant dans d'autres corps cantonnés hors du Caucase. En conséquence, nous chargeons le ministère de la guerre de prendre des dispositions pour congédier immédiatement tous ceux desdits sous-officiers et soldats qui, au 1^{er} janvier 1864, avaient déjà quinze ans et plus de service et qui n'étaient pas privés par la loi de leur droit à la retraite.

2^o La durée du service obligatoire des cosaques de tous grades du Kouban et du Terek sera désormais abrégée et fixée à quinze ans pour le service de campagne et à sept ans pour le service intérieur.

Le Sénat dirigeant ne manquera pas de prendre les mesures nécessaires à cet effet.

ALEXANDRE.

Krasnoé-Sélo, le 12 juillet 1864.

**Oukase instituant une médaille d'argent commémorative
de la guerre du Caucase.**

OUKASE AU MINISTRE DE LA GUERRE.

En témoignage de notre gratitude particulière pour les brillants exploits de nos troupes qui, dans le courant des quatre dernières années, ont pris part aux combats contre les tribus hostiles du Caucase, et, surmontant tous les obstacles, ont mis fin, par la soumission du Caucase occidental, à une lutte sanglante et prolongée, nous avons jugé convenable d'instituer une médaille d'argent avec l'inscription : *Pour la soumission du Caucase occidental 1859-1864*, qui sera portée sur un ruban composé des rubans des ordres de Saint-Georges et de Saint-Alexandre-Nevsky. Nous conférons cette médaille aux militaires de tous grades qui ont pris part aux expéditions au delà du Kouban et sur les côtes de la mer Noire dans le courant desdites années. De plus, désirant que tous ceux qui ont servi à une époque quelconque dans les rangs de la valeureuse armée du Caucase et ont pris part aux combats contre les tribus montagnardes insoumises du Caucase soient décorés d'un insigne spécial en souvenir du mémorable événement qui vient de s'accomplir, nous ordonnons d'instituer une croix qui sera portée sur la poitrine sans ruban.

Ayant sanctionné le règlement qui détermine les droits de chacun à porter la médaille et la croix, nous vous confions le soin de promulguer ce règlement et de faire parvenir les nouvelles décosations, aus-

sitôt qu'elles seront prêtes, à S. A. I. le commandant en chef de l'armée du Caucase.

ALEXANDRE.

Krasnoé-Sélo , le 12 juillet 1864.

Oukase impérial relatif au patronage des églises dans le royaume de Pologne.

Par la grâce de Dieu ,

NOUS ALEXANDRE II , Empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc.

« Prenant en considération :

« Que dans le royaume de Pologne existe le patronage des églises ou collation , droit en vertu duquel les patrons ou collateurs des églises catholiques romaines présentent des candidats à la dignité de prêtres de ces églises et président dans les comités ou conseils de fabriques (*dozor*) qui administrent les biens des églises et président à leurs travaux de construction ;

« Que ce patronage des églises , formant partie intégrante du droit de propriété, doit être mis en harmonie avec les dispositions de notre oukase du 19 février (2 mars) 1864, qui ont conféré aux paysans du royaume de Pologne le droit de participer à la propriété foncière et à l'administration communale ;

« Que, sous le nom de syndicat (*kiitorsivo*), le patronage des églises dans le royaume de Pologne s'est étendu jusqu'aux églises du rite grec-uni, malgré que les propriétaires seigneuriaux, appartenant pour la plupart à la confession catholique romaine, ne puissent s'intéresser comme il convient à la prospérité de temples et de paroisses appartenant à un culte qui leur est étranger, comme le démontre l'état de vétusté et même de ruine complète dans lequel sont tombées presque la moitié des églises grecques-uniées qui existent dans le royaume de Pologne ;

« Enfin, que ce mode d'administration des églises grecques-uniées doit être aboli comme ne répondant évidemment point à leurs intérêts ;

« Nous avons ordonné et ordonnons :

Du patronage dans les paroisses catholiques romaines.

« Art. 1^{er}. Dans les paroisses catholiques romaines, le patronage des églises ou collation , appartenant tant à des particuliers qu'à certaines institutions et à l'État, ainsi que les conseils de fabriques existant dans ces paroisses pour l'administration des biens des églises & la direction de leurs travaux de construction, continuent d'exister

comme par le passé, avec les modifications et restrictions énoncées aux articles ci-dessous.

« Art. 2. Dans les paroisses catholiques romaines où la collation appartient au gouvernement, de même que là où le patronage de l'église lui revient en vertu du paragraphe c de l'article 1^{er} de l'oukase impérial du 24 mai (5 juin) 1862, concernant l'organisation des israélites dans le royaume de Pologne, la présidence du conseil de fabrique est déférée au wójt de la commune, ou au soltyss du village où se trouve l'église, si lesdits wójt ou soltyss appartiennent à la religion catholique romaine.

« Art. 3. Les conseils de fabriques et les autorités locales ne peuvent imposer aux paroissiens aucune redevance obligatoire pour les besoins de l'église, ni faire entre eux aucune répartition de collecte pour le même objet, sans le consentement de l'assemblée des paroissiens, composée conformément aux dispositions de l'art. 4.

« Art. 4. L'assemblée des paroissiens, dont il est question en l'article précédent, se compose de tous les membres de la paroisse professant la religion catholique romaine et jouissant, en vertu de l'oukase impérial du 19 février (2 mars) 1864, du droit de prendre part aux assemblées communales, sans en excepter les juges de paix, les ecclésiastiques et les fonctionnaires de police de district, s'ils possèdent des immeubles dans la proportion prévue par l'article 13 dudit oukase.

« Art. 5. L'assemblée des paroissiens est présidée par le wójt de la commune locale ou par le soltyss, si l'un ou l'autre appartient à la religion catholique romaine. L'assemblée prononce ses décisions à la majorité des voix.

« Art. 6. Dans les paroisses catholiques romaines des villes, l'ordre existant concernant les conseils de fabrique continue à rester en vigueur, en attendant la promulgation de règlements définitifs à ce sujet.

De l'élection des prêtres des paroisses grecques-unies et de l'administration des biens des églises de ce rite.

« Art. 7. Dans les paroisses grecques-unies du royaume de Pologne, tant urbaines que rurales, le patronage ou syndicat (*ktitorstvo*) est et demeure aboli par le présent. En même temps les patrons ou syndics (*ktitors*) des églises grecques-unies sont relevés de l'obligation de contribuer aux dépenses de construction des églises, de même que de leur participation aux affaires desdites églises.

« Art. 8. En cas de vacance d'une place de prêtre de paroisse, le candidat à cette dignité est choisi par l'administration des affaires du culte grec-uni.

« Art. 9. Ladite administration tient registre des noms des personnes aptes à être proposées comme candidats à la dignité de prêtres des paroisses grecques-unies, en n'inscrivant dans ces registres que les noms de personnes dignes de confiance et ayant terminé leurs cours d'études dans les séminaires ecclésiastiques grecs-unis de Russie ou de Galicie, ou ayant subi un examen correspondant à l'enseignement qui s'y donne.

« Art. 10. Le candidat, choisi conformément aux dispositions des articles précédents pour remplir la place vacante de prêtre de paroisse, est présenté à l'évêque, qui, après s'être assuré qu'il n'existe pas d'obstacles dignes d'être pris en considération qui s'opposent à ce que le personnage choisi remplisse les fonctions de la prêtrise paroissiale, confirme ce candidat dans l'ordre actuellement établi. Si l'évêque y trouve des empêchements, il en fait part à l'administration du culte grec-uni.

« Art. 11. Pour l'administration des biens de l'église et la direction de ses constructions, les paroissiens de chaque église grecque-unié élisent, en assemblée composée conformément aux dispositions de l'article 12, un syndic de l'église (*starosta*), choisi parmi les individus professant la religion grecque-unié et jouissant du droit d'exercer des fonctions communales. Au demeurant, dans les paroisses grecques-unies où il existe ou sera établi par la suite des confréries ecclésiastiques (*bratstvo*), les fonctions de syndic de l'église appartiendront de droit au doyen de la confrérie.

« Art. 12. L'assemblée des paroissiens, mentionnée dans l'article 11 ci-dessus, se compose de tous les paroissiens majeurs, de la religion grecque-unié, établis à demeure dans le territoire de la paroisse, à l'exception toutefois des individus placés sous tutelle ou curatelle, ainsi que de ceux qui ont subi une peine emportant privation du droit d'exercer des fonctions communales, et enfin de ceux placés sous jugement ou sous enquête, ou soumis à la surveillance de la police.

« Art. 13. Le syndic de l'église perçoit et conserve les fonds de l'église, et il les dépense, sous sa propre responsabilité et sous la surveillance du prêtre et des paroissiens, pour l'entretien et les réparations de l'église.

« Art. 14. Dans le cas où il serait nécessaire de dépenser une forte somme sur les fonds de l'église, ou d'imposer aux paroissiens une collecte pour les besoins de l'église, le syndic, de concert avec le prêtre de la paroisse et avec les membres de la confrérie ecclésiastique, là où il en existe, convoque l'assemblée des paroissiens mentionnée dans l'article 12, et l'affaire est décidée définitivement par cette assemblée, à la majorité des voix. Le syndic de l'église préside les assemblées des paroissiens.

« Art. 15. Les paroissiens, en assemblée composée conformément aux dispositions de l'article 12 (ou les membres de la confrérie ecclésiastique là où il en existe), vérifient, lorsqu'ils le jugent convenable, les actes et la comptabilité du syndic de l'église (ou de l'individu qui en remplit les fonctions). En pareil cas, la présidence de l'assemblée des paroissiens (ou des membres de la confrérie ecclésiastique) est déférée au prêtre de la paroisse. »

« Art. 16. Le trésor du royaume ordonna, pour la réparation ou la reconstruction des églises grecques-unies, la somme partielle que le patron ou syndic aurait été tenu de fournir à cet effet d'après les anciens règlements abrogés par l'article 7 du présent.

« Art. 17. En cas d'insuffisance de la subvention du trésor mentionnée en l'article précédent et de leurs propres ressources pour la reconstruction et l'arrangement de leurs églises, les membres des paroisses grecques-unies pourront solliciter du gouvernement des secours pour cet objet, en sus de cette subvention.

« Art. 18. Le lieutenant du royaume prendra des mesures pour le rétablissement immédiat des églises grecques-unies tombant de vétusté ou en ruines et pour les mettre dans un état convenable d'arrangement, et dans ce but il soumettra sans délai à la sanction impériale les moyens de couvrir les dépenses que le présent oukase met à la charge du trésor.

Dispositions générales.

« Art. 19. Sont et demeurent abrogés les règlements et dispositions antérieurement en vigueur, en tout ce qui serait en désaccord avec le présent oukase.

« Art. 20. Le lieutenant du royaume et le comité d'organisation sont chargés de l'exécution et du développement du présent oukase, qui sera inséré au Bulletin des lois. »

Oukase du Sénat dirigeant promulguant le règlement relatif aux hommes libres des gouvernements de l'ouest, et sanctionné par S. M. l'Empereur le 25 juillet 1864.

Règlement d'organisation des hommes libres des gouvernements de l'ouest, habitant des terres seigneuriales.

1. Les hommes libres des gouvernements de l'Ouest habitant des terres seigneuriales sont organisés conformément aux dispositions du présent règlement. En conséquence, ils cessent de former des classes spéciales distinctes des autres habitants des campagnes, et rentrent dans la classe générale des paysans.

2. Ce que l'on appelle jusqu'à ce moment hommes libres se divise en deux catégories. A la première appartientent ceux qui, depuis le 20 novembre 1857 étaient passés de la classe des serfs ou des paysans temporairement obligés dans celle des hommes libres ; à la seconde, tous les autres hommes libres, c'est-à-dire tous ceux qui appartenient à cette classe ou y étaient passés antérieurement au 20 novembre 1857.

Observation. Les dispositions du présent règlement sont également applicables, s'ils le désirent, aux hommes libres qui, inscrits seulement dans les corporations urbaines, vivent effectivement dans des villages et jouissent de terres aux mêmes titres que les autres hommes libres ; cette application aura lieu suivant la catégorie à laquelle ils appartiennent d'après l'art. 2.

Des hommes libres passés dans cette classe, de celle des ci-devants serfs ou de celle des paysans temporairement obligés, après le 20 novembre 1857.

3. Les hommes libres de cette catégorie sont assimilés aux paysans émancipés de la glèbe, dans tous leurs droits tant personnels que relatifs à la propriété ou à la condition, ainsi qu'à l'organisation territoriale et à l'administration communale, à moins qu'ils ne désirent eux-mêmes se faire inscrire dans une autre classe. En même temps qu'ils participent à tous ces droits, les hommes libres sont passibles de toutes les obligations imposées aux paysans en ce qui concerne le payement de la capitulation et l'acquittement des redevances dues à l'État, ainsi que des redevances provinciales et communales.

4. Les hommes libres mentionnés en l'art. 3 ci-dessus ont droit à des lots de terre dans les villages où ils étaient serfs ou paysans temporairement obligés. Les questions qui peuvent surgir en pareil cas sont résolues par l'arbitre de paix, dont les décisions peuvent être déférées, tant par les propriétaires seigneuriaux que par lesdits hommes libres, à l'assemblée provinciale chargée des affaires des paysans, et dans le cas où l'arrêté de celle-ci n'aurait pas été rendu à l'unanimité, au ministère de l'intérieur.

Des hommes libres passés dans cette classe antérieurement au 20 novembre 1857.

5. Les hommes libres appartenant à cette catégorie obtiennent tous les droits tant personnels que relatifs à la propriété ou à la condition, qui ont été conférés aux paysans par les règlements du 19 février 1861. Ils payent la capitulation et sont passibles des redevances dues à l'État et des redevances provinciales, à l'égal des paysans des baillieages dans lesquels ils seront inscrits conformément à l'article 7 du présent règlement.

6. Les maisons, le bétail et les instruments aratoires qui formaient jusqu'à présent la propriété de ces hommes ou étaient reconnus comme telle par le propriétaire seigneurial, continueront à être leur propriété incontestable.

7. Les villages et les feux séparés des hommes libres sont répartis entre les bailliages d'après les règlements généraux concernant les paysans émancipés de la glèbe, et les paysans libres peuvent, s'ils le désirent, se former en communes rurales séparées, ou se faire inscrire directement dans les bailliages les plus rapprochés, conformément à la décision du conseil de l'empire sanctionnée par S. M. l'Empereur le 16 avril 1862.

8. Les communes rurales et les bailliages formés d'anciens hommes libres sont répartis entre les circonscriptions d'arbitrage de paix, et le jugement de tous les litiges provenant de relations terriennes entre les propriétaires et lesdits hommes libres est prononcé par les institutions d'arbitrage de paix, d'après les mêmes bases que celles établies pour les paysans émancipés de la glèbe.

9. Les relations terriennes entre les anciens hommes libres et les propriétaires sont réglées par des baux de location de terrains conclus de gré à gré, conformément aux lois générales et vidimés par l'arbitre de paix ; pour la conclusion de ces baux on devra se conformer aux dispositions des articles 10 à 14 et 16 ci-dessous.

10. Les baux pour la location des terres sont conclus, soit avec chaque chef de famille (*khazaine*) séparément, soit avec plusieurs d'entre eux faisant partie d'une même commune rurale ; le prix de fermage sera toujours fixé en argent ; il est loisible de stipuler dans ces baux la prestation d'un certain nombre de journées de travail en nature, en les évaluant également en argent. Les conventions stipulant une partie du prix du bail en journées de travail ne peuvent être conclues pour plus de trois ans, à l'expiration desquels les parties contractantes peuvent renouveler lesdites conventions, mais temporairement, pour trois ans au plus.

11. Les baux actuellement existants resteront en vigueur jusqu'à l'échéance des termes pour lesquels ils ont été conclus ; mais s'il n'avait pas été fixé de terme, ou si ce terme est déjà échu, les stipulations des baux continueront à être observées pendant un an à dater de la promulgation du présent règlement, après quoi il devra être conclu de nouveaux baux, pour des termes de douze ans au moins.

12. Les lots de terre dont jouissent en ce moment les anciens hommes libres ne peuvent ni leur être enlevés par les propriétaires terriens, ni réduits, ni échangés contre d'autres terrains, avant l'expiration du terme de douze ans stipulé en l'article précédent.

13. La quotité du prix de fermage des terres fixé par les baux

existants est réduite de 10 pour 100 à dater de la promulgation du présent règlement. Les propriétaires ne peuvent exiger un prix plus élevé avant l'expiration du terme de douze ans stipulé en l'article 11.

14. Les litiges et contestations qui peuvent surgir au sujet de la conclusion des baux sont jugés par l'arbitre de paix, dont les décisions peuvent être déférées à l'assemblée d'arbitrage du district, et portées de celle-ci à l'assemblée provinciale.

15. En cas d'entente entre le propriétaire et des anciens hommes libres pour l'achat par ces derniers en toute propriété des terres qu'ils tiennent à ferme, le gouvernement vient en aide à ceux-ci, en vertu de règles qui seront ultérieurement établies par application du règlement sur le rachat sanctionné par S. M. l'Empereur, le 19 février 1861, et de ses compléments.

16. Les mesures tendant à garantir l'exact acquittement du prix de fermage sont réglées par les baux, et si elles n'y ont pas été stipulées, il est fait application aux fermiers défaillants, anciens hommes libres, des mesures pour garantir le payement exact de la redevance en argent (*obrok*) stipulées par les articles 211 à 216 du règlement local pour les gouvernements de Vilna, de Grodno, de Kovno, de Minsk et une partie de celui de Vitebsk, avec cette seule différence que si l'affermage à l'encaissement du lot de terrain pour lequel le prix de fermage n'a pas été acquitté n'amène pas d'adjudications, le lot en question rentre pleinement à la disposition du propriétaire.

17. A l'expiration du terme de douze ans stipulé en l'article 11, chaque propriétaire peut évincer son fermier, et ce dernier est tenu, dans le délai fixé par son bail, d'enlever les édifices construits sur son lot, s'ils sont reconnus lui appartenir et que le propriétaire ou le nouveau fermier n'en ait pas fait l'acquisition. Toutefois, à titre de dédommagement pour cette éviction, le propriétaire est tenu de payer au fermier évincé une somme égale au prix de fermage de deux années, et ce, dans le délai de l'échéance du bail ; avant d'avoir touché cette indemnité, le fermier évincé ne peut être privé de son lot de terre.

Observation. Le bail fixe le délai dans lequel le fermier sera tenu d'enlever les édifices qui lui appartiennent, dans le cas où il serait évincé par le propriétaire, d'après les dispositions de l'article 17, ou ne désirerait pas lui-même continuer l'affermage de son lot de terre. S'il n'a rien été stipulé dans le bail et qu'il survienne un litige à ce sujet, la décision en est remise à l'arbitre de paix.

18. Le propriétaire qui se propose d'évincer son fermier en vertu de l'article 17, et le fermier qui n'a pas l'intention de renouveler son bail, doivent s'en prévenir réciproquement une année avant l'expira-

tion du bail, et en faire la déclaration à l'administration locale du bailliage.

19. Dans le cas où la dénonciation stipulée en l'article 18 n'a pas été faite un an avant l'expiration du bail, et où ce dernier n'a pas été renouvelé à son échéance, si la négligence a eu lieu de la part du propriétaire, le fermier peut, s'il le désire, conserver sans obstacle, encore pendant un an, aux mêmes conditions que par le passé, la jouissance de son lot de terrain ; si la négligence a eu lieu du fait du fermier, il est également tenu de remplir encore pendant un an les conditions de l'ancien bail.

20. Si, postérieurement à la promulgation du présent règlement, d'anciens hommes libres s'établissent sur les terres de particuliers ou désirent prendre d'eux à ferme de nouveaux lots de terrain, les conditions de prix, d'échéances et de garantie du paiement des fermages, à conclure dans les baux qu'ils passeront à cet effet, dépendront entièrement de leurs conventions de gré à gré.

Observation. Les stipulations des articles 21, 22 et 23 du présent règlement sont pleinement applicables aux fermiers mentionnés en l'article 20.

21. En cas de décès d'un ancien homme libre ne laissant ni veuve, ni héritiers majeurs, pour l'exécution des obligations que lui imposait son bail, le lot de terrain qu'il affermait est placé, jusqu'à l'expiration du bail, sous l'administration d'un curateur nommé par la commune ou par l'administration du bailliage, suivant que le fermier défunt était inscrit dans une commune ou un bailliage.

22. Le ministre de l'intérieur est chargé d'élaborer et de soumettre à la sanction suprême, dans l'ordre établi, un règlement sur le prélevement des grains à verser par les anciens hommes libres dans les magasins de réserve. En attendant la sanction régulière de ce règlement, les dispositions sur cet objet des articles 779 et 802 du code des conditions des personnes, t. IX du Corps des lois (édit. de 1857), continueront à être mises à exécution.

23. A dater de la promulgation du présent règlement, sont et demeurent abrogées les dispositions des articles 776 à 795, 797, 801 et 803 du code des conditions des personnes, t. IX du Corps des lois ; du § 22 de la 2^e observation annexée à l'article 17 du code des impôts (Suppl. de 1863), t. V ; du § 11 (en ce qui concerne les hommes libres) de l'article 9 et des articles 38 et 144 du code du recrutement (édit. de 1862).

Rescrit de S. M. l'Empereur adressé à son lieutenant dans le royaume de Pologne, le général aide de camp comte de Berg.

Trouvant indispensable, à mesure que l'ordre se rétablit dans le royaume de Pologne, de continuer et de développer les réformes organiques dont les bases ont été posées par mes oukases du 19 février (2 mars) de cette année, je désire, avec la ferme résolution d'y insister, que ces réformes s'accomplissent avec une inflexible persévérance, car il est impossible d'assurer le développement régulier et durable de ce pays sans une complète régénération de sa vie sociale.

Dans ces vues, j'ai voué une sollicitude toute particulière à l'amélioration du système de l'instruction publique dans le royaume.

Il n'est pas une des branches de l'activité gouvernementale qui réclame des efforts plus constants et plus suivis que cette question de l'enseignement publique, où tout ce que l'on sème de salutaire ne pousse et ne mûrit qu'avec les générations à venir. A cette fin, je trouve nécessaire de profiter des premiers jours du rétablissement de l'ordre et de la tranquillité en Pologne pour reprendre avec une nouvelle sollicitude l'œuvre de réorganisation et d'amélioration de l'enseignement public interrompue par les derniers troubles.

Le règlement général sanctionné par moi le 8 (20) mai 1862, a désigné pour base fondamentale à tous les établissements d'instruction l'éducation morale et religieuse. Ce règlement établit de préférence, pour les écoles supérieures, l'enseignement classique, sans écarter néanmoins l'étude des sciences spéciales; il ouvre l'accès de tous les établissements d'instruction à toutes les classes de la société, sans différence de condition ou de religion : enfin il a considérablement accru le nombre et le personnel des écoles supérieures et moyennes, en leur garantissant pour la plupart des moyens d'existence suffisants ;

Les bases fondamentales du règlement de 1862 doivent aussi être fidèlement maintenues à l'avenir. En les prenant pour point de départ immuable, je trouve bon d'adopter, quant à leur développement ultérieur, les principes suivants.

1^o En présence des conditions nouvelles qui viennent d'être faites aux populations rurales de la Pologne, sous le rapport économique et administratif, il devient d'une nécessité urgente d'étendre et de consolider l'enseignement primaire parmi les populations des campagnes. C'est ainsi seulement qu'elles seront mises à même de profiter de tous les bienfaits de la nouvelle législation et de constituer une digue puissante pour le maintien de la paix et de l'ordre social.

Observant avec une satisfaction réelle, par les renseignements qui me parviennent, que presque toutes ces populations commencent elles-

mêmes à ressentir vivement le besoin de l'éducation, c'est avec confiance que je charge les communes rurales récemment organisées de veiller à ce que les écoles des campagnes se multiplient et soient pourvues de ressources suffisantes; quant aux autorités gouvernementales et aux personnes que cela concerne, je leur enjoins de prendre à cette importante question la part la plus vive et la plus active. Je ne doute pas que, grâce à votre concours personnel, un nombre suffisant d'écoles rurales ne surgisse et ne s'organise dans le plus bref délai possible, de manière à combler une des plus regrettables lacunes qu'offraient les précédents systèmes d'éducation publique en Pologne.

2° L'éducation des femmes n'a aussi été jusqu'à présent, de la part du gouvernement, que l'objet de quelques mesures isolées ou de quelques essais incomplets, il est indispensable, par conséquent, d'adopter un système général conforme aux besoins des différentes classes de la société : l'éducation morale et intellectuelle des femmes étant la meilleure garantie du développement régulier des générations futures.

Prenant à cet égard, comme à celui des autres branches de l'instruction publique, des mesures résolues, mais prudentes et progressives, je trouve utile qu'on commence dès à présent à se mettre à l'œuvre en créant dans les principales villes du royaume des écoles externes pour les jeunes filles, pareilles à celles qui fonctionnent si bien et si salutairement dans l'empire et à Varsovie même.

3° En organisant les établissements d'instruction publique, et surtout les écoles supérieures et moyennes, les principaux efforts du gouvernement doivent, au point de vue pédagogique, tendre à propager parmi la jeunesse des notions saines et à développer en elle l'amour du travail et une sage et solide instruction; et sans se permettre ni à elles-mêmes ni à qui que ce soit de transformer les pépinières de la science en instruments politiques, les autorités scolaires ne doivent avoir en vue que le service désintéressé de la civilisation; elles doivent constamment s'efforcer d'améliorer l'instruction publique en Pologne et d'y relever le niveau de l'enseignement.

4° C'est dans ce but qu'en offrant à la jeunesse polonaise la possibilité de s'instruire dans son idiome national, on doit prendre également en considération que la population du royaume se compose d'individualité appartenant à des races et à des cultes différents. Chacune d'entre elles doit être mise à l'abri de toute tentative d'oppression, et à cette fin il est urgent, entre autres, de s'occuper de la création d'écoles séparées pour chaque nationalité; il est nécessaire aussi d'établir que dans les écoles communes, et surtout dans les écoles primaires, l'enseignement se fasse dans l'idiome de la majorité, c'est-à-dire soit en polonais, soit en russe, en allemand ou en lithuanien, selon la localité et selon la nationalité des habitants.

La tâche dévolue à la Russie dans le royaume de Pologne doit consister dans l'observation d'une parfaite impartialité vis-à-vis de tous les éléments constitutifs de la population de ce pays.

En me basant sur ces principes généraux, j'ai ordonné d'élaborer et j'ai aujourd'hui même revêtu de ma signature les oukases suivants.

1^o Des écoles primaires dans le royaume de Pologne.

2^o Des gymnases et progymnases féminins dans le royaume.

3^o Du gymnase russe à Varsovie.

4^o De l'école allemande du culte évangélique à Varsovie.

5^o De l'institution des directions scolaires.

En vous chargeant de la mise à exécution de ces oukases, j'ai la certitude que par les mesures que vous adopterez en conséquence, surtout par le choix d'organes experts et consciencieux, vous saurez assurer l'exact et inflexible accomplissement de mes voeux.

Je confie aux soins spéciaux du comité organisateur du royaume les écoles populaires.

Je vous invite en même temps à me soumettre aussitôt que possible des projets reposant sur les bases ci-dessus indiquées, concernant le développement ultérieur et la réorganisation de toutes les écoles supérieures et moyennes du royaume.

Je trouve bon de vous munir à cette fin des directions suivantes :

1^o Réorganiser les écoles inférieures agronomiques conformément à mes décrets du 19 février de cette année et à ceux que je viens de sanctionner aujourd'hui relativement aux écoles primaires.

2^o Instituer des cours pédagogiques afin de préparer des instituteurs pour les écoles primaires. Affecter un ou plusieurs de ces cours à l'usage spécial de la population russe des grecs-unis, ainsi qu'à l'usage de la population lithuanienne. Rechercher en outre les moyens les plus efficaces de préparer des instituteurs pour les écoles supérieures et moyennes.

3^o Transformer les écoles spéciales de district en gymnases techniques avec division par sept classes. Quant aux écoles générales de district, les transformer en progymnases, les uns consacrés aux sciences d'application, les autres aux études classiques.

4^o Changer le lycée de Lublin en gymnase et donner à cet établissement ainsi qu'aux autres gymnases actuellement existants en Pologne, une direction essentiellement classique.

5^o Élaborer et soumettre au plus tôt un projet de réorganisation de la principale école de Varsovie en université, et lui conserver, tout en faisant la part des exigences locales, les droits et les priviléges qu'établit le nouveau statut des universités russes.

6^o Enfin s'occuper de l'organisation définitive de l'institut pour les jeunes filles d'Alexandra et Marie, actuellement existant à Varsovie,

ainsi que des écoles spéciales existantes ou en voie de formation, telles que l'école agronomique forestière et polytechnique, le tout d'accord avec les directions qui seront données ultérieurement.

En accordant à tous les habitants du royaume, sans distinction de classe, d'origine ou de religion, les moyens de donner à la nouvelle génération une bonne et solide éducation, j'espère que l'activité fertile des études sauvegardera la jeunesse polonaise de ces entraînements insensés qui, en faisant tant de malheureux, ont ainsi entravé jusqu'à présent la marche prospère et progressive du pays entier.

Signé : ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 30 août (11 septembre) 1864.

I. — Oukase de S. M. l'Empereur sur les écoles primaires dans le royaume de Pologne.

Par la grâce de Dieu,

NOUS ALEXANDRE II, Empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc.

Par nos oukases du 19 février (2 mars) de la présente année, nous avons appelé à une nouvelle existence civile la classe des paysans dans le royaume de Pologne. Dans la conviction qu'à l'exemple des paysans russes, les communes rurales de Pologne profiteront des droits que nous leur avons octroyés, non-seulement dans l'intérêt de leur prospérité matérielle, mais encore pour leur propre civilisation, nous leur avons accordé la faculté de concourir à l'œuvre importante de l'organisation des écoles primaires.

En conséquence, jugeant indispensable de concilier les règlements sur l'instruction primaire actuellement en vigueur dans le royaume de Pologne avec les nouveaux principes de la vie civile désormais assis sur de solides bases, nous avons ordonné et ordonnons :

I. — De l'organisation et de la direction des écoles primaires dans les communes (gmines) rurales.

Art. 1^{er}. Dans les communes rurales, le droit de prendre part, tant à la direction des écoles primaires établies sur leur territoire qu'à la création de nouvelles écoles de ce genre, est accordé aux assemblées communales et de village. Le degré et la mesure de cette coopération, ainsi que des sacrifices imposés en conséquence aux communes et villages, sont déterminés par le présent règlement.

Art. 2. La surveillance générale de toutes les écoles primaires dans les communes rurales, sous l'autorité supérieure de la direction de l'instruction publique, appartient aux chefs des directions des

écoles (aux directeurs des écoles, institués par un oukase spécial en date de ce jour).

Art. 3. L'Assemblée communale a la direction des écoles primaires de garçons, de filles et des écoles primaires communes (c'est-à-dire pour les enfants des deux sexes) qui, établies pour la commune entière, sont entretenues soit aux frais de l'État, soit sur les fonds d'éducation légués par des particuliers ou recueillis dans la commune.

A l'Assemblée du village appartient la direction des écoles fondées pour le village seul et entretenues aux frais de la corporation villageoise.

Art. 4. Si deux ou plusieurs communes voisines payent une redevance quelconque pour une même école, la direction de cette école est remise à une Assemblée composée d'un nombre égal de délégués de toutes les communes qui participent à la redevance perçue pour cette école.

Art. 5. Les écoles établies pour toute une commune ou pour plusieurs communes portent le nom d'écoles communales; celles établies pour la corporation d'un seul village, le nom d'écoles villageoises.

Art. 6. Les écoles communales sont placées sous la direction immédiate du maire (*wojt*) et des échevins (*lawniki*) de la localité. L'école villageoise est surveillée par l'adjoint du maire (*soltys*), sous la direction du maire de la commune (*gamina*).

Art. 7. Les Assemblées communales et de village sous la direction desquelles sont placées des écoles sont tenues :

a. D'apporter toute la sollicitude possible à leur prospérité, et si les moyens d'entretien de l'école existante sont insuffisants, de les accroître autant que faire se peut au moyen d'une redevance sur la corporation;

b. De prendre des mesures pour l'entretien des maisons d'école, et en cas de besoin pour leur reconstruction;

c. De rechercher les moyens d'améliorer la position matérielle des maîtres et des maîtresses d'école;

d. De vérifier les comptes des dépenses des écoles présentés à l'Assemblée communale par le maire ou son adjoint, ainsi que par l'inspecteur de l'école, dans les circonstances prévues par l'art. 8.

Art. 8. Les Assemblées communales et de village peuvent, si elles le jugent nécessaire, choisir pour l'école communale ou villageoise, ou pour plusieurs écoles situées dans le voisinage l'une de l'autre, un inspecteur spécial pris parmi les habitants ayant droit d'être élus à des fonctions municipales dans l'administration communale ou de village. Ces inspecteurs sont confirmés dans leur emploi par le chef de la direction scolaire et sont placés sous les ordres immédiats du maire de commune. Ils remplissent les obligations énoncées en l'art. 9 ci-dessous.

Art. 9. En ce qui concerne les écoles communales et de village placées sous leur direction, les devoirs des maires (*wojt*) et adjoints de maires (*soltys*) consistent :

a. A surveiller la conduite du maître d'école et à veiller à ce qu'il remplisse ses devoirs ;

b. A soumettre à l'Assemblée communale ou à celle de village, selon le cas, les besoins de l'école et les mesures nécessaires pour en assurer l'entretien et en amener le perfectionnement ;

c. A percevoir, dans les limites des communes ou corporations villageoises respectives, les sommes dues pour l'entretien de l'école et à encaisser les fonds assignés sur d'autres ressources pour le même objet ;

d. A dresser le budget des fonds de l'école, à les dépenser pour les objets auxquels ils sont directement affectés, et à en tenir les comptes, qu'ils doivent présenter à l'Assemblée commune ou à celle de village, selon que de droit.

Quelques-unes des obligations ci-dessus énoncées peuvent être déléguées, sous la surveillance du maire ou de l'adjoint du maire, à l'inspecteur de l'école, et là où il n'en existe pas, au maître d'école local, au sujet de quoi il sera donné une instruction convenable par la direction de l'instruction publique.

Art. 10. Les Assemblées communales et de village n'ont pas le droit de priver l'école et ses maîtres des ressources pécuniaires ou des biens ruraux (*ougodię*) dont ils ont la jouissance, sans les remplacer par des sources de revenus équivalentes, et ce avec l'approbation du chef de la direction scolaire. Les Assemblées communales et de village ne peuvent également fermer les écoles existantes sans l'autorisation du même chef.

Art. 11. Les Assemblées communales et de village peuvent établir de nouvelles écoles primaires aussitôt qu'elles leur assignent des moyens d'entretien suffisants, et nommément : une maison pour l'école et le logement de son maître ; le chauffage de cette maison ; les moyens d'assurer l'entretien du maître ou de la maîtresse d'école dans la mesure qui sera fixée conformément aux dispositions de l'art. 41, et la somme nécessaire pour les menues dépenses (matériaux pour écrire, objets nécessaires à l'enseignement, et entretien de la maison). Après avoir pris à ce sujet un arrêté, l'Assemblée communale ou de village le soumet à l'approbation du chef de la direction scolaire.

Art. 12. L'école est reconnue ouverte après la présentation à l'approbation du chef de la direction scolaire de l'arrêté de l'Assemblée communale ou de village et après le choix du maître ou de la maîtresse d'école d'après les dispositions de l'art. 38.

Art. 13. Si, en établissant une école primaire, la commune ou la corporation villageoise se charge de la moitié au moins des appoin-tements du maître d'école et des menues dépenses énoncées en l'art. 11, et prend l'engagement de fournir à l'école tous les autres moyens nécessaires à son entretien, cette commune ou corporation villageoise pourra, si en même temps ses habitants se trouvent dans la gêne, demander au Gouvernement de prendre à la charge de l'Etat, pendant les dix premières années, le reste des appoin-tements du maître et des menues dépenses de l'école. A l'expiration de ces dix ans, la commune ou la corporation villageoise sera tenue de faire face avec ses propres ressources à toutes les dépenses de l'école.

Art. 14. En cas de nécessité absolue de construire leur maison d'école ou d'y faire des réparations capitales, les communes et corporations villageoises peuvent solliciter du Gouvernement, le prêt de la somme nécessaire, soit par le fisc, soit sur des fonds spéciaux.

Toutes les demandes concernant les objets énoncés au présent article et en l'art. 13 sont présentées au chef de la direction scolaire, et, après avoir été examinées par la direction de l'instruction publique, sont soumises, dans l'ordre établi, à la décision du Conseil d'administration du royaume.

Art. 15. Le Comité d'organisation du royaume, de concert avec le Conseil d'administration, est chargé d'aviser à mettre annuellement, sur les fonds du trésor, une certaine somme à la disposition des chefs des directions scolaires, pour distribuer des secours aux écoles communales et de village les plus nécessiteuses; de déterminer la quotité de cette somme et les règles de comptabilité de son emploi, et de soumettre ses propositions à ce sujet à la sanction de S. M. l'Empereur.

II. — De l'organisation et de la direction des écoles primaires dans les villes et gros bourgs (mestetchki).

Art. 16. Les écoles primaires établies dans les villes et bourgs portent le nom d'écoles urbaines.

Art. 17. La direction générale des écoles primaires urbaines, sous l'autorité supérieure de la direction de l'instruction publique, appartient au chef de la direction scolaire, conformément aux règles établies par un oukase spécial en date de ce jour.

Art. 18. En attendant l'organisation définitive des communes urbaines (*gorodskiu gming*), le chef de la direction scolaire convoquera, autant que la chose sera praticable, les habitants de la localité à des réunions ayant pour but de se consulter sur l'utilité et les besoins des écoles urbaines et de vérifier l'emploi des fonds de celles-ci.

Art. 19. Le chef de la direction scolaire, nomme là où il le juge possible, des inspecteurs spéciaux pour diriger les écoles primaires urbaines. Ces inspecteurs sont choisis parmi les habitants de la localité;

mais dans les villes où il existe des établissements supérieurs d'éducation, cet emploi est confié de préférence à un des maîtres ou professeurs les plus dignes de confiance de ces établissements. Dans les grandes villes, où il existe plusieurs écoles primaires, il peut être nommé deux inspecteurs et plus, et ces écoles sont réparties entre eux selon la convenance.

Art. 20. Relativement à l'école placée sous sa direction, l'inspecteur d'une école urbaine est soumis aux mêmes obligations que celles imposées par l'art. 9 aux inspecteurs des écoles communales et de village. Il rend compte de ses actes au chef de la direction scolaire. Là où il n'aura pas été nommé d'inspecteur spécial de l'école urbaine, ces devoirs incomberont au maître d'école.

Art. 21. Les règles concernant l'allocation d'une indemnité pécuniaire aux inspecteurs d'écoles primaires urbaines, ainsi que leurs droits au service de l'État, seront fixées par le comité d'organisation du royaume, de concert avec le conseil d'administration.

Art. 22. Les habitants des villes et gros bourgs (*mestetchki*) peuvent organiser de nouvelles écoles primaires, en se conformant à l'ordre établi en l'art. 11 pour la fondation d'écoles de ce genre dans les communes rurales et villages, et en l'art. 40 pour le choix des maîtres d'école. En cas de nécessité absolue de construire leur maison d'école, ou d'y faire des réparations capitales, les habitants des villes et gros bourgs peuvent jouir de la faculté énoncée en l'art. 14.

III. — Des moyens d'entretien des écoles primaires communales, de village et urbaines, ainsi que des écoles de corporations séparées.

Art. 23. Toutes les redevances ou collectes, comme on les appelle, que l'on perçoit actuellement pour l'entretien des écoles primaires communales, de village et urbaines, seront maintenues jusqu'à ce qu'elles aient été remplacées par une autre contribution plus également répartie pour le même objet.

Art. 24. Le comité d'organisation du royaume est chargé, de concert avec le conseil d'administration, de promulguer des règles pour substituer aux collectes actuelles des corporations pour les écoles, une contribution communale répartie entre les habitants avec plus de régularité et plus proportionnellement.

Art. 25. Les fonds assignés sur le trésor et sur d'autres sources pour l'entretien des écoles primaires doivent continuer à être alloués comme par le passé et ajoutés à la contribution pour les écoles, qui sera établie en vertu de l'article précédent.

Art. 26. Le comité d'organisation du royaume, de concert avec le conseil d'administration, est chargé d'examiner quels sont les impôts et redevances dont les maisons d'écoles primaires sont frappées en ce

moment au profit du fisc, et de soumettre à la sanction impériale des règles pour l'exemption de ces maisons dessids impôts et redevances.

Art. 27. Les reliquats des fonds des écoles communales ou de village, de quelque source que ces fonds proviennent, sont laissés à la disposition des communes ou corporation villageoises compétentes, pour être employés exclusivement au profit des écoles de cette commune ou corporation villageoise.

Art. 28. Les reliquats des fonds des écoles primaires urbaines sont versés à la caisse locale, et peuvent également être employés dans l'intérêt exclusif des écoles primaires de la ville ou du gros bourg dans laquelle ou lequel ces reliquats se sont formés. Quant aux reliquats des fonds des ecoles spéciales mentionnées ci-dessous en l'art. 29, ils restent complètement à la disposition des habitants à qui appartiennent ces écoles, pour être consacrés aux besoins de celles-ci.

Art. 29. Il est loisible aux habitants des communes urbaines et rurales qui se distinguent de la masse de la population par leur langue (comme les Russes, les Allemands, les Lithuaniens, etc.) ou par leur religion (comme la religion orthodoxe, grecque-unie, protestante, israélite, etc.), de fonder des écoles spéciales d'après les règles générales, et en cas d'indigence, lesdits habitants peuvent jouir du secours mentionné en l'art. 13.

Art. 30. Les écoles spéciales actuellement existantes pour l'éducation élémentaire des enfants des confessions évangélique d'Augsbourg et réformée, ou *cantorats*, restent, comme par le passé, sous la direction exclusive des consistoires respectifs et la surveillance générale des directions scolaires; il est en même temps loisible à ces consistoires d'établir aux mêmes conditions de nouvelles écoles de ce genre.

Art. 31. En cas de création d'écoles spéciales mentionnées en l'art. 29, la classe de la population pour laquelle ces écoles sont établies sera exemptée du payement de la redevance pour les écoles qui serait répartie conformément aux dispositions de l'art. 24.

Art. 32. Les habitants dénommés en l'art. 29, sans en excepter les israélites, peuvent profiter, s'ils le désirent, de l'école communale et urbaine, et alors il leur est loisible de nommer pour cette école un maître spécial de religion ou un maître de leur langue.

IV. — Des maîtres et maîtresses d'écoles primaires.

Art. 33. En général, dans toutes les écoles primaires, l'enseignement peut être confié soit à des maîtres, soit à des maîtresses d'école.

Art. 34. Sauf les exceptions mentionnées ci-dessous, les maîtres et maîtresses d'écoles primaires peuvent être pris dans toutes les conditions et toutes les professions de foi. L'ordre de la nomination aux

L'emploi de maîtres et de maîtresses d'école est réglé par les art. 38, 40 et 41.

Art. 35. Les individus appartenant aux ordres ou congrégations monastiques, tant d'hommes que de femmes, ne peuvent pas être maîtres ou maîtresses d'écoles primaires.

Art. 36. Dans les paroisses russes du diocèse grec-uni de Chelm (gouvernement de Lublin et d'Augustow), les maîtres et maîtresses doivent être exclusivement Russes et de préférence appartenir au culte grec-uni.

Art. 37. Le droit d'occuper des emplois de maîtres et de maîtresses d'écoles primaires s'étend également aux étrangers.

Art. 38. Les maîtres et maîtresses d'écoles primaires communales et de village sont choisis parmi les personnes connues par leur bonne conduite et nommée, soit par l'assemblée communale ou villageoise compétente, soit, du consentement et à la connaissance de cette assemblée, par le maire, de concert avec les échevins et adjoints du maire. La personne nommée est confirmée par le chef de la direction scolaire si, après lui avoir fait subir un examen, il reconnaît qu'elle possède les connaissances nécessaires pour l'enseignement élémentaire. Le maître ou la maîtresse d'école qui a obtenu cette confirmation est immédiatement admis à exercer ses fonctions, et n'est plus tenu à fournir aucun attestat spécial ni qualification d'aucune sorte. Dans le cas où la personne nommée n'aurait pas été confirmée par le chef de la direction scolaire, il doit être procédé à un nouveau choix.

Art. 39. Le maire, de même que les adjoints de maire des communes rurales compétentes, répondent que la personne nommée à l'emploi de maître ou de maîtresse d'école est digne de confiance.

Art. 40. Les maîtres et maîtresses d'écoles primaires urbaines sont choisis par le chef de la direction scolaire, qui, dans ces circonstances, prenant autant que possible en considération les indications des habitants de la localité, observe les règles énoncées dans les articles précédents.

Art. 41. Dans les écoles spéciales établies en vertu de l'art. 29, les maîtres et maîtresses d'école sont choisis par la classe de la population à laquelle ces établissements sont destinés, et confirmés par le chef de la direction scolaire de la manière édictée en l'art. 38. La présente règle s'étend aussi aux maîtres et maîtresses à qui l'enseignement séparé d'une langue ou d'une religion est confié en vertu de l'art. 32.

Art. 42. Les habitants à qui les articles précédents confèrent le droit de choisir des maîtres et maîtresses d'école, jouissent également de celui de solliciter leur révocation de ces emplois, s'ils n'ont pas jus-

tifié la confiance qu'on avait placée en eux. De plus, le chef de la direction scolaire a le droit de révoquer tout maître ou maîtresse d'école primaire aussitôt qu'il s'est assuré que par son enseignement ou par sa conduite cet individu peut exercer sur la jeunesse une influence pernicieuse.

Art. 43. Outre le traitement fixé, les maîtres et maîtresses d'écoles communales et de village ont droit au logement et au chauffage. De plus, les corporations compétentes doivent avoir soin de leur assigner, s'il est possible, la jouissance d'un potager et d'un lot de terre arable, ou les remplacer par une redevance fixe de blé en nature ou par une indemnité pécuniaire.

Outre le traitement, les maîtres et maîtresses d'écoles urbaines ont droit au logement et au chauffage, et là où il est possible, avec un potager ou une indemnité pécuniaire convenable.

Le chef de la direction scolaire devra veiller à ce que les avantages énoncés au présent article soient accordés aux maîtres et aux maîtresses d'école autant que les circonstances locales le permettront.

Art. 44. Le comité d'organisation du royaume, de concert avec le conseil d'administration, est chargé de rechercher les moyens d'augmenter le traitement que reçoivent maintenant les maîtres et maîtresses d'écoles primaires, et de soumettre, dans le plus bref délai possible, à la sanction impériale la quotité de cette augmentation et la somme au-dessous de laquelle il ne sera pas permis de fixer le chiffre du traitement des maîtres et maîtresses desdites écoles, ainsi que les voies et moyens pour faire face aux frais d'augmentation des traitements en question.

Art. 45. Lorsque des maîtres et maîtresses d'écoles primaires communales, de village et urbaines, seront restés dans la même école pendant le nombre d'années voulu et auront mérité un encouragement particulier par leur conduite et l'utilité de leurs travaux, la direction scolaire les présentera pour un supplément de traitement aux frais du fisc. Le comité d'organisation, de concert avec le conseil d'administration, émettra un règlement détaillé sur la quotité de ces traitements supplémentaires, sur le nombre d'années de service qui y donnera droit, sur les conditions de la conversion desdits traitements supplémentaires en pensions et les circonstances dans lesquelles ils doivent cesser d'être alloués, de même que sur les occasions dans lesquelles une pareille faveur peut être étendue aux maîtres et aux maîtresses d'écoles spéciales (art. 29) et aux maîtres spéciaux mentionnés en l'art. 32.

Art. 46. En considération de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve le pays, les chefs des directions scolaires sont chargés, à la première visite qu'ils feront des écoles primaires, des as-

surer si les maîtres et maîtresses d'école actuellement en fonctions sont dignes de confiance, et de faire connaître aux corporations compétentes que si ces individus sont reconnus coupables de propagation de doctrines ou de menées quelconques contraires à l'ordre public, ces corporations seront passibles d'une amende égale à une année du traitement actuellement reçu par ces individus. Les maîtres et maîtresses d'école que le chef de la direction scolaire aura reconnus dignes de confiance seront confirmés par lui dans leurs emplois ; les autres seront exclus du corps enseignant.

V. — De l'enseignement dans les écoles primaires.

Art. 47. Les écoles primaires se divisent en écoles d'une classe et écoles de deux classes. Les écoles de deux classes actuellement existantes ne peuvent être converties en écoles d'une classe sans motifs particulièrement dignes d'être pris en considération, que les assemblées communales ou villageoises ou les autorités urbaines et habitants des villes soumettront à la décision du chef de la direction scolaire. Les écoles d'une classe peuvent, si les corporations compétentes le désirent, être converties en écoles de deux classes, aussitôt que les habitants fourniront les moyens d'entretenir la seconde classe (ou classe supérieure). Pour l'établissement de ces classes et leur direction, comme pour la nomination de leurs maîtres et maîtresses, on observe les règles générales édictées au présent oukase.

Art. 48. Si, dans une école commune aux enfants des deux sexes, une corporation rurale ou urbaine entretient une maîtresse d'école en sus du maître, on organisera, autant que possible, des sections ou classes spéciales pour les garçons et pour les filles. Au demeurant, il n'est pas défendu de confier tout l'enseignement à une maîtresse d'école.

Art 49. L'enseignement dans toutes les écoles primaires est donné dans la langue maternelle des habitants de la ville, de la commune ou du village dont les enfants fréquentent l'école, c'est-à-dire en polonais, en russe, en lithuanien et en allemand. Sous ce rapport on se conforme aux règles suivantes :

a. Si l'école est fréquentée par des enfants appartenant à diverses races, l'enseignement a lieu dans la langue de la majorité des élèves, garçons ou filles. Les doutes qui peuvent surgir à cette occasion pour déterminer la majorité des élèves sont résolus d'après les indications directes du comité d'organisation.

b. Là où il sera établi, dans une école primaire, un enseignement séparé de la religion ou d'un autre objet, en vertu de l'art. 32, cet enseignement aura lieu dans la langue maternelle des habitants aux enfants desquels il est spécialement destiné.

c. Dans les écoles spéciales mentionnées en l'art. 29, l'enseignement a lieu dans la langue maternelle des habitants qui les ont établies.

Art. 50. Dans toutes les écoles primaires urbaines, communales et de village, les enfants reçoivent l'enseignement sur les objets suivants, en se conformant aux règles énoncées en l'art. 49 :

1. La religion d'après le catéchisme abrégé de leur profession de foi, ainsi que les prières et l'histoire sainte.

2. La lecture des livres imprimés et les manuscrits dans leur langue maternelle, accompagnée des explications indispensables.

3. L'écriture dans la même langue.

4. Les règles fondamentales de l'arithmétique avec des notions sur les poids, mesures et monnaies usités dans l'empire et le royaume.

A ces objets dont l'étude est obligatoire, on ajoutera, si les corporations le désirent, la lecture et l'écriture en russe. De même, là où le polonais n'est pas la langue maternelle des habitants, les corporations peuvent, si elles le jugent nécessaire, ajouter aux objets d'enseignement l'écriture et la lecture en langue polonaise.

En outre, il est loisible de donner aux enfants des connaissances pratiques dans quelques-unes des branches mentionnées en l'art. 56 et pouvant être particulièrement utiles aux habitants dans leur manière de vivre.

Art. 51. Dans les écoles fréquentées par les enfants du rite grec-uni, ces enfants doivent apprendre, outre leur langue maternelle (russe), la lecture des livres d'église en slavon.

Art. 52. Dans les écoles de filles, de même que dans les écoles communes aux enfants des deux sexes, auxquelles sont attachées des maîtresses d'école, on enseigne aux jeunes filles les ouvrages de main les plus nécessaires.

Art. 53. Dans les intervalles entre leurs leçons, les enfants peuvent recevoir des leçons de chant, si la corporation pour laquelle a été établie l'école, le désire.

Art. 54. Dans les écoles primaires, communales et villageoises, la religion, les prières et l'histoire sainte sont enseignées, soit par le maître qui donne les autres leçons, soit par le prêtre de la paroisse, suivant le désir de la corporation qui dirige l'école et avec l'autorisation du chef de la direction scolaire. Si la religion est enseignée par le prêtre de la paroisse, la corporation est tenue de lui accorder pour cela une indemnité pécuniaire réglée de gré à gré avec lui. Dans les écoles primaires urbaines, sauf les cas prévus par l'art. 41, le chef de la direction scolaire nomme un maître spécial pour enseigner la religion, ou confie cet enseignement au maître d'école, prenant à cet égard en considération les désirs des habitants de la localité et les ressources de l'école.

Art. 55. Dans les classes supérieures (deuxième) des écoles primaires, les enfants se perfectionnent dans la lecture et l'écriture de leur langue maternelle et dans l'arithmétique ; on leur donne également des notions élémentaires sur la nature et les localités qui les environnent. De plus, si la corporation le désire, on leur apprend à lire et écrire en russe, et ils peuvent être instruits à lire et à écrire en polonais là où le polonais n'est pas la langue maternelle des habitants.

Art. 56. Outre les objets énumérés ci-dessus, les enfants qui fréquentent les classes supérieures (deuxièmes) des écoles primaires reçoivent des notions pratiques sur l'agriculture, l'élève du bétail, etc., etc. ; de plus, principalement dans les villes, on leur enseigne aussi les branches d'industrie et de métiers indispensables aux besoins ordinaires de la vie dans la localité, de même que d'autres objets analogues, suivant que les habitants les jugent plus spécialement utiles. De même, s'il y a une maîtresse d'école attachée à la classe supérieure, elle est chargée de donner aux enfants les connaissances spécialement utiles dans un ménage.

Art. 57. La conclusion avec le maître d'école des conventions relatives à l'enseignement de la religion et des objets complémentaires du cours obligatoire mentionnés aux articles précédents est confiée : dans les écoles communales, au maire, de concert avec les échevins ou avec l'inspecteur ; dans les écoles entretenues par une seule corporation villageoise, à l'assemblée villageoise et à l'adjoint du maire ; dans les écoles urbaines au chef de la direction scolaire, qui, dans cette circonstance, prendra en considération les désirs des habitants de la localité pour lesquels sont établies les écoles.

Art. 58. L'époque et la durée des vacances sont fixées par la direction scolaire, d'après les circonstances locales et les désirs des habitants ; dans les grandes villes, l'époque des vacances des écoles primaires doit coïncider de préférence avec celle des vacances des établissements secondaires d'éducation.

Art. 59. Dans toutes les écoles primaires, l'enseignement se fait d'après les manuels approuvés par la direction de l'instruction publique et sanctionnés par le comité d'organisation. Après avoir soumis à un examen attentif les manuels actuellement employés pour l'éducation primaire dans le royaume, cette direction signalera au comité ceux d'entre ces manuels qui doivent dorénavant être conservés dans les écoles primaires comme étant les meilleurs, et quels sont ceux qui doivent en être exclus.

Art. 60. Les chefs des directions scolaires sont tenus de veiller à l'exakte observation des règles prescrites pour l'enseignement dans les écoles primaires.

VI. — Règles générales.

Art. 61. Les dispositions du présent oukase remplacent complètement les chapitres correspondants (de I à VII inclusivement) du règlement du 8 (20) mai 1862 sur l'éducation publique dans le royaume de Pologne et abrogent toutes autres dispositions contraires au présent.

Art. 62. Le comité d'organisation du royaume, de concert avec le conseil d'administration, est chargé du développement du présent oukase et de la promulgation des instructions qu'il nécessite.

Art. 63. Notre lieutenant dans le royaume et les autres institutions gouvernementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 30 août (11 septembre) 1864.

II. — Oukase de S. M. l'Empereur sur les gymnases et progymnases de jeunes filles dans le royaume de Pologne.

Par la grâce de Dieu, Nous, Alexandre II, empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc., etc.

Nous étant imposé le devoir immuable de coopérer à la propagation de la civilisation dans les pays soumis à notre sceptre, nous avons toujours donné une attention particulière à l'œuvre importante de l'éducation des femmes. Sous le patronage de notre épouse bien-aimée, et grâce au zèle de classes et de corporations entières comme de donateurs particuliers, il existe maintenant, dans les grandes villes de l'empire, des gymnases pour les jeunes filles, qui y reçoivent l'éducation nécessaire sans être enlevées au toit paternel. Notre constant désir a été d'étendre aussi ce bienfait au royaume de Pologne, où le premier établissement laïque d'instruction publique pour les jeunes filles avait été fondé par la volonté de notre auguste père et sous le patronage de notre mère. De plus, en 1857, nous avons ordonné d'organiser à Varsovie, aux frais du trésor, une pension de jeunes filles, et depuis nous avons fondé dans cette ville une école d'externes pour les jeunes filles. A l'instar de cette école nous avons projeté en 1860 la fondation d'établissements du même genre dans cinq autres villes principales du royaume. Mais, par suite des événements extraordinaires survenus dans le pays, notre pensée n'a pu se réaliser complètement. Maintenant, accomplissant notre ancien désir d'améliorer et de développer l'éducation des femmes dans le royaume de Pologne, nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Il est établi aux frais du trésor dans les villes de Lublin, de Radom, de Plock, de Suwalki et de Kaliz, des gymnases d'externes pour les jeunes filles, à l'instar des écoles du même genre qui existent dans l'empire.

Art. 2. L'école supérieure du gouvernement pour les jeunes filles actuellement existante à Varsovie est transformée en gymnase de jeunes filles, conformément aux dispositions du présent oukase.

Art. 3. Outre les gymnases de jeunes filles, mentionnés aux art. 1^{er} et 2, il peut être établi des gymnases semblables ainsi que des progymnases de jeunes filles dans toutes les villes du royaume où il y aura possibilité d'en assurer l'entretien, soit aux frais du trésor, ou des corporations, soit au moyen de donations particulières.

Art. 4. Les gymnases et progymnases de jeunes filles sont placés sous l'autorité des chefs des directions scolaires, institués par un oukase spécial, et sous la direction immédiate des inspecteurs locaux de gymnase, et, dans la ville de Varsovie, de l'un d'entre eux désigné par la direction de l'instruction publique.

Art. 5. Les inspecteurs chefs des gymnases et progymnases de jeunes filles reçoivent en cette qualité un traitement supplémentaire qui sera fixé dans l'état de personnel et de dépenses de ces établissements; en cas de besoin, il leur sera assigné un logement dans la maison de l'école.

Art. 6. Les inspecteurs dirigent l'enseignement dans les gymnases ou progymnases de jeunes filles. Pour les assister, le chef de la direction scolaire nomme, sur la présentation de l'inspecteur, une surveillante (*nadziratelnitsa*) pour chaque gymnase et progymnase de jeunes filles, laquelle est chargée de l'administration économique de l'établissement, ainsi que du maintien de l'ordre dans les classes et de la surveillance de la moralité des élèves.

Art. 7. La somme assignnée pour l'entretien de chaque gymnase ou progymnase de jeunes filles est remise à la surveillante, qui présente, par l'entremise de l'inspecteur, le compte rendu de son emploi.

Art. 8. Les emplois de maîtres dans les gymnases et progymnases de jeunes filles peuvent être remplis, sur l'invitation de l'inspecteur, par les maîtres des gymnases de garçons et des écoles de district, ou par d'autres individus ayant droit d'enseigner.

Art. 9. Les dames de classes ou maîtresses sont choisies par l'inspecteur, d'accord avec la surveillante.

Art. 10. Il peut être établi près des gymnases et progymnases de jeunes filles des classes préparatoires pour l'enseignement élémentaire, lequel y est donné en se conformant exactement aux dispositions de l'oukase sur les écoles primaires.

Art. 11. Il est permis à la surveillante qui jouit d'un logement de

la couronne dans la maison du gymnase ou progymnase, d'y tenir des pensionnaires particulières sous la surveillance de l'inspecteur.

Art. 12. Le chef de la direction scolaire appelle, autant qu'il est possible, les habitants de la localité à des délibérations sur les intérêts et les besoins des gymnases ou progymnases de jeunes filles, et dans le choix de la surveillante, il prend en considération leurs avis.

Art. 13. Sur la proposition de la direction de l'instruction publique, le conseil d'administration du royaume détermine le nombre des classes et l'étendue de l'enseignement dans les gymnases et progymnases de jeunes filles, ainsi que la quotité du prix à payer pour l'enseignement et les cas où les élèves peuvent en être exemptées; établit les règles pour la direction et l'organisation générale de ces établissements d'éducation, et soumet à notre approbation, dans l'ordre prescrit, leur règlement et leurs états de personnel et de dépenses.

Art. 14. Les crédits nécessaires pour l'entretien des gymnases et progymnases de jeunes filles seront portés dans l'ordre établi, au fur et à mesure de l'ouverture de leurs classes, au budget des dépenses du royaume.

Art. 15. Sont abrogés tous les règlements et dispositions contraires au présent oukase.

Art. 16. Notre lieutenant dans le royaume et le conseil d'administration sont chargés de la mise à exécution et du développement ultérieur du présent oukase, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 30 août (11 septembre) 1864.

III. — Oukase de S. M. l'Empereur sur le gymnase russe et le Progymnase de jeunes filles et l'école primaire attachée à cet établissement à Varsovie.

Par la grâce de Dieu, nous Alexandre II, empereur et autocrate de toutes les Russies, roi de Pologne, grand-duc de Finlande, etc., etc.

Dans leur sollicitude pour l'organisation de l'instruction publique dans le royaume de Pologne, nos augustes prédécesseurs avaient principalement en vue les besoins de la population polonaise, comme formant la majorité des habitants du pays. En conséquence, dans tous les établissements d'instruction publique du royaume entretenus par l'État, l'enseignement avait et continue d'avoir lieu exclusivement en polonais. De sorte qu'il n'existe pas une seule école dans le royaume où les enfants des résidents russes puissent recevoir une éducation répondant aux besoins de la nationalité russe et à l'esprit de la religion orthodoxe.

Cet inconvénient si sensible avait attiré l'attention de l'ancien lieu-tenant du royaume, S. A. I. le grand-duc Constantin, et par ses ordres il avait été élaboré un projet d'établissement à Varsovie, de deux gymnases, un de garçons et un de jeunes filles, pour des enfants russes. Entre-temps la bienfaisance éclairée de particuliers a posé les fondements de cette œuvre utile en fondant à Varsovie, au moyen de donations, une école russe pour l'instruction élémentaire d'enfants des deux sexes.

Maintenant, ayant entrepris le développement sérieux et la propagation dans le royaume d'établissements d'éducation appropriés aux besoins divers de tous nos fidèles sujets, nous avons jugé convenable, d'accord avec le désir des fondateurs de ladite école russe, de donner aussi à cet établissement d'éducation un plus grand développement, en le convertissant en gymnase accompagné d'un progymnase de jeunes filles et d'une école primaire ; en conséquence, nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. L'école russe fondée à Varsovie par la charité privée est convertie en gymnase russe de Varsovie.

Art. 2. Le gymnase russe de Varsovie aura sept classes avec un cours d'une année pour chaque classe. Ces classes, en commençant de la quatrième, seront ouvertes successivement, au fur et à mesure de l'entrée d'un nombre suffisant d'élèves.

Art. 3. Au gymnase russe de Varsovie sont attachés une école primaire russe pour des enfants des deux sexes et un progymnase russe de jeunes filles.

Art. 4. Le progymnase russe de jeunes filles aura quatre classes. Par la suite, cet établissement devra être converti en gymnase russe de jeunes filles.

Art. 5. On admettra de préférence, dans le gymnase russe de Varsovie et dans ses deux annexes mentionnées en l'art. 3, les enfants de Russes habitant le royaume, sans distinction de rang ni de condition.

Art. 6. Les objets et l'étendue de l'enseignement dans le gymnase russe de Varsovie sont réglés conformément au cours établi dans l'empire pour les gymnases classiques. De même, l'enseignement dans l'école primaire et le progymnase de jeunes filles, annexés au gymnase russe de Varsovie, doit correspondre aux cours d'études des établissements analogues dans l'empire. En même temps, outre les objets d'étude obligatoires dans le gymnase russe de Varsovie et dans le progymnase de jeunes filles, on enseignera la langue et la littérature polonaises aux élèves qui le désireront.

Art. 7. L'enseignement de tous les objets dans le gymnase russe de Varsovie et dans les établissements d'éducation y annexés a lieu en russe.

Art. 8. Les élèves qui ont terminé avec succès leur cours d'études au gymnase russe de Varsovie, et qui en ont reçu l'attestation, jouissent de tous les droits et prérogatives accordés aux porteurs d'attestations constatant l'achèvement avec succès des cours d'études dans les gymnases de l'empire.

Art. 9. Le gymnase russe de Varsovie, ainsi que l'école primaire et le gymnase de jeunes filles y annexés, sont confiés à la protection particulière et à la sollicitude de l'archevêque de Varsovie et de Novogorodsk.

Art. 10. Le gymnase russe de Varsovie, ainsi que l'école primaire et le progymnase de jeunes filles y annexés, sont soumis à la direction de l'instruction publique du royaume. Pour la gestion immédiate des affaires de ces établissements d'éducation, il est institué un curateur honoraire du gymnase russe de Varsovie, choisi parmi les Russes domiciliés à Varsovie et qui se distinguent par un zèle particulier pour l'instruction nationale.

Art. 11. Le curateur honoraire est tenu de s'occuper de la prospérité et du bien-être matériel du gymnase russe de Varsovie et des établissements d'éducation y annexés; d'intercéder pour eux auprès des autorités locales, et en cas de besoin, d'adresser directement ses demandes à notre lieutenant dans le royaume; de recevoir et garder les donations en argent faites par des particuliers en faveur de ces établissements, et de contrôler l'emploi régulier tant de ces fonds que des subventions accordées par l'État pour leur entretien.

Art. 12. Le curateur honoraire du gymnase russe de Varsovie est nommé et relevé de ses fonctions par des oukases impériaux, sur les propositions du lieutenant du royaume. Aucun traitement n'est affecté à l'emploi de curateur honoraire du gymnase russe de Varsovie. Tant qu'il occupe cet emploi, le curateur honoraire est compté dans la quatrième classe, à moins qu'il n'occupe un autre emploi d'une classe plus élevée.

Art. 13. Le gymnase russe de Varsovie, ainsi que l'école primaire et le progymnase de jeunes filles y annexés, sont placés sous l'autorité immédiate d'un directeur spécial dont les droits et les devoirs relativement à ces établissements d'éducation sont les mêmes que ceux des directeurs de gymnase dans l'empire.

Art. 14. Pour assister le directeur du progymnase de jeunes filles de Varsovie, il est nommé une institutrice principale, qui dirige cet établissement sous l'autorité du directeur.

Art. 15. Au gymnase russe de Varsovie et aux deux établissements y annexés sont attachés : *a.* deux maîtres de religion orthodoxe; *b.* des maîtres portés aux états de personnel, et de plus, s'il est nécessaire, des maîtres accessoires engagés à part; *c.* des instituteurs pour

veiller à l'ordre dans le gymnase et des institutrices pour veiller à l'ordre dans le progymnase de jeunes filles; *d.* un médecin; et *e.* un scribe en chef. De plus, un nombre convenable de gens de service est attaché à ces établissements.

Art. 16. Les fonds nécessaires pour l'entretien du personnel (art. 15) et pour les autres dépenses indispensables sont fournis par le Trésor du royaume, d'après les états de personnel et de dépenses ci-annexés.

En attendant l'ouverture de toutes les classes du gymnase russe et l'organisation définitive des établissements y annexés, les fonds portés aux états de personnel seront ordonnancés en quotités moindres, d'après les besoins effectifs, conformément à un bordereau dressé par le curateur honoraire du gymnase et approuvé dans l'ordre établi.

Art. 17. Le gymnase russe de Varsovie, ainsi que l'école primaire et le progymnase de jeunes filles y annexés, de même que leurs employés et leurs élèves, jouissent de tous les droits et prérogatives accordés aux établissements correspondants d'éducation entretenus par l'État dans le royaume de Pologne.

Art. 18. Si les employés du gymnase russe de Varsovie et des établissements d'éducation y annexés passent dans le ressort de l'enseignement de l'empire, leurs services dans lesdits établissements leur donneront les mêmes droits et prérogatives qu'ils auraient obtenus par des services analogues dans ce ressort.

Art. 19. Le directeur du gymnase russe de Varsovie est présenté par le curateur honoraire et l'entremise de la direction de l'instruction publique à la confirmation du conseil d'administration du royaume. L'institutrice principale et les institutrices du progymnase de jeunes filles, les instituteurs du gymnase, les maîtres, le médecin et le chef des écrivains sont nommés et relevés de leurs emplois par le curateur honoraire, sur les propositions du directeur, et de plus, pour les maîtres de religion, après que le curateur honoraire s'en est entendu avec l'autorité diocésaine. Les gens de service sont choisis par le directeur.

Art. 20. Les classes de tous les emplois du gymnase russe de Varsovie et des établissements d'éducation y annexés sont déterminés par les états de personnel et de dépenses annexés au présent.

Art. 21. Outre les subventions du Trésor, le gymnase russe de Varsovie et les établissements d'éducation y annexés jouissent de leurs ressources spéciales, consistant en dons de la charité privée et en payements prélevés sur les élèves des deux sexes. Ces ressources spéciales sont consacrées tant à l'entretien des pensions attachées au gymnase russe de Varsovie et au progymnase de jeunes filles (art. 27) qu'à l'amélioration générale de ces établissements d'éducation; toutefois, les donations ne peuvent être employées autrement que confor-

mément aux désirs manifestés par les donateurs (si de pareils désirs ont été manifestés).

Art. 22. Au gymnase russe de Varsovie et au progymnase de jeunes filles sont attachés des conseils pédagogiques composés du directeur, des maîtres de religion et des maîtres portés aux états de personnel du gymnase ou du progymnase. L'institutrice principale du progymnase de jeunes filles siège au conseil pédagogique de cet établissement avec voix délibérative. En cas de besoin, les instituteurs du gymnase, les institutrices du progymnase et le médecin sont appelés à ces conseils.

Art. 23. Les conseils pédagogiques du gymnase et du progymnase se réunissent, soit séparément, soit en assemblée combinée, une fois par mois au moins, dans le cours de l'année scolaire. De plus, en cas de besoin, le directeur peut les convoquer en séance extraordinaire. Le curateur honoraire jouit également du droit de convoquer les conseils en séance extraordinaire quand il le juge convenable.

Art. 24. Dans les conseils pédagogiques du gymnase et du progymnase de jeunes filles, de même que dans les assemblées combinées de ces conseils, la présidence appartient au directeur. Dans le cas où cette assemblée combinée aurait à discuter des affaires d'une importance particulière, le curateur honoraire la préside s'il le juge nécessaire.

Art. 25. Dans les conseils pédagogiques, les affaires se décident à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Les procès-verbaux des conseils sont communiqués au curateur honoraire et ceux des assemblées combinées sont soumis à son approbation. De même, en cas de divergence d'opinion entre le directeur et la majorité, la question est résolue par le curateur honoraire.

Art. 26. Les conseils pédagogiques du gymnase et du progymnase discutent et décident séparément: *a.* l'admission des élèves des deux sexes et leur passage d'une classe à l'autre; *b.* l'exemption du paiement à accorder aux élèves indigents des deux sexes; *c.* la délivrance de certificats aux élèves des deux sexes; *d.* les punitions à infliger aux élèves des deux sexes pour fautes graves, et leur expulsion des établissements d'éducation. *e.* l'examen des comptes rendus annuels de la partie pédagogique: *f.* la vérification des fonds et des comptes de recettes et de dépenses.

Art. 27. Les affaires suivantes sont discutées en assemblée combinée des conseils pédagogiques du gymnase et du progymnase de jeunes filles, savoir: *a.* la fixation du prix à payer par les élèves pour leur instruction; *b.* l'élaboration du budget des ressources spéciales du gymnase et des établissements d'éducation y annexés; *c.* l'établis-

sement aux frais des ressources spéciales des pensions mentionnées en l'art. 21, dont une de garçons près du gymnase et l'autre de jeunes filles près du progymnase et l'élaboration des règlements pour l'admission et l'entretien des élèves dans ces pensions: *d.* le choix des manuels et objets nécessaires à l'enseignement, ainsi que des livres pour la bibliothèque du gymnase russe de Varsovie et l'élaboration du règlement sur la conservation et le prêt des livres de cette bibliothèque; *e.* l'approbation des discours destinés à être lus à l'acte public; *f.* la concession, après examen convenable, de la qualité d'instituteur russe particulier et d'institutrice russe particulière; *g* le choix à faire parmi les maîtres, du bibliothécaire du gymnase et du secrétaire de chacun des conseils pédagogiques du gymnase et du progymnase; *h.* l'examen et l'approbation des programmes d'enseignement de chaque objet.

Art. 28. Notre lieutenant dans le royaume de Pologne et le Conseil d'administration sont chargés de la mise à exécution et du développement ultérieur du présent oukase qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

(A cet oukase sont annexés les états de personnel et de dépenses 1^o du gymnase russe à sept classes de Varsovie; 2^o du progymnase russe à quatre classes de jeunes filles, et 3^o de l'école primaire russe pour enfants des deux sexes, dont le premier s'élève à la somme de 24,500 r., le deuxième à 14,050 r., et le dernier à 1,470 r.)

Signé : ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 30 août (11 septembre) 1864.

IV. — Oukase de S. M. l'Empereur sur l'école principale évangélique allemande de Varsovie.

Par la grâce de Dieu, Nous ALEXANDRE II, Empereur et autocrate de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc.

Dans notre sollicitude pour le bien de tous nos fidèles sujets, sans distinction de race et de religion, nous avons porté notre attention sur le fait que de nombreux habitants du royaume de Pologne, d'origine allemande et de la confession évangélique, n'y ont pas jusqu'à présent d'établissement d'éducation où leurs jeunes gens puissent, à la sortie des écoles primaires, recevoir l'instruction complémentaire dont ils ont besoin, et qu'en conséquence on éprouve un manque de maîtres pour les écoles primaires allemandes qui existent dans le royaume. Trouvant équitable d'offrir aux habitants allemands du royaume des moyens

l'éducation équivalents à ceux dont ils jouissent dans l'empire, nous avons ordonné et ordonnons :

Article 1^{er}. Il est établi à Varsovie, à l'instar de l'école supérieure allemande de Saint-Pierre existant à Saint-Pétersbourg, une école supérieure allemande évangélique pour les enfants des deux sexes, dans laquelle l'enseignement des sciences aura la même étendue que le cours d'études des établissements secondaires d'éducation, et qui jouira des mêmes droits que ces établissements.

Art. 2. L'école supérieure allemande évangélique de Varsovie, instituée principalement pour les enfants du culte évangélique, pourra toutefois admettre aussi des enfants appartenant à d'autres confessions.

Art. 3. L'école supérieure allemande évangélique de Varsovie est placée sous la direction immédiate du consistoire local évangélique de la confession d'Augsbourg, et soumis à l'autorité de la direction de l'instruction publique du royaume.

Art. 4. Sous la surveillance de la direction de l'instruction publique, le consistoire règle le cours d'enseignement dans l'école et les programmes qui s'y rapportent, l'ordre administratif de l'école, et élaboré les instructions à cet effet ; avec l'approbation de la direction de l'instruction publique, il nomme les maîtres et autres employés de l'école, qu'il choisit soit parmi nos sujets, soit parmi des étrangers.

Art. 5. Le chef de la direction scolaire de Varsovie est tenu de visiter l'école pour l'inspecter, tant sous le rapport pédagogique que sous d'autres points de vue. Il communique ses observations à l'autorité supérieure de l'école, pour qu'elle prenne ses mesures en conséquence, et dans les cas graves, il en réfère à la direction de l'instruction publique.

Art. 6. Le directeur de l'école est choisi par le consistoire, et il le présente, par l'entremise de la direction de l'instruction publique, à la confirmation définitive du conseil d'administration du royaume.

Art. 7. Le consistoire aura soin de faire ouvrir, à l'école, des classes pédagogiques pour préparer des élèves de l'école à devenir maîtres.

Art. 8. Outre les externes des deux sexes, l'école peut admettre des pensionnaires et demi-pensionnaires payants.

Art. 9. Le consistoire élaborera le règlement et l'état de personnel et de dépenses de l'école. Après avoir examiné ce règlement et cet état, la direction de l'instruction publique les présentera au lieutenant du royaume, pour être soumis à notre sanction dans l'ordre établi.

Art. 10. Les crédits nécessaires à l'entretien de l'école seront portés, dans l'ordre établi, au budget des dépenses du royaume, au fur et à mesure de l'ouverture de ces classes.

Art. 11. Notre lieutenant dans le royaume et le conseil d'administration sont chargés de la mise à exécution et du développement ultérieur du présent oukase, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé : ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt) le 30 août (11 septembre) 1864.

V. — Oukase de S. M. l'Empereur sur la création de directions scolaires dans le royaume de Pologne.

Par la grâce de Dieu, Nous Alexandre II, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., etc.

Par notre oukase en date de ce jour, nous avons posé de solides bases de l'organisation des écoles primaires dans le royaume de Pologne. Nous appelons à l'établissement de ces écoles tous les habitants du royaume sans distinction d'origine et de religion, leur offrant la faculté de jouir, dans cette œuvre importante, de l'assistance du trésor. Afin de faciliter le succès de nos desseins pour la propagation et le développement de l'instruction primaire dans le royaume, nous avons, en même temps, jugé convenable d'y instituer des directions scolaires et de confier aux personnes qui les dirigeront l'autorité sur toutes les écoles primaires.

Trouvant nécessaire de poser les bases principales de l'organisation de ces directions scolaires et de mettre les nouveaux emplois de directeurs des écoles en harmonie avec les autres branches de la direction de l'enseignement dans le royaume de Pologne, nous avons ordonné et ordonnons :

I. — De l'institution des directions scolaires.

Art. 1^{er}. Le royaume de Pologne est divisé en dix directions scolaires, savoir : de Varsovie, de Lodz, de Radom, de Kielce, de Lublin, de Chelme, de Siedlce, de Suwalki, de Lomza et de Plock.

Art. 2. Les limites de chacune de ces directions seront exactement fixées par une décision spéciale du comité d'organisation du royaume.

Art. 3. Pour régir ces directions scolaires, il est nommé des directeurs des écoles, dont les droits au service sont déterminés ci-dessous en l'article 35.

Art. 4. Pour diriger les écoles primaires (élémentaires) et les établissements privés d'éducation existant à Varsovie, il est nommé un inspecteur des écoles de la ville de Varsovie, dont les droits au service sont égaux à ceux des directeurs des écoles.

Art. 5. En sus de toutes les écoles de sa direction situées hors de la

ville de Varsovie, le directeur des écoles de Varsovie a sous son autorité les établissements secondaires et supérieurs d'éducation de l'État, sauf l'École supérieure.

Art. 6. Les établissements d'éducation qui, en vertu des lois existantes, ne ressortissent pas de l'administration générale de l'instruction publique dans le royaume, mais dépendent d'autres autorités, restent, comme par le passé, dans le ressort de ces dernières. Toutefois, les directeurs des écoles sont tenus de visiter tous les établissements d'éducation de ce genre et de communiquer leurs observations, par l'entremise de leurs chefs, aux autorités qui dirigent lesdites écoles.

II. — Des limites de l'autorité et des devoirs des directeurs des écoles et de l'inspecteur des écoles de la ville de Varsovie.

Art. 7. Les directeurs des écoles et l'inspecteur des écoles de la ville de Varsovie exercent l'autorité sur tous les établissements d'éducation de l'État et des corporations qui se trouvent dans les limites de leurs directions respectives ou dans ladite ville, si elles ne sont distraites de leur compétence en vertu de l'article précédent.

Art. 8. Aux directeurs des écoles appartient la surveillance de toutes les écoles primaires communales, de village et urbaines, qui se trouvent dans les limites de la direction scolaire. Ils sont tenus de veiller avec soin à la bonne organisation et au développement de ces écoles. Pour tout ce qui se rapporte à ces établissements, ainsi qu'aux maîtres et maîtresses qui y sont attachés, ces directeurs se conforment exactement aux dispositions de l'oukase sur les écoles primaires. En ce qui concerne les écoles primaires de la ville de Varsovie, ces obligations, en vertu de l'article 4, incombent à l'inspecteur des écoles de cette ville.

Art. 9. Les directeurs des écoles et l'inspecteur de celles de Varsovie prennent toutes les mesures nécessaires pour la mise à exécution des dispositions concernant les écoles primaires, et donnent dans ce but aux maîtres, aux maîtresses et aux surveillants de ces écoles les ordres et instructions convenables, d'après les circonstances locales.

Art. 10. Les directeurs des écoles et l'inspecteur de celles de Varsovie soumettent à la direction de l'instruction publique leurs avis sur les moyens d'améliorer les écoles primaires de leur ressort et veillent à ce que les maîtres et maîtresses de ces écoles puissent jouir de tous les avantages qui leur sont dus en vertu de l'oukase de ce jour sur les écoles primaires.

Art. 11. Les directeurs des écoles et l'inspecteur de celles de Varsovie dirigent l'enseignement dans les écoles du dimanche de métiers et de commerce des directions respectives ou de ladite ville, et sont

tenus de veiller à ce que l'enseignement y soit fait en exacte conformité des principes posés dans l'oukase sur les écoles primaires, en les appliquant aux buts spéciaux des écoles susdites. Les autorités municipales urbaines et les habitants de la ville concourent à l'administration économique de ces écoles (du dimanche) et à la nomination de leurs maîtres. La mesure de ce concours sera déterminée par une instruction spéciale.

Art. 12. Dans les écoles de district et dans les gymnases, tant de garçons que de jeunes filles, toute la partie pédagogique est dirigée par les directeurs des écoles compétents. Ils sont tenus de surveiller le mode et la régularité de l'enseignement dans ces écoles et gymnases, donnent sous ce rapport des indications et instructions aux maîtres et aux maîtresses, ainsi qu'à l'administration de chacun de ces établissements d'éducation, et suivent les progrès des études.

Art. 13. En ce qui concerne l'économie et l'administration des écoles et gymnases mentionnés en l'article précédent, les directeurs ont le droit de contrôler les dispositions et la comptabilité des administrations scolaires de leur ressort.

Art. 14. Dans les établissements supérieurs de l'État, sauf l'école supérieure, les directeurs des écoles surveillent la régularité de l'enseignement, et sous ce rapport adressent toutes les observations nécessaires à l'autorité immédiate et aux maîtres de ces écoles.

Art. 15. Les directeurs des écoles sont tenus de surveiller constamment tous les établissements privés d'éducation qui se trouvent dans les limites de la direction des écoles, sans distinction des personnes qui les entretiennent. Ils veillent à l'exacte exécution des lois en vigueur concernant ces établissements, et dans le cas où l'on s'en écartierait en quoi que ce soit, ils prennent les mesures nécessaires pour mettre fin à ce désordre et pour que les coupables soient punis d'après les lois. En ce qui concerne les établissements privés d'éducation existant à Varsovie, ces devoirs incombent, en vertu de l'art. 4, à l'inspecteur des écoles de la ville de Varsovie.

Art. 16. Il sera donné des instructions détaillées pour la gouverne des directeurs des écoles et de l'inspecteur de celles de la ville de Varsovie, en ce qui concerne la surveillance des établissements privés d'éducation dont il est question en l'article précédent.

Art. 17. Aussitôt après la mise en vigueur du présent oukase, les directeurs des écoles, et à Varsovie l'inspecteur de celles de la ville, procèderont, d'après une instruction spéciale qui leur sera donnée, à la vérification détaillée de tous les établissements privés d'éducation existant dans le royaume.

Art. 18. Pour les affaires des établissements d'éducation soumis à leur autorité, les directeurs des écoles et l'inspecteur de celles de

la ville de Varsovie ont droit de s'adresser à la police locale et en général aux autorités locales, et d'en requérir en cas de besoin aide et coopération.

Art. 19. Les directeurs des écoles et l'inspecteur de celles de la ville de Varsovie présentent à la direction de l'instruction publique dans le royaume des comptes rendus de leurs actes et leur opinion sur tout ce qui se rapporte aux établissements d'éducation placés sous leur autorité.

Art. 20. Les directeurs des écoles sont de droit membres du Conseil de l'instruction publique, et en cette qualité siégent au Conseil avec voix délibérative, chaque fois qu'ils se trouvent à Varsovie. La dignité de membre dudit Conseil est également attachée à l'emploi d'inspecteur des écoles de la ville de Varsovie.

Art. 21. Les directeurs des écoles qui résident dans les chefs-lieux de Gouvernement sont de droit membres des régences de ces Gouvernements.

Art. 22. Toutes les affaires relatives à l'enseignement, maintenant du ressort de la division administrative des régences de Gouvernement, sont remises, suivant la compétence, aux directeurs des écoles mentionnés en l'article précédent. En conséquence, les sections des cultes et de l'instruction publique actuellement existantes dans les divisions administratives des régences du Gouvernement, sont et demeurent supprimées, et les affaires des cultes passent, suivant la compétence, aux sections administratives desdites divisions.

Art. 23. En remplacement des sections des cultes et de l'instruction publique des divisions administratives des régences de Gouvernement actuellement supprimées, chaque directeur des écoles aura le nombre nécessaire d'employés de chancellerie. Les règles détaillées à ce sujet, de même que les états du personnel qu'il nécessite, seront arrêtés conformément aux dispositions de l'art. 39.

Art. 24. Le directeur des écoles est tenu de prendre part aux délibérations et aux arrêtés de la régence du Gouvernement dans toutes les occasions où il est traité d'affaires concernant l'enseignement. Dans ces circonstances, la régence du Gouvernement ne prend aucun arrêté sans la participation du directeur des écoles ou du fonctionnaire qui le remplace en vertu des articles 31 et 32.

Art. 25. Une instruction spéciale déterminera le degré de participation des directeurs des écoles dans la nomination et la démission des maîtres et maîtresses des établissements secondaires d'éducation, dans la répartition des objets d'enseignement entre eux et dans l'élaboration des programmes de cours. La même instruction indiquera en détail, d'après les principes généraux posés dans le présent oukase, les relations de service entre les directeurs des écoles et

les directions des établissements d'éducation placés sous leur autorité.

III. — Des inspecteurs des gymnases et autres établissements d'éducation.

Art. 26. Dans chaque gymnase et école de district il est institué un emploi d'inspecteur qui, étant placé sous l'autorité immédiate du directeur des écoles, est le chef direct du gymnase ou de l'école de district et a sous son autorité immédiate la partie pédagogique et disciplinaire.

Art. 27. Pour diriger la partie économique dans les gymnases et les écoles, il est nommé des adjoints de l'inspecteur. Toutefois, dans ceux de ces établissements où l'emploi d'adjoint de l'inspecteur sera jugé superflu en raison du petit nombre des élèves ou par d'autres motifs, ses obligations seront dévolues à l'inspecteur.

Art. 28. L'inspecteur d'un gymnase et d'une école de district visite les classes et veille à ce que les maîtres remplissent exactement leurs devoirs. De même, l'inspecteur suit les progrès et surveille la conduite des élèves, et il assiste aux examens ainsi qu'aux répétitions. Les certificats que l'on délivre aux élèves sont signés par l'inspecteur et par son adjoint.

Art. 29. Il sera établi, autant que possible, auprès des gymnases, des conseils pédagogiques sous la présidence du directeur des écoles, ou, en son absence, de l'inspecteur, et pour cet objet on se conformera aux règles et instructions qui seront promulguées spécialement.

Art. 30. La direction du lycée de Lublin et de l'institut d'Alexandra et Maria sera organisée de manière à répondre exactement aux règles générales ci-dessus énoncées pour la direction des gymnases.

Art. 31. Pendant son absence du chef-lieu du Gouvernement, le directeur des écoles est remplacé par l'inspecteur du gymnase. En cette qualité, l'inspecteur du gymnase siège avec voix délibérative, en l'absence du directeur des écoles, à la régence du Gouvernement, chaque fois que des affaires relatives à l'enseignement y sont examinées.

Art. 32. A Varsovie, pour remplacer le directeur des écoles dans les conditions ci-dessus énoncées, la direction de l'instruction publique nomme un des inspecteurs des gymnases ou de l'institut d'Alexandra et Maria.

Art. 33. Dans les villes où il existe des gymnases, des écoles de district et d'autres établissements d'éducation mentionnés en l'art 30, le directeur des écoles peut, en observant les dispositions du présent oukase, confier aux inspecteurs de ces établissements la surveillance de toutes les écoles primaires et établissements privés d'éducation, ou d'un certain nombre d'entre eux.

Art. 34. A l'emploi d'inspecteur d'un gymnase, d'une école de district et d'autres établissements d'éducation, dont il est fait mention en l'art. 30, peut être joint celui de maître ou de professeur dans le même gymnase ou établissement d'éducation, et alors l'inspecteur, outre son traitement en cette qualité, jouit aussi de celui attaché à l'emploi de maître ou de professeur.

IV. — Règles générales.

Art. 35. Les directeurs des écoles comptent, d'après leur emploi, dans la V^e classe; l'inspecteur des écoles de la ville de Varsovie et les inspecteurs de gymnase et d'établissements d'éducation mentionnés en l'art 30, dans la VI^e classe; les inspecteurs d'écoles de district, dans la VII^e classe. Ces fonctionnaires sont nommés et relevés de leurs emplois par le conseil d'administration du royaume, sur les propositions de la direction de l'instruction publique.

Art. 36. Le traitement des directeurs des écoles, de l'inspecteur de celles de Varsovie, et des inspecteurs des gymnases et des autres écoles mentionnées en l'art. 30, est fixé par un état spécial annexé au présent.

Art. 37. Sont et demeurent supprimés les emplois actuellement existants de directeur du lycée de Lublin, de recteurs des gymnases et des écoles de districts, de préfets dans les gymnases et au lycée de Lublin, d'inspecteur des écoles primaires du royaume et de deux visiteurs des écoles, et à cette occasion les obligations imposées au visiteur de l'institut d'Alexandra et Maria sont transférées au directeur des écoles de Varsovie, aux conditions générales énoncées dans le présent règlement.

Art. 38. Les lois, règlements et dispositions antérieures sont abrogés en tout ce qui ne s'accorderait point avec le présent oukase.

Art. 39. Le comité d'organisation du royaume est chargé, de concert avec le conseil d'administration, du développement du présent oukase et de la publication d'instructions conformes.

Art. 40. Le lieutenant du royaume et les institutions gouvernementales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent oukase qui sera inséré au Bulletin des lois.

(Suit l'état de personnel et de dépenses des directions des écoles, etc., etc., annexe de l'art. 36, et dont le chiffre total s'élève à 60,500 r.)

Signé : ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 40 août (11 septembre) 1864.

VI. — Oukase de S. M. l'Empereur adoucissant les peines criminelles et correctionnelles dans le royaume de Pologne.

Nous, Alexandre II, par la grâce de Dieu, Empereur et autocrate de toutes les Russies, Roi de Pologne, Grand-Duc de Finlande, etc., etc.

Par notre oukase du 17 avril 1863, nous avons adouci la rigueur des peines criminelles et correctionnelles imposées aux crimes et délits dans notre empire. Maintenant, considérant que l'ordre légal se rétablit peu à peu dans le royaume de Pologne, où il avait été momentanément troublé, nous avons jugé possible d'y introduire également des peines, analogues à celles mises en vigueur dans l'empire, et en conséquence nous avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Sont et demeurent abrogées dès ce moment l'apposition de la marque sur les criminels ainsi que la peine des verges prononcée par jugement en remplacement ou par aggravation d'une autre peine.

Art. 2. La peine des verges infligée à des prévenus pendant l'instruction de l'enquête, existant jusqu'en ce moment en Pologne, en vertu des règlements spéciaux légués par le passé, est désormais prohibée et ne peut être tolérée sous aucun prétexte.

Art. 3. La peine des verges non accompagnée d'autres punitions est remplacée, aux conditions édictées par les art. 89 et 90 du code des peines criminelles et correctionnelles dans le royaume, par celle de la détention ou des arrêts, avec une réduction de durée conformément à l'article 5 du présent oukase.

Art. 4. Sous le rapport de leur durée, les travaux dans les compagnies de détenus sont désormais divisés en catégories, comme suit : la première de trois et demi à quatre ans, la deuxième de trois à trois ans et demi, la troisième de deux et demi à trois ans, la quatrième de un et demi à deux ans et demi, et la cinquième d'un an à un an et demi.

En vertu de l'adoucissement ci-dessus, quatre ans de travaux forment le maximum d'après le code des peines.

Art. 5. La durée fixée par le code des peines pour la détention dans une maison de force, une forteresse, une maison de correction ou une prison, sera réduite d'un tiers lorsque cette peine sera prononcée par jugement, et de moitié lorsqu'il y aura des circonstances atténuantes.

Art. 6. Lorsque, en vertu de l'art 85 du code pénal, la peine de la détention dans les compagnies disciplinaires de détenus civils sera remplacée par une maison de force, tant pour les femmes que pour les gens qui, en raison de leur âge avancé, de leur décrépitude ou de

toute autre cause, sont impropres au travail dans ces compagnies, la durée des travaux et de la détention ne devra pas être accrue.

Art. 7. Les adoucissements de peine ci-dessus édictés sont applicables non-seulement aux individus actuellement en jugement, mais encore aux condamnés dont les jugements, quoique ayant acquis force légale, n'ont pas encore été mis à exécution.

Art. 8. Sont et demeurent abrogées les dispositions du code d'instruction criminelle prussien, actuellement en vigueur dans certaines localités du royaume de Pologne et relatives à la condamnation à des peines extraordinaires, et en conséquence, dans tous les cas déterminés par lesdites dispositions, les tribunaux auront désormais le droit, en se basant sur les preuves acquises pendant l'instruction et d'après leur importance, soit de condamner le prévenu à la peine ordinaire édictée par la loi, soit de le libérer de cette peine.

Art. 9. Le conseil d'administration est chargé du développement du présent oukase, qui sera inséré au Bulletin des lois, et la commission administrative de la justice et de l'intérieur, de sa mise à exécution.

Signé : ALEXANDRE.

Jugenheim (près Darmstadt), le 30 août (11 septembre) 1864.

SUISSE.

Discours prononcé par le président du conseil des États à l'ouverture des chambres.

Messieurs les députés,

Lorsque notre conseil décida, au mois de juillet dernier, de suspendre le cours de ses travaux et de se réunir de nouveau aujourd'hui, nous pensions pouvoir consacrer la session presque exclusivement à l'examen du traité de commerce conclu au nom de la Confédération avec la France, et à la discussion des questions économiques et constitutionnelles qui ressortent de ces actes importants de notre droit public fédéral. Mais de graves événements se sont passés le 22 août à Genève. L'intervention de commissaires et de troupes fédérales a été jugée nécessaire pour rétablir l'ordre, protéger les citoyens et punir les coupables. Le conseil fédéral nous informe que, conformément à la Constitution, il communiquera à l'assemblée fédérale un rapport sur ces événements et sur les mesures qu'il a ordonnées pour le maintien de la tranquillité dans cet État de la Confédération.

Attendons, Messieurs, que ce rapport nous soit parvenu; ne préjugons pas par nos opinions individuelles la signification de l'approba-

tion qu'on nous demandera de donner, et ne l'affaiblissons pas par un assentiment anticipé. Mais, Messieurs, un grand enseignement peut déjà être tiré de ces événements : c'est que la Confédération régénérée et fortifiée sous l'égide de la Constitution du 12 septembre 1848, sait maintenir intacts la liberté et les droits constitutionnels des citoyens, protéger la libre expression du vote des assemblées électorales et donner à la volonté de la majorité cette force qui forme la base de nos institutions républicaines. En accomplissant cette œuvre de justice et d'impartialité, la Confédération verra ses décrets salués par les acclamations de la Suisse entière. Reprenons donc, Messieurs, le cours de nos travaux et puisse la protection divine continuer à présider aux destinées de notre patrie.

TUNIS.

Rescrit adressé par le Bey de Tunis aux gouverneurs des provinces, à l'occasion des troubles qui ont éclaté dans la régence le 26 janvier 1864.

Dieu soit loué!... Nous avions ordonné pour le plus grand bien de notre État que l'impôt personnel subît une élévation qui ne pût causer aucun préjudice à nos sujets, puisqu'elle devait être proportionnée aux moyens de chacun.

Mais comme cette mesure a provoqué des troubles dans le pays et que nous ne voulons pas que nos sujets, qui sont l'appui de notre gouvernement, ne souffrent aucun dommage, nous nous sommes empressé d'opposer une barrière au désordre en supprimant l'augmentation d'impôts que nous avions antérieurement décidée.

Rassemblez donc les habitants de votre district et les présidents et les notables de votre ville, communiquez-leur ce rescrif et calmez leurs inquiétudes.

Nous avons appris, en outre, que nos sujets se plaignent des lenteurs que subit la solution des affaires litigieuses soumises aux cours de justice, et qu'ils désirent ne plus avoir recours à ces dernières. Nous leur accordons ce droit et nous leur laissons le choix de soumettre toutes leurs contestations soit aux juges ecclésiastiques, soit aux tribunaux d'administration, soit aux gouverneurs. Si même quelqu'un désire nous saisir nous-même de son procès, la porte de notre salle de justice restera toujours, comme précédemment, ouverte aux opprimés.

Portez tout cela à la connaissance de nos sujets; expliquez-leur clairement et faites votre possible afin de rétablir la sécurité sur les

routes et d'empêcher les têtes folles de semer la discorde qui pourrait troubler le repos des populations. Celui qui se rendrait coupable de pareils méfaits, agirait contre les prescriptions de sa religion, attirerait le malheur sur sa patrie, sa famille et sa ville natale, et ne pourrait en accuser que lui-même.

Ce rescrit sera exécuté par tous ceux que nous avons chargés de prendre connaissance des affaires litigieuses, c'est-à-dire, par les tribunaux religieux, les tribunaux administratifs et les gouverneurs.

Dieu veuille nous accorder son secours. Salut, de la part de l'humble serviteur du Dieu tout-puissant, au muchir Mohammed-Essadack-Bacha-Bey. Que Dieu le protége.

Fait le 16 kaada 1280.

**Circulaire du Bey aux représentants des puissances étrangères
pour leur annoncer la conclusion de la paix.**

Louange à Dieu unique.

De la part du serviteur de Dieu (qu'il soit glorifié), celui qui en lui confie et s'en rapporte à lui en toute autre chose, le muchir Mohammed-Essadek-Pacha, bey de Tunis, à notre allié illustre et honorable consul.

Nous avons reçu un avis du général du camp annonçant que les tribus qui s'étaient réunies se sont présentées au camp, afin de demander pardon et de soumettre leurs demandes, auxquelles nous avons accédé.

Chacun d'eux est rentré dans ses foyers, afin de vaquer à ses affaires. Le général du camp nous en a aussi envoyé le document écrit par les tribus en leur propre nom pour leur satisfaction à l'égard de ce qui est ci-dessus mentionné. Nous vous communiquons ceci afin que vous en ayez connaissance, et que le Très-Haut vous ait toujours sous sa garde.

Contre-Signé : MUSTAPHA.

Écrit le 8 de Rebi-ul-ewwel an 1281 (11 août 1864).

TUROUIE.

Rapport du grand conseil, adressé en mouharrem, 1281 (juin 1864), à son altesse le Grand Vézir, sur les améliorations introduites dans le système de l'administration de la Turquie.

La haute sollicitude et l'initiative féconde que S. M. le Sultan a digné constamment apporter dans toutes les parties des affaires de l'É-

tat, donnent chaque jour à la marche de l'administration, dans son ensemble et dans ses détails, une vigueur et une facilité nouvelles, et assurent le succès de l'œuvre de réforme et de régénération que Sa Majesté a entreprise.

Chargé d'effectuer les améliorations administratives, sources de la prospérité du pays et du bonheur des populations; d'élaborer les lois et règlements qui forment la base de l'administration civile et d'appliquer les dispositions légales qui garantissent l'ordre et la justice, le grand conseil se fait un devoir de constater publiquement les mesures qui ont fait l'objet de ses délibérations et de signaler au pays, dans les résultats obtenus, les bienveillantes et généreuses intentions du Souverain.

Les résolutions du grand conseil ont été soumises, à mesure qu'elles se sont produites, à la sanction de S. M. Impériale et ont reçu leurs applications conformément à ses ordres. La visite dont Sa Majesté daigne honorer la Sublime Porte au commencement de chaque année fournit au conseil l'occasion de présenter à Sa Majesté, de même que les années précédentes, et comme le bilan de la situation administrative, le résumé des questions de diverse nature qui ont reçu leur solution au sein de ses trois sections et l'exposé des mesures entreprises ou exécutées à l'intérieur dans l'intérêt du progrès et de la civilisation, pendant l'année qui vient de s'écouler.

La section administrative du grand conseil s'est surtout attachée à se conformer dans ses décisions aux lois fondamentales de l'Empire et aux besoins des circonstances, en soumettant à Votre Altesse l'exécution de toutes les mesures d'utilité publique; elle a également consacré son attention à l'accroissement des revenus par le maintien d'une sage économie dans l'emploi des fonds de l'État.

Sous ce dernier rapport, de sérieuses économies ont pu être opérées, grâce à l'impulsion donnée par Sa Majesté, dans tous les départements du service public, sans que leur fonctionnement en ait eu à souffrir. Toutefois, comme Sa Majesté voudra bien le remarquer par le budget de l'Empire qui lui sera prochainement présenté, pour être publié, les dépenses réglées de chaque département et afférentes à l'année dernière sont restées au-dessous des prévisions du Gouvernement et subiront encore des réductions plus ou moins fortes pendant l'exercice courant. Le grand conseil a pris, de son côté, les plus grands soins pour réaliser toutes les économies que comportait l'administration civile.

Les principales questions d'intérêt général, objets des rapports présentés par la section administrative, pendant l'année dernière, concernent la formation de cinq nouveaux tribunaux de commerce, nécessitée par le développement qu'ont prises les transactions com-

merciales à l'intérieur, d'un tribunal civil, établi, sous le nom de *Merk ez Odassi*, dans chacun des principaux centres de population de la Roumérie; l'institution de nouveaux percepteurs et d'agents de police, indépendamment du corps des *zaptiés*; la fondation dans la province de Nich, d'une maison d'éducation destinée à tous les enfants pauvres et abandonnés, sans distinction de races; la réparation des forteresses et la construction de casernes et autres établissements militaires; des dispositions réglant l'exploitation de quelques mines récemment découvertes; l'établissement d'un service de navigation à vapeur entre Samsoun et Batoum, par une compagnie indigène; l'importation de graines de coton et de machines, pour étendre la culture de ce textile; des mesures pour mettre le système du prêt à intérêt en rapport avec la loi commerciale et empêcher les abus à l'égard des cultivateurs; la fixation de tarifs spéciaux pour le service postal des côtes; l'introduction de quelques dispositions utiles aux règlements sanitaires; le renouvellement du tarif télégraphique; une meilleure définition des fonctions dévolues aux capitaines de port; l'éclairage des rues de Stamboul et des rives du Bosphore; enfin un recensement général de la population, par circonscriptions militaires.

La section administrative s'est, en outre, occupée de contestations relatives à la rentrée des revenus et de procès civils.

Sa Majesté ayant ordonné une enquête sur la situation de ses sujets, pour y introduire les améliorations qui font l'objet de sa plus vive sollicitude, des commissaires-inspecteurs ont été envoyés dans les provinces d'Europe et d'Asie. Les instructions dont ils ont été munis leur prescrivaient de distinguer les fonctionnaires qui s'appliquent à s'acquitter de leurs devoirs avec loyauté et droiture, de ceux dont la conduite est contraire aux lois et à l'équité, de mettre ces derniers en disponibilité et de provoquer leur punition; d'étendre partout la pratique du système d'économies adopté par l'administration centrale; de s'enquérir des conditions dans lesquelles s'accomplit le service des *zaptiés*; de redresser la conduite des conseils dans les provinces et les districts et celles des notables dans les villages; d'aviser au perfectionnement du système des communications; de prendre des mesures propres à favoriser le développement de la population et à encourager l'agriculture; d'inspecter les prisons, en vue de préserver les détenus de la misère, et d'établir dans l'administration des *vacoufs* des règles qui en assurent la régularité.

Parmi les mesures utiles adoptées jusqu'ici par S. Exc. Djevded ef-fendi, désigné pour inspecter la Bosnie et l'Herzégovine, les principales ont consisté à réunir un certain nombre de districts et de villages sous une même juridiction, à abolir les emplois inutiles dans l'administration civile et le service des *zaptiés* et à réduire les dépenses mal

justifiées d'une partie des troupes, procurant ainsi au Trésor un profit annuel considérable. On doit également à Son Excellence la formation dans la province de Bosnie de plusieurs régiments de troupes régulières fournies par la population indigène, l'établissement de corps de garde pour servir de point de ralliement aux agents de la sécurité publique, sur quelques lignes et positions importantes; le règlement des impôts, en vue d'une plus juste répartition; l'amélioration des voies de transport; des dispositions favorables à l'accroissement de la population et au progrès de l'agriculture.

Djevdet effendi poursuit en ce moment les sages améliorations demandées par le pays.

Chargé de l'inspection des provinces septentrionales de l'Anatolie, S. Exc. Riza effendi a adopté depuis son arrivée au sandjak de Djanik, différentes résolutions relatives à des matières civiles et se rattachant particulièrement à sa mission d'enquête, et entrepris l'amélioration des voies de communications. A Samsoun, S. Exc. s'est occupée du défrichement des terres incultes; de la construction de khans et de bazars; de la réparation des édifices appartenant à l'Evcaf; de l'équilibre des impôts; de la fondation de caisses de crédit; de l'établissement de systèmes d'irrigation destinés à augmenter la production et la fertilité des terres; de la culture de la canne à sucre et d'autres plantes utiles; de la construction de casernes, d'hôpitaux et d'autres établissements publics, ainsi que de plusieurs embarcadères sur les rives avoisinantes; enfin, de la transformation de quelques sandjaks importants en caïmakamies. Il travaille actuellement à compléter toutes les mesures qu'il a proposées ou dont il a déjà entrepris l'exécution, et quittera bientôt Samsoun pour continuer sa mission dans toute la partie de l'Anatolie dont l'inspection lui a été confiée.

S. Exc. Subhi bey, qui a été chargé de l'inspection de la partie méridionale de la Roumérie, après s'être informé de la conduite des fonctionnaires, changé ceux qu'il a trouvés en défaut et opéré la rentrée d'impôts arriérés, s'est occupé de faire réparer ou rebâtir les casernes, les sièges de l'autorité, les établissements d'instruction primaire et secondaire, les maisons de détention et autres édifices; de rétablir la tranquilité publique par la poursuite et la punition du brigandage; de réviser la comptabilité des caisses provinciales et de déterminer les émoluments des receveurs; il a remis aux contribuables, dans certaines localités, une partie de l'impôt personnel et des dimes, institué des officiers pour former sous leurs ordres un corps de milice, composé de gardes champêtres que les villages de la province de Roumérie employaient, au nombre de 4,000 environ, sous le nom de *boïlaks*, et qu'il a constitué régulièrement sans toutefois occasionner aucune charge au Trésor; embellî les sources minérales et

leurs bassins découverts à une demi-lieue de Monastir et dont la science et l'expérience ont démontré l'efficacité pour un grand nombre de maladies chroniques ; nommé environ cinq cents percepteurs sachant lire et écrire en leur allouant les appointements des zaptiés qui étaient employés auparavant à percevoir les impôts et qui ont été de la sorte avantageusement remplacés ; aboli, en même temps, l'emploi de percepteur de la taxe sur le fer à cheval et sur les boissons, pour en charger également les nouveaux percepteurs, et supprimé les droits illégitimes prélevés dans le pays à l'occasion des mariages. Son Excellence s'est, en outre, occupée du curage et du dessèchement de lacs et de marais et de la réparation des routes carrossables indiquées dans le tableau ci-joint, et pris d'autres mesures également utiles. Elle se trouve déjà de retour dans la capitale, ayant terminé sa mission.

Les propositions de S. Exc. Subhi bey concernant la réforme du mode d'élection des conseils provinciaux et des *moukhtars* des villages et l'abolition des droits perçus par ces derniers et les *kodjas-bachis* à titre de frais personnels, ont été étudiées au Grand Conseil et mises à exécution.

L'inspection de l'Asie Mineure ayant été confiée à S. Exc. Ahmed-Vélik effendi, S. Exc. a choisi pour point de départ le sandjak d'Ismid. Après y avoir exécuté les détails de sa mission ; entrepris l'ouverture d'un canal ; mis des terrains en culture ; réparé des routes ; régularisé le service des zaptiés ; augmenté ou diminué, selon leur chiffre, les appointements des mudirs ; institué un hôpital général, et adopté d'autres mesures d'utilité publique, Son Excellence s'est rendue à Brousse, où elle a entrepris l'achèvement de la route de Ghemlek ; l'alignement des rues de la ville et la réparation des mausolées des Sultans, des monuments de leur munificence ainsi que d'autres constructions d'utilité publique, délabrés par les tremblements de terre. Enfin, fixer quelques principes relatifs à la gestion des manufactures de soie ; former une compagnie de navigation à vapeur composée de négociants et de capitalistes de Brousse, pour desservir, quant à présent, la ligne de Ghemlek, Moundania et Constantinople, et avec faculté pour la compagnie de donner à ce service une plus grande extension ; incorporer certains cazas aux sandjaks avoisinants, selon les facilités offertes à l'Administration par les circonstances locales ; introduire certaines améliorations dans l'administration du vacouf ; supprimer la taxe perçue sur le mariage ; tels ont été les autres actes de Son Excellence aujourd'hui accomplis pour la plupart et dont quelques-uns seulement se trouvent en voie d'accomplissement.

Le Grand Conseil espère que cette enquête générale contribuera au progrès et à la prospérité de l'Empire et qu'elle donnera de nouvelles

garanties à la sécurité publique et au développement de la richesse nationale.

Persuadé que la facilité des correspondances doit être comptée au nombre des moyens les plus propres à favoriser le développement des transactions et des intérêts commerciaux et d'assurer l'action de l'autorité, le gouvernement de Sa Majesté s'est fait un devoir de multiplier dans toutes les parties de l'Empire les moyens de communications télégraphiques dont les avantages se sont manifestés dans tous les pays civilisés. En effet, depuis que le gouvernement a inauguré ce système de communications en Turquie, la proséperité croissante des villes et des campagnes traversées par le fil électrique, l'extension qu'y ont prise les affaires, les avantages procurés au Trésor lui-même par la transmission rapide de la cote des revenus mis en adjudication, sont venus confirmer son attente. En même temps que l'autorité centrale était mise instantanément au courant de tout ce qui surveillait d'important dans les provinces, qu'elle transmettait ses ordres avec la même rapidité, et que le télégraphe apportait au Trésor sa part de revenus, la population, pénétrée des avantages de ce système, demandait au Gouvernement l'ouverture de nouvelles lignes, lui procurait des matériaux et lui apportait spontanément un concours intelligent et patriotique. De sorte que, actuellement, le réseau télégraphique de l'Empire ne compte pas moins de 76 centres de communication. L'embranchement de la grande ligne de Bagdad qui doit la relier au câble sous-marin dont le gouvernement britannique a entrepris la pose entre les Indes et Mossoul, a été construit en grande partie et sera bientôt ouvert à l'exploitation.

Ainsi, des lignes comprenant une étendue de 267 lieues, dont la plus grande partie dans la Turquie d'Asie, ont été achevées pendant l'année dernière et 304 lieues de lignes nouvelles se trouvent aujourd'hui en voie de construction ; résultats que le Gouvernement de Sa Majesté se félicite d'avoir atteint et qui font partie des bienfaits dont son règne a été si fécond pour le pays.

La propagation des lumières et de l'instruction publique par des établissements d'éducation et par les livres a fait également l'objet des soins du Grand Conseil. Douze écoles préparatoires et vingt-neuf établissements d'instruction primaire ont été institués pendant l'année dernière. Le nombre de ces institutions est chaque jour augmenté.

La typographie est déjà devenue une industrie spéciale s'exerçant sous la surveillance de l'autorité et dans la limite des règlements. Parmi les établissements typographiques de l'Empire, l'imprimerie impériale dont les vieilles presses étaient loin de suffire pour les travaux du Gouvernement, a été transférée au local de l'ancienne impre-

merie du papier-monnaie, près du ministère des finances; son matériel a été complété; l'usage de la vapeur y a été introduit; de petits caractères ont été fondus et les anciens sont successivement, renouvelés. Grâce à ces perfectionnements, l'impression d'une grande quantité de papiers sur lesquels le Gouvernement perçoit un droit, de feuilles périodiques et d'ouvrages de tous genres s'effectue rapidement et avec facilité; les moyens de répandre l'instruction se multiplient en même temps que s'accroissent les recettes de l'établissement.

Il y a quelques années, de nombreuses tribus peuplant la Crimée et les montagnes de la Circassie se décidèrent à quitter leur patrie; ils choisirent l'Empire Ottoman pour but de leur émigration, dans le dessein d'implorer la générosité et les sentiments d'humanité du Gouvernement Impérial. La Turquie, qui a de tous temps servi de refuge aux infortunés et aux expatriés, reçut, de 1272 à 1280, 211,333, de ces émigrés qui arrivaient par tribus et auxquels le Gouvernement s'est efforcé de procurer, dans la mesure du possible, un établissement et du bien-être. Les populations indigènes, avec la bonté qui leur est naturelle, se sont empressées de leur côté d'offrir à l'émigration leur assistance personnelle et des secours en argent.

La plupart des colons et particulièrement ceux qui se sont fixés sur les bords du Danube, à Dobroudja et à Adana, dans les districts et villages formés pour leur installation, y ont depuis étendu la culture des terres à laquelle ils se sont adonnés.

Les derniers événements de la Circassie sont venus donner un développement nouveau et inattendu à l'émigration. De nombreux montagnards circassiens abandonnent en masse leurs foyers et leurs biens, et, poussés par le désir de chercher ailleurs une patrie, ils se réparent sur les rives de la mer. Là, ils s'embarquent à bord de tous les bâtiments, de toutes les chaloupes qu'ils peuvent trouver et se dirigent vers les côtes de la Turquie, n'emportant que leur misère et pressés dans de petites embarcations qui ont peine à les contenir. Mais le Gouvernement n'avait eu aucune connaissance de leur arrivée et ils n'ont trouvé en débarquant aucun emplacement pour les recevoir.

On ne peut que déplorer les fatigues et les souffrances qu'ils ont eues à endurer alors et la mortalité qui, à plusieurs reprises, a sévi dans leurs rangs.

Toutefois, par les ordres de Sa Majesté Impériale, dont la sollicitude s'est aussitôt manifestée pour porter remède à cette situation, de grands bateaux à vapeur et des vaisseaux de l'État ont été affectés au transport des familles émigrées; le nombre des bâtiments de commerce affrétés dans le même but a été augmenté, afin d'organiser, dans les meilleures conditions possibles, le service des transports. Des biscuits et d'autres provisions ont été distribués aux émigrés.

C'est ainsi que plus de 283 000 Circassiens se sont rendus en Turquie pendant cette dernière période de l'émigration.

Afin d'aider le Trésor à supporter les grands sacrifices que lui imposaient les circonstances, Sa Majesté et son auguste famille ont bien voulu souscrire pour des sommes considérables en faveur des Circassiens ; les offres de numéraire et les services personnels leur ont été également prodigués par les hauts fonctionnaires de l'État et par toute la population.

Une partie des émigrés a été transportée directement à Trébisonde, Samsoun, Varna et Kustendjé ; d'autres ont traversé Constantinople pour débarquer sur divers points des côtes de l'Archipel ; un certain nombre enfin a été expédié dans l'intérieur de l'Anatolie.

Les bâtiments employés aux transports continuent encore leur service. Les gouverneurs généraux, ainsi que les autres fonctionnaires, ne cessent d'exercer une surveillance active.

Dès le début de l'émigration, des médecins ont été désignés pour soigner les malades. Les émigrés sont reçus dans des barraques et des tentes qui leur servent provisoirement d'abri ; enfin, le Gouvernement leur distribue des vêtements, des vivres, et s'acquitte à leur égard, par tous ces moyens, des devoirs de l'hospitalité.

En outre des agents spéciaux sont envoyés dans les provinces, munis d'instruction détaillées, pour faire bâtir des habitations aux émigrés et leur distribuer des terres, à mesure qu'ils arrivent à leur destination.

Le chiffre total de l'immigration dépasse, depuis 1272, 595 000 âmes, dont la majeure partie est déjà définitivement installée.

Sa Majesté Impériale a acquis un nouveau titre à notre reconnaissance, en favorisant aussi par ce moyen, l'accroissement de la population et en procurant au travail tant de bras nouveaux.

L'observation des lois de l'Empire, la protection efficace des intérêts privés et la bonne distribution de la justice ne sauraient être assurées que par le choix de fonctionnaires publics capables et éclairés. Aussi la section administrative qui comprend dans ses attributions celle de désigner les *caimakams* et les *mudirs*, représentants directs de l'autorité auprès du peuple, avait-elle, il y a deux ans, pris soin de choisir des caimakams d'une capacité éprouvée. De même, le choix des mudirs a été confié à une commission *ad hoc* qui est tenue d'agir conformément aux dispositions adoptées sur ce point en 1279.

Une quinzaine d'élèves de l'école d'administration qui ont reçu leurs diplômes pendant l'année dernière, ont été nommés, d'après leur capacité, à des districts plus ou moins importants, et cinq autres vont l'être. Il y a eu, en outre, cent quinze nominations en faveur soit d'anciens mudirs ayant déjà suivi un cours de deux ou trois années

et qui avaient donné leur démission ou avaient été rappelés à Constantinople, pour des motifs indépendants de leur conduite, soit de ceux qui avaient déjà fait preuve d'intelligence dans les mêmes fonctions.

En vertu de l'ordonnance par laquelle Sa Majesté a prescrit, l'année dernière, d'organiser sur des bases plus larges l'école d'administration, en vue de former des mudirs dont l'instruction soit en rapport avec les réformes inaugurées sous son règne, le nombre des élèves de cette institution a été porté à cent; des cours de droit international, de littérature, de comptabilité et de langue française y ont été institués; des répétiteurs ont été adjoints aux nouveaux professeurs; et il est permis d'espérer que des fonctionnaires instruits, sortis de cet établissement, rendront au pays de plus utiles services que par le passé.

Le perfectionnement des voies de communication qui contribuent si puissamment au développement de la prospérité et de la richesse publiques, est devenu un besoin plus pressant et plus général, par suite de l'extension qu'a prise la culture du coton depuis deux années.

Déjà en 1279 un grand nombre de routes avaient été réparées presque dans toutes les provinces. Le Gouvernement n'a cessé de poursuivre partout ces travaux dans les conditions prescrites par un règlement spécial.

Il résulte, en effet, du tableau ci-joint dressé sur les données qui ont été fournies par les autorités provinciales, que les travaux les plus importants exécutés pendant l'année dernière se rapportent pour la Turquie d'Europe, aux provinces de Nich, de Bosnie et de Vidin. L'étendue des chaussées construites ou entièrement réparées dans ces provinces, comme dans les autres parties de la Roumérie est de 360 lieues. Un service de voitures a été établi sur quelques routes de la province de Nich, par une compagnie indigène.

Des travaux de la même nature sont aussi en cours d'exécution dans toute l'Anatolie et principalement dans les sandjaks d'Amassia, de Samsoun et de Kastamouni. Des digues et des barrages ont été construits dans le gouvernement général de Bagdad pour préserver les cultures des ravages de l'inondation. Toutes les routes dont la construction ou la réparation ont été entreprises sont rendues carrossables, comme l'indique le tableau ci-annexé et placées dans des conditions qui offrent toutes les commodités au transport de marchandises et aux voyageurs.

La réalisation sur une vaste échelle de ces améliorations vitales est une des meilleures preuves du succès des efforts de Sa Majesté pour développer les ressources de l'Empire et répandre parmi ses sujets le bien-être et l'aisance.

Il est inutile de dire que l'exposé qui précède des actes de l'administration civile est loin de comprendre tout ce qui a été fait dans le

sens de l'amélioration de la situation antérieure et qu'il n'est que le compte rendu sommaire des rapports reçus des provinces et des mesures soumises à l'étude ou décrétées par l'administration centrale. En même temps, comme chaque gouvernement général et chaque sous-gouvernement voient s'exécuter dans leur sein des mesures d'un caractère local, le grand Conseil pense qu'il serait utile, de même que des bilans de la situation financière sont adressés chaque année au département des finances pour servir de bases au budget général, de prescrire par une circulaire à tous les gouverneurs d'adresser régulièrement à la Sublime-Porte, à la fin de Zilcadé, un exposé de toutes les dispositions prises et des travaux accomplis dans le courant de l'année, pour être soumis à Sa Majesté Impériale dans le mois de Moharrém avec le rapport du grand Conseil et livré ensuite à la publicité. Cette mesure qui permettrait au Gouvernement de mieux se rendre compte des résultats réalisés et des besoins de la situation, sera adoptée, aussitôt qu'elle sera revêtue de la sanction de Sa Majesté Impériale.

Des vingt-trois règlements élaborés par la section législative du Grand Conseil et présentés à Son Altesse le Grand Vézir, après avoir été discutés et amendés, dans le courant de l'année dernière, les trois premiers ont pour objet de fixer les attributions de la Cour des comptes ; les conditions demandées pour le choix des receveurs généraux, la limite de leurs devoirs et de leur responsabilité ; de réunir, au département des finances, le bureau de *Beit-ul-Mal* à celui des *Eshams* ; de former un nouveau bureau, sous le nom d'*Ircié* et de déterminer leurs travaux respectifs. Quatre autres règlements se rapportent à la gestion des *vacoufs* et à l'instruction criminelle ; ils contiennent des instructions aux directeurs de l'*Evcaf* et de l'agriculture, en vue de procurer à cette industrie les facilités qu'elle réclame, et fixent la procédure à suivre par le tribunal récemment institué pour juger les contestations relatives au commerce maritime.

Les sept règlements qui suivent déterminent le droit d'expertise prélevé à l'occasion des procès auxquels donnent lieu les constructions ; les conditions techniques dans lesquelles les jetées devront être construites, sur les côtes dépendant de la capitale, ainsi que les droits à percevoir sur ces travaux ; les devoirs des huissiers et autres agents subalternes au service des trois tribunaux de première instance et de la Cour d'appel, au ministère du commerce ; les règles qui seront observées dans les cours de la Société d'enseignement public, récemment formée ; enfin ils établissent le droit de plombage, à l'instar des douanes de l'Europe ; assurent la construction et l'entretien régulier de la chaussée de Tchamlidja et règlent les opérations des changeurs.

Neuf autres règlements modifient certaines dispositions antérieurement prises au sujet des droits perçus sur les titres de propriétés des bâtisses, le tabac et le sel.

La section de législation a, en outre, arrêté les clauses de dix autorisations ou concessions relatives à l'établissement à Smyrne, Andri-nople, Philippopoli, Damas, Samsoun et d'autres localités, de machines à égrener le coton, de fabriques d'huile, de filatures de soie et de lin, de tanneries et manufactures de soie; examiné les statuts organiques de la Compagnie des chemins de fer de Rouschouk et de Kassaba ; les conventions concernant la construction d'un embranchement de ce dernier chemin aboutissant à Bournabat; aux frais de la Compagnie, et diverses autres matières; étudié les projets de la construction sur un plan régulier des rues de Kustendjé et de Medjidié, du dessèchement des marais qui environnent ces mêmes localités ; de la fondation d'imprimeries et d'autres entreprises d'intérêt public qui ont déjà fait l'objet des rapports de cette section.

Les procès criminels référés l'année dernière à la troisième section du Grand Conseil de Justice comprennent 126 crimes ou délits contre la sûreté publique; 26 cas de corruption; 38 de vols de deniers publics; 1 de résistance à l'autorité publique; 9 de violences contre les particuliers; 30 cas de désobéissance aux autorités; 8 d'évasions de détenus, d'usurpation de titres ou fonctions, de dégradations des monuments et de circulation de fausse monnaie; 11 de faux; 10 d'incendies volontaires; 567 de meurtre; 57 de coups et de menaces; 6 d'avortement; 110 d'attentat aux mœurs; 6 de faux témoignages et de calomnie; 292 de vols; 21 banqueroute-escroquerie, abus de confiance, manœuvres frauduleuses dans les transactions commerciales, dommages causés aux particuliers et contraventions aux règlements de la police.

Des auteurs de ces crimes et délits, 92 individus convaincus de meurtre et de brigandage, ont été condamnés à la peine de mort; 23 aux travaux forcés à perpétuité; 575 aux travaux forcés à temps, 29 à la réclusion; 2 à la déportation perpétuelle; 23 au bannissement à temps; 375 à l'emprisonnement; 49 aux travaux forcés, à la réclusion ou l'emprisonnement en même temps qu'à l'amende; 2 à l'amende seulement.

Quelques crimes et délits ont été renvoyés aux tribunaux religieux, des enquêtes ont été ordonnées à l'égard de certains autres, 50 individus arrêtés comme coupables, mais n'ayant encouru aucune peine aux termes de la loi et 62 autres dont l'innocence a été constatée, ont été remis en liberté.

Les crimes et les délits en 1279 qui ont été portés devant la section judiciaire du Grand Conseil, et dont le nombre s'élevait à 1030, ont

principalement consisté en 118 cas d'atteinte à la sécurité publique ; 14 de corruption ; 23 de vols de deniers de l'État ; 2 de désobéissance à l'autorité ; 9 de faux et 395 assassinats. Il ne s'est présenté l'année dernière aucun cas de faux.

Il résulte de la comparaison de ces chiffres que le nombre de certains crimes et délits a diminué par l'influence salutaire des lois, d'autres, au contraire, paraissent avoir augmenté.

Il est évident qu'à mesure que par l'action prompte et énergique de l'autorité, le respect des lois et la punition de tout coupable seront assurés, la tranquillité se trouvera établie sur des bases plus solides ; et la comparaison qui précède permet de constater la vigilance déployée par les autorités pour le maintien de l'ordre et la poursuite des perturbateurs de la sûreté publique. Il est cependant difficile d'établir dans cette matière une comparaison rigoureuse, le nombre et la nature des délits pouvant varier selon les circonstances.

Tels sont, les lois et règlements élaborés dans le cours de l'année passée, dans les trois sections du Grand Conseil, les questions administratives et économiques qu'il a étudiées et les matières criminelles dont il a eu à connaître.

Le Grand Conseil continuera à consacrer tous ses efforts à l'accomplissement de la triple tâche qui lui est confiée, pour compléter l'œuvre des réformes intérieures, en s'inspirant, dans tous ses actes, des sentiments de progrès et de justice qui animent S. M. I., et en puisant dans sa constante sollicitude, de la confiance pour l'avenir.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1864

III

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

ITALIE — PORTUGAL.

**Convention postale entre le Portugal et l'Italie, conclue
à Lisbonne le 23 avril 1863.**

Nous, Don LUIZ, par la grâce de Dieu, Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.

S. M. le Roi de Portugal et des Algarves, et S. M. le Roi d'Italie, désirant resserrer les bonnes relations qui existent entre ces deux pays, et régler et faciliter, au moyen d'une convention, les communications postales entre leurs domaines respectifs, ont nommé à cette fin pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi de Portugal, M. Nuno José Severo de Mendoça, Rolin de Moura Bareto, duc de *Loulé*, etc., etc.;

Et S. M. le Roi d'Italie, M. le comte Domenico Pes de *S. Vittorio della Minerva*, etc., etc.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins-pouvoirs et avoir constaté qu'ils se trouvent dans les formes voulues, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^e. Il y aura entre l'administration des Postes de Portugal et l'administration des Postes d'Italie un échange journalier de lettres, échantillons de marchandises et imprimés.

Art. 2. L'échange de ces correspondances sera fait, dans des valises fermées, par l'intermédiaire des Postes d'Espagne et de France.

L'échange des correspondances pourra aussi s'effectuer par les navires marchands des deux pays qui navigueront d'un de ces pays à destination de l'autre, dans des valises fermées. Cependant on n'expédiera par cette voie que les lettres, échantillons et imprimés dont les adresses porteront mention de ce mode d'expédition.

Lesdites valises seront remises à l'employé de la Douane ou de la visite de santé qui se présentera le premier à bord au moment de l'arrivée desdits navires.

Art. 3. Les frais de transit des correspondances échangées dans des valises fermées entre le Portugal et l'Italie, par l'intermédiaire des Postes espagnoles et françaises, seront acquittés par les deux administrations respectives des Postes portugaise et italienne.

L'administration des Postes d'Italie prend entièrement à sa charge les frais de transit sur les territoires français et espagnol, des correspondances expédiées d'Italie pour le Portugal.

De son côté, l'administration des Postes de Portugal prend entièrement à sa charge les frais de transit sur les territoires d'Espagne et de France, des correspondances expédiées du Portugal pour l'Italie.

Il reste toutefois stipulé que les frais de transit sur le territoire espagnol, des correspondances expédiées de l'une et de l'autre part, seront liquidés et payés par l'administration des Postes de Portugal, et que les frais de transit sur le territoire français des correspondances expédiées de l'une et de l'autre part, seront liquidés et payés par l'administration des Postes d'Italie.

Les deux administrations précitées se créditeront réciproquement dans les liquidations de comptes auxquelles elles procéderont, des sommes qu'elles auront payées, l'une pour le compte de l'autre, en vertu des dispositions du présent article.

Art. 4. Il appartient à l'administration qui expédiera des valises sur des navires marchands, d'en payer le transport dans le cas où il serait dû en vertu de la législation en vigueur dans le pays respectif.

Dans le cas cependant où le gouvernement de Portugal ou celui d'Italie viendrait à établir un service régulier de paquebots entre les ports des deux nations, en employant à ce service des bateaux à va-

peur appartenant à la marine royale, que ces bateaux soient affrétés à cet effet ou subventionnés, la transmission des correspondances par lesdits paquebots sera soumise aux conditions que les administrations des Postes des deux pays auront stipulées entre elles.

Art. 5. Les personnes qui expédient des lettres de Portugal, des îles de Madère et Açores pour l'Italie, et *vice versa*, devront les affranchir jusqu'au lieu de leur destination.

Art. 6. Le port des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées qui seront expédiées de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de l'Espagne et de la France, est fixé à la somme de 150 reis en Portugal et à celle de 80 c. en Italie, pour chaque lettre dont le poids ne dépassera pas 7 1/2 grammes, ou sera d'une fraction de 7 1/2 gr.

Le port des lettres qui seront expédiées par navire marchand sera de 100 reis en Portugal et de 50 c. en Italie pour chaque lettre dont le poids ne dépassera pas 15 grammes ou sera d'une fraction de 15 gr.

Art. 7. L'administration des Postes d'Italie pourra envoyer des lettres recommandées à la destination du Portugal, des îles de Madère et Açores, et la Poste de Portugal pourra de son côté expédier des lettres recommandées à la destination d'Italie et des pays auxquels la Poste italienne pourra servir d'intermédiaire.

Le port des lettres recommandées expédiées d'Italie pour le Portugal, et *vice versa*, sera égal à celui des lettres ordinaires, et payé également d'avance. On ajoutera à ce port le prix de l'enregistrement, lequel est fixé, en Italie, à la somme de 50 c., et en Portugal à celle de 100 reis.

Les lettres recommandées ne pourront être expédiées par voie de mer.

Art. 8. Les échantillons de marchandises, quoique sous bande, seront considérés en tout comme lettres et soumis en conséquence à la même taxe.

Art. 9. Les journaux et imprimés de toute espèce, expédiés du Portugal pour l'Italie, ou *vice versa*, par voie de terre comme par voie de mer, devront être affranchis jusqu'à destination.

Le prix d'affranchissement des journaux et autres imprimés sera de 20 reis en Portugal et de 10 centimes en Italie par quarante-cinq grammes ou fraction de 45 grammes.

On comprendra sous la dénomination d'imprimés tous ouvrages périodiques, livraisons, brochures, musique, prospectus, catalogues, avis, programmes, gravures, lithographies, circulaires et photographies.

Art. 10. Les journaux et autres imprimés auxquels se rapporte l'article précédent devront être mis sous bande de manière à pouvoir être examinés facilement; ils ne devront pas contenir de caractères manuscrits autres que l'adresse respective: sont exceptés de cette

règle les avis et circulaires sur lesquels on pourra écrire une signature et une date.

Les journaux et imprimés au sujet desquels on n'aura point observé les dispositions sus-mentionnées, ainsi que ceux qui n'auront pas été affranchis ou qui l'auront été insuffisamment, seront retenus et ne seront pas expédiés.

Art. 11. Les journaux et imprimés sous bande pourront également être recommandés moyennant le payement du port fixé pour les affranchissements et d'une taxe fixe d'enregistrement de 100 reis ou de cinquante centimes.

Art. 12. Les ports dont traitent les articles 6, 7, 8, 9 et 11 devront être payés au moyen des timbres-postes des pays respectifs.

Lorsque le montant des timbres mis sur les objets envoyés sera inférieur à la taxe due aux termes des articles précités, ces objets seront retenus à la poste où ils arriveront, et il en sera donné sans retard avis aux intéressés par voie d'annonces.

Art. 13. L'administration des Postes d'Italie percevra en totalité le montant des ports et taxes reçus dans ses divers bureaux, conformément aux articles 6, 7, 8, 9 et 11 de la présente convention, pour les lettres ordinaires et recommandées, ainsi que pour les journaux et imprimés de toute nature affranchis ou recommandés provenant de l'Italie à destination de Portugal.

De son côté, l'administration des Postes portugaise retiendra intégralement le montant des ports et taxes reçus par ses divers bureaux de poste en vertu des articles précités, pour les lettres et imprimés affranchis ou recommandés provenant du Portugal à destination de l'Italie.

Art. 14. Les administrations des Postes d'Italie et de Portugal fixeront, d'un commun accord et conformément aux conventions en vigueur ou qui viendront à être stipulées, les conditions d'après lesquelles on pourra effectuer l'échange des correspondances originaires ou à destination des provinces d'outremer et des pays étrangers.

Il est cependant convenu que ces conditions pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois qu'elles reconnaîtront d'un commun accord l'opportunité et la convenance d'une modification.

Art. 15. Les deux administrations s'engagent à ne soumettre à aucune surtaxe à payer par les destinataires, les lettres et imprimés qui arriveront dans leurs bureaux dûment affranchis, conformément aux dispositions de la présente convention.

Art. 16. L'expéditeur d'une lettre recommandée pourra exiger qu'on lui donne avis de la remise de la lettre au destinataire. L'expéditeur acquittera en décharge de cet avis une taxe de 20 centimes ou 40 reis,

laquelle sera perçue en totalité par l'administration qui l'aura expédiée.

Art. 17. Dans le cas où une lettre ou tout autre objet recommandé viendrait à s'égarer, l'administration du territoire où le fait aurait lieu, payera à l'expéditeur après qu'il aura été constaté, la somme de 50 livres italiennes, ou 10 000 reis à titre d'indemnité.

L'administration de la Poste d'Italie garantit le paiement de ladite indemnité lorsque la lettre ou objet quelconque recommandé aura été égaré sur le territoire français et l'administration de la Poste de Portugal garantit, de son côté, ledit paiement, lorsque le fait se sera produit sur le territoire espagnol.

Les réclamations au sujet du paiement de l'indemnité précitée doivent être faites dans le délai de six mois à compter du jour de la remise à la Poste de l'objet recommandé; ce délai une fois expiré, les administrations ne seront plus tenues d'accepter ces réclamations.

Art. 18. Les lettres dont les adresses ne seront pas exactes seront réciprocurement retournées, sans le moindre retard, au bureau expéditeur.

On procédera de même à l'égard des lettres adressées à des personnes qui auront changé de résidence. Ces lettres seront cependant soumises au paiement d'une taxe égale à celle de leur affranchissement, laquelle sera payée par le destinataire, et appartiendra à l'administration qui aura fait la réexpédition, à charge par elle de payer les frais du transit sur les territoires d'Espagne et de France, aux termes de l'art. 3.

Art. 19. Les lettres ordinaires ou enregistrées, les journaux et imprimés qui seront échangés entre les administrations des Postes d'Italie et de Portugal, et qui, par une raison quelconque, ne pourront être remis aux destinataires, seront restitués de part et d'autre, suivant les formes établies d'un commun accord par les deux administrations.

Art. 20. L'administration des Postes d'Italie, ainsi que celles des Postes de Portugal désigneront d'un commun accord les bureaux par l'intermédiaire desquels devra avoir lieu l'échange des valises respectives, et conviendront de la forme des comptes et du moyen d'en payer le reliquat, ainsi que toutes autres dispositions d'ordre tendant à assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus indiquées pourront être modifiées par les administrations toutes les fois qu'elles en reconnaîtront la convenance.

Art. 21. La présente convention commencera à être en vigueur à partir du jour qui sera désigné par les deux administrations, et durera pendant une année complète.

Après l'expiration de ce délai, cette convention sera considérée comme prolongée d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties

contractantes ait prévenu l'autre, six mois à l'avance, de son intention d'y mettre un terme.

Art. 22. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Lisbonne dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en duplicita, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(L. S.) *Signé* : DUC DE LOULÉ. (L. S.) *Signé* : DELLA MINERVA.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications de la convention postale passée entre le Portugal et l'Italie, le 10 décembre dernier, déclarent, pour plus de clarté, que dans les dispositions de l'article 14 de ladite convention se trouvent compris, non-seulement les correspondances qui y sont mentionnées spécialement, mais encore les correspondances originaires d'Italie ou de Portugal à la destination des provinces d'outremer ou des pays étrangers se servant de l'intermédiaire des postes des deux pays contractants ou provenant desdites provinces et pays étrangers et destinées pour l'Italie et le Portugal.

Les instruments des ratifications ci-dessus ayant été présentés et trouvés en bonne forme, il a été procédé à l'échange desdites ratifications.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent procès-verbal qu'ils ont signé et revêtu du sceau de leurs armes.

Fait en triple à Lisbonne, le 23 avril 1863.

(*Mêmes signatures que ci-dessus.*)

DANEMARK — PRUSSE — AUTRICHE.

Traité de paix de Vienne, signé le 30 octobre 1864, entre le Danemark, la Prusse et l'Autriche.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Danemark ont résolu de convertir les préliminaires signés le 1^{er} août dernier en traité de paix définitif. A cet effet, Leurs Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir : S. M. le Roi de Prusse, le sieur Charles baron de *Werther*, chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de première classe, grand'croix de l'Ordre impérial de Léopold et de celui de *Danebrog*, etc., chambellan et conseiller intime actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour d'Autriche, etc., et le sieur Armand-Louis de *Balan*, chevalier de l'Ordre de l'Aigle

rouge de seconde classe avec la plaque et les feuilles de chêne, commandeur de l'Ordre de la maison de Hohenzollern, de l'Ordre impérial de Léopold et de celui de Danebrog, etc., conseiller intime actuel, membre du Conseil d'État, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, etc.; S. M. l'Empereur d'Autriche: le sieur Jean Bernard comte de *Rechberg-Rothenlöwen*, chevalier de la Toison d'or, grand'croix de l'Ordre de Saint-Étienne de Hongrie et chevalier de la Couronne de fer de première classe, chevalier de l'ordre de l'Aigle noir en brillants, etc., chambellan et conseiller intime actuel, etc., et le sieur Adolphe Marie baron de *Brenner-Felsach*, commandeur de l'Ordre impérial de Léopold et de celui de Danebrog, etc., chambellan actuel, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; S. M. le Roi de Danemark: le sieur George-Joachim de *Quaade*, commandeur de l'Ordre de Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même ordre, chevalier de l'Ordre de l'Aigle rouge de première classe et de celui de la Couronne de fer de seconde classe, etc., chambellan et ministre sans portefeuille, etc., et le sieur Henrik-Auguste-Théodore de *Kaufmann*, commandeur de l'Ordre de Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre, etc., chambellan et colonel d'état-major, etc. Lesquels se sont réunis en conférence à Vienne, et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura à l'avenir paix et amitié entre LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Danemark, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs à perpétuité.

Art. 2. Tous les traités et conventions conclus avant la guerre entre les hautes parties contractantes sont rétablis dans leur vigueur en tant qu'ils ne se trouvent pas abrogés ou modifiés par la teneur du présent traité.

Art. 3. S. M. le Roi de Danemark renonce à tous ses droits sur les duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg en faveur de LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche, en s'engageant à reconnaître les dispositions que Leursdites Majestés prendront à l'égard de ces duchés.

Art. 4. La cession du duché de Slesvig comprend toutes les îles appartenant à ce duché aussi bien que le territoire situé sur la terre ferme. Pour simplifier la délimitation et pour faire cesser les inconvénients qui résultent de la situation des territoires jutlandais enclavés dans le territoire du Slesvig. S. M. le Roi de Danemark cède à LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche les possessions jutlandaises situées au Sud de la ligne de la frontière méridionale du district de Ribe, telles que le territoire jutlandais de Møgeltondern,

l'île d'Amrom, les parties jutlandaises des îles de Fœhr, Sylt et Rœmœ, etc. — Par contre, LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche consentent à ce qu'une portion équivalente du Slesvig et comprenant, outre l'île d'Aerœ, des territoires servant à former la contiguïté du district susmentionné de Ribe avec le reste du Jutland et le Slesvig et à corriger la ligne de frontière entre le Jutland du côté de Holdind, soit détachée du duché de Slesvig et incorporée dans le royaume de Danemark.

Art. 5. La nouvelle frontière entre le royaume de Danemark et le duché de Slesvig partira du milieu de l'embouchure de la baie de Hejlsminde, sur le petit Belt, et, après avoir traversé cette baie, suivra la frontière méridionale actuelle des paroisses de Hejls, Vejstrup et Taps, cette dernière jusqu'au cours d'eau qui se trouve au sud de Gejlbjerg et Bräuore, elle suivra ensuite ce cours d'eau à partir de son embouchure dans la Fovs-Aa, le long de la frontière méridionale des paroisses d'Oedis et Vandrup et de la frontière occidentale de cette dernière jusqu'à la Königs-Au (Konge-Aa) au nord de Holte. De ce point le Thalweg de la Königs-Au (Konge-Aa) formera la frontière jusqu'à la limite orientale de la paroisse de Hjortlund. A partir de ce point, le tracé suivra cette même limite et son prolongement jusqu'à l'angle saillant au nord du village d'Obekjär, et ensuite la frontière orientale de ce village jusqu'à la Gjels-Aa. De là la limite orientale de la paroisse de Seem et les limites méridionales des paroisses de Seem, Ribe et Vester-Vedsted formeront la nouvelle frontière qui, dans la mer du Nord, passera à distance égale entre les îles de Manoe et Roemoe. Par suite de cette nouvelle délimitation, sont déclarés éteints, de part et d'autre, tous les titres et droits mixtes, tant au séculier qu'au spirituel, qui ont existé jusqu'ici dans les enclaves, dans les îles et dans les paroisses mixtes. En conséquence, le nouveau pouvoir souverain, dans chacun des territoires séparés par la nouvelle frontière jouira à cet égard de la plénitude de ses droits.

Art. 6. Une commission internationale, composée de représentants des hautes parties contractantes, sera chargée, immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, d'opérer sur le terrain le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux stipulations du présent article. Cette commission aura aussi à répartir entre le royaume de Danemark et le duché de Slesvig les frais de construction de la nouvelle chaussée de Ribe à Tondern proportionnellement à l'étendue du territoire respectif qu'elle parcourt. Enfin la même commission présidera au partage des biens-fonds et capitaux qui jusqu'ici ont appartenu en commun à des districts ou des communes séparés par la nouvelle frontière.

Art. 7. Les dispositions des articles 20, 21 et 22 du traité conclu

entre l'Autriche et la Russie, le 3 mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, aux droits qu'ils exercent et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires, ainsi qu'aux propriétés qui, en Slesvig et en Jutland, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne.

Art. 8. Pour atteindre une répartition équitable de la dette publique de la monarchie danoise en proportion des populations respectives du royaume et des duchés, et pour obvier en même temps aux difficultés insurmontables que présenterait une liquidation détaillée des droits et prétentions réciproques, les hautes parties contractantes ont fixé la quote-part de la dette publique de la monarchie danoise qui sera mise à la charge des duchés, à la somme ronde de vingt-neuf millions de thalers (monnaie danoise).

Art. 9. La partie de la dette publique de la monarchie danoise qui, conformément à l'article précédent, tombera à la charge des duchés, sera acquittée, sous la garantie de LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche, comme dette des trois duchés susmentionnés envers le royaume de Danemark, dans le terme d'une année, ou plus tôt si faire se pourra, à partir de l'organisation définitive des duchés. Pour l'acquittement de cette dette les duchés pourront se servir, au total ou en partie, de l'une ou de l'autre des manières suivantes : 1^e paiement en argent comptant (75 thalers de Prusse = 100 thalers monnaie danoise); 2^e remise au trésor danois d'obligations non remboursables portant intérêt de 4 pour 100 et appartenant à la dette intérieure de la monarchie danoise; 3^e remise au trésor danois de nouvelles obligations d'État à émettre par les duchés, dont la valeur sera énoncée en thalers de Prusse (au taux de 30 la livre) ou en mark de banque de Hambourg, et qui seront liquidées moyennant une annuité sémestrielle de 3 pour 100 du montant primitif de la dette, dont 2 pour 100 représenteront l'intérêt de la dette dû à chaque terme, tandis que le reste sera payé à titre d'amortissement. Le paiement susmentionné de l'annuité sémestrielle de 3 pour 100 se fera tant par les caisses publiques des duchés que par des maisons de Banque à Berlin et à Hambourg. Les obligations mentionnées sous 2 et 3 seront reçues par le trésor danois à leur taux nominal.

Art. 10. Jusqu'à l'époque où les duchés se seront définitivement chargés de la somme qu'ils auront à verser conformément à l'article 8 du présent traité au lieu de leur quote-part de la dette commune de la monarchie danoise, ils paieront par semestre 2 pour 100 de ladite somme, c'est-à-dire 580 000 thalers (monnaie danoise). Ce paiement sera effectué de manière que les intérêts et les à-compte de la dette

danoise qui ont été assignés jusqu'ici sur les caisses publiques des duchés, seront aussi dorénavant acquittés par ces mêmes caisses. Ces paiements seront liquidés chaque semestre et pour le cas où ils n'atteindraient pas la somme susmentionnée, les duchés auront à rembourser le restant aux finances danoises en argent comptant; au cas contraire, il leur sera remboursé l'excédant de même en argent comptant. La liquidation se fera entre le Danemark et les autorités chargées de l'administration supérieure des duchés d'après le mode stipulé dans le présent article, ou tous les trimestres en tant que de part et d'autre cela serait jugé nécessaire. La première liquidation aura spécialement pour objet tous les intérêts et à-compte de la dette commune de la monarchie danoise payé après le 23 décembre 1863.

Art. 11. Les sommes représentant l'équivalent dit de Holstein-Ploen, le restant de l'indemnité pour les ci-devant possessions du duc d'Augustenbourg, y compris la dette de priorité dont elles sont grevées, et les obligations domaniales du Slesvig et du Holstein, seront mises exclusivement à la charge des duchés.

Art. 12. Les gouvernements de Prusse et d'Autriche se feront rembourser par les duchés les frais de la guerre.

Art. 13. S. M. le Roi de Danemark s'engage à rendre immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, avec leurs cargaisons tous les navires de commerce prussiens, autrichiens et allemands capturés pendant la guerre, ainsi que les cargaisons appartenant à des sujets prussiens, autrichiens et allemands saisies sur des bâtiments neutres; enfin tous les bâtiments saisis par le Danemark pour un motif militaire dans les duchés cédés. Les objets précités seront rendus dans l'état où ils se trouvent, *bona fide*, à l'époque de leur restitution. Pour le cas où les objets à rendre n'existeraient plus, on en restituera la valeur, et s'ils ont subi depuis leur saisie une diminution notable de valeur, les propriétaires en seront dédommagés en proportion. De même, il est reconnu comme obligatoire d'indemniser les frêteurs et l'équipage des navires et les propriétaires de cargaisons de toutes les dépenses et pertes directes qui seront prouvées avoir été causées par la saisie des bâtiments, telles que droits de port ou de rade (*Liegegelder*), frais de justice et frais encourus pour l'entretien ou le renvoi à domicile des navires et des équipages. Quant aux bâtiments qui ne peuvent pas être rendus en nature, on prendra pour base des indemnités à accorder la valeur que ces bâtiments avaient à l'époque de leur saisie. En ce qui concerne les cargaisons avariées ou qui n'existent plus, on en fixera l'indemnité d'après la valeur qu'elles auraient eue au lieu de leur destination à l'époque où le bâtiment y serait arrivé d'après un calcul de probabilité. LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche feront également restituer les navires de commerce

pris par leurs troupes ou leurs bâtiments de guerre ainsi que les garnisons en tant que celles-ci appartenaient à des particuliers. Si la restitution ne peut pas se faire en nature, l'indemnité sera fixée d'après les principes susindiqués. Leursdites Majestés s'engagent en même temps à faire entrer en ligne de compte le montant des contributions de guerre prélevées en argent comptant par leurs troupes dans le Jutland. Cette somme sera déduite des indemnités à payer par le Danemark d'après les principes établis par le présent article. LL. MM. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche et le Roi de Danemark nommeront une commission spéciale qui aura à fixer le montant des indemnités respectives et qui se réunira à Copenhague au plus tard six semaines après l'échange des ratifications du présent traité. Cette commission s'efforcera d'accomplir sa tâche dans l'espace de trois mois. Si, après ce terme, elle n'a pu se mettre d'accord sur toutes les réclamations qui lui auront été présentées, celles qui n'auront pas encore été réglées seront soumises à une décision arbitrale. A cet effet, LL. MM. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Danemark s'entendront sur le choix d'un arbitre. Les indemnités seront payées au plus tard quatre semaines après avoir été définitivement fixées.

Art. 14. Le gouvernement danois restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets des duchés, par les communes, établissements publics et corporations dans les caisses publiques danoises à titre de cautionnement, dépôts ou consignations. En outre, seront remis aux duchés : 1^o Le dépôt affecté à l'amortissement des bons du trésor (Kassenscheine) holsteinois; 2^o Le fonds destiné à la construction de prisons; 3^o Les fonds des assurances contre l'incendie; 4^o la caisse des dépôts; 5^o les capitaux provenant de legs appartenant à des communes ou des institutions publiques dans les duchés; 6^o les fonds de caisse (kassenbehälte) provenant des recettes spéciales des duchés et qui se trouvaient, *bonā fide*, dans leurs caisses publiques à l'époque de l'exécution fédérale et de l'occupation de ces pays. Une commission internationale sera chargée de liquider le montant des sommes susmentionnées en déduisant les dépenses inhérentes à l'administration spéciale des duchés. La collection d'antiquités de Flensbourg qui se rattachait à l'histoire du Slesvig, mais qui a été en grande partie dispersée lors des derniers événements y sera de nouveau réunie avec le concours du gouvernement danois. De même les sujets danois, communes, établissements publics et corporations qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations dans les caisses publiques des duchés, seront exactement remboursés par le nouveau gouvernement.

Art. 15. Les pensions portées sur les budgets spéciaux soit du

Danemark, soit des duchés, continueront d'être payées par les pays respectifs. Les titulaires pourront librement choisir leur domicile soit dans les royaumes, soit dans les duchés. Toutes les autres pensions tant civiles que militaires (y compris les pensions des employés de la liste civile de feu S. M. le roi Frédéric VII, de feu S. A. R. Mgr le prince Ferdinand et de feu S. A. R. Mme la Landgrave Charlotte de Hesse, née princesse de Danemark et les pensions qui ont été payées jusqu'ici par le secrétariat des grâces (Naades-Secretariat) seront réparties entre le royaume et les duchés d'après la proportion des populations respectives. A cet effet on est convenu de faire dresser une liste de toutes ces pensions, de convertir leur valeur de rente viagère en capital et d'inviter tous les titulaires à déclarer, si, à l'avenir, ils désirent toucher leur pension dans le royaume ou dans le duché. Dans le cas où, par suite de ces options, la proportion entre les deux quote-parts, c'est-à-dire entre celle tombant à la charge des duchés et celle restant à la charge du royaume, ne serait pas conforme au principe proportionnel des populations respectives, la différence sera acquittée par la partie que cela regarde. Les pensions assignées sur la caisse générale des veuves et sur le fonds des pensions des militaires subalternes continueront d'être payées comme par le passé en tant que ces fonds y suffisent. Quant aux sommes supplémentaires que l'État aura à payer à ces fonds, les duchés se chargeront d'une quote-part de ces suppléments d'après la proportion des populations respectives. La part à l'institut de rentes viagères et d'assurances pour la vie, fondé en 1841 à Copenhague, à laquelle les individus originaires des duchés ont des droits acquis, leur est expressément conservée. Une commission internationale, composée des représentants des deux parties, se réunira à Copenhague immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité pour régler en détail les stipulations de cet article.

Art. 16. Le gouvernement royal de Danemark se chargera du paiement des apanages suivants : de S. M. la reine douairière Caroline-Amélie, de S. A. R. Mme la princesse héréditaire Caroline, de S. A. R. Mme la duchesse Wilhelmine Marie de Glücksbourg, de S. A. Mme la duchesse Caroline-Charlotte-Marianne de Mecklembourg-Strelitz, de S. A. Mme la duchesse douairière Louise-Caroline de Glücksbourg, de S. A. Mgr le prince Frédéric de Hesse, de LL. AA. Mmes les princesses Charlotte, Victoire et Amélie de Slesvig-Holstein-Sonderbourg-Augustenbourg. La quote-part de ce paiement tombant à la charge des duchés d'après la proportion de leurs populations, sera remboursée au gouvernement danois par celui des duchés. La commission mentionnée dans l'article précédent sera également chargée de fixer les arrangements nécessaires à l'exécution du présent article.

Art. 17. Le nouveau gouvernement des duchés succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration de S. M. le roi de Danemark pour des objets d'intérêt public concernant spécialement les pays cédés. Il est entendu que toutes les obligations résultant de contrats stipulés par le gouvernement danois par rapport à la guerre et à l'exécution fédérale, ne sont pas comprises dans la précédente stipulation. Le nouveau gouvernement des duchés respectera tout droit légalement acquis par les individus et les personnes civiles dans les duchés. En cas de contestation, les tribunaux connaîtront des affaires de cette catégorie.

Art. 18. Les sujets originaires des territoires cédés, faisant partie de l'armée ou de la marine danoises, auront le droit d'être immédiatement libérés du service militaire et de rentrer dans leurs foyers. Il est entendu que ceux d'entre eux qui resteront au service de S. M. le roi de Danemark, ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés. Les mêmes droits et garanties sont assurés de part et d'autre aux employés civils originaires du Danemark ou des duchés qui manifesteront l'intention de quitter les fonctions qu'ils occupent respectivement au service soit du Danemark, soit des duchés, ou qui préféreront conserver ces fonctions.

Art. 19. Les sujets domiciliés sur les territoires cédés par le présent traité jouiront pendant l'espace de six ans, à partir du jour de l'échange des ratifications et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les États de Sa Majesté Danoise, auquel cas la qualité de sujets danois leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires cédés. La même faculté est accordée réciproquement aux sujets danois et aux individus originaires des territoires cédés et établis dans les États de S. M. le roi de Danemark. Les sujets qui profiteront des présentes dispositions ne pourront, du fait de leur option, être inquiétés de part ni d'autre dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situés dans les États respectifs. Le délai susdit de six ans s'applique aussi aux sujets originaires soit du royaume de Danemark, soit des territoires cédés qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, se trouveront hors du territoire du royaume de Danemark ou des duchés. Leur déclaration pourra être reçue par la mission danoise la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque du royaume et des duchés. Le droit d'indigénat, tant dans le royaume de Danemark que dans les duchés, est conservé à tous les individus qui le possèdent à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 20. Les titres de propriété, documents administratifs, et de

justice civile, concernant les territoires cédés qui se trouvent dans les archives du royaume de Danemark, seront remis aux commissaires du nouveau gouvernement des duchés aussitôt que faire se pourra. De même toutes les parties des archives de Copenhague qui ont appartenu aux duchés cédés et ont été tirées de leurs archives, leur seront délivrées avec des listes et registres y relatifs. Le gouvernement danois et le nouveau gouvernement des duchés s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois le Danemark et les duchés.

Art. 21. Le commerce et la navigation du Danemark et des duchés cédés jouiront réciproquement dans les deux pays des droits et priviléges de la nation la plus favorisée en attendant que des traités spéciaux règlent cette matière. Les exemptions et facilités à l'égard des droits de transit, qui en vertu de l'article II du traité du 14 mars 1857, ont été accordées aux marchandises passant par les routes et les canaux qui relient ou relieront la mer du Nord à la mer Baltique, seront applicables aux marchandises traversant le royaume et les duchés par quelque voie de communication que ce soit.

Art. 22. L'évacuation du Jutland par les troupes alliées sera effectuée dans le plus bref délai possible, au plus tard dans l'espace de trois semaines après l'échange des ratifications du présent traité. Les dispositions spéciales relatives à cette évacuation sont fixées dans un protocole annexé au présent traité.

Art. 23. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, les hautes parties contractantes déclarent et promettent qu'aucun individu compromis à l'occasion des derniers événements, de quelque classe ou condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 24. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de trois semaines ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, le trentième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre.

(L. S.) Signé : WERTHER, BALAN,
RECHBERG, BRENNER.

(L. S.) Signé : QUAADE,
KAUFFMANN.

ANNEXE.

**Protocole concernant l'évacuation du Jutland
par les troupes alliées.**

Conformément à l'article XXII du traité de paix conclu aujourd'hui entre LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche, d'une part, et S. M. le Roi de Danemark, d'autre part, les hautes parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

I. L'évacuation du Jutland par les troupes alliées s'effectuera au plus tard dans l'espace de trois semaines, de manière qu'à la fin de la première semaine seront évacués : les bailliages de Hjërring, Thissted, Viborg, Aalborg et Randers, à la fin de la deuxième semaine, outre les bailliages susmentionnés, ceux d'Aarhuus, Skanderborg et Ringkjöbing et à la fin de la troisième semaine sera évacué tout le territoire du Jutland.

II. Le jour de l'échange des ratifications du présent traité le gouvernement militaire actuel du Jutland cessera ses fonctions. Toute l'administration du pays passera dès lors aux mains d'un commissaire nommé par le gouvernement royal du Danemark, qui se trouvera pendant toute la durée de l'évacuation, dans le même endroit que le quartier général du commandant en chef des troupes alliées en Jutland.

III. Les autorités danoises du Jutland fourniront sans contestation tout ce dont les troupes alliées auront besoin pour leur logement, leur approvisionnement et leurs moyens de transport (Vorspann), aussi longtemps que ces troupes se trouveront sur le territoire jutlandais. Le gouvernement royal de Danemark rendra son commissaire responsable de l'exécution de la précédente stipulation. Les prestations mentionnées dans le présent article seront limitées au plus strict nécessaire.

IV. Tous les lazarets, postes de campagne et lignes télégraphiques, établis actuellement pour les troupes alliées continueront de servir jusqu'à ce que l'évacuation des bailliages respectifs soit complètement effectuée et sans préjudice pour les établissements analogues de l'administration danoise. Le gouvernement royal de Danemark garantit expressément qu'il ne sera mis aucune entrave à l'exécution ponctuelle du présent article.

V. Dans le cas que, lors de l'évacuation du Jutland, des malades ou des blessés de l'armée alliée dussent être laissés en arrière, le gouvernement royal de Danemark s'oblige d'avoir soin qu'ils soient

convenablement traités et soignés et de les faire transporter moyen-
nant Vorspann, après leur guérison, jusqu'à la plus prochaine station
militaire des troupes alliées.

VI. A dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité,
tous les frais occasionnés par les prestations susdites pour le loge-
ment, l'approvisionnement, le traitement des malades et les moyens
de transport (Vorspann) seront remboursés par les troupes alliées d'a-
près les stipulations du règlement d'approvisionnement en vigueur
pour l'armée de la Confédération germanique sur le territoire fé-
déral.

(L. S.) *Signé*: WERTHER, BALAN,
RECHBERG, BRENNER.

(L. S.) *Signé*: QUAADE,
KAUFFMANN.

PROTOCOLE.

Pour faciliter l'exécution de l'article III du traité de paix conclu au-
jourd'hui entre LL. MM. le Roi de Prusse et l'Empereur d'Autriche et
S. M. le Roi de Danemark, les soussignés Plénipotentiaires sont conve-
nus par le protocole présent de la disposition suivante : S. M. le Roi
de Danemark adressera, immédiatement après l'échange des ratifica-
tions du susdit traité, des proclamations aux populations des pays cédés
pour leur faire connaître le changement qui a eu lieu dans leurs
positions et les dégager de leur serment de fidélité.

Fait à Vienne, ce 30 octobre 1864.

(L. S.) *Signé*: WERTHER, BALAN,
RECHBERG, BRENNER.

(L. S.) *Signé*: QUAADE,
KAUFFMANN.

DEUXIÈME PARTIE.

AFFAIRES DE GRÈCE.

DEUXIÈME PÉRIODE : AVÈNEMENT DU PRINCE GUILLAUME DE DANEMARK SOUS LE NOM DE GEORGES I^{er}, ROI DES HELLÈNES. RÉUNION DES ILES IONIENNES A LA GRÈCE ¹.

Dépêche du comte Russell à lord Loftus, relative à la nécessité de pourvoir au rétablissement de la Monarchie en Grèce.

Foreign-Office, 16 mai 1863.

Mylord,

Le Gouvernement de Sa Majesté, aussi bien que le Gouvernement de l'Empereur des Français et celui de l'Empereur de Russie, se voit dans l'obligation de prendre en sérieuse considération l'état de la Grèce.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire témoigner à la Maison Royale de Bavière tout le respect et les égards qui lui sont dûs. Mais la Grande-Bretagne étant l'une des Puissances protectrices, esttenue de veiller attentivement à la tranquillité et au bonheur de la Grèce.

Le Roi Othon a quitté le territoire grec au mois de novembre dernier, et aucun effort n'a été tenté depuis par la nation grecque pour le replacer sur le trône; d'aucun côté, il n'a non plus été manifesté d'intention de tenter la restauration de Sa Majesté par des forces étrangères.

En cet état de choses, le Gouvernement de S. M. Britannique pense qu'il est de son devoir de faire connaître sans réserve à la Cour de Bavière qu'il considère comme une obligation urgente et impérieuse, pour sa part, de chercher à replacer la Grèce sous un gouvernement

1. Voir *Archives*, 1863, t. III, p. 359.

ARCH. DIPL. 1864—IV

conforme aux principes monarchiques dont la Grande-Bretagne désire le maintien dans un État à la fondation duquel elle a si grandement contribué de concert avec d'autres Puissances.

C'est en me plaçant à ce point de vue que j'ai demandé au Ministre de Bavière, accrédité à la Cour de Sa Majesté, s'il était autorisé à prendre part à une conférence des trois Puissances qui aurait lieu au Foreign Office au sujet des affaires de Grèce. Mais comme il ne paraît point que le Ministre de Bavière ait reçu une autorisation à cet effet, il y aura lieu, en raison des intérêts pressants de la Grèce, de prendre, d'accord avec les deux autres Puissances protectrices, les mesures nécessaires pour le maintien d'une forme régulière de gouvernement dans ce Royaume.

Signé : RUSSELL.

Adresse de la députation grecque, présentée à Copenhague, au Roi des Hellènes, par l'amiral Canaris, le 6 juin 1863.

Dieu soit bénî, parce qu'il lui a plu de m'accorder à cet âge avancé la faveur de saluer Votre Majesté comme Roi et de présenter avec mes honorables collègues les félicitations de la Grèce.

Représentants de toute la race Hellénique, nous considérons ce jour comme le plus beau de notre vie, parce que nous venons déposer la foi et l'affection d'un peuple dont l'histoire et les souffrances le rendent digne de la sympathie de Votre Majesté.

Par le décret de l'élection de Votre Majesté, la Grèce a remis entre les mains de son Souverain, tout son avenir et toutes ses espérances, convaincue que, pénétré des grands devoirs qu'il aura à remplir, il se dévouera à la prospérité du pays et au développement des institutions libres de la nation.

Quant à moi, Sire, j'ai assez vécu pour pouvoir dire, après avoir vu ce jour, les paroles de Siméon : « *Nunc, Domine, dimitas servum tuum.* »

RÉPONSE DU ROI DES HELLÈNES.

Mon âme est pénétrée de joie en recevant aujourd'hui les premiers saluts des Représentants du peuple grec, et j'éprouve une profonde émotion à les entendre de la bouche d'un homme dont le nom glorieux reste, d'une manière impérissable, lié à la renaissance de la Grèce. Je comprends dès à présent toute la responsabilité de la tâche qui m'est confiée, je promets d'y consacrer les meilleures forces de ma vie, et je compte sur le concours loyal et constant du peuple grec pour atteindre notre but commun, le bonheur de la Grèce. Né

et élevé dans un pays où l'ordre légal marche de front avec la véritable liberté constitutionnelle et qui est ainsi parvenu à un développement fécond et bienfaisant, j'emporterai dans ma nouvelle patrie un enseignement qui ne sortira jamais de ma mémoire et qui graverà dans mon cœur en traits ineffaçables, la devise du roi de Danemark, « L'amour du peuple est ma force ! »

Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell.

Vienne, 2 juillet 1863.

Mylord,

Dans le cours d'un entretien que j'ai eu avec le comte de Rechberg, ce dernier a fait allusion à la dépêche qu'il a adressée dernièrement au comte Apponyi, relativement à la proposition de céder les Iles Ioniennes à la Grèce, et il a présenté quelques observations au sujet d'arrangements existant entre le Gouvernement autrichien et celui des îles Ioniennes, auxquels il espérait que l'éventualité d'une cession ne porterait aucune atteinte. J'ai répondu que je pensais que ces arrangements seraient l'objet d'une négociation au sein des conférences tenues pour examiner la question dans son ensemble.

Son Excellence a ajouté que l'affaire à laquelle il avait fait allusion était d'une grande importance pour le commerce de l'Autriche, qu'elle portait sur les priviléges accordés à la compagnie du Lloyd autrichien dans les ports des îles Ioniennes. Il croyait que la question avait déjà été discutée par les parties intéressées; il s'agirait seulement de savoir si le présent arrangement continuerait à rester en vigueur. Son impression était qu'il ne devait pas y être touché parce qu'il ne pouvait admettre qu'une obligation contractée par deux parties pût cesser par la seule raison que le territoire eût passé en d'autres mains et il considérait les stipulations tout aussi obligatoires pour le Gouvernement des îles Ioniennes, soit que l'administration de ces îles se trouvât placée sous le protectorat de la Grande-Bretagne ou entre les mains du Gouvernement Hellénique.

Signé : BLOOMFIELD.

Message du Roi des Hellènes à l'Assemblée nationale.

Je remercie l'Assemblée de la nouvelle marque de confiance qu'elle vient de me donner en me proclamant majeur six mois avant le

terme légal. Je ferai tous mes efforts pour me montrer digne de cette confiance.

Tous mes vœux m'appellent vers ma nouvelle patrie, et je partirai d'ici, pour me rendre en Grèce, aussitôt que la question relative à l'annexion des îles Ioniennes me le permettra.

En attendant, la patrie compte sur le patriotisme et l'esprit de concorde de l'Assemblée nationale.

GEORGES.

Copenhague, le 30 juillet 1863.

Dépêche du comte Sponnek à S. Exc. M. Ruffo, président du Conseil des Ministres, pour lui communiquer le Message du Roi Georges I^r à l'Assemblée nationale.

Copenhague, le 30 juillet 1864.

Monsieur le Président, S. M. le Roi des Hellènes a chargé le soussigné de vous remercier de lui avoir soumis, par votre lettre du 8, la réponse de l'Assemblée nationale à la lettre que Sa Majesté lui avait adressée, et le décret qui l'a proclamée majeure.

Sa Majesté vous prie, Monsieur le Président, par mon intermédiaire, de vouloir bien transmettre à l'Assemblée le Message royal ci-inclus, écrit en langue grecque et signé de sa propre main.

Sa Majesté a lu avec beaucoup de plaisir la communication de Votre Excellence, de laquelle il résulte que la tranquillité est rétablie après les regrettables événements qui ont eu lieu dernièrement à Athènes. Par le Message royal, Votre Excellence connaîtra les intentions de Sa Majesté relativement à l'époque de son départ, qui est subordonné à des considérations politiques d'un ordre supérieur.

Sa Majesté me charge en même temps, Monsieur le Président, d'ajouter que, de même qu'elle a toute confiance dans le patriotisme et l'esprit de concorde de l'Assemblée nationale, de même elle est convaincue que le gouvernement puisera dans son dévouement et dans le sentiment de ses devoirs la fermeté et le courage nécessaires pour repousser énergiquement toute tentative criminelle contre le pouvoir légal, d'autant plus que la garde nationale, à la vive satisfaction de Sa Majesté, s'est montrée complètement digne de son nom.

Signé : SPONNEK.

Dépêche de sir A. B. Paget au comte Russell.*Extrait.*

Copenhague, le 10 août 1863.

M. le Comte Sponnek a appris qu'un projet de traité avait été communiqué par Votre Excellence aux représentants des cinq Puissances assemblées en conférence pour les affaires de Grèce, projet qui contiendrait des conditions relatives à l'annexion des îles Ioniennes, et qui, comme il le suppose, sont le résultat des communications échangées entre le Gouvernement de la Reine et le Cabinet de Vienne.

La première de ces conditions serait la neutralité des îles Ioniennes, la seconde, la destruction des fortifications de Corfou.

Après avoir signalé l'effet probable que la nouvelle de ces conditions pourrait avoir sur le Parlement Ionien, qu'elle disposerait mal pour le vote de l'annexion, et l'intérêt considérable qu'il y aurait dès lors, pour le roi Georges, de s'assurer de ce vote avant de se rendre en Grèce, le comte Sponnek ajouta que, si l'union entre les îles et le Royaume devait être une union réelle (une incorporation en d'autres termes), ainsi qu'on en avait apparemment l'intention, il ne comprenait pas comment ces îles pouvaient être neutralisées, sans que cette neutralité s'étendît à tout le reste de la Grèce.

Le Comte Sponnek ne paraît éléver aucune objection contre la destruction des fortifications.

*Signé : PAGET.***Dépêche du comte Russell à M. Scarlett.**

Foreign-Office, le 27 août 1863.

Monsieur,

Il y a deux corrections à faire au traité relatif à l'accession du Prince Guillaume de Danemark au trône de Grèce¹.

Dans le premier article il est dit que la souveraineté héréditaire de Grèce avait été offerte par le Sénat et par l'Assemblée nationale de Grèce.

Cette version a été empruntée à un document inexact.

En fait, c'est l'Assemblée nationale seule qui a offert au Prince Guillaume la souveraineté héréditaire de la Grèce.

1. Voy. *Archives* 1864, t. III, p. 157.

La seconde correction se rapporte au passage où le Roi Georges est appelé « Roi des Grecs. »

Aux termes d'un protocole, signé le 3 août 1863, le titre de ce Prince doit être « Roi des Hellènes. »

Mais comme les ratifications avaient déjà été envoyées de Paris, Saint-Pétersbourg et Copenhague, lorsque les Plénipotentiaires remarquèrent que la mention du Sénat dans le traité était inexacte et lorsqu'ils convinrent de changer le titre de Roi des Grecs en celui de Roi des Hellènes, ils jugèrent préférable d'échanger les ratifications du traité avec ces incorrections, plutôt que de tenter une correction irrégulière et peu conforme aux usages, ou de rédiger un nouveau traité exempt de ces erreurs.

Les Gouvernements de France et de Russie sont invités à autoriser leurs Ministres en Grèce à signer avec vous une déclaration expliquant ces circonstances à Sa Majesté hellénique.

Signé: RUSSELL.

NOTES ADRESSÉES PAR LES MINISTRES DE FRANCE ET DE GRANDE-BRETAGNE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE D'ATHÈNES, AU SUJET DE LA RÉSOLUTION PRISE PAR CETTE ASSEMBLÉE DE PUBLIER LA CORRESPONDANCE PRIVÉE DU ROI OTHON.

Légation de France en Grèce.

Athènes, 29 septembre 1863.

Monsieur,

Quelques semaines à peine se sont écoulées, depuis que j'ai écrit à mon Gouvernement que le noble et patriotique langage de M. Th. Delyanni ayant trouvé de l'écho dans la majorité de l'Assemblée, on n'avait plus à craindre qu'un vote, surpris par de déplorables passions, livrât les papiers du palais à la publicité. En transmettant cette assurance à S. Ex. M. Drouyn de Lhuys, j'étais loin de supposer qu'une décision contraire viendrait si vite donner tort au témoignage de confiance dans la sagesse de l'Assemblée, que j'envoyais à Paris; j'étais loin de supposer que l'on préparait aux Cours étrangères, aux représentants des Puissances protectrices et aux amis de la Grèce, la pénible surprise dont la présente lettre est l'expression.

Je sais, Monsieur, que vous avez combattu autant qu'il était en vous le décret dont il s'agit: je n'ai donc pas à vous suggérer une opinion qui est déjà la vôtre: je viens seulement demander à votre persévérance un nouvel effort pour épargner à la Grèce l'exécution d'une résolution fâcheuse pour son honneur et contre laquelle l'opinion

publique, lasse de dissensions et de haines, se prononce avec un ensemble que MM. les Représentants paraissent ignorer. Chacun se dit, en effet, que l'acte projeté qui rappellerait les invasions d'établissements publics et de résidences royales effectuées le lendemain d'une révolution victorieuse, aurait le caractère le plus regrettable, s'il était commis aujourd'hui au mépris de ce que respectent les peuples civilisés, après un an de débats parlementaires, après l'élection d'un Roi, après les nouveaux témoignages d'intérêt des Puissances protectrices, par une Assemblée de laquelle le pays attendait une constitution, des réformes urgentes, des appels à la concorde et l'exemple du respect des lois et de l'éternelle morale, et non la satisfaction de vengeances intéressées ni de nouveaux éléments de guerre civile.

En ce qui touche plus particulièrement les Souverains et les Gouvernements qui ont eu des rapports confiants avec la Grèce et ont traité avec elle comme avec un membre nouveau de la grande famille européenne, j'ai l'honneur de vous rappeler, Monsieur, que les correspondances échangées sont des documents d'État, et qu'il n'a jamais pu entrer dans la prévision des Souverains ou des Gouvernements dont ils émanent que vingt personnes désignées par le sort en prendraient connaissance avec la faculté de donner à ces papiers, si elles le jugent convenable, une publicité officielle ou non, plus irrégulière et, s'il est possible, plus inattendue encore.

Je proteste donc, Monsieur, contre ce qui se prépare, au nom de mon Gouvernement comme au nom de la considération de ce pays, et je demande, avec le légitime espoir de voir ma réclamation accueillie par l'Assemblée, que les papiers du palais restent sous les scellés. Ces scellés seraient levés convenablement, quand le Roi Georges I^r, l'élu de la nation, attendu par elle avec tant de sollicitude et qui n'aura de passions que celles du bien public, aura pris possession de la couronne et ouvert avec l'Europe les relations diplomatiques encore interrompues, relations que la seule éventualité des excès que je combats, aussi bien que la mobilité des Cabinets avaient rendues impossibles jusqu'à ce jour.

Agréez, etc.

Signé : BOURÉE.

Légation britannique en Grèce.

Athènes, le 29 septembre 1863.

Monsieur,

Toutes les Cours de l'Europe nourrissaient l'espérance, et étaient encore sous cette impression, que l'Assemblée nationale des Grecs s'abstiendrait de la violation de principes réputés sacrés chez les

nations civilisées, et maintiendrait intacte, sous le sceau de la nation, la correspondance de l'ex-Roi, jusqu'à l'arrivée de son successeur.

J'apprends, toutefois, avec le plus vif regret, qu'hier il a été nommé une commission dans le but d'examiner tous les papiers du Prince détroné et de sa famille, pour en livrer une partie à la publicité.

Convaincu que la marche que l'Assemblée nationale désire suivre n'est conforme ni aux intérêts de l'État, ni à la dignité des Cours étrangères avec lesquelles le Roi Othon entretenait des rapports, je regarde comme un devoir, en ma qualité de représentant de la Reine, en Grèce, de protester contre la mise à exécution d'un projet intempestif et sans utilité, qu'un jugement éclairé et la droiture de l'opinion publique en d'autres pays envisageront comme contraire à l'honneur de la Grèce comme Puissance, incompatible avec la délicatesse et la justice dues aux parties intéressées.

Je n'ai pas eu le temps de m'entendre, sur cette question, avec mes collègues de France et de Russie. Néanmoins, je ne doute pas que M. Bourrée et M. le comte de Bloudoff ne partagent l'opinion que j'ai l'honneur d'exprimer, et je suis à même d'affirmer, d'autorité certaine, que M. Broëstrup, représentant de S. M. le Roi de Danemark, est également opposé à l'accomplissement d'un acte si contestable.

En ces circonstances, Monsieur, je n'abandonne pas l'espoir que, consultant l'intérêt de sa propre dignité, l'Assemblée nationale prendra en considération nouvelle sa décision sur l'ouverture des papiers, et remettra toute action à ce sujet jusqu'à l'arrivée très-prochaine, en Grèce, de S. M. le Roi Georges.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : P. CAMPBELL SCARLETT.

Discours prononcé par le lord Haut-Commissaire, le 3 octobre 1863, à l'ouverture du dernier Parlement Ionien.

Monsieur le Président,
Messieurs,

Vous avez déjà appris par ma proclamation les raisons qui ont porté la Souveraine protectrice de ce pays à dissoudre le dernier Parlement ionien. Sa Majesté la Reine, toujours désireuse de témoigner son amitié et son bon vouloir envers la nation Grecque, et visant à agrandir le territoire et à consolider la puissance du royaume de Grèce, a porté à la connaissance des Cabinets européens qu'elle était disposée à résigner le protectorat qu'en vertu du traité de 1815 elle exerçait sur ces îles. Fidèle à ses obligations acceptées solennellement,

la Reine a voulu apprendre du peuple ionien ses vœux au sujet de son avenir national. Sa Majesté, usant par conséquent des pouvoirs que lui accorde la Constitution, a convoqué un nouveau Parlement, afin de constater les vœux du pays d'une manière légale et authentique. Grâce aux dispositions de la Constitution en vigueur, le peuple ionien a acquis une complète connaissance de l'état des affaires publiques du pays. Des élections libres et non influencées lui ont fourni l'occasion de mûrir et d'exprimer sa manière de voir sur une question si étroitement liée à ses intérêts de nationalité. Le peuple, dans ces circonstances, a élu la présente assemblée, et je vous invite, Messieurs, à m'informer, suivant l'usage, par une adresse et dans le plus court délai possible, s'il est ou s'il n'est pas dans le désir du peuple qui vous a élus, et dont vous êtes les représentants, que le protectorat exercé sur ces îles par Sa Majesté la Reine, mon auguste Souveraine, vienne à cesser, afin qu'à l'avenir les îles Ioniennes fassent partie du royaume de Grèce, sous le sceptre de S. M. le Roi Georges et ses successeurs.

Dans le cas où vous vous prononceriez pour l'annexion à la Grèce, il serait de mon devoir de vous soumettre, par un message, certains arrangements détaillés qui auront à compléter cette mesure :

1° Il sera nécessaire de prendre, dans les formes constitutionnelles, une résolution en vertu de laquelle, à la cessation du protectorat britannique, et jusqu'à la mise en vigueur d'une nouvelle Constitution, S. M. le Roi des Hellènes soit mis à même d'exercer dans les îles tous les droits de souveraineté, y compris les priviléges et les fonctions exercés jusqu'à présent par la Souveraine protectrice, par le lord haut-commissaire et par le très-illustre Sénat.

2° Je vous proposerai, au nom de S. M. la Reine, qu'à la cessation du payement des sommes appliquées jusqu'ici aux frais de la protection militaire, et à la liste civile du lord haut-commissaire, il soit réservé sur ces sommes, comme première charge du revenu ionien, un montant annuel de liv. st. 10 000, qui servira de supplément à la liste civile de S. M. le Roi Georges.

3° Je vous engagerai à reconnaître tous les contrats et obligations qui ont été consentis par le Gouvernement Ionien ou assumés à son sujet jusqu'à ce jour, comme aussi toute réclamation équitable à sa charge.

4° Je vous inviterai aussi à pourvoir à la conservation et à la sauvegarde des cimetières anglais, tant à Corfou que dans les autres îles.

5° J'aurai à vous informer des arrangements au moyen desquels le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à fixer le règlement de la dette de liv. st. 90 289, dus à l'Angleterre à titre d'arrérages de la contribution militaire.

Si vous votez pour la cessation du protectorat et pour l'union proposée du pays à la Grèce, il sera nécessaire que la Reine invite les Puissances qui ont conclu le traité de novembre 1815 à réviser ce traité, et à prendre de concert avec la France, qui est une des Puissances protectrices de la Grèce, des arrangements de nature à seconder la prospérité future de ces îles et les intérêts permanents de l'Europe.

Je vous laisse maintenant à vos délibérations, me bornant à vous répéter conformément au vœu exprimé par Sa Majesté, de prendre une sage décision, afin que vos suffrages placent sur une base solide la félicité nationale et le bien-être du peuple ionien.

Décret voté le 4 octobre 1863 par l'Assemblée Ionienne.

L'Assemblée ionienne, élue sur l'invitation de la Puissance protectrice, et convoquée en vue de se prononcer au sujet de la restauration du peuple ionien, — manifestant avec fidélité le vif désir et la volonté constante de ce peuple, et se conformant aux déclarations et aux votes émis dans plusieurs occasions précédentes par les libres Assemblées ionniennes :

Décrète :

Que les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Saint-Maure, Ithaque, Cérigo et Paxos, ainsi que leurs dépendances, se réunissent au royaume de Grèce, afin qu'elles en fassent partie intégrante à perpétuité, formant un seul Etat indivisible, sous le sceptre constitutionnel de Sa Majesté le Roi des Hellènes Georges I^r et de ses successeurs.

Fait dans la salle de l'Assemblée, le 23 septembre de l'an de grâce 1863.

Adresse de l'Assemblée ionienne, en réponse au discours par lequel le lord Haut-Commissaire a ouvert la session (votée à l'unanimité le 4 octobre 1863).

Excellence,

Le peuple ionien, invité par Sa Majesté la Reine protectrice à se prononcer formellement au sujet de sa restauration nationale, a élu les représentants auxquels il a confié l'accomplissement de sa volonté.

En exécution de cette mission sacrée, l'Assemblée, après avoir entendu le discours de Votre Excellence, a cru de son devoir indispen-

sable de procéder à l'émission d'un décret consacrant la ferme décision de la représentation ionienne.

Par ce décret, la Très-Gracieuse Souveraine et les autres grandes Puissances protectrices de la Grèce, seront pleinement convaincues que le peuple ionien, ayant de tout temps poursuivi sa restauration nationale, sanctionne aujourd'hui les décisions et la marche de ses libres Assemblées précédentes, se prononçant pour la cessation du protectorat et pour l'entièbre et complète réunion des îles Ioniennes au royaume de Grèce, sous le sceptre constitutionnel de S. M. le Roi des Hellènes Georges I^{er} et de ses successeurs.

L'Assemblée se réserve d'énoncer sa décision sur les propositions mentionnées dans le discours de Votre Excellence, aussitôt que la Chambre aura reçu la communication qui doit lui être présentée.

L'Assemblée est convaincue que les arrangements dont il est question dans le discours de Votre Excellence, et qui seront pris par les Puissances européennes, répondront pleinement aux justes et vives espérances qui ont été conçues par le peuple ionien, à la suite de leur récente convention conclue par ces Puissances au sujet de la Grèce et des Sept-Iles.

Excellence,

Au milieu de l'indécible joie qui inonde tous les coeurs, l'Assemblée doit exprimer à l'auguste Souveraine de la Grande-Bretagne la gratitude du peuple ionien pour la décision qu'elle a daigné prendre, et pour les bienveillantes dispositions de Sa Majesté envers la nation grecque.

L'Assemblée doit également exprimer ces mêmes sentiments à l'égard des autres Puissances protectrices de la Grèce, pour le concours prêté à la réalisation des vœux de restauration nationale des Ioniens, et pour leur bienveillance envers les Grecs en général.

L'Europe chrétienne, à même d'apprécier les services que la race hellénique a rendus à l'humanité, voudra bien, sans doute, prêter son assistance à la nation grecque pour sa complète restauration, dans l'intérêt de la civilisation et pour l'accomplissement des décrets du Très-Haut.

**Paroles prononcées par le lord Haut-Commissaire en recevant
l'adresse, le 5 octobre 1863.**

Monsieur le président,
Messieurs,

Je m'empresserai de communiquer au Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, pour être soumis à la Souveraine protectrice, le désir que le

peuple ionien exprime dans votre adresse de voir cesser le protectorat exercé sur cet État par Sa Majesté mon auguste Souveraine, afin que les îles Ioniennes forment à l'avenir partie intégrante du royaume de Grèce sous le sceptre de S. M. le Roi Georges et de ses successeurs.

Je communiquerai sans délai à l'Assemblée législative, dans la forme usitée, les arrangements détaillés qui sont nécessaires pour compléter cette mesure, et j'aime à croire que, dans l'intérêt du pays, vous procéderez à une prompte résolution sur les points qui vont être soumis à vos délibérations.

J'espère sincèrement que le vote que vous venez de prononcer ne manquera pas d'assurer le bien-être et la prospérité du peuple ionien.

Décision de l'Assemblée des États Ioniens touchant l'union des Sept Iles avec la Grèce, prise le 7 octobre 1863.

L'Assemblée des États Ioniens, ayant pris en considération le message de Son Excellence le lord haut-commissaire en date du 6 octobre 1863, et se référant à sa décision du 23 septembre 1863, en ce qui concerne l'union des Sept-Iles avec le royaume de Grèce ;

Décide :

Art. 1^{er}. Aussitôt que le protectorat britannique établi sur ces États en vertu du traité de Paris du 5 novembre 1815, aura cessé légalement et jusqu'à l'établissement de la nouvelle constitution de la Grèce avec le concours des représentants ioniens, S. M. le Roi des Hellènes est autorisée à exercer sur les îles Ioniennes et les dépendances, tous les droits de souveraineté de la même manière qu'il les exercera sur le reste de la monarchie.

En conséquence, l'exercice des priviléges et fonctions du Souverain protecteur, du lord haut-commissaire, de ses résidents et du très-illustre Sénat, cesseront à ce moment.

Toutes les autres autorités de l'État sont maintenues et devront continuer à remplir leurs fonctions, conformément aux lois ionniennes existantes, sous la direction des ministres du royaume de Grèce.

Art. 2. Après la cessation du payement de la somme de 25,000 liv. st. acquittée jusqu'ici, chaque année, pour la contribution militaire due à la Souveraine protectrice et de la somme de 13,000 liv. st. mise à la disposition du lord haut-commissaire pour le traitement et les frais extraordinaires attribués à ses fonctions, la somme de 10,000 liv. st., par an, sera affectée, en payements mensuels, à augmenter la liste civile de S. M. le Roi des Hellènes.

Cette somme constituerá, comme celle de 25,000 liv. st., la première charge à prélever sur les recettes des îles Ioniennes jusqu'à ce qu'il en ait été fait un emploi constitutionnel dans le budget du royaume de Grèce.

Art. 3. Tous les contrats et engagements passés jusqu'à ce jour par le gouvernement ionien ou à son sujet et qui sont mentionnés dans la liste ci-annexée sont reconnus; et toutes les réclamations équitables des particuliers et des gouvernements municipaux contre le gouvernement ionien sont garanties.

Art. 4. Le droit de propriété sur les cimetières anglais situés dans les États Ioniens est confirmé au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et les cimetières sont placés sous la protection des lois de l'État.

Art. 5. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant donné une quittance pleine et entière de la somme de 90,289 l. 5 s. 7 d., arriéré dû sur la contribution militaire aussi bien que de toutes les autres sommes à elle dues, l'Assemblée déclare le Gouvernement de Sa Majesté franc et quitte de toute dette envers les États Ioniens.

Art. 6. La présente décision sera soumise à l'approbation de Sa Majesté la Souveraine protectrice, et recevra son exécution dès que cette approbation aura été reçue.

Corfou, le 7/19 octobre 1863.

Signé : STEFANO PADOVAN, président.

N. LUSI, G. DUSMANI, secrétaires.

LISTE ÉNUMÉRANT LES DETTES DU GOUVERNEMENT IONIEN AU 31 AOUT 1863,
EXTRAITE DES COMPTES PUBLICS PRÉSENTÉS PAR LE TRÉSORIER GÉNÉRAL À
L'ASSEMBLÉE ET ACCEPTÉS PAR ELLE.

Dénomination des dettes.	Montant au 31 août 1863.		
	l.	s.	d.
Fonds des pensions civiles.....	97	13	11.1
Fonds des pensions des commissaires.....	3,472	14	5.9
<i>Lega Mocenigo.</i>			
Capital.....	41,475	3	8.
Intérêts dûs.....	3,232	8	6.
Bons du trésor.....		74,085	11 8.
Obligations du trésor sur le nouveau fonds de pension.....		13,453	0 0
Obligations du trésor pour dommages causés aux propriétés privées.....		2,693	18 7.
Administration des salines de Santa-Maura.....		642	10 3.7
Dû à la banque ionienne et autres.....		70,300	0 0
<i>Caisse d'épargne.</i>	l.	s.	d.
Corfou.....	10,366	4	2.2
Céphalonie.....	50	0	8.
Zante.....	30	18	9.7
Santa-Maura.....	9	7	10.
Cerigo.....	6	8	8.
Paxo.....	0	5	0
		10,463	5 1.9
<i>Dépôts judiciaires et autres.</i>			
Trésor général.....	2,214	4	9.3
Corfou.....	1,127	13	3.4
Céphalonie.....	1,651	16	6.4
Zante.....	1,233	9	7.
Santa-Maura.....	645	12	6.3
Ithaca.....	348	9	11.6
Cerigo.....	732	6	8.1
Paxo.....	387	1	4.9
		8,340	14 9.
Couvent de Saint-Gérasimo, Céphalonie.....		74	4 3.8
Réclamations françaises.....		427	16 1.6
<i>Fonds d'indemnité.</i>	l.	s.	d.
Céphalonie.....	22	15	10.9
Zante.....	48	12	0.1
Ithaca.....	58	19	2.8
Paxo.....	8	2	4.
		138	9 5.8
<i>Caisse agricole.</i>			
Corfou.....	0	15	4.1
Cerigo.....	13	16	8.5
		14	12 0.6
Aqueduc de Corfou.....		1,863	3 11.7
Dépôt sur les rentes du couvent Santa-Maura.....		0	7 2.3
Pénitentiaire de Corfou.....		100	8 2.2
Dépôt pour achat de livres destinés au Lycée.....		430	9 6.4
Total.....		231,306	11 9.5

*Signé : STEFANO PADOVAN, président;
N. LUSI, G. DUSMANI, secrétaires.*

Protestation du Parlement Ionien contre la démolition des fortifications de Corfou, 8/20 octobre 1863.

L'Assemblée Ionienne, s'étant prononcée pour la réunion des îles au royaume de Grèce en un seul État indivisible, et ayant délibéré sur les propositions du lord haut-commissaire tendantes à compléter l'acte de cette union, a cru nécessaire de proposer de son côté qu'un article spécial réglât la question de la remise des forteresses, au sujet de laquelle aucune mention n'a été faite dans les propositions qui ont été communiquées à la Chambre.

S. Exc. le lord haut-commissaire, par un message en date du 18 de ce mois, a annoncé à l'Assemblée que cette question était en dehors de la compétence du Parlement Ionien.

Pénétrée d'un sentiment pénible à la suite de cette communication, l'Assemblée ne saurait se dispenser du devoir de rappeler respectueusement les droits du peuple ionien, par rapport à une question si étroitement liée à sa réelle restauration nationale et aux intérêts et aux droits du nouveau royaume hellénique.

Sans se référer à des faits politiques antérieurs, l'Assemblée se borne à rappeler ici que le traité de Paris du 5 novembre 1815, bien que conclu sans la participation des Ioniens, a reconnu que c'est l'État ionien qui doit posséder la propriété des forteresses sises sur son territoire ; et par les articles 5 et 6 l'occupation de ces forteresses a été confiée à la Puissance protectrice dans l'unique but d'y tenir garnison pour la défense de cet État et pour l'exercice de droits relatifs à la protection. En même temps, il a été stipulé que l'État Ionien devait pourvoir à la conservation des forteresses existantes et subvenir à l'entretien des troupes anglaises.

Indépendamment des sommes que l'État Ionien a fournies ainsi pour l'entretien des troupes et la conservation des forteresses depuis 1818 jusqu'en 1824. Sa Majesté le souverain protecteur a invité la Chambre à voter une somme déterminée pour restaurer et compléter les forteresses de Corfou et de Vido, reconnaissant ainsi derechef le droit de possession de cet État sur les forteresses.

De son côté, l'Assemblée Ionienne, en accueillant la proposition royale, et désirant sauvegarder les forteresses contre toute attaque imprévue, a émis le bill du 19 mars 1825, par lequel elle alloue pour cet objet une somme de 164,000 liv. st.

Plus tard, sur un message du lord haut-commissaire en date du 30 mai 1833, une nouvelle somme de 15,000 liv. st. a été décrétée le 1^{er} juin 1833 pour le même but. Enfin, par une résolution parlementaire datée du 11 janvier 1836, la dépense pour la conservation des

forteresses, combinée avec celles de la contribution militaire, a été fixée à 15,000 liv. st. par an, et en 1849, le 6/18 décembre, par une autre décision, à 25,000 liv. st. En sus de toutes ces sommes, l'État Ionien a constamment indemnisé dans le passé, et continue encore à indemniser aujourd'hui des particuliers qui ont eu des propriétés dans le rayon des forteresses, propriétés qui, pour l'amélioration de celles-ci, ont dû être enlevées à leurs propriétaires et démolies.

De tous ces faits il résulte incontestablement que l'État Ionien, non-seulement a toujours conservé la possession des forteresses, mais qu'il a aussi fourni très-volontiers toutes les sommes qui lui ont été demandées pour leur conservation et leur perfectionnement.

Il n'existe donc aucune raison légale de mettre en doute la compétence de l'Assemblée Ionienne au sujet d'un domaine de l'État Ionien, surtout dans un moment où la cessation de la protection implique la cessation de l'occupation des forteresses qui ne lui ont été confiées qu'en vue de cette protection.

L'union se trouvant décrétée, les droits de souveraineté du royaume ne sauraient subir la moindre atteinte sur une partie quelconque de ses territoires, pas plus dans les îles qu'ailleurs. Les forteresses des Sept-Îles ont été, dans des jours de grand péril, le rempart du christianisme et de la civilisation ; elles ont été arrosées bien des fois du sang des fils de l'Ionie, et sans ces forteresses il n'y aurait aucune sécurité contre des attaques extérieures, attaques que le gouvernement Ionien a tenu à prévenir par ses résolutions de 1833, bien qu'alors ces îles fussent déjà placées sous la puissante protection britannique.

L'Assemblée, se basant dans sa présente demande sur les droits du peuple Ionien, croit fermement que ces droits ne seront ni lésés, ni méconnus.

L'Europe, qui a témoigné tant d'intérêt au nouveau royaume hellénique et qui a respecté, sous tous les autres rapports, les droits souverains de ce royaume, ne voudra certes pas que cette œuvre de ses mains soit anéantie par l'adoption de mesures que ne pourrait justifier que la position du faible vis-à-vis du puissant.

L'Assemblée a la conviction que Votre Majesté, qui a daigné accorder une si généreuse assistance à la restauration nationale du peuple Ionien, accueillera avec bienveillance cette juste représentation et gravera ainsi d'autant plus profondément dans le cœur des Ioniens le sentiment d'une éternelle reconnaissance.

Salle de l'Assemblée, ce 8/20 octobre 1863.

Le président : ETIENNE PADOVAN.

Les secrétaires : N. LUSI, J. DUSMANI.

Proclamation du Roi des Hellènes.

Hellènes,

En montant sur le Trône auquel j'ai été appelé par vos suffrages, je sens le besoin de vous adresser quelques paroles. Je ne vous apporte ni l'expérience, ni une sagesse éprouvée, qualités que vous ne pouviez pas attendre de mon âge. Mais je vous apporte une confiance et un dévouement sincères, ainsi qu'une ferme croyance à la solidarité de notre avenir, auquel je promets de consacrer toute ma vie.

Je respecterai et j'observerai avec conscience vos lois et surtout la Constitution, cette pierre angulaire de l'édifice grec. Je m'appliquerai également à aimer et à respecter vos mœurs, votre langue, tout ce qui vous est cher, comme je vous aime déjà.

J'inviterai les meilleurs et les plus sages parmi vous à m'entourer, sans avoir égard aux dissidences passées ; aidé de leur intelligence et de leurs lumières, je poursuivrai le développement des germes nombreux et heureux, des ressources matérielles que renferme votre belle patrie, devenue la mienne à partir de ce jour.

Mon ambition sera de faire de la Grèce, en tant que cela dépendra de moi, l'État modèle de l'Orient.

Le Tout-Puissant fortifiera ma faiblesse et m'éclairera dans mes efforts ; il m'aidera à ne pas oublier les engagements que je prends aujourd'hui envers vous.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

Athènes, le 18/30 octobre 1863.

GEORGE.

Note de M. Calligas à M. Scarlett, lui annonçant la prise de possession solennelle du Trône de Grèce par le Roi George I^r.

Athènes, le 19/31 octobre 1863.

Monsieur le Ministre,

La Grèce, en traversant les crises qui ont eu pour conséquence la déchéance de la dernière dynastie n'a point dévié du principe monarchique constitutionnel, qu'elle considère comme offrant les meilleures garanties d'ordre et comme lui assurant, en même temps, la place qu'elle s'est déjà acquise dans la famille des États européens.

L'Assemblée nationale, légalement convoquée et issue du suffrage universel librement exercé, a, par son décret du 18-30 mars 1863, proclamé S. A. R. le Prince Christian-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-

George, fils puiné de S. A. R. le Prince Christian de Danemark, Roi constitutionnel des Hellènes, sous le titre de George I^r, Roi des Hellènes.

A la suite de ce décret, les représentants des trois Puissances bienfaisantes, réunis en conférence à Londres, le 16 et 27 mai et le 5 juin 1863, ont donné l'adhésion de leurs Cours respectives aux actes en vertu desquels Son Altesse Royale a été, du consentement de S. M. le Roi de Danemark, et de son père S. A. R. le Prince Christian, appelé au Trône hellénique sous le titre de George I^r, Roi des Hellènes.

S. M. le Roi de Danemark, par ses lettres patentes du 10 juin de la même année, a accepté au nom de Son Altesse Royale, la souveraineté héréditaire du Royaume de Grèce, à la condition de l'annexion des îles Ioniennes, que l'Angleterre, qui en avait le protectorat, laissait, par un esprit de loyauté et de bienveillance à la fois, libres de se prononcer elles-mêmes si elles voulaient faire partie du Royaume hellénique.

En partageant les mêmes sentiments, la France et la Russie, de concert avec l'Angleterre, ont converti les protocoles en traité définitif, conclu et signé à Londres, le 13 juillet 1863, entre elles et S. M. le Roi de Danemark, et dont les ratifications ont été échangées le 3 août de la même année.

Dans l'intervalle, l'Assemblée nationale, par son décret du 15-27 juin 1863, a déclaré le Roi majeur, à dater de ce même jour, et le Parlement ionien, convoqué *ad hoc*, a exprimé ses vœux, dans la séance du 5 octobre de cette année, pour la réunion de cet État à la Grèce.

C'est à la suite de ces actes et de ce Traité que S. M. le Roi, mon auguste Souverain, appelé au Trône hellénique par les vœux unanimes de la nation et par le concours bienveillant des trois Puissances bienfaisantes, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, a fait hier son entrée solennelle dans sa capitale et a pris aujourd'hui possession de son Trône, après avoir prêté serment, conformément aux décrets de l'Assemblée.

Ainsi la Grèce, entrant dans la voie de l'ordre et du progrès, espère, sous un règne paisible et éclairé, développer ses ressources et consolider son avenir.

En portant à votre connaissance cette heureuse nouvelle, je ne doute pas, Monsieur le Ministre, qu'elle ne soit accueillie par votre Gouvernement avec ces sentiments d'amitié et de bienveillance que S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande a constamment témoignés à la Grèce.

Signé: CALLIGAS.

M. Scarlett à M. Calligas.

Monsieur,

Athènes, le 3 novembre 1863.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note du 19-31 octobre par laquelle vous m'informez officiellement des actes qui ont si heureusement amené l'établissement de S. M. George I^r, Roi des Hellènes.

Je ne manquerai pas de transmettre, par le premier courrier, copie de cette communication à lord Russell et, en attendant la réponse de Son Excellence, je me bornerai à exprimer l'espoir que les événements qui ont eu lieu récemment en Grèce feront une impression très-favorable et seront considérés d'un bon augure pour sa prospérité future, non-seulement dans le pays que j'ai l'honneur de représenter, mais dans toute l'Europe.

Signé : SCARLETT.

M. Scarlett à M. Delyannis.

Monsieur,

Athènes, le 7 novembre 1863.

L'arrivée du Roi George dans ses nouveaux États et la tranquillité qui règne heureusement à Athènes me paraissent rendre inutile une plus longue occupation de la banque nationale d'Athènes par des forces étrangères.

Si le Gouvernement du Roi partage cette opinion il serait désirable que les ordres de Sa Majesté fussent pris à ce sujet et de concert avec mes collègues de France et de Russie j'aviserai, après en avoir obtenu l'autorisation de Sa Majesté, aux mesures nécessaires pour le retrait de ces forces.

Signé : SCARLETT.

M. Delyannis à M. Scarlett.

Athènes, le 27 octobre/8 novembre 1863.

Monsieur le Ministre,

Je me suis empressé de placer sous les yeux du Roi et de communiquer aussi au Conseil des Ministres, l'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 7 novembre.

Le Gouvernement royal partage entièrement l'opinion que vous y exprimez, et considère qu'en effet l'ordre étant maintenant consolidé

à Athènes, après l'heureuse arrivée en Grèce de Sa Majesté, la petite force armée des trois grandes Puissances bienfaitrices, placée à la garde de la banque nationale à la suite des événements douloureux de juin, devient aujourd'hui superflue.

Je viens, en conséquence, vous prier de vous entendre, à ce sujet, avec vos collègues de France et de Russie, afin que la force armée en question soit retirée.

Je crois remplir, en même temps, Monsieur le Ministre, un devoir, en vous exprimant les vifs remerciements du Gouvernement royal, pour l'empressement que vous et vos deux collègues avez mis à sauvegarder par cette mesure, dans des circonstances vraiment critiques, un si important établissement de la Grèce.

Signé: DELYANNIS.

Dépêche du comte Russell à lord Napier.

Foreign-Office 11 novembre 1863.

Mylord,

L'Assemblée des îles Ioniennes a proposé, dans sa dernière séance, de soumettre au Gouvernement protecteur une résolution relative aux fortifications de Corfou. Mais, le lord haut commissaire de Sa Majesté ayant refusé de recevoir cette résolution comme dépassant les attributions de l'Assemblée, celle-ci adressa alors au lord haut-commissaire une protestation dont je joins ici une copie.

J'ai toutefois proposé aux Ambassadeurs d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie qui se sont réunis en conférence au Foreign-Office le 27 octobre et le 3 de ce mois, d'examiner les articles du Traité relatif à l'union des îles Ioniennes avec la Grèce, sans avoir égard à cette protestation.

Le Gouvernement de Sa Majesté a, en effet, vis-à-vis des grandes Puissances, certaines obligations qu'il est tenu de remplir.

Le traité de novembre 1815 a constitué les sept îles Ioniennes en un État libre et indépendant et les a placées sous le protectorat de la Reine de la Grande-Bretagne.

Les forteresses ont été remises, en vertu des articles V et VI, entre les mains du Souverain protecteur pour la défense de cet État et l'exercice des droits découlant du protectorat.

Le but de tout cet arrangement était de pourvoir au bonheur des îles Ioniennes et à la sécurité de l'Europe.

Les Souverains de la Grande-Bretagne ont cherché avec soin à réaliser ce but. Comme le protectorat sur ces îles est sur le point de

cesser, Sa Majesté se préoccupe vivement des moyens à employer pour asseoir sur de solides bases la prospérité d'un État si longtemps confié à sa protection et Sa Majesté a pensé qu'elle contribuerait à la prospérité et au bonheur du peuple Ionien en encourageant son union avec un État libre, habité par un peuple de la même race, parlant la même langue et professant la même religion.

En ce qui touche le second point, différentes considérations se présentent tout d'abord. Les puissances européennes ne peuvent contester qu'aucun intérêt européen n'a eu à subir une atteinte quelconque dans ses droits durant le protectorat de la Grande-Bretagne.

Mais la proposition d'unir les îles Ioniennes à la Grèce a excité des alarmes dans les États voisins, en Autriche et en Turquie.

Ces deux États ont exprimé la crainte de voir un parti révolutionnaire, renforcé de bandes armées, envahir les provinces et susciter des troubles que le Gouvernement grec, avec la meilleure volonté du monde, ne serait capable ni de prévenir ni de réprimer.

A ce point de vue l'île de Corfou, en particulier, pourrait devenir une source de désordres, et des volontaires armés, défaites en Albanie et en Dalmatie, pourraient trouver un refuge assuré derrière les remparts d'une forteresse redoutable, et en sortir de nouveau pour porter le désordre et le pillage dans les provinces environnantes de l'Autriche et de la Turquie.

La tranquillité des îles serait ainsi troublée et leur prospérité atteinte, non-seulement par des expéditions révolutionnaires, mais aussi par les mesures qu'on serait obligé de prendre pour combattre et repousser de semblables agressions.

Sous l'impression de cette crainte, le Gouvernement autrichien a proposé à Sa Majesté catholique deux clauses à insérer dans le traité et destinées à diminuer, sinon à écarter complètement ces dangers. L'une porterait que les îles Ioniennes seront neutralisées, l'autre que les fortifications de Corfou seront rasées.

Le Gouvernement de Sa Majesté, préoccupé surtout de deux choses, du bonheur des îles Ioniennes et de la sécurité de l'Europe, est prêt à accepter ces conditions. A son avis, le bonheur des îles Ioniennes et celui du royaume de Grèce est surtout attaché au développement des arts de la paix. Un commerce florissant, une agriculture prospère, qui ne seraient pas imposés au delà des forces du pays pour subvenir à l'entretien de troupes nombreuses, seront les meilleurs fruits que puisse porter la Grèce libre et indépendante. Une armée disproportionnée aux ressources de la Grèce, une politique extérieure d'une nature agressive et ambitieuse, voilà les écueils qui devront être évités par les hommes d'État de la Grèce.

Sa Majesté est prête, de concert avec la France et la Russie, à ga-

rantir l'indépendance du nouveau royaume, lorsque les îles Ioniennes lui auront été incorporées.

En conséquence, Sa Majesté, eu égard tant à la prospérité intérieure de la Grèce et des îles Ioniennes qu'à la tranquillité extérieure et à la sécurité de ses alliés, l'Empereur d'Autriche et le Sultan, est disposée à recommander aux Puissances qui ont signé le Traité de novembre 1815 et le traité de 1832, relatif à la protection et à la garantie du royaume de Grèce, l'adoption d'un traité destiné à assurer la neutralité des îles Ioniennes et la démolition des fortifications de Corfou.

Signé : RUSSELL.

M. Scarlett à M. Delyannis.

Athènes le 12 novembre 1863.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je me suis entendu avec le vice-amiral commandant les forces navales britanniques au Pirée, pour le retrait des marins anglais du poste de la Banque nationale d'Athènes, à partir de demain à midi, et le rembarquement de ces marins sur les bâtiments auxquels ils appartiennent.

Je m'empresse de vous donner avis de cette décision afin que la troupe nationale vienne remplacer à ce moment la protection étrangère qui heureusement n'est plus nécessaire.

J'ai d'ailleurs le ferme espoir que l'unanimité, l'enthousiasme et les sentiments loyaux qui se sont manifestés d'une manière si éclatante en faveur du Roi des Hellènes dans toute la Grèce, auront pour résultat de détruire tout germe de discorde nationale et que tous les partis s'uniront peu à peu cordialement dans des actes de patriotisme et s'efforceront de soutenir l'autorité du Roi.

Signé : SCARLETT.

M. Hammond à M. E. Layard.

Foreign-Office 4/6 janvier 1864.

Monsieur,

Je suis chargé par le comte Russell de vous transmettre, pour l'information du comte de Grey, copie du Traité du 14 novembre, dans la forme dans laquelle il a été ratifié le 2 de ce mois¹.

Je dois vous faire observer qu'aux termes de l'article 3, les fortifi-

¹ Voir *Archives*, 1864, t. II, p. 154

cations construites dans l'île de Corfou et ses dépendances immédiates devront être démolies.

Cette démolition devra s'effectuer avant le départ des troupes de Sa Majesté qui occupent ces îles. Elle aura lieu dans une étendue que Sa Majesté appréciera et jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties contractantes.

Le comte Russell estime que ces intentions seront remplies lorsque Corfou sera privée des principaux ouvrages de défense qui en font une place forte et qui permettraient à une Puissance étrangère ou à une bande révolutionnaire de soutenir un siège régulier contre des forces militaires de l'une des grandes Puissances de l'Europe.

Les intentions des Puissances qui ont rédigé le traité du 14 novembre seraient mal interprétées et détournées de leur sens primitif si l'on enlevait sans raison à Corfou quelques-unes de ces anciennes fortifications qui ne constituent pas la force réelle de la place ; leur destruction priverait non-seulement la ville d'un de ses principaux monuments, mais exposerait aussi la demeure des habitants.

Le comte Russell, en se reportant aux informations mis à sa disposition par le comte de Grey, incline à penser que la démolition du fort de Vido et du fort Abraham, et le démantèlement de la citadelle, du fort neuf et d'autres fortifications, répondraient à ce but et aux intentions des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où le comte de Grey partage cette opinion, le démantèlement des forts et l'enlèvement du matériel de guerre pourraient commencer immédiatement et des préparatifs devraient être faits pour que la destruction du fort de l'île de Vido et du fort Abraham puisse avoir lieu avant l'expiration de trois mois, à partir des ratifications du Traité qui seront échangées entre les trois Puissances protectrices et le royaume de Grèce.

Signé : HAMMOND.

**Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office,
le 25 janvier 1864.**

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères s'étant entendu avec les Plénipotentiaires de France et de Russie, a annoncé que les trois cours protectrices s'accordent unanimement à penser :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'insister sur la limitation des forces navales et militaires que la Grèce entretiendra dans les îles Ioniennes, ainsi que le porte l'article II du Traité du 14 novembre.

2^e Que les avantages de la neutralité établie par le même article en faveur des sept îles devront s'appliquer seulement aux îles de Corfou et de Paxo, ainsi qu'à leurs dépendances.

Afin de réaliser la pensée des Puissances signataires du traité du 14 novembre, le principal secrétaire d'État est d'avis qu'il suffit d'insérer dans le Traité à conclure avec la Grèce, un article conçu dans les termes suivants :

Les cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, en leur qualité de Puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec l'assentiment des cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de Corfou et de Paxo, ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au royaume Hellénique, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle.

S. M. le Roi des Hellènes s'engage de son côté, à maintenir cette neutralité.

Les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse ont donné leur adhésion aux deux modifications ci-dessus mentionnées, ainsi qu'à la rédaction de l'article proposé par les Plénipotentiaires des trois Puissances protectrices.

(L. S.) Signé : APPONYI, LA TOUR D'AUVERGNE,
RUSSELL, BERNSTORFF, BRUNNOW.

**Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office,
le 25 janvier 1864.**

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, en ouvrant la séance, a annoncé que les Plénipotentiaires des cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, conformément à la teneur de l'article 6 du Traité conclu à Londres, le 14 novembre 1863, sont entrés déjà en communication avec le Gouvernement hellénique, sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.

Afin de faciliter le succès de cette négociation, le principal secrétaire d'État a signalé l'opportunité de compléter, par un protocole explicatif, les stipulations contenues dans l'article 4, afin d'en préciser le sens de manière à prévenir toute fausse interprétation.

Dans ce but, il a constaté que les avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers, en vertu des Traités conclus par le Gouvernement de S. M. Britannique, en sa qualité de protectrice de l'État ionien, ne sont point permanents, mais limités dans leur durée. Par

conséquent, ils ont besoin d'être renouvelés ou modifiés par de nouveaux arrangements, à l'époque où les conventions en vertu desquelles ces avantages ont été concédés viendront à expirer, après les notifications d'usage.

A l'échéance de ce terme, le Gouvernement hellénique aura la faculté de s'entendre avec les Puissances étrangères sur les arrangements à prendre de gré à gré, pour régler les questions de commerce, de douane, de navigation, de communications postales, etc., dans un esprit favorable au développement des relations réciproques des pays respectifs.

Après cet exposé, le principal secrétaire d'État a invité les Plénipotentiaires, réunis en conférence, à échanger leurs idées sur l'application des principes qu'il a cru devoir déférer à leur examen.

M. l'ambassadeur d'Autriche a énoncé à ce sujet l'opinion de sa cour dans les termes ci-après :

Le cabinet impérial en adhérant à la réunion des îles Ioniennes au Royaume hellénique, a cru devoir veiller, avec soin, à ce que ce changement apporté à l'existence politique de l'État septinsulaire, n'altérât en rien les avantages assurés aux sujets autrichiens par les Traités et les Conventions conclus et actuellement en vigueur aux îles Ioniennes, sous le régime du protectorat anglais.

Dans cette vue, le cabinet impérial a continuellement tenu à sauvegarder le maintien des priviléges légalement concédés à la Compagnie du Lloyd autrichien. Ils se réfèrent principalement aux facilités accordées à la navigation du Lloyd et consistent notamment dans la *libera practicā* et dans l'exemption des droits de port, dont cette Compagnie jouit dans les îles Ioniennes, en vertu de la convention postale conclue le 1^{er} décembre 1853.

Le Traité de commerce entre l'Autriche et la Grèce est loin de concéder les mêmes avantages à la navigation autrichienne. Il s'ensuit, que si, en fréquentant désormais les ports ioniens, les bâtiments de Lloyd étaient soumis aux règlements en vigueur en Grèce, ils éprouveraient un dommage réel. De plus, le cabotage étant réservé en Grèce à la navigation indigène, on pourrait, du moment où les ports ioniens deviendraient Grecs, contester aux navires du Lloyd le droit de faire, comme à présent, leurs voyages réguliers entre les ports ioniens et les ports grecs.

Le paragraphe 3 de l'article 2 du Traité du 14 novembre dernier a eu pour but d'obvier à cet inconveniant.

Le cabinet impérial est en droit de réclamer l'application pleine et entière du paragraphe précité en faveur des bateaux de la Compagnie du Lloyd : il consent cependant, à titre de concession, à ce que les dispositions de ce paragraphe ne restent en vigueur que jusqu'à la

conclusion de nouvelles conventions formelles ou d'arrangements destinés à régler entre les parties intéressées les questions de commerce, de navigation, ainsi que celles du service régulier des communications postales.

De même, le cabinet impérial reconnaît au Gouvernement hellénique le droit inhérent à chaque État indépendant d'élever ou d'abaisser ses tarifs de douane par mesure de législation intérieure.

M. l'ambassadeur d'Autriche a tenu à constater, d'ordre de sa cour, que le fait de la réunion des îles Ioniennes à la Grèce ne saurait porter préjudice aux droits acquis au commerce et à la navigation de l'Autriche, en vertu de traités actuellement en vigueur, aussi longtemps que de nouveaux arrangements à ce sujet n'auront pas été conclus entre les parties intéressées. Il a cru pouvoir insister d'autant plus sur ce point, que son Gouvernement avait le droit incontestable de s'en tenir purement et simplement aux stipulations du traité du 14 novembre dernier.

M. l'ambassadeur de Prusse a donné à la déclaration ci-dessus son complet assentiment, en constatant également, d'ordre de sa cour, que le fait de la réunion des îles Ioniennes à la Grèce ne saurait porter préjudice aux droits acquis au commerce et à la navigation de la Prusse et des autres États du Zollverein en vertu des Traités actuellement en vigueur.

Le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique, ainsi que les ambassadeurs de France et de Russie, ont apprécié la justesse de ces explications, et exprimé l'intention d'en tenir compte dans la poursuite de la négociation confiée à leurs soins.

Dans ce but, le principal secrétaire d'État de S. M. Britannique s'est chargé, au nom de la Conférence, de porter le présent protocole explicatif à la connaissance du cabinet d'Athènes.

(L. I.) *Signé : APPONYI, LA TOUR-D'AUVERGNE,
RUSSELL, BERNSTORFF, BRUNNOW.*

Dépêche du comte Russell à M. Scarlett touchant les obligations qui incombe à la Grande-Bretagne dans l'arrangement qui sanctionne l'union des îles Ioniennes avec le Royaume de Grèce.

Foreign-Office, 28 janvier 1864.

Monsieur,

Depuis le jour où, pour la première fois, le projet fut formé de rendre les îles Ioniennes à la Grèce, il a été établi que la Grande-Bretagne ne pouvait se démettre du protectorat qu'elle avait accepté

en vertu d'engagements solennels internationaux, que par un traité signé avec les autres Puissances par lesquelles ce protectorat lui avait été conféré. Il a été également admis que les Puissances qui, à des conditions spéciales, avaient accordé le protectorat sur les sept îles à la Grande-Bretagne, avaient le droit de demander que les intérêts particuliers que le Traité de 1815 avait pour objet de sauvegarder, ne fussent point négligés dans le nouvel arrangement.

La Puissance qui paraissait devoir être le plus affectée par un changement de souveraineté dans la mer Adriatique, c'était l'Autriche ; et dans son intérêt la Prusse et la Russie se concertèrent pour obtenir un arrangement qui la mit à l'abri des dangers qu'elle redoutait par suite de la cession des îles Ioniennes à la Grèce.

L'Autriche était très-contraire à un changement de l'état des choses existant et cela pour plusieurs motifs ; elle voyait du danger pour elle, au point de vue politique, dans la cession de ces îles à une autre Puissance qu'elle soupçonnait à certain degré, sinon portée vers un esprit de propagande politique, tout au moins trop faible pour résister à des influences de ce genre. Elle redoutait, dès lors, la cession à la Grèce d'une place forte située sur le seuil même de la frontière maritime de l'Autriche. L'Autriche pensait que Corfou, puissamment fortifiée, pourrait devenir la base d'opérations militaires dirigées contre elle-même ou contre les provinces turques adjacentes dont elle désirait assurer la tranquillité. Elle craignait de voir ces îles cédées à un État trop faible pour les défendre contre une grande puissance, dans l'éventualité d'une guerre européenne. Elle appréhendait également que ses intérêts commerciaux n'encourussent un préjudice par suite de l'annexion au Royaume de Grèce des îles Ioniennes, dans les ports desquelles sa marine de commerce jouissait de priviléges spéciaux ; ces îles étant par rapport à la Grèce, un territoire indépendant, avaient accordé aux navires autrichiens de faire le commerce général dans les ports de l'État ionien aux mêmes conditions que les navires nationaux, tandis que, au cas où les îles seraient incorporées au Royaume de Grèce, le commerce auquel se livre l'Autriche pourrait être sujet aux restrictions généralement imposées au commerce de cabotage.

Telles étaient les raisons qui semblaient avoir influencé la conduite de l'Autriche dans les négociations qui précédèrent le traité du 14 novembre et elle était assurée de l'appui de la Russie et de la Prusse à l'effet d'obtenir l'arrangement qu'elle désirait et qu'elle exigeait comme la condition de son accession au traité. J'ai fait observer dans ma dépêche aux ambassadeurs de Sa Majesté à Paris, Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg, en date du 11 novembre, que le Gouvernement de Sa Majesté ayant à cœur le bien des îles Ioniennes et la tran-

quillité de l'Europe, était disposé à accepter les deux conditions de la neutralisation des îles et de la démolition des fortifications de Corfou, proposées par l'Autriche.

En conséquence, ce Traité ne pouvait être conclu que sous les conditions spéciales suivantes :

1^o La démolition des fortifications de Corfou.

2^o La neutralisation des îles sanctionnée par les Puissances contractantes qui s'engagent à observer la neutralité en ce qui les concerne, et assurée par les restrictions imposées à la Grèce, touchant l'entretien de forces navales et militaires dans les sept îles, après leur incorporation au Royaume.

3^o La garantie des priviléges commerciaux particuliers dont jouit le commerce autrichien dans ces îles.

Le Gouvernement britannique avait à choisir de deux choses l'une, ou d'accepter ces conditions qui, en elles-mêmes, n'étaient pas déraisonnables, ou d'ajourner, à une époque peut-être éloignée, le projet de se démettre du protectorat sur les îles Ioniennes dans le but de consolider le Royaume de Grèce; quelque onéreuses que ces conditions fussent en apparence, il n'y avait cependant aucun doute qu'en pratique, elles ne seraient pour la Grèce ni une lourde charge ni un embarras : cette charge serait d'ailleurs plus que compensée par les grands avantages que le Royaume retirerait de l'agrandissement de son territoire et des ressources qu'il acquerrait par son union avec les îles Ioniennes.

Il eût été inutile de chercher à faire consentir le Gouvernement autrichien à la conservation de toutes les fortifications de Corfou. La démolition de ces ouvrages, sur laquelle il a été insisté dès l'ouverture des négociations et qui est stipulée dans le Traité du 14 novembre, avait été posée comme condition *sine qua non* de son consentement à une modification quelconque des autres stipulations de ce Traité; et en ceci l'Autriche était appuyée par les Gouvernements de Prusse et de Russie.

Mais ce point, essentiel à son avis, étant réglé, l'Autriche était mieux disposée à admettre certaines modifications à l'égard de deux autres points sur lesquels elle avait insisté pendant les négociations du traité de novembre.

Aussi, après de longs pourparlers, l'Autriche fut amenée à se contenter d'une stipulation qui, au lieu de comprendre toutes les îles Ioniennes dans la zone de neutralisation, déclarerait neutres seulement les îles de Corfou et de Paxo, avec leurs dépendances et elle abandonna également la condition écrite dans le Traité et relative à la limitation du nombre de troupes et de bâtiments de guerre qui pourront à l'avenir être entretenus dans les sept îles.

Si l'on considère la position territoriale de l'Autriche vis-à-vis des îles Ioniennes et l'importance de ses intérêts dans l'Adriatique, ce sont de grandes concessions de sa part en faveur des vœux exprimés par le Gouvernement hellénique, et il est inutile d'espérer que l'Autriche puisse être amenée à souscrire à d'autres concessions quelconques.

L'Autriche a de plus consenti à modifier les arrangements du 14 novembre de façon à écarter toute objection qui pourrait être élevée contre eux sous le prétexte qu'ils entravent l'action future du Gouvernement grec, après l'expiration des engagements qui accordent des avantages spéciaux au commerce autrichien dans les îles Ioniennes.

On pourra dire que la Grande-Bretagne aurait dû ne tenir aucun compte des demandes de l'Autriche et se passer de sa coopération au traité. Mais il est à peine nécessaire de signaler le préjudice qui en serait résulté pour la Grèce et le danger qui aurait menacé la paix de l'Europe si l'Autriche avait protesté contre la cession des sept îles et avait déclaré qu'elle ne se considérerait liée par aucun arrangement et ne reconnaîtrait pas l'union des îles avec la Grèce.

Muni de ces informations détaillées sur la direction qui a dû être suivie dans les négociations relatives à la cessation du protectorat britannique sur les îles Ioniennes, vous serez, je n'en doute point, à même de persuader le Gouvernement grec que le Gouvernement britannique a fait tout ce qu'il pouvait, dans les circonstances données, pour satisfaire les vœux de la Grèce et rendre l'union des îles aussi avantageuse que possible pour le Royaume de Grèce, et qu'il n'y a pas lieu d'espérer qu'une modification ultérieure quelconque des stipulations du Traité de novembre puisse encore être proposée.

Vous ne manquerez pas d'expliquer que la Grande-Bretagne ne pouvant agir seule dans cette affaire, mais étant nécessairement liée par ses engagements antérieurs envers les autres Puissances, n'avait d'autre alternative que d'accepter les conditions qui pourraient être consenties par les autres Puissances ou de renoncer pour longtemps encore au projet d'incorporer les îles Ioniennes au Royaume de Grèce.

Le Gouvernement britannique n'aurait pas témoigné d'intérêt réel pour le bien du Royaume de Grèce, il n'aurait guère tenu compte des vœux des États Ioniens s'il avait renoncé à son désir de voir ces États incorporés au Royaume de Grèce par l'unique raison qu'il ne pouvait y réussir sans déférer à certains égards aux désirs et aux appréhensions manifestés par les autres Puissances dont le consentement était indispensable, et vous exprimerez la ferme confiance qu'a le Gouvernement de Sa Majesté, que les senti-

ments de désappointement que le Gouvernement grec peut à première vue ressentir des conditions qui ont dû être imposées à l'incorporation des États Ioniens au Royaume de Grèce, disparaîtront, après mûre réflexion, pour faire place à la conviction que le bénéfice que la Grèce retirera de l'acquisition des ressources et des territoires importants des îles Ioniennes, compensera tant et plus les inconvénients apparents des conditions auxquelles cette accession a lieu.

Vous ferez également observer qu'en ce qui touche les fortifications de Corfou, la Grande-Bretagne s'est réservée à elle seule d'apprécier jusqu'à quel point devra s'étendre la démolition des ouvrages. Le soin avec lequel le Gouvernement de Sa Majesté a toujours protégé et défendu les intérêts des îles Ioniennes aurait d'ailleurs toujours préservé les habitants de Corfou de toute destruction des remparts et de la citadelle qui eût pu porter dommage aux maisons des habitants. Les craintes exprimées à ce sujet par le Gouvernement grec sont entièrement chimériques.

Signé : RUSSELL.

Décrets de la deuxième Assemblée nationale des Hellènes à Athènes, 15 avril 1864.

La deuxième Assemblée nationale des Héllènes à Athènes, décrète :

Le Traité conclu à Londres, le $\frac{17}{29}$ mars de la présente année¹, entre la Grèce d'une part, et l'Angleterre, la France et la Russie de l'autre, relativement à la réunion des îles Ioniennes au Royaume de Grèce, lequel Traité est composé de dix articles, dont le texte suit aura pleine et légitime vigueur.

La deuxième Assemblée nationale des Héllènes à Athènes, décrète :

La Convention conclue à Londres, $\frac{17}{29}$ mars de l'année courante, entre la Grèce d'une part, et l'Angleterre de l'autre, relativement aux prétentions de sujets anglais et d'autres individus pour des services rendus au Gouvernement de l'État Ionien, pendant le protectorat de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, laquelle Convention est composée de trois articles, dont le texte suit, aura pleine et légitime vigueur

1, Voir *Archives*, 1864, t. III, p. 152.

Proclamation adressée aux Ioniens par M. Zaimis, lieutenant général du Roi de Grèce, à son arrivée à Corfou, mai 1864.

Concitoiens! voilà enfin arrivé le moment précieux où vos frères de la Grèce libre peuvent vous saluer avec ce doux nom, et je me croix heureux de pouvoir vous adresser ce salut comme premier envoyé du Gouvernement hellénique.

La réunion qui, quelques années avant, était regardée comme un rêve est maintenant un fait qui est du domaine de l'histoire. L'admirable patriotisme et l'abnégation du peuple Ionien, la nuit glorieuse du 10 octobre 1863 et le concours des grandes Puissances protectrices ont amené l'accomplissement de ce vœu éternel de notre nation.

En rendant des actions de grâces au Tout-Puissant pour ce succès, employons tous nos efforts pour paraître, par une concorde fraternelle et par notre respect pour l'ordre et les lois, dignes de notre prédestination, inscrite dans le livre de la divine Providence, et pour entrevoir avec confiance le bel avenir de notre chère patrie, sous le sceptre de notre Roi bien-aimé.

Je vous remercie de l'accueil cordial dont vous m'avez honoré, ainsi que nos frères de Zante et de Céphalonie. Je ferai tous mes efforts pour correspondre au mandat du Gouvernement du roi en satisfaisant vos nobles sympathies.

Protocole du 14/26 mai 1864, relatif à la mise à exécution des stipulations contenues dans le Traité du 17/29 mars 1864.

Un Traité ayant été signé le $\frac{17}{29}$ mars 1864 entre LL. MM. la Reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur des Français et l'Empereur de toutes les Russies d'une part; et S. M. le Roi des Hellènes, d'autre part, concernant la réunion des îles Ioniennes au Royaume de Grèce; S. Exc. le lord haut-commissaire de Sa Majesté Britannique ayant reçu des instructions pour la mise à effet des stipulations contenues à l'article 9 du susdit Traité, et M. Thrasybule Zaimis commissaire extraordinaire du Gouvernement de S. M. le roi des Hellènes, ayant été chargé par son Gouvernement de s'entendre avec S. Exc. le lord haut-commissaire sur les mesures à prendre relativement à la manière et à la forme dont ces stipulations seront exécutées, ils ont arrêté ce qui suit :

Art. 1^r. A midi, le 21 mai / 2 juin, les autorités civiles et les forces militaires de Sa Majesté Britannique quitteront les territoires des États-Unis des îles Ioniennes.

Art. 2. Ce départ aura lieu de la manière suivante :

Après que le 21 mai / 2 juin, les troupes de Sa Majesté Britannique auront été embarquées, à l'exception des postes de garde, à onze heures et demie, S. Exc. le lord haut-commissaire recevra au palais de Saint-Michel et de Saint-George le commissaire extraordinaire du Gouvernement de S. M. le Roi des Hellènes, et prendra congé ensuite des personnes qui s'y seront présentées à cette fin.

Le lord haut-commissaire, accompagné de M. Zaïmis, se rendra alors au fossé de la citadelle, où se trouveront, pour recevoir le lord haut-commissaire, une garde d'honneur formée d'une compagnie d'infanterie de S. M. la Reine et une autre garde d'honneur composée d'une compagnie d'infanterie de Sa Majesté Hellénique. S. Exc. le lord haut-commissaire prendra congé du commissaire extraordinaire, et se mettra en bateau pour se rendre à bord du navire de Sa Majesté Britannique *le Marlborough*, portant le pavillon du vice-amiral Smart, commandant en chef les forces navales de Sa Majesté dans la Méditerranée; les saluts militaires d'usage seront rendus par les forces de terre et de mer de Sa Majesté Britannique. Après l'embarquement du lord haut-commissaire, les postes de garde des troupes de Sa Majesté Britannique dans les forteresses seront relevés par des postes de garde des troupes de Sa Majesté Hellénique; le pavillon de Sa Majesté Britannique sur la citadelle, le fort Neuf et Vido, sera baissé et emporté sous une escorte d'honneur.

Des détachements de troupes grecques seront débarqués en même temps que le poste d'honneur et se rendront à la citadelle, au fort Neuf et à Vido, de manière à y arriver au moment même du départ des postes anglais.

Lorsqu'on aura baissé le pavillon britannique, le pavillon grec sera hissé sur la citadelle. Au même moment, une bannière britannique sera hissée au grand mât du navire de Sa Majesté Britannique *le Marlborough*, et sera saluée de 21 coups de canons de la citadelle par un détachement d'artillerie de Sa Majesté Hellénique, détachement qui aura été débarqué simultanément avec le poste d'honneur. Le drapeau grec sera hissé sur le grand mât du navire de Sa Majesté Britannique *le Marlborough*, et salué par ce vaisseau de 21 coups de canon.

Dans les îles de Céphalonie, de Zante, de Saint-Maure, d'Ithaque, de Cerigo et de Paxos, les autorités civiles et militaires se conformeront au cérémonial précité, en tant que les circonstances locales le permettront. Là où on aura le moyen de le faire, les pavillons anglais et

grec seront salués respectivement au moment où on baissera l'un et arborera l'autre.

Art. 3. Comme il est nécessaire que des listes et des inventaires soient dressés relativement à la remise, de la part de S. Exc. le lord haut-commissaire au commissaire extraordinaire du gouvernement hellénique, des fortifications, des archives et autres objets dont il est fait mention plus bas dans le présent protocole, ils ont respectivement nommé à cette fin M. Pierre Braila, commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George, et M. George Zinopoulos, directeur du cabinet du commissaire extraordinaire, pour délivrer et recevoir les archives du très-illustre Sénat, y compris les originaux de la Constitution ionienne et les archives de l'Assemblée législative;

M. Barr, chevalier de l'ordre de Saint-Michel et Saint-George, secrétaire assistant de S. Exc. le lord haut-commissaire, et M. Jean Peroglous, secrétaire de 1^{re} classe du ministère grec des affaires étrangères, pour donner et recevoir l'inventaire du mobilier du palais de Saint-Michel et Saint-George;

M. Rodostamos, aide de camp de S. A. le président du Sénat, M. André Psyllas, attaché au ministre grec des affaires étrangères, pour donner et recevoir les inventaires du palais de Son Altesse, et l'assistant du commissariat général, M. de Fonblanque, et le major Meason, préposé aux casernes, et MM. Michel Georjantas, commissaire général, et Nicolas Manos, officier d'état-major, pour dresser des inventaires et des procès-verbaux sur la remise des forteresses et des casernes de Corfou.

Et comme il faut que de semblables mesures soient adoptées pour les autres îles, les résidents locaux des îles respectives, de la part de S. Exc. le lord haut-commissaire et les régents, de la part du commissaire extraordinaire du gouvernement hellénique, ont été désignés pour dresser et signer les actes nécessaires.

Les inventaires seront faits en double et délivrés dans le terme de deux jours après le départ des autorités civiles et des forces militaires de Sa Majesté Britannique.

Art. 4. L'accomplissement des formalités et du cérémonial qui sont consignés à l'art. 2 sera considéré comme l'exécution finale des stipulations contenues à l'art. 1^{er} du traité susmentionné, de la part de S. M. la reine du royaume de la Grande-Bretagne et d'Irlande, sans nécessiter aucun autre protocole, arrangement ou instructions quelconques. S. Exc. le lord haut-commissaire et le commissaire extraordinaire feront néanmoins à leurs gouvernements respectifs un rapport sur l'accomplissement des dispositions consignées dans le présent protocole.

S. Exc. le lord haut-commissaire et le commissaire extraordinaire

ont signé cet arrangement en double, en langues anglaise et grecque, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait au palais de Saint-Michel et Saint-George, Corfou, le 16/28 mai de l'ère de Notre-Seigneur 1864.

(L. S.) *Signé* : H. K. STORKS;

(L. S.) *Signé* : T. ZAIMIS.

Après que ce protocole eut été lu à haute voix, successivement en anglais et en grec, par des secrétaires, et signé par les deux plénipotentiaires, on fit lecture de la proclamation suivante :

Henri Knight Storks,

De la part de S. Exc. M. Henri Knight Storks, chevalier grand'croix de l'ordre très-éminent de Saint-Michel et Saint-George, commandeur du très-honorables ordre du Bain, général-major de l'armée de Sa Majesté, et lord haut-commissaire de la Reine dans et pour les États-Unis des îles Ioniennes, etc., etc.

Comme par un traité signé à Londres le 29 mars 1864 entre S. M. la Reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. l'Empereur des Français, S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le roi des Hellènes, il a été déclaré que S. M. Britannique avait consenti aux conditions mentionnées alors, de résigner le protectorat des États-Unis des îles Ioniennes, et que la Grèce, dans les conditions énoncées alors, formerait, en y comprenant les îles Ioniennes, un État monarchique indépendant et constitutionnel ;

Et qu'il a été déclaré aussi que les autorités civiles et les forces militaires de S. M. Britannique seraient retirées du territoire desdits États-Unis dans le terme de trois mois, ou plus tôt si c'était possible, après la ratification du traité susmentionné ;

Et comme les autorités et les forces militaires de Sa Majesté se trouvant aujourd'hui sur ledit territoire en seront retirées le second jour du mois de juin prochain ;

En conséquence de ce qui précède, le lord haut-commissaire, au nom et d'ordre de S. M. la Reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande,

Proclame et déclare que le 2 juin de l'ère chrétienne de 1864, le protectorat de S. M. Britannique sur ces îles sera définitivement abandonné, cessant d'exister, et que les susdites îles deviennent et feront absolument partie de la monarchie indépendante et constitutionnelle de Grèce, sous la souveraineté de S. M. le roi George I^r.

Donné au palais de Saint-Michel et Saint-George.

Par ordre de Son Excellence : H. DRUMMOND WOLF,

Secrétaire du lord Haut-Commissaire.

Corfou, le 28 mai de l'ère de Notre-Seigneur 1864.

La lecture de cette proclamation a été suivie d'une allocution de sir Henry Storks, dont voici la teneur :

« Messieurs,

« Je viens d'accomplir presque mon dernier acte comme lord haut-commissaire de Sa Majesté. Ce n'est pas sans un sincère regret que je prends congé d'une population, avec laquelle j'ai été plus de cinq ans en rapport direct et au bien-être de laquelle j'ai toujours pris la part la plus vive.

« Je dois remercier cordialement les Sénats des onze, douze et treize Parlements de l'assistance qu'ils m'ont prêtée dans l'exercice de mes devoirs publics, remerciements que j'exprime aussi à toutes les autres personnes remplissant des emplois et des fonctions publiques dans ces États.

« Nonobstant les difficultés qui se sont présentées momentanément, je puis témoigner des bonnes dispositions du peuple ionien, de son amour de l'ordre et de beaucoup de qualités qui le rendent cher à ceux qui sont mis en contact avec lui.

« S. M. la Reine, mon auguste Souveraine, en renonçant de sa propre et libre volonté à une charge ardue et engageant sa responsabilité, à une charge qui a été confiée à Sa Majesté par les grandes Puissances de l'Europe, la Reine, en aidant à la réunion de ces îles à la Grèce, n'a été mue, sous ce rapport, que par le seul désir d'effectuer un vœu qui a été exprimé si souvent par l'Assemblée législative des Sept-Îles, vœu dont la réalisation est considérée, l'int par ce peuple que par la Grèce continentale, comme devant amener le bien-être de la nation.

« Il est sans nécessité de revenir sur les circonstances qui ont établi les relations particulières ayant existé, près d'un demi-siècle, entre le Gouvernement britannique et les États ioniens. Je puis dire en conscience que, durant toute cette époque, le désir du Gouvernement britannique, de mes prédécesseurs, et mon propre désir, a été de seconder par tous les moyens possibles les intérêts du peuple ionien.

« Je puis jeter avec satisfaction un regard rétrospectif sur les efforts répétés du Gouvernement britannique pour étendre aux États ioniens les institutions libérales qui ont créé la prospérité de l'Angleterre ; je vois avec plaisir la prospérité matérielle de ces îles, qui est bien supérieure à celle de tous les pays voisins, et les établissements qui y ont été fondés, les routes, les ponts, les ports, les phares et autres travaux publics qui ont été établis et maintenus, de même que l'ordre public qui a été conservé, presque sans exception, à des époques de grande agitation, de plus un commerce florissant, protégé efficacement à l'intérieur comme à l'extérieur, une dette publique d'un montant comparativement peu considérable et des impôts peu élevés.

« Des fautes peuvent avoir été commises ; mais des erreurs sont inséparables des institutions humaines et spécialement dans des conditions politiques aussi anormales que celles qui ont existé dans ce pays.

« Le fervent désir de la Reine est que l'avenir de la Grèce soit prospère ; et, pour arriver à cette fin, le Gouvernement de Sa Majesté ne manquera pas de faire tout ce qui sera en son pouvoir. Je n'ai pas besoin de dire que la grandeur d'une nation dépend de l'abnégation et de la loyauté de son peuple tout autant que de la manière dont elle est gouvernée. Il appartiendra à votre Roi et à ses conseillers d'inaugurer un nouvel état de choses, sur la base d'une stricte économie et de la liberté constitutionnelle, par l'émission de lois sages et le développement des ressources nationales. Ce sera à vous de vous montrer dignes d'une mission, dans laquelle le plus petit même a à supporter sa part, en mettant de côté, dans l'intérêt public, toutes querelles personnelles et le souvenir d'anciennes dissensions, en s'habituant à une rigoureuse obéissance aux lois, en se soumettant à tout sacrifice nécessaire, en pratiquant toutes les vertus religieuses et morales, en faisant preuve de fidélité à votre Souverain et de confiance en son jugement.

« Je vous réitère mes adieux. »

M. le vice-président du Sénat ionien a répondu à l'adresse de S. Exc. le lord haut-commissaire dans les termes qui suivent :

« Excellence,

« J'exprime certainement le sentiment de tous, en vous remerciant vivement des expressions de courtoisie et de bonté dont vous vous êtes plu à nous servir, en prenant congé de nous.

« Je suis convaincu que, dans peu de temps, il n'y aura qu'une voix pour attester la justice, la fermeté et l'esprit vraiment libéral qui ont si éminemment distingué l'administration de Votre Excellence.

« Par une magnanimité déterminée de S. M. la très-gracieuse Souveraine protectrice pour laquelle les Ioniens doivent avoir une éternelle gratitude, ces îles, après de longues années, recouvrent leur indépendance nationale, et le cœur de tout Grec se réjouira vis-à-vis de l'assurance que le Gouvernement de la Reine ne manquera pas de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour concourir à la prospérité de la nation grecque.

« Nous prions Votre Excellence de vouloir bien déposer aux pieds du glorieux trône de Sa Majesté l'expression de ces sentiments et de recevoir avec nos sincères remerciements l'hommage de nos vœux ardents pour votre plus grand bonheur. »

TROISIÈME PARTIE.

DOCUMENTS

RELATIFS A LA QUESTION DANO-ALLEMANDE.

(Suite¹)

Communication du nouveau Cabinet Danois² aux deux Chambres du Rigsraad.

Copenhague le 11 juillet 1864.

Sa Majesté le Roi a accepté la démission de nos prédécesseurs et a daigné nous confier la direction des affaires, parce que Sa Majesté — nous sommes autorisés à le déclarer au Rigsraad — a la conviction que des hommes qui sont restés étrangers au gouvernement et à la marche des événements, seront mieux à même que ceux dont elle a suivi jusqu'ici les conseils, de mettre fin aux complications qui ont amené la situation critique où se trouve aujourd'hui le Danemark, et d'obtenir des conditions de paix acceptables pour le pays.

Nous ne nous dissimulons pas la grandeur de la tâche qui nous a été imposée, ni les difficultés et les obstacles qui pourront en entraîner l'exécution, et nous avons la pleine conscience de la lourde res-

1. Voir *Archives* 1864, t. I, p. 95.

2. M. Bluhme, Président du Conseil, ministre des affaires étrangères,

M. Tillisch, Ministre de l'Intérieur,

G^r Hansen, — Guerre,

M. Lütken, — Marine,

M. Hetsch, — Justice et Cultes,

M. David, — Finances,

Johansen, Ministre du Slesvig,

MM. Moltke-Muchlau et Quaade, ministres sans portefeuille.

ponsabilité que nous venons d'assumer. Mais nous avons pensé que, dans les circonstances actuelles, notre dévouement au Roi et notre patriotisme nous ordonnaient impérieusement de ne pas trahir la confiance que nous a témoignée Sa Majesté, et nous avons été soutenus par l'espoir d'obtenir aussi celle du Rigsraad et de la nation, car, si elle nous fait défaut, si le peuple et ses représentants ne s'unissent pas fermement au Roi et à ses conseillers, nos intentions les plus loyales et nos efforts les plus ardents seront impuissants à sauvegarder l'indépendance du Danemark et à le faire sortir avec son honneur sauf de la position critique où l'a jeté la marche des événements, et que n'ont pu conjurer ni le courage et la bravoure de l'armée et de la flotte, ni la persévérance de la nation à supporter les plus lourds sacrifices.

Que dans les circonstances où se trouve le pays, nous ne puissions présenter aucun programme, ni indiquer les voies et moyens par lesquels nous nous efforcerons de parer à la nécessité la plus urgente, c'est-à-dire d'empêcher notre patrie de succomber dans la lutte qu'elle soutient contre un ennemi supérieur, sans espoir qu'aucune autre puissance lui prête en temps utile un secours efficace, que nous ne puissions, disons-nous, entrer dans des explications à cet égard, c'est ce que comprendront facilement tous ceux qui jugent la situation avec calme et sang-froid. Nous devons donc, pour le moment, nous borner à déclarer que nous nous maintiendrons d'une manière inébranlable sur le terrain de la légalité, et que nous ne nous permettrons jamais de donner à Sa Majesté un conseil qui ne soit en parfaite harmonie avec ce principe, conseil que le Roi — et c'est ce dont toute la nation doit être bien persuadée — serait le premier à repousser. Nous pouvons enfin donner au Rigsraad et au pays la ferme assurance que le salut, l'honneur et l'indépendance du Danemark seront le guide de tous nos actes, et le but constant vers lequel tendront tous nos efforts.

Proclamation du Ministre de la Guerre à l'armée.

11 juillet 1864.

S. M. le Roi a daigné m'appeler aujourd'hui au ministère de guerre.

C'est à l'heure du danger et après que nous avons subi de grandes pertes, que je me charge de ce poste difficile, mais je sais que le courage de l'armée n'est pas encore ébranlé, et je compte fermement sur son dévouement au Roi et à la patrie.

Nous avons à combattre un ennemi audacieux et puissant; il est

donc doublement nécessaire que l'armée supplée à ce qui lui manque du côté du nombre par la vigilance et par la solidité que la discipline seule peut créer. Les officiers doivent donner l'exemple, et les soldats seconder de tout leur pouvoir et avec une entière confiance, les efforts de leurs chefs.

J'entends que dans l'armée tous sans exception accomplissent sévèrement et consciencieusement les devoirs du soldat ; ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons espérer de maintenir l'honneur et le bon droit du Danemark. Tout mérite sera récompensé. Augmenter les moyens d'action de l'armée, et la rendre aussi apte que possible au combat, tel sera le but de mes efforts, et je compte pour m'y aider sur le concours de chaque soldat danois.

Signé : C. F. HANSEN.

Note identique de M. Bluhme, ministre des Affaires étrangères de Danemark à M. de Bismarck et au comte de Rechberg.

Le soussigné, Président du conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, a l'honneur, d'après l'ordre du Roi son maître, d'adresser à S. Exc. M. de Bismarck (le comte de Rechberg) la communication suivante :

S. M. le Roi, ayant résolu de chercher les voies et moyens propres à aplanir les différends actuels, et s'étant en même temps entouré des nouveaux conseillers, charge le soussigné de faire sans délai, auprès des Gouvernements de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. l'Empereur d'Autriche, les démarches nécessaires pour arriver à ce but.

En remplissant ce devoir, le soussigné a la conviction que le Roi son maître n'aura pas mis en vain toute sa confiance dans les sentiments élevés et dans la justice de S. M. le Roi de Prusse (S. M. l'Empereur d'Autriche), et, en conséquence, il croit pouvoir se borner à demander la bienveillante intervention de M. de Bismarck-Schönhausen (le comte de Rechberg), pour qu'on prépare les voies à la conclusion d'un armistice et aux préliminaires des négociations de paix, en faisant des deux côtés cesser immédiatement les hostilités sur terre et sur mer.

En ajoutant qu'il a adressé une note identique au cabinet autrichien (cabinet prussien), et qu'il espère que l'acceptation de sa proposition ne rencontrera pas de difficultés, le soussigné se flatte de recevoir une prompte réponse et profite de cette occasion pour donner à S. Exc. M. de Bismarck-Schönhausen (le comte de Rechberg) l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : BLUHME.

Copenhague, le 12 juillet 1864.

**Réponse de M. de Bismarck à la note de M. Bluhme, en date
du 12 juillet.**

Le soussigné, Président du conseil et Ministre des affaires étrangères de Prusse, a eu l'honneur de recevoir la note en date du 12 courant, par laquelle S. Exc. le Président du conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, M. Bluhme, le prévient de la résolution prise par S. M. le Roi de Danemark de chercher les voies et moyens propres à aplanir les différends actuels.

Le soussigné n'a pas manqué de porter sans délai cette communication à la connaissance de S. M. le Roi, son auguste Souverain, et Sa Majesté, dans son désir sincère de voir la paix se rétablir et d'accord avec son haut allié l'Empereur d'Autriche, a daigné l'autoriser à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté recevra avec empressement les communications que le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark a l'intention de lui faire à ce sujet.

Pour faciliter l'ouverture de ces négociations et répondre au vœu exprimé dans la note en question, S. M. le Roi a en même temps ordonné la suspension des hostilités sur terre et sur mer jusqu'au 31 courant, et prescrit au commandant des armées alliées de se mettre en rapport avec le général en chef de l'armée danoise et de s'entendre avec lui à ce sujet. On doit supposer qu'un ordre semblable a été donné à ce dernier.

Le soussigné profite de cette occasion pour exprimer à S. Exc. M. Bluhme l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : DE BISMARCK.

Berlin, le 15 juillet 1864.

**Réponse du comte de Rechberg à la note de M. Bluhme, en date
du 12 juillet.**

Le soussigné, Ministre de la maison Impériale et des affaires étrangères, a l'honneur d'accuser réception à S. Exc. le Président du conseil et Ministre des affaires étrangères de Danemark, M. Bluhme, de sa note du 12 courant, et s'empresse, d'accord avec Sa Majesté l'Empereur, son auguste maître, d'y faire la réponse suivante :

Le Cabinet impérial est animé d'un devoir non moins sincère que le Cabinet danois de terminer les tristes démêlés qui divisent les deux nations, et pour répondre au vœu émis à ce sujet par Son Excellence, il a immédiatement donné l'ordre, après s'être entendu avec son allié

le Gouvernement prussien, que les hostilités fussent suspendues sur terre et sur mer jusqu'au 31 de ce mois, dans la supposition que le blocus sera levé en même temps.

Le Gouvernement impérial se prêtera volontiers à la conclusion d'un armistice et à l'ouverture de négociations directes pour le rétablissement de la paix ; mais il ne le fera qu'à la condition expresse que le Roi Chrétien IX renoncera en faveur des Puissances alliées à tous les droits que Sa Majesté a possédés ou fait valoir sur les pays situés au sud de Konge-Aa, et que le Danemark reconnaîtra les dispositions définitives que les deux Puissances alliées prendront relativement aux trois duchés de Slesvig, de Holstein et de Lauenbourg, ainsi qu'aux enclaves du Jutland dans le Slesvig.

Si le Gouvernement danois est disposé à ouvrir des négociations pour la paix sur la base qui précède, le soussigné invite S. Exc. le Président du conseil à envoyer, sans délai, dans ce but un Plénipotentiaire à Vienne.

Le soussigné saisit avec plaisir cette occasion pour exprimer à S. Exc. le Président du conseil, M. Bluhme, l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : RECHBERG.

Vienne le 16 juillet 1864.

**Suspension d'armes entre le Danemark, l'Autriche et la Prusse,
signée à Christiansfeld le 18 juillet 1864.**

§ 1. Toutes hostilités entre l'armée et la flotte du Roi de Danemark d'un côté, et les armées et les flottes alliées du Roi de Prusse et de l'Empereur d'Autriche de l'autre, y compris les blocus établis, cesseront par mer et par terre, à partir du 20 de ce mois à midi. Dans le cas où l'ordre nécessaire à cet effet ne parviendrait pas avant ce terme à des détachements éloignés des armées ou des flottes, ou à des navires isolés, les deux parties s'engagent à restituer tous les territoires occupés et tous les navires saisis après le 20 de ce mois à midi.

§ 2. La suspension d'armes cessera, sans dénonciation préalable, le 31 de ce mois, à minuit.

§ 3. Les deux armées et les deux flottes resteront en possession des positions militaires qu'elles occuperont le 20 de ce mois à midi. La ligne de démarcation établie pendant la suspension d'armes court à portée de canon des îles occupées; là où des bras de mer d'une largeur moindre séparent les deux armées, ces eaux restent fermées

aux bâtiments de guerre, aux navires destinés à un usage militaire, et aux navires chargés de troupes. Toute communication reste interrompue entre les territoires occupés de part et d'autre.

**Préliminaires de paix conclus à Vienne, le 1^{er} août 1864, entre
le Danemark d'une part et l'Autriche et la Prusse d'autre
part.**

Présents :

Pour l'Autriche : M. le Comte de Rechberg, M. le Baron de Brenner.

Pour le Danemark : M. de Quaade, M. le Colonel de Kauffmann.

Pour la Prusse : M. de Bismarck, M. le Baron de Werther.

MM. les Plénipotentiaires de l'Autriche, du Danemark et de la Prusse s'étant réunis aujourd'hui en conférence à l'Hôtel du Ministère des affaires étrangères, après avoir produit leurs pleins pouvoirs respectifs qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des préliminaires de paix suivants :

Art. 1^{er}. Sa Majesté le Roi de Danemark renonce à tous ses droits sur les duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg en faveur de Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, en s'engageant à reconnaître les dispositions que Leurs dites Majestés prendront à l'égard de ces duchés.

Art. 2. La cession du duché de Slesvig comprend toutes les îles appartenant à ce duché aussi bien que le territoire situé sur la terre ferme.

Pour simplifier la délimitation, et pour faire cesser les inconvenients qui résultent de la situation des territoires jutlandais enclavés dans le territoire du Slesvig, Sa Majesté le Roi de Danemark cède à Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse les possessions jutlandaises situées au sud de la ligne frontière méridionale du district de Ribe indiquée sur les cartes géographiques, telles que le territoire jutlandais de Mögeltoudern, l'île d'Amrom, les parties jutlandaises de l'île de Föhr, Silt et Roemoe, etc.

Par contre, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse consentent à ce qu'une portion équivalente du Slesvig, et comprenant, outre l'île d'Arroe, des territoires servant à former la contiguïté du district sus-mentionné de Ribe avec le reste du Jutland, et à corriger la ligne de frontière entre le Jutland et le Slesvig du côté de Kolding, soit détachée du duché de Slesvig et incorporée dans le

royaume de Danemark. L'île d'Arroe n'entrera dans la compensation qu'en raison de son étendue géographique.

Le détail de la délimitation des frontières sera réglé par le traité de paix définitif.

Art. 3. Les dettes contractées pour le compte spécial, soit du royaume de Danemark, soit d'un des duchés de Slesvig, Holstein et Lauenbourg, resteront respectivement à la charge de chacun de ces pays.

Les dettes contractées pour le compte de la Monarchie danoise seront réparties entre le Royaume de Danemark d'une part, et les duchés cédés d'autre part, d'après la proportion respective de la population des deux parties.

De cette répartition seront exceptés :

1^e L'emprunt contracté en Angleterre par le Gouvernement danois au mois de décembre 1863, et qui restera à la charge du royaume de Danemark ;

2^e Les frais de guerre encourus par les Puissances alliées, dont les duchés assumeront le remboursement.

Art. 4. Les hautes Parties contractantes s'engagent à établir un armistice sur la base de l'*uti possidetis* militaire à dater du 2 août, dont les conditions se trouvent spécifiées dans le Protocole ci-annexé.

Art. 5. Aussitôt après la signature de ces préliminaires de paix, les hautes Parties contractantes se réuniront à Vienne pour négocier un traité de paix définitif.

Fait à Vienne, le 1^{er} août 1864.

(L. S.) Signé : QUAADE, KAUFFMANN.

Comte de RECHBERG, BRENNER.

BISMARCK, WERTHER.

Protocole concernant les conditions de l'armistice.

En exécution de l'article 4 des préliminaires de paix signés aujourd'hui entre Sa Majesté le Roi de Danemark d'une part, et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse de l'autre, les soussignés Plénipotentiaires réunis en conférence sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. A dater du 2 août prochain, il y aura une suspension complète d'hostilités par terre et par mer, laquelle durera jusqu'à la conclusion de la paix. Pour le cas où, contre toute attente, la négociation de paix n'aboutirait pas jusqu'au 15 septembre prochain, les hautes Parties contractantes auront à partir de ce terme la faculté de dénoncer l'armistice avec un délai de six semaines.

Art. 2. S. M. le Roi de Danemark s'engage à faire lever définitivement le blocus à dater du 2 août.

Art. 3. Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse, tout en maintenant l'occupation du Jutland dans les conditions actuelles de l'*uti possidetis*, se déclarent prêts à ne conserver dans ce pays que le nombre de troupes que, d'après les considérations purement militaires, Leurs dites Majestés jugeront nécessaire.

Art. 4. La perception des contributions, pour autant qu'elle n'a pas encore été effectuée, est suspendue. Les marchandises ou autres objets qui ont été saisis à titre de ces contributions de guerre, et qui n'auront pas été vendus avant le 3 août, seront relâchés. De nouvelles levées de contributions ne seront pas ordonnées.

Art. 5. L'approvisionnement des troupes alliées aura lieu aux dépens du Jutland, conformément aux règlements d'approvisionnement autrichien et prussien en vigueur pour chacune des deux armées alliées sur pied de guerre. Le logement des troupes et des employés à la suite de l'armée, ainsi que les moyens de transport à l'usage de l'armée, seront également fournis aux dépens du Jutland.

Art. 6. L'excédant des revenus ordinaires du Jutland qui se trouvera dans les caisses publiques de ce pays, après que les différentes fournitures et prestations précitées auront été payées par les mêmes caisses aux communes chargées de donner suite aux réquisitions militaires, et après que les dépenses nécessaires à la marche de l'administration auront été défrayées également par les dites caisses, sera restitué soit en espèces, soit en liquidation, au Gouvernement danois, au moment de l'évacuation du Jutland.

Art. 7. La paye des troupes alliées, la paye extraordinaire de guerre (*Kriegszulage*) y comprise, est exclue des dépenses mises à la charge du Jutland.

Art. 8. Les prisonniers de guerre et politiques seront mis en liberté contre l'assurance que les prisonniers de guerre ne serviront plus dans l'armée danoise avant la conclusion de la paix. La remise en liberté des prisonniers aura lieu le plus tôt possible dans les ports de Svinemünde et de Lübeck.

Art. 9. Les soldats danois, licenciés pour se rendre en Jutland pendant l'armistice, pourront, sans obstacles quelconques, retourner à l'armée danoise pour le cas de la reprise des hostilités, dès qu'ils auront été rappelés sous les drapeaux.

Fait à Vienne, le 1^{er} août 1864.

(L. S.) Signé : QUAADE, KAUFFMANN.

BISMARCK, WERTHER.

RECHBERG, BRENNER.

Rescrit du Prince Frédéric Guillaume de Hesse au sujet de sa renonciation à la couronne de Danemark, adressé à la Diète germanique le 4 août 1864.

Mes droits de succession à la couronne de Danemark et au Duché de Lauenbourg, ainsi qu'à tous les pays et à toutes les possessions dépendant de la Couronne de Danemark et de la maison Royale de cet État, sont d'autant plus notoires pour la haute Assemblée fédérale que, n'ayant jamais reconnu le Traité de Londres, du 8 mai 1852, elle ne saurait plus désormais attacher une importance quelconque à mon acte de renonciation du 18 juillet 1852, les conditions qui en formaient la base n'ayant pas été remplies. La haute Assemblée fédérale trouvera donc parfaitement juste que je déclare ici être l'héritier légitime le plus proche de la Couronne danoise et du Duché de Lauenbourg, ainsi que de tous les autres pays et de toutes les autres possessions, et être fondé à envisager la Couronne Royale et Ducale, ainsi que le droit de souveraineté dans tous lesdits pays, comme me revenant de droit et en ligne directe.

Or, comme le Lauenbourg fait partie des pays relevant de la Couronne danoise, et dont je suis l'héritier incontestable, qu'il se trouve sous l'administration de la Confédération germanique, et qu'enfin diverses prétentions ont été élevées sur ce Duché auprès de la haute Assemblée fédérale, je me vois forcé, non-seulement de protester solennellement contre ces prétentions, mais encore de présenter à la Diète germanique l'humble requête suivante :

« Plaise à la haute Assemblée fédérale :

« De déclarer le plus tôt possible qu'elle reconnaît mes droits notoires et incontestables à la succession dans le Duché de Lauenbourg ; que la Couronne ducale m'est échue en vertu de ces droits, et que je suis le Duc régnant de Lauenbourg ;

« 2^e Qu'en vertu de cette reconnaissance, la haute Assemblée fédérale allemande ordonne aux Commissaires civils qui régissent le Duché de Lauenbourg en son nom, de remettre le gouvernement dudit Duché entre mes mains ;

« 3^e Et que le Duché de Lauenbourg n'étant plus légalement représenté dans la haute Assemblée fédérale allemande, bien qu'il fasse incontestablement partie du territoire fédéral, ladite Assemblée accorde à ce sujet une voix en conseil restreint de même qu'en assemblée plénière, comme il a été fait en l'année 1817, lors de l'admission du landgraviat de Hesse, et qu'en conséquence il me soit permis de désigner un Plénipotentiaire ayant son siège et voix délibérative dans la haute Assemblée fédérale allemande.

« Convaincu d'avance que la haute Assemblée fédérale ne refusera pas de reconnaître la justesse de mes prétentions, fondées sur le droit, je me permets de désigner comme mon Plénipotentiaire à ladite Assemblée, M. le chambellan et conseiller de légation de Hesberg, envoyé de l'Electorat près la Diète fédérale, à laquelle il aura l'honneur de remettre prochainement ses lettres de créance.

« En me réservant formellement de faire des démarches ultérieures quant à la reconnaissance de mes droits sur la Couronne de Danemark et sur les pays et possessions qui en dépendent, j'ai l'honneur, etc., etc.

Signé : FRÉDÉRIC-GUILLAUME DE HESSE. »

Discours du Roi à l'ouverture du Rigsdag, le 6 août 1864.

A notre fidèle Rigsdag danois notre salut.

Que notre fidèle Rigsdag danois reçoive notre salut royal. Quoique la session pour laquelle notre fidèle Rigsdag, convoqué aujourd'hui par nous, conformément à l'article 27 de la Constitution, doive être close immédiatement, à la suite de la situation actuelle, nous nous sommes néanmoins vu forcé d'ouvrir ce Rigsdag en personne et de nous mettre en contact avec vous, les élus de la nation. Malgré la valeur et la persistance avec lesquelles notre brave armée et notre flotte ont combattu pour le droit et l'honneur du Danemark, et nonobstant le dévouement avec lequel la nation entière a fait tous les sacrifices pour le salut de la patrie, la guerre qui nous a été faite par une armée supérieure en force, nous contraindra, ainsi que notre peuple, aux concessions les plus graves et les plus pénibles. Car, comme l'Europe entière nous a laissé sans appui, nous nous sommes vu forcé de céder à des forces supérieures et d'essayer de mettre un terme à la guerre, dont la continuation n'entraînerait, dans les circonstances actuelles, pour notre peuple et notre pays bien-aimé que des pertes et des malheurs plus grands, sans ouvrir la perspective d'une amélioration quelconque de notre position. Mais en mettant une confiance complète dans notre fidèle peuple danois, nous attendons l'avenir avec prudence, dans le ferme espoir que des jours plus heureux ne se feront pas attendre lorsque le Roi et le peuple s'unissent, animés des mêmes sentiments, afin de guérir les blessures profondes qui ont été portées à notre chère patrie. Nous attendons particulièrement de vous, les élus de la nation, que vous travaillerez fidèlement avec nous pour le bien-être de la patrie et nous vous souhaitons la bénédiction du ciel pour vos œuvres, lorsque vous vous réunirez de nouveau.

Proclamation du Roi à l'armée.

Soldats! la lutte est terminée! Des actions sanglantes de la guerre, vous retournez à vos occupations domestiques. La guerre a coûté de lourds sacrifices, mais la paix a dû être achetée par des sacrifices plus graves encore. Néanmoins, le bien de la patrie exige que nous préférions la paix à la continuation du combat. Je sais que votre courage n'est pas brisé; je sais que l'armée est toujours prête à continuer la lutte contre l'ennemi; mais l'issue n'est pas en notre puissance, et, pendant le combat, la plus grande partie du pays s'est trouvée aux mains de l'ennemi et a souffert d'une oppression qui devait promptement conduire à son anéantissement. Voilà pourquoi il fallait chercher à mettre fin à la lutte même, au prix de la cession des pays qui appartenaient au Danemark depuis les temps les plus antiques et auxquels tout cœur danois était attaché.

Pour vous, soldats, cette issue est doublement douloureuse! Vous avez combattu et votre sang a coulé pour la cause que nous avons dû abandonner maintenant. Mais vous sortez du combat avec honneur! Il doit être reconnu que la mission dont vous étiez chargés était dès l'origine plus que difficile. Vis-à-vis des armées de deux grandes puissances, vous n'étiez qu'une petite troupe. Tout espoir d'un secours fut déçu, la supériorité de l'ennemi vous força de vous retirer; mais ni cette supériorité ni la rigueur de l'hiver ne brisèrent votre courage. Recevez donc, avant de vous séparer, les remerciements de votre roi. J'ai suivi avec une profonde affliction vos laborieux efforts, j'ai vu vos actions avec une fierté douloureuse. Conservez pendant vos occupations pacifiques le calme et l'abnégation que vous avez montrés dans le combat. Conservez surtout l'amour du roi et de la patrie qui vous a guidés jusqu'ici. Avec l'aide de la Providence, le Danemark pourra espérer encore un heureux avenir, quoique le temps prochain paraisse obscur et menaçant. Soyez dans la paix ce que vous avez été dans la guerre, et vous contribuerez à la prospérité de la patrie, comme vous avez maintenu jusqu'ici son honneur.

Copenhague, 8 août 1864.

Signé : CHRISTIAN, Roi.

Déclaration des Plénipotentiaires Danois remise à l'Ambassadeur de Prusse à Vienne, Baron de Werther, le 8 août 1864.

Le protocole signé le 1^{er} du mois courant, en exécution de l'article 4 des préliminaires de paix conclus le même jour entre le Danemark

d'une part, et la Prusse et l'Autriche de l'autre, contient dans son 8^e paragraphe la disposition suivante :

« Les prisonniers de guerre et politiques sont mis en liberté contre l'assurance que les prisonniers de guerre ne serviront plus dans l'armée danoise avant la conclusion de la paix. »

En se référant à cette disposition, les soussignés plénipotentiaires de S. M. le roi de Danemark, d'ordre de leur gouvernement, ont l'honneur de donner par la présente à S. Exc. M. le baron de Werther, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, l'assurance formelle que les prisonniers de guerre danois, qui se trouvent pour le moment détenus dans les États de S. M. le roi de Prusse, ne serviront plus dans l'armée danoise avant la conclusion de la paix.

Les soussignés profitent de l'occasion pour avoir l'honneur d'offrir à S. Exc. M. le baron de Werther, l'assurance de leur haute considération.

Vienne, le 8 août 1864.

Signé : QUAADE, KAUFFMANN.

**Discours de M. Bluhme prononcé dans la séance du Folkething
du 10 août.**

Relativement à la première question qui m'a été posée par l'honorable membre¹, savoir si le ministère négocie la paix sur la base de la cession de tout le Slesvig, la réponse que je pourrais y faire se trouve contenue dans les communications qui ont été faites au Rigsraad. Qu'on essaiera, pendant le cours des négociations, d'obtenir de meilleures conditions que celles qui résultent de la base qu'on a tout d'abord été forcé d'accepter pour mettre un terme à la guerre, c'est ce que chacun peut comprendre; tel est aussi l'espoir et le désir du ministère. Quant à ce que nous pourrons réellement retirer de ces négociations, je ne suis pas, pour le moment, en état de l'indiquer.

La seconde question est celle-ci : si la base de la paix sera soumise à la sanction du Rigsraad avant l'échange des ratifications. La réponse à cette question est renfermée dans le § 15 de la Constitution. Quant à l'observation qu'on a faite qu'il aurait été plus correct de soumettre au Rigsraad une base éventuelle pour la paix avant l'ouverture des négociations, je ferai remarquer qu'il n'est d'usage dans aucun pays qu'une chambre législative soit appelée à poser les bases d'une négo-

1. M. Birkedal.

ciation et à la conduire. Je me permets de croire qu'avec un pareil système, on en verrait à peine aboutir une seule.

Lorsqu'on demande enfin au ministère s'il a distribué des congés aux soldats, et surtout s'il a pris des dispositions militaires qui font supposer une paix définitive, je prendrai la liberté de répondre que nous avons devant nous un armistice d'au moins trois mois, et que le Gouvernement serait impardonnable, si, dans les circonstances actuelles, il ne profitait pas de cette occasion pour alléger autant que possible les charges financières qui pèsent sur le pays. Nos ennemis donnent des congés et diminuent leurs forces ; il serait donc presque insensé de la part du Gouvernement du Roi de ne pas économiser ce qui peut être économisé. En présence d'un armistice dont la durée minimum est de trois mois, il me semble évident qu'on agit sagement lorsque, dans un moment où la moisson réclame un grand nombre de bras, on permet au soldat de retourner chez lui, et que, par la même occasion, on réalise des économies considérables, de manière à créer pour l'avenir de précieuses ressources, et je crois que, pour avoir pris de telles dispositions, on ne mérite pas l'insinuation que l'honorable membre n'a pas craint de lancer contre le Gouvernement du Roi, savoir qu'il est si satisfait de la paix qui est en train de se négocier, qu'il veut rendre impossible à tout gouvernement ultérieur de recommencer la guerre, au cas que ce dernier jugeât convenable et opportun de le faire. Lorsque l'honorable membre a profondément déploré les circonstances où nous sommes placés, ainsi que les événements qui ont eu lieu et les conséquences de ces événements, et lorsque l'honorable membre, à propos de la présente paix, s'est écrié avec force : « Plût à Dieu que je ne susse pas écrire ! » oui, tout Danois s'associera certainement à cette pensée, et partagera cette douleur, ces regrets ; mais lorsque l'honorable membre ne veut pas ouvrir les yeux devant la nécessité, je ne puis que regretter qu'il s'aveugle lui-même, et cherche à aveugler les autres. Si l'honorable membre a une si grande confiance dans les forces dont nous pouvons encore disposer, dans l'armée, qu'il évalue à 40 000 hommes, dans la flotte, qui certainement n'a encore subi aucune défaite, et enfin dans l'état de nos ressources financières, pourquoi ne prend-il point lui-même l'initiative, et ne va-t-il point offrir au Roi ses conseils et ses services pour continuer et conduire la guerre ? et pourquoi blâme-t-il ceux qui n'ont ni commencé ni conduit la guerre, et qui ont été appelés par le Roi, lorsque Sa Majesté et un grand nombre d'hommes dans le pays ont pensé qu'il fallait mettre un terme à la guerre, pourquoi, dis-je, les blâme-t-il d'envisager les événements et la situation comme ils doivent être envisagés par un œil calme ? Avec un armistice d'au moins douze semaines, qui dure d'abord six semaines, et ne peut être dénoncé qu'après l'expiration de ce terme avec un nouveau délai

de six semaines, il y a tout le temps pour ceux qui croient que la guerre doit être continuée, d'offrir au Roi leurs services et leur concours, et de mettre toutes nos forces en mouvement; ils ont tout le temps, dis-je, de rappeler les troupes qui ont été dispersées dans le pays surtout pour travailler à la moisson, mais aussi pour prendre un repos qui leur est bien nécessaire après tant de fatigues, et pour permettre au Gouvernement de faire quelques économies. L'honorable membre croit-il sérieusement que le Ministère tienne tellement à conserver la triste et pénible mission dont il s'est chargé! L'honorable membre ne pense-t-il pas que nous la céderions volontiers et avec joie à quiconque voudrait nous délivrer de ce fardeau. L'honorable membre s'imagine-t-il que nous autres, hommes avancés en âge, qui avions cru pouvoir passer loin du souci des affaires, comme je l'ai fait pendant dix ans, le peu de jours qui nous restent à vivre, s'imagine-t-il, dis-je, que nous souhaitions de rester à ce poste? Non, nous ne le désirons pas! Plût à Dieu, dirai-je aussi, que je ne susse pas écrire! Mais il faut qu'il y ait quelqu'un pour accomplir cette tâche, si elle est nécessaire, et, toute triste qu'elle est, le Gouvernement du Roi la regarde comme nécessaire. Délivrez-nous de cette nécessité, saisissez le gouvernail et recommencez la guerre! Y a-t-il quelqu'un qui croie, qui dise qu'il vaut mieux laisser le pays entier marcher à sa ruine que d'en céder une partie à un ennemi dont les forces sont si supérieures aux nôtres. C'est bien! pour moi, je ne puis le faire. Je me regarderais comme un traître à ma patrie si, pouvant sauver le royaume proprement dit, je m'exposais à le perdre comme nous avons perdu le Slesvig. Qu'un autre s'en charge, s'il veut! Quant à moi, je ne le puis!

QUATRIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES,
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

AUTRICHE.

**Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session du Reichsrath,
le 14 novembre 1864.**

Membres très-honorés de mon Reichsrath!

Après l'accomplissement, dans le courant de la dernière session, des conditions sous lesquelles le Reichsrath, en vertu de ses droits constitutionnels, peut traiter toutes les affaires de législation communes à tous les pays de la monarchie, je l'ai convoqué comme représentation universelle de mon empire, pour exercer ses droits.

En ouvrant cette session, je vous salue, messieurs les Archiducs et Princes de ma maison, et vous, vénérables, illustres et honorés seigneurs et messieurs des deux Chambres du Reichsrath. Il est dans mes intentions, aussitôt que l'achèvement de vos travaux aura amené la clôture de cette session, de convoquer le Reichsrath restreint.

L'intérêt des divers pays qui composent la monarchie tout entière, forme le but des efforts constants de mon Gouvernement, et j'espère que ces efforts auront une heureuse issue.

Toute une série d'événements importants a eu lieu entre la clôture de la dernière session et la journée d'aujourd'hui. L'acceptation, faite avec mon consentement, de la couronne impériale du Mexique par mon frère l'Archiduc Maximilien, actuellement l'Empereur Maximilien I^e, a rendu nécessaire un règlement des droits des agnats qui, dans cette occasion, ont dû être pris en considération. A cette fin, j'ai

fait dresser, le 9 avril de cette année, à Miramar, un pacte de famille que mon gouvernement est chargé de vous communiquer.

Animé du désir sincère de contribuer au maintien et à la consolidation de la paix générale, je me félicite de la bonne entente et des relations amicales qui existent entre mon Gouvernement et les autres grandes Puissances de l'Europe. Je ne cesserai de cultiver avec soin ces relations et de faire tout pour tenir toute complication extérieure loin de mon empire, occupé actuellement de tâches si importantes à l'intérieur.

Une cause des luttes qui ont duré de longues années au nord de l'Allemagne vient d'être vidée de la manière la plus honorable. La représentation de mon empire, dans son patriotisme éprouvé, se réjouira comme moi que le Traité de paix signé le 30 octobre, et qui sera ratifié dans quelques jours, ait donné à la guerre des Puissances allemandes avec le Danemark une issue qui répond aux plus vifs désirs du pays. La bravoure des troupes alliées et de la marine austro-prussienne a obtenu les plus brillants succès et la réserve sage et équitable des Puissances neutres a facilité l'entente finale.

Les mémorables succès obtenus ont mis au jour l'importance de l'accord établi entre moi et mon auguste allié le Roi de Prusse.

Toute l'Allemagne, je n'en doute pas, retrouvera, devant la solution glorieuse et favorable d'une question qui l'a si profondément agitée, cette concorde qui est une si puissante garantie non-seulement de sa propre sécurité et de sa prospérité, mais aussi du repos et de l'équilibre de l'Europe.

La funeste influence que les événements en Pologne ont exercée dans ces derniers temps sur les pays voisins a obligé, quoiqu'à regret, mon gouvernement, en vue du maintien de la tranquillité intérieure, de la protection des personnes et des propriétés de populations paisibles, de soumettre ces pays à des mesures exceptionnelles. Ces mesures ont eu un bon résultat pour ces intérêts mis en danger; je me suis aperçu avec bonheur qu'une partie en était dès à présent superflue, et j'aime à espérer qu'elles pourront être entièrement abandonnées dans peu de temps.

Les affaires financières de mon Empire devront occuper spécialement votre attention. Les circonstances défavorables qui dominent partout le marché financier de l'Europe devaient naturellement entraver les progrès du développement économique et financier de l'Autriche.

Dans cette situation, dont on ne saurait méconnaître les difficultés, les besoins toujours croissants de l'État ont été toujours exactement couverts. Les efforts sérieux faits pour réaliser des économies donnent l'espérance fondée, après les payements extraordinaires qui restent

encore à faire, de pouvoir faire définitivement disparaître les perturbations sur le marché monétaire et dans l'équilibre du budget.

On vous soumettra exceptionnellement dans la session présente deux projets de budget pour l'année 1865, et immédiatement après celui de l'année 1865-66. Par cette mesure transitoire, un ordre successif doit être préparé dans la session du Reichsrath et des Diètes. Cette mesure permettra aussi de terminer les travaux du budget avant le commencement de l'année financière.

La première loi de finances, élaborée en voie constitutionnelle, a trouvé sa conclusion dans le budget de 1862. La dernière vous sera présentée encore pendant cette session.

Je recommande à votre appréciation sérieuse les projets de loi concernant la régularisation des impôts directs, dont la prochaine mise en pratique est autant dans l'intérêt d'une répartition égale et juste qu'elle est désirable pour faire face convenablement aux besoins de l'État.

Vous aurez aussi à vous occuper d'autres projets de finances ayant pour but l'amélioration de quelques lois existantes et des allégements considérables pour les contribuables. Je vous signale, entre autres, le projet pour la diminution de l'impôt personnel dans mon grand-duché de Transylvanie.

L'unification économique de l'Allemagne, que l'article 19 de l'acte fédéral indique comme un but des efforts de la Confédération et qui a pris une forme plus déterminée et plus en rapport avec les besoins du temps dans des conventions ultérieures, a attiré depuis quelques années l'attention particulière de mon Gouvernement. Des négociations que mon Gouvernement poursuit avec tout le zèle qu'elles exigent, ont été entreprises pour la solution de ce problème, d'une haute importance pour nos relations avec la Confédération et pour les intérêts de l'Autriche. Des négociations se poursuivent encore actuellement.

Leur résultat vous sera présenté par mon Gouvernement, et j'espère qu'il ne sera pas sans avoir une influence favorable pour la fixation des tarifs douaniers qui doivent être établis dans le courant de cette session.

Reconnaissant les avantages que l'augmentation des moyens de communication doit offrir sous tous les rapports à mon Empire, j'ai chargé mon Gouvernement de s'occuper activement et sans relâche de l'exécution, suivant un plan régulier, d'un réseau de chemins de fer pouvant suffire aux besoins des royaumes et des autres pays composant la monarchie.

Conformément à mes intentions, mon Gouvernement vous présentera, très-prochainement, une série de projets de lois sur la garantie de l'État, sollicitée par plusieurs des nouvelles entreprises de chemins

de fer. Ces projets seront encore, dans tous les cas, soumis à la délibération constitutionnelle dans le courant de cette session. Au premier rang doit venir celui qui a pour objet le railway à diriger vers la Transylvanie et dans l'intérieur de ce pays.

J'ai constaté à mon grand regret les embarras dans lesquels se trouve l'industrie dans mon Empire, comme dans les pays étrangers. Le rang élevé qu'occupe, du reste, notre industrie, me fait espérer qu'elle pourra en peu de temps, par ses propres forces, grâce aux bienfaits de la paix et à la protection de lois salutaires, reprendre un essor durable et largement rémunérateur.

Plusieurs projets de lois tendant à faire progresser des intérêts économiques, ainsi que d'autres projets qui sont de la compétence du Reichsrath plénier, sont préparés par mon Gouvernement pour pouvoir être encore mis en délibération dans le courant de cette session. C'est mon désir, et votre zèle comme votre dévouement me garantissent qu'il sera rempli, de voir conduire promptement à bonne fin la tâche à laquelle vous allez vous consacrer, car de nombreux et importants projets sont préparés par mon Gouvernement pour les travaux du Reichsrath restreint, et ces projets ne sauraient être présentés avant le terme du Reichsrath plénier.

Honorés membres de mon Reichsrath,

En vous rappelant à vos travaux avec l'assurance de ma faveur impériale, je ne méconnais pas les difficultés de votre tâche. Mais j'ai la ferme confiance qu'avec votre aide je réussirai à conduire d'une main forte vers un avenir heureux l'Empire que la Providence m'a confié. Je puise cette confiance dans l'amour et la fidélité de mes peuples, que je recommande à la protection toute-puissante du ciel, en formant dans mon cœur le vœu sincère que leurs destinées s'accomplissent pour le salut et la gloire de la patrie commune.

Allocution prononcée par le prince d'Auersperg, président de la Chambre haute, à la séance d'ouverture, le 12 novembre 1864.

Messieurs,

A la fin de la dernière session, nous avons eu l'occasion d'admirer les magnifiques faits d'armes de notre armée, et aujourd'hui nous pouvons encore glorifier les brillants succès obtenus par nos troupes héroïques et leurs chefs distingués. J'ai bien le droit de vous rappeler ce glorieux fait d'armes, car ces souvenirs portent la pensée sur la

puissance de l'Empire, et démontrent de la façon la plus incontestable la fidélité et le dévouement des braves peuples de l'Autriche.

Fidélité à l'Empereur et dévouement entier à la grande patrie, voilà la devise de chacun des Membres de cette Assemblée, voilà le don que nous apportons de notre patrie provinciale, et que nous faisons servir, dans le cercle de patriotes également éprouvés, au bien et à l'utilité de l'Empire.

Dans cette session, la Chambre haute entre sur le terrain parlementaire avec le vif désir d'arriver à régler d'une façon satisfaisante le budget de l'État et d'améliorer la législation. Elle procède, avec un jugement non prévenu, à la solution de son œuvre législative et soutiendra toujours tout ce qu'exigeraient l'intérêt de l'ensemble de l'Empire et la prospérité des pays particuliers qui le composent.

L'amour de la patrie, joint indissolublement à la vraie loyauté, forme l'éton de nos débats. Ce sentiment et cette haute valeur nous obligent à des concessions, à des vues divergentes.

Appelés pour délibérer sur le bien public, nous procédons avec Dieu et un fort courage à notre haute mission. En le faisant, nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver constamment les sentiments qui vivent avec ardeur dans nos cœurs pour le protecteur de la prospérité publique et l'ange gardien placé à ses côtés. A ces sentiments, nous donnerons ici une expression publique en nous écriant avec toute la chaleur de notre attachement : *Vive notre auguste couple impérial! Vive l'Empereur!* (L'Assemblée répète trois fois ce cri.)

Allocution prononcée par M. d'Hasner, président de la Chambre des Députés, à la séance d'ouverture.

Messieurs les Députés,

Appelé par la haute bienveillance de Sa Majesté à l'honneur de présider pour la seconde fois vos réunions, je n'ai pas besoin de me recommander de nouveau, ainsi que mes deux collègues, à votre bon accueil. Nous en avons déjà su apprécier la valeur et nous espérons que votre coopération nous sera acquise dans cette session comme elle l'a été dans la session précédente. Je pourrais me borner à vous exprimer, à l'occasion de la reprise de nos travaux, la satisfaction que j'éprouve de me retrouver au milieu de vous, mais celui qui par sa position est condamné pour longtemps à écouter plutôt qu'à parler, veut se prévaloir aujourd'hui du droit que lui donnent les usages parlementaires, d'employer la première heure à exposer ses propres

idées sur la situation et sur les faits qui feront l'objet des discussions. L'incertitude générale qui se manifeste dans les esprits m'invite à vous parler des principes généraux au moyen desquels peuvent être résolues les questions pendantes. Des variations rapides dans l'opinion publique, le passage subit du découragement à l'espérance, sont le symptôme d'une maladie dans la situation ou dans l'opinion même. S'il existe une maladie pareille, je serais porté à la chercher dans la métamorphose que subit en ce moment la monarchie autrichienne. C'est la transition de l'État du moyen âge à l'État moderne. D'après les principes du droit public moderne, l'État a des droits naturels aussi bien que la personne individuelle. Le droit historique a prétendu à tort poser des limites à ce droit naturel et imprescriptible. Mais celui-ci ne reconnaît pas de bornes, et, moins que toutes autres, les bornes que le passé voudrait imposer à l'avenir. Ce principe s'applique directement à notre situation. Les éléments dont s'est formée la monarchie autrichienne se sont constitués, dans le cours de leur développement historique, en États particuliers. Mais, comme ils se sont en même temps unis dans une communauté plus haute, il devait en même temps en naître un État unique. Or, quand un État est constitué de façon à ce que le pouvoir se trouve réparti entre les fractions même de l'État, il en résulte la négation même de l'État, c'est-à-dire une impossibilité.

On ne dira pas que c'est là une dispute purement théorique. C'est le squelette auquel s'attache la chair de toute vie politique ; c'est là ce qui caractérise notre situation ; car l'État absolu n'a pas su faire aimer et apprécier aux diverses parties l'unité politique de l'État moderne. Ce n'est qu'à cette condition qu'on comprend que la résurrection de la liberté n'ait pas enthousiasmé toutes les parties de la monarchie et que plusieurs d'entre elles se soient retirées désappointées à l'abri de leurs droits historiques. Pourtant la constitution autrichienne n'a pas voulu nier complètement le droit historique. Aujourd'hui, les uns trouvent que la Constitution contient trop en vue de l'unité, les autres pas assez, et des deux côtés on voudrait la dépasser. Je crois que ces deux prétentions sont également inadmissibles. Du moment que la Constitution existe, elle est le seul terrain sur lequel une transaction soit possible. S'il était nécessaire de faire un sacrifice, nous y serions obligés de notre côté sans doute, mais nous aurions le droit aussi de le demander à nos adversaires. Ce qu'on dit d'une transaction en dehors de la Constitution est pour moi une phrase incompréhensible.

Sommes-nous plus rapprochés aujourd'hui de l'issue que nous désirons, c'est-à-dire du jour où cette assemblée sera complète ? Je ne me crois pas appelé à répondre à cette question. En tout cas, nous pouvons attendre, et attendre de la manière la plus positive, que dans le

temps le plus prochain on fera ce qui est nécessaire pour nous procurer une réponse claire et non équivoque à cette question. Je crois assez bien prévoir quel sera le sens de cette réponse. C'est pour moi une croyance personnelle que, sous ce rapport, notre position est meilleure qu'il y a trois ans. Mais c'est ma conviction aussi que si je me trompais sur ce point, l'Autriche devrait entrer dans une phase nouvelle, et je ne pense pas que, sous le rapport de l'unité, elle retournerait en arrière, mais je pense qu'elle marcherait en avant. Quand je dis que cette question forme le squelette de notre vie politique, je ne pense pas seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur; je pense aussi aux vautours qui planent en cercle autour de l'Autriche et des inquiétudes qu'ils excitent. Ma foi en l'avenir de l'Autriche est inébranlable; mais il s'agit du présent, et s'il fallait avouer qu'en ce moment nous sommes seuls faibles entre les forts, mon sentiment autrichien en serait profondément humilié; ce ne serait cependant pas une raison pour vouloir me faire illusion à moi-même. Mais il n'en est pas ainsi. Ce serait de la témérité et de l'aveuglement de déclarer que notre position est sûre. Mais, je le dis avec orgueil, si c'est la liberté qui fait paraître à plein jour les dommages et les défauts de l'Autriche, c'est le défaut de liberté qui les cache artificiellement ailleurs. Et lorsqu'ils paraissent ouvertement au grand jour, ils sont entourés d'existences qui ne sont en vérité pas moins incertaines et apparentes que les nôtres.

Jamais on ne me fera croire que le premier vent d'ouest pourra balayer des États dans les plaines de l'Europe comme des feuilles d'automne. Je sais que des États, comme des particuliers, doivent se résigner à leurs malheurs et que les devoirs de la chevalerie exigent qu'après le combat on tende la main au vaillant adversaire. Mais c'est une recherche vaine de vouloir obtenir des alliances dans un temps où aucune alliance n'est sûre, d'élaborer des systèmes de politique extérieure dans un moment où aucun système ne dure, où toute la politique consiste à profiter des défauts de la cuirasse des autres. Bref, ma conviction est que, pour nous, la plus grande sagesse consiste à ne pas nous exagérer la force des autres ni la nôtre, et, pour moi, la politique autrichienne remplira le mieux sa mission, quand elle parviendra à nous conserver libres de tout engagement positif, sans conflits, mais aussi sans humiliation.

Dans la question allemande aussi, notre position me paraît claire et nettement déterminée par nos obligations légales. Sera-t-il possible d'obtenir jamais que les membres du Corps germanique, qui sont devenus des États et même de grandes puissances, consentent à ce que leur souveraineté subisse jamais des restrictions essentielles? Que ceux qui peuvent le croire conservent leur croyance. Mais il me sem-

ble résulter clairement de l'histoire de l'Allemagne et de l'expérience des derniers temps que jamais une unité réelle ne sortira comme un fil de soie du cocon de la Diète germanique, et que jamais on n'arrivera par une transaction libre à former une Constitution qui ne blesse pas plus le peuple qu'elle ne soit capable de le satisfaire. Mais la main puissante qui pourrait opérer cette union par la force, elle n'existe pas.

Ce qui n'a pas réussi il y a mille ans à Charlemagne, les Épîgones oseront à peine le tenter. Ce n'est pas de la part de la Prusse que l'Autriche a à craindre une bataille de Chéronée ou de Philippes. Le centre de gravité de l'Autriche est bien éloigné encore d'être à Bade, et le centre de gravité de l'Allemagne est bien éloigné d'être à Berlin. Je crois donc que de même qu'à l'égard de l'Allemagne est nous ne poursuivons pas une politique impossible, nous n'avons pas non plus à appréhender une politique semblable, mais si la Prusse, dans un but d'agrandissement, songeait à s'annexer certains territoires, — il y a toutefois loin du simple désir à sa réalisation, — nous aurons le droit, comme membre de la Confédération, d'apprécier la légalité d'un semblable fait et ce droit nous devons le conserver intact. En ce qui touche le côté politique de cette question, son importance doit être cherchée davantage dans les moyens employés pour arriver au but que dans le but lui-même. Mais je ne veux pas approfondir aujourd'hui cette question. Je crois que l'Autriche doit examiner avec soin toutes les questions auxquelles elle participe, et avoir toujours l'œil avant tout sur notre situation intérieure. Je conclus donc que la situation actuelle nous permet de concentrer toute notre force à l'intérieur, et qu'elle nous commande de le faire. Il y a un vieil axiome qui dit que la politique extérieure de l'Autriche est aussi sa politique intérieure, et j'aime mieux encourir le reproche de me servir d'une phrase surannée que de la laisser dans l'oubli. Voilà pour nous un vaste champ d'activité et de travaux, et il nous faut le parcourir sans précipitation comme sans lenteur. C'est le vœu et la volonté du peuple qu'il est de notre devoir de remplir, et si nous réussissons à fertiliser par le travail et le développement des moyens civilisateurs, le riche sol de cet empire, nous acquerrons la confiance et la foi en nous-mêmes à l'intérieur, et l'estime à l'extérieur. Notre espérance repose sur la sagesse avec laquelle nous envisagerons la situation et sur la ferme résolution de remplir sincèrement nos devoirs de députés. Que cette espérance nous soutienne au milieu des obstacles et des dangers qui accompagnent toujours l'accomplissement d'une grande œuvre et que le Ciel bénisse nos efforts.

Que le Seigneur accorde à celui qui nous a convoqués ici et qui nous dirige et nous dirigera avec la sagesse et la force traditionnelle de la

Maison d'Autriche, de réaliser ses vues paternelles pour le bien de l'Empire et de ses peuples.

Pour donner une expression publique de notre attachement et de notre fidélité à notre bien-aimé Souverain, vous vous joindrez à moi dans le cri trois fois répété de : Vive notre auguste Empereur.

Pacte de famille entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur du Mexique, communiqué à la Chambre des Seigneurs, dans la séance du 18 novembre 1864.

S. A. Illustrissime l'Archiduc Ferdinand-Maximilien ayant communiqué à Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique sa résolution d'accepter le Trône du Mexique qui lui est offert et d'y fonder un Empire, avec l'assistance de Dieu, Sa Majesté a assemblé, à cet effet, un conseil de famille, et examiné les conditions auxquelles les devoirs gouvernementaux qui lui sont imposés comme chef de la Maison archiducale, lui permettraient de donner à Son Altesse Impériale son autorisation souveraine d'accomplir cet acte d'État.

En conséquence, ont été stipulées entre Sa Majesté l'Empereur, d'une part, et S. A. I. l'archiduc Ferdinand-Maximilien, d'autre part, les dispositions suivantes :

Art. 1^e. S. A. Illustrissime l'Archiduc Ferdinand-Maximilien renonce, pour son auguste personne et pour ses descendants, à la succession dans l'Empire d'Autriche, à tous les royaumes et pays qui en dépendent, sans aucune exception, en faveur de tous les autres membres habiles à succéder à la ligne masculine de la maison d'Autriche et de leur descendance de mâle en mâle, de manière que, aussi longtemps qu'il restera un seul des archidiucs ou de leurs descendants mâles, aux degrés même les plus éloignés, appelés à succéder en vertu des lois qui régissent l'ordre de succession dans la Maison Impériale et particulièrement en vertu du statut de famille signé, le 19 août 1713, par l'Empereur Charles VI, sous le nom de la Pragmatique Sanction, de même que du statut de famille érigé, le 3 février 1839, par S. M. l'Empereur Ferdinand, ni Son Altesse Impériale ni ses descendants, ou qui que ce soit en son nom, et en quelque temps que ce puisse être, ne pourra faire valoir le moindre droit à ladite succession.

Art. 2. Cette renonciation s'étend pareillement à toutes les attributions afférentes au droit de succession, par conséquent au droit établi par le statut de famille, sous certaines conditions, d'assumer la tutelle d'un prince héréditaire naîneur.

Art. 3. Dans les cas néanmoins (ce qu'à Dieu ne plaise !) où il arriverait que tous les autres Illustrissimes Archiducs et leurs descendants mâles, qu'ils précèdent ou non Son Altesse Impériale ou sa descendance par le droit de primogéniture ou d'âge, viendraient à s'éteindre, Son Altesse Impériale conserve formellement et de plein droit, pour ce cas-là, tant pour son auguste personne que pour sa descendance qui sera issue sans interruption de mariages, contractés régulièrement et sans mésalliance, conformément aux coutumes et statuts de la Maison archiducale d'Autriche, tous les droits mentionnés de succession, tels qu'ils appartiennent à ces membres, en vertu de la loi autrichienne de primogéniture et dudit statut de famille, de sorte que pour ce cas la renonciation prononcée par l'article premier ne devra porter préjudice ni à Son Altesse Impériale ni à ses descendants. En ce qui concerne la descendance féminine, qui n'est appelée à succéder qu'après l'extinction de la branche masculine dans toutes les lignes, l'ordre établi par les lois de succession mentionnées ci-dessus sera invariablement observé des deux parts. Toutefois les illustrissimes descendants de Son Altesse Impériale ne pourront, dans tous les cas, arriver à succéder dans le gouvernement, que s'ils professent la foi de l'Église catholique romaine.

Art. 4. Son Altesse Impériale déclare en outre renoncer pour elle-même et pour ses descendants du sexe masculin et du sexe féminin à tous les droits et prétentions qui lui appartiennent ou qui pourraient lui appartenir en vertu de la parenté, de la naissance ou des us ou coutumes, à la fortune privée actuelle ou à venir, mobilière ou immobilière, de l'Illustrissime Maison archiducale d'Autriche, et ce, sous les réserves suivantes :

(A.) Pour le cas d'événements extraordinaires qui auraient eu pour conséquence un changement essentiel dans la situation qui leur est nouvellement créée, Son Altesse Impériale ou ses descendants auraient une part des revenus des fonds de prévoyance de la famille de la manière prévue au § 44 du statut de famille du 3 février 1839, pour les branches de l'Illustrissime Maison archiducale qui sont dotées de souverainetés particulières.

(B.) Dans le cas où se produirait le douloureux événement de l'extinction de tous les autres Illustrissimes Archiducs et de leurs descendants mâles et qu'en conséquence la branche masculine de Son Altesse Impériale arriverait à succéder au Trône; dans le cas où après l'extinction de la ligne masculine de toute la Maison d'Autriche, suivant l'ordre établi dans les règlements de succession mentionnés ci-dessus, la succession au Trône devait passer, en tenant compte du degré de consanguinité avec le dernier Prince régnant de la branche masculine, à la descendance féminine de son Altesse Impériale, dans

ce cas revivraient aussi tous les droits, émanant de la parenté, de la naissance ou des us et coutumes, de Son Altesse Impériale ou de sa descendance sur la fortune privée encore existante de l'ILLUSTRISSEME Maison archiducale.

Art. 5. En ce qui concerne le droit de succession *ab intestat* sur la fortune mobilière et immobilière des membres de la Maison Impériale et de leurs descendants, les dispositions contenues au paragraphe 39 du statut de famille du 3 février 1639, valables pour les membres de la Maison Impériale qui sont dotés de souverainetés particulières, resteront en vigueur. Cependant sont exceptés de cette renonciation les cas où, par suite de donations entre-vifs ou de dispositions testamentaires valables, il écherrait des biens privés ou des successions à Son Altesse Impériale ou à ses descendants de la part de membres de leur Illustrissime Parenté ou d'autre part, et quand il n'en résulterait pas un préjudice notable quelconque pour les droits de la Maison archiducale.

En foi de quoi, le présent traité a été libellé en double exemplaire, signé de la propre main de Sa Majesté Impériale Apostolique, d'une part, de S. A. I. l'ILLUSTRISSEME Archiduc Ferdinand-Maximilien, d'autre part, et revêtu de leurs sceaux.

Ainsi fait et passé au château de Miramar, le neuvième jour du mois d'avril de l'an de grâce 1864.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

Signé : MAXIMILIEN.

Ont été appelés à titre de témoins requis à signer le susdit acte de famille :

LL. AA. II. les Archiducs Charles-Louis, Louis-Victor, Charles-Salvator, Guillaume, lieutenant feld-maréchal, Joseph-Léopold, lieutenant feld-maréchal, Reinier, le comte de Kuefstein, chevalier de la Toison d'or, grand-maréchal de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ; Louis de Benedek, feld-zeugmestre ; le comte François Crenneville, lieutenant feld-maréchal ; le comte François Zichy, conseiller intime ; le comte de Recherg, ministre de la Maison Impériale et des affaires étrangères ; le chevalier Antoine de Schmerling, ministre d'État ; le comte Maurice Esterhazy, ministre de Sa Majesté Impériale et Royale ; Ladislas de Karolyi, vice-chancelier aulique de Hongrie ; le baron François de Geringer, pour le chancelier aulique de Transylvanie ; J. Mazuranich, chancelier aulique du royaume de Croatie et de Slavonie.

BRÉSIL.

Message de clôture adressé par l'Empereur aux Chambres brésiliennes, le 12 septembre 1864.

« Illustres et très-honorés représentants de la nation !

« Je ressens la joie la plus vive de pouvoir vous annoncer que, durant la période législative actuelle, la tranquillité publique n'a pas été troublée. La rupture de nos relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne continue, et nous n'avons pas encore reçu du gouvernement de l'Uruguay la juste satisfaction que nous demandions pour les iniquités commises envers les droits et les intérêts de nos nationaux. Le Gouvernement maintient sa ferme détermination de sauvegarder le respect et l'estime dus à notre nation, lors de la solution de cette question.

« Vous avez droit à ma gratitude pour l'adoption du projet de loi qui stipule la dot de mes chères et bien-aimées filles.

« En vous exprimant ma reconnaissance pour la mesure par laquelle vous avez mis le Gouvernement à même de remplir son devoir, par la nouvelle législation au sujet des hypothèques, j'ai confiance que, vu votre intelligence et votre patriotisme, vous continuerez dans la session prochaine à consacrer votre attention aux progrès moraux et matériels de l'État.

« Illustres et très-honorés représentants de la nation !

« Je suis persuadé qu'à votre retour dans vos foyers, vous ferez tout votre possible pour entretenir la concorde entre tous les Brésiliens, et pour leur inculquer de plus en plus la pensée que dans l'observation fidèle de la Constitution et des lois se trouvent les conditions de notre grandeur et de notre prospérité.

« La session est close. »

CHINE.

Décret impérial relatif à la prise de Nankin, adressé par le prince Kong aux princes Senn, Kouann-wenn, Tseng-kouo-fann et à d'autres fonctionnaires de l'Empire.

Nous, Empereur, venons de recevoir le rapport, rédigé en commun par Kouann-wenn et Tseng-kouo-fann, transmis par un courrier voya-

geant, une bannière rouge à la main, à raison de soixante lieues par jour. Il annonce la destruction complète des rebelles, ainsi que la prise de Li-hiu-tchen (Tchong-vang) et de Hong-jenn-ta (Kann-wang).

A l'arrivée de ces nouvelles, notre propre cœur, comme celui de tous les fonctionnaires et des populations de l'Empire, a été rempli d'une joie immense. Déjà, dès la trentième année de Tao-kouang (1850), le rebelle aux cheveux longs, Hong-siu-tsiouën, ne cessa de créer et d'accroître le désordre. Venant de Kouang-si, à travers les deux Hou et les trois Kiang, il lança des corps de bandits détachés dans le Tché-li et le Chann-tong. On eût dit un moment que ses satellites étaient presque déjà partout. Plus tard, à la troisième année de Hienn-feung (1853), il s'empara de Nankin et osa s'y donner le faux titre d'empereur, en plongeant ainsi dans les difficultés et les malheurs les populations des provinces du sud-est, pour lesquels notre sympathie fut toujours sans bornes, bien qu'il ne nous fût impossible d'en exprimer jamais suffisamment toute notre douleur. La coupe des crimes et de la perversité sans exemple s'emplit enfin jusqu'aux bords, et les dieux comme les hommes en tressaillirent de colère. Notre saintpère, en proie à la douleur sans trêve et à la rage sans répit, se mit à l'œuvre de l'extermination sans pitié comme sans repos. Il nomma Kouann-wenn, gouverneur général des deux Hou, son haut commissaire, et lui enjoignit d'agir de concert avec Hou-ling-y, gouverneur du Hou-pé, pour reconquérir les monts et les vallées de cette vaste vice-royauté. Tseng-kouo-fann fut nommé gouverneur général des deux Kiang, et haut commissaire impérial pour la suppression de la rébellion dans le Kiang-sou et le Kiang-si. Pas de confusion ainsi dans les mesures prises contre l'insurrection, chacun voyant grandir de jour en jour le but assigné à ses efforts.

A l'époque cependant où notre père vénéré s'est envolé vers les cieux sur le dragon, durant la septième lune de la onzième année de Hieun-feung, la plus grande moitié du Kiang-sou et du Tché-kiang était encore au pouvoir des rebelles. Aussi ses regrets de mourir sans avoir terminé la suppression de cette grande calamité nationale furent-ils aussi cruels que profonds. C'est à nous-même, enfant encore, qu'incomba la lourde tâche de saisir les rênes de l'État et de mettre à exécution les grands desseins de notre prédécesseur impérial. Heureusement nous avons toujours eu pour aide et direction les deux impératrices douairières. C'est par leur conseil que nous désignâmes Tseng-houo-fann comme vice-premier ministre de l'Empire et gouverneur militaire des quatre provinces, avec le pouvoir exclusif d'organiser des forces appropriées aux circonstances. Ce haut fonctionnaire justifia pleinement notre attente et remplit ses grands

devoirs jusqu'au bout. On peut dire, en effet, qu'il n'a plus vécu, dès ce jour, que par la seule idée de se rendre maître de l'insurrection et d'exterminer les rebelles. Il ordonna à Peng-you-ling, Yan-yo-ping et Tseng-kouo-tsuë, de concerter un ensemble de mesures de guerre par terre et sur les fleuves. Aussi, chaque jour amena-t-il bientôt la soumission de quelque ville ou bourgade sur les rives du grand fleuve, jusqu'à ce que plus d'une certaine d'entre elles revinrent sous notre sceptre, subjuguées et repentantes. Environ 200,000 rebelles ont péri sur les champs de bataille, et à la fin l'investissement de Nankin fut complet, ses moyens de ravitaillement interrompus. Le 16^e jour de la 6^e lune de cette année (le 19 juillet), Tseng-kouo-tsuë, commandant de nombreuses légions d'officiers et de soldats, attaqua avec succès la ville extérieure, en tuant un nombre infini de rebelles. Cependant leur grand chef, Hong-siu-tsiouen, ainsi que ses adhérents les plus opiniâtres, restèrent enfermés dans la cité, résolus à braver toute la furie de cette lutte suprême.

Ils l'ont bravée, en effet, et ont opposé à nos troupes une résistance véritablement désespérée. Mais avec la prise de la colline du cou du Dragon, avec des mines renouvelées sans cesse sous leurs murailles, malgré une pluie de balles et de flèches, par Li-tchenn-tienn et Ou-hong-kouo, et en dernier lieu avec une batterie avancée jusqu'au pied de leurs retranchements, leur perte ne pouvait plus être douteuse. Ce jour-là, la cité fut attaquée de tous côtés simultanément, et le feu mis aux mines fit tomber plus de deux cents pieds du mur d'enceinte. Nos soldats s'élançèrent dans la brèche, luttant entre eux à qui pénétrerait le plus loin le premier. Les rebelles toutefois, maîtres encore de la muraille à la gauche de cette brèche, assaillirent nos soldats avec fureur, en faisant pleuvoir sur eux un nombre infini d'énormes grenades, en tuèrent beaucoup de cette manière et réussirent à arrêter leur marche en avant. C'est alors que Peng-you-tchou, Hiao-penn-chou et d'autres s'avancèrent, une hache à la main, abattirent eux-mêmes plus d'un fuyard, et personne ne passa plus à l'arrière. Au même moment toutes les portes de la ville, l'une après l'autre, tombaient au pouvoir de nos troupes ; celle-ci ouverte à coups de canon, celle-là escaladée, les autres cédant elles-mêmes à l'impétuosité et à la vaillance de nos légions. Li-hiu-tchenn, le prétendu *Tchong-wang*, réunissant une bande de quelques cents de ses bandits les plus forcenés, essaya de se faire jour par la porte de Hann-hi. Tchenn-hi lui barra le passage et le rejeta sur une colline voisine. Vers les deux heures du matin, le palais du soi-disant roi céleste, ainsi que la plupart des résidences des misérables qui s'appelaient princes et rois, furent brûlés jusqu'au niveau du sol. La fumée qui s'en élevait a obscurci l'horizon pour des heures entières.

Le rebelle Hong et d'autres atroces bandits, au nombre d'environ mille individus, essayèrent encore de se sauver par la porte du Sud. Repoussés, ils cherchèrent un refuge, éparpillés dans les maisons du voisinage. Youann-ta-chenn les a retrouvés un à un, en a tué plus de sept cents et s'est emparé de deux grands sceaux en jade et d'un autre en or, dont le prétendu roi céleste s'était toujours servi. Sur un autre point de la ville, un autre millier de rebelles, se voyant cernés complètement, imaginèrent de se déguiser en soldats de notre propre armée. Ils furent reconnus et tués sur place jusqu'au dernier. Dans le faubourg de la porte du Sud, on s'empara de Li-vann-tsai, encore un des soi-disant princes. Tseng-houo-tsue en apprit qu'après la prise de la ville, le prétendu Tchou-wang, frère du soi-disant Tchong-wang, ainsi que les faux rois du Sud et de l'Ouest, s'étaient enfuis à la faveur de la nuit, mais qu'ils ont été atteints par un escadron de cavalerie lancé à leur poursuite et exécutés sur place avec beaucoup d'autres chefs de rebelles d'une moindre importance; que leur chef suprême à tous, l'archi-rebelle Hong-siu-tsiouen, le prétendu roi céleste, en voyant la cause perdue, s'était empoisonné un jour de la cinquième lune et que sa tombe se trouvait dans l'enceinte du soi-disant palais céleste. Leur jeune seigneur, alors, Hong-fou-tienn, avait pris leur gouvernement; mais, à la prise de la cité, avait fait ériger un bûcher funéraire et s'y était fait brûler vif.

Ce grand criminel, Li-hiu-tchenn (Tchong-wang), ayant été blessé à l'assaut de la cité, se réfugia dans une maison sur une des collines. Hiao-fou-chou l'y trouva, le fit enchaîner et le garda désormais bien à vue. On y découvrit également Hong-jenn-ta, deuxième frère du prétendu roi céleste. De cette manière, les vieux chefs de cette rébellion, arrivés du Kouang-si par les deux Oou, furent tous exterminés par nos troupes les 17^e et 18^e jours de la sixième lune. Dans l'espace de trois jours, plus de 100 000 individus ont péri, y compris tous ceux qui s'appelaient rois, princes, maréchaux et généraux célestes, ainsi qu'une réunion de hauts et petits officiers au nombre de plus de 3000. En fait, pas un seul individu de quelque importance n'est sorti sain et sauf de cette suprême bataille.

C'est, en effet, un bienfait tout spécial que le ciel vient de nous accorder. Nous lui en sommes profondément reconnaissant, comme nous en bénissons nos saints ancêtres. Les impératrices douairières sont pénétrées de gratitude pour la paix et l'ordre qui viennent d'être rétablis. Elles ont su comment choisir leurs délégués. Aussi l'unanimité a-t-elle régné partout dans les conseils; les officiers civils et militaires se sont dévoués à leur tâche, à l'accomplissement scrupuleux de leurs devoirs, et voilà leurs efforts couronnés d'un beau et complet succès. Notre père impérial, trônant maintenant dans les cieux, se félicitera

cordialement de cette heureuse tournure des affaires, pendant que les habitants du monde entier y applaudiront joyeux et satisfaits. Mais ce ne sont point nos vertus à nous, nos propres mérites auxquels nous devons cette grâce signalée du ciel. Comment en pourrions-nous être dignes ? C'est à notre père vénéré que nous en sommes redevables, car ce fut son désir et son unique pensée jusqu'à son dernier soupir. Dans ses dernières années, il n'a plus vécu que par l'idée d'exterminer les rebelles. Et nos regrets, nos amers regrets, qu'il ne soit plus là pour contempler son œuvre accomplie, ne connaissent pas de limites, comme ils ne souffrent pas d'être décrits. Voilà quinze ans que le rebelle Hong s'insurgea dans le Kouang-si; et depuis qu'il prit Nankin, douze longues années se sont écoulées mornes et douloureuses. Les rebelles ont foulé aux pieds plus de dix provinces, se sont emparés de plusieurs centaines de villes et cités. Maintenant, cependant, que l'individu, esprit créateur de tant de malheurs, de tant de misères indicibles, a subi le sort dû à ses crimes, tous ces grands guerriers qui, durant cette œuvre sublime de la pacification de l'Empire, ont été si souvent exposés à toutes les bises des saisons, si souvent trempés jusqu'aux os par les torrents du ciel, bravant tous les dangers, subissant toutes les difficultés, en proie à la faim et à la soif, mais luttant courageusement contre le mal pour parvenir à assurer le bien du pays, ceux-là ont, certes, droit à toute notre gratitude impériale et à nos faveurs les plus libérales.

Notre haut commissaire impérial, vice-premier ministre et gouverneur général des deux Kiang, Tseng-kouo-fann, n'a cessé d'être employé activement dès la quatrième année de Hienn-feung (1854) à organiser des corps d'armées et des milices dans la province du Hou-nann. De cette manière, il a formé un vrai faisceau de faits aussi nobles que hauts, en protégeant les villes sises au sud de la rivière Hiang, en reprenant Ou-tchang et Hann-yang (Hann-kéou) et en balayant devant lui les hordes de bandits qui infestaient les rivières de l'intérieur. Lorsque les provinces de l'est furent devenues la proie de l'insurrection, Tseng, débouchant des pays de Sou et Song, a repris Tsien-chann et Tai-hou et s'établissant fortement à Tché-meun, a fait de nombreuses descentes dans le Ngann-houei. Plus tard, il a repris Ngann-kinn et en fit la base de ses opérations ultérieures. De là, il a dépêché maints généraux choisis avec le plus grand discernement en leur confiant à chacun une tâche distincte, se rattachant cependant à un plan général, à l'œuvre commune. C'est ainsi qu'il a obtenu tous ces succès, aussi grands qu'extraordinaires, qui font aujourd'hui notre propre succès, et notre joie, à savoir la destruction de la rébellion, l'extermination de ses chefs et promoteurs. Son habileté stratégique et ses grands talents d'administrateur sont assuré-

ment au-dessus de tout éloge. Il se connaît en hommes, car tous ceux qu'il a choisis pour ses principaux lieutenants ont répondu tous et largement à sa pleine confiance et à toute notre attente. C'est donc à lui qu'est dû principalement l'honneur du succès, et nous le nommons premier tuteur de l'héritier présomptif du trône et marquis héréditaire de première classe. Nous lui conférons également la haute distinction de la plume de paon à œil double.

Les mérites de Tseng-kous-asuë, gouverneur du Tché-kian, qui, bien qu'adonné spécialement aux lettres, n'a pas hésité à s'improviser pour ainsi dire général et à se conformer si bien aux directions de Tseng-kouss-fann, en s'emparant de tant de villes, sont également très-considerables. C'est lui qui, durant la onzième année de Hieun-foung, a organisé un corps d'armée dans le district de Hiang et a repris aux rebelles la ville Ngann-king. Plus tard, s'étant emparé de trois autres villes de grande importance, il s'est établi au sud de Nankin, pour attaquer de là et harasser constamment les rebelles. Son camp s'est trouvé, durant plusieurs mois, cerné par ces bandits. A force de résolution et de combinaisons impérieuses, il se fit jour à travers leurs lignes. A la deuxième lune de cette année, il a saisi la colline de Tchong, une position jugée jusqu'ici imprenable et, par cet heureux coup de main, est parvenu à investir Nankin complètement. Il y a établi des mines; et lorsque les balles et les boulets pleuvaient des murailles de la ville assiégée, Tseng-kous-asuë n'hésitait jamais à se porter de sa personne au plus fort du danger. Ainsi, c'est lui qui a pris Nankin, et cela lui sera sa gloire éternelle. Nous le nommons deuxième tuteur de l'héritier présomptif du trône et comte de première classe. Nous lui conférons aussi la haute distinction d'une plume de paon à œil double.

Le général Li-cheun-tienn a mis feu aux mines sous le feu le plus meurtrier, et son zèle pour exterminer les rebelles n'a pas connu de bornes, jusqu'à ce que le succès eût couronné ses efforts. Il a paru le premier sur la brèche, suivi bientôt par toute sa division.

Il a donc contribué au succès d'une manière éminente. Il a dépassé bien d'autres en talents de toute espèce. Nous le nommons vicomte de première classe, et lui conférons le casaquin jaune ainsi que la plume de paon courte. C'est Hiao-fou-chou qui a érigé la batterie que nous avons mentionnée plus haut. C'est lui qui a pénétré le premier dans la cité et s'est emparé de Li-hiu-chenn et de Hong-jenn-ta. Lui aussi doit donc être récompensé largement. Nous le nommons baron de première classe et lui conférons la plume de paon à œil double, etc., etc., etc.

Quant à ces deux grands criminels, Li-hiu-chen et Hong-jenn-ta (Tchong-wang et Kang-wang), Tseng-Kouo-fann choisira avec le plus

grand soin des officiers sûrs et vigilants pour les transporter à Pékin, où ils seront dûment jugés et traités de manière à expier suffisamment leurs crimes. Le corps du prétendu roi céleste, Hong-siu-tsouen, sera également exhumé, la chair détachée des os, sa tête coupée et mise au pilori, après avoir toutefois été envoyée dans tous les lieux par où il avait passé comme soi-disant empereur, pour servir d'exemple et d'avertissement à d'autres. De cette manière, la douleur et les anxiétés des populations seront allégées au moins un peu. Les autres détails relatifs à la suppression définitive de la grande rébellion seront l'objet des soins du ministère que cela concerne.

Respecter ceci.

Septembre 1864.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Discours de clôture du Congrès national, prononcé par le président, général Mitre, octobre 1864.

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Députés.

Au terme de votre troisième période législative, vous laissez le pays en prospérité et en paix, l'union rétablie entre les hommes et les peuples, et affermie la liberté que nous avons fondée par de communs sacrifices.

Après avoir rendu les actions de grâces les plus ferventes au suprême dispensateur de tous les biens, qui a daigné répandre sur nous tant de bénédictions, je vous félicite au nom du pays, honorables représentants du peuple argentin, parce que cette heureuse situation de la République, œuvre de toutes les provinces et du patriotisme de tous les citoyens, a été produite surtout par la salutaire influence de vos sages lois.

Si une petite part revient au pouvoir exécutif dans ce résultat, ce sera principalement pour s'être appliqué à proportionner les moyens aux fins, pour avoir compris l'exacte mesure suivant laquelle on pouvait et l'on devait engager les forces vives et les ressources de la nation dans les diverses entreprises de l'activité humaine ; ce sera d'avoir fait tout le bien possible, en évitant le mal chaque fois qu'on a pu l'atteindre ; d'avoir constamment placé le bienfait durable avant la gloire passagère qui ne satisfait que les pouvoirs sans conscience, marchant au hasard et suivant en esclaves les mobiles caprices de l'opinion.

Je saisiss cette occasion pour vous remercier très-cordialement de

l'efficace concours que vous avez prêté dans ce but au pouvoir exécutif avec autant de patriotisme que de sagesse.

En vous retirant dans vos provinces respectives et en communiquant à vos concitoyens la foi qui vous anime dans les destinées présentes et futures de notre patrie, vous pourrez, honorables Députés et Sénateurs, les assurer que le Gouvernement de la nation sera le fidèle gardien du dépôt sacré de la liberté et de la paix obtenues par tant de douleurs, et que, persévérant toujours dans le noble dessein de faire participer aux mêmes bienfaits des voisins dont il déplore l'adversité, il ne restera point indifférent aux grands intérêts de l'Amérique qui se débattent en ce moment même, et que, sans cesser d'être Argentin avant tout, il sera en même temps Américain en bon voisin quand ses devoirs pourront l'exiger, et toutes les fois que le permettront la dignité et la sécurité de la République.

NASSAU.

**Décret portant dissolution de l'assemblée des États de Nassau,
le 2 novembre 1864.**

S. A. le Duc a daigné dissoudre l'Assemblée actuelle des États, après s'être convaincu que l'attitude observée par la majorité de l'Assemblée dans la session de cette année ne permet pas de compter sur une coopération de cette Assemblée avec le Gouvernement, telle qu'elle devrait être dans l'intérêt du pays. Je porte ce fait à la connaissance du public, en ajoutant que des mesures seront prises en vue de nouvelles élections.

Wiesbade, 2 novembre 1864.

Le ministre ducal de Nassau :

Signé : WITTGENSTEIN.

PAYS-BAS (LUXEMBOURG).

**Discours d'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée des
États du Grand-Duché de Luxembourg, prononcé le 26 oc-
tobre 1864, par le prince Henri.**

Messieurs,

En venant ouvrir votre session au nom de S. M. le Roi Grand-Duc, il m'est agréable de pouvoir, dans cette occasion solennelle, me féliciter avec vous de la situation favorable du Grand-Duché.

Lors de votre dernière session, des événements graves étaient survenus dans le nord de l'Allemagne. Les appréhensions qu'ils faisaient naître disparaissent ; j'ai l'espérance que le Grand-Duché n'aura à souffrir d'aucune complication nouvelle, qui serait de nature à entraver sa prospérité toujours croissante.

Dans nos rapports avec les Puissances voisines, nous continuons à rencontrer partout des dispositions bienveillantes et amicales.

L'état de l'instruction publique dans ses diverses branches est satisfaisant. La loi sur les pensions des instituteurs et les encouragements accordés à l'enseignement primaire donnent à ce service une impulsion efficace.

Malgré la crise monétaire qui pèse sur une grande partie de l'Europe, l'industrie et l'agriculture du Grand-Duché se trouvent dans une situation relativement favorable.

La loi du budget vous sera immédiatement présentée.

L'état de nos finances, dont vous recevrez un exposé complètement détaillé, est rassurant. Nos recettes extraordinaires, excédant chaque année dans une proportion notable nos dépenses de même nature, nous font entrevoir dans un avenir qui ne peut pas être éloigné, un accroissement de ressources suffisant pour couvrir les dépenses annuelles résultant de l'exécution des grands travaux d'utilité publique prévus par la loi du 6 décembre 1860.

L'activité avec laquelle s'exécutent les travaux du chemin de fer du Nord est telle que cette ligne, à laquelle s'attachent des intérêts si nombreux, pourra être achevée à l'époque fixée par les conventions. Ce moment est aussi celui où devront être résolues les importantes questions qui concernent l'exploitation de notre réseau complet de voies ferrées.

Le Gouvernement ne se dissimule pas les difficultés de toute espèce qui restent à vaincre pour que cette grande œuvre nationale soit à tous égards menée à bonne fin.

Pendant le cours de la session, différents projets de loi vous seront soumis, notamment un projet de loi sur l'allivrement cadastral et des projets de loi concernant le conseil d'État et la Chambre des Comptes.

Vous êtes déjà saisis d'un projet de loi sur les pensions militaires et d'un autre sur la comptabilité de l'État.

Ainsi que dans vos sessions précédentes, j'aime à compter sur votre patriotique concours. Je ne doute pas que mon Gouvernement, animé comme vous du désir de marcher dans les voies libérales et de perfectionner nos institutions sur les bases de la Constitution, ne trouve dans vos délibérations le secours de vos lumières et l'appui de vos loyales intentions.

Puisse la divine Providence éclairer vos travaux !

Au nom du Roi Grand-Duc, je déclare ouverte votre session ordinaire pour 1864.

PÉROU.

Message du Président aux Chambres, le 28 juillet 1864.

La divine Providence, qui veille à la sécurité et au bien-être des peuples, vous a réunis de nouveau ici pour vous occuper des nécessités publiques dans les circonstances pénibles où la patrie se trouve. Je me félicite de me voir au milieu de vous, et je ne doute pas que, comme par le passé, vous fournirez au Gouvernement tous les éléments d'action et de puissance nécessaires pour sauvegarder son indépendance, et toutes les lumières dont il a besoin pour répondre dignement à la confiance du Pérou.

Le funeste événement qui, au mois d'avril de l'année dernière, priva la République de son mandataire légal, m'obligea, conformément à la loi, à remplir la première magistrature de l'État; et dès que j'eus pris possession du poste élevé auquel, sans que je le méritasse, m'avait appelé la munificence de mes compatriotes, je me suis efforcé, sans relâche, à conserver la paix à l'intérieur comme à l'extérieur, à encourager les progrès intellectuels et matériels dans tous les départements, à consolider le crédit, si nécessaire pour la vie et le développement des nations, à nous concilier la sympathie de toutes les classes, au moyen de la juste application des lois et par la générosité propre à notre caractère et à nos institutions libérales; enfin, à réaliser les idées qui pourraient aider à l'affermissement de la démocratie et à l'avenir du continent. Beaucoup de nos idées ont été couronnées du succès désiré, d'autres n'ont pu recevoir qu'une exécution partielle; mais le temps, la persévérance de l'administration publique, et, par-dessus tout, l'influence bienfaisante du Corps législatif, sauront les développer rapidement, pour le profit et l'honneur de la République.

Des événements malheureux sont survenus pendant votre absence et ont retardé, sans la volonté du Gouvernement, l'accomplissement de nombreuses œuvres qui auraient eu, non-seulement un résultat immédiat pour tous les Péruviens, mais qui auraient été un témoignage non équivoque de notre civilisation déjà très-avancée et de nouvelles et plus positives preuves de la grandeur nationale. Malgré l'ardeur avec laquelle nous avons rempli tous nos engagements internationaux, une calamité est venue troubler la quiétude publique, et

révéler au monde que souvent les actes de bienveillance et la tolérance traditionnelle de notre pays ne sont pas suffisants, comme on devrait l'espérer, pour obtenir une réciprocité aussi juste que méritée. Je fais allusion, comme vous le comprendrez, citoyens représentants, aux questions suscitées par l'Espagne.

Cette nation, depuis notre indépendance, resta avec le Pérou dans un état de relations qui, s'il n'était pas légalement défini, ne pouvait toutefois être qualifié autrement que celui d'une paix complète et d'une amitié aussi spontanée que précise. Les Espagnols, même ceux qui furent vaincus, rencontrèrent au milieu de nous une hospitalité franche et loyale, les moyens de vivre à leur aise, des garanties de toutes sortes pour leurs personnes et leurs propriétés et des espérances d'un meilleur sort et de résultats profitables. Bien qu'il n'existaît pas de traité positif, cependant les règles du droit étaient observées par nous avec une scrupuleuse exactitude, et le caractère national avait l'occasion de se montrer cordial et éminemment chevaleresque.

Depuis quelques années, un système funeste et à la fois tout gratuit de calomnies contre la République et contre l'honneur même des Péruviens a été inauguré : — la presse de Madrid manifesta une hostilité flagrante contre nous ; ce système n'était que le précurseur d'autres excès qui témoignent clairement du degré d'animosité nourri contre notre patrie.

L'attentat commis par l'amiral Pinzon, le manque de respect et la précipitation du soi-disant commissaire Mazarredo, nous ont amenés à un conflit qui a fait vibrer toutes les cordes du patriotisme. Le Gouvernement n'a manqué ni à sa conscience ni à ses devoirs officiels. Il a soutenu la dignité nationale sans permettre que des humiliations directes ou indirectes abaissent le nom si honorable du Pérou qui n'a cessé d'être défendu contre les attaques des agents espagnols. Le Ministre des relations extérieures et le Ministre de la justice et de la marine vous rendront compte de toutes les circonstances qui ont accompagné cet événement dont les effets pernicieux ont laissé déjà et laisseront encore des traces indélébiles et profondément douloureuses.

Les autres nations d'Europe continuent de nous être sympathiques, même celles avec lesquelles nous n'avons pas de traités conclus. Il n'en pouvait être autrement, car le Pérou, en suivant ses inspirations naturelles, ne s'éloigne jamais des règles de la civilisation moderne.

Les républiques américaines, nos sœurs, dont les croyances, la législation, les intérêts, les droits et jusqu'aux mœurs sont identiques, forment avec le Pérou une même famille et une même association politique. Le Congrès américain, dont l'initiative a été prise par le cabinet péruvien, donnera une solidarité plus grande à ces sentiments communs, et inaugurerá une ère nouvelle pour les nationalités du

Nouveau-Monde. Je suis heureux de pouvoir vous donner l'assurance que la paix est solidement établie avec ces républiques et que les relations mutuelles continueront sur le pied amical qui convient aux peuples civilisés dans cette époque de grand progrès moral et politique.

La grande République qui nous a précédés dans la glorieuse carrière de l'émancipation, les États-Unis, est encore en proie à une de ces guerres intestines qui travaillent si violemment les nations, mais qui lui fournissent une occasion de prouver surabondamment l'intelligence, l'abnégation et la puissance que ce grand peuple possède. Malgré les circonstances critiques que traversent les États-Unis, ils continuent à entretenir avec le gouvernement Péruvien une franche amitié à laquelle nous répondons par des marques évidentes d'estime. Je me plaît à vous informer que cette harmonie ne sera pas troublée et que les affaires soumises à la commission mixte ont été terminées, d'une façon satisfaisante, par cette commission dont les décisions se font remarquer par leur caractère de loyauté, de savoir et d'impartialité.

Le Gouvernement, au milieu des graves affaires politiques qui ont absorbé son attention pendant les derniers mois, n'a cependant pas négligé les travaux d'amélioration et d'intérêt public dont les peuples ont si grand besoin pour leur développement et leur prospérité. Le chemin de fer entre le port de Pisco et la ville de Ica, en raison de son utilité évidente, sera bientôt achevé; ce chemin est appelé à produire des résultats immenses non-seulement au profit de cette province agricole, mais aussi au profit d'autres provinces qui sont avec la première en relations commerciales très-suivies.

Je regrette que les travaux du chemin de fer d'Islay à Arequipa et celui de Iquique à Tarapaca ne soient pas aussi avancés, car ces deux lignes seront appelées à servir de voie directe entre les deux départements les plus importants du Pérou; mais leur exécution a rencontré de grandes difficultés; le manque de ressources d'une part, et l'élévation du dernier budget ont décidé le Pouvoir exécutif à attendre la résolution des Chambres qui seules peuvent écarter les obstacles qui se sont produits. Des entreprises de ce genre méritent une attention particulière; car notre pays, dont l'industrie est encore dans l'enfance, et qui n'a pas encore les moyens de communication nécessaires pour la porter à un grand développement, demande tout l'appui et toute la protection des autorités pour retirer des avantages positifs des éléments que la nature lui a si généreusement prodigués.

Les travaux décrétés par le Congrès et ceux que le Gouvernement a considérés comme indispensables ont été poussés aussi loin que possible; et vous entendrez avec plaisir le compte rendu du Ministre

des travaux publics relatif à ces entreprises d'une si grande importance pour la nation.

C'est avec une vive satisfaction que le Gouvernement fait connaître aux Corps délibérants de la République que la Constitution et les lois ont été fidèlement et religieusement observées. Les peuples encore inexpérimentés dans la pratique salutaire du régime représentatif, font souvent des essais infructueux pour atteindre aux conséquences d'un système, résultat de l'expérience de plusieurs siècles ; mais nous pouvons heureusement nous considérer comme placés dans une situation pour ainsi dire exceptionnelle. Le Pouvoir exécutif a gardé une telle modération dans les élections nationales, dans les opérations des paroisses et des provinces que jamais on ne pourra l'accuser d'excès de pouvoir ou d'ingérence dans ces opérations ni de mesures restrictives à l'égard de la libre expression du vote national. Beaucoup de questions électorales indépendantes de l'influence administrative ont surgi depuis, car il est impossible d'éviter complètement les divergences d'opinion, les préférences personnelles et l'interprétation diverse des faits et des principes, lorsqu'il existe une liberté pleine et entière d'élection et lorsque la main de l'autorité ne pèse pas sur les comices publics pour leur imposer des décisions étrangères à leur volonté.

L'armée continue d'être la sauvegarde des lois, le soutien de la paix publique et le défenseur de l'indépendance nationale. La force publique, malgré l'autorisation accordée par la Commission législative, n'a pas été portée à l'effectif fixé, et quelques levées de plus que dans l'état normal pourvoient complètement aux exigences du service.

La garde nationale, heureuse création des temps modernes, prend de plus en plus de développement, et il est plus que probable que son organisation complète satisfera les espérances du Gouvernement. Tous les citoyens de la République se lèveront comme un seul homme pour repousser la force qui tenterait de nous envahir, et c'est un spectacle consolant de voir toute une nation s'unir dans une entière conformité de vues, d'intérêts et de principes, pour résister à des agressions aussi injustes qu'imprévues.

La marine s'est trouvée, sinon dans un état de décadence, au moins dans un état de faiblesse relative pour châtier les offenses à notre honneur et les détenteurs de notre propriété ; mais servie par de jeunes marins pleins de noble ardeur, de savoir et animés du saint courage qu'inspire le patriotisme, elle accomplira son devoir, j'en donne l'assurance, d'une manière qui ne laissera point porter atteinte au nom du Pérou.

Les navires de la flotte, tant à cause de leur petit nombre, qu'à cause du mauvais état dans lequel ils se trouvaient, n'ont pu engager

la lutte avec les trois bâtiments qui forment l'escadre espagnole du Pacifique. Le Gouvernement s'est occupé avec sollicitude de se procurer des navires de guerre dans les principaux arsenaux du monde et a donné des ordres pour qu'il en fût construit tant à l'extérieur que dans le pays même; on ne peut s'empêcher d'un sentiment d'enthousiasme et d'orgueil national en voyant les miracles qui ont été accomplis pour équiper des navires dans le port du Callao où les premiers éléments de construction faisaient défaut. Mais nous avons confiance dans nos bonnes relations avec tous les Gouvernements de la terre, dans notre loyauté qui ne s'est jamais démentie et dans la justice de notre cause. Sous peu, grâce à l'infatigable activité du Gouvernement et à la coopération assidue et patriotique du pays, l'escadre sera sur un pied respectable, autant que le permettent nos ressources, et suffisante pour réprimer à temps les excès qui se commettraient aujourd'hui et les offenses qui pourraient nous être faites à l'avenir.

Pour ces motifs, je vous signale, citoyens Représentants, l'urgence de pourvoir le port le plus important de la République, d'établissements que les circonstances ont rendus nécessaires et afin de parer à des éventualités comme les présentes.

La justice est administrée avec droiture et impartialité, et les intérêts ainsi que la vie des habitants sont à l'abri d'attaques et de dangers imprévus. La répression des crimes et délits a lieu d'une façon énergique par l'application rigoureuse des lois de notre code pénal; les tribunaux et la police, dans leur sphère respective, remplissent des devoirs austères qui tournent au profit de la société.

Le culte religieux sans lequel les croyances ne peuvent ni se fortifier ni se propager, et sans lequel, dans bien des cas, la paix publique et l'obéissance raisonnée aux lois ne peuvent être assurées, continue à être l'objet de la protection efficace que nos principes et nos coutumes traditionnelles lui ont toujours accordée. Placé à la hauteur des exigences religieuses de notre époque et à l'abri des exagérations d'un faux zèle, il n'a heureusement rien à redouter dans l'avenir, des dissidences et des schismes.

La stabilité des institutions, le respect du pouvoir et les habitudes du travail découlent presque exclusivement de l'instruction élémentaire et scientifique. Plus les connaissances utiles se répandent dans les masses, moins grands sont les hasards des révoltes. Dans l'époque où nous vivons, les hommes ne sont point gouvernés par la force, mais par les principes et la saine raison; c'est pourquoi, l'autorité suprême, convaincue de la vérité de cette maxime, a donné tous ses soins à ce qui touche l'instruction.

Le Ministre des finances vous donnera des détails circonstanciés sur l'important service dont il est chargé et vous indiquera les moyen-

qui sont à l'étude pour améliorer et régulariser l'émission et la circulation des fonds publics.

La conversion de la monnaie faible, mal chronique à l'égard duquel la science s'est souvent déclarée impuissante, s'opère peu à peu de la manière la mieux appropriée aux besoins publics et le plus rapidement possible. Le moyen employé pour arriver à ce résultat ne s'écarte en rien des prescriptions de la loi. Cette opération terminée, et il y a lieu d'espérer qu'elle le sera bientôt, on aura non-seulement satisfait à un vœu général et accompli une réforme de grande valeur pour l'avenir, mais on aura démontré pratiquement et péremptoirement que cette réforme est destinée à produire les plus heureux résultats.

Le commerce intérieur et extérieur demande à être retiré de l'état stationnaire où il se trouve et qui entrave les progrès de la prospérité de la République. Les besoins du public se manifestent souvent par des symptômes alarmants qu'il importe d'étudier avec attention, et auxquels il faut appliquer des correctifs efficaces pour couper le mal dans sa racine. La liberté est le meilleur antidote et elle a produit de grands bénéfices par son introduction dans les transactions commerciales. Il est bon de noter que les entraves ne servent qu'à protéger les spéculations coupables ; elles diminuent la richesse publique et arrêtent la circulation des idées.

Citoyens représentants :

Je vous ai présenté, dans cette rapide esquisse, le tableau des affaires publiques confiées à ma direction. Toutes les branches de l'administration ont été l'objet des soins qu'elles comportaient ; toutes ont été l'objet d'innovations et d'améliorations réclamées par l'intérêt public et appelées à produire les plus heureux effets. Sans l'occupation des îles Chincha qui a porté le trouble dans nos affaires, notre avenir serait riant, splendide et heureux. Mais l'événement provoqué par l'Espagne sera impuissant à nous arrêter dans notre essor et à paralyser l'accroissement de la fortune publique. Au milieu même des circonstances pénibles où nous nous trouvons, le mouvement des transactions s'accroît et les entreprises industrielles se développent. Ce fait constitue aux yeux du statisticien un argument fort important qui parle éloquemment en faveur de notre organisation politique, de la loyauté de nos procédés et de l'abondance des ressources fournies par un sol que la nature a comblé de tous ses dons.

Les infortunes publiques ont quelquefois aussi leur côté consolant, en ce qu'elles font naître le moyen de sauver l'honneur et l'indépendance nationale. Il m'est agréable de révéler au Corps législatif que, dans ces moments de consternation générale, il n'existe plus, dans la République qu'un seul sentiment, un seul désir et une seule espé-

rance : le châtiment exemplaire de ceux qui ont profané le territoire national, la satisfaction complète de l'offense reçue, et l'union homogène et durable de tous les intérêts. Avec de tels éléments, il n'est pas possible que les institutions et le droit succombent dans cette lutte où la justice est de notre côté, et de l'autre le plus exécrable des attentats.

La session ordinaire du Congrès est ouverte. Que vos travaux, cette fois comme toujours, soient notre ancre de salut, et la base sur laquelle repose le solide et permanent accroissement de la République.

Lima, 28 juillet 1864.

JUAN ANTONIO PEZET,
Président de la République.

POLOGNE.

Discours du comte de Berg, gouverneur du Royaume de Pologne, à l'ouverture de la session du Conseil d'État plénier, à Varsovie, le 10 novembre 1864.

Messieurs,

En vous souhaitant la bienvenue, je suis heureux d'appeler votre attention sur la pacification progressive qui s'est accomplie dans le pays depuis votre dernière réunion. Mais bien que nous reconnaissions cette vérité, il ne faut pas nous dissimuler qu'il nous reste encore des travaux importants à accomplir.

Une vaste conspiration et des tentatives insurrectionnelles ont menacé la prospérité de toutes les classes de la population. Le Gouvernement actuel du royaume a pour mission de raffermir l'édifice chancelant, pour réparer les maux que la Pologne a provoqués elle-même. Il faut que nous réorganisions toutes les branches de l'administration. Je vous invite à commencer par l'examen du budget de 1865.

Vous constaterez avec satisfaction que le Gouvernement de ce pays fait partie en Europe du nombre de ceux qui ont éprouvé les embarras financiers les moins sérieux, malgré les pertes et les dépenses extraordinaires des années 1863 et 1864.

Je nourris l'espoir que nous réussirons en très-peu de temps à rétablir dans les finances un ordre satisfaisant, et que nos travaux auront le même résultat dans toutes les autres branches de l'administration.

PRUSSE.

Circulaire adressée par M. de Bismarck aux Agents diplomatiques auprès des Puissances allemandes , tendant à provoquer des mesures contre la réunion à Francfort du Congrès des Députés allemands et du Comité des Trente-Six institué par le Congrès, 31 décembre 1863.

Monsieur,

Les faits qui ont eu lieu à Francfort le 21 de ce mois ont dû attirer l'attention sérieuse du Gouvernement du Roi, ainsi que celle du Gouvernement autrichien. Ils forment le couronnement d'une série d'efforts qui, depuis assez longtemps, entretiennent l'agitation en Allemagne et qui trouvent maintenant un prétexte bien venu et un moyen efficace dans l'affaire du Slesvig-Holstein et la tentative d'en arracher la direction aux mains du Gouvernement. Tant que ces efforts étaient isolés et sans lien moral, ils pouvaient paraître moins dangereux. Mais on vient d'essayer de leur donner un centre et une organisation, et en même temps de mettre à leur disposition des moyens matériels qui leur donnent une toute autre importance. Dans la dernière réunion, dite Congrès des députés à Francfort, on ne s'est pas borné à prononcer des discours irritants et à exprimer ouvertement l'intention de ne se laisser restreindre par aucune limite légale; mais, malgré l'opposition de quelques hommes sensés, on s'est laissé entraîner à instituer un comité permanent qui se déclare organe officiel de la volonté des Allemands, et qui, comme tel, est destiné à former un centre pour les associations, de constituer un lien permanent entre eux et de disposer unitairement des moyens dont ils disposent tous ensemble.

En même temps la formation d'associations qui poursuivent des buts plus ou moins politiques se poursuit partout, et dans le caractère qu'on imprime aux associations de gymnastique et de défense, dans la formation de corps de volontaires qu'on prétend destinés à appuyer les forces militaires de la Confédération, très-suffisantes par elles-mêmes, il est facile de voir des préparatifs pour tenir prêtes des forces matérielles organisées, qui, dans un moment opportun, pourront être employées à des buts révolutionnaires. L'Allemagne se trouve, de cette façon, couverte d'un réseau d'éléments révolutionnaires qui, provisoirement, essayent d'ébranler l'ordre établi, par la pression morale qu'ils exercent sur les résolutions des Gouvernements et qui menacent le prochain avenir de dangers sérieux, si les Gouverne-

ments ne s'opposent pas à temps avec énergie à leur développement ultérieur.

Nous sommes d'avis que les prescriptions légales existantes prétendent à cet effet les moyens suffisants et efficaces aux Gouvernements. Les principes fondamentaux énoncés dans la résolution fédérale du 13 juillet 1854, concernant le règlement du droit d'association, suffisent pour cela, s'ils sont appliqués partout sérieusement et avec énergie. Je rappelle notamment l'article 4 de la résolution fédérale, qui prohibe tout lien des associations entre elles.

Le but incontestable du Comité des Trente-Six, qui siège à Francfort, est en contradiction directe avec cette disposition. De même, les associations qui se proposent pour but la formation de corps de volontaires armés, doivent être rangées indubitablement dans la catégorie de celles qui portent atteinte à la tranquillité et à la sûreté publique, et qui, d'après l'article 1^{er} des mêmes principes, ne doivent être tolérées dans aucun pays fédéral allemand. Nous nous croyons obligé nous-même d'appliquer en ce moment ces dispositions, et nous croyons que tout Gouvernement allemand y est obligé également. Il n'est pas possible de tolérer la persistance du Comité permanent des Trente-Six dans la ville même qui est le siège de la Diète germanique, en qualité de Comité central pour toute l'Allemagne, pas plus que son rétablissement dans un autre lieu et sous un autre titre. Nous ne permettrons pas la formation de corps de volontaires sur notre territoire et ne leur y accorderons pas le passage. Il est de l'intérêt pressant de la cause allemande, que la Diète a prise en mains propres dans le Holstein, que ce pays ne devienne pas, par l'influence d'éléments révolutionnaires, le foyer des efforts du parti subversif. Toute tentative de formation de forces militaires organisées sous le nom et à la disposition d'une autorité non reconnue et n'ayant pas le droit d'entretenir des forces militaires, serait contraire au droit fédéral et aux buts fédéraux autant qu'aux principes du droit des gens, et ne peut, par conséquent, être toléré sur le territoire fédéral allemand.

Dans ce qui précède, j'ai fait connaître les principes que le Gouvernement du Roi est résolu à prendre pour guides vis-à-vis de l'agitation actuelle en l'Allemagne. Nous espérons, il est vrai, que les Gouvernements allemands apprécieront exactement la gravité de la situation actuelle, et considéreront comme une nécessité qui leur est imposée par leur propre intérêt, de maintenir efficacement leur autorité. Néanmoins nous puisions le droit de rappeler leur attention sur cette nécessité dans le fait que, du moment que l'ordre public est menacé ou troublé dans une partie quelconque du territoire fédéral, les autres membres de la Confédération et l'ensemble de celle-ci sont

tenus et ont le droit de prendre les mesures propres à sauvegarder leur propre sûreté et la sûreté commune. Je prie Votre Excellence de vous exprimer dans le sens de ces observations vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, verbalement et confidentiellement à la vérité, mais avec toute l'insistance possible, et j'ajoute que des instructions tout à fait identiques seront expédiées à votre collègue autrichien.

DE BISMARCK.

Berlin, 31 décembre 1863.

Dépêche de M. de Bismarck à M. de Katte, répondant aux observations faites par le comte Russell sur les conditions stipulées dans les préliminaires de paix à Vienne.

Bade, le 31 août 1864.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une dépêche du comte Russell, en date du 20 de ce mois, qui m'a été communiquée par le chargé d'affaires de S. M. Britannique à Berlin, M. Lowther, et qui exprime la manière de voir du cabinet de Londres sur les préliminaires de paix. Il ne serait d'aucune utilité d'entrer à ce sujet en discussion avec le comte Russell. Je veux seulement faire observer : que nous n'avons jamais mis en doute l'existence des droits du Roi Chrétien IX, et que, par suite, la cession de ces droits a pu être réclamée par nous sans rien préjuger ; que nous repoussons comme dénuée de tout fondement la crainte exprimée dans la susdite dépêche que la situation difficile et anormale faite à la nationalité allemande dans le Slesvig pourrait se reproduire en sens inverse aujourd'hui à l'égard de la nationalité et de la langue danoise dans le nord du Slesvig ; enfin que le Cabinet anglais lui-même n'a guère pu croire qu'il nous fût encore possible de maintenir, en présence des événements qui se sont passés depuis, les concessions faites par nous dans le cours des Conférences, en ce qui touche le démembrément du Slesvig et de revenir à autre chose qu'à notre demande du 28 mai, savoir : la séparation complète des Duchés.

Du reste, nous remarquons avec satisfaction que, dans cette dépêche, le Gouvernement de S. M. Britannique semble plus disposé, qu'il ne l'était au moment de la Conférence, à tenir compte des vœux des populations des Duchés, et que nous pouvons, sur ce point au moins, constater un certain rapprochement dans la manière de voir des deux Cabinets.

Vous voudrez bien, Monsieur, vous prononcer dans ce sens vis-à-vis du comte Russell.

Signé : DE BISMARCK.

TURQUIE.

PROTOCOLES DE LA CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE SUR LA QUESTION DES BIENS DES COUVENTS DÉDIÉS.

Protocole n° 1.

Séance du 9 mai 1864.

Présents : Les Plénipotentiaires de Turquie, de la Grande-Bretagne, de France, d'Autriche, de Prusse, de Russie et d'Italie.

Les Représentants des Puissances signataires du Traité de Paris ont été invités par le Ministre des affaires étrangères de S. M. I. le Sultan à se réunir en Conférence pour donner une solution équitable à la question des biens conventuels situés dans les Provinces-Unies.

Ayant obtenu de leurs Gouvernements respectifs l'autorisation de se rendre à cette invitation, ils se sont rencontrés aujourd'hui, 9 mai, chez S. A. le Ministre des affaires étrangères et ont commencé l'examen des questions qui leur sont soumises.

Ils ont pris pour point de départ le Protocole 13 de la Conférence de Paris, en date du 30 juillet 1858.

Ils ont reconnu :

1^o Que les différentes prévisions de ce Protocole ne se sont pas réalisées;

2^o Que le Gouvernement moldo-valaque a, par une série de mesures successives, tranché à son profit des questions dont le mode de solution avait été prévu par les Puissances et consigné dans un acte obligatoire pour ledit Gouvernement;

3^o Qu'en conséquence le devoir de la Conférence est de regarder comme non avenues les mesures dont le caractère arbitraire ne saurait avoir aucune valeur à ses yeux, et de blâmer la manière dont le Gouvernement moldo-valaque a cru pouvoir dépasser sa compétence dans des questions qu'il ne lui appartient pas de résoudre.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 2.

Séance du 14 mai 1864.

La Conférence reconnaît qu'elle doit avant tout s'entourer de toutes les lumières qui peuvent lui faciliter l'accomplissement de son mandat. Il convient donc de nommer une Commission chargée de dresser un état général des propriétés, objets de litige entre le Gouvernement

des Principautés-Unies et les communautés grecques de la Turquie, de les classer suivant leur nature et leur origine, de constater l'importance de leurs revenus et celle des charges qui peuvent leur être affectées.

Cette Commission se composera d'un membre désigné par la Sublime-Porte et des membres désignés par chacun des Représentants, à moins que quelques-uns de ces derniers ne veuillent se réunir pour nommer en commun un même membre.

Cette Commission aura son siège à Constantinople auprès de la Conférence dont elle relève, et qui se réserve la faculté de l'envoyer sur les points des Principautés-Unies où sa présence serait utile, pour étudier sur place les questions soumises à son examen.

La Commission rédigera un Rapport général et raisonnable résumant l'ensemble de son travail et propre à servir de base aux décisions ultérieures de la Conférence.

Il est entendu que la nomination de cette Commission ne préjuge pas l'opinion des membres de la Conférence et qu'elle laisse à celle-ci une liberté entière quant à la solution définitive qui lui paraîtrait la meilleure pour terminer le différend, objet de sa réunion.

Le Gouvernement des Principautés-Unies et les Saints-Lieux d'Orient seront invités à désigner chacun une personne chargée de fournir à ladite Commission, chaque fois qu'elle le demandera, les éclaircissements qui pourront lui être utiles.

(Suivent les signatures.)

Protocole n° 3.

Séance du 28 mai 1864.

Portant leur attention sur les mesures qui devraient être adoptées à l'égard des biens conventuels et de leurs revenus en attendant la solution définitive des questions en litige, les membres de la Conférence, agissant dans un esprit de conciliation mutuelle, ont trouvé convenable de stipuler qu'aucun acte d'aliénation de ces propriétés ne doit être opéré, et que la conservation des revenus doit être assurée jusqu'à l'entièvre conclusion du débat ; qu'il importe enfin que le Gouvernement des Principautés-Unies en soit averti.

L'hospodar, qui a du reste déclaré, dès l'origine, que son intention était de ne pas disposer de ces revenus, a donc le devoir de s'abstenir d'y toucher dorénavant ; et la Conférence est d'accord que lesdits revenus, quant à présent, devront être intégralement versés, d'une manière qui en assure la conservation, dans une caisse spéciale sous la surveillance des Puissances.

Les objets du culte provenant des couvents devront être religieusement conservés.

(L. S.) *Signé* : AALI, H. BULWER, marquis DE MOUSTIER, PROKESCH, OSTEN, BRASSIER DE SAINT-SIMON, MOVIKOF, GREPPI.

Lettre de S. A. le Grand-Vizir à S. A. S. le prince Couza.

Constantinople, le 9 juin 1864.

Mon Prince. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, d'ordre de S. M. I. le Sultan, les Protocoles contenant le résultat des délibérations de la Conférence qui s'est réunie à Constantinople pour examiner les questions relatives à l'affaire des biens conventuels dans les Principautés-Unies.

Votre Altesse remarquera en lisant ces documents que la Conférence est d'accord que les revenus des couvents devront, quant à présent, être intégralement versés, d'une manière qui en assure la conservation, dans une caisse spéciale sous la surveillance des Puissances.

La Conférence est unanime à penser que cette surveillance ne doit pas être de pure forme, mais sérieuse et réelle. Votre Altesse voudra donc bien prendre avec la Sublime-Porte les arrangements nécessaires pour que la constitution de cette caisse remplisse le but que la Conférence s'est proposé. Ce but ne serait pas suffisamment atteint, si le choix du Receveur n'offrait pas à la Sublime-Porte et aux Puissances toutes les garanties qu'elles peuvent désirer et si leurs Délégués n'étaient pas mis par le Gouvernement de Votre Altesse en mesure de remplir complètement leur tâche, en recevant les états exacts des revenus à percevoir, ainsi que l'indication des époques où les versements doivent être opérés.

Il est bien entendu que le contenu de la présente communication ayant été concerté entre la Sublime-Porte et les Puissances n'est que l'expression de ce concert.

Agréez, etc.

Signé : FUAD.

Déclaration présentée à S. A. Aali-Pacha par le chef des Saints-Lieux touchant l'expropriation des biens de l'Église dans les Principautés-Unies moyennant une indemnité pécuniaire.

Constantinople, le 10/22 septembre 1864.

Altesse,

Les rumeurs répandues par la malveillance cherchent à accréditer partout que les soussignés seraient disposés à admettre comme base de solution de la question conventuelle, l'expropriation de l'Église contre une indemnité pécuniaire que le Gouvernement des Principautés lui accorderait.

Les soussignés se flattent, Altesse, que la Sublime-Porte ainsi que les hautes cours garantes, ont trop apprécié les principes qui leur ont dicté les déclarations qu'ils ont formulées l'année dernière, au sujet de la proposition d'indemnité pécuniaire mise en avant par le Gouvernement du Prince Couza, pour qu'il soit nécessaire de répéter que cette proposition, que l'Église considère comme une dernière insulte beaucoup plus outrageante que le fait même de la spoliation des Saints-Lieux, ne peut jamais obtenir leur acquiescement.

Toutefois, pour ne pas laisser prendre consistance aux rumeurs qu'on répand dans le but de neutraliser les effets du Protocole du 29 mai dernier, les soussignés croient de leur devoir de déclarer de nouveau solennellement devant Votre Altesse que, dans aucun cas, leurs convictions religieuses ni la conscience de leur devoir ne leur permettront d'admettre l'expropriation de l'Église, ni d'accepter une indemnité quelconque.

Les soussignés ont l'honneur de prier Votre Altesse, etc.

*Ont signé : SOPHRONIUS, patriarche de Constantinople ;
 JACQUES, patriarche d'Alexandrie ;
 IÉROTHÉE, patriarche d'Antioche ;
 CYRILLE, patriarche de Jérusalem ;
 CYRILLE, archevêque du Mont-Sinaï ;
 NILOS, archimandrite, représentant du Mont-Athos.*

FIN DU QUATRIÈME VOLUME DE LA QUATRIÈME ANNÉE.

F. AMYOT.

TABLES DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME DE LA QUATRIÈME ANNÉE.

(1864)

I. TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

	Pages.
(a) Traités, Conventions, Protocoles, etc., etc.....	425
(b) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémorandums, etc., etc	426

II. TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) Traités, Conventions, Protocoles, etc., etc.....	432
(d) Correspondances, Dépêches, Notes, Mémorandums, etc., etc	435

I

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

(a) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC., ETC.

	Pages.
1861	
Juillet... 19. <i>Italie, Turquie.</i> Traité de commerce.....	161
Octobre.. 10. <i>Belgique, Turquie.</i> Traité de commerce.....	169
1862	
Février.. 25. <i>États-Unis, Turquie.</i> Traité de commerce.....	176
Septembre 27. <i>Brême, Hambourg, Lubeck, Turquie.</i> Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation.....	5
1863	
Avril.... 23. <i>Italie, Portugal.</i> Convention postale.....	325
Septembre 28. <i>Italie, Russie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	11
Octobre.. 10. <i>Grande-Bretagne, Tunis.</i> Convention relative à la possession de biens fonds par des sujets anglais dans la régence de Tunis....	21
Décembre 5. <i>France, Égypte.</i> Décret créant et déterminant les fonctions de con- sul-juge à Alexandrie.....	22
1864	
Janvier... 25. <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i> Protocole de la conférence de Londres sur la neutralité des îles Ioniennes..	363
— 25. <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i> Protocole de la conférence de Londres pour régler les questions de commerce, douane, etc., dans les îles Ioniennes.....	364
Avril.... 4. <i>Autriche, Mexique.</i> Pacte de famille.....	399
— 8. <i>France, Espagne.</i> Convention entre la France et l'Espagne, rela- tive au service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne.....	18 ¹

1864

	Pages.
Avril..... 8. <i>France, Italie.</i> Convention pour régler l'échange de mandats de poste entre la France et l'Italie.....	23
Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie.</i> Protocole n° 1 de la conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie.</i> Protocole n° 2. <i>Idem.</i>	421
— 26. <i>Grèce, Grande-Bretagne.</i> Protocole pour la mise à exécution du traité du 29 mars par l'union des îles Ioniennes à la Grèce.....	371
— 28. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie.</i> Protocole n° 3 de la conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	422
Juin.... 20. <i>France, Japon.</i> Arrangement entre la France et le Japon en réparation des actes d'hostilité commis contre un bâtiment de la marine impériale, et d'un attentat contre un officier français.....	190
Juillet... 18. <i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Suspension d'armes de Christiamfeld.....	381
Août..... 1. <i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Protocole concernant les conditions de l'armistice.....	383
— 1. <i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Préliminaires de paix de Vienne.....	382
— 7. <i>Grèce, Turquie.</i> Convention télégraphique.....	197
Septembre 7. <i>France, Italie.</i> Décret impérial pour l'exécution de la convention du 8 avril relative à l'échange des mandats de poste.....	26
— 15. <i>France, Italie.</i> Convention entre la France et l'Italie, touchant l'évacuation des Etats pontificaux par les troupes françaises.....	192
— 19. <i>France, Portugal.</i> Décret portant modification des taxes applicables aux correspondances échangées entre la France et le Portugal et réciproquement.....	194
— 28. <i>France, Grande-Bretagne.</i> Décret réglant la taxe des correspondances échangées entre la France et l'Algérie et les colonies anglaises d'Amérique par la voie des paquebots français.....	196
Octobre.. 30. <i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Traité de paix de Vienne.....	330

(b) CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1863

Mai..... 16. <i>Grande-Bretagne.</i> Dépêche du comte Russell à lord Loftus, sur la nécessité de pourvoir au rétablissement de la monarchie en Grèce.....	340
Juin.... 6. <i>Grèce.</i> Adresse de la députation grecque présentée par l'amiral Canaris au roi des Hellènes.....	342
Juillet... 2. <i>Grande-Bretagne.</i> Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell, au sujet de l'importance des îles Ioniennes pour le commerce de l'Autriche.....	343
— 30. <i>Grèce.</i> Dépêche du comte Sponneck à M. Ruffo, lui transmettant le message du roi George à l'assemblée nationale.....	344
Août.... 8. <i>Danemark.</i> Dépêche de M. Hall au comte Hamilton, relative au projet d'alliance entre le Danemark et la Suède.....	201
— 10. <i>Grande-Bretagne.</i> Dépêche de sir A. B. Paget au comte Russell sur la neutralité des îles Ioniennes.....	345
— 21. <i>Danemark.</i> Projet de traité d'alliance remis confidentiellement au comte Hamilton.....	202
— 27. <i>Grande-Bretagne.</i> Dépêche du comte Russell à M. Scarlett à Athènes au sujet de deux corrections à faire au traité d'accession du prince Guillaume de Danemark au trône de Grèce.....	345
— 31. <i>Danemark.</i> Dépêche de M. Hall au comte Hamilton sur l'urgence de conclure un traité d'alliance entre le Danemark et la Suède..	203

1863

	Pages.
Septembre 28. <i>Danemark</i> . Extrait d'une dépêche de M. Bülow à M. Hall, sur la situation de la Suède vis-à-vis du différend dano-allemand.....	204
— 29. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. de Plessen à M. Hall, touchant le bruit d'un traité d'alliance entre le Danemark et la Suède.....	205
— 29. <i>France, Grande-Bretagne</i> . Note de MM. Bourée et Scarlett à l'assemblée nationale au sujet de la résolution prise par cette dernière de publier la correspondance privée du roi Othon.....	346
Octobre.. 3. <i>Iles Ioniennes</i> . Discours du lord haut commissaire de la Grande-Bretagne à l'ouverture du dernier parlement ionien.....	348
— 4. <i>Iles Ioniennes</i> . Décret du parlement ionien pour la réunion des sept îles à la Grèce.....	350
— 4. <i>Iles Ioniennes</i> . Adresse du parlement ionien en réponse au discours du lord haut commissaire.....	350
— 5. <i>Suède</i> . Dépêche du comte de Manderstroem au comte Hamilton, relative au nouveau projet de loi fondamentale pour les affaires communes de la monarchie danoise soumis au Rigsraad.....	206
— 5. <i>Suède</i> . Extrait d'une dépêche du comte de Manderstroem au comte Hamilton relative aux conditions auxquelles la Suède prêterait son concours au Danemark en cas d'attaque.....	208
— 5. <i>Iles Ioniennes</i> . Réponse du lord haut commissaire à l'adresse du parlement ionien.....	351
— 7. <i>Danemark</i> . Dépêche du comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Hall, au sujet de la note adressée par le comte de Manderstroem aux légations de Suède et Norvège à Londres et à Paris.....	210
— 8. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade, ministre à Berlin, à M. Hall, rapportant une conversation avec M. de Bismarck, au sujet de l'exécution éventuelle dans le Holstein.....	54
— 9. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de la médiation.....	56
— 19. <i>Iles Ioniennes</i> . Décision de l'assemblée sur l'union à la Grèce.....	352
— 20. <i>Iles Ioniennes</i> . Protestation du parlement contre la démolition des fortifications de Corfou.....	355
— 21. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall, rapportant une conversation avec M. de Bismarck.....	57
— 22. <i>Danemark</i> . Dépêche du baron de Rosenkrantz, secrétaire de la légation danoise à Francfort, à M. Hall, rendant compte d'une séance de la Diète.....	60
— 23. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall, au sujet du rapport fait par le comité-uni à la Diète fédérale sur la proposition du comte Russell.....	61
— 24. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall signalant le danger de l'exécution fédérale.....	64
— 26. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Hall à M. Quaade lui envoyant la déclaration que le ministre du roi à Francfort est chargé de faire à la Diète.....	65
— 27. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall, expliquant dans quel cas M. de Bismarck considère que l'exécution ne pourrait avoir lieu.....	66
— 28. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall en réponse à sa dépêche du 26 octobre.....	68
— 28. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall rapportant une entrevue avec M. de Bismarck et sir A. Buchanan.....	70
— 30. <i>Grèce</i> . Proclamation du roi George en montant sur le trône.....	356
— 31. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall, lui rendant compte de l'état de la situation.....	71
— 31. <i>Grèce</i> . Note de M. Calligas à M. Scarlett lui annonçant la prise de possession solennelle du trône de Grèce par le roi George.....	357

1863

	Pages.	
Novembre	3. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Hall à M. Quaade à propos d'une observation que lui a faite sir A. Paget.....	73
—	3. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de l'abandon au vote des États du Holstein du budget normal.....	74
—	3. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall contenant une proposition de M. de Bismarck au sujet du budget normal du Holstein.....	77
—	3. <i>Grande-Bretagne</i> . Réponse de M. Scarlett à la note du 31 octobre de M. Calligas.....	359
—	5. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de la situation de la Diète dans les résolutions à prendre.....	79
—	6. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet des communications à la Diète fédérale par l'intermédiaire du comité uni.....	80
—	7. <i>Grande-Bretagne</i> . Note de M. Scarlett à M. Delyannis au sujet du retrait de l'occupation de la banque nationale d'Athènes par des forces étrangères.....	359
—	8. <i>Grèce</i> . Réponse de M. Delyannis à la note de M. Scarlett du 7 novembre.....	359
—	9. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Hall à M. Quaade, au sujet des précédents existants pour les communications directes au comité de la Diète.....	82
—	10. <i>Danemark</i> . Extrait d'une dépêche de M. Scheel-Plessen à M. Hall, rendant compte d'une conversation avec le roi de Suède.....	213
—	11. <i>Danemark</i> . Circulaire de M. Hall aux agents du Danemark à Stockholm, Saint-Pétersbourg et Paris, au sujet des négociations avec la Prusse pour l'intervention amicale de l'Angleterre.....	84
—	11. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à lord Napier au sujet de la neutralité des îles Ioniennes et de la démolition des fortifications de Corfou.....	360
—	12. <i>Grande-Bretagne</i> . Note de M. Scarlett à M. Delyannis au sujet de l'occupation de la banque nationale.....	362
—	13. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. Thile, sous-secrétaire d'État, à M. de Balan, sur les dangers de la mise en vigueur de la nouvelle constitution pour la monarchie danoise.....	85
—	16. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. de Scheel Plessen à M. Hall.....	213
—	27. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Hall à M. de Scheel-Plessen au sujet de la nouvelle phase dans laquelle est entré le conflit dano-allemand.....	213
—	27. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Hall à M. de Scheel-Plessen, au sujet des armements de guerre entrepris par la Suède.....	215
Décembre	1. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall, sur l'hésitation de la Suède à conclure le traité d'alliance projeté.....	216
—	2. <i>Suède</i> . Dépêche du comte de Mandrestrom au comte Hamilton relative aux communications faites par M. de Scheel-Plessen au cabinet de Stockholm.....	217
—	4. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall, touchant les communications qu'il a été chargé de faire au cabinet de Stockholm.....	220
—	8. <i>Mexique</i> . Lettre de l'archiduc Maximilien à M. Guttierez de Estrada en réponse à l'adresse qui lui a été présentée par la députation mexicaine et qui lui offre la couronne du Mexique.....	255
—	10. <i>Danemark</i> . Extrait d'une dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall relative à l'imminence d'une exécution fédérale dans le Holstein.....	222
—	31. <i>Prusse</i> . Circulaire de M. de Bismarck pour provoquer des mesures contre la réunion à Francfort du congrès des députés allemands.	418

1864

Janvier ..	6. <i>Grande-Bretagne</i> . Note de M. Hammond à M. Layard au sujet de la démolition des fortifications de Corfou.....	362
------------	--	-----

1864

	Pages.
Janvier .. 26. <i>Tunis</i> . Rescrit adressé par le bey de Tunis aux gouverneurs des provinces à l'occasion des troubles qui ont éclaté dans la régence...	312
— 28. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à M. Scarlett sur les obligations qui incombent à la Grande-Bretagne dans l'union des îles Ioniennes à la Grèce.....	366
Mars..... 12. <i>Confédération germanique</i>. Rapport du baron van der Pförtchen, ministre de Bavière, à la Diète sur la succession dans le Schlewig-Holstein.....	95
Avril..... 15. <i>Grèce</i>. Décret de la deuxième assemblée nationale par la mise en vigueur du traité et de la convention du 20 mars 1864.....	370
— 23. <i>Russie</i> . Déclaration concernant les héritages meubles des sujets saxons décédés dans le royaume de Pologne et réciproquement...	265
— 23. <i>Russie</i> . Déclaration concernant les héritages meubles des sujets saxons décédés dans l'empire de Russie et dans le grand-duché de Finlande et réciproquement.....	267
Mai..... 25. <i>États-Unis</i>. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis à l'étranger, relative aux formalités à remplir par les étrangers s'embarquant pour les États-Unis.....	250
<i>Grèce</i> . Proclamation adressée aux Ioniens par M. Zaëmis, lieutenant général du roi de Grèce, à son arrivée à Corfou.....	371
— 28. <i>Grande-Bretagne</i> . Proclamation du lord haut commissaire pour la cessation du protectorat britannique dans les îles Ioniennes....	374
Juin..... 9. <i>Turquie</i>. Lettre de Fuad-Pacha au prince Couza en lui envoyant les protocoles de la conférence de Constantinople.....	423
— 10. <i>Suède</i> . Dépêche du comte de Manderström au chambellan Björnstierna, ministre à Copenhague, au sujet de l'attitude de la Suède dans le conflit dano-allemand.....	93
— 15. <i>Mexique</i> . Discours prononcé par le marquis de Montholon en remettant à l'empereur Maximilien ses lettres de créance.....	256
— 26. <i>Wurtemberg</i> . Proclamation du roi Charles en montant sur le trône.	46
— 26. <i>Wurtemberg</i> . Manifeste du roi Charles pour annoncer son avènement au trône.....	47
— <i>Turquie</i> . Rapport du grand conseil adressé à S. A. le Grand-Vizir sur les améliorations introduites dans le système administratif de la Turquie.....	313
Juillet..... 6. <i>Danemark</i>. Dépêche de M. Torben-Bille à Londres, à Mgr Monrad, au sujet des ouvertures faites par le Cabinet de Paris à celui de Londres.....	86
— 7. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Monrad rapportant une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys.....	86
— 8. <i>Suède</i> . Dépêche du comte de Manderström au chambellan Björnstierna, lui annonçant que la Suède ne prendra aucune part active dans le conflit dano-allemand, excepté dans le cas d'une alliance avec la France et l'Angleterre.....	94
— 10. <i>Danemark</i> . Dépêche du comte de Scheel-Plessen à Stockholm, à M. Monrad, rapportant une conversation avec le comte de Manderström	88
— 11. <i>Danemark</i> . Communication du cabinet Bluhme aux deux Chambres du Rigsraad.....	377
— 11. <i>Danemark</i> . Proclamation du ministre de la guerre à l'armée.....	378
— 12. <i>Wurtemberg</i> . Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	48
— 12. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Monrad, rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys...	88
— 12. <i>Russie</i> . Rescrit de l'Empereur à S. A. I. le grand-duc Michel Nicolaïewitch, son lieutenant dans le Caucase et commandant en chef de l'armée du Caucase.....	268

1864

	Pages.	
Juillet..	12. <i>Russie</i> . Lettres patentes de l'Empereur aux Cosaques du Terek et du Kouban, réduisant la durée du service obligatoire.....	270
—	12. <i>Russie</i> . Oukase relatif à la retraite dont jouiront les troupes ayant fait partie de l'armée du Caucase jusqu'à l'année 1864.....	271
—	12. <i>Russie</i> . Oukase instituant une médaille d'argent commémorative de la guerre du Caucase.....	272
—	12. <i>Danemark</i> . Note identique de M. Bluhme à MM. de Bismark et de Rechberg.....	379
—	14. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Bluhme sur les sentiments de la France et de l'Angleterre.....	90
—	15. <i>Danemark</i> . Dépêche de M. Torben-Bille à Londres à M. Bluhme sur les démarches de l'Angleterre à Berlin et à Vienne pour une suspension des hostilités.....	91
—	15. <i>Prusse</i> . Réponse de M. de Bismark à la note de M. Bluhme du 12 juillet.....	380
—	16. <i>Autriche</i> . Réponse du comte de Rechberg à la note de M. Bluhme du 12 juillet.....	380
—	18. <i>États-Unis</i> . Proclamation du président Lincoln faisant un appel de cinq cent mille hommes.....	31
—	23. <i>Wurtemberg</i> . Adresse de la Chambre en réponse au discours du Trône	49
—	25. <i>Russie</i> . Oukase promulguant le règlement relatif aux hommes libres des gouvernements de l'ouest, habitant des terres seigneuriales.	276
—	26. <i>Russie</i> . Oukase relatif au patronage des églises dans le royaume de Pologne.....	273
—	27. <i>Mexique</i> . Circulaire de M. Gonzalès de la Vega, ministre de l'intérieur, au sujet des individus qui déposeront les armes.....	34
—	28. <i>Autriche</i> . Dépêche du comte de Rechberg au comte de Chotek, chargé d'affaires d'Autriche à Berlin, relative à la question douanière.....	28
—	28. <i>Pérou</i> . Message du Président aux Chambres.....	411
—	29. <i>Grande-Bretagne</i> . Message de la Reine pour la clôture de la session du parlement anglais.....	32
—	29. <i>Mexique</i> . Décret impérial pour la levée du blocus dans tous les ports de l'empire.....	35
—	30. <i>États-Romains</i> . Bref de S. S. Pie IX aux évêques polonais.....	246
Août.....	3. <i>Mexique</i> . Lettre de Maximilien à don José Fernando Ramirez sur l'administration de la justice et de l'instruction publique.....	36
—	6. <i>Danemark</i> . Dépêche du comte de Scheel Plessen à Stockholm, à M. Bluhme, relative aux fausses allégations du correspondant de <i>l'Aftonbladet</i> sur ses conversations avec le comte de Manderstrom.....	92
—	6. <i>Confédération germanique</i> . Rescrit du prince Frédéric-Guillaume de Hesse au sujet de sa renonciation à la couronne de Danemark.	385
—	6. <i>Danemark</i> . Discours du Roi à l'ouverture du Rigdad.....	386
—	7. <i>Mexique</i> . Lettre de Maximilien à don Valaquez de Léon, exprimant ses vues sur la liberté de la presse.....	36
—	8. <i>Danemark</i> . Proclamation du Roi à l'armée.....	387
—	8. <i>Danemark</i> . Déclaration des plénipotentiaires remise au baron de Werther, ambassadeur de Prusse à Vienne.....	387
—	9. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Bismark au comte de Bernstorff touchant les préliminaires de paix signés à Vienne entre le Danemark et la Prusse et l'Autriche.....	261
—	10. <i>Danemark</i> . Discours de M. Bluhme dans la séance du Folkething..	388
—	11. <i>Tunis</i> . Circulaire du Bey aux représentants des Puissances étrangères pour leur annoncer la conclusion de la paix.....	313
—	16. <i>Serbie</i> . Discours du prince Michel à l'ouverture de la Skuptchina.	37

1864

	Pages.
Août.... 20. <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche du comte Russell à M. Lowther en réponse à la lettre de M. de Bismarck.....	263
— . <i>Danemark</i> . Rapport du comité du Folkething.....	223
— 30. <i>Danemark</i> . Message de clôture adressé par le Roi au Rigsraad.....	237
— 30. <i>Russie</i> . Rescrit de l'Empereur au général, aide de camp de Berg, son lieutenant dans le royaume de Pologne.....	281
— 30. <i>Russie</i> . Oukase impérial sur les écoles primaires dans le royaume de Pologne.....	284
— 30. <i>Russie</i> . Oukase impérial sur les gymnases et progymnases de jeunes filles dans le royaume de Pologne.....	295
— 30. <i>Russie</i> . Oukase sur le gymnase russe et le progymnase de jeunes filles de l'école primaire attachée à cet établissement à Varsovie.	297
— 30. <i>Russie</i> . Oukase impérial sur l'école principale évangélique allemande de Varsovie.....	302
— 30. <i>Russie</i> . Oukase impérial sur la création des directions scolaires dans le royaume de Pologne.....	304
— 30. <i>Russie</i> . Oukase impérial adoucissant les peines criminelles et correctionnelles dans le royaume de Pologne.....	310
— 31. <i>Prusse</i> . Dépêche de M. de Bismarck à M. de Katte, en réponse aux observations du comte Russell sur les conditions des préliminaires de paix de Vienne.....	420
Septembre. 1. <i>Serbie</i> . Adresse de la Skupchtna en réponse au discours du prince Michel.....	42
— 1. <i>Serbie</i> . Réponse du prince à l'adresse de la Skupchtna.....	46
— 3. <i>États-Unis</i> . Proclamation adressée par le président Lincoln au peuple américain à la suite des derniers succès des armées fédérales.....	251
— 8. <i>Grande-Bretagne</i> . Avis pour interdire aux navires des parties belligerantes en Amérique l'entrée dans les ports anglais pour être vendus ou désemparés.....	34
— 8. <i>États-Unis</i> . Lettre adressée à la Convention de Chicago par laquelle M. Mac-Clellan déclare accepter la candidature à la Présidence.	252
— <i>États-Unis</i> . Lettre adressée par le président Lincoln à la Convention de Baltimore.....	254
— 12. <i>Danemark</i> . Adresse présentée au Roi par une députation des habitants du nord du Slesvig.....	237
— . <i>Danemark</i> . Adresse présentée par les habitants du nord du Slesvig aux commissaires civils austro-prussiens à Flensbourg.....	238
— 12. <i>Brésil</i> . Message de clôture de la session des Chambres.....	402
— 16. <i>Danemark</i> . Lettre adressée par M. Hall au <i>Dagbladet</i> , journal de Copenhague, au sujet de la dépêche du comte de Manderstroem, du 5 octobre 1863.....	239
— 18. <i>Espagne</i> . Circulaire du ministre de l'intérieur aux gouverneurs des provinces, relative à la ligne politique adoptée par le nouveau cabinet.....	243
— 19. <i>Pays-Bas</i> . Discours prononcé par le Roi à l'ouverture de la session législative.....	258
— 20. <i>Suisse</i> . Discours prononcé par le Président du Conseil des États à l'ouverture des Chambres.....	311
— 21. <i>Espagne</i> . Décrets royaux accordant l'amnistie pour tous les délits de presse, et déclarant le congrès des députés dissous.....	241
— 22. <i>Turquie</i> . Déclaration du chef des Lieux Saints à Aali Pacha sur l'expropriation des biens de l'Eglise, dans les Principautés, moyennant indemnité pécuniaire.....	424
— 30. <i>Pays-Bas</i> . Adresse de la seconde Chambre en réponse au discours du Trône.....	259
— <i>Chine</i> . Décret impérial relatif à la prise de Pékin.....	402

1864

	Pages.
Octobre .. 26. <i>Pays-Bas</i> (Luxembourg). Discours d'ouverture de la session ordinaire des États du grand-duché.....	409
— <i>Confédération Argentine</i> . Discours de clôture du Congrès.....	408
Novembre. 2. <i>Nassau</i> . Décret portant dissolution de l'Assemblée des États.....	409
— 10. <i>Russie</i> . Discours du comte de Berg à l'ouverture de la session du conseil d'État plénier, à Varsovie.....	417
— 12. <i>Autriche</i> . Discours du prince d'Auersperg, président, à la grande séance de la Chambre haute.....	394
— 12. <i>Autriche</i> . Discours de M. Hasner, président de la Chambre des députés.....	395
— 14. <i>Autriche</i> . Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session du Reichsrath.....	390

II

TABLE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES.

(c) TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, DÉCLARATIONS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

	Pages.
1864, Janvier... 25. <i>France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie</i> . Protocole de la Conférence de Londres sur les îles Ioniennes.....	363
Avril 9. <i>Mexique</i> , Pacte de famille.....	399
Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Prusse, Russie, Italie</i> . Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem</i>	421
— 28. Troisième protocole. <i>Idem</i>	422
Juillet... 18. <i>Danemark, Prusse</i> . Suspension d'armes de Christiansfeld..	381
Août..... 1. <i>Danemark, Prusse</i> . Protocole concernant les conditions de l'armistice.....	383
— 1. <i>Danemark, Prusse</i> . Préliminaires de paix de Vienne.....	382
Octobre.. 30. <i>Danemark, Prusse</i> . Traité de paix de Vienne.....	330

BRÉME.

1862, Septembre 27. <i>Hambourg, Lubeck, Turquie</i> . Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation.....	5
---	---

RELIGIQUE.

1861, Octobre.. 10. <i>Turquie</i> . Traité de commerce.....	169
--	-----

DANEMARK.

1864, Juillet.... 18. <i>Autriche, Prusse</i> . Suspension d'armes de Christiansfeld....	381
Août.... 1. <i>Autriche, Prusse</i> . Préliminaires de paix de Vienne.....	382
— 1. <i>Autriche, Prusse</i> . Protocole concernant les conditions de l'armistice	383
Octobre.. 30. <i>Autriche, Prusse</i> . Traité de Vienne.....	330

ÉGYPTE.

1863, Décembre. 5. <i>France</i> . Décret créant et déterminant les fonctions de consul-juge à Alexandrie.....	22
--	----

DU QUATRIÈME VOLUME.

433

ESPAGNE.

	Pages.
1864, Avril..... 8. <i>France</i> . Convention relative au service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne.....	184

ÉTATS-UNIS.

1862, Février... 25. <i>Turquie</i> . Traité de commerce.....	176
---	-----

FRANCE.

1863, Décembre 5. <i>Égypte</i> . Décret créant et déterminant les fonctions de conseil-juge à Alexandrie.....	22
1864, Janvier... 25. <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie</i> . Protocoles de la Conférence de Londres sur les îles Ionniennes.....	363
Avril..... 8. <i>Espagne</i> . Convention relative au service de surveillance et de douane sur les chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne.....	184
— 8. <i>Italie</i> . Convention pour régler l'échange de mandats de poste. 23	
— Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, Autriche, Prusse, Russie, Italie</i> . Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem</i>	421
— 28. Troisième protocole. <i>Idem</i>	422
Juin..... 20. <i>Japon</i> . Arrangement en réparation des actes d'hostilité commis contre un bâtiment de la marine impériale, et d'un attentat contre un officier français.....	190
Septembre 7. <i>Italie</i> . Décret impérial pour l'exécution de la convention du 8 avril, relative à l'échange des mandats de poste.....	26
— 15. <i>Italie</i> . Convention touchant l'évacuation des Etats pontificaux par les troupes françaises.....	192
— 19. <i>Portugal</i> . Décret impérial portant modification des taxes applicables aux correspondances échangées entre la France et le Portugal et réciproquement.....	194
— 28. <i>Grande-Bretagne</i> . Décret impérial réglant la taxe des correspondances échangées entre la France et l'Algérie et les colonies anglaises d'Amérique par la voie des paquebots français.....	196

GRANDE-BRETAGNE.

1863, Octobre .. 10. <i>Tunis</i> . Convention relative à la possession de biens fonds par des sujets anglais dans la régence de Tunis.....	21
1864, Janvier... 25. <i>Autriche, France, Prusse, Russie</i> . Protocoles de la Conférence de Londres sur les îles Ionniennes.....	363
Mai..... 9. <i>Turquie, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie</i> . Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem</i>	421
— 26. <i>Grèce</i> . Protocole pour la mise à exécution du Traité du 29 mars pour les îles Ionniennes.....	371
— 28. <i>Turquie, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie</i> . Troisième protocole de la Conférence de Constantinople.....	422
Septembre 28. <i>France</i> . Décret impérial réglant la taxe des correspondances échangées entre la France et l'Algérie et les colonies anglaises d'Amérique par la voie des paquebots français....	196

GRÈCE.

1864, Mai..... 26. <i>Grande-Bretagne</i> . Protocole pour la mise à exécution du Traité du 29 mars pour les îles Ionniennes.....	371
Août..... 7. <i>Turquie</i> . Convention télégraphique.....	197

TABLES DES MATIÈRES

HAMBOURG.

	Pages.
1862, Septembre 27. <i>Brême, Lubeck, Turquie.</i> Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation.....	5

ITALIE.

1861, Juillet.... 10. <i>Turquie.</i> Traité de commerce.....	161
1862, Septembre 28. <i>Russie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	11
1863, Avril.... 23. <i>Portugal.</i> Convention postale.....	325
1864, Août.... 8. <i>France.</i> Convention pour l'échange de mandats de poste....	23
Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie.</i> Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem.</i>	421
— 28. Troisième protocole. <i>Idem.</i>	422
Septembre 7. <i>France.</i> Décret impérial pour l'exécution de la convention du 8 avril relative à l'échange des mandats de poste....	26
— 15. <i>France.</i> Convention touchant l'évacuation des Etats pontificaux par les troupes françaises.....	192

JAPON.

1864, Juin.... 20. <i>France.</i> Arrangement en réparation des actes d'hostilité commis contre un bâtiment de la marine impériale et d'un attentat contre un officier français.....	190
--	-----

LUBECK.

1862, Septembre 27. <i>Brême, Hambourg, Turquie.</i> Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation.....	5
---	---

PORTUGAL.

1863, Avril.... 23. <i>Italie.</i> Convention postale.....	325
1864, Septembre 19. <i>France.</i> Décret impérial portant modification des taxes applicables aux correspondances échangées entre la France et le Portugal et réciproquement.....	194

PRUSSE.

1864, Janvier... 25. <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Protocoles de la Conférence de Londres sur les îles Ioniennes.....	363
Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Russie, Italie.</i> Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem.</i>	421
— 28. Troisième protocole. <i>Idem.</i>	422
Juillet.... 18. <i>Danemark, Autriche.</i> Suspension d'armes de Christiansfeld.	381
Août.... 1. <i>Danemark, Autriche.</i> Préliminaires de paix de Vienne....	382
— 1. <i>Danemark, Autriche.</i> Protocole concernant les conditions de l'armistice.....	383
Octobre.. 30. <i>Danemark, Autriche.</i> Traité de paix de Vienne.....	330

RUSSIE.

1863, Septembre 28. <i>Italie.</i> Traité de commerce et de navigation.....	11
1864, Janvier... 25. <i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse.</i> Protocoles de la Conférence de Londres sur les îles Ioniennes.....	363
Mai..... 9. <i>Turquie, Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Italie.</i> Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
— 14. Deuxième protocole. <i>Idem.</i>	421
— 28. Troisième protocole. <i>Idem.</i>	422

TUNIS.

Pages.

1863, Octobre...	10. <i>Grande-Bretagne</i> . Convention relative à la possession de biens fonds par des sujets anglais dans la régence de Tunis.....	21
------------------	--	----

TURQUIE.

1861, Juillet ...	10. <i>Italie</i> . Traité de commerce.....	161
Octobre ..	10. <i>Belgique</i> . Traité de commerce.....	169
1862, Février...	25. <i>États-Unis</i> . Traité de commerce.....	176
	Septembre 27. <i>Brême, Hambourg, Lubeck</i> . Traité additionnel d'amitié, de commerce et de navigation.....	5
1864, Mai.....	9. <i>Grande-Bretagne, France, Autriche, Prusse, Russie, Italie</i> . Protocole n° 1 de la Conférence de Constantinople sur la question des biens des couvents dédiés.....	421
—	14. Deuxième protocole. <i>Idem</i>	421
—	28. Troisième protocole. <i>Idem</i>	422
Août.....	7. <i>Grèce</i> . Convention télégraphique.....	197

(d) CORRESPONDANCES, DÉPÈCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

AUTRICHE.

1864, Juillet....	16. Réponse du comte de Rechberg à la note de M. Bluhme du 12 juillet.....	380
—	28. Dépêche du comte de Rechberg au comte de Chotek, à Berlin, relative à la question douanière.....	28
Novembre.	12. Discours du prince d'Auersperg président, à la grande séance de la chambre haute.....	394
—	12. Discours de M. Hasner, président de la chambre des députés.....	395
—	14. Discours de l'Empereur à l'ouverture de la session du reichsrath.....	390

BRÉSIL.

1862, Septembre 12.	Message de clôture de la session des chambres.....	402
---------------------	--	-----

CHINE.

1864, Septembre.	Décret impérial relatif à la prise de Pékin.....	402
------------------	--	-----

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

1864, Octobre...	Discours de clôture du Congrès.....	408
------------------	-------------------------------------	-----

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1864, Mars....	12. Rapport du baron van der Pfotden, ministre de Bavière, à la Diète sur la succession dans le Schleswig-Holstein.....	95
Août.....	6. Rescrit du prince Frédéric Guillaume de Hesse à la Diète au sujet de sa renonciation à la couronne de Danemark.....	385

DANEMARK.

1863 , août....	8. Dépêche de M. Hall au comte Hamilton, relative au projet d'alliance entre le Danemark et la Suède.....	201
—	21. Projet de traité d'alliance remis confidentiellement au comte Hamilton.....	202
—	31. Dépêche de M. Hall au comte Hamilton sur l'urgence de conclure un traité d'alliance entre le Danemark et la Suède.....	203
Septembre 28.	Extrait d'une dépêche de M. Bülow à M. Hall, sur la situation de la Suède vis-à-vis du différend dano-allemand.....	204

TABLES DES MATIÈRES

DANEMARK.

	Pages.
1863 , Septembre 29. Dépêche de M. de Plessen à M. Hall , touchant le bruit d'un traité d'alliance entre le Danemark et la Suède.....	205
Octobre.. . 7. Dépêche du comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Hall , au sujet de la note adressée par le comte Manderstroem aux légations de Suède et Norvège à Londres et à Paris.....	210
— 8. Dépêche de M. Quaade , ministre à Berlin à M. Hall , rapportant une conversation avec M. de Bismark , au sujet de l'exécution éventuelle dans le Holstein.....	54
— 9. Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de la médiation.....	56
— 21. Dépêche de M. Quaade à M. Hall , rapportant une conversation avec M. de Bismark.....	57
— 22. Dépêche du baron de Rosenkrantz , secrétaire de la légation danoise à Francfort à M. Hall , rendant compte d'une séance de la Diète.....	60
— 23. Dépêche de M. Quaade à M. Hall , au sujet du rapport fait par le comité uni à la Diète fédérale sur la proposition du comte Russell.....	61
— 24. Dépêche de M. Quaade à M. Hall signalant le danger de l'exécution fédérale.....	64
— 26. Dépêche de M. Hall à M. Quaade lui envoyant la déclaration que le ministre du roi à Francfort est chargé de faire à la Diète.....	65
— 27. Dépêche de M. Quaade à M. Hall , expliquant dans quel cas M. de Bismark considère que l'exécution ne pourrait avoir lieu.....	66
— 28. Dépêche de M. Quaade à M. Hall en réponse à sa dépêche du 26 octobre.....	68
— 28. Dépêche de M. Quaade à M. Hall rapportant une entrevue avec M. de Bismark et sir A. Buchanan.....	70
— 31. Dépêche de M. Quaade à M. Hall . lui rendant compte de l'état de la situation.....	71
Novembre 3. Dépêche de M. Hall à M. Quaade à propos d'une observation que lui a faite sir A. Paget.....	73
— 3. Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de l'abandon des Etats du Holstein du budget normal.....	74
— 3. Dépêche de M. Quaade à M. Hall contenant une proposition de M. de Bismark au sujet du budget normal du Holstein.	77
— 5. Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet de la situation de la Diète dans les résolutions à prendre.....	79
— 6. Dépêche de M. Quaade à M. Hall au sujet des communications à la Diète fédérale par l'intermédiaire du comité-uni.	80
— 9. Dépêche de M. Hall à M. Quaade au sujet des précédents existants pour les communications directes au comité de la Diète.....	82
— 10. Extrait d'une dépêche de M. Scheel-Plessen à M. Hall , rendant compte d'une conversation avec le roi de Suède.....	213
— 11. Circulaire de M. Hall aux agents diplomatiques du Danemark à Stockholm , Saint-Pétersbourg et Paris , au sujet des négociations avec la Prusse pour l'intervention amicale de l'Angleterre.....	84
— 16. Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall	213
— 27. Dépêche de M. Hall à M. de Scheel-Plessen au sujet de la nouvelle phase du conflit dano-allemand.....	213
— 27. Dépêche de M. Hall à M. de Scheel-Plessen au sujet des armements de guerre repris par la Suède.....	215
Décembre. 1. Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall sur l'hésitation de la Suède à conclure le traité d'alliance projeté.....	216

DANEMARK (Suite).

	Pages.	
1863, Décembre.	4. Dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall, touchant les communications qu'il a été chargé de faire au cabinet de Stockholm.....	220
—	10. Extrait d'une dépêche de M. de Scheel-Plessen à M. Hall, relative à l'imminence d'une exécution fédérale dans le Holstein.....	222
1864, Juillet....	6. Dépêche de M. Torben-Bille à Londres à Mgr Monrad, au sujet des ouvertures faites par le cabinet de Paris à celui de Londres.....	86
—	7. Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Monrad rapportant une entrevue avec M. Drouyn de Lhuys.....	86
—	10. Dépêche du comte de Scheel-Plessen à Stockholm, à M. Monrad rapportant une conversation avec le comte de Manderscrom.....	88
—	11. Communication du cabinet Bluhme aux deux chambres du rigsræd.....	377
—	11. Proclamation du ministre de la guerre à l'armée.....	378
—	12. Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Monrad rapportant une conversation avec M. Drouyn de Lhuys.....	88
—	12. Note identique de M. Bluhme à MM. de Bismarck et de Rechberg.....	379
—	14. Dépêche de M. le comte de Moltke-Hvitfeldt à M. Bluhme sur les sentiments de la France et de l'Angleterre.....	90
—	15. Dépêche de M. Torben-Bille à Londres à M. Bluhme sur les démarches de l'Angleterre à Berlin et à Vienne pour une suspension des hostilités.....	91
Août....	6. Dépêche du comte de Scheel-Plessen à Stockholm à M. Bluhme relative aux fausses allégations du correspondant de l' <i>Aftonbladet</i> sur ses conversations avec le comte de Manderscrom.....	92
—	6. Discours du roi à l'ouverture du Rigsdad.....	386
—	8. Proclamation du roi à l'armée.....	387
—	8. Déclaration des plénipotentiaires danois remise au baron de Werther, ambassadeur de Prusse à Vienne.....	387
—	10. Discours de M. Bluhme dans la séance du Folkething.....	388
—	. Rapport du comité du Folkething.....	223
—	30. Message de clôture adressé par le roi au Rigsraad.....	237
Septembre	12. Adresse présentée au roi par une députation des habitants du nord du Slesvig.....	237
—	. Adresse présentée par les habitants du nord du Slesvig aux commissaires civils austro-prussiens à Flensbourg.....	238
—	16. Lettre adressée par M. Hall au <i>Dagbladet</i> , journal de Copenhague, au sujet de la dépêche du comte de Manderscrom, du 5 octobre 1863.....	239

ESPAGNE.

1864, Septembre 18.	Circulaire du ministre de l'intérieur aux gouverneurs des provinces, relative à la ligne politique adoptée par le nouveau cabinet.....	243
—	21. Décrets royaux accordant l'amnistie pour tous les délits de presse et déclarant le congrès des députés dissous.....	241

ETATS ROMAINS.

1864, Juillet....	30. Bref de S. S. Pie IX aux évêques polonais.....	246
-------------------	--	-----

ÉTATS UNIS.

	Pages.
1864, Mai..... 25. Circulaire de M. Seward aux agents diplomatiques des États-Unis à l'étranger, relative aux formalités à remplir par les étrangers s'embarquant pour les États-Unis.....	250
Juillet.... 18 Proclamation du président Lincoln faisant un appel de cinq cent mille hommes.....	31
Septembre 3. Proclamation adressée par le président Lincoln au peuple américain à la suite des derniers succès des armes fédérales.....	251
— 8. Lettre adressée à la convention de Chicago par laquelle M. Mac Clellan déclare accepter la candidature à la présidence.....	252
— Lettre du président Lincoln à la convention de Baltimore...	254

FRANCE.

1863, Septembre 29. Note de M. Bourée à l'assemblée nationale de Grèce, au sujet de la résolution de cette dernière de publier la correspondance privée du roi Othon.....	346
---	-----

GRANDE-BRETAGNE.

1863, Mai..... 16. Dépêche du comte Russell à lord Loftus, sur la nécessité de pourvoir au rétablissement de la monarchie en Grèce....	340
Juillet.... 2. Dépêche de lord Bloomfield au comte Russell au sujet de l'importance des îles Ioniennes pour le commerce de l'Autriche.....	343
Août..... 10. Dépêche de sir A. B. Paget au comte Russell sur la neutralité des îles Ioniennes.....	345
— 27. Dépêche du comte Russell à M. Scarlett à Athènes, au sujet de deux corrections à faire au traité d'accession du prince Guillaume de Danemark au trône de Grèce.....	345
Septembre 29. Notes de M. Scarlett à l'assemblée nationale de Grèce au sujet de la résolution de cette dernière de publier la correspondance privée du roi Othon.....	346
Novembre 3. Réponse de M. Scarlett à la note du 31 octobre de M. Caligas.....	359
— 7. Note de M. Scarlett à M. Delyannis au sujet de la cessation par les troupes étrangères de l'occupation de la banque nationale d'Athènes.....	359
— 11. Dépêche du comte Russell à lord Napier au sujet de la neutralité des îles Ioniennes et de la démolition des fortifications de Corfou.....	360
— 12. Note de M. Scarlett à M. Delyannis au sujet de l'occupation de la banque nationale.....	362
1864, Janvier... 6. Note de M. Hammond à M. Layard au sujet de la démolition des fortifications de Corfou.....	362
— 28. Dépêche du comte Russell à M. Scarlett sur les obligations qui incombent à l'Angleterre dans l'Union des îles Ioniennes à la Grèce.	366
Mai 28. Proclamation du lord haut commissaire pour la cessation du protectorat britannique dans les îles Ioniennes.....	374
Juillet... 29. Message de la reine pour la clôture de la session du parlement anglais.....	32
Août.... 20. Dépêche de lord Russell à M. Lowther en réponse à la lettre de M. de Bismarck.....	263
Septembre 8. Avis pour interdire aux navires des parties belligérantes en Amérique l'entrée dans les ports anglais pour être vendus ou désembrés.....	34

GRÈCE.

		Pages.
1863, Juin.....	6. Adresse de la députation grecque présentée par l'amiral Canaris au roi des Hellènes.....	342
Juillet....	30. Message du roi des Hellènes à l'assemblée nationale.....	343
—	30. Dépêche du comte Sponnek à M. Ruffo, lui transmettant le message du roi George à l'assemblée nationale.....	344
Octobre...	30. Proclamation du roi George en montant sur le trône.....	356
—	31. Note de M. Calligas à M. Scarlett, lui annonçant la prise de possession solennelle du trône de Grèce par le roi George..	357
Novembre	8 Réponse de M. Delyannis à la note du 7 novembre de M. Scarlett.....	359
1864, Avril.....	15. Décret de la deuxième assemblée nationale par la mise en vigueur du traité et de la convention du 29 mars 1864...	370
Mai.....	Proclamation adressée aux Ioniens par M. Zaëmis, lieutenant général du roi de Grèce à son arrivée à Corfou.....	371

ILES IONIENNES.

1863, Octobre..	3. Discours du lord haut commissaire de la Grande-Bretagne à l'ouverture du dernier parlement ionien.....	348
—	4. Décret du parlement ionien pour la réunion des sept îles à la Grèce.....	350
—	4. Adresse du parlement ionien en réponse au discours du lord haut commissaire.....	350
—	5. Réponse du lord haut commissaire à l'adresse du parlement.	351
—	19. Décision de l'assemblée sur l'union des sept îles à la Grèce..	352
—	20. Protestation du parlement ionien contre la démolition des fortifications de Corfou.....	355

MEXIQUE.

64, Décembre	8. Lettre de l'archiduc Maximilien à M. Guttièrez de Estrada en réponse à l'Adresse qui lui a été présentée par la députation mexicaine et qui lui offre la couronne du Mexique..	255
Juin.....	15. Discours prononcé par le marquis de Montholon en remettant à l'empereur Maximilien ses lettres de créance.....	256
Juillet....	27. Circulaire de M. Gonzalès de la Vega, ministre de l'intérieur, au sujet des individus qui déposeront les armes.....	34
—	29. Décret impérial pour la levée du blocus dans tous les ports.	35
Août....	3. Lettre de Maximilien à don José Fernando Ramirez sur l'administration de la justice et de l'instruction publique....	36
—	7. Lettre de Maximilien à don Valaquez de Léon, exprimant ses vues sur la liberté de la presse.....	36

NASSAU.

1864, Novembre.	2. Décret de dissolution de l'Assemblée des Etats.....	409
-----------------	--	-----

PAYS-BAS.

1864, Septembre	19. Discours prononcé par le roi à l'ouverture de la session.	258
—	30. Adresse de la seconde Chambre en réponse au discours du Trône	259
Octobre...	26. (Luxembourg). Discours d'ouverture de la session des Etats.	409

PÉROU.

1864, Juillet....	28. Message du Président aux Chambres.....	411
-------------------	--	-----

PRUSSE.

1863, Novembre.	13. Dépêche de M. Thile, sous-secrétaire d'Etat, à M. de Balan, sur les dangers de la mise en vigueur de la nouvelle constitution pour la monarchie danoise.....	85
-----------------	--	----

PRUSSE (*Suite*).

	Pages.
1863, Décembre. 31. Circulaire de M. de Bismark contre la réunion à Franc-	
fort du Congrès des députés allemands.....	418
1864. Juillet.... 15. Réponse de M. de Bismark à la note de M. Bluhme du	
12 juillet.....	380
Août.... 9. Dépêche de M. de Bismark au comte de Bernstorff touchant	
les préliminaires de paix de Vienne avec le Danemark... 261	
— 31. Dépêche de M. de Bismark à M. de Katte en réponse aux ob-	
servations du comte Russell sur les conditions des préli-	
moriaux de paix de Vienne.....	420

RUSSIE.

1864, Avril.... 23. Déclaration concernant les héritages meubles des sujets	
saxons décédés dans le royaume de Pologne et des sujets	
russes décédés dans le royaume de Saxe.....	265
— 23. Déclaration concernant les héritages meubles des sujets	
saxons décédés dans l'empire de Russie et dans le grand-	
duché de Finlande et des sujets russes et finlandais décé-	
dés dans le royaume de Saxe.....	267
Juillet.... 12. Rescrit de l'Empereur à S. A. I. le grand-duc Michel Nico-	
laiewitch, son lieutenant dans le Caucase.....	268
— 12. Oukase relatif à la retraite dont jouiront les troupes ayant	
fait partie de l'armée du Caucase jusqu'à l'année 1864.....	271
— 12. Lettres patentes de l'Empereur aux Cosaques du Terek et du	
Kouban, réduisant la durée du service obligatoire.....	270
— 12. Oukase instituant une médaille d'argent commémorative de	
la guerre du Caucase.....	272
— 25. Oukase promulguant le règlement relatif aux hommes libres	
des gouvernements de l'ouest, habitant des terres sei-	
gneurielles.....	279
— 26. Oukase relatif au patronage des églises dans le royaume de	
Pologne.....	273
Août.... 30. Rescrit de l'Empereur au général, aide de camp de Berg, son	
lieutenant dans le royaume de Pologne.....	281
— 30. Oukase impérial sur les écoles primaires dans le royaume de	
Pologne.....	284
— 30. Oukase impérial sur les gymnases et progymnases de jeunes	
filles dans le royaume de Pologne.....	295
— 30. Oukase sur le gymnase russe et le progymnase de jeunes	
filles de l'école primaire attachée à cet établissement	
Varsovie.....	297
— 30. Oukase impérial sur l'école principale évangélique alle-	
mande de Varsovie.....	302
— 30. Oukase impérial sur la création des directions scolaires	
dans le royaume de Pologne.....	304
— 30. Oukase impérial adoucissant les peines criminelles et cor-	
rectionnelles dans le royaume de Pologne.....	310
Novembre. 10. Discours du comte de Berg à l'ouverture de la session du	
conseil d'État plénier à Varsovie.....	417

SERBIE.

1864, Août.... 16. Discours du prince Michel à l'ouverture de la Skupchtina..	37
Septembre 1. Adresse de la Skupchtina en réponse au discours du prince. 42	
— 1. Réponse du prince à l'adresse de la Skupchtina.....	46

SUÈDE ET NORVÈGE.

1863, Octobre.. 5. Dépêche du comte de Manderstroem au comte Hamilton re-	
---	--

SUÈDE ET NORVÈGE (*Suite*).

	Pages.
lative au nouveau projet de loi fondamentale pour les affaires communes de la monarchie danoise.....	206
1863, Octobre... 5. Extrait d'une dépêche du comte de Manderstrøem au comte Hamilton relative aux conditions auxquelles la Suède prétérat son concours au Danemark en cas d'attaque.....	208
Décembre. 2. Dépêche du comte de Manderstrøem au comte Hamilton relative aux communications faites par M. de Scheel-Plessen, au cabinet de Stockholm.....	217
1864, Juin..... 10. Dépêche du comte de Manderstrøem au chambellan Björnstierna, ministre à Copenhague, au sujet de l'attitude de la Suède dans le conflit dano-allemand.....	93
Juillet.... 8. Dépêche du comte de Manderstrøem au chambellan Björnstierna lui annonçant que la Suède ne prendra aucune part active dans le conflit dano-allemand, excepté dans le cas d'une alliance avec la France et l'Angleterre.....	94

SUISSE.

1864, Septembre 20. Discours prononcé par le Président du conseil des États à l'ouverture des Chambres.....	311
---	-----

TUNIS.

1864, Janvier... 26. Rescrit adressé par le Bey de Tunis aux gouverneurs des provinces à l'occasion des troubles dans la Régence.....	312
Août.... 11. Circulaire du Bey aux représentants des puissances étrangères pour leur annoncer la conclusion de la paix.....	313

TURQUIE.

1864, Juin..... Rapport du grand conseil au Grand-Vizir sur les améliorations faites dans le système administratif de la Turquie.....	313
— 9. Lettre de Fuad-Pacha au prince Couza en lui envoyant les protocoles de la Conférence de Constantinople.....	423
Septembre 22. Déclaration du chef des Lieux-Saints à Aali-Pacha sur l'expropriation des biens de l'Église dans les Principautés, moyennant indemnité pécuniaire.....	424

WURTEMBERG.

1864, Juin..... 26. Proclamation du roi Charles en montant sur le trône.....	46
— 26. Manifeste du roi Charles pour annoncer son avénement...	47
Juillet.... 12. Discours du Roi à l'ouverture des Chambres.....	48
— 23. Adresse de la Chambre en réponse au discours du Trône...	49

RÉPERTOIRE
PAR ORDRE
DE QUESTIONS ET DE PUISSANCES
DES
2000 DOCUMENTS
CONTENUS
DANS LES ANNÉES
1863 ET 1864
DES
ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PUBLICATIONS DIPLOMATIQUES
DE LA LIBRAIRIE AMYOT, 8, RUE DE LA PAIX, PARIS

BIBLIOTHÈQUE DIPLOMATIQUE

AUTRICHE ET ITALIE. — Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques depuis 1763 jusqu'en 1859, par le comte d'Angeberg, 1 vol. in-8, de 800 pages.....	13 fr. »
POLOGNE. — Recueil des traités, conventions, etc., depuis 1762 jusqu'en 1862, par le comte d'Angeberg, 1 vol. in-8, de 1200 pages (épuisé, rare.)	40 fr. »
FRANCE. — Recueil général des traités de la France, depuis 1713 jusqu'à nos jours, par M. de Clercq, ministre plénipotentiaire. Ouvrage publié sous les auspices de M. Drouyn de Lhuys. Environ 6 vol. grand in-8. Les 2 premiers volumes sont en vente.....	25 fr. »
TURQUIE. — Recueil des traités depuis les premières capitulations, jusqu'à nos jours, par le baron de Testa. Environ 6 vol. grand in-8. Tome I ^e en vente.....	12 fr. 50 c.
CONGRÈS DE VIENNE (Le) et les traités de 1815, avec les négociations de Dresden, le congrès de Prague, les négociations de Francfort, les congrès de Châtillon, d'Alex-la-Chapelle, de Troppau, Maybach et Vérone, par le comte d'Angeberg, précédé d'une introduction historique, par M. Capefigue, 4 vol. grand in-8 de 2500 pages.....	50 fr. »

ALMANACH DE PARIS (1865)

ANNUAIRE DE DIPLOMATIE, DE POLITIQUE, D'HISTOIRE ET DE STATISTIQUE
POUR TOUS LES ÉTATS DU MONDE CIVILISÉ

1 volume de 900 pages, relié en toile. Prix. : 5 fr.

BARANTE. — Lettres et instructions de Louis XVIII au comte de Saint-Priest pendant l'émigration. 1 vol. in-8.....	3 fr. 50 c.
BEAUMONT-VASSY. — Histoire des États européens, depuis le Congrès de Vienne. 6 vol. in-8.....	45 fr. »
BLOCK. — Statistique de la France, comparée avec les autres États. 2 forts vol. in-8.....	18 fr. »
CAPEFIGUE. — Les diplomates et hommes d'État européens. 4 vol. in-8.	22 fr. »
CLERCQ (ALEX. DE). — Formulaire des chancelleries diplomatiques et consulaires. 2 vol. in-8.....	16 fr. »
CLERC ET VALLAT. — Guide des consulats. 2 vol. in-8.....	16 fr. »
CZARTORYSKI (PRINCE ADAM). — Essai sur la diplomatie. 1 vol. in-8.	7 fr. »
DE BRAUTZ. — Le traité de Paris de 1856. 1 vol. in-8.....	10 fr. »
DOCUMENTS DIPLOMATIQUES. — Session de 1862. 1 vol. in-8.....	4 fr. »
GARDEN. — Histoire générale des Traité de paix (1648-1813). 14 vol. in-8.	105 fr. »
— Code diplomatique de l'Europe, tome I ^e , première partie. In-8.....	4 fr. »
— Tableau de la diplomatie.....	5 fr. »
WEISS. — Code du droit maritime international. 2 vol. in-8.....	16 fr. »

RÉPERTOIRE DES DOCUMENTS CONTENUS DANS LES ARCHIVES DIPLOMATIQUES (1863—1864)

EXPLICATIONS DES ABRÉVIATIONS :

61, 62, 63, 64, année des Archives 1861, 1862, 1863, 1864.

I, II, III, IV, volume de l'année.

1, 2, 3, 4, etc., page du volume.

PREMIÈRE PARTIE

TABLE

DES TRAITÉS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1720

Juin.. 14	Danemark, France.	Acte de garantie du Slesvig au Danemark....	64	I	228
26	Danemark, Grande-Bretagne.	Idem	—	—	83

1852

Mai.. 8	Autriche, Danemark, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Suède.	Traité de Londres pour la succession dans la monarchie danoise.....	64	—	94
---------	--	--	----	---	----

1856

Déc.. 9	Grande-Bretagne, Maroc.	Traité de commerce et de navigation..	63	IV	127
9	—	Traité général.....	—	—	115

1858

Juin.. 30	Belgique, France, Prusse.	Convention télégraphique.....	63	III	293
-----------	---------------------------	-------------------------------	----	-----	-----

1859

Juillet 29	Grèce, Turquie.	Convention télégraphique.....	—	—	289
------------	-----------------	-------------------------------	---	---	-----

Sept.. 6	Principautés-Unies.	Protocole relatif à l'Union.....	—	—	99
----------	---------------------	----------------------------------	---	---	----

1860

Mars. 28	<i>Haiti, Saint-Siége.</i>	Concordat.....	63	III	5
Oct.. 13	<i>Autriche, Russie.</i>	Déclaration pour la répression des crimes.....	— I	345	
27	<i>Italie, San-Salvador.</i>	Traité de commerce et de navigation.....	— —	5	

1861

Janv.. 4	<i>Belgique, Maroc.</i>	Traité de commerce et de navigation.....	63	IV	112
Mars.	<i>France, Pérou.</i>	Traité de commerce et de navigation	— I	347	
Juillet 10	<i>Italie, Turquie.</i>	Traité de commerce.....	64	IV	161
24	<i>Belgique, Mexique.</i>	Traité de commerce.....	63	—	357
Oct.. 24	<i>Grèce, Italie.</i>	Convention de poste.....	—	III	304
28	<i>Grèce, Perse.</i>	Traité de commerce et de navigation.....	—	—	314
Nov.. 25	<i>France, Tour et Taxis.</i>	Convention de poste.....	— I	17	
Déc.. 1	<i>France, Suisse.</i>	Convention télégraphique.....	64	II	153
20	<i>Espagne, Maroc.</i>	Traité de commerce	63	IV	135

1862

Janv.. 7	<i>Espagne, France.</i>	Convention consulaire.....	63	I	30
Fév.. 3	<i>Russie, Turquie.</i>	Traité de commerce.....	—	—	364
Fév.. 15	<i>Espagne, France.</i>	Convention pour le règlement de la dette	—	—	43
15	<i>Espagne, France.</i>	Convention sur les prises maritimes de 1823 et 1824	—	—	44
Avril. 14	<i>Espagne, France.</i>	Traité de délimitation.....	—	—	46
30	<i>France, Grande-Bretagne.</i>	Convention pour les compagnies industrielles.....	—	—	54
Mai.. 7	<i>France, Italie.</i>	Convention de chemins de fer	—	—	55
22	<i>Autriche, Turquie.</i>	Traité de commerce et de navigation	—	—	63
Juin.. 5	<i>France, Espagne, Cochinchine.</i>	Traité de paix	—	III	323
13	<i>France, Italie.</i>	Convention de navigation	—	—	18
16	<i>Autriche, Turquie, Serbie, Principautés-Unies.</i>	Convention pour le service télégraphique	—	IV	155
29	<i>France, Italie.</i>	Convention de propriété littéraire	— I	70	
Juillet 23	<i>Belgique, Grande-Bretagne.</i>	Traité de commerce et navigation	—	—	75
26	<i>France, Italie.</i>	Convention consulaire	—	—	87
28	<i>Bavière, Suisse.</i>	Déclaration pour l'assistance des malades	64	III	331
Août.. 4	<i>Pays-Bas, Suisse.</i>	Déclaration pour l'exemption du service militaire	—	—	323
9	<i>France, Paraguay.</i>	Convention de renouvellement du Traité du 4 mars 1853	63	IV	156
11	<i>Italie, Suisse.</i>	Déclaration pour l'extension des Traités de la Sar- daigne au royaume d'Italie	64	III	375
11	<i>Italie, Suisse.</i>	Déclaration pour l'abolition des droits d'aubaine	—	—	326
Sept.. 5	<i>France, Russie, Turquie.</i>	Protocole pour la reconstruction de la coupoles de Jérusalem	63	—	80
8	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie.</i>	Protocole sur les affaires de Serbie	—	I	244
12	<i>France, Madagascar.</i>	Traité de commerce	—	III	319
24	<i>Bade, Suisse.</i>	Convention pour continuation de chemin de fer	64	—	233
27	<i>Brême, Hambourg, Lubeck, Turquie.</i>	Traité de commerce	—	IV	5
Oct.. 14	<i>Grande-Bretagne, Paraguay.</i>	Convention pour mettre fin aux dif- férends	63	—	157
Nov.. 14	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i>	Traité de cession des îles Ioniennes à la Grèce	64	II	154
22	<i>Pays-Bas, Suisse.</i>	Traité de commerce	63	I	370
30	<i>Italie, Suisse.</i>	Convention de séparation de la mense de Côme	64	III	239
Déc.. 8	<i>France, Suisse.</i>	Traité de la vallée des Dappes	63	I	372
11	<i>Belgique, Suisse.</i>	Traité d'établissement et de commerce	64	III	327
17	<i>Belgique, Suisse.</i>	Convention de poste	—	—	337
31	<i>Espagne, Pays-Bas.</i>	Convention de propriété littéraire	—	—	344

1863

Janv.	17	<i>France, Italie.</i> Traité de commerce.....	64	III	247
	19	<i>Pays-Bas, Suisse.</i> Convention d'établissement de consulats suisses aux Indes hollandaises	—	—	349
Févr.	1	<i>France, Pays-Bas.</i> Déclaration pour l'échange de télégrammes avec le Luxembourg.....	—	—	148
	1	<i>France, Pays-Bas.</i> Arrangement pour l'entrée des alcools.....	—	—	149
	17	<i>Etats-Unis, Grande-Bretagne.</i> Article additionnel au Traité du 7 avril 1862 sur la traite des nègres.....	63	III	17
	27	<i>Espagne, France.</i> Convention additionnelle de délimitation.....	—	IV	368
Mars.	27	<i>Bade, Suisse.</i> Convention de péage sur chemin de fer.....	64	III	352
Avril.	9	<i>Belgique, Italie.</i> Traité de commerce et navigation.....	63	III	326
	11	<i>Belgique, France.</i> Déclaration pour la taxe des télégrammes.....	64	III	354
	23	<i>Italie, Portugal.</i> Convention de poste	—	IV	325
Mai..	9	<i>France, Bavière.</i> Convention de poste.....	63	IV	397
	12	<i>Belgique, France.</i> Convention additionnelle au traité du 1 ^{er} mai 1861 relatif à l'Escaut	—	III	335
	12	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Traité pour le rachat du péage de l'Escaut.....	—	IV	422
	12	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Traité pour prise d'eau à la Meuse.....	64	III	355
Juin.	4	<i>Principautés-Unies, Serbie.</i> Convention d'extradition.....	—	—	150
Juillet	1	<i>Belgique, France.</i> Convention de chemin de fer entre Tournay et Lille. —	—	—	363
	7	<i>France, Uruguay.</i> Arrangement pour convention du 8 avril 1856. 63	IV	159	
i3	<i>Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité pour l'accès sion du roi George au trône de Danemark.....	—	III	425	
15	<i>Belgique, Pays-Bas.</i> Convention pour le pilotage de l'Escaut.....	—	IV	441	
16	<i>Belgique, Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Russie, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques.</i> Traité pour le rachat du péage de l'Escaut.....	—	—	408	
21	<i>Belgique.</i> Décret de suppression de droit de tonnage sur l'Escaut. —	—	—	439	
21	<i>Belgique.</i> Décret de réduction des droits de pilotage sur l'Escaut. —	—	—	440	
Août.	31	<i>France, Pays-Bas.</i> Déclaration pour la taxe des dépêches télégraphiques.....	—	III	366
Sept.	21	<i>Espagne, République Argentine.</i> Traité pour l'exécution du traité du 9 juillet 1859.....	—	—	367
	28	<i>Italie, Turquie.</i> Traité de commerce et navigation.....	64	IV	11
Oct..	10	<i>Grande-Bretagne, Tunis.</i> Convention de propriété des biens-fonds. —	—	—	21
Nov..	8	<i>Perse, Turquie.</i> Convention d'établissement de télégraphe.....	—	III	144
Déc..	5	<i>France, Égypte.</i> Décret créant fonctions de consul juge à Alexandrie.....	—	IV	22
	9	<i>Grande-Bretagne, Turquie.</i> Convention de prolongation du télégraphe à Bassorah.....	—	III	146
	24	<i>Espagne, France.</i> Déclaration pour le télégraphe entre l'Espagne et l'Algérie.....	—	II	157
	30	<i>Équateur, Nouvelle-Grenade.</i> Traité de paix.....	—	—	150

1864

Mars.	29	<i>France, Grèce, Grande-Bretagne, Russie.</i> Traité de mise à exécution de la réunion des îles Ioniennes à la Grèce.....	64	III	152
Avril.	8	<i>France, Italie.</i> Convention pour l'envoi des mandats de poste.....	—	IV	23
	8	<i>France, Espagne.</i> Convention de surveillance des chemins de fer. —	—	—	184
	10	<i>France, Mexique.</i> Convention pour le séjour des troupes françaises. —	III	312	
Juin.	20	<i>France, Japon.</i> Arrangement.....	—	IV	190
	30	<i>France, Suisse.</i> Traité de commerce	—	III	162
	30	— Traité pour l'établissement des nationaux dans les deux pays. —	—	—	215
	30	— Convention de propriété littéraire.....	—	—	217

1864

Juin. 30	<i>France, Suisse.</i> Convention de rapports de voisinage.....	64	III	227
30	— Déclaration relative aux passeports.....	—	—	231
Sept. 7	<i>France, Italie.</i> Décret pour exécution de la convention du 5 avril. —	IV	26	
15	— Traité relatif à l'Évacuation de Rome par les troupes fran-			
	çaises.....	—	—	192
19	<i>France, Portugal.</i> Décret de modification des taxes postales.....	—	—	194
28	<i>France, Grande-Bretagne.</i> Décret de taxes par paquebots français. —	—	—	196
Août. 7	<i>Grèce, Turquie.</i> Convention télégraphique	—	—	197
Oct.. 30	<i>Danemark, Autriche, Prusse.</i> Traité de paix de Vienne.....	—	—	330

DEUXIÈME PARTIE

TABLE ANALYTIQUE

PAR ORDRE

DE QUESTIONS ET DE PUISSANCES

ARGENTINE (CONFÉDÉRATION)

1863

Sept. 21	Traité avec l'Espagne, <i>Exécution du traité du 9 juillet 1859</i>	64	III	367
	1864			

Oct..	Discours du président, <i>Clôture de la session</i>	—	IV	408
-------	---	---	----	-----

AUTRICHE

1860

Oct.. 13	Déclaration avec la Russie, <i>Extradition des criminels</i>	63	I	345
	1862			

Mai.. 22	Traité avec la Turquie, <i>Commerce</i>	—	—	63
----------	---	---	---	----

Juin. 16	Convention Turquie, Serbie, Principautés, <i>Télégraphe</i>	—	IV	155
Sept. 8	Protocole France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie, <i>Affaires de Serbie</i>	—	I	244

Nov.. 14	Traité, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, <i>Cession des îles Ionniennes</i>	64	II	154
----------	---	----	----	-----

Déc.. 16	Discours de clôture, <i>Conseil de l'empire</i>	63	I	377
	1863			

Avril. 21	Rescrit de convocation, <i>Diète de Transylvanie</i>	—	III	43
-----------	--	---	-----	----

Juin. 15	Discours de l'archiduc Charles-Louis, <i>Ouverture du Reichsrath</i> ... 24	—	—	44
	Adresse de la chambre haute, <i>Réponse au discours du 15</i>	—	IV	8

30	Adresse de la seconde chambre, <i>idem</i>	—	—	5
----	--	---	---	---

Juillet 16	Traité avec la Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	408
------------	---	---	---	-----

Sept. 27	Rescrit invitant la société de Transylvanie à envoyer des députés au <i>Reichsrath</i>	—	64	I	5
	1864				

Fév.. 15	Discours de l'Empereur François-Joseph, <i>Clôture du Reichsrath</i> ... Avril.	—	—	321
----------	--	---	---	-----

9	Pacte de famille entre les Empereurs d'Autriche et du Mexique....	—	IV	339
---	---	---	----	-----

Oct.. 30	Traité Danemark et Prusse, <i>Paix de Vienne</i>	—	—	330
----------	--	---	---	-----

Nov.. 12	Discours du prince d'Auersperg, président du Reichsrath.....	—	—	394
----------	--	---	---	-----

AUTRICHE (Suite)

1864

Nov.. 12 Discours de M. Hasner, président de la chambre des députés.....	64 IV	395
14 Discours de l'Empereur, <i>Ouverture du Reichsrath</i>	— —	390

BADE

1862

Sept. 24 Convention avec la Suisse, <i>Chemins de fer</i>	64 III	233
1863		

Mars. 27 Convention avec la Suisse, <i>Chemins de fer</i>	— —	352
Déc.. 2 Discours du Grand-Duc, <i>Ouverture des chambres</i>	— I	161

1864

Avril. 29 Discours du Grand-Duc, <i>Ouverture de la session des Chambres</i> ... — III	372
--	-----

BAVIÈRE

1862

Juillet 28 Déclaration avec la Suisse, <i>Malades et décédés</i>	64 —	331
1863		

Mai.. 9 Convention avec la France, <i>Poste</i>	63 IV	397
Juin. 25 Discours, <i>Ouverture des chambres</i>	— —	9

1864

Mars. 11 Proclamation du Roi Louis II.....	64 II	424
30 2 ^e proclamation.....	— —	425

BELGIQUE

1858

Juin. 30 Convention France, Prusse, <i>Télégraphe</i>	63 II	293
1861		

Janv. 4 Traité Maroc, <i>Commerce</i>	— IV	112
Juillet 24 — Mexique, <i>Commerce</i>	— —	357

Oct.. 10 Traité Turquie, <i>Commerce</i>	64 IV	169
1862		

Juillet 23 Traité Grande-Bretagne, <i>Commerce</i>	63 I	75
Déc.. 11 Traité Suisse, <i>Amitié</i>	64 III	327

17 — — <i>Poste</i>	— —	337
1863		

Janv. 7 Collantès à Van der Straten Ponthoz, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i> . 63 IV	444
Fév.. 24 Serrano au même, <i>idem</i>	— — 444

25 Réponse Van der Straten Ponthoz, <i>idem</i>	— — 446
28 Serrano à Van der Straten Ponthoz, <i>idem</i>	— — 447

Avril. 9 Traité d'Italie, <i>Commerce</i>	— III	326
11 Déclaration France, <i>Télégraphe</i>	— —	354

Mai.. 12 Convention France, <i>Navigation</i>	— —	335
12 Traité Pays-Bas, <i>Rachat de l'Escaut</i>	— IV	422

12 Convention France, <i>Commerce</i>	— —	399
12 Traité Pays-Bas, <i>Prise d'eau à la Meuse</i>	64 III	355

Juillet 1 Convention France, <i>Chemin de fer, Lille et Tournay</i>	— —	363
15 Convention Pays-Bas, <i>Pilotage sur l'Escaut</i>	63 IV	441

16 Traité Autriche, Brésil, Chili, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hanovre, Italie, Oldenbourg, Pérou, Portugal, Prusse, Suède, Turquie, Villes Hanséatiques, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	— — 408
21 Décret, <i>Suppression du droit de tonnage sur l'Escaut</i>	— — 439

21 — — <i>Réduction du droit de pilotage sur l'Escaut</i>	— — 440	
Nov.. 10 Discours du Roi, <i>Ouverture des chambres</i>	64 I	163

BOLIVIE

1863

Mai..	5	Message du président à l'assemblée.....	63	III	284
Août.	18	Discours du président, <i>Ouverture de la session</i>	64	I	165

BRÈME

1862

Sept..	27	Traité avec la Turquie, <i>Commerce</i>	6	IV	5
		1863			
Juillet	16	Traité avec la Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	408

BRÉSIL

1862

Sept..	7	Discours de l'Empereur, <i>Clôture de la session</i>	63		380
		1863			
Mai..	3	Discours de l'Empereur, <i>Ouverture de la session</i>	—	II	48
Juillet	16	Traité avec la Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	408
		1864			
Janv..	1	Discours de l'Empereur, <i>Ouverture de la session</i>	64	I	324
Mai...	3	—	idem		373
Sept. 12	—	—	<i>Clôture de la session</i>	—	IV 396

CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN

1862

Déc..	5	Christie à Abrantès, <i>Affaire du prince of Wales</i>	63	II	262
	5	—	<i>Affaire de la Forte</i>	—	265
	5	—	<i>Demande d'une réponse</i>	—	267
	27	Mémorandum Abrantès, <i>Prince of Wales</i>	—		272
	27	—	<i>La Forte</i>	—	280
	29	Abrantès, <i>Réponse à la note du 5</i>	—		268
	30	Christie à Abrantès, <i>Menaces de représailles</i>	—		285
	30	Christie à Warren, <i>Exécution des représailles</i>	—		292
	30	Christie à Hollocombe, <i>idem</i>	—		295
	31	Abrantès à Christie, <i>Réponse au 30</i>	—		292

1863

Janv..	1	Christie à Abrantès, <i>Réponse au 31 décembre</i>	—	—	296
	2	Abrantès à Christie, <i>Arbitrage du conseil d'État</i>	—	—	299
	2	Christie à Abrantès, <i>Demande de réponse à la note du 1^{er}</i>	—	—	299
	2	—	<i>Réponse à la note du 2</i>	—	302
	3	Abrantès à Christie, <i>Acceptation d'une conférence</i>	—	—	303
	3	Mémorandum Christie.....	—	—	304
	3	Christie à Abrantès, <i>Réclamations contre le journal officiel</i>	—	—	307
	4	Warren à Christie, <i>Capture de navires</i>	—	—	304
		Abrantès à Christie, <i>Proposition d'arbitrage</i>	—	—	305
	5	Christie à Abrantès, <i>Cessation des représailles</i>	—	—	306
	6	Abrantès à Christie, <i>Réponse à note du 3</i>	—	—	308
		—	<i>Réponse à note du 3</i>	—	310
	6	—	<i>Réponse à note du 5</i>	—	309
	7	—	<i>Arbitrage du Roi des Belges</i>	—	310
	8	—	<i>Arrangement à conclure</i>	—	310
	8	Abrantès à Moreira, <i>Demande de réparation</i>	—	—	311
	8	Circulaire Olinda aux présidents de province.....	—	—	313
	8	Circulaire Olinda aux présidents de province, <i>Cessation d'hostilités</i>	—	—	315
Févr..	9	Moreira à Russell, <i>Arrangement Christie</i>	—	—	315
	12	Russell à Moreira, <i>Acceptation de l'arbitrage du Roi Léopold</i>	—	—	316
	24	—	<i>Indemnité du prince of Wales</i>	—	317

BRÉSIL (Suite CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN)

1863

Fév..	26 Moreira à Russell, <i>Protestation</i>	63 II	317
	27 Russell à Howard, <i>Le Roi des Belges accepte-t-il l'arbitrage</i>	— —	320
	28 Russell à Moreira, <i>Note du 26</i>	— —	319
Mars.	2 Moreira à Russell, <i>Note du 28 février</i>	— —	321
	3 Howard à Rogier, <i>Acceptation du Roi Léopold</i>	— —	323
	3 Rogier à Howard, <i>Idem</i>	— —	324
	4 Russell à Moreira, <i>Note du 2 mars</i>	— —	323
Mai..	5 Moreira à Russell, <i>Solution</i>	64 I	372
	18 Russell à Moreira, <i>Refus de rouvrir la discussion</i>	— —	374
	25 Moreira à Russell, <i>Rupture des relations</i>	— —	375
	28 Russell à Moreira, <i>Réponse à note du 25</i>	— —	378
Juin..	6 Russell à Elliot, <i>Suspension des relations</i>	— —	379
	18 Sentence du Roi des Belges.....	— —	382
	21 Mémorandum à la Chambre des lords, <i>Fixation de l'indemnité</i>	— —	383

CHILI

1863

Juillet	16 Traité avec la Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63 IV	408
---------	--	-------	-----

CHINE

1858

Oct..	22 Note à Elgin, <i>Résidence Pékin</i>	63 II	222
	25 Réponse Elgin, <i>idem</i>	— —	224
	28 Note à Elgin, <i>idem</i>	— —	226
	28 Réponse Elgin, <i>idem</i>	— —	277
		1859	
Mars.	2 Note Elgin, <i>idem</i>	— —	228

1862

Avril.	Requête King, <i>Libre pratique de la religion chrétienne</i>	— III	85
	5 Édit en faveur des Chrétiens.....	— —	87
	10 Bourboulon à Thouvenel, <i>Chrétiens</i>	— —	82
	24 Kleczkowski à Thouvenel, <i>Assassinat de l'abbé Néel</i>	— —	88
Oct...	19 Édit, <i>Destitution du général Tienn-Ching-Chou</i>	— —	89

1864

Sept.	Décret impérial, <i>Prise de Pékin</i>	64 IV	402
-------	--	-------	-----

COCHINCHINE

1862

Juin..	5 Traité avec l'Espagne et la France, <i>Paix</i>	63 III	323
--------	---	--------	-----

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE**RÉFORME FÉDÉRALE**

1862

Août.	7 Rechberg à Karolyi.....	63 III	49
	13 Bernstorff, <i>Réponse à 7 août</i>	— —	51
	14 Motion à la Diète, <i>Composition d'une assemblée issue par délégation des Chambres allemandes</i>	— —	52
	14 Protocole de la Diète, <i>Tribunal fédéral</i>	— —	58
	14 Mémorandum Autriche, <i>idem</i>	— —	59

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE (Suite RÉFORME FÉDÉRALE)

1863

Janv.. 22 Procès verbal de la Diète, <i>Assemblée de délégués</i>	63	III	62
22 Note Autriche, <i>idem</i>	— —	—	63
24 Circulaire Prusse, <i>Rapports avec l'Autriche</i>	— —	—	66
Fév.. 28 Circulaire Autriche, <i>Réponse au 24 janvier</i>	— —	—	71

CONGRÈS DES PRINCES A FRANCFOORT

1863

Juillet 30 François-Joseph aux Princes de la Confédération, <i>Invitation</i>	64	I	406
Août. 3 Mémoire François-Joseph au Roi de Prusse.....	— —	—	407
4 Réponse du Roi'de Prusse au mémoire.....	— —	—	413
6 — du Roi de Danemark à l'invitation.....	— —	—	425
14 Bismark à Werther, <i>Ouvertures de l'Autriche</i>	— —	—	414
17 Liste des Souverains présents.....	— —	—	420
17 Discours de François-Joseph.....	— —	—	416
17 Réponse du Roi de Bavière.....	— —	—	418
17 Lettre des Princes au Roi de Prusse.....	— —	—	422
18 Projet de réforme de François-Joseph.....	— —	—	432
20 Réponse du Roi de Prusse à la lettre des Princes du 17.....	— —	—	423
21 Bismark à Sydow, <i>Propositions de l'Autriche</i>	— —	—	424
Sept.. 1 Déclaration finale du Grand Duc de Bade.....	— —	—	426
1 Discours de François-Joseph , <i>Clôture</i>	— —	—	430
1 Réponse du Roi de Bavière.....	— —	—	431
1 Lettre des Princes au Roi de Prusse.....	— —	—	431
15 Rapport de la Prusse.....	— —	—	447
23 Réponse du Roi de Prusse	— —	—	454
26 Circulaire Rechberg, <i>Réponse du Roi de Prusse</i>	— —	—	456
Oct... 30 Réponse Rechberg, 15 septembre.....	— —	—	458

CONFLIT ANGLO-BRÉSILIEN

Voir Brésil (page 8).

CONGRÈS DE FRANCFOORT

Voir Confédération Germanique (page 10).

CONGRÈS PROPOSÉ PAR NAPOLÉON III

Voir France (page 25).

DANEMARK

Janv. 15 Contrat de mariage, <i>Princesse Alexandra et Prince de Galles</i>	63	I	374
Juillet 13 Convention France, Grande-Bretagne, Russie. <i>Accession du Roi George au trône de Grèce</i>	—	III	425
16 Traité Belgique. <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	408
Nov.. 16 Lettre d'avènement de Christian IX.....	64	I	147
18 Constitution de la monarchie.....	— —	—	149

QUESTION DANO-ALLEMANDE

1460

Charte du Slesvig et du Holstein.....

64 I 230

1720

Juin.. 14 Garantie du Slesvig par la France.....	— —	—	228
Juillet 26 — par la Grande-Bretagne.....	— —	—	83

1721

Sept.. 3 Renonciation du Duc d'Augstenbourg.....	— —	—	124
--	-----	---	-----

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1786

Mai..	28	Renonciation de la Duchesse d'Augustenbourg.....	64	I	124
	28	— du Duc —	—	—	125

1846

Juillet	8	Lettres patentes de Christian VII.....	—	—	234
Sept.	17	Rapport des commissions de la Diète Germanique sur le Holstein..	—	—	235
	17	Déclaration danoise. <i>Idem</i>	—	—	239

1850

Juillet	4	Protocole de Londres. <i>Succession danoise</i>	—	—	85
Août.	2	<i>Idem</i>	—	—	87
	23	<i>Idem</i>	—	—	88

1851

Juin.	5	Protocole de Varsovie <i>idem</i>	—	—	89
Sept.	30	Manteuffel à Bille Brahe <i>idem</i>	—	—	91
Déc.	6	Circulaire Bluhme, <i>Duchés</i>	—	—	240
	26	Schwartzemberg à Vrints <i>idem</i>	—	—	254
	30	Manteuffel à Werther <i>idem</i>	—	—	263

1852

Janv.	27	Manifeste de Frédéric VII.....	—	—	269
Avril.	28	Protocole de Londres. <i>Succession danoise</i>	—	—	92
Mai..	8	—	—	—	94
	8	Traité de Londres —	—	—	94
	8	Note Russie. <i>Protocole de Varsovie</i>	—	—	97
	24	— Danemark, Réponse à 8 mai,	—	—	98
Juin.	19	Protocole de Londres, <i>Succession danoise</i>	—	—	99
Sept.	9	Circulaire danoise, <i>Accessions</i>	—	—	100
Nov.	11	—	—	—	104
	23	Accession du Wurtemberg au traité de Londres.....	—	—	106
Déc..	9	— de la Saxe —	—	—	109
	10	Note Oldenbourg, <i>Traité de Londres</i>	—	—	109
	10	—	—	—	110
	16	Accession Hesse électoral, <i>idem</i>	—	—	112
	18	— Hanovre <i>idem</i>	—	—	112
	18	— — <i>idem</i>	—	—	113
	22	Réserve d'accession Bavière, <i>idem</i>	—	—	114
	30	Renonciation du Due d'Augustenbourg.....	—	—	126
	31	Saxe-Weimar, <i>Refus d'accession</i>	—	—	116

1853

Janv.	8	Réponse danoise à Bavière.....	—	—	115
	10	Mecklembourg-Schwerin, <i>Réserve d'accession</i>	—	—	117
	13	— Strelitz <i>Idem</i>	—	—	119
	24	Hesse Gr. Ducale <i>Idem</i>	—	—	120
	26	Bade <i>Idem</i>	—	—	121
Mars.	4	Note danoise, <i>Acceptation de la Saxe</i>	—	—	108
	4	— <i>Acceptation de Saxe-Weimar</i>	—	—	116
	4	— <i>Acceptation de la Hesse Gr. Ducale</i>	64	I	121
	4	— <i>Acceptation de Bade</i>	—	—	123
Juin.	27	Note Oldenbourg, <i>Traité de Londres</i>	—	—	110

1854

Mars.	28	Note Oldenbourg, <i>Renonciation</i>	—	—	111
	28	Oldenbourg, <i>Acte de renonciation</i>	—	—	132

1861

Mars.	14	Manderström à Wachtmeister Holstein.....	63	III	129
-------	----	--	----	-----	-----

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

	1861
Mars.. 14 Manderström à Jaerta	<i>Holstein</i> 63 III 132
29 — à Platen	<i>idem</i> — — 133
Mai.. 12 — —	<i>idem</i> — — 141
12 Mémoire suédois, <i>Réorganisation de la monarchie danoise</i>	— — 144
Déc.. 29 Manderström à Platen, <i>Holstein</i>	— — 154
1862	
Janv. 12 Manderström à Hamilton, <i>Holstein</i>	— — 156
Fév.. 17 — à Jaerta, <i>Politique suédoise</i>	— — 156
Avril. 16 Russell, <i>Décisions de la Diète</i>	— — 167
22 Cowley à Russell, <i>Reponse à 16 avril</i>	— — 169
25 Gortschakoff à Brunow, <i>idem</i>	— — 169
28 Russell à Napier, <i>Renonciation au projet du 16 avril</i>	— — 171
Mai.. 6 Manderström à Platen, <i>Réponse à 16 avril</i>	— — 158
13 Bernstorff à Londres.....	— — 171
Juin. 23 Hall à Bille, <i>Opposition Holsteinoise</i>	— — 176
27 Bernstorff à Bille.....	— — 178
Août. 22 Circulaire Bernstorff.....	— — 182
25 Mémorandum Rechberg.....	— — 188
Sept.. 5 Hall à Bille, <i>Dépêches des 22 et 25 août</i>	— — 195
24 Russell à Paget, <i>Proposition d'une solution</i>	— — 196
Oct... 3 Cowley à Russell, <i>Dépêche du 24 septembre</i>	— — 198
12 Manderström, <i>Dépêche du 24 septembre</i>	— — 160
12 Paget à Russell	— — 199
15 Hall	— — 200
27 Bismarck à Bernstorff	— — 202
29 Rechberg à Wimpffen	— — 205
Nov.. 5 Hall, <i>Mémorandum Rechberg, 23 août</i>	— — 216
Programme, <i>élections</i>	— — 378
6 Hall à Berlin, <i>Dépêche du 22 août</i>	— — 208
6 — à Bulow, <i>Dépêche du 25 août</i>	— — 214
12 Patente, <i>Gouvernement particulier au Holstein</i>	— — 221
20 Russell à Paget, <i>Dépêche du 15 octobre</i>	— — 222
Déc.. 30 Manderström à Saint-Pétersbourg.....	— — 162
1863	
Janv. 6 Hall à Bille, <i>Réponse à dépêche du 20 novembre</i>	— — 231
21 Manderström à Hamilton, <i>Dépêche du 30 décembre</i>	— — 165
21 Russell à Paget, <i>Dépêche du 6 janvier</i>	— — 265
22 Manderström à Wachtmeister, <i>Concessions au Holstein</i>	64 II 82
27 Manderström à Adelswaerd, <i>Dépêche du 24 septembre</i>	63 III 16
Fév.. 10 Adresse du Holstein au Roi.....	— — 238
Mars. 30 Ordonnance, <i>Position du Holstein</i>	— — 241
Avril. 13 Rechberg à Brenner, <i>Ordonnance du 30 mars</i>	— — 244
15 Bismarck à Bulow,	— — 246
17 Note identique, Autriche, Prusse.....	— — 248
20 Discours d'ouverture du Rigsraad.....	— — 246
23 Séance de la Diète germanique.....	— — 250
Mai.. 16 Circulaire Hall, <i>Réponse à 17 avril</i>	— — 253
23 Réponse Bismarck à 16 mai.....	— — 254
27 Russell à Buchanan et Bloomfield, <i>déconseillant l'exécution</i>	64 I 11
Juin. 4 Rechberg à Brenner, <i>Réponse au 16 mai</i>	63 III 255
18 Séance de la Diète germanique.....	— — 256
18 Protestation du Danemark, <i>Propositions des comités réunis</i>	— — 258
Juillet 9 — <i>Résolutions de la Diète</i>	— — 258
9 —	— — 260

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1863

Juillet	19 Manderström à Paris et Londres, <i>Résolution de la Diète</i>	64	I	38
	19 Manderström à Wachtmeister —	—	II	84
Août.	8 Hall à Hamilton, <i>Projet d'alliance Danemark et Suède</i>	—	IV	201
	21 Projet d'alliance Danemark et Suède.....	—	—	202
	25 Réponse du Danemark, <i>Résolutions du 9 juillet</i>	63	IV	11
	31 Gortschakoff à Nicolai, <i>Conseils au Danemark</i>	64	II	73
	31 Hall à Hamilton, <i>Urgence de conclure un traité avec la Suède</i>	—	IV	203
Sept..	3 Circulaire Hall, <i>Déclaration</i>	—	I	137
	12 Gortschakoff à Brunow, <i>Exécution dans le Holstein</i>	—	II	73
	17 Rechberg à Wimpffen, <i>Réponse à Hall du 3 septembre</i>	—	—	48
	18 Grey à Russell, <i>Conversation avec Drouyn de Lhuys</i>	—	—	50
	28 Discours, <i>Ouverture du Rigsraad</i>	—	I	139
	28 Bulow à Hall, <i>Situation de la Suède</i>	—	IV	204
	29 Russell à Malet, <i>Déconseillant l'exécution fédérale</i>	—	I	12
	29 Scheel Plessen à Hall, <i>Fruits d'une alliance avec la Suède</i>	—	IV	205
Oct..	1 Résolution de la Diète, <i>Exécution fédérale</i>	—	I	141
	Rapport Comités réunis, <i>Rejet de la proposition Russell, 29 sept</i>	—	—	13
	5 Manderström à Hamilton, <i>Projet de loi fondamentale</i>	—	—	206
	5 — — <i>Conditions du concours de la Suède</i>	—	—	208
	7 Moltke à Hall, <i>Note à Londres et Paris</i>	—	—	210
	8 Quaade à Hall, <i>Exécution éventuelle au Holstein</i>	—	—	54
	9 — — <i>Médiation</i>	—	—	56
	14 Russell à Malet, <i>Projet de la proposition du 29 septembre</i>	—	IV	15
	21 — —	—	—	16
	21 Quaade à Hall, <i>Conversation Bismarck</i>	—	—	57
	22 Rosenkranz à Hall, <i>Séance de la Diète</i>	—	—	60
	23 Quaade à Hall, <i>Rapport de la Diète</i>	—	—	61
	24 — — <i>Danger de l'exécution fédérale</i>	—	—	64
	26 Hall à Quaade <i>Déclaration à la Diète</i>	—	—	65
	27 Quaade à Hall, <i>Opinion de M. de Bismarck sur l'exécution</i>	—	—	66
	28 — — <i>Dépêche du 26</i>	—	—	68
	28 — — <i>Entrevue Bismarck</i>	—	—	70
	29 Séance de la Diète.....	—	I	142
	29 Réponse Danemark, <i>Propositions du 1^{er} octobre</i>	—	—	143
	31 Quaade à Hall, <i>État de la situation</i>	—	IV	71
Nov..	3 Hall à Quaade, <i>Observation Paget</i>	—	—	73
	3 Quaade à Hall, <i>Vote du budget par le Holstein</i>	—	—	74
	3 — — <i>Proposition Bismarck</i>	—	—	77
	5 — — <i>Situation de la Diète</i>	—	—	79
	6 — — <i>Communication à la Diète</i>	—	—	80
	9 Hall à Quaade —	—	—	82
	10 Scheel Plessen à Hall, <i>Conversation avec le roi de Suède</i>	—	—	213
	11 Circulaire Hall, <i>Intervention amicale de l'Angleterre</i>	—	—	84
	13 Thile à Balan, <i>Dangers de l'exécution de la nouvelle Constitution</i>	—	—	85
	14 Communication danoise à la Diète, <i>Prérogatives financières du Holstein</i>	—	I	145
	16 Acte de renonciation Augustenbourg	—	—	131
	16 Proclamation prince Héritier Augustenbourg au Schleswig-Holstein —	—	—	147
	16 Scheel Plessen à Hall, <i>Instructions à Hamilton</i>	—	IV	213
	18 Constitution pour le Danemark et le Slesvig	—	I	149
	20 Circulaire Manderström, <i>Frétiens Augustenbourg</i>	—	—	40
	20 Grand-Duc d'Oldenbourg au Duc Frédéric d'Augustenbourg	—	III	436
	21 Séance de la Diète germanique	—	I	273
	23 Russell à Buchanan, <i>Prétiens Augustenbourg</i>	—	—	16
	23 Chambre des députés de Prusse, <i>Séance</i>	—	—	21
	27 Hall à Scheel Plessen, <i>Nouvelle phase du conflit</i>	—	IV	213

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

	1863
Nov.. 27 Hall à Scheel Plessen, <i>Armements de la Suède</i>	64 IV 215
28 Séance de la Diète germanique.....	— I 279
Déc.. 1 Déclaration Bismarck, <i>Attitude de la Prusse</i>	— — 23
1 Scheel Plessen à Hall, <i>Hésitation de la Suède</i>	— IV 216
2 Manderström à Hamilton, <i>Communication à Stockholm</i>	— — 217
2 Lettre du Duc Frédéric d'Augustenbourg à Napoléon III.....	— I 133
4 Déclaration Rechberg à la Chambre des députés, <i>Attitude de l'Autriche</i>	— — 7
4 Proclamation de Christian IX aux habitants du Holstein.....	— — 282
4 Scheel Plessen à Hall, <i>Communication à Stockholm</i>	— IV 220
5 Note identique de l'Autriche et de la Prusse, <i>Décision de la Diète pour l'exécution</i>	— I 286
7 Séance de la Diète germanique.....	— — 284
9 Instructions Russell à Wodehouse.....	— II 6
10 Scheel Plessen à Hall, <i>Inminence d'une exécution fédérale</i>	— IV 222
10 Réponse de Napoléon III au Duc d'Augustenbourg, <i>Lettre du 2</i>	— I 135
10 Proclamation Augustenbourg au Schleswig-Holstein.....	— — 288
11 Séance de la Diète germanique.....	— — 289
12 Wodehouse à Russell, <i>Entrevue avec Bismarck</i>	— II 10
15 Projet d'adresse de la chambre des députés au Roi de Prusse.....	— I 26
15 Bismarck à Hall, <i>Entrée des troupes fédérales dans le Holstein</i>	— — 290
15 Proclamation Christian IX aux soldats du Holstein.....	— — 291
17 Lettre du Roi de Bavière à Schrenk, <i>en faveur du Duc d'Augustenbourg</i>	— — 292
17 Russell à Wodehouse, <i>Blâme de la Constitution du 18 novembre</i> ..	— II 13
17 Wodehouse à Russell	— — 14
17 Russell à Murray, <i>Attitude des États moyens</i>	— — 91
18 Débat dans la chambre prussienne, <i>Projet d'adresse du 15 nov</i>	— I 28
18 Napier à Russell, <i>Russie vis-à-vis d'Augustenbourg</i>	— II 74
18 Ordonnance royale, ligne douanière entre le Slesvig et le Holstein.	— 102
19 Note Hall, <i>L'exécution contraire à la loi fédérale</i>	— I 292
20 Napier à Russell, <i>Instructions à M. d'Ewers</i>	— II 74
21 Discours royal, <i>Clôture du Rigsraad</i>	— I 294
21 Wodehouse à Russell, <i>Conférence avec Hall</i>	— II 16
21 Napier à Russell, <i>Suite du 20 déc</i>	— — 74
22 Paget à Russell, <i>Conférence avec Hall</i>	— — 20
22 Napier à Russell, <i>Conférence</i>	— — 75
23 Séance de la Diète germanique.....	— I 295
23 Proclamation des commissaires fédéraux.....	— — 297
23 — dans le Holstein	— — 303
24 Hall à Bille, <i>Raisons empêchant concessions</i>	— II 20
24 Paget à Russell, <i>La Suède ne conseille pas le retrait de la Constitution</i> . ..	— — 86
26 Russell à Cowley, <i>Intervention de la Suède</i>	— — 86
27 Russell à Malet, <i>Pour proposer une conférence</i>	— I 17
28 Séance de la Diète germanique.....	— — 300
28 Napier à Russell, <i>Entrevue avec Gortschakoff sur la conférence</i>	— II 76
29 Cowley à Russell, <i>Proposition de conférence</i>	— — 51
29 — <i>Mission du général Fleury</i>	— — 54
29 Beust à Vitzthum, <i>Réponse à 17 décembre</i>	— — 92
31 Circulaire Russell, <i>Proposition de conférence</i>	— I 350
31 Proclamation, Prince d'Augustenbourg.....	— — 303
31 Paget à Russell, <i>Ministère Monrad</i>	— II 22
31 Bloomfield à Russell, <i>Raisons de la France pour refuser la conférence</i>	— — 54
31 — <i>Observations de la France sur les entreprises Augustenbourg</i>	— — 55

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1863

Déc.. 31 Wodehouse à Russell, *Empêchement de la France à la conférence.* 64 II 55

1864

Janv.	2 Proclamation Christian IX.....	— I	304
	3 Wodehouse à Russell, <i>Conférence avec Monrad</i>	— II	22
	3 Paget à Russell, <i>idem</i>	— —	24
	3 Cowley à Russell, <i>Entrevue Banneville, démarches pour empêcher la guerre</i>	— —	56
	4 Circulaire Drouyn de Lhuys	— I	305
	4 Vitzthum à Russell, <i>Note Beust du 29 décembre</i>	— II	94
	5 Murray à Beust, <i>Conduite des troupes allemandes dans le Holstein</i>	— —	94
	5 Réponse Beust à Murray.....	— —	96
	5 Monrad à Saint-Pétersbourg, <i>Mission Evers</i>	— —	26
	5 Monrad à Bille, <i>Mission Wodehouse</i>	— —	28
	5 Russell à Cowley, <i>Médiation</i>	— —	57
	5 Cowley à Russell, <i>idem</i>	— —	59
	6 Monrad à Moltke-Hvitfield, <i>Dispositions du Danemark</i>	— —	29
	6 Napier à Russell, <i>Médiation</i>	— —	73
	6 — — <i>Conférence</i>	— —	76
	6 Jerningham à Russell, <i>Concours de la Suède</i>	— —	87
	7 Cowley à Russell, <i>Médiation</i>	— —	60
	7 Wodehouse à Russell, <i>Appui reçu d'Ewers</i>	— —	77
	8 Séance de la Diète germanique	— I	313
	8 Murray à Beust, <i>Réponse à sa note du 5.</i>	— II	89
	10 Rechberg à Munich.....	— I	306
	10 Napier à Russell, <i>Hésitations de la Russie pour la conférence</i>	— II	77
	10 Beust à Murray, <i>Note du 8.</i>	— —	100
	11 Napier à Russell, <i>Conférence</i>	— —	78
	11 — — <i>Projet de transaction</i>	— —	78
	13 Wachtmeister à Russell, <i>Association de la Suède aux démarches communes</i>	— —	87
	13 Jerningham à Russell, <i>idem</i>	— —	88
	14 Séance de la Diète germanique	— I	313
	14 Bloomfield à Russell, <i>Vues de l'Autriche</i>	— II	32
	14 Bloomfield à Russell, <i>Vues de l'Autriche, conférence</i>	— —	33
	14 Cowley à Russell, <i>Démarches de la France pour empêcher la guerre</i>	— —	61
	14 Bloomfield à Russell, <i>Vues de la Suède</i>	— —	88
	15 Napier à Russell, <i>Proposition de médiation</i>	— —	79
	15 — — <i>Démarches de la Russie</i>	— —	80
	16 Note identique Prusse et Autriche à Monrad.....	— I	318
	18 Circulaire Russell, <i>Traité de Londres</i>	— II	34
	18 Russell à Bloomfield, <i>Dangers de l'occupation du Slesvig</i>	— —	31
	18 Russell à Paget, <i>Retrait de la constitution du 18 novembre</i>	— —	35
	18 Cowley à Russell, <i>La France blâme l'occupation du Slesvig</i>	— —	63
	18 — — <i>La France appuie la convocation du Rigsraad</i> ..	— —	63
	18 Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, <i>La France ne s'associe pas à la médiation</i>	— —	66
	18 Napier à Russell, <i>La Russie conseille la convocation du Rigsraad</i> .—	—	81
	18 Note Brunswick.....	— —	104
	19 Circulaire Bismarck, <i>Vues de l'Autriche et de la Prusse</i>	— I	218
	19 Séance de la Diète germanique	— —	315
	19 Bloomfield à Russell, <i>Refus de l'Autriche d'un plus long délai</i>	— II	36
	19 Paget à Russell, <i>Retrait de la constitution</i>	— —	37
	19 Russell à Vienne et Berlin, <i>Demande d'adhésion au traité de 1852</i> .—	—	47
	19 Cowley à Russell, <i>Démarches pour empêcher la guerre</i>	— —	64

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1864

Janv.	19 Jerningham à Russell, <i>Retrait de la constitution</i>	64	II	89
	20 Russell à Vienne et Berlin, <i>Engagements du traité de Londres</i>	— —		41
	21 Paget à Russell, <i>Convocation du Rigsraad</i>	— —		42
	21 Quaade à Bille, <i>idem</i>	— —		43
	21 Russell à Napier, <i>Résistance du Danemark</i>	— —		81
	22 Protestation de la chambre des députés de Prusse, <i>actes du gouvernement</i>	— I		217
	22 Compte rendu de la Diète germanique.....	— —		316
	22 Napier à Russell, <i>La Russie n'adressera plus de représentation</i>	— II		83
	22 Protestation Manderström contre l'occupation du Slesvig.....	— —		90
	24 Russell à Munich, <i>Droits de la Confédération sur les Duchés</i>	— —		44
	24 Russell à Cowley, <i>Réponse à 19 janvier</i>	— —		67
	25 Paget à Russell, <i>Délai pour retrait constitution</i>	— —		44
	27 Cowley à Russell, <i>Proposition de conférence</i>	— —		66
	27 Napier à Russell, <i>Acceptation d'une conférence par la Russie</i>	— —		82
	28 Séance de la Diète germanique	— I		317
	28 Jerningham à Russell, <i>Acceptation d'une conférence par la Suède</i> . — II	90		
	29 Buchanan à Russell, <i>Conférence Bismarck</i>	— —		365
	30 Sommation de Wrangel à Meza.....	— I		319
	30 Russell à Cowley, <i>Répugnance de Napoléon III pour une guerre avec l'Allemagne</i>	— II		70
	30 Wachtmeister à Russell, <i>Protestation Manderström 22 janv.</i>	— —		90
	31 Réponse Meza à Wrangel.....	— I		320
	31 Réponse Rechberg et Bismarck, <i>Note Russell 19 janv.</i>	— II		47
	31 Bismarck à Bernstorff, <i>Intention de la Prusse à l'entrée en campagne</i>	— —		366
Fév..	3 Bloomfield à Russell, <i>L'Autriche désire le maintien de la monarchie</i> . — —	368		
	7 Proclamation Wrangel.....	— —		105
	7 Paget à Russell, <i>Évacuation du Danewirke</i>	— —		368
	9 Instructions de la Diète aux commissaires fédéraux.....	— —		105
	9 Wrangel à Hake	— —		106
	11 Réponse Hake à Wrangel.....	— —		106
	11 Séance de la Diète germanique	— —		108
	11 Torben Bille à Russell, <i>Garantie de 1720</i>	— —		370
	12 Circulaire Quaade, <i>Résistance à outrance</i>	— —		109
	13 Déclaration des commissaires fédéraux, <i>Occupation d'Altona par la Prusse</i>	— —		106
	13 Séance de la Diète germanique.....	— —		109
	13 Protestation de la Saxe contre <i>Occupation d'Altona par la Prusse</i> . — —	110		
	14 Circulaire Bismarck, <i>Propositions de la commission de la Diète</i>	— —		117
	15 Loi provisoire du Danemark, <i>Connaissance des navires ennemis capturés</i>	— —		112
	16 Règlement danois, <i>Blocus</i>	— —		118
	18 Circulaire Rechberg, <i>Propositions de la commission de la Diète</i> ..	— —		111
	23 Circulaire Russell, <i>Invitation à une conférence sans armistice</i>	— —		371
	24 Russell à Bloomfield, <i>Blâme à la Prusse et à l'Autriche</i>	— —		372
	25 Séance de la Diète germanique	— —		122
	25 Adresse du Rigsraad au Roi Christian.....	— —		124
	26 Paget à Russell, <i>Participation du Danemark à la conférence</i>	— —		374
	27 Réponse de Christian à l'adresse du Rigsraad.....	— —		125
	27 Circulaire Rechberg, <i>Départ de la flotte autrichienne pour la Manche</i>	— —		125
	27 Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Conférence</i>	— —		126
	29 Hegerman à Wrangel, <i>Entrée des Prussiens dans le Jutland</i>	— —		128
	29 Réponse du Roi de Prusse à députation du Slesvig.....	— —		127
Mars..	2 Réponse Wrangel à Hegerman.....	— —		129

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1864

Mars..	3 Séance de la Diète germanique.....	64 II 129
	3 Communication de la Diète, <i>la Confédération non invitée à la conférence</i>	— — 131
	3 Ordonnance de l'Autriche, <i>Traitements des neutres</i>	— — 131
	7 Note Autriche, Prusse, aux signataires du traité de Londres.....	— — 135
	9 Russell à Paget, <i>Invitation au Danemark de prendre part à la conférence</i>	— — 375
12	Séance de la Diète germanique.....	— — 136
12	Pétition de l'Université de Kiel à la Diète.....	— — 143
12	Rapport Van der Pfordten à la Diète, <i>Succession</i>	— IV 95
14	Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, <i>Présence d'un représentant de la Diète à la conférence</i>	— II 389
14	Discours royal, <i>Ouverture du Storthing de Norvège</i>	— — 433
15	Circulaire Monrad, <i>Bombardement de Sonderbourg</i>	— — 403
15	Rapport du Storthing de Norvège.....	— — 434
18	Quaade à Torben Bille, <i>Acceptation de la conférence sur bases de 1852</i>	— — 377
20	Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, <i>Adhésion de la France à la conférence</i>	— — 388
21	Circulaire Russell, <i>Proposition d'une conférence</i>	— — 378
22	Message royal au Rigsraad, <i>Clôture de la session</i>	— — 145
23	Malet à Kubeck, <i>Proposition de conférence</i>	— — 379
23	Drouyn de Lhuys à la Tour d'Auvergne, <i>Intentions conciliatrices</i>	— — 390
24	Discours royal, <i>Clôture du Storthing de Norvège</i>	— — 436
26	Malet à la Diète, <i>Représentation de la Confédération à la conférence</i>	— — 380
29	Circulaire Bismarck, <i>idem</i>	— — 391
30	Circulaire Quaade, <i>Conduite des armées alliées dans le Slesvig</i>	— — 146
	Mémorandum Bismarck, <i>Garanties de 1720</i>	— — 381
Avril.	1 Sydow à Bismarck, <i>Motion du 25 février</i>	— — 396
	2 — — <i>Instruction à la conférence</i>	— — 397
	3 Bismarck à Sydow, <i>idem</i>	— — 398
	3 Bismarck à Werther, <i>idem</i>	— — 399
	3 Bismarck à Sydow, <i>Motion du 25 février</i>	— — 400
	4 — — <i>Instruction au représentant de la Diète</i>	— — 401
	4 Bismarck à Werther, <i>idem</i>	— — 401
	5 Déclaration Holstein en faveur d'Augustembourg	— — 395
	7 Rechberg à Kubeck, <i>Instructions au représentant de la Diète</i>	— — 402
10	Protocole de la conférence de Londres	— III 5
14	Séance de la Diète germanique	— II 404
15	Circulaire Bismarck, <i>Réponse à Monrad, 15 mars</i>	— — 406
21	Séance de la Diète germanique	— — 408
21	Proclamation du roi de Prusse, <i>Prise de Duppel</i>	— — 408
25	1 ^{er} Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— III 7
28	Proclamation Wrangel, <i>Contribution de guerre au Jutland</i>	— II 409
Mai..	4 2 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— III 10
	8 Circulaire Bismarck, <i>Hésitations de la Diète</i>	— II 409
	9 3 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— III 14
10	Ordonnance du Danemark, <i>Levée du blocus</i>	— II 412
11	Avis de la Prusse, <i>Suspension des hostilités</i>	— — 413
12	Déclaration Augustenbourg, <i>Conférence de Londres</i>	— — 413
12	4 ^e Protocole, <i>idem</i>	— III 17
14	5 ^e — — <i>idem</i>	— — 25
15	Bismarck à Bernstorff, <i>la Prusse dégagée du traité de 1852</i>	— II 417
22	Réponse roi de Prusse, <i>Pétition des 30 000</i>	— — 418
23	Torben Bille à Russell, <i>Rétablissement du blocus le 12 juin</i>	— — 420

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

	1864
Mai .. 28 6 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	64 III 34
30 Russell à Torben Bille, <i>Réponse à 23 mai</i>	— II 420
30 Sanz à Bille, <i>Protestation du Pérou contre prise de l'Albertine</i>	— III 400
Juin .. 1 Beust à Russell, <i>Explications</i>	— 437
2 7 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— 44
2 Déclaration des plénipotentiaires, <i>Conférence de Londres</i>	— 440
6 8 ^e Protocole, <i>idem</i>	— 58
9 9 ^e Protocole, <i>idem</i>	— 62
10 Manderstroem à Bjornstierna, <i>Attitude de la Suède</i>	— IV 93
18 10 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— III 80
18 Déclaration du prince Frédéric de Hesse à Russell.....	— 442
19 Lettre Alexandre II au duc d'Oldenbourg.....	— 442
22 11 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— 101
22 Déclaration Bismark, <i>Blocus des ports de la Baltique</i>	— 443
23 Séance de la Diète germanique.....	— 444
24 Bille à Russell, <i>Blocus</i>	— 445
25 12 ^e Protocole, <i>Conférence de Londres</i>	— 117
25 Message du roi, <i>Ouverture du Rigsraad</i>	— 445
25 Communications du ministre de la marine, <i>Blocus</i>	— 446
28 — <i>idem</i>	— 446
28 Bismark aux 4 Cours, <i>Conférence de Londres</i>	— 447
28 Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>idem</i>	— 449
28 Protestation du prince de Noer à Kübeck.....	— 450
29 Protestation Beust contre résumé de la conférence.....	— 451
30 Monrad à Moltke, <i>Résultats de la conférence</i>	— 456
30 Mémorandum Bernstorff et Balan à Russell.....	— 459
Juillet 6 Russell à Paget, <i>l'Angleterre n'interviendra pas par les armes</i>	— 464
6 Torben Bille à Monrad, <i>Ouvertures entre Londres et Paris</i>	— IV 86
7 Protestation du duc Ch. de Schleswig-Sonderbourg-Glücksbourg contre le grand duc d'Oldenbourg.....	— III 465
7 Moltke à Monrad, <i>Entrevue Drouyn de Lhuys</i>	— IV 86
8 Manderstroem à Björnsnista, <i>Intervention de la Suède</i>	— 94
10 Scheel Plessen à Monrad, <i>Conversation Manderstroem</i>	— 88
11 Communication Bluhme aux Chambres.....	— 377
11 Proclamation du ministre de la guerre à l'armée.....	— 378
12 Bluhme à Bismark et Rechberg.....	— 379
12 Moltke à Monrad, <i>Conversation Drouyn de Lhuys</i>	— 88
14 Moltke à Bluhme, <i>Sentiments de la France</i>	— 90
15 Torben Bille à Bluhme, <i>Démarches de l'Angleterre</i>	— 91
15 Bismark à Bluhme, <i>Dépense du 12 juillet</i>	— 381
16 Rechberg à Bluhme, <i>Idem</i>	— 380
18 Suspension d'armes de Christiansfeld.....	— 381
Août. 1 Préliminaires de paix de Vienne.....	— 382
6 Rescrit à la Diète, <i>Prince Frédéric Guillaume de Hesse</i>	— 385
6 Scheel Plessen à Bluhme, <i>Conversations Manderstroem</i>	— 92
— Rapport du comité du Folkething	— 223
6 Discours du Roi, <i>Ouverture du Rigsdad</i>	— 386
8 Proclamation du Roi à l'armée	— 387
8 Plénipotentiaires danois à Werther, <i>Déclaration</i>	— 387
9 Bismarck à Bernstorff, <i>Préliminaires de paix</i>	— 261
10 Discours Bluhme, <i>Séance du Folkething</i>	— 388
20 Réponse Russell à Bismark, 9 août	— 263
30 Message clôture Rigsraad	— 237
31 Bismarck à de Katte, <i>Préliminaires de Vienne</i>	— 420
Sept.. 12 Adresse au roi, <i>Habitants du Slesvig</i>	— 237

DANEMARK (Suite CONFLIT DANO-ALLEMAND)

1864

Sept..	Adresse aux commissaires Austro-Prussiens, <i>Habitants du Slesvig</i> . 64 IV 238
16	Lettre Hall au Dagbladet, <i>Dépêche Manderstroem</i> 5 oct. 1863..... — — 239
Oct..	30 Traité d'Autriche, Prusse, <i>Paix de Vienne</i> — — 330

ÉGYPTE

1863

Déc..	5 Décret France, créant fonctions de consul juge à Alexandrie..... 64 IV 22
-------	---

ÉQUATEUR

1861

Oct..	5 Carvajal à Melgar, <i>Ultimatum du Pérou</i> 63 III 278
5	Réponse, <i>idem</i> — — 283

1863

Août.	11 Message du président, <i>Ouverture de la session</i> 64 I 166
Déc..	30 Traité Colombie, <i>Paix</i> — II 150

ESPAGNE

1861

Déc..	20 Traité Maroc, <i>Commerce</i> 63 IV 135
-------	--

1862

Janv.	7 Convention France, <i>Consulaire</i> — I 30
Fév..	15 — <i>Dettes</i> — — 43
15	— <i>Séquestrés</i> — — 44
Avril.	23 Traité France, <i>Délimitation</i> — — 46
Juin.	5 — France, Cochinchine, <i>Paix et amitié</i> — III 323
Août.	14 Discours marquis Havane, <i>Réception à Paris</i> — II 27
31	Lettre Infant don Juan .. — IV 13
Sept..	1 Marquis de la Havane, <i>Sur son audience de l'empereur</i> — II 28
10	Calderon Collantès au marquis de la Havane, <i>Réponse</i> — — 30
20	Lettre de l'Infant don Juan .. — IV 14
Déc..	1 Discours de la Reine, <i>Ouverture des Cortès</i> — II 16
19	Barrot à Calderon Collantès, <i>Discours sur la question mexicaine</i> ... — 33
22	Drouyn de Lhuys à Barrot, <i>idem</i> .. — I 335
23	Idem .. — — 341
31	Convention Pays-Bas, <i>Propriété littéraire</i> 64 III 344

1863

Janv.	3 Collantès à Barrot, <i>Réponse à note du 19 décembre</i> 63 II 35
6	Barrot à Collantès, <i>Réponse à note du 3</i> — — 36
7	Discours Mon, <i>Mexique</i> — — 38
8	Discours Collantès, <i>Réponse à Mon</i> .. — — 54
Fév..	27 Convention France, <i>Délimitation</i> — IV 368

Mai.	20 Infant don Juan à Miraflorès, <i>Lettre 31 août</i> .. — — 15
------	--

Juillet	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i> — — 408
---------	--

Sept..	21 Traité Confédération Argentine, <i>Traité du 9 juillet 1859</i> 64 III 367
--------	---

Nov..	4 Discours de la reine, <i>Ouverture des Cortès</i> — I 169
-------	---

Déc..	24 Déclaration France, <i>Télégraphe avec l'Algérie</i> — II 157
-------	--

1864

Fév..	18 Rascon à la Diète, <i>Reconnaissance des insurgés de Saint-Domingue comme belligérants</i> — III 374
-------	---

Avril.	8 Convention France, <i>Surveillance des chemins de fer</i> — IV 184
--------	--

Sept..	18 Circulaire ministre de l'intérieur, <i>Ligne politique du cabinet</i> .. — — 243
--------	---

21	Décret, <i>Amnistie des délits de presse</i> — — 242
----	--

ESPAGNE (Suite)

1864

Sept..	22	Décret, <i>Remise des amendes des journaux</i>	64	IV	242
	22	— <i>Dissolution du Congrès des députés</i>	—	—	243

ÉTATS CONFÉDÉRÉS

Voir *États-Unis* (page 21).

ÉTATS ROMAINS

1860

Mars.	28	Haiti, <i>Concordat</i>	63	III	5
-------	----	-------------------------------	----	-----	---

1862

Fév..	12	Cowley à Russell, <i>Garnison mixte à Rome</i>	— II	229	
	14	Idem.....	—	230	
	17	Russell à Cowley, <i>idem</i>	—	230	
	20	Cowley à Russell, <i>idem</i>	—	231	
	22	Russell à Cowley, <i>idem</i>	—	232	
	28	Cowley à Russell, <i>idem</i>	—	233	
Avril.	2	Russell à Cowley, <i>Occupation française</i>	—	234	
Mai..	8	Hudson à Russell, <i>État du pays</i>	—	235	
	20	Lettre Napoléon III à Thouvenel, <i>Politique de la France</i>	— I	185	
	20	Thouvenel à La Valette, <i>Instructions</i>	—	188	
Juin.	14	La Valette à Thouvenel, <i>Refus de transaction de la cour de Rome</i>	—	191	
Août.	6	Protestation, <i>Actes de l'Italie dans les anciennes provinces du saint-siège</i>	—	162	
	28	Layard, <i>Envoy d'un navire pour transporter le pape à Malte</i>	— II	252	
Oct..	8	Durando à Nigra, <i>Occupation de Rome</i>	— I	146	
	18	Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Question romaine</i>	—	196	
	25	Russell à Odo Russell, <i>idem</i>	— II	238	
	31	Drouyn de Lhuys à Lallemand, <i>Anciennes provinces romaines</i>	— I	197	
	31	Russell à Cowley, <i>Rome aux Romains</i>	— II	240	
Nov..	7	Cowley à Russell, <i>Dépêche du 31 octobre</i>	—	242	
	11	Odo Russell à Russell, <i>Entrevue avec Antonelli</i>	—	247	
	14	Russell à Cowley, <i>Dépêche du 7 novembre</i>	—	246	
	23	Drouyn de Lhuys à Cadore, <i>Dépêche 31 octobre</i>	— I	201	
	24	Odo Russell à Russel, <i>Brigandage</i>	— II	257	
	28	Odo Russell à Russell, <i>Offres d'hospitalité de l'Angleterre</i>	—	249	
Déc..	12	La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, <i>Entrevue Antonelli</i>	— I	205	
	13	Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, <i>Dépêche 31 octobre</i>	—	206	
	16	La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, <i>Audience du saint-père</i>	—	207	
	16	Drouyn de Lhuys à Sartiges, <i>Attitude du cabinet italien</i>	—	233	
	16	La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, <i>Mesures administratives pontificales</i>	—	210	
	20	Idem, <i>Réformes projetées</i>	—	211	
	20	Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, <i>Offre de Malte par l'Angleterre</i>	—	211	
	20	Idem, <i>Départ d'aventuriers pour Naples</i>	—	212	
	23	Sartiges à Drouyn de Lhuys, <i>Attitude du cabinet italien</i>	—	231	
	27	Drouyn de Lhuys à Latour d'Auvergne, <i>Réponse à dépêche du 20.</i>	—	213	
	27	La Tour d'Auvergne à Drouyn de Lhuys, <i>Réponse à dépêche du 20.</i>	—	216	
	27	Idem, <i>Offre de Malte par l'Angleterre</i>	—	218	
	27	Russell à Cowley, <i>Brigandage</i>	— II	257	
	30	Cowley à Russell, <i>Réponse au 27</i>	—	259	
			1863		
Jany.	1	Drouyn de Lhuys à La Tour d'Auvergne, <i>Dépêche du 27 décembre</i> . — I	214		
	3	Idem, <i>Explication à Cowley</i>	—	217	

ÉTATS-ROMAINS (Suite)

1863

Janv.	14 Odo Russell à Russell, <i>Dépêche du 24 novembre</i>	63	II	260
	29 Russell à Cowley, <i>Dépêche du 27 décembre</i>	—	—	249
	31 Russell à Cowley, <i>le pape refuse l'offre de Malte</i>	—	—	252
Févr.	16 Russell à Normanby, <i>Occupation de Rome</i>	—	—	252
Avril.	19 Visconti-Venosta, <i>Réclamation Antonelli, violation de territoire</i>	64	I	354
	23 Visconti-Venosta à Nigra. <i>Brigandage</i>	—	—	355
Mai..	1 Nigra à Visconti-Venosta, <i>Dépêche du 23 avril</i>	—	—	358
Sept..	22 Jefferson Davis à Pie IX, <i>Remerciements</i>	—	—	173
Nov..	20 Rapport Visconti-Venosta, <i>Retrait de l'exequatur aux consuls du saint-siège</i>	—	—	366
Déc..	3 Réponse Pie IX à Jefferson Davis.....	—	—	174

1864

Juillet	30 Bref aux évêques polonais.....	—	IV	246
---------	-----------------------------------	---	----	-----

ÉTATS-UNIS.

1861

Mars.	30 Lettre général Scott, <i>Rupture de l'Union</i>	63	IV	27
-------	--	----	----	----

1862

Janv.	10 Mercier à Seward, <i>Commerce français</i>	—	I	261
	10 Seward à Mercier, <i>Réponse</i>	—	—	263
	12 Russell, <i>Commerce Bahama</i>	—	64	346
Févr..	10 Seward à Mercier, <i>Commerce du sud</i>	—	63	263
	11 Mercier à Thouvenel, <i>Reconnaissance du sud</i>	—	—	261
	25 Traité Turquie, <i>Commerce</i>	—	64	IV 176
	27 Thouvenel à Mercier, <i>Cessation de la guerre</i>	—	63	I 263
Mars.	6 <i>Idem</i>	—	—	264
	21 Rost à Jefferson Davis, <i>Accueil en Espagne</i>	—	—	266
Avril.	3 Thouvenel à Mercier, <i>Commerce</i>	—	—	267
	13 Mercier à Thouvenel, <i>Visite à Richmond</i>	—	—	269
	16 Message Lincoln, <i>Émancipation de la Colombie</i>	—	—	413
	26 Mercier à Thouvenel, <i>Visite à Richmond</i>	—	—	271
Mai..	2 Seward, <i>Levée de blocus</i>	—	IV	29
	6 Mercier à Thouvenel, <i>Commerce</i>	—	I	273
	10 Russell à Adams, <i>Enrôlement</i>	—	IV	100
	12 Adams à Russell, <i>Réponse</i>	—	—	101
	12 Mercier à Thouvenel, <i>Ouverture de ports</i>	—	I	277
	12 Proclamation Lincoln, <i>Levée de blocus</i>	—	—	413
	15 Thouvenel à Mercier, <i>Neutralité</i>	—	—	273
	17 Russell à Adams, <i>Enrôlement</i>	—	IV	102
	19 Proclamation Lincoln, <i>Émancipation des esclaves</i>	—	I	415
	21 Thouvenel à Mercier, <i>Reconnaissance des belligérants</i>	—	—	275
	28 Seward à Adams, <i>Position des parties</i>	—	IV	30
	31 Seward à Mercier, <i>Nouvelle-Orléans</i>	—	I	279
Juin.	3 Mercier à Thouvenel, <i>idem</i>	—	—	278
	9 <i>Idem</i> , <i>Qualité de belligérants</i>	—	—	281
	12 Thouvenel à Mercier, <i>offrant bons offices</i>	—	—	278
	19 <i>Idem</i> , <i>Dépêche du 31 mai</i>	—	—	280
	27 Mercier à Thouvenel, <i>Exportation du coton</i>	—	—	281
Juillet	1 <i>Idem</i> , <i>Réponse à 12 juin</i>	—	—	282
	14 Message Lincoln, <i>Indemnité pour l'abolition de l'esclavage</i>	—	—	417
	15 Mercier à Thouvenel, <i>Rétablissement de la paix</i>	—	—	264
	17 Thouvenel à Mercier, <i>Réclamations françaises à la Nouvelle-Orléans</i>	—	—	282
	21 Butler et Reverdy Johnson, <i>Commerce de la Nouvelle-Orléans</i>	—	IV	36
	22 Ordonnance, <i>Emploi des nègres comme travailleurs</i>	—	I	417

ÉTATS-UNIS (Suite)

1862

Juillet 23	Thouvenel à Mercier, <i>Conséquences de la durée indéfinie de la guerre</i>	63	I	439
24	Thouvenel à Mercier, <i>Actes du général Butler</i>	—	—	264
Août.. 8	Circulaire Seward, <i>Invitation aux agriculteurs</i>	—	IV	38
11	Circulaire, <i>Service militaire</i>	—	—	37
12	Méjan à Butler, <i>Désarmement</i>	—	—	39
15	Message Jefferson Davis.....	—	I	388
Sept.. 11	Seward à Mercier, <i>Exportation du coton</i>	—	—	286
15	Mercier à Thouvenel, <i>idem</i>	—	—	285
18	Thouvenel à Mercier, <i>Dispositions pacifiques dans l'Union</i>	—	—	285
22	Proclamation Lincoln, <i>Émancipation des esclaves</i>	—	—	418
22	Circulaire Seward, <i>idem</i>	—	—	421
24	Décret Butler, <i>Enregist. des habitants de la Nouvelle-Orléans</i>	—	—	286
24	Proclamation Lincoln, <i>Suspension de l'habeas corpus</i>	—	—	422
24	Proclamation Butler, <i>Serment d'allégeance à la Nouvelle-Orléans</i>	—	IV	41
24	Adresse des États réunis à Alloone.....	—	—	42
Oct.. 30	Drouyn de Lhuys à Londres et Saint-Pétersbourg, <i>Bons offices aux belligérants</i>	—	I	288
Nov.. 6	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Note du 30 octobre</i>	—	—	287
8	Gortschakoff à Oubril, <i>Dépêche du 30 octobre</i>	—	II	87
10	Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Élections</i>	—	I	294
13	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Dépêche du 8 novembre</i>	—	—	290
13	Russell à Cowley, <i>Dépêche du 30 octobre</i>	—	IV	68
15	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Restrictions au commerce</i>	—	III	90
18	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Dépêches des 8 et 13 novembre</i>	—	I	292
18	Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Médiation</i>	—	—	294
21	Drouyn de Lhuys, <i>Exportation du coton</i>	—	—	294
23	Drouyn de Lhuys à Dayton, <i>Bons offices de la France</i>	—	—	293
27	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Dépêche du 30 octobre</i>	—	—	292
Déc.. 1	Message Lincoln.....	—	—	423
	11 Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Dépêche du 21 novembre</i>	—	—	295

1863

Janv.. 1	Proclamation Lincoln, <i>Affranchissement des esclaves</i>	—	—	433
9	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Mode de pacification</i>	—	—	439
12	Message Jefferson Davis.....	—	—	393
17	Russell, <i>Proclamation du 1^{er} janvier</i>	—	IV	71
18	Lyons à Russell, <i>Dispositions du Nord</i>	—	—	70
23	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Note du 23 novembre</i>	—	—	276
Févr.. 5	Seward à Lyons, <i>Blocus de Charleston</i>	—	—	54
6	Seward à Dayton, <i>Dépêche du 9 janvier</i>	—	—	45
8	Circulaire Seward, <i>Colonisation</i>	—	—	51
10	Interruption du blocus de Charleston.....	—	—	55
10	Russell à Mason, <i>Blocus</i>	—	—	73
11	Message Lincoln, <i>Merrier à Richmond</i>	—	—	5
17	Article additionnel Grande-Bretagne, <i>Traite des nègres</i>	—	III	17
25	Acte du Congrès, <i>Lettres de marque</i>	—	IV	58
26	Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Note du 23 novembre</i>	—	—	277
Mars.. 9	Circulaire Seward, <i>Intervention étrangère</i>	—	—	58
Avril.. 3	Russell aux propriétaires du <i>Peterhoff, Protection</i>	—	—	105
4	Résolution du congrès Richmond, <i>Représailles</i>	—	—	18
9	Adams à Dupont, <i>Recommandant deux négociants anglais</i>	—	—	110
10	Russell à Adams, <i>Enrôlement de sujets anglais</i>	—	—	103
10	Message Jefferson Davis.....	—	—	19
16	Russell à Adams, <i>Enrôlement de sujets anglais</i>	—	—	103
18	Adams à Russell, <i>Réponse 16 avril</i>	—	—	104

ÉTATS-UNIS (Suite)

1863

Avril.	18 Avis Russell, aux armateurs du <i>Sea queen malle de Matamoras</i> ... 63	IV 111
	22 Adams aux mêmes, <i>Certificats de loyauté</i>	— 111
	23 Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Envois d'armes à Matamoras</i>	— 27
	23 Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Acquisitions de cotons des confédérés</i> . —	— 281
	27 Discours Russell, <i>Prise du Peterhoff</i>	— 107
Mai..	5 Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Droit des neutres achat de cotons</i>	— 281
	8 Proclamation Lincoln, <i>Naturalisation forcée</i>	— 61
	8 Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Note Adams du 9 avril</i> ,	— 63
	14 Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Achat de coton par les neutres</i>	— 282
Juin.	4 — <i>Incident Adams</i>	— 284
	6 Benjamin à Mason, <i>Retrait d'exequatur au consul anglais à Richmond</i>	— 23
Juillet	2 Edwards à Miraflorès, <i>Délai de sortie d'un port neutre des belligérants</i>	— 74
	2 Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Commerce des neutres</i>	— 285
	28 Russell à Lyons, <i>Attitude de l'Angleterre</i>	— 77
	30 Ordre Lincoln, <i>Représailles</i>	— 62
Août.	1 Proclamation Jefferson Davis, <i>Rappel des soldats sous les drapeaux</i>	— 25
	7 Lincoln à Seymour gouverneur de New-York, <i>Conscription</i>	— 63
	12 Circulaire Seward, <i>Situation des belligérants</i>	— 64
	19 Avis du Foreign office, <i>Navigation du Mississippi</i>	— 78
Sept..	13 Drouyn de Lhuys à Mercier, <i>Conversation avec Dayton</i>	— 285
	15 Proclamation Lincoln, <i>Suspension de l'habeas corpus</i>	64 I 189
	21 Mason à Russell, <i>Fin de la mission confédérée en Angleterre</i>	— 172
	21 Circulaire Seward, <i>Service militaire</i>	— 190
	22 Jefferson Davis à Pie IX, <i>Remerciements</i>	— 173
Oct..	6 Duc de Newcastle à Bahama, <i>Entrée dans le port des belligérants</i>	— 349
	15 Drouyn de Lhuys à Dayton, <i>Armements par les confédérés en France</i>	— II 428
	22 — <i>Autorisation retirée à Arman et Voruz</i>	— 430
Déc..	3 Réponse Pie IX, à Jefferson Davis.....	— I 174
	7 Message Jefferson Davis au Sénat et à la Chambre des représentants	— 175
	8 Message Lincoln au Sénat et à la Chambre des représentants.....	— 191
	8 Proclamation Lincoln, <i>Amnistie</i>	— 206

1864

Fév..	5 Circulaire Chasseloup Laubat, <i>Navires belligérants en France</i>	— II 430
Mars.	Manifeste Jefferson Davis à l'armée.....	— 426
Avril.	7 Seward à Dayton, <i>Vote du 4 avril de la Chambre des représentants sur le Mexique</i>	— III 370
	22 Dayton à Seward, <i>idepm</i>	— 379
Mai..	2 — <i>Réponse à 7 avril</i>	— 381
	9 Seward à Dayton, <i>Réponse au 22 avril</i>	— 380
	21 — <i>Réponse à 2 mai</i>	— 381
	25 Circulaire Seward, <i>Formalités à remplir par les étrangers</i>	— IV 250
Juin..	2 Instructions aux gouverneurs des colonies anglaises, <i>Prises amenées dans les eaux anglaises</i>	— III 390
	10 Manifeste du congrès des États confédérés	— 375
Juillet	18 Proclamation Lincoln, <i>Appel de 500 000 hommes</i>	— IV 31
Sept..	3 Proclamation Lincoln, <i>Succès fédéraux</i>	— 251
	8 Avis du gouvernement anglais, <i>Interdiction de l'entrée des ports aux navires belligérants, pour être vendus ou désemparés</i>	— 34
	8 Mac Clellan à convention de Chicago, <i>Acceptation de la candidature</i>	— 252
	Lincoln à la convention de Baltimore.....	— 254

FRANCE.

1858

Juin.. 30 Convention Belgique et Prusse, <i>Télégraphe</i>	63 III 293
1861	

Mars.. 9 Traité Pérou, <i>Commerce</i>	— I 347
Nov.. 5 Convention Tour et Taxis, <i>Poste</i>	— — 17

Déc.. 1 — Suisse, <i>Télégraphe</i>	64 II 153
---	-----------

1862

Jan.. 7 Convention Espagne, <i>Consulaire</i>	63 I 30
Fév.. 15 idem <i>Dette</i>	— — 43

15 idem <i>Séquestrés</i>	— — 44
---------------------------------	--------

Avril. 14 Traité Espagne, <i>Limites</i>	— — 46
30 Convention Grande-Bretagne <i>Compagnies industrielles</i>	— — 54

Mai.. 7 Convention Italie, <i>Chemin de fer</i>	— — 55
Juin.. 5 Traité Espagne et Cochinchine, <i>Paix</i>	— III 81

13 Convention Italie, <i>Navigation</i>	— — 18
29 — <i>Propriété littéraire</i>	— I 70

Juillet 14 Russell à Flahault, <i>Portendik</i>	— III 93
26 Convention Italie, <i>Consulaire</i>	— I 87

Août.. 9 Convention Paraguay, <i>Commerce</i>	— IV 156
Sept.. 5 Protocole Russie et Turquie, <i>Coupole de Jérusalem</i>	— III 80

8 Protocole Autriche, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie et Turquie, <i>Affaire de Serbie</i>	— I 244
12 Traité Madagascar, <i>Commerce</i>	— III 319

Nov.. 14 Traité Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, <i>Cession des îles Ionniennes</i>	— III 80
64 II 164	

Déc.. 8 Traité Suisse, <i>Vallée des Dappes</i>	63 I 372
---	----------

1863

Janv. 12 Discours Empereur, <i>Ouverture session</i>	— — 165
15 Exposé situation, <i>Affaires étrangères</i>	— — 168

17 Traité Italie, <i>Commerce</i>	64 III 247
Fév.. 1 Déclaration Pays-Bas, <i>Télégraphe</i>	— — 148

1 Arrangement Pays-Bas, <i>Alcools</i>	— — 149
27 Convention Espagne, <i>Délimitation</i>	63 IV 368

Avril. 11 Déclaration Belgique, <i>Télégraphe</i>	64 III 354
Mai.. 9 Convention Bavière, <i>Poste</i>	63 IV 397

12 Convention Belgique, <i>Navigation</i>	— III 335
12 idem <i>Commerce</i>	— IV 399

Juin.. 1 Rapport Drouyn de Lhuys à l'Empereur, <i>Juridiction consulaire dans le Levant</i>	— — 298 •
64 III 363	

Juillet 1 Convention Belgique, <i>Chemin de fer Lille et Tournay</i>	64 III 363
7 Arrangement Uruguay, <i>Convention du 8 avril 1856</i>	63 IV 159

8 Flahault à Russell, <i>Infraction au traité sur Portendik</i>	— III 92
13 Convention Danemark, Grande-Bretagne, Russie, <i>Accession du roi George au trône de Grèce</i>	— — 425

16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escart</i>	— IV 408
64 III 366	

64 III 366	
------------	--

63 IV 166	
5 Discours de l'Empereur, <i>Ouverture de la session</i>	— — 161

64 IV 22	
21 Réponse de l'Empereur à la députation présentant l'adresse du Sénat.....	— I 81

— II 157	
----------	--

1864

Mars.. 23 Traité Grèce, Grande-Bretagne, Russie, <i>les Ionniennes</i> ,	— III 152
--	-----------

FRANCE (Suite)

1864

Avril..	8 Convention Italie, <i>Mandats de poste</i>	64 IV 23
	8 Convention Espagne, <i>Surveillance des chemins de fer</i>	— — 184
	10 Traité Mexique, <i>Séjour des troupes françaises</i>	— III 312
Juin.	20 Arrangement Japon, <i>Réparations</i>	— IV 190
	30 Traité Suisse, <i>Commerce</i>	— III 162
	30 — <i>Établissement des nationaux dans chaque pays</i>	— — 215
	30 — <i>Propriété littéraire</i>	— — 217
	30 — <i>Rapports de voisinage</i>	— — 227
	30 — <i>Passe-ports</i>	— — 231
Sept..	15 Convocation Italie, <i>Évacuation de Rome</i>	— IV 192
	19 Décret Portugal, <i>Modification de taxes postales</i>	— — 194
	28 Décret Grande-Bretagne, <i>Taxes postales par paquebots français</i> ... —	— 196

CONGRÈS PROPOSÉ PAR NAPOLÉON III.

1863

Nov..	4 Lettre Napoléon III, <i>Invitation aux souverains</i>	63 IV 188
	12 Russell à Cowley, <i>Demande d'explications</i>	64 I 44
	13 Réponse de l'Empereur de Russie.....	— — 62
	14 Lettre de la Reine d'Espagne.....	— — 54
	15 Réponse du Roi de Suède.....	— — 55
	15 — de Saxe.....	— — 56
	16 — de Wurtemberg	— — 56
	17 — de l'Empereur d'Autriche.....	— — 57
	17 Rechberg à Metternich, <i>Vues de l'Autriche</i>	— — 59
	18 Réponse du Roi de Portugal	— — 60
	18 — — de Prusse	— — 61
	20 — du Pape.....	— — 64
	20 — du Roi des Belges.....	— — 64
	20 — — de Danemark.....	— — 66
	22 — — d'Italie.....	— — 67
	23 Drouyn de Lhuys à Cadore, <i>Réponse à 12 novembre</i>	— — 46
	23 Réponse du conseil fédéral suisse.....	— — 69
	23 — du Roi de Hanovre.....	— — 68
	24 Moustier à Drouyn de Lhuys, <i>Audience du Sultan</i>	— — 76
	25 Russell à Cowley, <i>déclinant le congrès</i>	— — 48
	26 Réponse du Roi de Grèce.....	— — 73
	27 Conseil fédéral à Kern.....	— — 76
	27 Réponse du Roi de Bavière.....	— — 70
	29 — — des Pays-Bas	— — 75
Déc..	5 — du Sultan.....	— — 76
	7 — du Président de la Diète germanique.....	— — 77
	8 Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Congrès restreint</i>	— — 79
	23 Visconti Venosta à Nigra, <i>Moyens de régulariser projet de congrès</i> .. —	360

GRANDE-BRETAGNE.

1856

Déc..	9 Traité Maroc.....	63 IV 127
	9 —	— — 115

1862

Avril.	30 Convention France, <i>Compagnies industrielles</i>	— I 54
Juillet	14 Russell à Flahault, <i>Portendik</i>	— III 93
	23 Traité Belgique, <i>Commerce</i>	— I 75
Août.	7 Discours de clôture du parlement.....	— — 442
Sept.	8 Protocole, Autriche, France, Italie, Prusse, Russie, Turquie, Affaire de Serbie.....	— — 244

GRANDE-BRETAGNE, GRÈCE.

GRANDE-BRETAGNE (Suite)

1862

Oct..	14 Convention Paraguay	63	IV	157
	16 Correspondance, <i>Commerce avec les Circassiens</i>	— —		67
Nov..	14 Traité Autrichie, France, Prusse, Russie, <i>Cession des îles Ionniennes</i> . 64	II		154
			1863	.
Janv.	15 Contrat de mariage, <i>Prince de Galles et princesse Alexandra</i>	63	I	374
Fév..	5 Discours, <i>Ouverture de la session</i>	— —		444
	18 Article additionnel Etats-Unis, <i>Traité des nègres</i>	—	III	17
Juillet	8 Flahault à Russell, <i>Infraction au traité sur Portendik</i>	— —		92
	13 Convention Danemark, France, Russie, <i>Accession du roi George au trône de Grèce</i>	— —		425
	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	408
	28 Discours royal, <i>Clôture du parlement</i>	— —		75
Août.	19 Renonciation du prince de Galles à la <i>succession Saxe Cobourg Gotha</i>	64	III	352
Sept.	10 Retraite J. Hudson de la légation de Turin.....	— —		383
Okt..	6 Duc de Newcastle au gouverneur de Bahama, <i>Entrée dans le port des belligérants</i>	—	I	349
	10 Convention Tunis, <i>Possession de biens fonds</i>	—	IV	21
Déc..	9 Convention Turquie, <i>Télégraphe à Bassorah</i>	—	III	146
		1864		
Fév..	4 Discours, <i>Ouverture de la session</i>	—	I	352
Mars.	29 Traité France, Grèce, Russie, <i>Îles Ionniennes</i>	—	III	152
Juin.	2 Instructions aux gouverneurs des colonies anglaises, <i>Prises américaines amenées dans les eaux anglaises</i>	— —		390
	2 Murray à Russell, <i>Passe-ports en Saxe</i>	— —		391
Juillet	29 Message royal, <i>Clôture de la session</i>	—	IV	32
Sept..	8 Avis, <i>Interdiction de l'entrée des ports anglais aux belligérants</i>	— —		34
	28 Décret France, <i>Taxes par paquebots français</i>	— —		196

GRÈCE.

1859

Juillet	29 Convention Turquie, <i>Télégraphe</i>	63	III	289
		1861		
Oct..	24 Convention Grèce, <i>Poste</i>	— —		304
	28 Traité Perse.	— —		314
		1862		
Oct..	20 Décret, <i>Déchéance du roi</i>	— —		359
	23 Proclamation, <i>Gouvernement provisoire</i>	— —		359
	23 Procès verbal de serment, <i>idem</i>	— —		360
	23 Proclamation, <i>Formation d'un ministère</i>	— —		360
	23 Proclamation Othon, <i>Départ de Grèce</i>	— —		364
	24 Proclamation, <i>Convocation de l'assemblée nationale</i>	— —		362
	24 Ordinance, <i>Organisation de la garde nationale</i>	— —		370
	24 Décret, <i>Amnistie</i>	— —		370
	27 Adresse du Saint Synode.....	— —		373
	31 Scarlett à Russell, <i>Choix d'un prince anglais</i>	— —		376
	31 Scarlett à Russell, <i>Opinion de la Russie</i>	— —		377
Nov..	4 Décret du gouvernement provisoire, <i>Élection des représentants</i>	— —		364
	6 Russell à Scarlett, <i>Traité du 6 juillet 1827</i>	— —		373
	6 Idem, <i>Succession au trône</i>	— —		374
	7 Russell à Scarlett, <i>Députés des provinces turques</i>	— —		375
	11 Décret, <i>Nombre des représentants</i>	— —		368
	12 Idem, <i>Abolition de la mort civile</i>	— —		371

GRÈCE (Suite)

1862

Nov..	4	Traité Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, <i>Cession des îles Ioniennes</i>	64	II 154
	17	Russell à Napier, <i>Roi de Grèce</i>	63	III 380
	20	Drouyn de Lhuys, <i>Dépêche du 17 novembre</i>	—	381
	21	Russell à Napier, <i>idem</i>	—	381
	22	Proclamation, <i>Élections</i>	—	387
	26	Diamantopoulos à Scarlett, <i>Dépêche du 7 novembre</i>	—	376
Déc..	1	Décret pour l'élection d'un roi.....	—	390
	2	Brunnow à Russell, <i>Éventualité Leuchtenberg</i>	—	386
	4	Brunow à Russell, <i>ni Leuchtenberg ni Alfred</i>	—	386
	4	Russell à Brunnow, <i>idem</i>	—	387
	4	Drouyn de Lhuys aux agents français, <i>Politique de la France</i> ... — I 253		
	7	Documents, <i>Héritiers Leuchtenberg</i>	—	III 387
	13	Notes de la France, de l'Angleterre et de la Russie, <i>Exclusion de leurs familles</i>	—	391
	14	Circulaire Gortschakoff	—	II 88
	21	Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Accord des 3 puissances</i>	—	I 259
	23	Note Cetto, <i>Propriétés du roi Othon</i>	—	III 399
	24	Mémorandum Elliot au gouvernement provisoire.....	—	391
			1863	
Jan..	22	Russell à Elliott, <i>Non-acceptation du prince Alfred</i>	—	392
Fév..	6	Bloudow au gouvernement provisoire, <i>Correspondance particulière du roi Othon</i>	—	397
	9	Russell à Tricoupi, <i>Non-acceptation du prince Alfred</i>	—	393
	21	Décret du gouvernement provisoire, <i>Refus du prince Alfred</i>	—	394
	23	Proclamation du gouvernement provisoire.....	—	394
	27	Circulaire Mavrocordato, <i>Acceptation d'aucun prince bavarois</i>	—	395
Mars.	13	Circulaire, <i>Résolution de l'assemblée</i>	—	396
Avril.	1	Proclamation du prince George comme roi.....	—	408
	1	Décret de l'assemblée, <i>Îles Ioniennes</i>	—	409
	3	Circulaire Mavrocordato, <i>Décret du 1^{er} avril</i>	—	409
	3	Réponse Elliot, <i>idem</i>	—	410
	12	Schrenck à Wendtland, <i>Droits de la Bavière</i>	—	399
Mai..	4	Bourée au président de l'assemblée, <i>Actes de désordre</i>	—	400
	4	Scarlett au même, <i>idem</i>	—	402
	7	Circulaire du gouvernement grec, <i>idem</i>	—	403
	8	Note Scarlett, <i>Réponse du 4</i>	—	408
	16	Russell à Loftus, <i>Rétablissement de la monarchie</i>	64	IV 340
Jun..	1	Hall à la députation grecque, <i>Acceptation par le prince Georges</i> .. 63 III 410		
	6	Adresse de la députation grecque au roi George.....	64	IV 342
	10	Décret du roi de Danemark, <i>idem</i>	63	III 412
	10	Russell aux 3 cours, <i>Cession des îles Ioniennes</i>	—	413
	11	Lettre de George 1 ^{er} à l'assemblée.....	—	411
	11	Hall à Delyanis, <i>Envoy du décret du 10</i>	—	416
	12	Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Établissement d'une nouvelle dynastie</i>	—	IV 271
	16	— <i>Union des îles Ioniennes</i>	—	272
	18	Circulaire Hall, <i>Acceptation pour le prince George</i>	—	III 418
	18	Réponse de l'assemblée à la lettre de George 1 ^{er}	—	415
Juillet.	2	Bloomfield à Russell, <i>Importance des îles Ioniennes pour le commerce de l'Autriche</i>	64	IV 343
	13	Convention Danemark, France, Grande-Bretagne, Russie, <i>Accession du roi George au trône</i>	63	III 425
	30	Message du Roi à l'Assemblée.....	64	IV 343
	30	Sponnek à Russo, <i>Idem</i>	—	344

GRÈCE (Suite)

1863

Août.	10 Paget à Russell, <i>Neutralité des îles Ioniennes</i>	64	IV	345
	27 Russell à Scarlett, <i>Traité d'accession du roi George</i>	—	—	345
Sept.	29 Bourée et Scarlett à l'Assemblée, <i>Publication de la Correspondance privée du roi</i>	—	—	346
Oct.	3 Discours, Lord Haut Commissaire, <i>Ouverture du Parlement ionien</i> —	—	—	348
	4 Décret, Parlement ionien, <i>Réunion à la Grèce</i>	—	—	350
	4 Réponse, Idem. <i>Discours du 3</i>	—	—	350
	5 Réponse, Haut Commissaire, <i>Parlement ionien</i>	—	—	351
	19 Décision, Parlement ionien, <i>Union à la Grèce</i>	—	—	352
	20 Protestation du Parlement ionien, <i>Démolition des fortifications de Corfou</i>	—	—	355
	30 Proclamation Roi George, <i>Avénement</i>	—	—	356
	31 Calligas à Scarlett, <i>Prise de possession du trône par le roi George</i> . —	—	—	357
Nov.	3 Scarlett à Calligas, <i>Réponse à 31 octobre</i>	—	—	359
	7 Scarlett à Delyannis, <i>Occupation de la Banque d'Athènes</i>	—	—	359
	8 Delyannis à Scarlett, <i>Réponse à 7 novembre</i>	—	—	359
	11 Russell à Napier, <i>Neutralité des îles Ioniennes</i>	—	—	360
	12 Scarlett à Delyannis, <i>Note du 8 novembre</i>	—	—	362

1864

Janv.	6 Hammond à Layard, <i>Démolition des fortifications de Corfou</i>	—	—	362
	25 Protocole Conférence de Londres, <i>Neutralité des îles Ioniennes</i>	—	—	363
	25 Idem, <i>Règlement du commerce des îles</i>	—	—	364
	28 Russell à Scarlett, <i>Obligations de l'Angleterre dans l'Union des îles à la Grèce</i>	—	—	366
Mars.	18 Proclamation du ministère.....	—	III	392
	29 Traité France, Grande-Bretagne, Russie, <i>Îles Ioniennes</i>	—	—	152
Avril.	15 Décret, Assemblée, <i>Mise en vigueur de la convention du 29 mars</i> . —	IV	370	
Avril.	29 Programme du ministère.....	—	III	393
Mai.	Proclamation Zaimis aux Ioniens, <i>Union</i>	—	IV	371
	26 Protocole, <i>Mise à exécution du traité du 29 mars</i>	—	—	371
	28 Proclamation, Lord Haut Commissaire, <i>Cessation du Protectorat Britannique</i>	—	—	374
Août.	7 Convention Turquie, <i>Télégraphe</i>	—	III	197

HAITI.

1860

Mars.	28 Concordat avec le Saint-Siège.....	63	III	5
-------	---------------------------------------	----	-----	---

1863

Mai.	Ouverture de la chambre.....	—	—	95
Sept.	9 Discours du président, <i>idem</i>	64	I	208

HAMBOURG.

1862

Sept.	27 Traité Turquie, <i>Commerce</i>	—	IV	5
-------	--	---	----	---

1863

Juillet	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	408
---------	--	----	----	-----

HANOVRE,

1863

Juillet	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	408
---------	--	---	---	-----

HESSE ÉLECTORALE

1862

Oct..	15	Bismark à Usedom, <i>Conflit avec la Prusse</i>	63	I	462
	30	Discours d'ouverture des chambres.....	—	—	447
Nov..	24	Bismark à Dehn Rothfels.....	—	—	462
Déc..	1	Dehn Rothfels à Bismark, <i>Note du 24 novembre</i>	—	—	448
	4	Bismark à Dehn-Rothfels, <i>Note du 1^{er} décembre</i>	—	—	464

ILES IONIENNES

Voir *Grèce* (page 27).

ITALIE

1860

Oct..	27	Traité San Salvador, <i>Commerce</i>	64	I	5
-------	----	--	----	---	---

1861

Juillet	10	Traité Turquie, <i>Commerce</i>	64	IV	161
Oct..	24	Convention Grèce, <i>Poste</i>	63	III	304
Nov..	11	Arrêt des frégates napolitaines.....	—	IV	79

1862

Mars.	20	Circulaire Ratazzi.....	—	I	115
Avril.	8	<i>idem</i>	—	—	121
Mai.	7	Convention France, <i>Chemins de fer</i>	—	—	55
	8	Hudson à Russell, <i>État de Naples</i>	—	II	235
	10	Durando, <i>Tentative de Sarnico</i>	—	I	125
	19	Durando à Nigra, <i>Brigandage</i>	—	—	126
Juin.	5	Thouvenel à Fournier, <i>Reconnaissance de l'Italie par la Russie</i>	—	—	219
	11	Thouvenel à Benedetti, <i>idem</i>	—	—	220
	13	Convention France, <i>Navigation</i>	—	III	18
	16	Durando à Nigra, <i>Reconnaissance par la Russie</i>	—	I	128
	18	Adresse de la Chambre des députés, <i>Évêques à Rome</i>	—	—	131
	26	Thouvenel à Benedetti, <i>Reconnaissance par la Russie</i>	—	—	222
	29	Convention France, <i>Propriété littéraire</i>	—	—	70
Juillet	1	Protestation François II, <i>Reconnaissance par la Prusse</i>	—	—	158
	1	<i>Idem</i> <i>idem par la Russie</i>	—	—	159
	4	Bernstorff à Brassier de St-Simon, <i>Reconnaissance par la Prusse</i>	—	—	150
	8	Nigra à Durando, <i>Reconnaissance par la Russie</i>	—	—	132
	8	Thouvenel à Massignac, <i>idem</i>	—	—	222
	9	Durando à Launay, <i>Reconnaissance par la Prusse</i>	—	—	133
	21	Bernstorff à Brassier de St-Simon, <i>idem</i>	—	—	152
	26	Convention France, <i>Consulaire</i>	—	—	87
	26	Rechberg à Karolyi, <i>Reconnaissance par la Prusse</i>	—	—	154
	26	Thouvenel à Massignac, <i>Garibaldi en Sicile</i>	—	—	223
	30	Proclamation Garibaldi à Fienzza.....	—	—	135
	31	Bernstorff à Werther, <i>Dépêche 26 juillet</i>	—	—	155
Août.	2	Proclamation du roi, <i>Proclamation Garibaldi</i>	—	—	135
	6	Protestation du Pape, <i>Anciennes provinces du Saint-Siége</i>	—	—	162
	11	Déclaration Suisse, <i>Extension des traités</i>	64	III	325
	11	Déclaration Suisse, <i>Abolition du droit d'aubaine</i>	—	—	326
	11	Thouvenel à Massignac, <i>Entreprise Garibaldi</i>	63	I	225
	12	Rapport du ministère, <i>État de siège de la Sicile</i>	—	—	136
	12	Décret du roi, <i>idem</i>	—	—	137
	15	<i>Idem Pouvoirs à Naples au général de la Marmora</i>	—	—	138
	16	Proclamation la Marmora, <i>État de siège à Naples</i>	—	—	138
	18	Circulaire Gortschakoff, <i>Reconnaissance par la Russie</i>	—	—	156
	20	Proclamation Cugia, <i>État de siège en Sicile</i>	—	—	140
	24	Proclamation Garibaldi contre Rome.....	—	—	141

ITALIE (Suite)

1862

Sept..	8	Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Turquie, <i>Affaire de Serbie</i>	63	I	244
	10	Circulaire Durando, <i>Danger de la situation</i>	—	—	142
Oct..	1	Protestation de François II.....	—	—	160
	5	Rapport à Victor-Emmanuel, <i>Amnistie de Garibaldi</i>	—	—	144
	5	Décret, <i>idem</i>	—	—	146
	8	Durando à Nigra, <i>Occupation de Rome</i>	—	—	146
	26	Drouyn de Lhuys à Massignac, <i>Dépêches Durando 10 septembre et 8 octobre</i>	—	—	226
Nov..	30	Convention Suisse, <i>Séparation de la Mense de Côme</i>	64	III	239
Déc.	10	Sartiges à Drouyn de Lhuys, <i>Dispositions du ministère italien</i>	63	I	231
	11	Discours Farini, <i>Formation du ministère</i>	—	—	449
	16	Drouyn de Lhuys à Sartiges, <i>Attitude du cabinet italien</i>	—	—	233
	20	Circulaire Pasolini, <i>Formation du ministère</i>	—	—	450
	23	Sartiges à Drouyn de Lhuys, <i>Attitude du cabinet, question romaine</i> . — —	—	—	231

1863

Jany.	17	Traité France, <i>Commerce</i>	64	III	24
Avril.	9	Traité Belgique, <i>Commerce</i>	63	III	326
	23	Convention, Portugal, <i>Poste</i>	64	IV	325
Mai.	7	Visconti Venosta à Joctea, <i>Parti d'action en Suisse</i>	—	I	364
	23	Réponse Joctea à 7 mai.....	—	—	366
	25	Discours du roi, <i>Ouverture de la session</i>	—	—	358
Juillet	16	Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	408
Août.	15	Loi sur le brigandage.....	64	I	369
	20	Décret d'application, <i>idem</i>	—	—	370
Sept.	10	Retraite de J. Hudson de la légation de Turin.....	—	III	383
	28	Traité Russie, <i>Commerce</i>	—	IV	11
Nov..	20	Rapport Visconti-Venosta, <i>Retrait de l'exequatur aux consuls du Saint-Siège</i>	—	I	366

1864

Avril.	8	Convention France, <i>Mandats de poste</i>	—	IV	23
Sept. 15	—	Évacuation de Rome.....	—	—	192

AFFAIRE DES BRIGANDS DE L'AUNIS

1863

Juillet	11	Ministre de l'intérieur à Visconti-Venosta, <i>Arrestation des mal-faiteurs</i>	—	I	385
	12	Sartiges à Visconti-Venosta, <i>Demande de restitution</i>	—	—	387
	14	Nigra à Visconti-Venosta, <i>Proposition d'un moyen terme</i>	—	—	388
	14	Visconti-Venosta à Nigra, <i>idem</i>	—	—	390
	15	Nigra, à Visconti-Venosta, <i>Conversation avec Drouyn de Lhuys</i>	—	—	390
	19	Déclaration du Conseil du Contentieux.....	—	—	392
	21	Nigra à Visconti-Venosta, <i>Sa demande d'extradition</i>	—	—	401

JAPON

1861

Août....	Tycoon à Reine Victoria.....	—	I	339
----------	------------------------------	---	---	-----

1862

Mars.	16	Alcock aux ministres Japonnais.....	—	—	331
Mai..	31	Reine Victoria au Tycoon, <i>Réponse à lettre d'aôut 1861</i>	—	—	340
Oct..	9	Neale à Russell, <i>Assassinat Richardson</i>	—	—	334
	12	Neale aux ministres Japonnais, <i>idem</i>	—	—	336
	21	Réponse à Neal, 12 octobre.....	—	—	338

JAPON (Suite)

1863

Nov.. 10 Russell à Neale.....	64	I	341
14 Russell aux lords de l'Amirauté.....	—	—	343
19 Neale à Russell, <i>Engagements du Japon</i>	—	—	344
Déc.. 11 Lettres des agents du prince de Satsuma.....	—	III	387
14 Neale à Kuper, <i>Paiement d'indemnité</i>	—	—	387

1864

Janv. 11 Russell à Neale, <i>Approbation</i>	—	I	345
Mars. 16 — <i>idem</i>	—	III	389
Juin. 20 Arrangement France, <i>Réparations</i>	—	IV	190

LUBECK

1862

Sept. 27 Traité Turquie, <i>Commerce</i>	64	IV	5
--	----	----	---

1863

Juillet 16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63	IV	408
--	----	----	-----

MADAGASCAR

1862

Sept. 12 Traité France, <i>Commerce</i>	63	III	319
---	----	-----	-----

1863

Févr.. 13 Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	IV	297
---------------------------------------	---	----	-----

MAROC

1856

Déc.. 9 Traité Grande-Bretagne.....	63	IV	127
9 — <i>idem</i>	—	—	115

1861

Janv. 4 Traité Belgique, <i>Commerce</i>	—	—	112
--	---	---	-----

Déc.. 20 — Espagne <i>Commerce</i>	—	—	135
--	---	---	-----

MEXIQUE

1861

Juillet 24 Traité Belgique.....	63	IV	357
---------------------------------	----	----	-----

Déc.. 8 Maximilien à Gutierrez.....	64	—	255
-------------------------------------	----	---	-----

1862

Janv. 12 Ultimatum de la France.....	63	I	302
--------------------------------------	----	---	-----

Févr.. 26 Barrot à Thouvenel.....	—	—	316
-----------------------------------	---	---	-----

28 Thouvenel à Dubois de Saligny.....	—	—	304
---------------------------------------	---	---	-----

Mars. 7 Thouvenel à Flahault, <i>Sur l'Ultimatum</i>	—	—	306
--	---	---	-----

11 Réponse Flahault, <i>idem</i>	—	—	311
--	---	---	-----

12 Thouvenel à Flahault, <i>Sur réclamations étrangères</i>	—	—	312
---	---	---	-----

14 Thouvenel à Dubois de Saligny, <i>Sur convention de la Soledad</i>	—	—	313
---	---	---	-----

23 Barrot à Thouvenel, <i>idem</i>	—	—	318
--	---	---	-----

23 Mémorandum Collantès, <i>idem</i>	—	—	319
--	---	---	-----

28 Flahault à Thouvenel, <i>idem</i>	—	—	315
--	---	---	-----

31 Thouvenel à Dubois de Saligny, <i>idem</i>	—	—	315
---	---	---	-----

Avril. 1 — à Barrot, <i>idem</i>	—	—	319
--	---	---	-----

12 — à Dubois de Saligny	—	—	320
--------------------------------	---	---	-----

15 — à Barrot.....	—	—	321
--------------------	---	---	-----

Mai.. 14 Réclamations, <i>Sujets espagnols</i>	—	II	23
--	---	----	----

14 Wagner à Ceballos, <i>idem</i>	—	—	26
---	---	---	----

18 Ceballos à Collantès, <i>Situation</i>	—	—	21
---	---	---	----

MEXIQUE (Suite)

1862

Mai..	21	Collantès à Muro, <i>Rupture d'Orizaba</i>	63	II	18
	27	Muro à Collantès, <i>idem</i>	— —		20
	27	Ceballos à Collantès, <i>Dispositions du Mexique</i>	— —		27
	31	Thouvenel à Dubois de Saligny, <i>Attitude des plénipotentiaires français</i>	— I	322	
Juin.	10	Thouvenel à Barrot, <i>Désaccord avec l'Espagne</i>	— —		323
	23	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Protestations des Français de Mexico</i>	— —		330
	30	Napoléon III à Lorencez	— II		72
Juillet	3	Napoléon III à Forey, <i>Politique de la France</i>	— I		328
	7	Calderon Collantès à Ceballos, <i>Protection des sujets espagnols</i>	— II		26
	7	— — — <i>l'Espagne ne traitera pas en parti-culier avec le Mexique</i>	— —		27
	8	Thouvenel à Dubois de Saligny, <i>Pleins pouvoirs à Forey</i>	— I		328
	17	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Attentat contre un français</i>	— —		331
	29	Calderon Collantès au marquis de la Havane à Paris, <i>Instructions</i>	— II		20
Août.	20	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Dépêche du 23 juin</i>	— I		332
	30	Ordre du jour Forey à la Martinique.....	— II		73
Sept..	24	Proclamation Forey à la Vera Cruz.....	— —		74
	24	Ordre général du général Forey.....	— —		75
Oct..	2	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Situation des finances à Mexico</i>	— I		332
	6	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>idem</i>	— —		333
	7	Mercier à Thouvenel, <i>Ordre Butler 24 septembre</i>	— —		286
	8	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Emprisonnement des français</i>	— —		333
	11	Dubois de Saligny à Thouvenel, <i>Violences contre les français</i>	— —		334
	14	Thouvenel à Flahault, <i>Convention du Mexique</i>	— —		296
	15	Thouvenel à Barrot, <i>Éventualité d'un archidiuc d'Autriche comme souverain</i>	— —		299
	21	Barrot à Thouvenel, <i>Répugnances du cabinet espagnol pour la convention</i>	— —		300
	22	Proclamation Forey à Cordova.....	— II		76
	24	Marquis de la Havane à Calderon Collantès.....	— —		30
	29	Drouyn de Lhuys au marquis de la Havane.....	— I		338
	31	Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, <i>Moyens de renouer l'accord</i>	— II		31
	Idem,	<i>Participation de l'Espagne</i>	— I		336
Nov..	3	Proclamation Forey	— II		76
	6	Barrot à Thouvenel, <i>Instructions discrétionnelles au commandant espagnol</i>	— I		301
	24	Calderon Collantès au marquis de la Havane, <i>Accord avec la France</i>	— II		32
	29	Marquis de la Havane à Drouyn de Lhuys, <i>Dépêche du 29 octobre</i>	— I		340
Déc..	1	Drouyn de Lhuys au marquis de la Havane, <i>Dépêche 29 octobre</i>	— —		340
	19	Note Barrot, <i>Discours Calderon Collantès</i>	— II		33
	22	Drouyn de Lhuys à Barrot, <i>idem</i>	— I		335
	23	— — — <i>idem</i>	— —		341
	31	Calderon Collantès au marquis de la Havane, <i>Attitude du gouvernement espagnol</i>	— II		32
			1863		
Janv..	3	Calderon Collantès à Barrot, <i>Réponse à note du 19 décembre</i>	— —		35
	6	Barrot à Collantès, <i>Réponse à note du 3</i>	— —		36
	7	Discours Mon.....	— —		38
	8	Discours Collantès, <i>Réponse au discours Mon</i>	— —		54
	12	Proclamation Almonte.....	— —		78
Fév..	15	Proclamation Forey.....	— —		80
	17	Ordre du jour Forey.....	— III		93

MEXIQUE, MONTENÉGRO, NASSAU, NOUV. GREN., OLDENBOURG. 33

MEXIQUE (Suite)

1863

Avril.	3 Mercier à Drouyn de Lhuys, <i>Opinion Seward</i>	63 IV 278
Mai.	23 Seward à Banks, <i>Expédition sur le Rio-Grande</i>	64 I 326
Juin..	12 Napoléon III à Forey, <i>Après prise de Puebla</i>	63 III 94
Juillet 10	Résolution de l'assemblée, <i>Offre de la couronne à Maximilien</i>	64 — 298
Août. 14	Drouyn de Lhuys à Bazaine, <i>Approuvant vote du 10 juillet</i>	63 IV 287
17	— <i>Vues de la France</i>	— 288
Sept.. 26	Seward à Dayton, <i>Vues du président des États-Unis</i>	64 I 327
Oct. . 2	Discours Gutierrez à Maximilien, <i>Offre de la couronne</i>	— III 299
	2 Réponse Maximilien.....	— 302
	15 Drouyn de Lhuys à Bazaine, <i>Indemnité de guerre à réclamer</i>	63 IV 291
	23 Seward à Dayton, <i>Incidents de la guerre</i>	64 I 329
		1864
Janv. 16	Général Neigre à l'archevêque La Bastida.....	— III 303
	16 Réponse de l'archevêque.....	— 304
Mars. 4	Proclamation, <i>Annulation des contrats avec Juarez</i>	— — 306
Avril. 7	Seward à Dayton, <i>Vote du 4 avril de la Chambre des représentants</i>	— — 370
	10 Discours Guierrez à Maximilien, <i>Offre de la couronne</i>	— — 307
	10 Réponse Maximilien.....	— — 310
	10 Décret, <i>Almonte lieutenant de l'empire</i>	— — 314
	10 Décrets, <i>Emprunt mexicain</i>	— — 314
	10 Convention France, <i>Séjour des troupes françaises</i>	— — 312
	22 Dayton à Seward, <i>Vote de la Chambre des représentants des États-Unis</i>	— — 379
Mai. . 2	— <i>Réponse à 7 avril</i>	— — 380
	7 Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Vote de la Chambre des représentants des États-Unis</i>	— — 381
	9 Seward à Dayton, <i>Dépêche du 22 avril</i>	— — 380
	20 Proclamation Almonte.....	— III 395
	21 Seward à Dayton, <i>Réponse à 2 mai</i>	— — 381
Mai. . 29	Proclamation Maximilien, <i>Arrivée à la Vera-Cruz</i>	— — 396
Juin. 15	Discours Montholon, <i>Présentation de lettres de créance</i>	— IV 256
Juillet 6	Lettre Maximilien au président de la commission des finances....	— III 397
	27 Circulaire de la Vega, <i>Individus déposant les armes</i>	— IV 34
	29 Décret, <i>Levée du blocus des ports</i>	— — 35
Août. 3	Maximilien à Ramirez, <i>Administration de la justice</i>	— — 36
	7 Maximilien à Velasquez, <i>Presse</i>	— — 36

MONTENEGRO

1862

Avril. 9	Fuad-Pacha à Omer-Pacha.....	63 III 262
	23 Réponse Nicolas à Fuad-Pacha.....	— — 264
	31 Conditions au Montenegro.....	— — 268
Sept.. 20	Russell à Savike Lumley.....	— — 271
Oct. 10	Gortschakoff, <i>Réponse à Russell, 20 septembre</i>	— — 273

NASSAU

1864

Nov.. 2	Décret. <i>Dissolution de l'assemblée des États</i>	64 IV 409
---------	---	-----------

NOUVELLE-GRENADE

1863

Déc.. 30	Traité Équateur, <i>Paix</i>	64 II 150
----------	------------------------------------	-----------

OLDENBOURG

1863

Juillet 16	Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63 IV 408
------------	---	-----------

PARAGUAY

1862

Août. 9 Convention France, <i>Commerce</i>	63 IV	156
Oct... 14 — Grande-Bretagne.....	— —	157

PAYS-BAS

1862

Août. 4 Déclaration suisse, <i>Exemption du service militaire</i>	64 III	323
Sept.. 15 Discours d'ouverture des Chambres.....	63 I	451
28 Idem, Luxembourg.....	— —	453
Nov.. 22 Traité suisse, <i>Commerce</i>	— —	370
Déc.. 31 Convention Espagne, <i>Propriété littéraire</i>	64 III	344

1863

Janv. 19 Traité suisse, <i>Consulats aux Indes</i>	— —	349
Fév.. 1 Déclaration France, <i>Télégraphe</i>	— —	148
1 Arrangement France, <i>Alcools</i>	— —	149
Mai.. 12 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	63 IV	422
12 — Prise d'eau à la Meuse.....	64 III	355
Juillet 15 Convention Belgique, <i>Pilotage sur l'Escaut</i>	63 IV	441
Août. 31 Déclaration France, <i>Taxe des dépêches télégraphiques, Luxembourg</i>	64 III	366
Sept.. 21 Discours du roi, <i>Ouverture des états généraux</i>	— I	210
Oct... 28 Discours, <i>Ouverture des États du Luxembourg</i>	— —	212

1864

Sept. 19 Discours, <i>Ouverture des États généraux</i>	— IV	258
30 Adresse, <i>Réponse au discours du trône</i>	— —	259
Oct.. 26 Discours, <i>Ouverture des États du Luxembourg</i>	— —	409

PÉROU

1861

Mars. 14 Traité France, <i>Commerce</i>	63 III	129
Oct... 5 Carvajal à Melgar.....	— —	278
5 Réponse de l'Équateur.....	— —	283

1863

Mai.. 13 Déclaration Corps diplomatique, <i>Colons polynésiens</i>	— —	286
Juillet 16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	— IV	408

1864

Juillet 28 Message des présidents aux Chambres.....	64 IV	411
---	-------	-----

PERSE

1861

Oct... 28 Traité Grèce.....	63 III	314
-----------------------------	--------	-----

1863

Nov.. 28 Convention Turquie, <i>Télégraphe</i>	64 III	144
--	--------	-----

POLOGNE

1855

Mars. 26 Drouyn de Lhuys à Walewski, <i>Arrangements de 1815</i>	63 II	57
28 Réponse Walewski.....	— —	58
Sept.. 15 Walewski à Persigny, <i>Traités de 1815</i>	— —	59
Oct.. 15 — idem	— —	61

1856

Avril. 15 Clarendon à Palmerston, <i>Dispositions de l'Empereur</i>	— —	62
17 Réponsé Palmerston,.....	— —	64

POLOGNE (Suite)

1862

Juin..	8	Ukase nommant Constantin vice-roi.....	63	II	81
	8	— Wielopolski chef du gouvernement civil.....	—	—	81
	8	— Confirmant Luders.....	—	—	81
	8	— Organisation du gouvernement.....	—	—	82
Août..	27	Proclamation Constantin.....	—	—	83
Oct..	1	Discours Constantin, <i>Ouverture de la session du conseil d'Etat</i>	—	—	85
Déc..	31	White à Russell, <i>Dissolution du conseil de Prasnyz</i>	—	—	325

1863

Janv.	11	White à Russell, <i>Arrestations à Varsovie</i>	—	—	326
	14	— Recrutement forcé.....	—	—	327
	16	Proclamation comité national.....	—	—	338
	19	Stanton à Russell, <i>Recrutement</i>	—	—	329
	22	Proclamation Comité national.....	—	—	339
	22	— <i>idem</i>	—	—	359
	25	Stanton à Buchanan, <i>Mouvement révolutionnaire</i>	—	—	360
	25	Extrait du <i>Journal de Saint-Pétersbourg</i>	—	—	333
	25	Stanton à Russell, <i>Détails</i>	—	—	336
	26	Napier à Russell, <i>Recrutement forcé</i>	—	—	331
	26	— <i>Revue de l'Empereur</i>	—	—	335
	26	Extrait du <i>Journal de Saint-Pétersbourg</i> , <i>idem</i>	—	—	346
	27	— <i>idem</i>	—	—	346
	28	Stanton à Russell, <i>Proclamation du comité national</i>	—	—	337
	29	— <i>idem</i> <i>Nouveaux détails</i>	—	—	341
	29	— <i>idem</i> <i>Rebeiles jugés par cours martiales</i>	—	—	342
	29	Bloomfield à Russell, <i>Inquiétudes de l'Autriche</i>	—	—	342
	29	— <i>Aucune arme fournie de Cracovie</i>	—	—	343
	30	Murray à Russell, <i>Impression en Saxe</i>	—	—	343
Fév..	1	Proclamation du président de la province de Posen.....	—	—	367
	3	Avis à la police de Lemberg.....	—	—	345
	4	Extrait du <i>Journal de Saint-Pétersbourg</i>	—	—	349
	4	Russell à Napier, <i>Recrutement</i>	—	—	355
	4	Stanton à Russell, <i>Détails</i>	—	—	356
	4	Ordre du chef militaire de Varsovie.....	—	—	359
	5	Bloomfield à Russell, <i>Extension du mouvement</i>	—	—	344
	6	Lowther à Russell, <i>Départ d'officiers prussiens pour Saint-Pétersbourg et Varsovie</i>	—	—	345
	6	Stanton à Russell, <i>Marche de l'insurrection</i>	—	—	357
	7	Napier à Russell, <i>Extrait du journal de Saint-Pétersbourg</i>	—	—	347
	7	Interpellation aux Chambres prussiennes, <i>Proclamation du 1^{er} février</i>	—	—	368
	7	Proclamation à Wilna, Kowno, Grodno et Minisk,	—	—	423
	8	Napier à Russell, <i>Détails officiels</i>	—	—	352
	8	Extrait du <i>Journal officiel de Saint-Pétersbourg</i>	—	—	353
	9	Stanton à Russell, <i>Détails</i>	—	—	360
	10	West à Russell, <i>Interpellations au parlement italien</i>	—	—	345
	10	Napier à Russel, <i>Convocation prusso-russe</i>	—	—	375
	11	Rechberg à Metternich, <i>Vues de l'Autriche</i>	—	—	363
	11	Stanton à Russell, <i>État de l'insurrection</i>	—	—	362
	12	Bloomfield à Russell, <i>Observation Rechberg</i>	—	—	363
	12	— <i>Convention des 3 puissances</i>	—	—	365
	13	Napier à Russell, <i>Nouvelles</i>	—	—	376
	13	— <i>Départ de renforts russes</i>	—	—	376
	14	Buchanan à Russell, <i>Convention russo-prussienne</i>	—	—	366
	14	— <i>Proclamation des autorités de Posen</i>	—	—	367
	14	— <i>Mécontentement en Prusse sur la convention</i> . —	—	—	370

POLOGNE (Suite)

1863

Fév..	14 Extrait du Donau Zeitung, <i>Politique autrichienne</i>	63 II 371
	14 Ordre du jour Constantin.....	— 372
	15 Bloomfield à Russell, <i>Politique autrichienne</i>	— 370
	16 Bismark, <i>Réponse aux interpellations</i>	— 369
	16 Buchanan à Russell, <i>Départs d'officiers prussiens pour Varsovie</i>	— 371
	16 Ordre du jour Korff, chef militaire de Varsovie.....	— 373
	17 Drouyn de Lhuys à Talleyrand, <i>Convention russo-prussienne</i>	— 64
	17 Stanton à Russell, <i>Ordre du jour Constantin</i>	— 372
	18 Drouyn de Lhuys à Montebello, <i>Situation du gouvernement français</i>	— 66
	18 Russell à Buchanan, <i>Demande de la copie de la convention</i>	— 372
	18 Débats de la Chambre des députés de Prusse.....	— 382
	19 Drouyn de Lhuys à Gramont, <i>Approbation de l'attitude autrichienne</i>	— 68
	19 Napier à Russell, <i>Conversation Gortschakoff</i>	— 387
	20 Cowley à Russell, <i>Communication Drouyn de Lhuys</i>	— 374
	20 Malet à Russell, <i>Conduite de la Prusse blâmée en Allemagne</i>	— 377
	20 Mémoire de la Corporation de Stettin.....	— 386
	20 Stanton à Russell, <i>État de choses</i>	— 389
	21 Drouyn de Lhuys à Gros, <i>Conduite commune des 3 puissances</i>	— 68
	21 Russell à Cowley, <i>Conversation Gros</i>	— 375
	21 Buchanan à Russell, <i>Conversation Bismark</i>	— 377
	21 — <i>Débats Chambres prussiennes</i>	— 380
	21 Napier à Russell, <i>Entrevue Gortschakoff</i>	— 383
	21 West à Russell, <i>Meeting en Italie</i>	— 385
	21 Napier à Russell, <i>Observations Gortschakoff</i>	— 388
	23 Cowley à Russell, <i>Accord d'opinion de la France</i>	— 385
	25 Stanton à Russell, <i>État des esprits</i>	— 390
	26 Bloomfield à Russell, <i>Opinion de l'Autriche</i>	— 392
	27 Débats de la Chambre prussienne, <i>idem</i>	— 401
	27 Cowley à Russell, <i>Observations à la Prusse et à la Russie</i>	— 385
	27 Buchanan à Russell, <i>Conversation Bismark</i>	— 393
Mars.	1 Circulaire Drouyn de Lhuys, <i>Politique vis-à-vis de la Russie</i>	— 71
	1 Bismark, <i>Réponse à Stettin, 20 février</i>	— 410
	2 Russell à Napier, <i>Opinion du gouvernement anglais</i>	— 402
	2 Russell à Buchanan, <i>idem</i>	— 404
	2 Russell à Cowley, <i>Projet de note à Berlin</i>	— 405
	3 Cowley à Russell, <i>Opinion Drouyn de Lhuys</i>	— 406
	— <i>idem</i>	— 406
	3 Buchanan à Russell, <i>Entrée d'insurgés sur la frontière prussienne</i> .—	— 409
	4 Circulaire Russell.....	— 406
	4 Buchanan à Russell, <i>Réponse Bismark du 3</i>	— 409
	4 Cowley à Russell, <i>Note identique</i>	— 411
	4 Stanton à Russell, <i>Opérations des insurgés</i>	— 417
	4 Drouyn de Lhuys à Gros.....	— IV 189
	5 Russell à Cowley, <i>Demandes de l'Angleterre</i>	— II 407
	5 Buchanan à Russell, <i>Conversation Bismark</i>	— 412
	5 Napier à Russell, <i>Conversation Montebello</i>	— 417
	6 Russell à Buchanan, <i>Convention prusso-russe</i>	— 408
	6 Grey à Russell, <i>Conversation Drouyn de Lhuys</i>	— 411
	6 Proclamation autorités militaires de Varsovie aux paysans.....	— 422
	7 Buchanan à Russell, <i>Convention prusso-russe</i>	— 415
	7 — <i>Arrestation d'étudiants à Königsberg</i>	— 416
	7 — <i>Entrevue Bismark</i>	— 416
	7 Stanton à Russell, <i>Forces russes</i>	— 420
	7 2 ^e réponse Bismark, <i>Adresse Stettin, 20 février</i>	— 429

POLOGNE (Suite)

1863

Mars.	7 Drouyn de Lhuys à Gros.....	63	IV	190
	8 Bloomfield à Russell, <i>Conversation Rechberg</i>	—	II	426
	8 Russell à Bloomfield, <i>Conversation Apponyi</i>	—	—	431
	8 Pasolini à Pepoli.....	—	IV	348
	8 Pasolini à Azeglio.....	—	—	349
	9 Napier à Russell, <i>Dépêche du 2</i>	—	II	432
	9 Drouyn de Lhuys à Montebello.....	—	IV	191
	10 Jerningham à Russell <i>Opinion de la Suède</i>	—	II	430
	11 Russell à Buchanan, <i>Convention prusso-russe</i>	—	—	416
	11 Stanton à Russell, <i>Démission des Polonais au conseil d'État</i>	—	—	425
	11 Stanton à Russell, <i>Gouvernement provisoire</i>	—	—	426
	11 Napier à Russell, <i>Vues de la Russie pour l'amnistie</i>	—	—	437
	12 Stanton à Russell, <i>Proclamation du 6</i>	—	—	421
	12 Bloomfield à Russell, <i>Entrevue Rechberg</i>	—	—	427
	14 Buchanan à Russell, <i>Correspondance Bismarck et Stettin</i>	—	—	428
	14 — <i>Politique prussienne</i>	—	—	428
	14 — <i>Convention prusso-russe</i>	—	—	429
	15 Archevêque de Varsovie à Alexandre, <i>Démission du conseil d'État</i> . —	IV	317	
	16 Cowley à Russell, <i>Conversation Drouyn de Lhuys</i>	—	II	438
	16 Drouyn de Lhuys à Montebello.....	—	IV	191
	18 Cowley à Russell, <i>Instructions du gouvernement français</i>	—	II	439
	18 Proclamation Langiewicz.....	—	—	447
	19 Bloomfield à Russell, <i>Metternich à Vienne</i>	—	—	443
	20 Howard à Russell, <i>Opinion du Hanovre</i>	—	—	444
	21 Russell à Cowley, <i>Conduite de l'Autriche</i>	—	—	439
	21 Mallet à Russell, <i>Confiance de l'Allemagne dans la politique anglaise</i>	—	—	443
	21 Napoléon III à Billault.....	—	—	444
	21 Stanton à Russell.....	—	—	446
	21 Miraflorès à Diaz del Moral, <i>Vues de l'Espagne</i>	—	—	445
	21 Magenis à Russell, <i>Vues du Portugal</i>	—	—	449
	21 Cowley à Russell, <i>Lettre Napoléon III à Billault</i>	—	—	444
	21 Pasolini à Nigra.....	—	IV	351
	22 Stanton à Russell, <i>Défaite de Langiewicz</i>	—	II	446
	22 Adresse de la noblesse de Saint-Pétersbourg.....	—	—	470
	24 Stanton à Russell, <i>Défaite de Langiewicz</i>	—	—	447
	24 Drouyn de Lhuys à Gros.....	—	IV	192
	24 Circulaire Drouyn de Lhuys	—	—	194
	26 Buchanan à Russell, <i>Compte rendu prussien</i>	—	II	448
	26 Bloomfield à Russell, <i>Rechberg sur Langiewicz</i>	—	—	448
	27 Cowley à Russell, <i>Note collective des 3 puissances</i>	—	—	448
	27 Proclamation du comité central polonais.....	—	—	460
	28 Howard à Russell, <i>Convention prusso-russe</i>	—	—	449
	30 Jerningham à Russell, <i>Czartoriski à Stockholm</i>	—	—	449
	31 Rechberg à Apponyi, <i>Attitude de l'Autriche</i>	—	—	451
	31 Pouvoirs au général Berg.....	—	—	468
Avril.	2 Bloomfield à Russell, <i>Assentiment de l'Autriche à la note collective</i> . —	—	—	451
	2 Napier à Russell, <i>Représentations de l'Italie</i>	—	—	463
	2 Gortschakoff à Wolkonski, <i>Dépêche du 21 mars</i>	—	—	466
	3 Buchanan à Russell, <i>Discussion Chambre de Berlin</i>	—	—	450
	4 — <i>Politique de la Prusse</i>	—	—	450
	4 Russell à Cowley, <i>Dépêche Rechberg 31 mars</i>	—	—	449
	5 Cowley à Russell, <i>Entrevue Drouyn de Lhuys</i>	—	—	453
	5 Napier à Russell, <i>Adresse de la noblesse russe</i>	—	—	464
	5 Règlement russe, <i>Mise sous séquestre</i>	—	—	468
	6 Napier à Russell, <i>Représentations de l'Espagne et de l'Italie</i>	—	—	465

POLOGNE (Suite)

1863

Avril.	6 Napier à Russell <i>Polonais en Angleterre</i>	—	63	II	467
	6 — <i>Intentions d'Alexandre</i>	—	—	—	467
	6 Circulaire Mensdorff-Pouilly.....	—	—	—	478
	7 Stanton à Russell, <i>Proclamation du comité central polonais</i>	—	—	—	459
	7 Mounsey à Bloomfield, <i>Visite à Cracovie</i>	—	—	—	460
	7 Circulaire Drouyn de Lhuys.....	—	IV	198	
	7 Manderstroem à Wedel-Jarlsberg.....	—	—	—	301
	8 Drouyn de Lhuys à Gramont.....	—	—	—	194
	9 Bloomfield à Russell, <i>Paroles Rechberg</i>	—	II	461	
	9 Drouyn de Lhuys à Montebello, <i>Projet de dépêche</i>	—	—	—	453
	10 Russell à Napier, <i>Vues anglaises</i>	—	—	—	454
	10 — <i>Conservation Brunnow</i>	—	—	—	457
	10 Réponse Empereur <i>Adresse de la noblesse</i>	—	—	—	471
	10 Avis Mensdorff-Pouilly, <i>Cracovie</i>	—	—	—	479
	10 Drouyn de Lhuys à Montebello	—	IV	195	
	10 Russell à Napier.....	—	—	—	196
	11 Buchanan à Russell, <i>Conventions de la Prusse</i>	—	II	461	
	12 Rechberg à Thun, <i>Observations autrichiennes</i>	—	—	—	458
	12 Napier à Russell, <i>Manifeste d'amnistie</i>	—	—	—	473
	12 Décret impérial d'amnistie	—	—	—	474
	12 Oukase au sénat.....	—	—	—	476
	12 Rechberg à Thun.....	—	IV	196	
	14 Cowley à Russell, <i>Amnistie</i>	—	II	477	
	15 Adresse de la municipalité Saint-Pétersbourg à l'Empereur.....	—	—	—	473
	15 Napier à Russell, <i>idem</i>	—	—	—	472
	16 Drouyn de Lhuys à Montebello	—	IV	196	
	17 Thun à Gortschakoff, <i>Dépêche Rechberg 12 avril</i>	—	II	458	
	17 Napier à Russell, <i>Note des 3 puissances</i>	—	—	—	479
	17 — <i>Rapports de Lithuanie</i>	—	—	—	479
	18 Gortschakoff à Daschkoff, <i>Réponse à la note suédoise du 7</i>	—	IV	302	
	21 Cowley à Russell, <i>Dépêche française du 10 avril</i>	—	II	480	
	22 Russell à Cowley, <i>Dépêche anglaise du 10</i>	—	—	—	480
	22 Circulaire Russell, <i>idem</i>	—	—	—	481
	23 Loulé à Comminges-Guitaut, <i>Dépêche française du 10</i>	—	IV	303	
	23 Visconti Venosta à Pepoli	—	—	—	352
	24 Russell à Napier, <i>Amnistie</i>	—	II	481	
	26 Gortschakoff à Balabine, <i>Dépêche Rechberg du 12</i>	—	—	—	49
	26 Gortschakoff à Brunnow, <i>Dépêche Russell du 10</i>	—	—	—	485
	26 Gortschakoff à Budberg, <i>Dépêche Drouyn de Lhuys du 10</i>	—	—	—	483
	28 Wan der Maesen de Sombreff à Gevers, <i>Note Pays-Bas</i>	—	IV	305	
	30 Pepoli à Visconti Venosta.....	—	—	—	354
Mai..	1 Loulé à Moira, <i>Note portugaise</i>	—	—	—	304
	1 Rœssing à Cintrat, <i>Oldenbourg</i>	—	—	—	306
	1 Gortschakoff à Stackelberg, <i>Dépêche italienne du 25 avril</i>	—	—	—	354
	2 Russell à Napier, <i>Dépêche Gortschakoff du 26 avril</i>	—	II	492	
	3 Visconti Venosta à Nigra.....	—	IV	353	
	4 Drouyn de Lhuys à Gros et Gramont.....	—	—	—	199
	8 Hall à Plessen, <i>Note danoise</i>	—	—	—	307
	11 Seward à Dayton, <i>Note américaine</i>	—	—	—	309
	14 Aali-Pacha à Khalil-bey.....	—	—	—	313
	16 Gortschakoff à Mansouroff, <i>Réponse à 28 avril</i>	—	—	—	306
	16 Gortschakoff à Nicolai, <i>Réponse à 8 mai</i>	—	—	—	308
	21 Gortschakoff à Ozeroff, <i>Dépêche portugaise du 1^{er} mai</i>	—	—	—	309
	22 Gortschakoff à Claye, <i>Réponse au 11</i>	—	—	—	312
	29 Drouyn de Lhuys à Gros, <i>Proposition des 3 cours</i>	—	—	—	201
	31 Gortschakoff à Ozeroff, <i>Note portugaise</i>	—	—	—	314

POLOGNE (Suite)

1863

Juin.	12 Circulaire Gortschakoff, <i>Archevêque de Varsovie</i>	63	IV	315
	12 Protestation archevêque de Varsovie, <i>Exécution Konarski</i>	—	—	318
	17 Drouyn de Lhuys à Montebello, <i>Réponse à 26 avril</i>	—	—	202
	17 Russell à Napier, <i>idem</i>	—	—	204
	18 Rechberg à Thun, <i>idem</i>	—	—	207
	20 Drouyn de Lhuys à baron Gros.....	—	—	211
	29 Circulaire Drouyn de Lhuys.....	—	—	210
JUILLET	13 Gortschakoff à Budberg, <i>Réponse à Drouyn de Lhuys, 17 juin</i>	—	—	213
	13 Gortschakoff à Brunnow, <i>Réponse à Russell 17 juin</i>	—	—	217
	13 Gortschakoff à Balabine, <i>Réponse à Rechberg 18 juin</i>	—	—	223
	18 Napier à Russell, <i>Réponse Gortschakoff</i>	—	—	321
	18 Gortschakoff à Budberg.....	—	—	324
	19 Rechberg à Metternich, <i>Intentions de l'Autriche</i>	—	—	319
	20 Drouyn de Lhuys à Gros, <i>Réponse identique</i>	—	—	227
	27 Gortschakoff à Knorring à Vienne.....	—	—	330
Août.	3 Drouyn de Lhuys à Gramont.....	—	—	228
	3 Drouyn de Lhuys à Montebello, <i>Réponse à Gortschakoff 18 juillet</i>	—	—	228
	11 Russell à Napier, <i>Réponse à Gortschakoff du 13 juillet</i>	—	—	237
	12 Rechberg à Thun, <i>idem</i>	—	—	242
	15 Gouvernement national à Czartoryski.....	—	—	332
Sept..	7 Gortschakoff à Budberg, <i>Réponse au 3 août</i>	—	—	246
	7 Gortschakoff à Brunnow, <i>Réponse au 11 août</i>	—	—	247
	7 Gortschakoff à Knorring, <i>Réponse au 12 août</i>	—	—	248
	7 Mémorandum Russie aux 3 puissances.....	—	—	249
	20 Drouyn de Lhuys à Cadore	—	—	269
OCT.	20 Russell à Napier, <i>Réponse à 7 septembre</i>	—	—	347
	27 Napier à Russell.....	—	I	346
	31 Rescrit <i>Grand-duc Constantin n'est plus lieutenant du royaume</i> ..	64	—	225

1864

Févr..	24 Manifeste impérial, <i>Mise en état de siège de la Galicie</i>	—	II	421
JUILLET	30 Bref de Pie IX aux évêques polonais.....	—	IV	246
Août.	23 Déclaration, Saxe, <i>Héritages sujets saxons décédés en Pologne et réciprocement</i>	—	—	265
JUILLET	26 Oukase, <i>Patronage des églises</i>	—	—	273
Août.	30 Rescrit au général de Berg.....	—	—	281
	30 Oukase, <i>Écoles primaires</i>	—	—	284
	30 — <i>Gymnase des jeunes filles</i>	—	—	295
	30 — <i>École primaire de Varsovie</i>	—	—	297
	30 — <i>École évangélique allemande de Varsovie</i>	—	—	302
	30 — <i>Création de directions scolaires</i>	—	—	304
	30 — <i>Adoucissant les peines criminelles et corporelles</i>	—	—	310
Nov..	10 Discours Berg, <i>Ouverture du conseil d'Etat de Varsovie</i>	—	—	417

PORTUGAL.

1862

JUILLET	1 Discours du roi, <i>Clôture des cortès</i>	63	I	454
SEPT..	4 — <i>Ouverture des cortès</i>	—	—	455
NOV..	4 — <i>Idem</i>	—	—	456

1863

AVRIL.	23 Convention d'Italie, <i>Poste</i>	64	IV	325
JUIN.	30 Discours du roi, <i>Clôture de la session</i>	63	IV	82
JUILLET	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	408

PORTUGAL (Suite)

1864

Janv. 2 Discours du roi, <i>Ouverture des Chambres</i>	64	I	213
Sept. 19 Décret France, <i>Taxes postales</i>	—	IV	194

PRINCIPAUTÉS-UNIES.

1861

Déc.. 2 Note de la Turquie, <i>Union</i>	63	III	101
2 Firman d'organisation.....	—	—	102
2 Protocole pour l'Union	64	II	179
Réserve de la France.....	63	III	104
— de la Russie.....	—	—	105
— de la Grande-Bretagne.....	—	—	106
— de la Prusse.....	—	—	107
— de l'Italie.....	—	—	108

1862

Juin. 16 Convention Autrichie, Turquie, Serbie, <i>Télégraph</i>	—	IV	155
Juillet 7 Message Couza, <i>Clôture session</i>	—	I	457
Nov. 16 Discours Couza, <i>Ouverture session</i>	—	—	458
Déc.. 9 Kallimaki à Aali-Pacha, <i>Saisie d'armes pour la Serbie</i>	—	—	108
17 Fuad-Pacha à Couza, <i>Note du 9 décembre</i>	—	—	109
Circulaire Kallimaki, <i>Idem</i>	—	—	111

1863

Fév.. 29 Note des 5 puissantes, <i>Différend Couza et assemblée</i>	—	III	112
Mars. 2 Adresse de l'assemblée.....	—	—	112
14 Message, <i>Clôture de l'assemblée</i>	—	—	118
Avril. 9 Lettre Alexandre Jean, <i>Établissements de bienfaisance</i>	—	—	120
Juin. 4 Convention Serbie, <i>Extradition</i>	—	—	150
Nov.. 15 Discours Couza, <i>Ouverture de la session</i>	—	II	340

1864

Janv. 11 Aali-Pacha à Couza, <i>Armements</i>	—	—	344
Fév.. 22 Couza à Fuad-Pacha, <i>Organisation de l'armée</i>	—	—	345
Avril. 27 Message Couza, <i>Ajournement de la Chambre au 14 mai</i>	—	—	351
Mai . 14 Coup d'État du prince Couza.....	—	—	352

AFFAIRE DES COUVENTS DÉDIÉS

1628

Chrysobulle Alexandre Iliache.....	64	II	234
1639	—	—	—
Chrysobulle Mathieu Bessarabe.....	—	—	229
1667	—	—	—
Chrysobulle Radou Léon.....	—	—	232
1764	—	—	—
Chrysobulle Racowitzza	—	—	231
1808	—	—	—
Sep.. 23 Divan aux métropolitains,.....	—	—	237
1818	—	—	—
Oct... 1 Note Egoumènes de Noutzetou,.....	—	—	238
1832	—	—	—
Sept., 20 Patriarche Constantinople à Boutenief,.....	—	—	239
Oct., 21 Boutenief à Kisseloff	—	—	238

PRINCIPAUTÉS-UNIES (Suite COUVENTS DÉDIÉS)

1833

Mai..	27 Mauros et Stirbey à Kisseleff.....	64	Il	240
	27 Kisseleff au conseil de Valachie.....	— —	—	248
Juin.	22 Conseil de Valachie à Kisseleff.....	— —	—	249
	22 Conseil de Valachie, <i>Procès-verbal</i>	— —	—	251

1834

Fév..	22 Conseil de Valachie à Kisseleff.....	— —	—	254
-------	---	-----	---	-----

1843

Août.	13 Memorandum russe.....	— —	—	256
-------	--------------------------	-----	---	-----

1852

Mai..	23 Instructions à Ozeroff.....	— —	—	259
-------	--------------------------------	-----	---	-----

1858

Juillet	20 Protocole de Paris.....	— —	—	161
---------	----------------------------	-----	---	-----

1859

Sept..	6 Protocole de Paris.....	— —	—	162
--------	---------------------------	-----	---	-----

1860

Janv	22 Ministre des cultes de Moldavie aux représentants des Saint-Lieux. — —	—	—	162
	22 <i>idem</i> — — — —	—	—	163

Mars.	10 Patriarches à Négrî.....	— —	—	164
-------	-----------------------------	-----	---	-----

Juin.	23 Ministre des cultes de Moldavie aux délégués des Saints-Lieux....	— —	—	164
-------	--	-----	---	-----

Juillet	4 Note des puissances garantes.....	— —	—	165
---------	-------------------------------------	-----	---	-----

	27 Délégués des Saints-Lieux aux puissances garantes.....	— —	—	167
--	---	-----	---	-----

	27 Délégués des Saints-Lieux au ministre des cultes.....	— —	—	168
--	--	-----	---	-----

Août.	21 Aali Pacha à Couza.....	— —	—	166
-------	----------------------------	-----	---	-----

Oct..	13 Délégués des Saints-Lieux aux puissances garantes.....	— —	—	170
-------	---	-----	---	-----

Déc..	23 Aali Pacha à Couza.....	— —	—	176
-------	----------------------------	-----	---	-----

1861

Août.	10 Russell à Bulwer, <i>Blâme Couza</i>	— —	—	269
-------	---	-----	---	-----

Sept..	25 Aali Pacha à Couza.....	— —	—	176
--------	----------------------------	-----	---	-----

Nov..	20 Ministère de Moldavie aux puissances garantes.....	— —	—	177
-------	---	-----	---	-----

1862

Janv.	30 Aali Pacha aux chefs des Saints-Lieux.....	— —	—	179
-------	---	-----	---	-----

Mars.	14 Ordonnance Couza, <i>Nomination commission</i>	— —	—	180
-------	---	-----	---	-----

26	Ministre des cultes aux communautés grecques	— —	—	180
----	--	-----	---	-----

Avril.	10 Réponse des communautés grecques.....	— —	—	181
--------	--	-----	---	-----

30	Communautés grecques à Aali Pacha.....	— —	—	182
----	--	-----	---	-----

Mai..	Aali Pacha à Couza.....	— —	—	183
-------	-------------------------	-----	---	-----

Juin..	Communautés à Aali Pacha.....	— —	—	185
--------	-------------------------------	-----	---	-----

Nov..	25 Sequestre sur revenus des couvents dédiés.....	— —	—	187
-------	---	-----	---	-----

Déc..	4 Publication aux fermiers des monastères.....	— —	—	188
-------	--	-----	---	-----

1863

Janv.	13 Note Aali Pacha, <i>Mesures arbitraires Couza</i>	— —	—	185
-------	--	-----	---	-----

13	Aali Pacha à Couza, <i>Protestation</i>	— —	—	186
----	---	-----	---	-----

15	Circulaire, <i>Monastères propriété de l'État</i>	— —	—	193
----	---	-----	---	-----

18	Interdiction de la langue grecque.....	— —	—	189
----	--	-----	---	-----

18	Ordonnance <i>idem</i>	— —	—	190
----	------------------------------	-----	---	-----

30	Circulaire <i>idem</i>	— —	—	190
----	------------------------------	-----	---	-----

Avril.	2 Note turque, <i>Commission arbitrale</i>	— —	—	187
--------	--	-----	---	-----

8	Arrêté du conseil des ministres, <i>Destitution du P. Cyrille</i>	— —	—	191
---	---	-----	---	-----

9	Publication ministérielle <i>Idem</i>	— —	—	194
---	---	-----	---	-----

17	Ordre aux tribunaux, <i>Avocats des monastères grecques</i>	— —	—	199
----	---	-----	---	-----

PRINCIPAUTÉS-UNIES (Suite COUVENTS DÉDIÉS)

1863

Mai..	22	Ordonnance de destitution, <i>Supérieur du monastère Bysanzia</i>	64	II	196
Juin.	3	— <i>Suppression des Epitropies</i>	—	—	195
		Catalogue, <i>Documents des Archives</i>	—	—	195
	13	Arrêté du conseil, <i>Baux des biens conventuels</i>	—	—	194
	30	Ordonnance, <i>Actes des monastères</i>	—	—	197
		Mémoire, <i>Couvents roumains sous l'invocation des Saints-Lieux</i>	—	—	197
Juillet	15	Circulaire Gortschakoff, <i>Biens conventuels</i>	—	III	402
Août.	20	Circulaire Aali Pacha, <i>Convocation de la commission arbitrale</i>	—	II	269
	22	Negrí, <i>Justification des mesures Couza</i>	—	—	270
Sept.	10	Circulaire Aali Pacha, <i>Exécution du Protocole 13*</i>	—	—	271
		Mémoire de l'Archimandrite Nilos	—	—	274
Oct..	10	Gortschakoff à Noroikoff, <i>Blâme des mesures Couza</i>	—	—	273
Déc..	24	Loi de sécularisation des couvents dédiés.....	—	—	333
		Mémoire des Saints-Lieux d'Orient.....	—	—	278
		1864			
Janv.	2	Lettre vizirienne contre la loi de sécularisation.....	—	—	334
	2	Instructions identiques des ambassadeurs des 4 puissances aux agents à Bucharest.....	—	—	335
	5	Rosetti Balamesco à Negri.....	—	—	326
	29	Rapport du ministre des cultes.....	—	—	336
Mai..	9	Frotocole N° 1 de la conférence de Constantinople.....	—	IV	421
	14	— N° 2 <i>Idem</i>	—	—	421
	23	— N° 3 <i>Idem</i>	—	—	422
Juin..	9	Fuad Pacha à Couza, <i>Envoi des protocoles</i>	—	—	423
Sept..	22	Chef des Lieux-Saint's à Aali Pacha, <i>Expropriation contre indem- nité</i>	—	—	424

PRUSSE.

1858

Juin.	30	Convention Belgique, France, <i>Télégraphe</i>	63	III	293
		1862			

Sept.	8	Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Tur- quie, <i>Affaire de Serbie</i>	—	I	24
Oct..	14	Discours, <i>Clôture de la session</i>	—	—	459
Nov..	14	Traité Autriche, France, Grande-Bretagne, Russie, <i>Cession des îles Ioniennes</i>	64	II	154

1863

Janv.	14	Discours d'ouverture des Chambres.....	63	I	464
	29	Adresse de la Chambre des députés, <i>Réponse au discours du 14</i>	—	—	466
Fév..	5	Adresse de la Chambre des seigneurs, <i>Idem</i>	—	—	471
	6	Réponse du Roi à la Chambre des députés.....	—	—	468
	9	— à la Chambre des seigneurs	—	—	473
Mai..	11	Séance de la Chambre des députés	—	III	34
	12	Communication du ministère à la Chambre des députés	—	—	344
	13	Lettre du Président Grabow	—	—	
	14	Réponse Bismarck à Grabow	—	—	346
	20	Message du Roi, <i>Chambre des députés</i>	—	—	346
	22	Adresse au Roi, <i>idem</i>	—	—	347
	26	Réponse du Roi, <i>idem</i>	—	—	350
	27	Discours Bismarck, <i>Clôture session</i>	—	—	354
Juin.	1	Ordonnance royale, <i>Presse</i>	—	—	355
	6	— ministère de l'intérieur, <i>adresse des conseils municipaux</i>	—	—	357
Juillet	16	Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	408

PRUSSE (Suite)

1863

Sept.	2 Décret dissolution, <i>Chambre des députés</i>	64	IV	83
Nov..	9 Discours du Roi, <i>Ouverture de la session</i>	64	I	18
	15 Projet d'adresse de la Chambre des députés.....	—	—	26
Déc..	18 Débat de la Chambre, <i>Projet d'adresse</i>	—	—	28
	21 Adresse au Roi, <i>Chambre des seigneurs</i>	—	—	32
	31 Réponse du Roi, <i>Chambre des députés</i>	—	—	34
	31 Circulaire Bismarck, <i>Congrès des Députés à Francfort</i>	—	IV	418

1864

Janv.	13 Réponse du Roi, <i>Chambre des seigneurs</i>	—	I	216
	22 Protestation Chambre des députés, <i>Actes du gouvernement dans le Schleswig</i>	—	—	247
	25 Séance de la Chambre des députés.....	—	—	219
	25 Discours Bismarck, <i>Clôture de la session</i>	—	—	221
Avril.	21 Proclamation du Roi, <i>Prise de Duppel</i>	—	II	408

QUESTION DANO-ALLEMANDE.

Voir Danemark (page 10).

RÉFORME FÉDÉRALE ALLEMANDE.

Voir Confédération germanique (page 9).

RUSSIE.

1860

Oct..	13 Déclaration Autriche, <i>Crimes</i>	63	I	345
Fév..	3 Traité Turquie, <i>Commerce</i>	—	—	364
Sept..	5 Protocole France, Turquie, <i>Coupole de Jérusalem</i>	—	III	80
	8 Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Turquie, <i>Affaire de Serbie</i>	—	I	244
Nov..	14 Traité Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Turquie, <i>Cession des îles Ioniennes</i>	64	II	154

1863

Juillet	14 Convention Danemark, France, Grande-Bretagne, <i>Accession du roi George au trône de Grèce</i>	—	III	425
	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	IV	408
Sept..	28 Traité Italie, <i>Commerce</i>	—	—	11

1864

Mars.	29 Traité France, Grèce, Grande-Bretagne, <i>Iles Ioniennes</i>	—	III	152
Avril.	23 Décret, <i>Héritage des sujets saxons décédés en Russie et réciprocement</i>	—	IV	267
Juillet	12 Recrue au grand-duc Michel, commandant en chef du Caucase....	—	—	268
	12 Lettres patentes aux Cosaques du Terek et du Kouban, <i>Réduction de la durée du service militaire</i>	—	—	270
	12 Oukase, <i>Troupes de l'armée du Caucase</i>	—	—	271
	12 — <i>Médaille militaire du Caucase</i>	—	—	272
	25 — <i>Règlement des hommes libres de l'Ouest</i>	—	—	276

ÉMIGRATION DES CIRCASSIENS

1863

Mai..	23 Napier à Russell, <i>Émigration</i>	64	III	383
-------	--	----	-----	-----

RUSSIE (Suite)**FINLANDE**

1863

Juin.. 6 Décret, <i>Convocation de la Diète</i>	63	IV	85
Sept.. 17 Discours de l'empereur, <i>Ouverture</i>	64	I	223

1864

Avril. 15 Discours de l'empereur, <i>Clôture</i>	— II	432
23 Décret russe, <i>Héritages sujets saxons décédés en Finlande et réciprocement</i>	— IV	265

AFFAIRES DE POLOGNE.Voir *Pologne* (page 34)**SAN-SALVADOR.**

1860

Oct... 27 Traité Italie, <i>Commerce</i>	63	I	5
--	----	---	---

SAXE-COBOURG-GOTHA.

1863

Août. 19 Renonciation du prince de Galles à la succession.....	64	III	352
--	----	-----	-----

SAXE-ROYALE.

1863

Nov.. 9 Discours du roi, <i>Ouverture des États</i>	64	I	36
	1864		

Avril. 23 Déclaration russe, <i>Héritages sujets saxons en Pologne et réciprocement</i>	— IV	265
---	------	-----

23 Déclaration russe, <i>Héritages sujets saxons en Russie et Finlande et réciprocement</i>	— —	267
---	-----	-----

Juin. 2 Murray à Russell, <i>Passe-ports en Saxe</i>	— III	391
Août. 23 Discours du roi, <i>Clôture des Chambres</i>	— —	404

SERBIE.

1861

Déc.. 16 Ristitch à Aali-Pacha, <i>Propriétés musulmanes</i>	63	II	114
	1862		

Avril. 4 Ristitch à Aali-Pacha, <i>Propriétés musulmanes</i>	— —	115
--	-----	-----

Juin. 1 Événements de Belgrade.....	— IV	87
-------------------------------------	------	----

16 Tastu à Thouvenel, <i>Conflit</i>	— I	234
--	-----	-----

16 Convention de Belgrade.....	— —	234
--------------------------------	-----	-----

16 Convention Autriche, Turquie, Principautés, <i>Télégraphe</i>	— IV	155
--	------	-----

17 Protestations consuls, <i>Bombardement de Belgrade</i>	— II	115
---	------	-----

21 Tastu à Thouvenel, <i>Idem</i>	— I	235
---	-----	-----

27 Rapport, <i>Événements du 3, 4, 5</i>	— IV	92
--	------	----

30 Mémorandum, <i>Événements de juin</i>	— II	116
--	------	-----

30 Circulaire turque, <i>Idem</i>	— —	118
---	-----	-----

Juillet 1 Thouvenel à Tastu, <i>Réunion d'une conférence</i>	— I	236
--	-----	-----

8 Protestation Garachanine, <i>Commandant de Chabatz</i>	— II	119
--	------	-----

8 <i>Idem</i> , <i>Bâtiment de guerre turc à Belgrade</i>	— —	120
---	-----	-----

8 Moustier à Aali-Pacha, <i>Réunion d'une conférence</i>	— I	226
--	-----	-----

9 Prince Michel à Russell, <i>Situation du pays</i>	— II	120
---	------	-----

10 Aali-Pacha aux puissances garantes, <i>Consentement d'une conférence</i>	— I	239
---	-----	-----

21 Circulaire Thouvenel, <i>Règlement des affaires serbes</i>	— —	237
---	-----	-----

SERBIE, SUÈDE, SUEZ, SUISSE.

45

SERBIE (Suite)

1862

Juillet	23 Russell au prince Michel, <i>Lettre du 9 juillet</i>	63	II	121
	30 Mémoire turc, <i>Événements de Belgrade</i>	—	—	122
Août..	6 Projet anglais d'arrangement.....	—	I	240
	6 Moustier à Thouvenel, <i>Idem</i>	—	—	240
	10 Moustier, <i>Exposé à la conférence</i>	—	—	242
	12 Moustier à Thouvenel, <i>idem</i>	—	—	241
Sept..	8 Instructions au gouverneur de Belgrade.....	—	—	250
	8 Protocole Autriche, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, Turquie, <i>Affaire de Serbie</i>	—	—	244
	9 Moustier à Thouvenel, <i>Sur la conférence</i>	—	—	244
	17 Grand-vizir au prince Michel.....	—	II	139
	18 Circulaire Thouvenel, <i>Protocole du 8 septembre</i>	—	I	251
	19 Thouvenel à Moustier, <i>idem</i>	—	—	253
Oct...	1 Prince Michel au grand-vizir, <i>17 septembre</i>	—	II	140
	6 Proclamation prince Michel, <i>Conférence de Constantinople</i>	—	—	142

1863

Janv.	25 Délibération du corps consulaire, <i>Maintien des capitulations</i>	—	—	94
	27 <i>Idem</i>	—	—	96
	30 <i>Idem</i>	—	—	99
Févr..	5 <i>Idem</i>	—	—	103
Mars.	1 Réponse du gouvernement serbe.....	—	—	106
Jun.	4 Convention Principautés, <i>Extradition</i>	64	III	150

1864

Août..	16 Discours du prince, <i>Ouverture de la Skupchtna</i>	—	IV	37
Sept..	1 Adresse de la Skupchtna.....	—	—	42
	1 Réponse du prince.....	—	—	46

SUÈDE ET NORVÉGE.

1862

Oct...	6 Discours du roi, <i>Ouverture du Storthing de Norvège</i>	63	I	474
	15 Idem, <i>Ouverture de la Diète</i>	—	—	476

1863

Juin.	22 Discours du Roi, <i>Clôture du Storthing</i>	—	IV	96
Juillet	16 Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	—	—	408
Déc..	7 Discours du roi, <i>Clôture de la Diète</i>	64	I	42

1864

Mars.	14 Discours royal, <i>Ouverture du Storthing</i>	—	II	433
	15 Rapport Storthing, <i>Propositions royales</i>	—	—	434
	24 Discours royal, <i>Clôture Storthing</i>	—	—	436

SUEZ.

1863

Avril.	5 Circulaire Aali-Pacha.....	—	63	III	121
--------	------------------------------	---	----	-----	-----

SUISSE.

1861

Déc..	1 Convention France, <i>Télégraphe</i>	—	64	II	153
-------	--	---	----	----	-----

1862

Juillet	24 Conseil fédéral, <i>Italie et Tessin</i>	63	I	381
	28 Déclaration Bavière, <i>Malades et décédés</i>	64	III	331
Août..	4 Déclaration Pays-Bas, <i>Exemption du service militaire</i>	—	—	323
	11 Déclaration Italie, <i>Extension des anciens traités</i>	—	—	325

SUISSE (Suite)

1862

Août..	11	Déclaration Italie, <i>Abolition du droit d'aubaine</i>	64 III	326
Sept..	24	Convention Bade, <i>Chemin de fer</i>	— III	233
Nov..	22	Traité Pays-Bas, <i>Commerce</i>	63 I	370
	30	Convention Italie, <i>Séparation de la mense de Côme</i>	64 III	239
Déc..	8	Traité France, <i>Vallée des Dappes</i>	63 I	372
11	Traité Belgique, <i>Amitié</i>	64 III	327	
17	—	<i>Poste</i>	— —	337

1863

Janv.	19	Traité Pays-Bas, <i>Consulat aux Indes</i>	— —	349
Mars.	27	Convention Bade, <i>Chemins de fer</i>	— —	352
Déc..	31	Rapport du conseil fédéral, <i>Gestion de 1863</i>	— —	406

1864

Juin.	30	Traité France, <i>Commerce</i>	— —	162
	30	— <i>Établissement des nationaux dans chaque pays</i>	— —	215
	30	— <i>Propriété littéraire</i>	— —	217
	30	— <i>Rapports de voisinage</i>	— —	227
	30	— <i>Passe-ports</i>	— —	231
Sept..	20	Discours. <i>Ouverture de la Diète</i>	— IV	311

TUNIS.

1863

Oct...	10	Convention Grande-Bretagne, <i>Possession de biens-fonds</i>	64 IV	21
			1864	

Juin.	26	Rescrit du bey, <i>Troubles</i>	— —	312
Août.	11	Circulaire, <i>Conclusion de la paix</i>	— —	313

TURQUIE.

1859

Juillet	29	Convention Grèce, <i>Télégraphes</i>	63 III	289
			1861	

Juillet	10	Traité Italie, <i>Commerce</i>	64 IV	161
Oct...	10	Traité Belgique, <i>Commerce</i>	— —	169

1862

Janv.	31	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole Jérusalem</i>	63 III	74
Fév..	3	Traité Russie, <i>Commerce</i>	— I	364
	4	Circulaire, <i>Agents de change</i>	— II	144
	25	Traité Etats-Unis, <i>Commerce</i>	64 IV	176
	28	Aali-Pacha, <i>Agioleurs</i>	63 II	146
Mars.	28	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole</i>	— III	75
Avril.	9	Moustier à Thouvenel, <i>Idem</i>	— —	76
	24	Aali-Pacha, <i>Priviléges consulaires</i>	— II	146
	24	— <i>Naturalisation, sujets turcs</i>	— —	147
	25	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole</i>	— III	76
Mai.	3	Aali-Pacha, <i>Règlement du timbre</i>	— II	149
	5	— <i>Impôt des voitures</i>	— —	150
	16	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole</i>	— III	77
	22	Traité Autriche, <i>Commerce</i>	— I	63
	23	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole</i>	— III	77
	27	Moustier à Thouvenel, <i>Idem</i>	— —	79
	28	Aali-Pacha à Thouvenel et Lohanoff, <i>Idem</i>	— —	79
Juin.	16	Convention Autriche, Serbie, Principautés, <i>Télégraphe</i>	— IV	155
	20	Thouvenel à Moustier, <i>Coupole</i>	— III	79

TURQUIE (Suite)

1862

Juillet 6	Circulaire, <i>Ancrage navires, port Constantinople</i>	63 II 150
Août. 6	Circulaire, <i>Visa des passe-ports</i>	— — 151
13	— <i>Télégraphe au Bosphore</i>	— — 152
22	Thouvenel à Gramont, <i>Coupole</i>	— III 81
27	Moustier à Thouvenel, <i>Idem</i>	— — 80
Sept.. 5	Protocole France, Russie, <i>Idem</i>	— — 80
8	Protocole Autrichie, France, Grande-Bretagne, Italie, Prusse, Russie, <i>Affaire de la Serbie</i>	— I 244
27	Traité villes Hanséatiques, <i>Commerce</i>	64 IV 5
Oct.. 3	Aali-Pacha, <i>Biens-fonds des étrangers en Turquie</i>	63 II 152
18	Aali-Pacha, <i>Protégés des consuls</i>	— — 155
18	Règlement des consulats étrangers.....	— — 155
21	Aali-Pacha, <i>Respect de la base monétaire</i>	— — 158
Nov.. 2	<i>Id.</i> <i>Ressortissants étrangers à Smyrne</i>	— — 158
12	<i>Id.</i> <i>Introduction des livres</i>	— — 159
12	<i>Id.</i> <i>Naissances des souverains</i>	— — 160
15	<i>Id.</i> <i>Contrebande de guerre en Grèce</i>	— — 160
29	<i>Id.</i> <i>Id</i>	— — 161
Déc.. 11	<i>Id.</i> <i>Mesures contre les agioteurs</i>	— — 143
	Note des 5 puissances, <i>Droit de propriété aux étrangers</i>	64 — 438

1863

Janv. 21	Hatt impérial, <i>Administration</i>	63 II 161
Fév.. 21	— <i>Finances</i>	— III 120
Mai.. 6	— <i>Retour d'Égypte</i>	— IV 97
Jun.	1 Drouyn de Lhuys à Napoléon III, <i>Juridiction consulaire française</i>	— — 298
	Hatt impérial, <i>Vendetta en Albanie</i>	— — 98
Juillet 16	Traité Belgique, <i>Rachat du péage de l'Escaut</i>	— — 408
Nov.. 28	Convention Perse, <i>Télégraphe</i>	64 III 144
Déc.. 9	Convention Grande-Bretagne, <i>Télégraphe à Bassorah</i>	— — 146

1864

Fév.. 4	Aali-Pacha, <i>Réforme postale</i>	— II 440
Jun.	Rapport du grand conseil, <i>Améliorations administratives</i>	— — 313
Août. 7	Convention Grèce, <i>Télégraphe</i>	— IV 197

UNION DOUANIÈRE ALLEMANDE.

Voir *Zollverein*.

URUGUAY.

1863

Juillet 7	Arrangement France, <i>Convention du 8 avril 1856</i>	63 IV 159
-----------	---	-----------

WURTEMBERG.

1864

Juin. 26	Proclamation du roi Charles.....	64 IV 46
26	Manifeste —	— — 47
Juillet 12	Discours du roi, <i>Ouverture des Chambres</i>	— — 48
23	Adresse de la Chambre	— — 49

ZOLLVEREIN.

1862

Juillet 20	Bernstorff à Werther, <i>Traité de commerce avec la France</i>	63 I 97
26	Reichberg à Karolyi, <i>Entrée de l'Autriche</i>	— — 101
Août. 5	Circulaire Bernstorff aux agents de l'Autriche	— — 106

ZOLLVEREIN (Suite)

1862

Août. 6 Bernstorff à Werther, <i>Dépêche</i> 26 juillet.....	63	I	110
21 Rechberg à Chotek, <i>Dépêche du</i> 6 août.....		— —	113

1863

Mars. 23 Drouyn de Lhuys à Gabriac.....	—	IV	292
31 Circulaire prussienne, <i>Traité avec la Belgique</i>	—	II	209
Mai. 19 Drouyn de Lhuys à Talleyrand.....	—	IV	294
Juin. 8 Drouyn de Lhuys à Reculot.....	—	—	296

1864

Juillet 28 Rechberg à Chotek, <i>Question douanière</i> ,	64	—	28
---	----	---	----

FIN DU RÉPERTOIRE.

